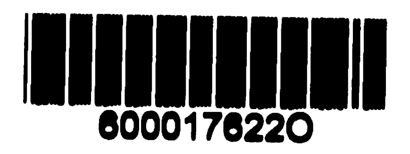
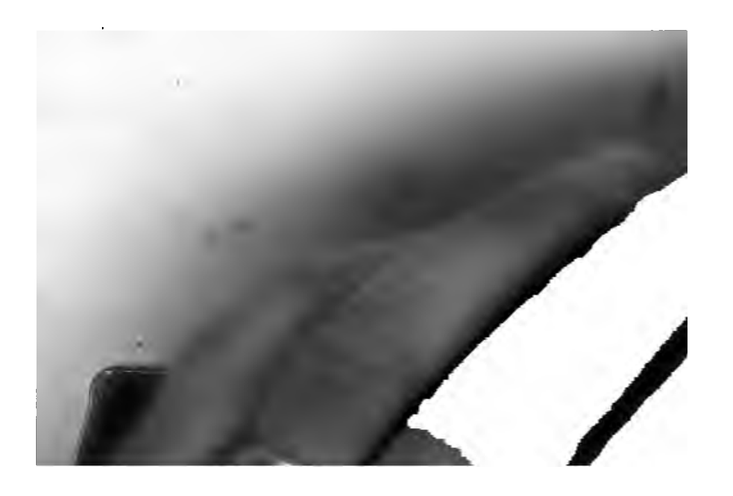






GUICHARDIN

HISTORIEN ET HOMME D'ÉTAT ITALIEN

AU XVIe SIÈCLE.

Marseille. — Imprimerie et Lithographie Jules Barile.

GUICHARDIN

HISTORIEN ET HOMME D'ÉTAT ITALIEN

AU XVI[e] SIÈCLE.

ÉTUDE SUR SA VIE ET SES OEUVRES

ACCOMPAGNÉE

DE LETTRES ET DE DOCUMENTS INÉDITS

PAR

EUGÈNE BENOIST

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE, PROFESSEUR AU LYCÉE DE MARSEILLE.

PARIS

CH. ALBESSARD & BÉRARD
Editeurs-Commissionnaires
8, RUE GUÉNÉGAUD,

AUGUSTE DURAND
Libraire-Editeur
7, RUE DES GRÈS,

MARSEILLE, A LA LIBRAIRIE GÉNÉRALE, RUE PAVILLON, 25.

1862.


BIBLIOTHECA·BODLEIANA

A M. CABOCHE

ANCIEN MAITRE DE CONFÉRENCES A L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE,

PROFESSEUR-SUPPLÉANT A LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS,

INSPECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS.

PRÉFACE.

Parmi les écrivains que compte l'école historique du XVIe siècle en Italie les deux plus illustres sont, sans contredit, Machiavel et Guichardin. Cependant Machiavel est, à mon avis, beaucoup moins un grand historien, dans la véritable acception du mot, qu'un grand publiciste. C'est donc d'après Guichardin qu'il est le plus possible d'apprécier l'art d'écrire l'histoire à son époque. Quel rang peut-on lui assigner entre les maîtres de cet art? Quels motifs me portent à lui assigner cette place? Voilà l'objet de cette étude. Il est vrai que, sur mon chemin, je rencontre des questions d'un autre ordre, qu'il me faut entamer, sous peine de laisser mon travail incomplet.

Guichardin est surtout célèbre comme historien ; mais il a pris part assidûment, et non sans y jouir d'une grande influence, aux luttes de son temps ; il a été l'un des principaux hommes d'état qui ont contribué à régler, au XVIe siècle, la situation de l'Italie et celle de Florence. Ses écrits politiques, récemment publiés, sont placés aujourd'hui à côté de ceux de Machiavel. Il m'est donc devenu nécessaire, vu l'importance politique de Guichardin et de ses ouvrages spéciaux, de leur consacrer des développements assez longs, tout en essayant de les rapporter à la

conclusion littéraire que je voulais faire prédominer. Je trouvais là matière à des appréciations d'une nature fort délicate, et donnant prise à la controverse. Toutefois, je n'ai pas hésité. La condamnation de la politique d'intérêt et d'expédients n'étonnera personne ; son principe même est une cause d'infériorité pour l'œuvre historique, au point de vue littéraire, et c'est ce que j'espère démontrer. En second lieu, deux systèmes d'organisation se présentent pour l'Italie : celui de l'unité italienne absolue, et celui de l'union en face de l'étranger, tandis que, intérieurement, les divers membres du corps national resteraient distincts et, comme on dit aujourd'hui, décentralisés. La lutte de ces systèmes se reproduit en tout temps ; mais l'idée de l'unité est plus particulièrement le fond du machiavélisme. Elle a donné la naissance à la doctrine même de Machiavel qui, érigeant en théorie les maximes de son temps, n'a vu le salut de la patrie que dans l'extrême démocratie et la tyrannie, nous dirions aujourd'hui la dictature, opérant de force l'unité ; c'est en cela que consiste, ce me semble, la véritable originalité de Machiavel, quoiqu'on ait surtout qualifié de machiavélisme les idées qui lui étaient communes avec bien d'autres, et qu'il a seulement exprimées avec plus de génie. Il me paraît hors de doute que Guichardin a préféré l'union. Il est donc machiavéliste, précisément en ce qui n'est pas propre à Machiavel ; sur la question italienne, il pense autrement, et, j'ai dû le dire, en appréciant le sens historique dont il a fait preuve. Enfin la biographie du Florentin et l'examen de quelques-uns de ses ouvrages m'ont fourni l'occasion de ramener la lumière sur plusieurs parties de l'histoire de Florence, où je diffère d'opinion avec quelques auteurs de livres estimés. On est généralement d'accord pour accabler du reproche de trahison tous ceux qui ne se rallièrent point

au gouvernement républicain de 1502 et à celui de 1527. Sismondi poursuit la mémoire des adversaires de Pierre Soderini et des fauteurs de Niccolò Capponi. M. Perrens, dans son Savonarole, traite sévèrement aussi ceux qui firent opposition au système dont le fameux dominicain fut le promoteur. M. Ampère, dans un article brillant [1] sur une publication remarquable de l'école antiquaire de Florence, semble accepter les arguments et embrasser les haines de Jacques Pitti, l'acharné contradicteur de Guichardin. Je ne sais si l'on trouvera que j'aie réussi en suivant un autre parti ; du moins cette vue a fait que je me suis étendu avec plus de complaisance sur les passages où je croyais pouvoir réformer ou compléter leurs assertions. Cela élargissait un peu le cadre que je me suis tracé, mais, je le pense du moins, offrait quelque intérêt, et contribuait, dans une certaine mesure, à la conclusion de cette étude.

Les documents historiques que j'ai insérés à la fin du volume n'ont pas la prétention d'être une publication définitive, et qui fasse connaître à fond Guichardin. Il faut attendre le résultat du patient travail dirigé par M. Canestrini [2], pour posséder le Guichardin complet et authentique. Mais, comme ce travail est bien long à s'imprimer, je me suis cru autorisé à choisir, dans les archives ouvertes à tout le monde, quelques pièces assez curieuses qui nous montrent, à l'occasion d'évènements considérables, la manière d'écrire et de penser du Florentin aux diverses époques de sa carrière. D'ailleurs, M. Canestrini et M. le comte Luigi Guicciardini eux-mêmes m'ont communiqué des fragments dont, avec leur permission, je fais tout de suite part

[1] *Revue des Deux Mondes*, 1er septembre 1856.— [2] *Opere inedite di M. Francesco Guicciardini appresso Barbera e Bianchi e Comp.* Firenze, 1857, 1858, 1859. A l'heure où j'écris il en a déjà paru trois volumes in-8o. Le tout en formera huit ou dix.

au public. J'y joins deux ou trois morceaux officiels, où l'on verra le style du temps dans la rédaction des dépêches diplomatiques, ou des procès-verbaux de délibérations administratives.

Je termine en consignant ici mes remercîments pour tous ceux qui m'ont encouragé dans mon travail, parmi lesquels je citerai M. Desjardins, doyen de la faculté des lettres de Douai, à qui j'ai dû d'être mis en rapport avec les archivistes florentins; M. Canestrini lui-même, membre du parlement national italien, dont la complaisance a été il ne se peut plus entière; M. Bonaïni, Surintendant général des archives de Toscane; M. Passerini, directeur d'une des branches de la même institution; M. Guasti, secrétaire de la Surintendance, qui a bien voulu collationner lui-même les copies de mes documents; M. Atto Vanucci, professeur à l'Institut de perfectionnement, à Florence; et enfin le vénérable M. Vieusseux, dont les Français qui ont séjourné en Toscane, appelés par leurs études, ont pu apprécier la bienveillance et le gracieux accueil.

INTRODUCTION.

Si l'Italie pendant la longue suite des âges illustres qui composent son histoire n'a jamais cessé d'être à la fois un des pays les plus tourmentés et les plus glorieux du monde, sans contredit, la première partie du XVI[e] siècle est dans les temps modernes, l'époque où elle a enduré les plus cruelles souffrances, et où son génie a brillé du plus vif éclat.

C'est sur elle que sont alors fixés tous les regards, c'est contre elle que sont dirigés tous les efforts de l'Europe. Les Français, les Espagnols, les Allemands, les Suisses se la disputent et s'en arrachent les débris ; les Anglais eux-mêmes malgré leur éloignement interviennent dans les négociations dont elle est l'objet. Toutes les ligues ont directement et indirectement pour but d'enlever ou d'assurer à quelque prince la possession de ses provinces et de ses royaumes.

Aussi, champ de bataille où luttent les ambitions rivales, proie offerte à toutes les cupidités, tandis que les rois étrangers ménagent leurs états et leur épargnent les horreurs de la guerre, c'est elle qui reçoit tous les coups, c'est elle qu'accablent tous les désastres. C'est elle qui paie tous les frais de toutes les campagnes et son sang coule à flots dans la victoire comme dans la défaite. Quelle nation n'a pas un crime envers elle à se reprocher pendant cette interminable série de combats qui s'enchaînent les uns aux autres durant un demi siècle? Je ne parle pas de la férocité dont les Suisses font preuve à chaque instant; mais si les Espagnols et les Allemands ont saccagé Milan et

Rome [1], les Français ne leur avaient-ils pas donné l'exemple à Capoue et à Brescia [2]? L'insolence française n'était-elle pas aussi odieuse que la brutalité allemande et l'orgueil espagnol? On s'étonne au récit des exactions sans trève ni mesure qui pèsent sur la malheureuse contrée; on ne peut comprendre où elle trouve tant d'or pour solder les troupes qui la dévorent; pour acheter tant de paix mal assurées, pour satisfaire l'avidité des vainqueurs qui l'oppriment. Enfin on s'indigne surtout, en voyant, malgré le mépris que les étrangers affichent hautement pour eux [3], un si grand nombre d'Italiens parmi les chefs qui servent le roi de France, le roi d'Espagne, ou l'Empereur. [4]

C'est qu'alors les Italiens ne savent pas s'unir pour résister à l'ennemi. C'est là leur mal le plus funeste; ils le sentent, mais ne peuvent s'en guérir. Ils sont incapables d'abdiquer leurs haines ou leurs ambitions particulières, ou du moins de les subordonner à un intérêt général. Ils sont trop passionnés pour ne pas suivre jusqu'au bout le désir ou le sentiment qui les entraîne. Aussi pour un peu d'argent, pour une tyrannie [5], pour quelques places bientôt ravies par un perfide bienfaiteur [6], vendent-ils leur patrie, leur honneur, leur famille, leur sang, Quelques-uns moins avilis se consument dans de vaines agitations, d'autres plus prudents ne consultent qu'un lâche égoïsme et cherchent seulement à s'agrandir ou à se sauver eux-mêmes grâce aux désastres de tous. [7]

Quel est le terme de tous ces malheurs et de toutes ces fautes? Une ruine complète et irréparable. Tandis que la suprématie religieuse de Rome est anéantie sur l'Allemagne et sur l'Angle-

[1] Guich. Hist. d'Ital. XVII, 3; XVIII, 3.

[2] Ibid. V, 2; X, 4. — [3] Voyez les railleries du capitaine Imbaut. Guich. Hist. d'Italie. V, 4. — [4] Les Orsini, les Colonna, les Trivulce, les Jean de Médicis, les San-Severino, etc. — [5] Les Bentivoglio à Bologne en 1512, Malatesta Baglioni en 1530. — [6] Les Florentins pour ravoir Pise, les Vénitiens en 1499 pour obtenir Crémone et la Ghiara d'Adda.

[7] I Veneziani procedevano con consigli separati da consigli communi; e aspettando di crescere dall'altrui disunione e travagli, stavano attenti e preparati a valersi d'ogni accidente che potesse aprir loro la via all'imperio di tutta l'Italia. Guicc. Stor. d'Ital. I, 1.

terre, le prestige du Pape achève de s'effacer aux yeux mêmes de ceux qui reconnaissent encore son autorité. Enfin l'Italie perd cette indépendance qu'au moyen-âge elle avait su conserver malgré ses divisions. Charles-Quint, vainqueur des Français, occupe Naples. Le Pape à Rome, les Médicis à Florence, Sforza à Milan deviennent les instruments de sa politique, ou en suivent malgré eux l'impulsion. Les petits états du centre, républiques et duchés, ne peuvent rien contre une puissance si formidable [1]. Les souverains du Piémont attaqués par les Français se jettent dans les bras de l'Empereur, et ensuite du roi d'Espagne, tandis que Venise, dont le commerce est ruiné par la découverte de l'Amérique et du passage aux Indes [2], lutte obscurément contre les Turcs, sans rien tenter d'important en Italie. Longtemps le joug de la servitude n'a fait que s'appesantir. Soumis aux armes ou à l'influence des étrangers, le pays, qui jadis avec les Romains domina le monde, n'a plus été libre pendant de longues années.

Comme compensation à ces misères le commencement du seizième siècle est, il est vrai, le moment où les arts et les lettres se développent avec le plus de magnificence, et arrivent à un degré de perfection extraordinaire. L'Italie semble seulement alors être maîtresse de son génie et se posséder pleinement, sans défaillances comme sans tâtonnements. Plus d'essais imparfaits, pas encore des raffinements de mauvais goût qu'amène la décadence; des œuvres achevées, non pas sans doute à l'abri de toute critique (quel peuple ou quel temps pourrait se vanter d'avoir atteint aussi haut?), mais admirables et dignes de devenir des modèles en leur genre.

Dans les arts l'Italie du seizième siècle et surtout des trente premières années est restée sans rivale et a fait l'éducation de l'Europe entière. La peinture, la sculpture, l'architecture produisent à la fois des chefs-d'œuvre. Alors paraissent Léonard, le Pérugin, Raphaël, le Corrège, Titien, Michel-Ange.

[1] Guich. Hist. d'Ital. liv. XIX, XX. — [2] Guich. Hist. d'Ital. VI, 3.

La littérature, sans égaler la gloire des arts du dessin, n'en est pas indigne toutefois. Sans doute le Dante n'a point d'émule au seizième siècle. Avec son âge de foi, de liberté, de passions terribles et grandioses, la poésie sublime est morte. Pétrarque n'est plus là pour chanter ses odes ou soupirer ses élégies. Mais un grand poète, l'Arioste, inaugure un genre nouveau, l'épopée héroï-comique[1]; un autre à la fin du siècle célébrera dignement la croisade dans les strophes de l'immortelle Jérusalem. Derrière eux plus d'un talent secondaire mérite encore de fixer l'attention [2].

On aurait tort de nier que divers motifs ont empêché les Italiens de réussir également et de mettre au jour dans tous les genres des œuvre classiques.

Mais il en est où ils ont excellé, le discours politique, ou comme nous dirions aujourd'hui, l'œuvre du publiciste, et l'histoire.

Les temps étaient merveilleusement préparés pour que le discours politique pût se montrer avec éclat. Les longues rivalités des nombreux états de la Péninsule; les révolutions intérieures des cités et des républiques avaient exercé les esprits au mécanisme des alliances et des institutions. L'expérience avait inspiré bien des projets, fait formuler bien des principes, déduire bien des conséquences. L'étude des ouvrages des anciens, de leurs historiens surtout, était venue donner des lumières nouvelles à ceux qui réfléchissaient sur ces matières. Plus d'un publiciste parut alors, et Machiavel n'est que le premier et le plus illustre maître d'une école qui compta de nombreux disciples [3]

On peut dire la même chose à propos de l'histoire. Les conditions dans lesquelles se trouvait l'Italie étaient, en effet, aussi favorables qu'il est possible au développement de ce genre littéraire. Je parle ici des écrits qui traitent de l'histoire contemporaine et nationale. Ces œuvres apparaissent le plus souvent à des époques troublées par les malheurs ou les agitations de la

[1] Né en 1474, mort en 1533. — [2] Trissin, Ruccellai, Alamanni, Manfredi, Aretin. — [3] Guichardin, Vettori, Giannotti, Paruta.

patrie. A ces moments d'inquiétude et de malaise, en effet, les âmes fortes cherchent, en recueillant et en coordonnant les faits, à en définir la portée, à en tirer la conclusion morale et politique. L'état de l'Italie, au XVIe siècle, était, d'après le tableau que j'en ai tracé tout à l'heure, le plus malheureusement propice au goût d'écrire l'histoire, et surtout l'histoire contemporaine.

Cependant, il faut quelque chose de plus : une langue assez formée, des idées assez étendues pour que l'histoire ne soit pas la chronique. A cet égard, rien ne manquait à l'Italie ; assez d'écrivains de toute espèce avaient paru, pour que la langue fût capable de tout exprimer ; assez de lumières étaient répandues dans les esprits, pour que les vues fussent larges et dominassent les évènements ; il suffit de dire que pour l'instruction, l'amour de l'étude, le sentiment de la science et de l'art, l'Italie était alors le premier pays du monde [1].

Il ne faut pas non plus que l'excès des souffrances ou la décrépitude de la société ait amoindri ou abaissé les esprits, déformé le langage ou détruit son originalité. Mais l'Italie n'en était pas là. Si la décadence devait bientôt succéder à l'épanouissement de son génie, elle était encore capable de ces efforts qui sont comme les vifs reflets d'une flamme prête à s'éteindre.

Aussi, des historiens, dignes de tenir une place au moins à la suite des plus grands, ne lui ont pas fait défaut, et presque tous, comme il arrive en pareil cas, ont occupé des postes considérables, ou joué des rôles importants dans les évènements de leur époque.

Parmi eux, on peut distinguer deux écoles principales. Les Florentins remplissent la première, les Vénitiens, la seconde. Les écrivains du même genre qu'ont produits Milan, Naples ou les autres villes, sont loin d'avoir des caractères aussi saillants ; et, en général, d'avoir réussi avec autant de bonheur [2]. Ensuite, quand on compare les Vénitiens aux Florentins, on donne

[1] Guich. Hist. d'Ital. I, 1, au commenc.
[2] Bonfadio, Foglietta, génois ; Pigna, ferrarais ; Costanzo, napolitain.

d'ordinaire l'avantage aux seconds. Ce n'est pas que les Vénitiens n'aient des qualités de premier ordre ; ils savent les affaires ; ils doivent aux grands emplois dont ils ont été revêtus le talent de les exposer avec clarté et vivacité. Mais sans leur vouloir refuser absolument l'impartialité, il faut dire qu'ils ne savent pas assez se détacher des intérêts de leur patrie. Ils la défendent, ils plaident pour elle, atténuent ses fautes, exaltent ses mérites ; sentiment honorable sans doute, et qui, peut-être, a fait vivre Venise si longtemps après les états jadis ses rivaux, mais qui nuit à la perfection de l'œuvre historique. On conçoit facilement que cette vue se subordonne toutes les autres, et fasse négliger le côté artistique de l'histoire. Aussi, leurs écrits sont-ils sérieux et instructifs, car ils sont eux-mêmes intelligents et éclairés ; mais c'est là tout ; on y souhaite plus d'agrément, plus de ce charme qui naît du talent littéraire de l'écrivain et du soin qu'il apporte à la forme de son travail. [1]

Chez les Florentins, au contraire, l'impartialité est plus complète ; ils n'épargnent ni leur pays, ni le parti qu'ils ont suivi ; ils en laissent voir les fautes et les erreurs ; ils ne se croient point obligés de les justifier ; ils ne songent plus qu'aux faits et à leurs circonstances, et, s'ils les apprécient différemment, ils ne cherchent point à les déguiser ou à en diminuer la valeur [2]. Ils ont aussi plus de grâce, plus d'élégance ; leur style est plus pur, leur composition plus régulière : ils ne veulent pas seulement raconter, l'art les préoccupe ; et si quelquefois il a pu les égarer par des réminiscences excessives de l'antiquité, souvent aussi il a servi leur dessein, et donné à leur œuvre une forme plus achevée et plus parfaite.

Entre eux Guichardin est regardé comme le premier. Il a choisi le sujet le plus heureux ; il a embrassé, dans un récit détaillé, l'histoire de la période, malheureuse pour l'Italie, qui

¹ Bembo, Paruta. ² Guichardin, Segni, Nardi, Varchi, Vettori sont singulièrement sincères. Les appréciations personnelles du tranchant Pitti, et du passionné Nerli, n'altèrent pas sensiblement la vérité qui subsiste dans le [illegible]

ouvre le XVIe siècle. Il a une réputation d'écrivain et de penseur plus haute que la plupart de ses contemporains.

Comme dans tout écrivain il y a un homme, et que d'ailleurs ces deux parties dépendent essentiellement l'une de l'autre, il me faut apprécier ici l'homme et l'écrivain. Je considérerai donc successivement en Guichardin ce qu'il s'est montré dans la vie publique et privée; puis j'aborderai ses ouvrages dans les divers genres qu'il a traités, c'est-à-dire, en premier lieu, ses écrits politiques où sont contenus les principes d'action qu'il reconnaît et proclame; enfin, l'expression dernière, l'expression calme et réfléchie de ses sentiments et de ses vues, renfermée dans l'œuvre qui a surtout illustré son nom, son histoire. De là, les divisions principales de cette étude, qu'on peut placer sous les titres suivants, aboutissant tous à la conclusion générale : 1° Vie de Guichardin; 2° ses écrits politiques; 3° ses ouvrages historiques.

GUICHARDIN

HISTORIEN ET HOMME D'ÉTAT ITALIEN

AU XVIme SIÈCLE.

CHAPITRE PREMIER.

VIE DE GUICHARDIN.

---

§ 1. ORIGINE ET FORTUNE DE LA FAMILLE DES GUICCIARDINI.

Il y a toujours dans les grandes familles aristocratiques un esprit qui se transmet et règle en général la conduite de leurs membres à toutes les époques. Les enseignements reçus de génération en génération, l'exemple des ancêtres ont la plus grande influence sur les descendants, lors même que les circonstances ou le mouvement des idées semblent en certains points modifier leurs plans. Guichardin dans ses divers ouvrages invoque sans cesse le souvenir des membres de sa famille auxquels est échu un rôle considérable au milieu des tempêtes publiques de Florence. Enfin Jacques Pitti[1] dans son Apologie des Capucci, diatribe dirigée contre la grande Histoire d'Italie, signale avec la clairvoyance de la haine et de la passion des ressemblances singulières entre la manière d'agir des Guichardins du XVI[e] siècle et celle de leurs aïeux. Une courte revue des destinées politiques des Guicciardini avant l'apparition du célèbre historien de ce nom n'est donc pas sans intérêt.

[1] Archivio Storico, T. IV, part. 2, p. 363.

La famille des Guicciardini, dont le nom se francise souvent en celui de Guichardin, est une des plus anciennes de Florence et une de celles dont le nom se présente le plus souvent dans les annales de la République. Depuis l'établissement du gouvernement populaire cinq autres seulement[1] comptent plus de titres de magistratures ; ses membres ont obtenu seize fois la charge de gonfalonier, qui était la première par le titre, et quarante et une fois celle de prieur ou seigneur[2] qui venait après. Un grand nombre ont été employés dans les ambassades au Pape, au roi de Naples, au duc de Milan, au sénat de Venise, ou bien ont fait partie des Balies et des Pratiques[3]. Les Guicciardini avec les Capponi et les Ridolfi étaient, en quelque sorte, les chefs du quartier de Santo-Spirito[4], les voisins et les adversaires des Pitti[5]. On voit encore à Florence la *via* et la *volta* ou l'*arco de' Guicciardini*. La rue de ce nom est celle qui aboutit au Pont-Vieux, et, par conséquent, qui commande la communication la plus ancienne et la plus importante entre les deux rives[6]. Enfin, l'église et le monastère de Santa-Felicità sont

1 Remigio Fiorentino, auteur d'une vie de Guichardin, donne ces renseignements, mais ne dit pas quelles sont ces maisons. Probablement ce sont les Médicis, les Albizzi, les Strozzi, les Capponi, et les Soderini ou les Ridolfi.

2 Voyez à l'appendice la liste des Guichardins qui remplirent ces fonctions.

3 Dans tout ce travail se rencontrent des termes particuliers à la constitution florentine. En outre pour bien faire comprendre les changements auxquels Guichardin s'est trouvé mêlé, et ceux qu'il voulait introduire dans l'Etat, il est utile de présenter un exposé rapide des formes de la République. Le faire en cet endroit m'eût obligé, afin que l'accessoire restât en proportion avec le sujet principal, à trop de concision pour être suffisamment clair. J'ai donc préféré consacrer à cet exposé tout une section de l'appendice. De temps en temps, toutefois, je donnerai dans les notes les explications les plus indispensables, ou je renverrai aux subdivisions de l'appendice. — Les Balies étaient des commissions temporairement investies d'un pouvoir dictatorial; les Pratiques des réunions de citoyens notables qui, sans remplir de fonctions publiques, étaient convoqués par les magistrats pour les éclairer de leurs lumières.

4 Le quartier Santo-Spirito occupe toute la rive gauche de l'Arno et renferme presque un tiers de la ville. — 5 Les palais étaient contigus.

6 Quand on étudie le système des alliances de famille, contractées par les Guicciardini, on les voit souvent s'unir avec les Frescobaldi, famille noble qui habitait au débouché du pont Santa Trinità, et aux Capponi, dont la demeure était située dans le Borgo San Jacopo, rue qui va du Pont-Vieux au pont de la Trinité parallèlement à l'Arno.

enclavés dans les anciennes possessions des Guicciardini, et ont, à plusieurs reprises, été l'objet de leur munificence.

Une tradition peu authentique fait descendre cette famille d'un certain Guiscard, originaire de Bologne ; mais ce qui est plus certain, c'est qu'elle vint à Florence de Valdipesa, près d'Empoli. Elle y possédait et possède encore plusieurs domaines, entre autres celui de Poppiano, un moment aliéné en 1445, racheté en 1449, et aujourd'hui même l'une des maisons de plaisance principales des comtes Guicciardini.

Litta[1], dans son grand ouvrage des Familles Italiennes, mentionne pour la première fois, et sans autre détail, un certain Guicciardino, qui vivait à Florence vers 1150. Son fils Mercatante, dont il est question de 1199 à 1210, est faussement nommé parmi ceux qui pouvaient être consuls. Un second Guicciardino, en 1240, apparaît immatriculé dans l'art de la soie[2], et, en 1260, il fait partie du conseil de la république. Après lui, vient son fils Tuccio qui mourut en 1294. Il s'enrichit par le commerce et fonda la grandeur de la maison. Depuis lors, malgré leur illustration, les Guicciardini continuèrent avec soin le négoce, et n'abandonnèrent qu'à la fin du XVI[e] siècle la maison qu'ils soutenaient à Nuremberg avec les Torrigiani.

Comme ils n'étaient point d'antique noblesse[3], leur nom ne se trouve point sur les listes de Guelfes et de Gibelins données par Machiavel et l'Ammirato. Mais leur origine les plaçait nécessairement dans le premier parti ; on y trouve d'ailleurs les Gianfigliazzi, avec lesquels ils furent unis d'intérêts, et dont sortait la mère même de l'historien. Il est certain qu'ils se ran-

[1] Dans l'appendice § 2, je donne un tableau généalogique emprunté à l'atlas de Litta.

[2] Ceci peut servir à expliquer la situation de la demeure des Guicciardini. A l'extrémité du Pont-Vieux et faisant suite par conséquent à la rue qui porte leur nom est celle de Por Santa Maria qui était jadis exclusivement consacrée au commerce de la soie. Les orfèvres, encore aujourd'hui établis sur le Pont-Vieux, ressortissaient de l'art de la soie.

[3] Cf. ce que dit Guichardin sur *le case di famiglia*. *Ricordo* 333, vol. I. *Opere inedite*.

gèrent parmi les Noirs, entre ces cent cinquante familles environ qui ne voulurent accepter aucun compromis avec les Gibelins, et qui, poursuivant les nobles, tentèrent, sous le nom de *popolani grassi*, d'accaparer la direction des affaires.

Simone, l'un des fils de Tuccio, fut gonfalonier en juin et juillet 1302, dix ans après la création de la magistrature, et quelques semaines après la première condamnation du Dante [1]. Ceux qui gouvernaient, dit Machiavel [2], prirent le parti des Noirs, quoique ceux-ci fussent les agresseurs. Simone est encore seigneur en 1305, au milieu des troubles excités par l'ambition de Corso Donato; mais sa postérité s'éteignit assez vite sans jeter un grand éclat. C'est aux descendants de Ghino, troisième fils de Tuccio, qu'il était réservé d'illustrer leur nom jusqu'à la fin de la République.

Le premier de cette ligne est Piero, en 1355 seigneur, en 1364 l'un des douze députés chargés de traiter avec les Pisans l'affaire du port de Telamone, gonfalonier, puis chevalier[3] du peuple florentin, en 1365. Son fils, Luigi, était gonfalonier pendant la terrible émeute des Ciompi, soulevée par Salvestro de Médicis et ses partisans. Il tenait pour la haute bourgeoisie, les Albizzi, et les capitaines du parti guelfe qui abusaient de l'admonition [4]. Mais il manqua de fermeté, ne sut pas comprimer la révolte, et se vit, quoique nommé chevalier, déchu de sa dignité, et condamné à l'obscurité pendant le triomphe des Médicis et de la moyenne bourgeoisie [5]. Quand les nobles eurent repris l'avantage, son nom reparut sur les listes d'ambassadeurs et de magistrats, et il mourut, en 1402, après avoir reçu tous les honneurs dont on pouvait jouir à cette époque.

On était au milieu de la longue lutte entamée entre la nou-

[1] Elle est du mois d'avril. — [2] *Hist. de Florence*, II.

[3] Titre honorifique établi après l'abaissement des anciens nobles et qu'accompagnaient généralement des avantages pécuniaires.

[4] Sur l'admonition, voyez l'appendice, section 6, § 2.

[5] Tous les historiens le traitent assez rudement, un surtout. Cf. *Il tumulto de' Ciompi* di Gino Capponi; dans la collection de Muratori. *Script. rer. Ital.* XVIII, 1108.

velle noblesse et le peuple qui soutenait une branche des Médicis épargnée dans la chute de Salvestro et de ses amis [1]. Les Guicciardini, Giovanni et Piero se divisèrent. Giovanni, le plus jeune, suivit le parti des nobles ; aussi eut-il d'abord plus d'illustration que son frère. Mais le parti dont il était l'un des appuis approchait de sa ruine ; une fois la crainte des Ciompi passée, les jalousies qu'avait excitées le parti guelfe par sa hauteur et sa tyrannie s'étaient réveillées. L'ancienne noblesse s'unissant à la petite bourgeoisie, opprimée comme elle, demandait le rappel de Cosme de Médicis, exilé l'année précédente. En vain Renaud des Albizzi essaya, par un coup d'état hardi, de reconquérir son influence ; ses principaux partisans l'abandonnèrent au moment du danger, et Giovanni Guicciardini lui-même se borna à empêcher son frère de se rendre sur le théâtre de la lutte [2]. Les Médicis rentrèrent ; ce fut la perte du crédit de Giovanni ; sa postérité resta obscure jusqu'au règne de Cosme III, où l'un de ses membres fut sénateur en 1686 ; elle s'éteignit enfin en 1726.

La victoire des Médicis assura la fortune de Piero Guicciardini. Il avait obtenu de l'empereur Sigismond, dès 1416, le titre de comte palatin, avec les armoiries que portent encore les Guicciardini [3]. A diverses reprises, il fut revêtu des premières magistratures et chargé de grandes ambassades. C'est un des sept ou huit chefs de familles puissantes qui favorisèrent l'agrandissement de Cosme l'Ancien, et, par une suite de balies, écartèrent des charges les vaincus de 1434. [4]

Il eut trois fils ; le dernier, Niccolò, devint le chef d'une

[1] Averardo dit Bicci aïeul de Cosme l'Ancien n'était déjà qu'arrière-petit-cousin de Salvestro.

[2] Machiavel, *Hist. de Florence*, IV.

[3] Trois cors de chasse d'or en champ d'azur. Le titre fut reconnu en 1726 par les ducs de Toscane.

[4] Furono potissima cagione di questa ritornata di Cosimo, Neri di Gino Capponi, Piero di Messer Luigi Guicciardini, Luca di Messer Maso degli Albizzi, e Alamanno di Messer Jacopo Salviati, ma massime vi si operorono Neri e Piero. *Storia fiorentina. Oper. ined.* di F. Guicciardini. Vol. III, p. 6. Voyez encore Pitti, *Stor. fior.* liv. I ; *Archiv. storic.* T. I, p. 18.

branche contraire aux Médicis, et dont les membres périrent sur l'échafaud ou dans l'exil, après le grand désastre de 1530. Les deux autres surpassèrent encore l'éclat de leur père. Luigi, l'aîné, un des plus passionnés pour la maison de Médicis, fut d'abord podestat de Milan, au nom de François Sforza, en 1451, et chargé de réprimer la liberté dans cette ville, dominée par surprise à la mort du dernier Visconti. De retour à Florence, et plusieurs fois gonfalonier, il soutient, avec son frère Jacopo, Pierre, fils de Cosme l'Ancien, contre le parti des Pitti et des Neroni[1]. De concert avec Tommaso Soderini, les deux frères dirigent les jeunes Médicis, et, quoique heurtés en face par l'orgueilleux Laurent, participent, plus que les autres nobles, au gouvernement.

La conjuration des Pazzi, dirigée à la fois contre la personne de Laurent et de Julien, et contre l'influence de leurs adhérents, met encore en lumière le nom des Guicciardini. La tentative a lieu en avril 1478. Au mois de mai suivant Luigi entre dans la seigneurie; il est ensuite de la commission ou balie des Dix de la guerre, puis ambassadeur à Venise, à l'occasion des troubles de l'Italie, tandis que son frère, avec Bongianni Gianfigliazzi, dont la fille épousa le fils de Jacques, est commissaire à l'armée florentine qui combat le pape Sixte IV. Enfin, en 1480, Luigi, vieillard septuagénaire, nous dit Jacques de Volterra[2], est le chef de l'ambassade envoyée pour réconcilier Florence avec le Pape. La même année on réforma la constitution florentine; les deux frères furent, pour le quartier Santo-Spirito, des trente *Arroti* ou élus chargés d'instituer le conseil des Septante, dans lequel ils furent compris.[3]

Luigi mourut à cette époque ne laissant qu'un fils naturel qui devint évêque de Cortone en 1503. Jacopo vécut jusqu'en 1490; il fut, à diverses reprises, commissaire des armées et

[1] Pour la plupart de ces faits je renvoie aux tables généalogiques de Litta et à la *Storia fiorent.* T. III des œuvres inédites de Guichardin.

[2] Muratori, *Script. Rer. Italic.* XXIII, 114.

[3] Voir pour toute cette importante affaire les documents donnés avec des notes par le marquis Gino Capponi. *Archiv. stor.* T. I.

ambassadeur, et enfin, un peu avant sa mort, l'un des dix-sept *Accopiatori* de 1490. [1]

Son fils Piero n'eut pas dans l'État une moindre importance; il remplaça son père dans la balie des Dix-sept. Il fit partie de la commission chargée de mêler les comptes de la maison de Médicis avec ceux de l'État, pour prévenir une banqueroute inévitable. Ménagé par Pierre de Médicis, qui l'admet dans son conseil secret et tolère ses contradictions, il est, en 1492, envoyé à Milan en ambassade, puis, en 1493, nommé l'un des commissaires qui s'occupent d'entraver l'expédition de Charles VIII. Il était à Pise au moment du soulèvement de cette ville contre les Florentins, et revint à Florence prendre part à la révolution qui s'y opérait. Les chefs du mouvement l'admirent parmi eux. Prudent et mesuré dans sa conduite, il se rangea, avec Alamanno Salviati, futur beau-père de l'historien, parmi les modérés, opposés à la fois au fanatisme de Savonarole et de ses partisans, comme aux excès des *Arrabiati*, ses ennemis. Sa conduite ferme et loyale est remarquable au milieu des factions qui s'agitent; il use de son influence sur Pagolo Vitelli, pour le déterminer à repousser la tentative de Pierre de Médicis, en 1497. Cependant, la même année, il refuse de s'associer à la condamnation de Bernardo del Nero [2], et se sépare de Valori qui la demande. La considération dont il jouissait le désignait pour les ambassades; mais son fils nous apprend qu'il refusa plusieurs fois cette charge. S'éloigner de Florence à cette époque d'agitations, c'était céder la place aux fauteurs de troubles, et empêcher l'exécution d'un plan longtemps médité entre les chefs les plus sages de l'aristocratie. Frappés des oscillations nombreuses qu'entraînait le gouvernement, tel qu'alors il était constitué, et séduits par l'exemple de Venise, ils désiraient confier à un chef

1 Il s'agissait de restreindre encore dans un moindre nombre de mains l'autorité déjà fortement concentrée. Les *accopiatori* étaient chargés d'épurer les listes de candidats aux diverses magistratures.

2 Voyez le récit détaillé que donnent contradictoirement de toute cette affaire Guichardin, T. III des œuvres inédites; et Pitti dans son histoire et dans l'*Apologie des Capucci*. *Archiv. Storic.* T. I et T. IV, part. 2.

nommé à vie la direction des affaires. Pierre Guichardin et Alamanno Salviati furent les plus ardents promoteurs de cette institution nouvelle. C'est sur leur proposition, et appuyé par eux, que Soderini devint gonfalonier à vie [1]. Mais bientôt celui qu'ils avaient contribué à élever leur préféra des partisans moins indépendants et plus dociles. De là naquirent de nouvelles scissions et de nouveaux tiraillements. Piero Guicciardini et Alamanno Salviati se firent les chefs de l'opposition. Leur conduite modérée et pourtant, dans les dernières années, hostile au gonfalonier, les désignait à la faveur des Médicis quand ils revinrent. Piero Guicciardini, malgré ses aspirations bien connues à un gouvernement plus libre [2], entra donc dans la Balie de 1512, créée après l'expulsion de Soderini ; il fut même le chef de la députation envoyée pour complimenter le cardinal Jean, élu sous le nom de Léon X. Enfin il mourut, dans les premiers mois de 1513, à cinquante-cinq ans, laissant cinq fils. Parmi eux celui qui a rendu le plus illustre le nom de sa famille est l'historien.

Pierre Guichardin avait la réputation d'un homme instruit [3], sévère et toujours armé de circonspection au milieu des embarras politiques du temps. Remigio Fiorentino, le biographe de son fils, célèbre son intégrité et son désintéressement, bien qu'il eût peu de fortune, et il nous le montre, quoique chargé de famille, refusant les bénéfices que pouvait transmettre à l'un de ses fils son cousin Renier, évêque de Cortone.

L'esprit général des Guicciardini peut facilement se reconnaître par cette brève énumération de leurs actions. Ce qui éclate au premier abord, c'est un art remarquable de ne jamais se compromettre entre les partis, et de servir tour à tour chacun d'eux, sans s'exposer aux catastrophes qui font disparaître tant de noms illustres. C'est une habileté singulière à toujours se maintenir dans une position où l'on est compté pour beaucoup sans être le maître absolu des affaires. Si le premier Louis

1 Guicc. *Stor. fior. Op. ined.* T. III, passim.

2 Voleva allargare lo Stato. Nerli *Comm.*, p. 128, éd. d'Augsbourg 1738.

3 Dans le livre *del Reggimento* il est consulté par ses interlocuteurs sur la philosophie. Il est l'homme instruit du dialogue.

Guichardin a enchaîné sa fortune à celle des Albizzi, avec ses fils sa maison est alliée aux deux partis. Quel que dût être le vainqueur, elle était sûre de ne pas périr avec le vaincu. Influente, sans être la première avec Louis et avec Jacques, elle a dans Pierre un représentant qui sait se tirer de toutes les difficultés, se faire des amis sous tous les régimes, et, tout en acquérant une renommée intacte de modération et de loyauté, reparaître toujours dans les Conseils de l'État, comme le fera plus tard son fils François. Enfin cette aspiration à un gouvernement mélangé d'oligarchie et de monarchie qui caractérise l'historien et qu'il laisse voir dans sa conduite comme dans ses livres, c'est la politique suivie par son aïeul et son grand oncle, c'est une politique dictée par la situation des partis dans Florence, et le rôle qu'y ont accepté les Guicciardini. Les Médicis avaient vaincu l'aristocratie à l'aide du peuple ; la plupart des nobles restaient leurs ennemis ; mais les Guicciardini, du moins ceux de la branche principale, font partie de ce petit groupe qui croyait, en prêtant son appui aux usurpateurs, les désarmer et les contenir en même temps que la plèbe envahissante. On ne peut nier que ce dessein ne fût habile, et j'ajouterai, peut-être le plus capable de sauver l'indépendance de la république. La turbulence des factions et le malheur des temps le firent échouer. Les Guicciardini avaient voulu à la fois durer et sauver l'existence du principe aristocratique ; ils n'atteignirent que le premier de ces buts. François Guichardin devait être le plus éclatant représentant de cette politique de famille.

§ 2. NAISSANCE, ÉDUCATION ET COMMENCEMENTS DE GUICHARDIN.

François Guichardin était le troisième fils de Pierre, fils de Jacques Guichardin, et de Simone Gianfigliazzi ; il naquit le 6 mars 1482[1], selon le style florentin[2], 1483 d'après la ma-

[1] A ore 10 in circa. *Mém. autogr.* cités par Manni.

[2] L'année florentine commençait le 26 mars. Presque tous les biographes ont

nière ordinaire de compter les années. Il eut pour parrains le célèbre Marsile Ficin, Giovanni Cannacci et Piero del Nero, le premier, philosophe platonicien, les deux autres renommés aussi pour leurs études philosophiques[1]. Il reçut au baptême les noms de François, qui était celui de l'aïeul maternel de son père, Francesco Nerli, et de Thomas, à cause de Saint Thomas d'Aquin dont la fête tombait ce jour là même (7 mars).

Nous n'avons point de détails sur son enfance ; il est vraisemblable qu'il la passa dans la maison de son père, sous une discipline frugale que commandaient à la fois à Pierre Guichardin le soin d'élever plusieurs enfants[2] avec une fortune modeste, et ses goûts personnels.

Le crédit dont jouissaient alors les Guicciardini et leurs antécédents le prédestinaient à une carrière politique. Il reçut donc une éducation sérieuse. Son premier précepteur fut Ser Giovanni Landi, sur lequel on n'a d'ailleurs aucun renseignement particulier. L'un de ses biographes, Remigio Fiorentino[3], nous dit qu'il apprit les humanités et le grec, étude alors poursuivie avec succès par les jeunes Florentins sous la conduite de Marsile Ficin, et de Démétrius Chalcondyle. Mais il l'abandonna bientôt, soit qu'il eût conçu du dégoût pour cette langue, soit plutôt, comme le laisse entendre Remigio Fiorentino, qu'il en trouvât la connaissance inutile dans la carrière qu'il se proposait de suivre. Les Guichardins étaient pauvres relativement à leur importance politique ; la famille était nombreuse. Il était nécessaire que ses membres se rendissent promptement capables de remplir les charges publiques. D'ailleurs à cette époque tous

négligé de relever cette circonstance. Cependant si Guichardin était né réellement en 1482, il aurait eu en 1512 l'âge légal de 29 ans, pour obtenir les charges, et lui-même nous apprend qu'il fut nommé ambassadeur en Espagne grâce à une dispense d'âge.

[1] Ambedue filosofi anch'essi. *Mém. autogr.*

[2] Il avait cinq fils, Luigi, Jacopo, Francesco, Bongianni et Girolamo ; le quatrième, qui était d'une faible santé, ne se maria point, et seul ne se mêla point à la politique. Peut-être fut-il spécialement chargé de l'administration des biens de la famille. Quelques lettres que j'ai vues aux Uffizi peuvent le faire supposer. — [3] Manni rapporte la même chose.

les chefs-d'œuvre de la Grèce avaient été traduits en latin, et la science du grec n'était pas indispensable pour en tirer le profit que cherchait l'esprit positif et déjà probablement politique du jeune Guichardin. Il étudia la logique, ses biographes [1] le marquent avec soin. Il lui fallait régler et mûrir de bonne heure sa pensée ; en outre la logique est le fondement de l'éloquence, et il avait à soutenir la réputation de son père si applaudi plus tard [2] par le pape Léon X et proclamé un véritable orateur. Nous lui devons à lui-même quelques détails sur cette période de son éducation, et par là on reconnaît combien la direction en fut pratique. Il n'apprit point ce que recherchaient les jeunes élégants de son temps, à jouer des instruments, danser, chanter, monter à cheval, se vêtir d'une façon gracieuse. C'était, pensait-il, perdre son temps. Ensuite il s'en repentit ; ces talents peuvent ménager la faveur des princes, et devenir une cause de richesse et de grandeur[3]. A quinze ans et demi il commença à s'appliquer à l'étude du droit. Son premier maître fut en 1498, au mois de novembre, Messer Jacopo Modesti de Carmignano qui expliquait à Florence les Institutes. Il suivit ensuite les cours d'Ormanozzo Deti, et de Filippo Decio. En 1499 son père lui fit quitter Florence. Remigio en donne deux raisons. Il pensait que les études sont plus profitables loin de la famille, et que la conversation des étrangers enseigne la pratique des choses du monde. En second lieu les troubles dont Florence était alors le théâtre pouvaient lui inspirer le désir d'éloigner son fils. Quoique lui-même eût su garder des amis dans tous les partis, diverses circonstances, entre autres la mort du condottiere Pagolo Vitelli qu'il n'avait pu sauver d'une injuste condamnation, devaient l'effrayer ; il n'y avait rien d'étonnant à ce qu'il redoutât de voir un jeune homme se laisser surprendre et s'engager dans quelque intrigue malheureuse. Enfin la guerre que Florence soutenait contre Pise durait toujours, l'émotion causée par les prédications de Jérôme Savonarole était à peine calmée, et les Médicis, malgré l'échec qu'ils avaient subi en

[1] Remigio, Manni. — [2] En 1513.— [3] *Ricordi*, n° 179. *Opere Inedite*, T. I.

1497, et le traité intervenu entre Venise et Florence en 1499, songeaient toujours à s'imposer de force à leurs concitoyens. Cette année même Pierre à Loiano tenta d'assurer à sa cause l'appui de César Borgia qui menaçait la Toscane. Comme nous le dit l'historien dans ses mémoires autographes [1], son père voulait mettre sa fortune à l'abri d'une catastrophe, et Francesco devint le dépositaire de sommes importantes, qu'à diverses fois il lui fit passer au dehors.

La paix avec Venise avait rouvert aux Florentins les villes du nord de l'Italie. Guichardin fut d'abord envoyé à Ferrare; mais peu satisfait de l'enseignement qu'on y recevait, il n'y resta qu'une année, et se rendit à Padoue, où il étudia trois ans avec Filippo Decio, sous lequel il avait commencé, et avec Carlo Ruini, les docteurs les plus renommés du temps.

Cependant une nouvelle carrière faillit s'ouvrir pour lui. En 1503 mourut le cousin de son père, Rinieri, archidiacre de Florence, évêque de Cortone; ses bénéfices montaient à quinze cents ducats. C'était une occasion à saisir. Guichardin lui-même y voyait un degré pour arriver aux honneurs de l'Église et au cardinalat. Aussi, pendant la dernière maladie de Rinieri, fit-on auprès de lui quelques démarches pour qu'il renonçât à ses bénéfices en faveur de son jeune cousin; mais le vieillard ne s'y prêtait qu'à regret. La probité de Pierre Guichardin se refusa à cet arrangement; il trouvait les affaires de l'Église déjà gâtées par la mauvaise conduite de ses membres, et il ne voulut pas qu'aucun de ses fils devînt prêtre par désir de richesse ou de grandeur. Guichardin, selon ses propres expressions, s'en contenta du mieux qu'il put [2]. L'avarice ne le tentait pas; mais déjà l'aiguillon de l'ambition était entré dans son âme.

En 1505 il revint à Florence et s'y fit recevoir docteur au chapitre de Saint-Laurent, dans le collége des docteurs de l'Université de Pise, jadis établie par Laurent de Médicis à Pise, et, depuis la perte de cette ville, ramenée à Florence [3]. Ce titre

[1] Cités par Manni.
[2] Ed io ne fui contento al meglio che io potessi. *Mém. autog.* cités par Manni,
[3] Nel detto anno 1505 a dì 15 di nov. mi dottorai nel capitolo di San-Lorenzo.

avait une grande importance dans la république ; il désignait d'avance aux magistratures et aux ambassades, et donnait le pas sur tous les autres citoyens dans les conseils et les assemblées. D'ailleurs, quoique Guichardin eût à peine vingt-trois ans, et avant même qu'il fût docteur [1], la seigneurie le chargea d'enseigner les Institutes ; mais comme cette carrière ne menait pas assez vite aux honneurs et aux charges, et que son goût pour le maniement des affaires n'y trouvait pas assez de satisfaction, il entra dans le barreau ; il espérait y gagner plus de profit et de renommée. En effet, il eut bientôt une nombreuse clientèle, due à la considération dont jouissait sa famille et à ses talents. En 1506, il s'allia à la famille des Salviati en épousant Maria, fille d'Alamanno dont j'ai parlé ci-dessus et l'un des principaux hommes politiques du temps. Les Salviati et Pierre Guichardin étaient alors contraires à Soderini que leur appui avait fait élire gonfalonier à vie. Toutefois leur influence dut servir la fortune du jeune Francesco. Il fut nommé, en 1507, avocat du chapitre de Florence, puis, en 1509, de l'ordre des Camaldules.

Son éloquence a été célébrée par ses biographes ; mais nous pouvons en juger par nous-mêmes. Tiraboschi et Maffei signalaient des manuscrits existant encore et contenant le recueil de ses plaidoyers. En effet, deux gros cahiers, conservés à la bibliothèque Magliabecchi de Florence [2], portent le titre de *Consulti legali del Guicciardino*, et renferment des consultations juridiques, les unes de la main de Guichardin, les autres rédigées per divers avocats du même temps. Cette compilation peut servir à nous faire connaître les principaux noms du barreau florentin à cette époque. Il s'y place des morceaux d'Antoine et de Jean Strozzi, d'Antoine Cocchi, d'Antoine Pucci, tous quatre des plus grandes familles de la cité, mais dont la renommée ne

nel collegio di Studio Pisano, solo in ragion civile, sendo di poca importanzia pigliare il grado di ragione canonica, e furono miei promotori M. Antonio Malegonelle, M. Francesco Pepi e M. Giovanni Vittorio Soderini, e la mattina lessi la mia lezione. *Mém. autog.* cités par Manni.

[1] Quinze jours avant, le 31 oct. 1505. Manni.

[2] *Classe* XIX, nos 188, 189, in-4o ; le premier contient 178 feuillets ; le second est beaucoup moins fort.

dépassa pas le barreau. Néanmoins le ton de gravité de leurs consultations, la déférence que leur témoignent quelques-uns de leurs collaborateurs, dont j'omets l'indication, permettent de supposer qu'ils étaient les oracles de l'éloquence judiciaire de leur temps. A côté d'eux se rencontrent des personnages politiques : Ormanozzo Deti [1], professeur en droit à Pise, et, ainsi que Matteo Niccolini [2], ami dévoué des Médicis, Baldassare Carducci, l'un des chefs du parti démocratique [3], et enfin Guichardin lui-même. Les affaires dont traitent tous ces jurisconsultes sont des plus variées; ce sont des questions de compétence entre les tribunaux, des revendications entre particuliers, des plaidoyers pour des hommes accusés de différents crimes, même de meurtre. Il est assez difficile de fixer exactement la date de chacun de ces écrits; elle est rarement indiquée sur l'acte même.

Parmi ceux qui appartiennent à Guichardin, quelques-uns se rapportent, sans contredit, au moment où il s'appliqua pour la première fois à plaider : d'autres sont d'une époque plus reculée. Un de ces plaidoyers est de 1509, quelque temps après la reddition de Pise. Il témoigne de la perturbation que la révolte des Pisans avait apportée dans les transactions civiles des Florentins, et aussi de la douceur des conditions imposées aux rebelles quand ils se soumirent. Guichardin, dans son Histoire [4], dit que les Florentins ne montrèrent pas moins de bonne foi dans l'exécution de leurs promesses, que de facilité dans leurs concessions. Nardi [5] prétend que l'on eût pu croire que les Pisans imposaient les conditions au lieu de les accepter. En effet, on annula les confiscations d'immeubles et les adjudications de biens faites en paiement de dettes contractées avant la guerre. Précisément un certain Niccolò di Campiglia, citoyen de Pise, était le débiteur des Capponi; comme il ne put pas payer, à cause de l'interruption des relations entre les deux villes, ses

[1] Varchi en fait un singulier portrait au livre III : « Uomo nobile e nella scienza delle leggi grande ed eccellentissimo riputato, ma però come i più sono di quella professione, ingiusto, arrogante e avaro. Voy. encore XI et XII.

[2] Varchi, X, XI, XII. — [3] *Id.* VI, VII, VIII.

[4] VIII, 3. — [5] IV, 132.

biens, sur lesquels ses créanciers avaient pris hypothèque, leur furent attribués. Il voulut profiter, à la paix, des articles du traité pour se les faire rendre sans s'acquitter. Guichardin soutint la cause des Capponi. Équitable au fond, elle a contre elle les termes de la convention. L'avocat argumente donc sur des formalités que Niccolò a négligé d'observer, et cherche à interpréter, à l'aide de textes, quelquefois subtilement détournés de leur sens, les expressions de l'instrument invoqué contre lui.

Dans un autre procès, Guichardin prend le titre d'avocat *consistorial*, ce qui le place, comme nous le verrons, après 1515. Enfin il contresigne une consultation, rédigée par son neveu Niccolò, fils de Luigi, qui doit être de beaucoup postérieure. Jusqu'à la fin, d'ailleurs, il s'occupa des soins de sa profession, et usa, dans plusieurs circonstances importantes, de son crédit devant les tribunaux. Les plus illustres familles et les corps les plus riches le choisissaient pour leur soutien. C'est ainsi qu'on le voit être l'avocat des Cocchi, des Bartolini, des Ginori, des Capponi, de l'évêque de Cortone, des couvents de Vallombreuse et de Sainte-Catherine de Prato, des comtes de Montefeltro. A deux reprises, il appuie les droits de sa cousine, la femme de Niccolò Guicciardini, contestés par ses parents, les héritiers de Gerozzo de Médicis.

Si l'on considère maintenant la forme de ces plaidoyers, on est frappé d'étonnement à la vue du peu de culture littéraire qu'on exigeait des avocats. Il n'y a jamais de plaidoirie, à proprement parler ; ce sont des dissertations écrites en latin barbare[1] ou en italien incorrect sur des questions de droit ou de fait, quelquefois un mémoire en faveur du client, ou bien une lettre adressée au juge. Deux ou trois docteurs contresignent, et ordinairement le plus jeune, ou le moins élevé en dignité, rédige. C'est ce qui fait que dans les premières pièces du recueil la main de Guichardin se laisse surtout reconnaître ; dans les dernières son seing accompagne seul la rédaction de ses confrères.

1 Voici, par exemple, les débuts d'un fragment de Jean Strozzi : *Parvitas ingenioli mei opinatur quod*, etc.

Quant au style, on peut dire que ce qu'il écrit est encore ce qu'il y a de meilleur ; et l'on comprend que sa manière de traiter les débats ait attiré sur lui l'attention de ses compatriotes. Ce n'est pas que son latin soit pur, et qu'il sache se débarrasser des amas de citations des jurisconsultes romains qui encombrent ses mémoires. Mais il est généralement plus clair et plus bref ; il va droit au fait, démêle le point précis auquel il convient de s'attacher, invoque les principes de jurisprudence, rappelle les précédents, et conclut en forme avec la sécheresse, mais avec la précision d'un théologien scholastique. Il se montre là, comme en bien d'autres endroits, un esprit excellent, net et ferme. Mais en songeant qu'il fut l'un des plus éminents du barreau florentin on ne peut s'empêcher d'y déplorer l'absence d'une éloquence véritable, et de prendre part aux regrets et aux plaintes de Giannotti sur ce défaut de ses concitoyens. [1]

Au milieu de ses travaux il suivait avec attention le spectacle des affaires qui se déroulait sous ses yeux. De nombreuses lettres adressées, soit à son père, soit à ses frères aînés Luigi et Jacopo, divers mémoires rédigés sur les événements contemporains [2], témoignent de l'activité et de la direction de son esprit. Il s'essayait déjà à la composition historique, en écrivant son histoire de Florence, le premier ouvrage de ce genre, nous dit-il, qui eût encore été entrepris [3]. Lui-même nous y signale le personnage que fit son frère Luigi, seigneur en novembre 1508, dans l'affaire du mariage de Filippo Strozzi avec Clarice de Médicis. On y peut voir ce mélange de précipitation violente et de brusque retour, qui caractérisa le reste de la vie de Luigi. Il n'avait pas les qualités nécessaires pour soutenir, avec assez de dignité, le nom de la maison. Peut-être Jacopo professait-il déjà les sentiments qui le jetèrent plus tard dans les rangs des Arrabiati. Il fallait donc se hâter de faire entrer Francesco dans les charges [4].

[1] Giannotti, *dell. Republ. Fiorent.* III, 14. — [2] *Opere Inedite,* vol. I et II.
[3] *Opere inedite,* vol. III, p. 11 et 250.
[4] Nardi, III, ch. 36, prétend qu'il fut envoyé en ambassade à Louis XII avec son beau-père Alamanno Salviati et Lorenzo Lenzi. Mais le dernier éditeur, M. Agenore Gelli, après M. Arbib, relève cette erreur, et montre qu'il

Son âge l'en excluait; mais sa réputation déjà considérable et le crédit des siens aplanirent les difficultés. Il nous apprend, dans sa grande Histoire [1], qu'en 1512 il fut nommé, avec une dispense d'âge, à l'ambassade d'Espagne.

§ 3. SON AMBASSADE AUPRÈS DE FERDINAND-LE-CATHOLIQUE.

La mission qu'on lui confiait était des plus difficiles et des plus délicates. Florence et le duc de Ferrare se trouvaient alors les seuls alliés que la France eût conservés dans la Péninsule, tandis que les autres états italiens étaient entrés dans la Sainte Ligue conclue au mois d'octobre 1511. La république avait donc à craindre les attaques des Espagnols, des Vénitiens et du Pape, jaloux de l'affaiblir, et de s'agrandir à ses dépens. Cependant les Français eux-mêmes, privés de l'appui des Suisses, n'ayant aucun secours à espérer de l'impuissant et irrésolu Maximilien, ne songeaient guère à la défendre. L'Italie n'était pour eux qu'une conquête à exploiter, et les traités, qu'ils se faisaient chèrement payer, avec les diverses puissances, un moyen d'obtenir de l'argent. Enfin un malaise intérieur général minait sourdement Florence. L'interdit jeté par le Pape sur ses possessions, parce qu'elle avait un moment accueilli à Pise le conciliabule convoqué par Louis XII, sans avoir la même importance qu'au moyen âge, gênait les consciences et fournissait un prétexte aux auteurs des troubles. L'honnêteté du gonfalonier ne pouvait suppléer à son manque d'habileté et de vigueur, et sa popularité décroissait tous les jours. Guichardin nous trace, dans son Histoire [2], une vive peinture de l'état des esprits dans Florence. Il nous montre, au moment où Louis XII cherche à obtenir des secours considérables, l'économie mal entendue des uns, la répugnance des autres à soutenir des alliés ingrats, les manœuvres habiles des ennemis de Soderini, qui, sous prétexte

s'agit de Francesco Gualterotti; voyez d'ailleurs Guichardin lui-même dans sa *Storia Fiorentina*, *Opere inedite*, tom. III, p. 218. — [1] X, 3. — [2] X, 4.

de servir la cause de la république, veulent que l'on observe une neutralité qui doit, malgré leurs arguments, aliéner à Florence les deux partis; enfin le gonfalonier lui-même, cherchant à convaincre au lieu d'agir, persuadé qu'il faut se déclarer pour la France, mais hors d'état de faire prévaloir son avis, et blessant, par ses hauteurs, les hommes les plus disposés à l'appuyer. On ne fournit au roi de France qu'un corps de troupes insuffisant, qui ne seconda pas Gaston de Foix à Ravenne [1], et on s'excusa auprès du roi d'Aragon, froissant ainsi les deux partis, sans avantage immédiat ni éloigné. Guichardin ajoute, et nous voyons aussi dans l'Ammirato [2], qu'il ne reçut point d'instructions détaillées pour tâcher d'adoucir les confédérés. Le résultat d'une telle politique n'était point douteux; les Français eurent un moment l'avantage, grâce à la fougueuse bravoure et aux talents militaires de Gaston; ils prirent Brescia (19 février 1512), et gagnèrent la bataille de Ravenne (11 avril); mais la mort de leur général et la dispersion de leur armée les rejetèrent au delà des Alpes, et les confédérés, maîtres de Bologne, de Gênes, de Milan, se tournèrent tous vers Florence.

Cependant Guichardin était parti au mois de janvier 1512. D'après son mandat, conçu en termes vagues et généraux, il devait invoquer le roi comme protecteur et défenseur de la république, en vertu d'un traité conclu en 1509, essayer de savoir ses desseins sur l'Italie et Bologne, de connaître le but de ses armements à Naples et ses vues sur la France; enfin s'excuser sur toute proposition effective d'entrer dans la ligue. La route de France lui était conseillée [3]; il la prit en effet. Sa correspondance nous fait assister à son passage en Provence et en Languedoc; il traverse successivement Avignon (23 février 1512) [4]; Villeneuve, où on l'arrête, et où on ne lui permet de

1 Nardi, V. Non fù permesso dà Fiorentini, che le lor genti, delle quali dovevano servire il re, intervenessero nel campo Francese et in quella fattione.

2 III, 300, E. — 3 PIÈCES HISTORIQUES N° I.

4 Ses lettres originales portent la date de 1511, mais parce que l'année Florentine ne commençait que le 26 mars. — Pour toutes ces citations, j'use de la *Légation* publiée à Pise par M. Rosini, 1825, et des lettres inédites contenues dans la *Filza* 123 des *Papiers Strozzi*, aux archives des Uffizj.

continuer sa route que grâce à des lettres ouvertes du ministre de Louis XII, à Florence, dont il est porteur; Montpellier (26 février), et Narbonne (29 février). Il arrive enfin à Ibéas, près de Burgos, le 2 mars, et, dans une lettre du 2 avril, rend compte à son frère Luigi de sa réception à la cour d'Espagne.

Alors commencent les embarras; les circonstances sont difficiles [1]. D'ailleurs souvent les lettres se perdent ou sont refusées par les courriers espagnols; il faut en employer de spéciaux, et il est si rare d'en trouver qui soient exacts et fidèles. Et qu'apprendre à la cour d'Espagne? On y est secret, et l'on aime à tromper [2]. Les grands évènements de l'Italie ne sont communiqués à l'ambassadeur qu'après tous les autres. C'est ainsi qu'il apprend, le 4 mai, la nouvelle de la bataille de Ravenne [3], dont son père et l'un de ses frères lui envoient plus tard le détail, et la mort de Gaston de Foix. Cependant les faits se pressent; les rapides succès de Raymond de Cardone, l'imprévoyance ou l'épuisement des Florentins, qui ne s'arment qu'au dernier moment, précipitent la catastrophe en Toscane. Les Espagnols saccagent Prato. Les mécontents (et parmi eux déjà se trouvent de ces esprits remuants que rien ne satisfera [4]) profitent de la terreur que cause ce désastre pour troubler l'État; ils chassent le gonfalonier Soderini, font avorter une tentative d'organisation aristocratique, à la tête de laquelle se place Giovanbattista Ridolfi, et l'on rappelle les Médicis qui seuls, maintenant, semblent pouvoir sauver la cité. Guichardin fut instruit de cette révolution par le roi d'Espagne qui, le 25 septembre, reçut de Cardone une lettre datée du 6. La dépêche de l'ambassadeur ne lui parvint qu'en octobre; elle est datée du 8, et se répète le 24 septembre [5]. On a reproché à Guichardin d'avoir trahi les intérêts de la république en cette occasion [6]. Mais, quoique sans

1 Let. du 15 juillet 1512, du 23 avril 1513, du 17 et 27 juin 1513, etc.

2 Let. du 7 septembre 1512. — 3 Elle est du 11 avril. Voy. plus haut. La relation de son père et celle de son frère sont dans l'*Archivio Storico*, vol. XV.

4 Baccio Valori, par exemple, l'ennemi personnel de Guichardin, dont le nom est signalé dans tous les mouvements.

5 Je donne celle du 24 septembre aux Documents Historiques à la fin du volume no II; elle est plus complète. — 6 Pitti, *Apologia de' Capucci*.

instructions particulières (la dernière missive de la république libre est du 16 août, et ne fut remise que trop tard), Guichardin avait su deviner une partie de ce qui se préparait. D'abord il avait, autant que la chose était possible, gagné la confiance de Ferdinand, et s'était rendu compte de ses intentions. Dans une lettre confidentielle adressée à son père, lettre qui cependant devait, au besoin, être communiquée au gonfalonier, aux Dix de Balie, et surtout à Jacques Salviati, il l'avertit que le roi, tout en soutenant le Pape, est peu content de lui; qu'il a des démêlés avec l'Angleterre; qu'avec de la fermeté et du temps, s'il est possible d'en gagner, on pourrait en profiter[1]. Rien de tout cela ne servit. La tempête fut trop forte pour les mains débiles qui dirigeaient le gouvernail de l'État, et la révolution surprit l'ambassadeur, malgré ses informations et son habileté.

Elle ne causa point sa disgrâce. Sa famille, sans y avoir directement pris part, n'y perdit rien. Son père fut de la Balie des Cinquante-cinq[2], puis des Soixante-six, enfin du conseil des Septante de 1513, jusqu'à sa mort où son fils aîné Luigi lui succéda. Guichardin resta donc pour terminer les conventions que le nouvel état de choses rendait nécessaires avec Ferdinand.

En effet, la dépêche du 24 septembre lui annonce qu'il est confirmé dans sa mission. Mais il commençait à s'en dégoûter; elle n'avait pour lui que peu d'intérêt. Avant la révolution, tout se faisait par l'ambassadeur de France; depuis lors tout passe par Rome; c'est la voie de Rome que prennent les courriers; c'est l'ambassadeur de Rome, Jacopo Salviati, qui règle et décide tout avec les Médicis, tout puissants auprès du Pape. Aussi Guichardin demande son rappel à plusieurs reprises. Il s'adresse successivement à la seigneurie[3], et à Salviati son parent[4], en le priant d'entremettre son influence. Enfin, le 12 novembre 1512,

[1] 17 septembre 1512. Les évènements étaient accomplis; mais on les ignorait encore en Espagne.

[2] Il est le dixième sur cette liste, et représente le quartier Santo-Spirito. Voir Opere inedite di Guicciardini, II, p. 315, une note de M. Canestrini, et les *Commentaires* de Nerli, p. 116 et 127, édition d'Augsbourg, 1738.

[3] 17 juin 1513. — [4] 29 juin 1513.

on lui annonce que Jean Corsi, le fils d'un des auteurs du mouvement d'août, doit lui succéder; mais il est en charge ailleurs; il faut attendre qu'il ait achevé le temps de ses fonctions, ou qu'on ait pourvu à le remplacer. Cependant Guichardin assiste à la guerre de Navarre et aux grandes chasses du roi. Le 22 février 1513, il reçoit la nouvelle de la mort du pape Jules II, et, le 11 mars suivant, celle de l'élection du cardinal Jean de Médicis, sous le nom de Léon X. Le prudent politique s'empresse de le féliciter[1]; puis, au milieu de ses ennuis et de ses embarras, il observe le pays, étudie ses ressources commerciales, s'en entretient par correspondance avec ses frères, leur donne des renseignements sur le commerce des Indes Orientales[2]. Les affaires de Florence et de l'Italie sont aussi l'objet de ses préoccupations; il reçoit les nouvelles, il envoie ses réflexions, rédige des mémoires sur la situation avant et après la chûte de Soderini[3]. Son esprit travaille toujours, et le danger ne lui échappe point. Dans une curieuse lettre du 27 juin 1513, il appelle l'Espagne *une caverne de voleurs*, et déplore que l'Italie devienne *la proie des Français, des Allemands, des Espagnols et des Suisses*. Le 4 juillet, il signale le projet conçu par Ferdinand de donner aux Suisses, alors brouillés avec Louis XII, une partie de la Savoie, pour élever une barrière contre la France[4]. Les petits évènements de la famille ont aussi leur tour; il s'informe de la santé de sa mère et de sa femme: une lettre de son frère Girolamo, et une autre de son père lui apprennent que sa femme et sa belle-sœur viennent d'accoucher chacune d'une fille.

Enfin le 20 août 1513, Jean Corsi reçoit sa commission; elle n'est guère plus intéressante que celle de son prédécesseur. Elle roule sur la politique générale, enjoint au ministre de se plaindre des Lucquois, et de protéger les négociants Florentins établis dans le pays. Il est évident que le seul but de ceux qui gouvernent est d'entretenir un agent accrédité auprès de la cour

[1] 2 avril 1513.

[2] Voir, aux DOCUMENTS HISTORIQUES, deux lettres du 17 et du 27 juin 1513.

[3] *Opere inedite*, vol. II, p. 262 et 316. *Discorsi 3o et 4o*. — [4] C'est une mesure semblable qui, en 1815, neutralisa une partie de la Savoie.

d'Espagne. Le 8 octobre, Corsi arrive à Barcelonne, le 15 il est à Valladolid, et le 21 Guichardin avant son départ n'oublie pas de se recommander à Laurent de Médicis, alors duc d'Urbin, et désigné comme le futur régulateur des affaires après Léon X. Le 25 il reçoit son audience de congé, et la dernière dépêche à laquelle il prend part est du 31 octobre.

Quand il quitta l'Espagne, il reçut comme témoignage de la satisfaction de Ferdinand un présent d'argenterie de la valeur de cinq cents écus. C'était l'usage à cette époque, comme aujourd'hui se donnent les colliers et les cordons d'ordre. Ses ennemis pourtant n'ont pas manqué de le lui reprocher, et cette circonstance fournit à Jacques Pitti, dans son apologie des Capucci, l'occasion de lui intenter l'injuste accusation de s'être laissé corrompre [1].

Il est permis de croire que ce voyage en Espegne dut avoir une influence considérable sur ses sentiments. La fréquentation du prince le plus habile, c'est à dire le plus perfide de l'Europe, qui avait su ranger sous sa domination l'Espagne presque entière, avec une partie de l'Italie, et dont la mauvaise foi semblait toujours amnistiée par le succès, était plus qu'aucune autre capable de former à la politique telle qu'on l'entendait généralement au XVIe siècle. Guichardin compléta ainsi l'éducation qu'il avait commencée à Florence avec son père, et au milieu des troubles de la cité. Ses vues s'étendirent, s'approfondirent et se résumèrent en maximes générales. Nous devons donc sans aucun doute rapporter à cette période de sa vie plus d'un des préceptes qu'il inséra dans ses Ricordi, et qui sont comme le code de ses principes. [2]

Qu'ajouterai-je encore? C'est au spectacle de l'activité politique dont il est le témoin, que l'ambition, dont il n'a ressenti jusque là que de légères atteintes, s'allume tout à coup dans son âme avec une telle ardeur qu'il se gourmande lui-même de n'avoir encore rien accompli qui soit digne de sa naissance, de

[1] Archivio Storico, vol. IV, part. II, p. 318.
[2] *Ricordi*, 473. Il cite un usage de la politique de Ferdinand.

son éducation, de son esprit. C'est en Espagne, qu'il a écrit ce discours si étrange et si vif, adressé à lui-même sur l'emploi qu'il a fait jusque là de ses talents, sur la façon dont il a répondu à la faveur de ses concitoyens. En s'exhortant à la vertu, il s'invite en réalité à prendre rang parmi les hommes d'état ; il cherche à se faire illusion à lui-même ; mais il est engagé déjà dans la voie qu'il suivra désormais. Ce discours est comme le manifeste de sa pensée, le programme de sa carrière. Il y proclame la puissance du bien ; il le cherche, à mon avis, de bonne foi ; mais il est déjà comme il le sera plus tard, la dupe de ses rêves de gloire et d'influence, des entraînements de sa situation, des exemples qu'il a sous ses yeux. [1]

§. 4. SES EMPLOIS AU SERVICE DE LÉON X, ADRIEN VI ET CLÉMENT VII JUSQU'A LA PRISE DE ROME, 1527.

Revenu en Italie, il apprit à Plaisance la mort de son père, et se rendit à Florence. Les Médicis y étaient tout puissants. Sans les aimer, car dans son histoire il les accuse assez vivement d'avoir détruit la liberté, il les servit comme le faisait le reste des siens. Il avait vu combien Florence était peu capable de supporter un gouvernement populaire. En attendant une occasion de lui en donner un, tel qu'il le jugeait convenable, il s'accommodait assez d'une tyrannie choquante, il est vrai, pour qui aimait sincèrement la liberté, mais en somme assez douce. Ses intérêts réglaient sa conduite ; il était trop prudent pour se faire l'ennemi déclaré d'un parti aussi fort, et son ambition, le besoin d'agir et d'être célèbre dont il était possédé ne pouvaient autrement se satisfaire. Le souvenir des services autrefois rendus par sa famille, sa réputation naissante le firent accueillir.

Son frère Luigi était devenu le chef des Guicciardini, celui qui représentait naturellement leur nom dans toutes les grandes

[3] PIÈCES HISTORIQUES, nº III.

affaires. Il occupait alors l'important emploi de consul de mer à Pise. Guichardin correspond régulièrement avec lui. Ses lettres sont datées de mars, avril, décembre 1514, janvier et juin 1515[1]. Il le tient au courant des nouvelles et concerte avec lui sa conduite. En août 1514[2], il avait été des Huit de la garde, tribunal renouvelable qui connaissait des affaires criminelles et de police. En septembre et octobre 1515, il remplit les fonctions de seigneur. Dans ses mémoires on trouve un passage où lui-même nous raconte quelques difficultés qu'il eut à ce sujet, et au milieu desquelles sa fortune naissante faillit périr. On l'avait desservi auprès de Lorenzo de Médicis, duc d'Urbin, alors chargé pour le pape du gouvernement de Florence. Il fallut employer l'intermédiaire de deux autres personnages très-écoutés de Lorenzo pour le remettre en grâce: parmi eux se trouvait Jacques Salviati, dont j'ai déjà cité le nom, et Matteo Strozzi, avec lequel Guichardin fut jusqu'à la fin de sa carrière uni de vues et d'intérêts[3]. Le 24 septembre arrive la nouvelle de la bataille de Marignan qui semblait renverser les projets des Médicis, en amenant la défaite des alliés du pape. Guichardin ne se prononce point sur les résultats possibles de cet événement, mais termine une lettre adressée à son frère par cette formule qu'il emploie souvent: Plaise à Dieu que ceci soit bon, *piaccia a Dio sia buono*[4]. Y voyait-il poindre dans un accord forcé entre le roi de France et le pape l'aurore prochaine d'une paix durable pour l'Italie et quelque chance d'amélioration dans le gouvernement de Florence? Peut-être faut-il l'inférer de la conclusion du septième discours politique[5], où il se félicite des avantages que le pape a trouvés sans charger la cité.

En tout cas son crédit personnel ne devait pas en souffrir. En effet, quand Léon X se rendit à Bologne pour conférer avec François Ier, au mois de décembre 1515, Guichardin reçut le

1 Collection Strozzi, Archives de Florence.
2 Registres des Magistrats, aux Archives.
3 Voyez aux Pièces Historiques, n° VI.
4 Je donne deux lettres à ce sujet parmi les Documents, nos VIII et IX
5 *Opere inedite*, vol. I, p. 274.

mandat d'aller le complimenter à Cortone. Le pape le nomma avocat consistorial et l'emmena plus tard à Rome avec lui.[1]

Il resta quelque temps à Rome. Nous avons de lui plusieurs lettres écrites de cette ville, une entre autres, adressée à Machiavel, du 14 mai 1515[2]. C'est à cette époque qu'il rédigea son cinquième discours[3], où il traite des moyens de réformer le gouvernement florentin pour mieux assurer le pouvoir à la maison de Médicis, alors représentée par Léon X, Laurent duc d'Urbin et le cardinal Jules. Le caractère éclairé du pape avait fait concevoir l'espérance d'un changement libéral dans la conduite des affaires. Quelques esprits modérés, mais libres, essayèrent d'amener ces intentions à produire un résultat. Le discours de Guichardin doit être une de ces tentatives. Fut-il présenté au pape? Je l'ignore; mais on y voit déjà nettement exprimées ces vues qui toujours furent proposées par lui, et parmi lesquelles se trouve en première ligne la formation d'une aristocratie puissante, comme soutien du pouvoir des chefs de la république.

Au mois de juin 1516, il reçut une mission plus particulière que celle de conseiller du pape, que jusqu'alors il remplissait à Rome. Il fut nommé gouverneur de Modène et de Reggio. Le 29 juin il fit son entrée dans Modène[4], et il existe en effet de lui une lettre du 30, adressée de Modène à son frère Luigi. C'est un fragment de cette correspondance que ne cessèrent jamais d'entretenir les divers membres de la famille liés entre eux par le sang, et par une communauté de vues et d'intérêts, facile à comprendre.[5]

La charge dont il était revêtu était considérable. Elle exigeait à la fois de la résolution et de la prudence. Les villes achetées par le pape à l'empereur après avoir été conquises sur le duc de

[1] Il giorno seguente (1er décembre) à l'ingresso, facendovi da mattina congregazione di cardinali, mi pronunziò avvocato consistoriale, sanza che io il domandassi, cioè di *motu proprio*. — *Mém. autogr.* cités par Manni.

[2] Citée par Manni. — [3] *Opere inedite*, vol. I, p. 325.

[4] Lodov. Vedriani, part. II, lib. XVIII, p. 485. *St. di Modona.*

[5] Manni cite une lettre écrite à sa sœur Constanza Alamanni, à l'occasion de la mort de son mari; elle est du 15 août, *di Campo.*

Ferrare, accordées définitivement à Léon X par François I[er], dans l'entrevue de Bologne, étaient comme le noyau de cet état que la maison de Médicis cherchait à se faire aux dépens des petits princes italiens, et près de la république qu'elle dominait. En outre, leur voisinage du Milanais en faisait comme un premier rempart contre la marche des armées françaises sur le centre de l'Italie. Mais aussi elles se trouvaient par là même plus exposées aux coups de main et aux entreprises soudaines. Enfin dans ces populations troublées les désordres étaient fréquents, les homicides se multipliaient, et une main ferme était nécessaire pour rétablir la paix publique [1]. Guichardin eut l'occasion de montrer que la confiance du pape n'avait pas été mal placée.

Tout d'abord il eut affaire à deux grands embarras. Le premier c'était la présence dans le Modenais des bannis de Milan que le pape devait ménager en vue de ses desseins futurs, mais dont les menées inquiétaient le roi de France alors son allié. Il existe à ce sujet une lettre adressée au nouveau gouverneur par le cardinal Jules, depuis Clément VII ; elle lui indique quelques mesures à prendre pour maintenir la tranquillité au dedans et les bons rapports à l'extérieur [2]. La seconde difficulté était la guerre d'Urbin qui se faisait sur les frontières de la province. Le traité de Noyon, puis celui qui fut conclu entre l'empereur, le roi de France et les Vénitiens, laissaient libres un grand nombre de soldats. Les deux partis les appelèrent : avec Maldonat et les capitaines espagnols[3], François Marie de la Rovère recouvre un moment ses états. Le pape forme alors une armée à Laurent de Médicis ; l'élite en est composée d'hommes congédiés par les Français ; ce sont en général des Gascons et des Suisses. Enrôlés à Milan par Jean de Poppi, ils passent par le Modenais, et Guichardin doit pourvoir à leur logement, à leur subsistance, à leur police. Il faut les payer à propos, et empêcher qu'un trop grand nombre, attirés par l'appât d'une forte solde, ne suivent

[1] Lodov. Vedriani. Loco citato.
[2] Collection Strozzi, avec la seule date MDXVI. — [3] Voir, pour les détails, l'Histoire d'Italie de Guichardin lui-même, liv. XIII, ch. 1, 2, 3, 4.

les premiers sans en recevoir l'ordre, et ne viennent imposer au pape leurs services. C'est le sujet d'une suite de lettres[1] adressées à Laurent de Médicis et à Goro Gheri, agent du pape à Florence, et qui correspondait directement avec lui. En même temps il faut surveiller le duc de Ferrare, et avoir l'œil de tous côtés. L'issue de ces travaux fut assez heureuse. D'abord vainqueur, François Marie de la Rovère fut battu et forcé de se réfugier à Mantoue ; ses états furent occupés par Laurent de Médicis et après lui revinrent à l'État ecclésiastique jusqu'à la mort de Léon X.

Tandis que Guichardin était à Modène, son nom sortit du scrutin. En 1520 il fut élu capitaine du parti Guelfe à Florence. Son absence l'empêcha d'exercer cette magistrature.[2]

Après l'élection de Charles d'Espagne comme empereur (1519), la guerre ne tarda pas à éclater entre lui et François Ier. Leur rivalité en fut la véritable cause, mais la lutte allait avoir pour principal théâtre l'Italie où leurs possessions se touchaient, et où leurs prétentions se nuisaient l'une à l'autre[3]. Le pape, lent à se décider pour l'un des deux adversaires, et négociant avec tous deux, mécontent de la défiance que lui témoignait François Ier, et d'ailleurs déterminé par les craintes que lui inspiraient la réforme et ses suites en Allemagne, se jeta dans le parti de l'empereur[4]. Guichardin reçut alors une somme de dix mille ducats[5] pour soutenir les exilés du Milanais, et lever des hommes en vue de reconquérir ce duché. L'entreprise fut découverte à l'avance, et Lescun frère de Lautrec, chef des Français, tenta de surprendre Reggio ; il comptait particulièrement sur ce que le gouverneur n'était point homme de guerre, et ne devait point s'attendre à une attaque avant que les hostilités n'eussent commencé ouvertement. Mais Guichardin soupçonna quelque chose de ce dessein. Il arma les habitants, rassembla des milices, et appela Gui Rangone qui commandait un corps de troupes pour le

[1] Collection Strozzi.

[2] Sur les registres des magistrats, on trouve en marge de son nom un signe qui marque qu'il était absent.

[3] *Hist. d'Italie*, XIII, 4. — [4] *Id.* XIV, 1. — [5] *Id. id.*

pape dans le Modenais. Lescun se porta devant la place. Tandis qu'il était en conférence avec Guichardin, ses gens essayèrent de forcer une porte. Ils furent repoussés, et Lescun lui-même resta prisonnier jusqu'au lendemain (1521, 24 juin).[1]

Cette défense, vigoureusement et habilement dirigée, contribua à rehausser l'estime dont jouissait déjà Guichardin. Aussi reçut-il la charge de commissaire général de l'armée et le commandement des troupes pontificales avec autorité même sur le marquis de Mantoue, quand Prosper Colonna, chef de l'armée du pape et de l'empereur, commença les opérations militaires[2]. Il assista au siége de Parme et au conseil de guerre à la suite duquel on l'abandonna. Lui-même nous indique le rôle qu'il y joua. Malgré les fonctions dont il était revêtu, il ne se faisait pas illusion sur la valeur de ses avis, et sur le crédit qu'ils pouvaient avoir. Plus capable d'apprécier les résultats politiques des événements que de prendre part aux résolutions militaires, nous le voyons blâmer la levée du camp et insister pour qu'on reste devant la ville, mais enfin suivre la retraite à laquelle se déterminent Colonna et Pescaire[3]. La mésintelligence de ces deux chefs et la lenteur naturelle du premier nuisirent d'abord beaucoup au succès de la campagne. Les troupes des confédérés étaient d'ailleurs inférieures en nombre à celles des Français. Aussi, quoique étant entrés dans le Milanais, durent-ils, d'après l'avis ouvert par Guichardin, quitter le poste de Robecca, près de Crémone, pour se replier sur le Mantouan[4]. Bientôt ils reprirent l'offensive, passèrent l'Adda et entrèrent dans Milan, Crémone,

[1] *Hist. d'Ital.* XIV, 1. — [2] *Id.* XIV, 2.

[3] *Hist. d'Ital.* XIV, 2. Il résulte d'une lettre de lui, du 5 septembre 1521, que les Espagnols refusèrent de marcher parce qu'on leur devait 6,500 ducats. Il a omis ce détail important dans son Histoire.

[4] *Id. id.* 3. « En conséquence, le commissaire Guichardin représenta que le » défaut de vivres les empêchait de se maintenir en ce lieu; que plusieurs » raisons pourraient retarder la venue des Suisses; il ne fallait donc point séjourner où ils étaient, mais reculer sur le fleuve cinq ou six milles, jusqu'aux frontières du Mantouan; étant adossés à un pays ami, ils ne manqueraient point de provisions; enfin, ce qui, au moment même, se pouvait » faire avec sécurité, à l'approche des ennemis, offrirait peut-être de grands » dangers. »

Parme et Plaisance. C'est à cette époque sans doute que Guichardin se lia avec Jean de Médicis, descendant de Laurent, frère de Cosme l'ancien, et d'ailleurs son cousin par les Salviati[1]. Il paraissait alors à l'armée comme officier à la solde du pape, et se distinguait par son bouillant courage. Je signale cette circonstance à cause des combinaisons que firent à son sujet les politiques de Florence, et de l'appui que Guichardin prêta plus tard à son fils Cosme.[2]

Au milieu des succès de la ligue, Léon X mourut[3], de la joie, dit-on, que lui causa la prise de Milan. L'armée se dispersa, et les Français reprirent courage. Tandis que le duc d'Urbin reconquérait ses États, ils voulurent eux aussi s'emparer de Parme. Ils y rencontrèrent Guichardin que le cardinal Jules de Médicis en avait nommé gouverneur. Il montra la même activité qu'à Reggio, arma les habitants et sacrifia une partie de la ville qui ne pouvait être défendue. Mais le découragement des Parmesans, la mutinerie des troupes qui réclamaient leur paie faillirent un moment trahir son habileté et sa résolution. Il parvint toutefois à repousser l'ennemi, et sa résistance lui fit le plus grand honneur auprès même de ceux qui l'avaient attaqué.[4]

Cependant Adrien VI venait d'être élu à la place de Léon X, et malgré le cardinal de Médicis. Des troubles s'élevaient de tous les côtés et avaient permis aux Français de se rapprocher de Milan et de rentrer dans Novarre qu'ils avaient perdu récemment. La bataille de la Bicoque et la surprise de Gênes par Colonna les forcèrent à revenir en France. La guerre était ainsi momentanément terminée en Italie, mais les désordres n'y cessaient point.[5]

[1] Jean des Bandes Noires avait épousé Maria, fille de Jacopo, et Guichardin, Maria, fille d'Alamanno Salviati. Jacopo et Alamanno étaient cousins germains. Jean, né en 1498, avait alors vingt-trois ans.

[2] Dès 1494, on avait voulu substituer cette branche des Médicis à celle de Cosme l'Ancien (*Storia Fiorent.* p. 153, vol. III des *OEuvres Inédites*). On y songea pendant toute la vie de Jean des Bandes Noires, et son fils était l'objet de la jalousie et des craintes d'Alexandre auquel il succéda.

[3] 1er décembre 1521. *Hist. d'Ital.* XIV, 4.

[4] *Hist. d'Ital.* XIV, 4. C'est le seul passage de son Histoire où Guichardin se soit étendu un peu longuement sur un évènement auquel il est mêlé lui-même. Je donne la traduction de ce morceau aux PIÈCES HISTORIQUES, X. — [5] *Id. id.*

En effet le duc d'Urbin, maître de son duché, aidait Horace Baglioni à recouvrer Pérouse. Les Florentins, inquiets de cette tentative qui pouvait plus tard menacer leur tranquillité, rappelaient de Lombardie Jean des Bandes Noires. Au milieu des luttes engagées pour la possession de Pérouse, de Cortone et de Montefeltro, le frère de l'ancien gonfalonier Soderini soutenu de Renzo da Ceri, condottiere du roi de France, cherchait à changer le gouvernement de Florence [1]. Un peu plus tard éclatait la conspiration des Alamanni, et une apparence d'ordre ne s'établissait qu'à l'arrivée d'Adrien VI en août 1522. La réconciliation du cardinal de Médicis avec le pape, son accord avec le duc d'Urbin ramenaient un moment la paix.

Guichardin ne perdait point de vue tous ces évènements, sa correspondance nous l'atteste. Mais il ne voulait point se mêler directement de toutes les intrigues qui se tramaient. Il se préoccupait alors de l'alliance que les Vénitiens conclurent avec le pape et l'empereur en 1522; et ses discours politiques, huitième et neuvième [2], contiennent les raisons que l'on peut faire valoir pour la confédération ou contre elle. Cependant il avait été maintenu dans ses fonctions par Adrien VI, à cause de sa réputation de fidélité et de vigueur, peut-être aussi grâce à l'influence du cardinal de Médicis qui venait de succéder au cardinal de Volterra (Soderini) dans la faveur du pape. Enfin il lui avait dénoncé les desseins secrets de trahison d'Alberto Pio de Carpi, chargé par le collége des cardinaux de Reggio et Rubiera [3]. Il sut assez faire goûter sa propre administration à Parme, dont il était gouverneur provisoire depuis 1521 [4], pour que les Parmesans demandassent au pape de le conserver en décembre 1522, quand on leur envoya à titre définitif Thomas Campeggio, évêque de Feltro. La réclamation n'eut pas de résultat et Campeggio fut installé le 28 janvier 1523. Guichardin resta à Modène, tandis que Bonnivet et les Français descendaient en Italie.

[1] Pitti. *Stor. Fiorent.* II. — [2] *Opere Inedite*, vol. I. Répétés dans l'Histoire, liv. XV, ch. I. — [3] Il voulait livrer ces deux places à Renzo da Ceri, *Hist. d'Ital.* XV. 2. — [4] Au commencement de décembre. Le premier acte qui le nomme en cette qualité est du 2 décembre, Ronchini.

Mais la mort d'Adrien VI et l'installation de Clément VII, en le dédommageant de cette espèce de disgrâce, donnèrent un nouvel et plus grand essor à sa fortune.

Il venait alors de déjouer les projets du duc de Ferrare sur Modène [1]. En récompense le pontife le nomma de nouveau gouverneur de Modène et président de Romagne, avec une autorité supérieure à celle de tous les officiers qui commandaient dans ces contrées [2]. Son pouvoir s'étendait à la fois sur Modène et son territoire, Parme et Plaisance à l'occident, et à l'orient Ravenne, Imola, Faenza, Forli et Césène. Il établit son séjour alternativement dans ces villes, le plus souvent au centre et aux extrémités, d'où sa surveillance s'exerçait plus facilement, soit au dedans, soit au dehors, par exemple à Plaisance, à Faenza ou à Modène. Il fit son entrée dans cette dernière ville en septembre 1523 [3], et nous avons des lettres de lui datées de Faenza et de Plaisance.

Il succédait en Romagne au cardinal Cibo. Cette province était une des plus remuantes des Etats de l'Eglise. Malgré les terribles exécutions de César Borgia, et la sévérité qu'y avaient déployée contre les rebelles Jules II et Léon X, le pays, partagé entre l'influence de plusieurs familles prépondérantes, était encore en proie aux démêlés sans cesse renaissants des Guelfes et des Gibelins. Sous Adrien VI, Jean de Sassatello, chef des premiers, en avait été chassé ; mais il y était revenu à la sollicitation des Français, sous prétexte d'accabler la faction opposée. Le calme se rétablit sous la main vigoureuse de Guichardin. Peut-être même ses moyens furent-ils quelquefois violents. Au moins, Vedriani [4] signale son abord difficile, sa rigueur qui souvent parut cruauté. Il s'entourait d'une garde à cheval, et montrait pour ses administrés une hauteur injurieuse et méfiante. Une fois

[1] Ce prince, à la mort d'Adrien VI, était entré dans Reggio et Rubiera, le 29 septembre. Le 27, il avait fait une tentative sur Modène, où la présence de Guichardin l'avait arrêté. Il se préparait à un nouvel effort, quand vint la nouvelle de l'élection de Clément VII, qui est du 18 novembre.

[2] *Hist. d'Ital.* XV, 3. — [3] Lodov. Vedriani, *Ist. di Modona.*

[4] Loc. cit. pag. 495. D'ailleurs ce fragment se retrouve dans Tiraboschi

le pays tranquille, il signala son commandement par des travaux d'utilité publique, construisant en divers endroits des édifices pour embellir les villes, ou traçant des routes ponr faciliter les communications; mesure à la fois favorable au commerce et à son autorité qu'il pouvait plus facilement faire respecter. Souvent les dépenses nécessaires à ces ouvrages, et les frais d'entretien des troupes, indispensables au milieu des circonstances critiques de l'époque, l'obligèrent à entretenir avec les conseillers du pape qui résidaient à Rome une correspondance dont il reste plusieurs témoignages. Il dut en référer plus d'une fois à ses supérieurs sur certaines questions délicates qui touchaient les personnes ou les choses. Ses principaux correspondants étaient Bernardo Spina, Roberto Pucci, Jacopo Salviati, le cardinal Giovanni Salviati, auprès duquel il justifie le comte Guido Rangone, accusé de trahison, et à qui il annonce la mort du marquis Pallavicino[1]. Quelquefois on le retrouve à Rome, dirigeant les conseils du pape, dont il blâme, à plusieurs reprises, dans sa grande Histoire, les hésitations et les défaillances.

Cependant sa femme et ses enfants l'accompagnaient dans ses divers séjours[2]. Enfin, d'après une lettre écrite à Machiavel, du mois de décembre 1525, on voit que l'activité de son esprit se portait aussi sur les matières littéraires[3].

En même temps, la situation de Florence attirait ses regards; de nombreux messages, souvent en chiffres, s'échangent entre

[1] La publication de cette correspondance sera extrêmement intéressante. Elle nous fera pénétrer dans l'intérieur de l'administration papale au XVI siècle, où l'on retrouve les divisions, presque les titres de l'ancienne administration romaine, avec l'art de la centralisation moderne, la correspondance multiple et détaillée de nos préfets. On a déjà publié de nombreux recueils de lettres dn temps. Mais celui de Guichardin aura un intérêt tout particulier à cause du mérite littéraire de l'auteur, et d'ailleurs du rôle important qu'il a joué, de 1523 à 1534, dans l'État ecclésiastique. Voir *Carte Strozz.* filze 7, 15, 132, 160.

[2] Ceci résulte d'une lettre de Goro Gheri du 1er mars 1525, où, en annonçant à Guichardin la nouvelle de la bataille de Pavie, il se recommande à Madonna Maria. — [3] Machiavel lui avait cité un passage de Dante avec une interprétation ingénieuse. Guichardin lui répond que dans toute la Romagne il n'a trouvé que le texte des premiers temps sans les commentaires. Voyez aussi la correspondance sur les comédiens.

lui, son neveu Niccolò, alors docteur en droit, et ses frères Luigi et Jacopo qui commandait à Rimini. On fortifiait en ce moment Florence, en vue d'une attaque devenue possible, au milieu des désastres de l'Italie[1]; mais le plus grand danger pour les Médicis ne venait pas du dehors.

Le mépris inspiré par les bâtards Hippolyte et Alexandre, qu'on commençait à montrer comme les maîtres présomptifs de la république, la mauvaise administration du cardinal de Cortone, Passerini, gouverneur de ces jeunes gens, mécontentaient tous ceux qui prétendaient à l'honneur de conduire les affaires. Ce n'étaient point d'ailleurs des ennemis jurés des Médicis; c'étaient les restes de cette aristocratie qui les avait soutenus, sans vouloir leur élévation absolue. Les Guichardins[2] se trouvaient naturellement des premiers dans ce parti, encore tranquille, mais qui n'attendait que l'occasion d'éclater. Le chef apparent en était Niccolò Capponi, fils du célèbre Piero Capponi, le négociateur de 1494. Francesco Vettori, Filippo Strozzi, le neveu de Léon X par sa femme Clarice, fille de Pierre de Médicis, Jacques Salviati, eux-mêmes se sentaient portés pour cet homme qui, fils de l'ancien chef des Arrabiati, avait pourtant su ranger autour de lui la meilleure partie des amis de son père et les Piagnoni modérés.[3]

Mais les luttes du roi de France et de l'empereur, dont la haute Italie était le théâtre, attiraient alors l'attention du pape. De la Romagne, Guichardin en fut le spectateur pendant trois ans, tenu au courant des évènements par des renseignement détaillés et précis[4], jusqu'au moment où fut conclue, en 1526,

[1] Lettre de Luigi du 3 février 1526. — Lettres diverses de Machiavel.

[2] Le pape ne l'ignorait pas. Varchi, II; Archivio Storico T. IV, part. II, p. 365. *Apolog. dei Capucci:* Sovvengavi, beatissimo Padre, della mente iniqua, dell'animo malvagio, dell'ingegno crudele di cotesti scelerati; sovvengavi di tanta mala satisfazione che di loro aveste ne' tempi di Leone, e poi nel vostro governo, cardinale, et finalmente papa. — Il s'agit de Guichardin et de ses amis, alors réfugiés auprès du pape, en 1530, et accusés par les ambassadeurs Florentins.

[3] On appelait d'abord *Arrabiati* les aristocrates ennemis de Savonarole, et *Piagnoni* ses partisans; plus tard, les Arrabiati furent les démocrates.

[4] Lettre de Goro Gheri citée plus haut; lettre du capitaine Ramazotto; toutes deux insérées dans le XVe volume de l'Archivio Storico.

une ligue entre le roi de France, le pape et les Vénitiens contre l'empereur.

Depuis 1523, les péripéties les plus extraordinaires s'étaient succédé dans les affaires. Les Impériaux vainqueurs avaient poursuivi les Français en Provence; épuisés à leur tour, ils avaient dû reculer jusqu'à Pavie; la défaite et la captivité de François Ier avaient déterminé le pape à s'allier à Charles V; puis, la puissance prépondérante de ce prince effrayant les Italiens, on avait noué la grande intrigue ourdie par Morone[1]. La trahison de Pescaire l'avait fait échouer. Mais la délivrance de François Ier offrait de nouvelles chances de succès : c'est alors que se forma la confédération.

Nul doute que dans ces circonstances Guichardin n'ait eu plus d'une fois l'occasion de mettre à l'épreuve ses talents de conseiller et de diplomate. On voit, dans sa correspondance, qu'il passa dans Rome les mois d'avril et de mai 1526. Il donne à ses frères des nouvelles des négociations entamées[2]; le 31 mai, il leur fait part de l'espoir qu'il a de voir la France accéder à la ligue; le 6 juin, il annonce son départ pour la Lombardie; le 24 juin, il était à Plaisance, après avoir seulement traversé sa ville natale[3]. Il venait de recevoir la commission de lieutenant-général dans les États et dans l'armée du Saint-Siége[4]. Son frère Jacopo le remplaçait en Romagne avec le titre de vice-président[5]. Lui-même avait pour collègues Gui Rangone, alors commandant des troupes pontificales, Vitello Vitelli, gouverneur des soldats de Florence, Jean de Médicis, chef des Bandes Noires qu'il avait formées, et enfin le duc d'Urbin, général des Vénitiens. Le

1 *Hist. d'Ital.* XVI, 3.

2 7 avril, 27 avril, 4 mai, 14 mai, 15 mai; fonds Strozzi.

3 Dans une lettre du 11 septembre, il demande des nouvelles de Florence, où il n'a fait que passer.

4 Il le dit dans son Histoire, et une lettre du duc de Milan, du 24 août 1526, le porte sur la suscription, ainsi qu'une autre de François Ier, de 1528 (évidemment cette dernière contient une erreur de date, ou bien le roi de France ignorait le détail des événements d'Italie). Manni les cite toutes deux.

5 Voyez une lettre de Jacopo, du 26 mai 1527, où il prend ce titre, fonds Strozzi.

grand nombre et le peu d'accord des commandants devaient amener bien des mécomptes dans les espérances des confédérés. Mais dans le principe ils eurent quelques succès. Le lieutenant du pape intercepta des lettres de l'armée de l'empereur, où l'on put voir les craintes des chefs impériaux en face de la population de Milan, opprimée par leur soldatesque, et les périls qui les menaçaient.

Les confédérés prirent Lodi, et s'avancèrent, par Marignan [1], jusqu'auprès de Milan. La lenteur et les incertitudes du duc d'Urbin, à qui les officiers du pape avaient cru devoir déférer pour éviter la division, empêchèrent ces avantages d'aboutir. Le connétable de Bourbon put entrer dans la place, et un assaut, donné le 7 juillet, fut repoussé par les Espagnols. Malgré l'avis et les instances du lieutenant-général du pape, on se décida à la retraite. Guichardin nous expose en détail dans son Histoire [2] les raisons qu'il fit vainement valoir auprès du capitaine-général pour triompher de cette fatale résolution. Il comprenait quelle fâcheuse impression allait en résulter pour la ligue, et quel découragement serait celui du pape et des Vénitiens. Mais il fallut céder à l'obstination du duc d'Urbin, pour éviter un conflit. Le château de Milan se rendit. La prise de Crémone [3] fut annulée par la désertion d'une partie de l'armée, entre autres des Suisses, et par les évènements du centre de l'Italie. Le pape, battu en Toscane par les Siennois, assiégé dans le château Saint-Ange par les Colonna, ses ennemis, et forcé de traiter avec eux, conclut une trève avec l'empereur. Son lieutenant Guichardin abandonna donc l'armée de Lombardie, le 7 octobre 1526, après avoir vainement proposé au duc d'Urbin de feindre de n'avoir pas reçu d'ordre, s'il voulait tenter un coup de main sur Milan. [4]

Il revint à Parme, et de cette ville dirigea le pape de ses

[1] Lettre du 2 juillet 1526. — [2] XVII, 2.

[3] C'est à cette époque qu'il faut placer la première légation de Machiavel auprès de Guichardin. Sans faire nommément partie de la ligue, la république payait une partie des troupes. A cette occasion l'on accrédita Machiavel.

[4] Lettre de Guichardin au dataire. *Lett. dei Principi*, T. II, fo 14.

conseils au milieu des embarras de la situation[1]. Il le détermina à laisser Jean de Médicis dans le Milanais avec ses bandes, et à le réserver pour les circonstances les plus pressantes, au lieu de l'employer à punir les Colonna. Il fut ensuite chargé de négocier avec le duc de Ferrare la remise à ce prince de Modène et de Reggio[2], ainsi qu'un double mariage entre Hercule d'Este, fils aîné de ce duc, et Catherine de Médicis, dernière descendante légitime de la branche de Cosme l'Ancien, et d'autre part entre l'une des princesses de Ferrare et Hippolyte de Médicis, fils naturel de Julien et neveu du pape. Mais Clément VII n'agissait que pour gagner du temps, et l'empereur le prévint en mettant le duc de Ferrare dans ses intérêts. Guichardin comprit qu'il fallait abandonner l'espérance de voir réussir les négociations commencées, et se rendit à Modène, tout en proposant de nouvelles conditions d'accommodement.

Les affaires de Lombardie réclamaient en effet toute son attention. Frondsberg, capitaine de l'empereur, y était descendu avec un corps de troupes allemandes, sans que le duc d'Urbin pût l'arrêter, et avait passé le Pô près de Ferrare, tandis que Jean de Médicis, le seul général redouté des ennemis, venait de mourir d'une blessure reçue en les poursuivant[3]. Les Allemands traversèrent successivement la Secchia, la Lenza, la Parma, le Taro, et appelèrent les Espagnols de Milan.

Le lieutenant du pape pressait vainement le duc d'Urbin de défendre les Etats de l'Eglise menacés par les ennemis. Courant alternativement sur leur flanc de Modène à Parme et à Plaisance[4], il essaya de les arrêter au siége de cette dernière ville[5]. Averti par le duc de Ferrare, le connétable de Bourbon les empêcha de

[1] Voyez celles de ses lettres qui se trouvent au Ier volume des *Lettere dei Principi*. — [2] 17 novembre, 18 novembre, 20 novembre 1526, et autres. Recueil Strozzi. *Hist. d'Ital.* XVII, 4.

[3] Sa mort dérangea les projets du parti dont j'ai parlé plus haut, et qui comptait l'opposer aux bâtards Alexandre et Hippolyte. De plus, elle causa une vive terreur dans Florence (Cf. Nerli). Aussi, le sujet principal de la seconde légation de Machiavel est-il de prier le lieutenant de couvrir cette ville.

[4] Voy. sa correspondance et celle de Machiavel, seconde légation.

[5] Varchi, II.

donner dans le piége, et de Milan vint les joindre avec les Espagnols, puis se prépara, marchant à leur tête à tous, à descendre dans l'Italie Centrale.

Les efforts du lieutenant avaient échoué à cause des irrésolutions du pape, de l'hésitation de ses collègues, de la lenteur des troupes à se mettre en marche, de la difficulté avec laquelle on les payait. Sa correspondance avec le dataire, l'évêque de Pola, Salviati et ses amis de Florence témoigne de ses peines et de sa lassitude [1]. Cependant il fallait lutter de nouveau. Tandis que le pape, attaqué au sud par le vice-roi de Naples obtenait sur lui un léger avantage, et tout en négociant méditait d'envahir le royaume, les bandes du connétable faisaient toujours de nouveaux progrès. Le duc d'Urbin, consultant surtout les intérêts des Vénitiens, et voulant se faire acheter son concours par la cession de Montefeltro et de San Leo, proposa un plan de campagne qui, protégeant les terres de Venise, laissait ouvert le chemin pour marcher sur Florence et sur Rome. Guichardin essaya vainement de le gagner en lui cédant l'objet de ses désirs; il fut désavoué par le pape [2]. Cependant les soldats impériaux, ou plutôt les brigands de Bourbon, se mirent en marche, sans argent, sans munitions, sans vivres, lentement suivis par les confédérés [3]. Ils traversèrent le pays de Reggio, de Modène et de Bologne sans rencontrer d'obstacle sérieux. En même temps le pape, trompé dans les espérances de secours qu'il avait conçues du côté du roi de France, venait de conclure une trève avec Lannoy, vice-roi de Naples, et congédiait la plupart des troupes qu'il tenait à Rome. Guichardin avait à combattre à la fois l'imprévoyance de ceux qu'il servait, le mauvais vouloir de ses collègues, et la promptitude des ennemis. Toutefois il négociait avec Bourbon et le marquis de Guast pour tâcher de les arrêter; la mutinerie des soldats, ou la perfidie du connétable, fit rompre les pratiques commencées, et pour obliger ses propres Suisses à marcher sur Forli [4],

[1] Fonds Strozzi. *Lettere de' Principi*, tome II. Machiavel, seconde légation.
[2] *Hist. d'Ital.* XVIII, 1. — [3] Cf. Varchi, II.
[4] Cf Machiavel. *2e légat. à Guicciard.* lett. 17; voir aussi, pour toute cette partie, Varchi, II; et Guichard. *Hist. d'Ital*, XVIII.

le lieutenant dut lui-même prêter mille ducats au provéditeur vénitien afin de les payer. Seul il soutenait tout le poids de la lutte, et tentait de résister au connétable qui avançait toujours, sans tenir compte du traité conclu à Florence entre Clément VII, les Florentins et le vice-roi. Sûr du marquis de Saluces, qui l'accompagna jusqu'à Brisighella, et tandis que le duc d'Urbin, appelé par les Florentins, venait couvrir leur ville, il prévint le pape des dangers qui étaient de plus en plus pressants pour Rome ?

Dans le moment que celui-ci tenait mal compte de cet avis, un nouvel accident arrêta les confédérés près de Florence et dérangea leurs plans. Les citoyens mécontents profitèrent des difficultés de la situation pour tenter un soulèvement (26 avril). L'imprudence ou la témérité du cardinal de Cortone, qui abandonna la ville pour marcher au devant du duc d'Urbin [1], augmenta le désordre. La jeunesse se saisit du palais et obligea le souverain magistrat à déclarer rebelles les neveux du pape. Le gonfalonier était Luigi Guicciardini le frère du lieutenant qui, suivant Nerli, favorisait les révoltés, ou du moins voyait avec plaisir leur tentative et ne s'y opposait que mollement. Mais les cardinaux avait sous la main des moyens puissants de répression. Les troupes furent sur le point d'entrer dans la ville, et les généraux voulaient forcer le palais du gouvernement. Il fallait craindre que la chaleur du combat ne portât les soldats aux derniers excès, et la plus grande partie de la noblesse renfermée dans le palais était exposée à périr. Le frère de Guichardin se trouvait un des plus en danger. Le lieutenant du pape, soit que, n'étant point au préalable instruit de l'affaire, il jugeât le coup imprudent, soit qu'il vît nettement qu'il n'y avait aucun succès à espérer, profita des liens qui l'attachaient aux deux partis, sans qu'il fût directement compromis, pour s'entremettre. Il parvint à calmer ses collègues, puis se rendit auprès des insurgés, leur

1 Nardi, VIII, prétend qu'il voulait seulement faire une visite de déférence, et que son absence donna lieu au tumulte. D'autres disent que, voyant naître le trouble, il alla chercher des secours.

fit comprendre leur faiblesse, et acheva de dissiper la sédition par la promesse d'une amnistie générale. La paix se conclut sur un banc dans une boutique voisine de la place [1]. Les principaux chefs de l'armée y apposèrent leur signature; le gonfalonier annula tout ce qu'on avait fait et décidé jusque là; et les citoyens, réunis au palais, s'écoulèrent tristement par une porte de côté, sans éprouver de dommage, mais remplis de crainte et d'affliction. Jacques Pitti accuse, en cette circonstance, Guichardin de trahison [2]. Il est certain que dans l'état des affaires la soumission était le conseil le plus sage à suivre. Néanmoins tout le monde en fut mécontent; les républicains, parce qu'ils se voyaient frustrés dans leurs espérances, et les partisans des Médicis, parce qu'ils avaient laissé échapper l'occasion d'anéantir leurs adversaires. Guichardin, dans son Histoire [3], se plaint amèrement de cette ingratitude, qui peut être ne fut pas sans influence sur sa conduite ultérieure. Mais on ne peut nier, quand on connaît bien ses sentiments, qu'alors il n'ait agi avec peu de franchise. Qui veut ménager tout le monde et se réserver toutes les chances, risque de dévoiler son jeu. Enfin la part, au moins indirecte, que son frère avait prise dans la conjuration, dut le rendre suspect aux Médicis; l'empressement ambitieux de son neveu Niccolò, qui, une fois le tumulte apaisé, voulut être le premier à en porter la nouvelle au palais de la via Larga [4], devait indisposer contre toute la famille les amis de la liberté.

Pendant ce temps et à la faveur des contestations qu'élevèrent les Vénitiens sur le règlement des contributions entre les alliés, Bourbon se dirigea d'Arezzo sur Rome par Viterbe. Le pape désarmé, mal soutenu par les habitans, ne put l'arrêter; la ville fut emportée d'assaut et saccagée, tandis que le connétable lui-même, était tué. Ce n'est pas ici le lieu de s'étendre sur cet évènement. Il importe plutôt de suivre la marche de l'armée pontificale et vénitienne, et de déterminer la part que prit Guichar-

[1] Varchi, II. — [2] *Apologia de' Capucci*, p. 134 et suiv. Archiv. Storic. T. IV, part. II. — [3] XVIII, 2.
[4] Habité par les Médicis. Varchi, III; Nardi, VIII, 14.

din dans les délibérations de ses chefs. Il avait compris que le pillage de Rome serait suivi de la désorganisation des troupes impériales. Il pressait donc la marche du duc d'Urbin ; mais celui-ci s'arrêtait à changer le gouvernement de Pérouse, et à s'assurer une retraite sur Orvieto. D'ailleurs, il nourrissait contre la maison de Médicis de vieilles rancunes à cause de son duché d'Urbin. Ce fut vainement que Guichardin, qui correspondait avec le pape et l'avertissait de l'approche de l'armée, essaya de décider son collègue à se porter en avant. Ses efforts n'aboutirent qu'à provoquer des deux parts de violentes récriminations [1]. La désertion se mit dans les troupes, comme la terreur dans les provinces [2], et le premier juin la retraite commença. Le pape capitula et rendit le château Saint-Ange, un mois jour pour jour après l'assaut donné à Rome.

Les fonctions de Guichardin cessaient avec l'existence du pouvoir qui l'avait nommé; d'ailleurs ses patrons étaient mal satisfaits de ce qu'il avait fait à Florence. Varchi [3] prétend même que le pape imputait à son avarice et à ses démêlés avec le duc d'Urbin la retraite de ce général. Il songea donc à revenir à Florence qui s'était rendu la liberté, et Segni nous affirme que ses instances particulières déterminèrent les colonels des Bandes Noires à se ranger au service de la république [4].

§. V. SA CONDUITE DEPUIS LA PRISE DE ROME PAR LES IMPÉRIAUX, JUSQU'A LA PRISE DE FLORENCE PAR L'ARMÉE DU PRINCE D'ORANGE.

La captivité de Clément VII semblait avoir dissous le gouvernement de l'Église. Tandis que la Ligue, les Vénitiens, le duc

[1] Varchi, IV. — [2] Voy. aux Pièces Historiques une lettre de Jacopo Guicciardini, du 14 juin, de Césène. Pièce XI.

[3] Varchi, IV. Pitti nous dit que dans la réconciliation qui eut lieu, peu après entre le Pape et le duc d'Urbin, on attribua tous les torts au lieutenant.

[4] Segni I. Parmi ces colonels, se trouve un Sampiero, Corse d'origine. Varchi dit qu'à la place de Guichardin on nomma commissaire auprès des troupes Florentines Rafaello Girolami.

de Ferrare, les seigneurs dépossédés, Doria, les Espagnols, ceux-ci en vertu des traités consentis, les autres, par le droit de la force, et sous prétexte de reprendre d'anciennes possessions, ou d'en priver les Impériaux, se disputaient les débris des États ecclésiastiques, Florence profita des circonstances qui lui permettaient de recouvrer sa liberté.[1]

La nouvelle de la prise de Rome était arrivée le 11 mai aux cardinaux chargés de l'administration de la république. Les principaux citoyens dont les projets avaient échoué un mois auparavant, et parmi eux il faut compter Francesco Vettori et les deux Strozzi, Matteo et Filippo, dirigés par Niccolò Capponi, proclamèrent la liberté. Les cardinaux irrésolus, peu confiants dans les troupes, que l'avarice du cardinal de Cortone négligea d'entraîner par une augmentation de paie, conclurent un accord d'après lequel, le 16 mai, ils se retirèrent à Lucques avec les neveux du pape. Bientôt ils regrettèrent leur résolution, mais les forteresses furent livrées à la république par leurs commandants. La révolution était consommée. Un moment toutefois le parti des Médicis chercha à retenir le pouvoir avec la forme populaire. Mais une émeute soulevée par Anton-Francesco des Albizzi contre le gonfalonier Nori amena la convocation du grand conseil, et l'élection, pour un an, de Niccolò Capponi, comme gonfalonier, avec la faculté d'être réélu trois autres années. C'était un homme passionné pour la liberté, et d'ailleurs un esprit sage, mais incapable de tenir tête aux partis furieux qui allaient s'agiter.

Il entra en fonctions le 1er juin, au moment ou l'armée pontificale se désorganisait, et peu avant que Guichardin ne rentrât à Florence, tandis que Machiavel, revenu de sa légation à l'armée de la ligue[2], mourait de chagrin de n'avoir pu reprendre son poste de secrétaire (27 juin).[3]

La constitution nouvelle pencha d'abord vers une oligarchie démocratiquement organisée, par suite de la mesure qui restrei-

[1] *Hist. d'Ital.* XVIII, 3.

[2] Sa dernière lettre est de Civita-Vecchia, du 22 mai 1527. — [3] Cette place fut donnée à l'historien et publiciste Giannotti.

gnait le droit de cité aux deux mille cinq cents personnes environ capables de prouver que leurs ancêtres avaient été proposés[1] pour obtenir les charges. Mais dans cette sorte d'oligarchie même se forma un noyau plus restreint encore composé des plus riches et des plus nobles qui prit le nom d'*Ottimati*. Capponi s'appuya sur eux ; il les réunit aux anciens disciples de Savonarole ou *Piagnoni* et aux *Palleschi* modérés ou crus jusque-là partisans et soutiens des Médicis, en ménageant Francesco Vettori, les deux Strozzi[2] et Guichardin leurs principaux chefs. Ceux-ci croyant le pape et sa faction absolument perdus, acceptaient volontiers de restaurer le gouvernement au profit d'un parti avec lequel ils n'avaient au fond jamais cessé de sympathiser. Mais les excès de la faction populaire qui prit le nom d'*Arrabiati* ou *Popolani*, rendirent le trouble impossible à dominer. A sa tête se plaçaient les deux frères Carducci, Baldassare et Francesco, dont l'aîné malgré sa vieillesse agissait et parlait avec l'emportement et la fougue d'un jeune homme ; Alfonzo Strozzi, jaloux de son frère Filippo, et Dante de Castiglione, le destructeur des insignes et des images des Médicis. Entre eux se trouvait Tommaso Soderini, héritier de la réputation de son oncle l'ancien gonfalonier, prêt à faire pencher la balance au gré de ses intérêts et de son ambition. Peu de temps s'écoula avant que des mesures violentes ne vinssent ébranler l'État, et vers le milieu de 1521, Filippo Strozzi, que rendait suspect sa parenté avec les Médicis, dut quitter la ville. Florence était d'ailleurs depuis 1525 dévastée par la peste et la famine. Bientôt on ne put rassembler le Grand-Conseil et les agitations intérieures se compliquèrent des dangers du dehors,

Le pape s'était enfui de Rome et comptait sur l'appui des

[1] Seduto o veduto. Giannotti, *della Repubblica Fiorentina*, II, 7 ; il y expose les inconvénients de ce procédé.

[2] Filippo et Matteo : ils étaient cousins. Alfonso, au contraire, comme on va voir, était l'un des chefs des *Arrabiati*. Pour le sens de ces mots *Piagnoni*, *Arrabiati*, je renvoie à la note 3, page 41. Le nom de Palleschi vient des boules qui sont dans les armes des Médicis : *Palle*. Pour tout ce qui suit, je renvoie au triple récit de Varchi, Nardi et Segni. La partialité de Pitti est flagrante en faveur des Républicains, comme celle de Nerli en faveur des Médicis.

Français et des Vénitiens pour recommencer la lutte, mais la destruction des armées françaises avec Lautrec et Saint-Pol dans le royaume de Naples et dans le Milanais durent lui ôter cet espoir. Plein du désir de la vengeance contre les Florentins, il traita avec l'empereur à Barcelonne en 1529, à condition de voir rétablir à Florence son neveu Alexandre, fiancé à la fille naturelle de Charles-Quint, Marguerite. Six semaines après, François Ier abandonna à Cambrai la république qu'il avait à plusieurs reprises promis de soutenir. Enfin l'empereur débarqué en Italie traitait avec tous les alliés, excepté avec les Florentins, livrés au pape, et contre lesquels se réunirent ses armées, 1529.[1]

Cependant Capponi, quoique confirmé gonfalonier pour une seconde année en juin 1528, voyait son autorité décroître sans cesse[2]. Il essayait de ranimer l'enthousiasme religieux et patriotique, en proclamant Jésus-Christ roi de Florence, et en mettant son monogramme sur la porte du palais de la seigneurie. La force manquait à ces tentatives. Les Bandes Noires avaient été détruites devant Naples avec Lautrec, et la milice du territoire que l'on organisait sur les plans imaginés par Machiavel, en 1509, ne pouvait y suppléer. On formait la garde urbaine et l'on relevait les fortifications sous la direction de Michel-Ange[3]; on prenait à la solde de l'État d'abord Hercule d'Este, fils du duc de Ferrare, qui éludait ses obligations pour ne pas se compromettre, puis Malatesta Baglioni[4]. Mais une troupe de trois cents jeunes nobles, sous le nom de gardes du palais, surveillait le gonfalonier. Les négociations entamées entre Doria et Luigi Alamanni, le poète, pour réconcilier Florence avec l'empereur, échouaient[5]; malgré Guichardin et les conseils de son expérience, on prêtait l'oreille aux promesses sans garantie et sans valeur de François Ier; on écartait des consultations ou *Pratiche* Guichardin et ses amis tentés de se rallier au gouvernement, et compromis à l'égard du pape par leur conduite dans la dernière révolution[6].

[1] *Hist. d'Ital.* XIX. Varchi, VIII. — Varchi, VI. Je n'ai pas toujours suivi l'ordre de son récit, à cause des nécessités de la composition qui est différente, mais j'y puise presque tous les faits.
[3] Varchi, VI. — [4] Id. VII et VIII. — [5] Id. VIII. — [6] Segni, liv. I.

Il est cependant certain qu'une transaction entre les partis était alors seule capable de sauver Florence; la sagesse de Capponi, dont la famille, depuis 1495, s'était tenue à l'écart des dissensions, l'habileté des anciens amis des Médicis, en fournissaient le moyen, en même temps que l'ambition personnelle de ces derniers préparait une garantie pour les concessions qu'ils feraient aux maîtres actuels des affaires. Ajoutons que le pape, tant qu'il les eut contre lui, limita ses exigences. Mais la passion populaire ne comprend rien à la modération et aux ménagements de la politique; elle préfère s'abandonner aux plus frivoles espoirs plutôt que de céder une partie pour ne pas perdre le tout. Son emportement, qui fait sa force lorsqu'il lui reste des ressources considérables, précipite le plus souvent dans l'abîme ceux qui s'y laissent entraîner. Alors Florence était épuisée; aussi courut-elle rapidement à sa perte.

Des motifs particuliers d'aigreur semaient de nouveaux germes de désunion entre les partis. Tommaso Soderini, rival de Capponi, avait voulu réunir leur influence à tous deux pour dominer l'État. Il songeait à marier l'une de ses filles au fils de Capponi, et à partager ainsi le pouvoir avec son heureux compétiteur. Capponi avait à choisir entre son appui et celui que lui offraient les Palleschi dans les luttes des conseils, et plus tard en cas que les Médicis revinssent. Les tendances de Soderini à céder aux Arrabiati l'effrayaient; il préféra s'unir à ses adversaires, et fit épouser à son fils Simona, l'une des filles de Guichardin[1]. Mais cette alliance, où tous deux croyaient trouver de grands avantages pour le présent et pour l'avenir, ne profita ni à l'un ni à l'autre, et peut-être, en irritant Soderini, accéléra-t-elle la catastrophe. Alfonso Strozzi envenima le ressentiment de Soderini qui se jeta dans les bras des Arrabiati, et dès-lors la cause des Ottimati fut perdue.

Capponi songeait d'ailleurs à modifier le gouvernement, guidé par les conseils de Guichardin et de Ruberto Acciaiuoli[2]. Poursuivant des desseins depuis longtemps médités, ils auraient

[1] Segni, III. Varchi, VI. Nerli, 171. — [2] Varchi, V.

voulu ramener au pape la cité qu'ils jugeaient incapable de lui résister; mais ils espéraient, en opérant une soumission volontaire, pouvoir dicter aux Médicis des conditions favorables à l'aristocratie, et surtout à eux-mêmes que leur valeur personnelle en faisait les chefs. En face de l'ardeur des Arrabiati, ces projets n'avaient aucune chance de succès. Toutefois Capponi correspondait avec le pape pour éviter de l'aigrir, et prévenir de sa part toute résolution violente. Une de ses lettres interceptée souleva contre lui une émeute terrible. Il fut déposé [1] et remplacé par François Carducci, que Guichardin juge fort sévèrement [2], et qui était tout au moins dépourvu de l'habileté et de la mesure de son prédécesseur [3]. Ce fut précisément à cette époque qu'eurent lieu les traités de Barcelonne et de Cambrai, et que le prince d'Orange pénétra en Toscane.

Il tenta de détacher Malatesta des Florentins, non sans l'ébranler peut-être, mais sans complètement réussir pour le présent. Du moins, par un singulier arrangement, et en livrant Pérouse, le condottiere sut sauvegarder sa puissance personnelle, et rester à la solde de la république [4]. La guerre se trouvait ainsi rejetée tout entière sur le territoire des Florentins.

Ils essayèrent d'arrêter le prince d'Orange, en proposant de traiter avec le pape, pourvu qu'on leur garantît la forme républicaine. C'était ce qu'avait voulu Capponi, mais il était trop tard. Carducci et sa faction, fort humiliés de leurs revers, appelèrent vainement aux Pratiques les Palleschi . Ceux-ci, entre autres Roberto Acciaiuoli et Guichardin refusèrent leur concours [5]. Le prince d'Orange prit successivement Cortone et Arezzo, cette dernière ville abandonnée par Anton-Francesco des Albizzi, et reçut des secours de Sienne, l'antique rivale de Florence, heureuse de venger les défaites passées. Charles-Quint refusa d'en-

[1] Il faut comparer le récit des affaires dans Varchi, VIII, Segni, III et Pitti, Archiv. Storic. T. IV, part. II, p. 348.

[2] *Hist. d'Ital.* XIX, 4.

[3] Nerli lui reconnaît pourtant de la vigueur, et dit que, si en 1512 Soderini l'eût valu, les Médicis ne seraient pas rentrés, p. 193.

[4] Varchi, X. — [5] Id. X.

tendre les ambassadeurs qu'on lui députa [1], et le pape tout en promettant d'agir avec douceur, exigeait qu'on se rendît à discrétion. [2]

Tout était désespéré. Capponi qui avait pris part à cette inutile ambassade envoyée à l'empereur revint mourir à Garfagnana, le 18 octobre 1529 [3]. Les plus menacés des Palleschi, entre autres Valori et Guichardin, Jean Corsi, et ceux qui ne jouaient pas le rôle d'espion, comme Nerli l'historien et Ottaviano de Médicis, avaient quitté la ville. Il n'y avait plus de place pour l'ancien lieutenant du pape, l'homme des résolutions politiques et modérées, dans Florence, dévorée par la famine, déchirée par les fureurs des démagogues, et trahie par le chef de ses troupes, Malatesta Baglioni. S'il avait conservé quelques illusions sur l'accueil que lui ferait le parti populaire, et sur l'importance du service qu'il croyait avoir rendu en avril 1527, il avait été bientôt détrompé. Les deux années qui venaient de s'écouler, il les avait tristement passées pour un homme naguère si considérable. Une part directe dans le gouvernement lui avait été refusée, et ses conseils avaient peut-être hâté la chûte de Capponi. Suspect aux autres et fatigué de lui-même, il avait, comme sa correspondance le témoigne, et comme nous l'apprend Varchi [4], successivement erré de Florence à la campagne et de la campagne à Florence, se plaignant de tous et de tout, comprenant les embarras de la situation et ne pouvant y remédier. Il avait tenté, par des travaux historiques et politiques, de faire diversion à son ennui, et c'est à cette époque qu'il faut rapporter [5] la plupart des Ricordi et peut-être l'ébauche de la grande Histoire. Il partit à la fin de septembre 1529 [6]. Le soin de sa fortune le ramena vers le pape. J'aimerais mieux qu'il se fût tenu à l'écart. Mais le

[1] Niccolò Capponi, Tommaso Soderini, Matteo Strozzi, Rafaello Girolami ; Varchi, IX. — [2] Je n'entre pas dans le détail des ambassades qu'on lui envoya ; c'est le sujet d'une longue discussion dans Pitti ; mais ce détail n'est pas indispensable ici. — [3] Le récit de sa mort est un des passages remarquables de Segni IV. — [4] X.

[5] D'après M. Canestrini, il paraît que le traité *del Reggimento* fut recopié de sa main à cette date. — [6] Voyez la lettre citée à la fin du volume. Pièce XII.

besoin de l'autorité qui tourmente ceux qui en ont une fois goûté, l'ambition, dont il nous fait une peinture trop vive dans ses Ricordi, pour ne l'avoir pas ressentie lui-même, l'y déterminèrent. Bientôt son frère Luigi l'imita. Tous deux furent déclarés rebelles, condamnés d'abord au bannissement, puis à la confiscation de leurs biens. [1]

L'armée impériale avançait toujours jusqu'à deux milles de Florence, tandis que de nouvelles bandes, envoyées par le pape, sous Ramazotto, du côté de Bologne, saccageaient Firenzuola et menaçaient Prato.

La défense dura toutefois quelque temps, grâce à l'obstination du peuple, à la vigueur du nouveau gonfalonier, Rafaello Girolami[2], et à l'incertitude où l'on pouvait être encore des intentions de l'empereur. Mais l'entrevue qu'il eut à Bologne avec le pape dut lever tous les doutes à cet égard. Les ambassadeurs Florentins ne furent point entendus malgré leurs instances, et l'accord qui s'établit entre Charles-Quint et Clément VII, dont la cérémonie du couronnement (22 février 1530) fut la preuve, activa les hostilités. Pistoie, Prato se rendirent. Le roi de France fut habilement contraint à priver ses anciens alliés du peu d'espérances qu'il leur avait laissées. Vainement la prise de Volterra par le commissaire Ferrucci sembla devoir prolonger la lutte. Ce succès ne fit que diviser les forces de Florence; et bientôt battue de tous côtés, réduite à ses seules murailles, elle souffrit toutes les horreurs d'un blocus.

C'est à cette époque qu'il faut rapporter un discours de Guichardin à la Seigneurie pour l'engager à céder [3]. Mais son destin n'était pas d'être écouté de ses concitoyens, et ses avis ne produisirent aucun effet. D'ailleurs il faut avouer que sa conduite ne pouvait guère inspirer de confiance. Dès le 3 décembre 1529[4],

[1] Je n'ai pu, dans les registres, en retrouver la date précise. La condamnation de Valori, qui est à peu près du même temps, est du mois de mars 1530 (1529, style florentin); on promet mille florins d'or à qui le livrera vivant, et cinq cents pour son cadavre. Cf. Nerli.

[2] Il entra en fonctions le 1er janvier 1530 (1529, style florentin).

[3] *Opere inedite*. T. II, p. 344. *Discorso sesto;* mai 1530, après la prise d'Empoli. — [4] Lettre à son frère Luigi réfugié à Pise.

nous le voyons à Bologne, auprès du pape, suivant les négociations entamées avec l'empereur. Quand arrive l'ambassade dont son frère Jacopo et Vettori font partie, il s'entremet avec Jacques Salviati et leurs adhérents pour proposer aux ambassadeurs des conditions dont la douceur semble cacher des piéges. On a même prétendu[1] qu'ils empêchèrent le pape, alors effrayé des progrès des Turcs et disposé à céder, de consentir à un accord. Enfin, après le couronnement de l'empereur, il retourne avec Clément VII à Rome, où on le retrouve, au moyen de sa correspondance, en juillet et en août 1530.

Cependant le prince d'Orange avait été tué dans un engagement où périt Ferrucci, et qui fut fatal aux Florentins. Malatesta Baglioni les trahissait presque ouvertement. On traita donc avec Fernand de Gonzague qui, moyennant une somme de quatre-vingt mille ducats, garantit le maintien de la liberté, et une amnistie pour toutes les injures faites au pape, à ses partisans et à ses serviteurs (8 août).

§ 6. IL CONTRIBUE A L'ORGANISATION DU GOUVERNEMENT DE FLORENCE, PUIS EST NOMMÉ GOUVERNEUR DE BOLOGNE.

Guichardin, malgré sa réconciliation avec le pape, n'avait pas voulu retourner dans Florence au milieu des étrangers; quoiqu'il ait vivement maltraité de paroles un de ses compatriotes, Baccio Cavalcanti, qui réclamait auprès de Clément VII en faveur de la liberté[2], il ne quitta pas Rome tant que les Espagnols furent à Florence.

Ce fut le fougueux Baccio Valori, l'adversaire constant de Guichardin et des Ottimati, et qui s'était de tout temps déclaré l'ami et le soutien des Médicis, qui se chargea de rétablir leur autorité. La capitulation avait promis que la liberté serait res-

[1] Pitti, *Apologia de' Capucci*. Segni dit cependant que le traité pouvait aboutir, et qu'il faut en imputer la rupture aux Arrabiati dirigés par Carducci.
[2] Segni, V.

pectée, et que la république subsisterait, au moins de nom, sous la grande famille qui, depuis près de cent ans, présidait à ses destinées. Cette clause ne devait pas recevoir son exécution loyale. Tout d'abord le commissaire apostolique convoqua sur la place du palais, le 20 août 1530, le peuple en parlement, bien que ce mode d'assemblée eût été rayé de la constitution florentine. Le pouvoir fut confié à douze citoyens, onze[1] dévoués à la faction des Médicis, et Rafaello Girolami, alors gonfalonier, qui ne devait pas jouir longtemps de la garantie que semblait lui donner cette élection. On s'occupa immédiatement de satisfaire les Espagnols, et comme l'argent manquait, on leur livra, comme ôtages des sommes qu'on leur promit, les citoyens les plus riches d'entre ceux qui avaient soutenu le dernier gouvernement[2]. Les vengeances et les exécutions commencèrent alors. Tous les officiers de la république furent remplacés par les partisans du nouveau régime. Luigi Guicciardini, le frère aîné de l'historien, accepta tout de suite un rôle dans les affaires. De Lucques où il s'était réfugié, il revint à Pise exercer les fonctions de commissaire[3]. Dès le 30 août, il prend possession de la forteresse de Livourne, et le 7 septembre, il donne ses ordres au commandant de Volterra. A partir de ce moment, une correspondance considérable s'engage entre lui et Valori[4]; les sujets principaux en sont le licenciement des anciennes troupes, ou l'organisation des nouvelles, les approvisionnements, et les poursuites contre les vaincus du mois d'août. Bientôt il allait, dans des cruautés signalées par Varchi et Nardi[5], satisfaire ses vengeances personnelles, et témoigner de son zèle pour ceux, qu'il avait paru trahir en 1527 étant gonfalonier.

Les Espagnols partirent le 6 septembre[6]. La discorde se

[1] Baccio Valori, Luigi della Stufa, Ormanozzo Deti, Matteo Niccolini, Leonardo Ridolfi, Filippo Machiavelli, Antonio Gualterotti, Andrea Minerbetti, Ottaviano de' Medici, Zanobi Bartolini (qui devint bientôt suspect, et qui dut à sa fortune et au crédit de Malatesta Baglioni de ne pas être condamné au bannissement), enfin Niccolò del Troscia.

[2] Varchi, XII. — [3] Varchi; XII. Nardi, IX. — [4] Collection Strozzi. — [5] Voyez plus haut.

[6] Il en resta pourtant un grand nombre dans le pays jusqu'en mars 1531. Ils

mettait dans leur camp entre eux, les Allemands et les Italiens; les vivres leur manquaient dans la campagne de Florence, désolée par la peste et la guerre. Malatesta, pourvu d'un bref de pardon, s'en alla le 10 du même mois.[1]

A ce moment arrivèrent François Guichardin, Francesco Vettori et Ruberto Acciaiuoli[2] pour partager avec la Balie[3] l'administration de la ville. Le 27 septembre, les deux premiers entrèrent dans l'importante magistrature des Huit de Pratique[4]. Avec eux, s'y trouvaient Luigi della Stufa et Baccio Valori, membres déjà de la Balie, enfin Jean Corsi, l'ancien successeur de Guichardin à l'ambassade d'Espagne en 1513, et qui, créé le 1er septembre gonfalonier, remplaça dans la Balie Rafaello Girolami que l'on confina dans la citadelle de Volterra[5]. D'autres violences suivirent celle-là. Les chefs de la réforme, comme on les appelait, y firent preuve de caractères différents. Baccio Valori, peu riche et avide, n'était pas inaccessible à la pitié pourvu qu'on payât ses grâces[6]. Guichardin, plus désintéressé et plus rigide dans sa conduite, se montrait implacable et passionné. Il semblait ainsi venger ses rancunes particulières et le mépris qu'avait témoigné pour ses conseils la faction démocratique. Il avait eu soin d'ailleurs de reconstituer sa fortune. Une délibération de la Balie, en date du 18 octobre, lui rendit ses créances sur le Mont de Florence, confisquées en 1529, et déclara injuste sa condamnation au bannissement comme rebelle.[7]

Quelques jours après fut créée la grande Balie[8], le 8 novem-

commettaient toutes sortes de désordres. Baccio Valori lui-même fut pris par eux et mis à rançon. — [1] Varchi, XI. — [2] Segni, V.

[3] C'était le nom que portait la Commission des Douze.

[4] Les Huit de Pratique remplissaient, sous les Médicis, les mêmes fonctions que les Dix de la Guerre avec le Gouvernement républicain.

[5] Liste des Huit de Pratique (minute du 26 septembre) : Francesco Guicciardini, Francesco Vettori, Giovanni Corsi, Palla Ruccellai, Luigi della Stupha, Baccio Valori, et Corso delle Colombc remplacé, le 7 novembre par Bernardo Tovaglia.

[6] Voyez dans Varchi l'histoire de Zanobi Bartolini, qui échappa à la proscription en prêtant à Valori 4,000 florins d'or, environ 80,000 francs de notre monnaie. — [7] Pièces Historiques, XIII.

[8] Varchi dit le 8 octobre; la minute donne le 8 novembre; il annonce 136

bre, où l'on ajouta aux Douze nommés en août et aux Huit de Pratique, un nombre considérable de citoyens partisans des Médicis, ou du moins intéressés à les soutenir. Le nombre total est de cent quarante-quatre. Guichardin fut, avec son frère Luigi, de cette commission, premier modèle du Conseil des Deux cents plus tard institué. On y remarque aussi les noms de ceux qui, comme Ruberto Acciaiuoli, Matteo Strozzi, Francesco Vettori, Prinzivalle della Stufa, Ottaviano de' Medici, devinrent les principaux conseillers d'Alexandre, ou les fauteurs de Cosme Ier.

Guichardin fut d'ailleurs encore employé par le pape dans diverses circonstances, notamment dans la reddition d'Arezzo, soulevée depuis le mois de décembre 1529, occasion dans laquelle il fut commissaire avec Ruberto Acciaiuoli pour régler les conditions[1]. Mais ces honneurs, ceux de ses frères Luigi et Jacopo, nommé l'un des commissaires de la garde et de la santé, malgré son ancien attachement aux Arrabiati, ne l'empêchèrent point de concevoir et de témoigner du mécontentement de tout ce qui se faisait. Ce qui l'irritait d'abord, ainsi que Francesco Vettori, c'était la suprématie que Baccio Valori s'arrogeait sur eux. Il s'était, en effet, compromis davantage; il avait donné des marques d'un zèle plus constant; enfin il avait seul consenti à accepter les fonctions difficiles et abhorrées de commissaire apostolique. Il se regardait, en conséquence, comme le premier de ses collègues, s'était établi dans le palais des Médicis de la Via Larga[2], et là s'entourait d'une sorte de cour des principaux citoyens. Outre la jalousie qu'il en ressentait, Guichardin avait des sujets de plainte, sinon personnels, au moins de famille. Dans les taxes imposées pour le payement des sommes dues aux Espagnols, ses deux frères Jacques et Jérôme n'avaient point été épargnés[3]. Enfin ses vues de réforme n'étaient point satisfaites.

membres et n'en cite que 134. Segni dit 150, Cambi 147. La minute en comprend 144 avec l'ancienne Balie. Parmi ceux qu'a omis Varchi, se trouve précisément Guichardin, que son titre de docteur et sa députation pour le quartier de Santo-Spirito placent le second ou le troisième sur la liste officielle.

[1] Varchi, XII. — [2] Aujourd'hui le palais Riccardi; Varchi, XII.

[3] Ils furent taxés, à deux reprises, à 2,500 ducats en tout, environ 50,000 francs de notre monnaie. (*Archiv. de réformation.*)

Il voyait Clément VII éloigner de Florence toute sa famille[1], pour laisser ses partisans porter seuls tout le poids de la haine publique, et pourtant ne rien ménager au profit des siens. Le 21 août 1530, il avait obtenu une bulle impériale qui déclarait chef de la République Florentine Alexandre, reconnu comme son neveu, mais cru son fils. Cependant on faisait aux créanciers de l'État une banqueroute de 60 pour cent ; on s'appropriait les dépôts faits au nom des veuves et des orphelins: on annulait la vente des biens des corporations et de la cité ; on augmentait arbitrairement les impôts, sans tenir compte de l'appauvrissement et de la dépopulation des campagnes et de la ville [2]. Enfin les anciens amis de Capponi étaient poursuivis avec presque autant de rigueur que les Arrabiati déclarés[3]. Guichardin aurait voulu qu'on tînt plus de compte des droits des citoyens [4], et que la domination des Médicis fût une direction et non une tyrannie. C'est ce qu'il réclame sans cesse dans les quatre discours ou mémoires adressés au pape en 1530[5], et dans ses lettres à Jacques Salviati, conseiller intime de Clément VII [6]; c'est ce qu'il regrette de ne pas obtenir dans sa correspondance avec son frère Luigi. [7]

En tous cas, il en résultait pour le pape des tiraillements et des conflits entre ses différents agents à Florence. Il essaya donc d'y remédier en ôtant à Valori ses pouvoirs extraordinaires, qui furent remis à Nicolas de Schomberg, archevêque de Capoue [8]. Valori fut, en dédommagement, nommé président de Romagne.

Le 17 février, les desseins du pape commencèrent à recevoir leur exécution. Alexandre de Médicis fut adjoint à la Balié et déclaré *preposto*, c'est-à-dire président de droit dans toutes les

1 Aussitôt le siége terminé, la jeune duchesse Catherine, jusque là prisonnière des républicains, fut reconduite à Rome. Varchi, XII.

2 Le total des frais du siége de 1530, ceux du moins qui furent régulièrement constatés, s'élève à 553,286 ducats. Archiv. Storico.

3 Pour tous ces faits, voyez les *Discorsi intorno alle mutazioni e riforme. Opere inedite* de Fr. Guicc. T. II.

4 Il voulait gouverner, dit Segni, *più civilmente*.

5 1530, style florentin; fin 1530 et premiers mois de 1531. *Opere Inedite*, II.

6 *Lettere de' Principi*, T. II. — 7 Collect. Strozzi.

8 Après huit mois, dit Segni. Ce serait vers le mois de mars 1531. Dès février on trouve des lettres de Schomberg datées de Florence. Voyez Varchi, XII.

magistratures. Le 31 mars, dans le sein de la Balie même, on fit choix de vingt-quatre *Accopiatori*, chargés de remplir les bourses des scrutins, et d'assurer ainsi les magistratures aux amis des Médicis[1]. Guichardin fit partie de cette commission, et, dès le mois de mai, son frère Girolamo fut un des seigneurs.

Cependant, dans la famille même du pape se préparaient des embarras. Hippolyte, cardinal de Médicis, jaloux de son cousin, courut à Florence pour essayer de se saisir du gouvernement, et de faire déclarer les mécontents en sa faveur. Valori était alors à Rome ; le pape le dépêcha à la suite de son neveu. L'entreprise était découverte, et Hippolyte revint avec le messager (27 avril 1531); mais déjà dans le parti des vainqueurs il allait y avoir plus que des discordes, et des factions commençaient à naître dans la faction même. En effet, Valori ne trouvait pas suffisante la récompense qu'il avait reçue. On lui avait promis le cardinalat, cette ambition de tous les serviteurs des papes, et surtout des Florentins à cette époque. La promesse n'avait point été tenue. Il fut donc soupçonné d'avoir aidé Hippolyte de ses conseils et de son crédit plutôt que de l'avoir détourné de son dessein. Mais les circonstances les obligèrent à attendre une occasion plus favorable.[2]

En même temps avait lieu un désarmement général, et la justice était livrée au chancelier Ser Maurizio. Guichardin avait blâmé toutes ces mesures; il fut nommé, vers le mois de mai, gouverneur de Bologne[3]. Je suppose qu'il s'y rendit sans beaucoup de délai, car son nom ne figure plus chez les historiens parmi ceux des personnages qui parurent à Florence même, et dont la présence était nécessaire. C'est alors qu'arriva le nouveau chef

[1] Varchi, XII. — [2] Id. id.

[3] Guicc. *Opere Inedite*, vol. II, à la fin ; V. la note de M. Canestrini. La première lettre, datée de Bologne, qui existe de lui aux Uffizi, est du 1er octobre. Mais rien n'indique qu'elle n'ait pas été précédée de beaucoup d'autres. Vizzani, historien Bolonais, ne fixe pas d'une manière précise la date de son arrivée. Souvent les gouverneurs ne se rendaient pas immédiatement dans leur province, et n'y résidaient pas d'une manière constante. Guichardin lui-même en est la preuve. Il est donc assez difficile de savoir au juste le moment de son départ de Florence.

de l'État, Alexandre, et qu'en présence de Nicolas de Schomberg il fut reconnu par la seigneurie. Son arrivée fut signalée par de nouvelles mesures vexatoires, telles que des lois sur la monnaie et sur les impôts, enfin par la continuation des rigueurs exercées contre les républicains. Luigi Guicciardini, dans une lettre remarquable du 21 novembre, fait part à son frère de tout ce qui se passe, et, entre autres nouvelles, lui annonce la douceur dont on use à l'égard de Girolami, depuis assassiné à Volterra[1]. *Et*, ajoute-t-il avec une dureté violente, *on risque de se perdre, car la pitié est nuisible.*[2]

Valori partit enfin pour la Romagne. Les principaux conseillers de Clément VII n'étaient plus sur le théâtre des événements. Pourtant le pape ne cessait de les consulter ; il voulait les amener à lui proposer pour Alexandre le titre de duc de Florence[3]. Ceux-ci le comprenaient à merveille, et, de leur côté, préféraient qu'il s'expliquât le premier. Il le fit enfin. L'archevêque de Capoue demanda un mémoire sur la situation présente à chacun d'eux ; Ruberto Acciaiuoli, Francesco Vettori, Filippo Strozzi et les deux Guichardin, Francesco et Luigi, répondirent à cet appel[4]. Les plus violents furent Luigi Guicciardini et Filippo Strozzi. L'un voulait se faire pardonner sa tiédeur pour les Médicis en 1527 ; le second espérait trouver plus de licence sous le gouvernement d'un prince absolu. Ils conseillèrent au pape de donner au nouveau duc un pouvoir sans appel et sans contrôle. Les trois autres, d'accord avec Jacques Salviati, qui était à Rome, acceptaient bien pour un Médicis le titre de chef de l'État, mais auraient souhaité qu'on tînt compte de l'aristocratie. Leur avis, quelque odieux que puissent paraître les moyens de le réaliser qu'ils proposaient, se réduisait à remettre les choses sur le pied où elles étaient sous Laurent le Magnifique en 1494. Le pape

1 Selon Varchi ; Segni dit Pise. — 2 Voyez cette lettre aux DOCUMENTS, XIV.

3 Il n'était encore que duc de Civita-Penna.

4 Varchi en ajoute quelques autres, et nous donne la fameuse séance du Vatican où Jacopo Salviati contredit le pape. Segni est plus explicite sur les Mémoires. D'ailleurs, tous ceux dont il parle nous sont parvenus. Je suis son récit.

n'en fut guère satisfait. C'est ce qu'on voit dans une lettre de Guichardin, du 20 février, à l'archevêque de Capoue [1]. Il comprend que son projet n'ait pas été complétement goûté; lui-même en était mécontent. Mais ce qu'il désire c'est qu'on prenne un parti et qu'on cesse d'hésiter ; rien n'est pire qu'une situation provisoire. Cependant il ne laisse pas ignorer qu'il se déclare pour la maison des Médicis, parce que le salut de bien de gens et le sien propre s'y trouvent attachés. Il tient à n'être pas banni de de sa ville natale et craint de n'y pouvoir réussir autrement.

Enfin le pape se décida. Il appela en avril 1532 à Florence Guichardin que sa correspondance avec le cardinal Bembo nous montre à Bologne en mars et en mai de la même année [2]. Avec Valori, Vettori et quelques autres, il le chargeait du soin des réformes à effectuer.

Le 4 avril, la Balie encore existante créa dans son propre sein une commission de douze citoyens pour réorganiser l'État [3]. Le gonfalonier de justice et la seigneurie furent supprimés. Alexandre de Médicis, déclaré duc perpétuel et demeurant dans le palais public, était assisté de deux Conseils, l'un de Deux Cents membres, pour expédier les demandes particulières, l'autre de Quarante-Huit, pris dans le sein du premier, où se délibéraient les lois, se donnaient les missions, se réglaient les impôts et se nommaient les magistrats mineurs d'administration et de justice sur la proposition du duc. Les Quarante-Huit prenaient le nom de Sénateurs et leurs fonctions étaient à vie comme celles des Conseillers. Les Sénateurs étaient élus par les Conseillers, et ceux-ci choisis à mesure que les places devenaient vacantes par une commission de douze Sénateurs. Enfin les

[1] Elle est dans le recueil de Ruscelli. *Lettere de' Principi*, T. III.

[2] Dans les archives de Massa-Ducale, se trouve uue lettre du cardinal Cibo, adressée à Guichardin, à Bologne, le 4 juin. Il était donc alors certainement de retour dans son gouvernement. Archivio storico, Serie nuova, XIV, disp. 2, pag. 299.

[3] Matteo Niccolini, Francesco Guicciardini, Baccio Valori, Roberto Pucci, Agostino Dini, Roberto Acciaiuoli, Jacopo Gianfigliazzi, Matteo Strozzi, Palla Ruccellai, Francesco Vettori, Gio-Francesco Ridolfi, Giuliano Capponi. On leur adjoignit le gonfalonier alors en exercice, Gio-Francesco de' Nobili.

Quarante-Huit fournissaient trimestriellement quatre d'entre eux pour servir de conseillers intimes au duc. Ceux-ci assistés des douze Bons-Hommes et de douze Procurateurs, remplaçant les Gonfaloniers des compagnies, tenaient lieu de la Seigneurie et des Colléges [1]. La plupart des officiers et magistrats de quelque importance devaient être nommés parmi les membres des Conseils, et l'ancienne distinction entre les Arts majeurs et mineurs, fondement de la première constitution florentine, était abolie. Chaque citoyen devenait apte également à remplir les charges et les offices.

Le 27 avril, les changements furent promulgués et l'on forma les listes des deux assemblées. Les Guichardins comptaient deux membres parmi les Quarante-Huit, François et Luigi son frère aîné. Les Médicis, les Strozzi, les Capponi, les Valori, les Ridolfi, les Acciaiuoli étaient seuls aussi favorisés. Enfin, un de leurs cousins, Battista di Braccio Guicciardini [2], prenait place dans les Deux Cents. Le 1er mai la dernière seigneurie, dont faisait partie Luigi, fut dissoute. Le 8 mai les réformateurs écrivirent à l'empereur et au pape pour leur annoncer qu'ils avaient terminé leur tâche et faire l'éloge d'Alexandre.

La révolution qu'on avait entreprise était achevée. Les soldats étrangers, laissés à Florence sous le commandement d'Alexandre Vitelli, devaient assurer la perpétuité du nouveau régime. Quelle fut précisément la part que prit Guichardin à toutes ces mesures? C'est ce qu'il est assez difficile de déterminer d'une manière exacte. Toutefois on retrouve dans le nouvel ordre de choses plus d'un des règlements qu'il avait conseillés ; mais sur certains points, les circonstances durent lui forcer la main. et l'on peut croire qu'il attendait encore et ne trouvait point dans

1 Voyez l'Appendice.

2 Descendant de Niccolò, frère de Louis et Jacques, grand-oncle et aïeul de l'historien. Ses cousins germains, violemment engagés contre les Médicis, et deux ou trois fois épargnés, grâce à François, finirent misérablement, l'un à Montemurlo, l'autre en exil; il est vraisemblable que l'influence du gouverneur de Bologne fut pour beaucoup dans la nomination de Battista.

le gouvernement d'Alexandre la réalisation de ses véritables espérances. [1]

L'empereur ratifia tout ce qui s'était accompli en faveur de son futur gendre. Mais de graves difficultés s'élevaient entre lui et le pape. La décision qu'il avait rendue au sujet de Modène et de Reggio, restitués au duc de Ferrare, ses instances pour obtenir la convocation d'un concile général, les intrigues du roi de France pour rompre l'union de Clément VII et de Charles-Quint, en étaient la cause. Pendant la campagne de 1532 contre les Turcs en Hongrie, la révolte de l'infanterie italienne conduite par le cardinal Hippolyte de Médicis ne fit qu'aigrir le différend. Afin de régler définitivement les affaires d'Italie, l'empereur, avant de retourner en Espagne, eut avec le pape une entrevue à Bologne. [2]

Cette ville était le siége du gouvernement de Guichardin. Il fut présent, le 8 décembre 1532, à l'entrée solennelle du pape, bientôt rejoint par l'empereur (13 décembre). Il fut aussi nommé, avec son parent Jacques Salviati et le cardinal de Médicis, commissaire pour négocier avec les agents de l'empereur. Dans l'Histoire d'Italie nous trouvons le récit de la conférence et les preuves d'une habileté diplomatique dont Guichardin dut avoir sa part. Les plénipotentiaires parvinrent à écarter deux questions dangereuses sur lesquelles le pape ne voulait pas céder, celle du concile et celle du mariage projeté entre Catherine de Médicis, nièce de Clément VII, et Sforza rétabli à Milan. Ils essayèrent, en réclamant l'intervention des Italiens, d'entraver la proposition d'une ligue italienne; mais ils ne purent y réussir, et l'on fixa le contingent de troupes, et la somme d'argent que chaque puissance contractante devait fournir. [3]

La négociation terminée, le duc Alexandre accompagna jus-

[1] Voir, dans Varchi, les regrets des Palleschi, au commencement du XIIIe livre. — [2] *Hist. d'Ital.* XX, 3.

[3] *Hist. d'Ital.* XX. La ligue des puissances italiennes avait été jusque là le but de la politique de Guichardin, comme ailleurs on le verra; mais, dans de telles circonstances, ce n'était plus qu'un instrument de servitude dans la main de l'empereur.

qu'à Gênes son futur beau-père[1]. Mais le pape, malgré les engagements qu'il venait de prendre, était mécontent d'un accord qui le mettait à la discrétion de l'empereur, chef de la confédération, et cherchait au dehors des appuis contre Charles V. Il reprit alors avec le roi de France les pratiques qui avaient si mal satisfait l'empereur. Guichardin, qui, le 8 mars de cette année, avait obtenu, vraisemblablement en récompense de ses derniers services, un bref spécial et de nombreux priviléges pour lui et sa famille[2], fut dans cette circonstance l'un des principaux ministres du pape. A défaut de ses sympathies, on était sûr de son concours en flattant son ambition et en servant ses intérêts. Tandis qu'il surveillait le duc de Ferrare[3], il se préparait au voyage de Nice où il devait accompagner le pape. Salviati, devenu vieux et infirme, en était incapable; il sonda les intentions de Guichardin à ce sujet. Celui-ci, assuré de la faveur de Clément VII[4], fit peu de difficultés; quoiqu'il n'aimât pas les Français et n'approuvât pas beaucoup l'entreprise[5], il se mit à la disposition de son patron[6]. Il fut donc avec lui à Nice et à Marseille, après avoir pourvu au gouvernement de Bologne en son absence[7]. Le pape arriva le 4 octobre à Marseille; le mariage de sa nièce avec le duc d'Orléans, depuis Henri II, eut lieu le 13, et il en repartit le 12 novembre pour être de retour à Rome en décembre. Guichardin resta moins longtemps en France; car, dès le 3 novembre, on le voit adresser de Bologne une lettre au cardinal Angiolo Marzi en faveur d'un banni Modenais, le comte de Scesi[8]. Il était venu reprendre la tâche difficile qu'il avait, dix ans auparavant, remplie avec éclat dans la Romagne.

1 15 février 1533. — 2 Manni.

3 Lettre du 1er juin 1533 à Jacques Salviati. *Lett. de' Princip.* III

4 Lettre du 16 mai 1533; *id.* — 5 Une de ses lettres se termine par la fameuse formule : *Piaccia a Dio sia buono.* Cf. une lettre de Filippo Strozzi du 23 mai 1533, citée par Niccolini.

6 Lettre du 1er juin et du 21 juillet 1533. — 7 Nerli, p. 271.

8 Recueil du caval. Ronchini. — Voy. l'inscription que Bocchi fit mettre sur sa maison, citée dans la bibliothèque de Fontanini. Elle fixe au commencement de décembre le retour de Guichardin. Au reste ces différences ont peu d'importance.

La population du Bolonais, longtemps accoutumée aux guerres continuelles qu'engendraient les querelles de son aristocratie, et récemment soumise à la domination ecclésiastique, en supportait impatiemment le joug. Les nobles, entretenant tous à leur solde des troupes nombreuses de serviteurs armés, commettaient les plus grands désordres. Dans la ville le sénat des Quarante disputait sans cesse l'autorité au gouverneur du pape. Enfin, la grande famille des Peppoli, quoique autrefois l'ennemie des Bentivogli et longtemps au service de l'Église, était à la tête d'une des factions principales, et bravait le gouvernement régulier.

Il s'y présentait en outre, pour Guichardin, des difficultés spéciales qui naissaient de sa situation particulière et de l'état actuel de la contrée. Il était le premier et peut-être le seul gouverneur laïque qu'elle ait eu ; et les Bolonais croyaient y voir un abaissement pour leur pays qu'administrait d'ordinaire un cardinal ou un prélat. Sa vigueur, peut-être quelquefois outrée, contrastait avec la douceur ou plutôt la faiblesse du régime habituel. Les exigences du pape, pressé d'argent et désireux d'en obtenir de la plus riche province de ses domaines, irritaient des peuples déjà ruinés par la guerre [1]. Aussi le gouverneur devint-il l'objet de la haine des Bolonais. Dès 1532, vers le mois de novembre, quelques mécontents, dont faisait partie le comte Girolamo Peppoli, ourdirent un complot ayant pour but de pénétrer de nuit dans la ville, de surprendre Guichardin et de l'assassiner ; le désaccord entre les conjurés, et la pénurie d'argent firent tout échouer. [2]

Quoiqu'il n'ignorât point l'épuisement de la province, dont il trace, à plusieurs reprises, à Jacques Salviati un triste tableau dans sa correspondance, il dut, pour satisfaire Clément VII, établir un impôt d'un ducat d'or par famille [3]. On redouta d'abord un tumulte populaire à la nouvelle de cette exaction. La taxe fut

[1] Lettres du 12 novembre 1532 et du 9 juillet 1533 à Jacques Salviati sur la misère du Bolonais. *Lett. de' Princip.* T. III.

[2] Varchi, XIII. — [3] Pompeo Vizzani. *Hist. de Bolog.* XI.

réduite à 18,000 écus et répartie par le sénat. L'émotion n'en fut pas absolument apaisée, et Camille Sacchi, personnage influent dans la montagne, en profita pour prendre les armes. Guichardin ne reculait jamais devant une sévérité même cruelle. Il fit venir, avec trois cents fantassins, Melchiore, fils de Ramazotto, capitaine de bandes, qui avait servi déjà sous lui en Romagne. On brûla Sacchi dans sa maison, et ses compagnons furent égorgés ou faits prisonniers et pendus. Toutes les résistances cessèrent, et le calme se rétablit au moins en apparence.

D'autres embarras se produisirent. Valori était en Romagne le voisin de son ancien collègue de la Balie. Ils s'étaient haïs dans tous les temps ; aussi, plus d'un froissement résulta de leurs rapports réciproques. Nous voyons, le 15 juillet 1533[1]. Guichardin se plaindre à Jacques Salviati du gouverneur d'Imola, subordonné de Valori, qui met obstacle à l'approvisionnement du Bolonais, et dont on ne corrige pas les erreurs[2]. Enfin il fallait suivre les mouvements des bannis de tous les pays soumis au pape, qui remplissaient les États du duc de Ferrare, et de là préparaient mille tentatives. En 1534, une convention conclue entre Alphonse d'Este d'une part, les gouverneurs de Bologne et de Romagne de l'autre, les expulsa des pays voisins[3], et du moins jusqu'à la mort de Clément VII rendit à la contrée quelque tranquillité.

Mais l'affaiblissement visible du pape mettait en jeu bien des espérances, et réveillait bien des colères. Guichardin dans de telles circonstances devait avoir l'œil de tous côtés, à Florence, pour prévoir l'avenir et en tirer parti, à Bologne, pour maintenir la situation. Il n'y manqua pas.

Il n'avait jamais cessé d'entretenir avec ses frères Luigi, Jacopo, Girolamo, et avec son neveu Niccolò, déjà devenu considérable, cette correspondance active et laborieuse qui le faisait assister aux plus minutieux détails des agitations florentines. Il avait deviné sans peine, lui qui avait un moment même blâmé

1 Lettre citée plus haut. — 2 L'expression est originale et singulière : il a besoin d'avoir les oreilles tirées souvent. — 3 Varchi, XIII.

certaines mesures, que de nombreux mécontentements éclateraient sous le nouveau régime. Il en fut, en outre, régulièrement informé. Quand la forteresse, qui devait contenir la ville[1], fut projetée, il en reçut avis de divers côtés : on lui en communiqua les plans. Angiolo Marzi, évêque d'Assise, lui raconte la cérémonie de la pose de la première pierre (15 juillet 1535)[2]. Enfin lui-même, en date du 21 juillet, envoie de Bologne les observations des astrologues bolonais sur l'horoscope dressé à l'occasion de cette construction[3]. Ce n'était pas qu'il crût à l'astrologie ; il s'en moque, à plusieurs reprises, dans ses Ricordi[4] ; mais c'était la mode du temps et le goût des Médicis. Il voulait donc ainsi se conformer à l'usage, et flatter ceux dont il avait fait ses patrons. En effet, vers les mois de juillet et d'août, on retrouve une correspondance[5] assidue établie entre lui et Alexandre de Médicis, depuis longtemps laissé à lui-même par l'archevêque de Capoue[6], et peu confiant dans les Strozzi et leurs adhérents. Peut-être faut-il croire que Clément VII, revenu de ses anciennes préventions, et d'ailleurs reconnaissant en affaires la fidélité de Guichardin, engagea son neveu à l'employer. Les frères du gouverneur de Bologne, ses amis Vettori et Acciaiuoli, restés à Florence, agirent-ils sur l'esprit du jeune duc? Je ne puis le dire d'une manière précise. Ce qui est certain, c'est que les affaires, même de l'ordre le moins important, sont l'objet de lettres écrites du mois de juillet au mois de novembre à Guichardin à Bologne, tandis que la santé du pape empirait.

Cependant Guichardin prenait ses précautions pour maintenir l'ordre, habituellement troublé aux changements de souverain. Il était en rapports réguliers avec Valori, dont la destinée se trouvait en quelque sorte liée à la sienne ; il lui faisait part de toutes les nouvelles qu'il recevait sur la maladie du pape, des mouvements du parti Guelfe, et des mesures qu'il prenait lui-

[1] Aujourd'hui la Fortezza del Basso. — [2] Collect. Strozzi. — [3] *Id.* Je publie cette lettre, Pièces Historiques, XV. — [4] 57, 207, 367. *Op. Ined.* T. 1.

[5] Collect. Strozzi. — [6] Dès 1532. Peut-être ce commerce de lettres n'avait-il jamais cessé ; mais je n'ai trouvé aux Uffizj que les lettres des deux mois précités.

même. Il s'entendait avec Alessandro della Caccia, qui commandait des troupes à Parme, pour en être soutenu au besoin; enfin il redoublait d'attention, de vigueur et de fermeté [1].

Clément VII mourut le 25 septembre 1534. Guichardin aurait pu considérer ses fonctions comme terminées, et quitter son gouvernement, ainsi que le faisaient souvent les officiers ecclésiastiques à la mort des papes. Mais les sentiments d'honneur et de loyauté qui, en 1521, l'avaient fait rester à Parme, le retinrent à Bologne. Vizzani [2] prétend que les Sénateurs le prièrent de demeurer, tandis qu'il voulait partir. J'aime mieux croire le contraire, en présence des divers témoignages de la haine que lui portaient les Bolonais. Il eut immédiatement à faire preuve de sévérité, et à châtier, par la mort de deux de leurs serviteurs, l'orgueil des Peppoli, habitués en pareille occurrence à se considérer comme les maîtres du pays. Dans une lettre du 11 octobre, adressée à Rome, il se plaint de la difficulté de sa tâche [3]. Les délits et les crimes commis tandis que le Saint-Siége est vacant sont presque toujours pardonnés par le nouveau pape, et l'on tient peu de compte au gouverneur des services qu'il a pu rendre alors. Le 16 octobre, il connaissait, par l'évêque de Faenza, l'élection de Paul III, qui est du 13 de ce mois, et il faisait son rapport officiel sur l'affaire du comte Peppoli ; mais il n'était pas destiné à rester dans ces fonctions. Paul III, ennemi des Médicis, et disposé à leur nuire, ne pouvait conserver à un poste aussi considérable une de leurs créatures, qu'il savait d'ailleurs en relations suivies avec le chef de la maison. Enfin Guichardin, n'étant point prélat, devait perdre un gouvernement qu'il n'avait obtenu que par une faveur particulière. Aussi, le 8 novembre [4], écrit-il à son frère Luigi, pour lui annoncer son départ, aussitôt que serait arrivé son successeur, l'archevêque de Siponto. Il répond en même temps sur une question qui lui est posée au sujet de ses intentions pour l'avenir, et s'annonce décidé à courir la fortune du jeune duc. Les obligations qu'il a eues

[1] Collect. Strozzi. — [2] *Hist. de Bolog.* XV. — [3] Voy. à la fin du volume, PIÈCE XVI. — [4] *Id.* PIÈCE XVII.

à sa maison, et son propre intérêt, l'y déterminent [1]. Il sait que les mécontents le haïssent, et il ne peut se fier à eux. Mais l'émeute était imminente à Bologne, et il ne lui fut pas possible d'attendre jusqu'au bout. Le 7 décembre, le Sénat l'obligea de former un syndicat, pour administrer le pays avec lui, et solda 900 fantassins. Les bannis rentrèrent. Dans le courant du même mois, Guichardin quitta Bologne, en donnant caution, dit un chroniqueur [2], et en laissant, pour la forme, un lieutenant chargé de gouverner en son nom, le Florentin Benedetto Buontempi, mais qui, jouissant de peu de considération, ne put guère le remplacer [3]. A son départ, il brava encore ses ennemis, qui, malgré leur nombre et leur colère, n'osèrent au moment même venger sur lui leurs injures.

Ils l'accusèrent auprès du pape, et nous voyons par une lettre que Guichardin adresse de Florence à Robert Pucci à Rome, du 16 janvier 1535, qu'une enquête fut commencée sur sa conduite, comme sur celle des autres ministres de Clément VII [4]. Il annonce assez fièrement qu'il n'en redoute rien; l'opinion des Bolonais sur son compte lui importe peu, et il sait bien que ces sortes d'affaires traînent en longueur sans aboutir. Il est satisfait des bonnes intentions du pape à son égard, et l'aurait fidèlement servi comme ses prédécesseurs. Mais il n'était point prélat, et ne désire point l'être. Il se résigne donc à son renvoi, et d'ailleurs les honneurs et les affaires ne vont pas lui manquer à Florence [5].

Ainsi se terminèrent ses fonctions au service des papes. Il allait entrer dans une autre période de sa vie, celle où il se montra le chef des Palleschi, et le soutien le plus ferme des Médicis dans sa patrie.

[1] Voy. Segni, VII.

[2] Tommasino Lancelotti, cité par Tiraboschi. — [3] Pompeo Vizzani, XV.

[4] Voyez encore une lettre de Filippo Strozzi, citée par Niccolini, à la suite de sa tragédie : Intendo che gli ministri intrinsechi del Pontefice hanno intra loro trattato e per resoluto di sindicare di quelli che hanno governato le cose di fuora quattro persone, cioè il Guicciardino, il Valori, Bernardino della Barba e Agostino del Nero. 23 nov. 1534, de Rome.

[5] A la fin du volume. PIÈCES HISTORIQUES, XVIII.

§. 7. IL SERT SUCCESSIVEMENT ALEXANDRE ET COSME DE MÉDICIS ; SA MORT. [1]

Les circonstances étaient favorables à ses desseins. La tyrannie et la défiance universelle du jeune duc avaient excité le mécontentement de tous. Je ne parle pas seulement des concussions de son chancelier, Maurizio, des injustices de son ministre, l'évêque de Scesi, de ses débauches, et des outrages qu'il infligeait au commun des citoyens, ni de la citadelle, dont il avait jeté les fondements le 15 juillet 1534 pour tenir la ville en respect. Mais les chefs mêmes du parti des Médicis, les principaux Palleschi, ceux qui avaient contribué à établir le présent état des choses n'étaient à l'abri ni des insultes, ni des jalousies d'Alexandre. Luisa Strozzi, femme de Luigi di Giuliano Capponi, un moment l'objet de ses convoitises, mourut subitement empoisonnée par lui, ou peut être par sa famille, qui voulait la soustraire au déshonneur. L'humeur altière des frères de cette jeune femme, les fils de Filippo Strozzi, ne pouvait s'accommoder des caprices injurieux du jeune duc, et ils avaient quitté Florence. Leur père, dont les richesses tentaient l'avidité du prince, avait essayé vainement de le désarmer en contribuant à l'érection de la forteresse. Il finit par passer en France et chercher un appui nouveau auprès de Catherine de Médicis, ennemie de son cousin. Baccio Valori, lui-même, le terrible commissaire apostolique de 1531, avait vu tromper ses espérances ; son esprit inquiet et dominateur avait été frustré de l'influence qu'il désirait. Quoique nommé, comme nous l'avons vu, gouverneur de Romagne par Clément VII, et ambassadeur à Rome auprès de Paul III, par Alexandre, il ne respirait que vengeance et souhaitait encore une fois de bouleverser l'État. Les cardinaux florentins eux-mêmes, Ridolfi, Salviati, Gaddi, parents ou serviteurs dévoués de Clément VII, allèrent dans l'exil rejoindre leurs nombreuses

[1] Pour toute cette section, voyez Varchi, XIII, XIV, XV ; Segni, V, VI, VII, VIII.

victimes, dont la foule s'accroissait tous les jours de nouveaux bannis. Enfin, jaloux de son cousin plus favorisé, Hippolyte de Médicis, plus doux de mœurs et plus éclairé d'esprit, aspirait à le remplacer, et s'était fait le chef des mécontents. Mais Clément VII, tant qu'il vécut, soutint Alexandre contre les plaintes de ceux qui l'entouraient, et de plus en plus s'attachait à lui. On a cru qu'il était son fils. Peut-être faut-il voir dans cette circonstance l'origine de cette affection extraordinaire pour un homme qui la méritait si peu. Peut-être aussi la politique de famille, qui dirigeait le pape, lui faisait-elle préférer à un nouveau changement, qui eût remis tout en question, le maintien d'un prince, assis déjà sur le trône, et reconnu par l'empereur, dont il devait être le gendre.

A l'avénement de Paul III, qu'on savait être l'ennemi des Médicis, l'espoir renaquit dans le cœur des réfugiés florentins. Soutenus par le pape ils résolurent de porter leurs réclamations à l'empereur, revenu de son expédition de Tunis. C'est à cette époque que Guichardin se rendit à Florence. Il n'aimait pas les Médicis; il ne pouvait estimer Alexandre. Mais plusieurs considérations l'engagèrent dans la ligue qu'il forma pour le soutenir avec François Vettori, Roberto Acciaiuoli et Matteo Strozzi, Ses concurrents, ceux qui en 1531 l'avaient fait momentanément écarter, surtout Valori, que des haines particulières séparaient de lui, s'étaient jetés dans le parti contraire; ils y étaient avec les plus fougueux démocrates de la révolution de 1527, entre autres Dante de Castiglione, le briseur de statues et d'images. La crainte de les voir tous dominer et asseoir, ne fut-ce qu'un instant, le gouvernement populaire, odieux à Guichardin et à ses amis, pouvait aussi le déterminer. Mais une raison qu'indique Varchi, et que je ne crois pas une des moins fortes, c'est le désir et l'espérance de gouverner sous le nom d'Alexandre et à la faveur même de ses désordres. L'occasion était belle, si l'on triomphait d'être les premiers de l'État et de satisfaire le besoin de commander, qui possède les esprits ambitieux, et dont Guichardin était plus que tout autre la proie.

Dès l'abord, tandis que les bannis se rendaient auprès de

l'empereur, alors à Naples, comptant parmi eux, outre ceux que j'ai nommés, Antonfrancesco des Albizzi le promoteur de la restauration des Médicis en 1512, les historiens Varchi et Nardi, le poète Luigi Alamanni, Giannotti et d'autres citoyens illustres, un coup audacieux fut frappé. Hippolyte de Médicis, le cousin et le rival d'Alexandre, fut empoisonné le 10 août dans un plat de fruits avec Dante de Castiglione et Berlinghieri. On voulait ainsi enlever aux exilés leur chef le plus capable d'être écouté de Charles Quint. Je n'en veux pas attribuer la responsabilité particulière à Guichardin. Mais je ne pense pas qu'il ait ignoré l'entreprise ; il était trop engagé dans les affaires d'Alexandre pour qu'on la lui ait cachée, et tout au moins la violence qu'il montra dans la négociation empêche qu'on ne le décharge complétement.

Les émigrés ne se découragèrent pas ; arrivés à Naples, ils chargèrent Filippo Parenti et Nardi de plaider leur cause que Filippo Strozzi soutenait de son argent auprès des ministres de l'empereur. Les raisons qui les avaient décidés à cette démarche, n'étaient pas les mêmes pour tous. Mais tous se réunirent pour les faire valoir par la bouche du républicain Nardi exilé en 1531. Les motifs de justice et de liberté furent ceux qu'ils mirent en avant, et l'orateur qu'ils avaient choisi n'eut pas de peine à flétrir les crimes d'Alexandre et à montrer l'oppression de sa patrie.

Le 10 décembre 1535, le jeune duc et ses partisans étaient entrés à Naples. Ce fut Guichardin qui répondit en leur nom, mais avec une telle violence que ses adversaires lui donnèrent le nom de Messer Cerrettieri : c'était celui du chancelier de l'ancien duc d'Athènes, chef de la république en 1343, personnage devenu célèbre par sa cruauté et la haine qu'il avait inspirée.

Varchi reproduit un long mémoire qui, dit-il, fut présenté par lui. Peut-être Varchi l'a-t-il composé, comme font le plus souvent les historiens florentins, imitateurs en cela de l'antiquité. Toutefois comme il fut témoin oculaire, et même partie dans ce procès en sa qualité de réfugié, il doit avec assez d'exactitude

en avoir recueilli les principaux arguments. Segni rapporte d'ailleurs une pièce du même genre à Guichardin, ainsi que l'Ammirato qui l'appelle le conseiller le plus intime d'Alexandre.[1]

L'avocat de ce prince, après avoir prétendu que les exilés n'étaient que des criminels légitimement punis, ou des ambitieux dont les desseins avaient justement échoué (ceci s'appliquait à Valori, à Strozzi et aux autres Palleschi devenus mécontents), soutint que les trois cardinaux, dont on réclamait l'intervention à Florence, n'y avaient de droit aucune autorité. Si le pape leur avait confié jadis la direction de la république, ce n'était point en vertu de son titre, mais comme chef de la maison des Médicis ; en conséquence, après lui, quiconque le remplaçait à la tête de cette maison était libre de leur faire dans le pouvoir la part qu'il jugeait convenable. Venant ensuite à l'origine du gouvernement qu'il défendait, il le considérait comme légitime, étant issu du suffrage populaire, puisque l'assemblée des citoyens convoqués en parlement l'avait proclamé, et cela sur la proposition de ceux qui s'en plaignaient le plus aujourd'hui. Qui pouvait d'ailleurs prétendre que la liberté fît défaut ? La liberté ne consistait point dans la faiblesse de l'autorité livrée aux caprices des factieux, mais dans la sécurité à l'extérieur, combinée avec l'ordre et la tranquillité que produit à l'intérieur une sage administration. Si les anciennes formes de gouvernement avaient été abolies il ne fallait ni s'en étonner, ni le regretter ; on avait pu se convaincre de leur impuissance à garantir la stabilité et la prospérité de l'État. Quant à la forteresse, ce n'était ni Strozzi, ni Valori qui devaient mettre en avant ce prétexte ; l'un avait fourni l'argent pour la construire, l'autre avait conseillé de l'élever. Ce reproche était donc aussi vain que les accusations de désordres que l'on intentait au duc, rumeurs dont personne dans la cité ne se faisait l'écho. Enfin sur la question de l'amnistie violée, il fallait établir une distinction nécessaire. Clément VII n'avait pardonné que les injures

[1] Confidentissimo. Voy. encore Nardi, et la narration de Giugni, dans l'édit. de Nardi, donnée par M. Agenore Gelli.

personnelles, dont il avait été l'objet; les crimes contre l'état, il n'avait pu les effacer, et la prudence obligeait un prince habile et sage à les punir.

Ce discours, où quelques raisonnements justes à l'égard des circonstances se mêlaient à d'effrontés mensonges et aux sophismes grossiers qu'emploie d'ordinaire la tyrannie, ne produisit pas sur l'empereur un effet beaucoup plus grand que celui des exilés. Je ne pense pas non plus que Guichardin comptât surtout sur ses arguments pour réussir. Les plaidoyers n'étaient qu'une apparence qui servait à motiver le jugement. En réalité, Charles-Quint, ruiné par son expédition de Tunis, quelque heureuse qu'elle eût été, et près d'entreprendre la guerre avec la France au sujet de la Savoie, était décidé à prononcer en faveur du parti qui lui offrait le plus d'avantages. Ce fut donc une lutte de promesses et de négociations secrètes. Un moment les richesses des Strozzi faillirent leur donner le dessus ; le duc Alexandre, perfidement conseillé par Valori, qu'il avait, nous dit Varchi [1], emmené avec lui pour qu'il ne troublât point Florence, s'il y restait, mais qui entreprit de le perdre, fut sur le point de quitter Naples et de céder devant ses adversaires. Guichardin raffermit son courage ; on dit même [2] que si le duc l'avait mieux écouté, et s'il avait tenu compte des avis qu'il recevait des défaites des gens de l'empereur en Piémont, il aurait obtenu des conditions meilleures. Toutefois une somme de deux cent mille ducats, reconnue en dot à la jeune Marguerite et remise entre les mains de Charles-Quint, de nombreux présents distribués à ses ministres, rétablirent l'équilibre entre les partis. Les amis du jeune duc firent comprendre, sans beaucoup de difficulté, que la république, avec ses vieux souvenirs d'alliance française et la mobilité naturelle de ses résolutions, offrait moins de sécurité qu'un prince dévoué à l'empereur par nécessité, et obligé ainsi à une politique stable et constante. D'ailleurs le duc de Milan venait de mourir et les Français entraient en Piémont ; il fallait se hâter et s'assurer sur les derrières de l'armée un allié solide et fidèle.

[1] XIV. — [2] Nerli, p. 283.

En février 1536 le jugement fut donc rendu. Charles-Quint confirmait en faveur d'Alexandre de Médicis le titre qu'il lui avait déjà donné et lui accordait définitivement la main de sa fille naturelle, Marguerite d'Autriche. Seulement pour ne pas paraître entièrement violer la justice, il stipulait une amnistie en faveur des émigrés; mais comme aucune garantie sérieuse ne leur était offerte, ils refusèrent d'en profiter et continuèrent de séjourner hors de Florence. Valori, engagé avec les Strozzi dans des liens de parenté malgré le duc, le quitta pendant son séjour à Rome, et dès lors ne revint plus dans sa patrie que pour y mourir misérablement.

La victoire s'était donc bien définitivement déclarée pour Guichardin et ses amis; tous ceux qui pouvait lui faire ombrage étaient écartés et il jouissait de l'entière confiance d'Alexandre avec lequel il revint à Florence en mars 1536. Bientôt Charles-Quint y fit à son tour son entrée, quand il traversa l'Italie pour se rendre à son armée. Varchi [1] nous dit que Guichardin, dont l'empereur faisait le plus grand cas, marchait à sa gauche à pied occupant ainsi un rang considérable dans la cérémonie. Charles-Quint partit le 6 mai, quelques jours avant que sa fille Marguerite n'arrivât pour épouser Alexandre. L'armée du roi de France recula devant lui, et il passa le Var, le 25 juillet, tandis que le pape envoyait aux deux adversaires les cardinaux Trivulce et Caracciolo pour essayer d'accommoder leur différend.

On sait quel succès eut l'invasion de la Provence. Il paraît que Guichardin y accompagna l'empereur. On trouve dans le recueil des Lettere dei Principi [2] plusieurs pièces de lui, relatives à une négociation entamée avec le cardinal Trivulce, légat de Paul III, et le Grand-Maître de France. Elles sont datées d'Aix (Assais, Axais), et adressées au camp d'Avignon. Les deux partis négociaient pour la forme seulement. Charles-Quint épuisé ne pouvait espérer de rien obtenir. Son ennemi sentait qu'il lui suffirait

[1] XV. — [2] T. III, août, sept. et nov. Dans ce dernier cas il faut lire septembre, l'empereur ayant commencé sa retraite en septembre. L'erreur de cette date a déjà été relevée dans le tome II des *Documenti Storici* da Giuseppe Molini, con note (del marchese Gino Capponi), p. 388, 389.

d'attendre pour recueillir le fruit de sa patience. Malgré l'éloquence que Guichardin déploya dans cette occasion, une conférence proposée entre Aix et Avignon n'eut pas lieu. La mort d'Antoine de Leyva devant Marseille semblait devoir aplanir les difficultés; elle rendit au contraire les Français plus confiants et plus opiniâtres, et dès le 7 septembre la retraite commença. Le 4 octobre, Charles-Quint était à Gênes, où le 8 vint le rejoindre son gendre. Ils y restèrent ensemble jusqu'au 15 novembre; tandis que l'Empereur retournait par mer en Espagne, le duc se rendit à Florence, où il rentra le 30 novembre.

Guichardin, revenu vraisemblablement avec lui, y participa au gouvernement florentin, à la tête duquel se trouvait le cardinal Cibo, parent des Médicis par sa mère. Nous voyons, par une correspondance échangée entre l'historien et le beau-père de sa fille[1], Robert Pucci, résidant à Rome, que les exilés lui causaient quelque inquiétude. Le 26 novembre, une lettre de Pucci lui révèle les démarches que l'on faisait auprès du remuant Valori pour l'obliger à revenir à Florence et l'y surveiller plus facilement. Mais ce n'était pas de ce côté que naissait le danger le plus terrible pour Alexandre de Médicis. On sait quelle catastrophe vint interrompre le cours de ses excès et de ses violences. Il fut tué la nuit du 6 janvier 1527, dans un guet-apens, par son cousin Lorenzino aidé du bravo Scoroncocolo.

Le premier averti de cet évènement fut le cardinal Cibo, qui le tint caché pendant vingt-quatre heures, en prévenant seulement les chefs du Sénat, c'est-à-dire, Guichardin et ses amis. Ils le savaient déjà; car ceux à qui Lorenzino avait annoncé son crime leur avaient demandé conseil; mais, craignant une épreuve, ils dirent de chercher le duc d'abord, ajoutant qu'on pourrait ensuite consulter. Cependant, une fois le fait avéré, ils firent occuper en hâte les lieux fortifiés par Alessandro Vitelli, commandant de la garde du prince assassiné. Le Sénat fut convoqué. Les avis s'y divisèrent; beaucoup voulaient rétablir la ré-

[1] Laudomia; elle avait épousé en 1533 Pandolfo Pucci, qui finit misérablement à la potence après une vie souillée de tous les crimes.

publique, quoique compromis aux yeux du peuple à cause de la part qu'ils avaient prise aux mesures tyranniques d'Alexandre. A leur tête se trouvaient Palla Ruccellaï et Canigiani. Mais Guichardin, le chef des Palleschi[1], et sa faction, entre autres Vettori, Acciaiuoli et Matteo Strozzi, n'avaient d'autre moyen de se mettre à l'abri des vengeances populaires que de faire nommer au duc un successeur qui leur dût tout, et les protégeât en devenant leur instrument. Ils obtinrent donc un sursis de trois jours, pendant lequel on attribua au cardinal Cibo un pouvoir discrétionnaire. Varchi[2] cite un nouveau discours de Guichardin, où il fit ressortir tous les inconvénients de l'état républicain, et la crainte du courroux de l'empereur. Grâce au délai qu'il avait obtenu, la ville se remplit de soldats. Le 9 janvier, le Sénat convoqué de nouveau se détermina à confier le pouvoir ducal à Cosme, fils de Jean de Médicis, qui avait commandé les Bandes Noires, et parent éloigné d'Alexandre par Laurent, frère de Cosme l'Ancien. On peut regarder Guichardin comme le principal auteur de son élévation. S'il fallait en croire une lettre, jusqu'ici inédite, de Pandolfo Pucci, son gendre, la menace aurait été nécessaire pour l'y décider[3]. Mais la plupart des historiens s'accordent pour affirmer le contraire. D'ailleurs il était mû par divers motifs. Il faut citer en première ligne le souvenir de l'amitié[4] qu'il avoit contractée avec le père, son compagnon d'armes à l'armée de la ligue, en 1531, et son parent par les Salviati. En second lieu, il comptait voir se réaliser à cette époque les plans formés, depuis bien longtemps, en faveur de cette branche des Médicis, et grâce auxquels on espérait enfin établir un gouvernement où dominerait le principe aristocratique tempéré par la présence d'un prince élu à vie ou même héréditaire.[5] La tentative avait échoué avec le

[1] Capo senza dubbio dei Palleschi. Adriani, I. — [2] Voyez aussi Segni; celui-ci est en général plus favorable à Guichardin; il comprend mieux son penchant pour l'aristocratie, et lui en tient compte.

[3] Voy. à la fin du volume, nº XXIV, Pièces Historiques.

[4] Voir les lettres de Jean de Médicis, dans l'*Archivio Storico*, nouvelle série, 5e année.

[5] C'était le rêve des Bernardo del Nero, des Capponi, des Ridolfi, des Guicciardini, de toute la partie intelligente et libérale de l'aristocratie. Cf. les Dis-

despotisme d'Alexandre. On croyait trouver plus de docilité chez Cosme, alors âgé de dix-huit ans. Le pape ne l'appuyait pas; il semblait obligé à la déférence envers ceux qui l'avaient nommé; et d'ailleurs il n'avait jusque là témoigné du goût que pour la chasse et les plaisirs. Personnellement Guichardin devait se flatter qu'une influence prépondérante lui serait réservée. Une de ses filles, Lisabetta, était fiancée à Cosme, alliance préparée par l'habile politique, dans la prévision d'éventualités semblables à celles qui se présentèrent. Un procès important[1], où il s'agissait de la fortune entière du jeune homme, l'avait engagé à s'assurer l'appui de Guichardin. Il était alors à la campagne, et l'on n'attendait plus que son retour pour tout conclure[2]. Enfin quand on régla l'administration, on essaya de tenir en bride le nouveau duc[3], en l'assujétissant à ne rien décider sans l'aveu du Sénat, sous les yeux duquel devaient passer la correspondance et toutes les affaires, et en ne lui accordant qu'un traitement annuel de douze mille florins d'or[4], somme que Guichardin, naturellement avare, nous dit Varchi, trouvait excessive. Mais ces calculs ne tardèrent pas à être vains. Le nouveau duc avait le pouvoir militaire qui sert à conquérir tous les autres. Le clairvoyant Vettori le comprit tout de suite, et le dit à Guichardin au sortir de la séance. En effet, Cosme, négligeant les engagements qu'il avait

cours de Guichardin, son traité del *Reggimento di Firenze, sa Storia Fiorentina,* pluribus locis.

[1] On voit, par diverses lettres de 1535, 1536, 1537, 1538, que, malgré sa haute position politique, Guichardin s'occupait encore, comme avocat, d'affaires particulières, pourvu qu'elles fussent considérables.

[2] La tragédie de Niccolini, intitulée Filippo Strozzi, contient sur toute cette intrigue les renseignements les plus intéressants et les vues les plus ingénieuses.

[3] Voir dans Varchi les promesses qu'exige de lui le cardinal Cibo.

[4] 240,000 fr. environ. La valeur intrinsèque du florin était de 12 fr. 36 c. mais sa valeur relative peut être évaluée à un peu moins du double, soit, en chiffres ronds, 20 fr. M. Cibrario, dans son Histoire de l'Economie politique au moyen âge, dresse, pour le XIVe siècle, des tables où cette valeur est à peu près la moyenne. La découverte de l'Amérique était encore bien récente, pour que l'on sentît d'une façon marquée l'accroissement du numéraire; et les désastres amenant l'appauvrissement dont se plaignent les historiens florentins, notamment Varchi, peuvent faire supposer que le rapport entre la monnaie et les objets de consommation resta le même

pris, secrètement hostile à ceux qui l'avaient voulu tenir en tutelle, songea dès l'abord, s'il était possible, à épouser la veuve de son prédécesseur; il ne prêta l'oreille qu'aux conseils de son parent Ottaviano de Médicis, disposé à se créer une influence aux dépens des autres Palleschi.

Pourtant il fallait veiller aux dangers de toute espèce qui se présentaient aux divers points de l'horizon. Que penserait l'empereur de cette élection faite sans qu'il y eût participé? Les bannis ne saisiraient-ils pas l'occasion des troubles inséparables d'un tel changement pour essayer de rentrer à Florence? Toutes les fractions du parti qui venait de faire nommer Cosme étaient intéressées à se ménager.

On avait élu parmi les principaux personnages de l'État huit conseillers pour assister Cosme dans l'expédition des affaires. Guichardin en était le chef. Les autres furent Matteo Strozzi, Ruberto Acciaiuoli, Francesco Vettori, Matteo Niccolini, Giuliano Capponi, Jacopo Gianfigliazzi et Rafaello de Medicis, presque tous unis à lui par des liens de parenté ou de politique. Son frère Luigi, dont la vigueur était connue, passa du commissariat de Pise à celui de Pistoie [1]. La faveur, toujours montrée par les Guichardins aux Panciatichi [2], devait contribuer à contenir la faction contraire des Cancellieri, amis des exilés. Des ambassades furent envoyées à l'empereur, au pape, aux cardinaux Florentins. Vitelli pillait la maison de Cosme et s'emparait de la forteresse. Un moment on songea à le surprendre. Guichardin, ancien ami de la famille [3], fit comprendre qu'on pourrait blesser l'empereur [4], et l'on s'abstint de cet acte de justice violente. En effet, l'empereur, si on pouvait le décider, paraissait le seul appui du nouveau régime. Le pape [5], tout en protestant de ses désirs de neutralité, voyait dans le désordre une chance d'agran-

[1] Pise, Pistoie et Arezzo étaient les trois plus grands gouvernements de l'État. Luigi Guicciardini et son fils Niccolò les obtinrent tous trois successivement. — [2] Cf. *Storia di Firenze, Opere Inedite.* III, ch. 22.

[3] Cf. *Storia fiorentina', Opere Inedite,* III. ch. 20, les rapports qui unissent leurs pères, Piero Guicciardini et Pagolo Vitelli. — [4] Segni, VIII.

[5] Cf. Segni, Varchi et la correspondance entre Guichardin et Roberto Pucci, inédite, aux Uffizj.

dissement pour sa famille et son fils, qu'il allait bientôt déclarer gonfalonier de l'Église[1]. Enfin les bannis se préparaient à un effort suprême. Tandis que les Strozzi armaient du côté de Bologne, avec l'aide de la France, les cardinaux Salviati, Ridolfi et Gaddi se présentèrent à Florence, le 12 janvier, accompagnés de Valori. Ils voulaient modifier le gouvernement selon leurs vues. Guichardin, malgré les déceptions que j'ai signalées, et sur lesquelles il ne s'abusait déjà plus, négociant avec eux, parvint à les empêcher d'agir durant quelques jours. Peut-être hésita-t-il un moment entre les partis ; du moins Maria Salviati, mère de Cosme, le supposa, s'il faut en croire Segni. Je pense plutôt, d'après toute sa conduite, qu'il aurait voulu, en soutenant le jeune duc, lui faire acheter sa coopération, et l'empêcher de se jeter tout-à-fait entre les bras de l'empereur. Mais les Espagnols n'étaient pas loin. Cosme les appela, et, soulevant les soldats de Vitelli, il effraya ses adversaires et les força de quitter la ville. Bientôt les négociations s'entamèrent avec le comte de Cifuentes, agent de Charles-Quint. Les diplomates florentins étaient Guichardin, Acciaiuoli, Vettori, Matteo Strozzi,, les quatre inséparables membres de toutes les commissions, Jean Corsi et Ottaviano de Médicis, choisi par le duc. Le 21 juin, l'accord fut conclu. Cosme rendait à l'empereur sa fille destinée à un Farnèse, petit-fils du pape, épousait Éléonore de Tolède, fille du vice-roi de Naples, et recevait garnison dans la citadelle de Florence et dans Livourne. A ce prix, la succession d'Alexandre lui était confirmée. La mission de Cifuentes était double ; il devait reconnaître avec quel parti il était le plus avantageux de traiter. Mais le doute n'était pas permis. En abaissant Cosme par son mariage presque au rang de ses sujets, en occupant militairement ses états, l'empereur achevait d'acquérir cette domination si disputée de l'Italie, et n'avait plus à redouter les vieilles sympathies de Florence pour les Français.

Pourtant les exilés ne croyaient pas tout perdu. Filippo Strozzi, qui avait accueilli le meurtrier d'Alexandre comme un nouveau

[1] 1er février 1537.

Brutus, armait sur les confins du territoire, de concert avec ses fils, Valori et quelques autres. En même temps il sondait le terrain à Florence, et cherchait à s'assurer des dispositions de Vettori et de Guichardin, sur lesquels il semble avoir extrêmement compté. Ses lettres à Vettori [1] sont pleines des preuves de sa confiance et de son espoir. En vain son habile et précis correspondant lui répète crûment qu'il ne s'agit ni de Brutus, ni de Cassius, et que ces souvenirs classiques ne sont que des mots; en vain il lui déclare qu'aucune tentative ne doit réussir Strozzi, malgré quelques inquiétudes [2], se recommande sans cesse à ses anciens amis. Ceux-ci, loin de songer à le soutenir, commençaient déjà à craindre pour eux-mêmes. La correspondance de Guichardin redouble d'activité. Il informe à Rome Robert Pucci de tout ce qui se passe, et lui demande avis et conseil; il avertit son frère de la marche des négociations, des mesures qui se prennent dans le conseil, jour par jour et séance par séance. Il lui recommande à la fois la prudence et la vigueur. Il n'était pas besoin d'exciter le bouillant Luigi. Les Cancellieri furent détruits dans le territoire de Pistoie. Aussi les exilés trouvèrent-ils en eux peu de ressources au moment de leur invasion. Agissant d'ailleurs sans précautions, ils furent surpris à Montemurlo par Vitelli et complètement défaits. Cosme racheta leurs chefs aux soldats par l'intermédiaire des Huit de Balie qui les condamnèrent à mort. Le 20 août, anniversaire de la reddition de Florence, plusieurs d'entre eux furent torturés et exécutés sur la grande place du Palais. C'étaient en général les auteurs de la révolution de 1531, Baccio Valori avec ses fils et son neveu, Anton-Francesco des Albizzi qui avait contribué à déposer Soderini en 1512, Rondinelli et Niccolò Machiavelli [3]. Filippo Strozzi se tua l'année suivante, en invoquant un vengeur dans la prison qu'il avait aidé à bâtir. C'est ainsi que finirent les plus ambitieux et les plus remuants des anciens soutiens des Médicis, juste châti-

[1] Cf. les documents insérés par Niccolini à la suite de sa tragédie de Filippo Strozzi. — [2] Non sò se sarete per mi carne o pesce, Ibid.

[3] Il n'était pas de la branche à laquelle appartient le célèbre Machiavel, mais d'une autre plus riche et longtemps amie des Médicis.

ment des mesures cruelles auxquelles ils avaient prêté leur concours, et des vues de personnalité qui avaient dirigé toutes leurs entreprises.

Guichardin, quoique encore écouté de Cosme, n'eut aucune part à leur condamnation. Dans une lettre du 18 août, adressée à son frère, il témoigne qu'il sait peu de chose. Il sentait que son tour à lui-même pourrait venir, et que la puissance lui échappait. Son frère même quitta Pistoie, et redevint commissaire à Pise. Dans une lettre écrite le 23 août, où il lui annonce brièvement le supplice des prisonniers de Montemurlo[1], Guichardin le félicite de sa résolution et déclare qu'il aurait voulu qu'il l'eût prise depuis quelques semaines. Je ne peux pas croire que ce soit un regret de ce que la cause des Strozzi n'avait pas triomphé. Leur politique ne convenait en aucune façon à Guichardin, moins encore peut-être que celle de Cosme; mais il devait désirer que sa mémoire ne fût point chargée de leur mort, et le zèle de son frère devait lui sembler excessif.

Le 30 septembre, l'empereur ratifia le traité conclu par Cifuentes. C'était l'avènement d'un nouveau système de gouvernement. Ceux qui avaient élevé Cosme furent relégués au second rang ou écartés définitivement. Le cardinal Cibo qui avait essayé d'imposer au nouveau duc des conditions onéreuses, et qui ne cachait pas son affection pour Giulio, le bâtard d'Alexandre, enfant dont il était le tuteur, fut éloigné au bout de quelques années. Il en fut de même de Vitelli dont on oublia les services pour ne se souvenir que de son arrogance et de son avidité. Les autres sénateurs influents perdirent la direction des affaires, et, quoique traités avec déférence, tombèrent dans une demi-disgrâce. Roberto Acciaiuoli et Matteo Strozzi[2] terminèrent obscurément leur vie vers 1540. Vettori, ami intime de Filippo Strozzi, plein de douleur et blâmant la politique du nouveau duc qui se livrait à l'empereur, se retira dans sa maison, et n'en sortit point jusqu'au moment de sa mort, arrivée en 1539.

[1] Intendeste l'esecuzione che fu fatta qui hier mattina, et altro non accade in Firenze. Collection Strozzi.— [2] Il fut employé avec Guichardin dans une enquête dont je parlerai plus bas, celle de l'empoisonnement présumé du jeune Giulio.

Guichardin était dans le même cas; suspect de désapprouver la conduite de Cosme[1], voyant d'ailleurs détruites les espérances qu'il avait si longtemps caressées, il passa ses dernières années dans ses maisons de campagne, surtout à Arcetri, occupé à la composition de la grande Histoire d'Italie. Un moment il songea à rentrer dans la vie active. Le pape Paul III, à l'époque où il conviait Charles-Quint et François I[er] à l'entrevue de Nice, tenta de ramener à son service cet habile politique qui avait autrefois si sagement manié les affaires de l'Église, et qui demeurait sans un emploi digne de son mérite. Roberto Pucci fut chargé de pressentir Guichardin; sa réponse est curieuse. Le duc, dit-il[2], l'a laissé libre d'agir. Mais ce qui l'arrête, c'est qu'il a une fille à marier[3], et qu'il veut s'en occuper lui-même. Cependant il promet une autre réponse pour la fin de février[4]. Mais il n'est pas riche; il a de quoi vivre commodément dans sa patrie, tandis que le service des papes est onéreux; et sans penser à traiter directement cette question avec Paul III, il déclare qu'il ne veut rien dépenser du sien. La négociation n'aboutit pas[5]. La fille de Guichardin fut mariée à Alessandro, fils de Giuliano Capponi, vers cette époque[6]. Il ne trouvait sans doute pas assez d'avantages dans cette nouvelle condition. Sa famille toute établie à Florence était exposée à souffrir de sa détermination, vu les circonstances que pouvait faire naître la haine bien connue du pape et de Cosme I[er]. Enfin lui-même était hors d'état de prétendre comme son ami Pucci[7] au cardinalat; sa femme lui

[1] Déjà, en 1535, Guichardin, Vettori et ses amis avaient engagé Alexandre à ne pas se reconnaître le feudataire de l'empereur. Varchi, XIV.

[2] Un fragment de cette lettre a déjà été inséré dans les notes ajoutées aux *Documenti Storici* da Giuseppe Molini, p. 389, 390. T. II. Je la donne en entier aux Pièces Historiques, XIX. — [3] Lisabetta, qui avait dû épouser Cosme.

[4] La lettre est du 2 février 1538 (1537, style florentin). — [5] Pitti est formel sur la cause qui la fit échouer. Se la disputa della provvisione non l'avesse ritenuto, sarebbe ito a servire papa Pagolo Terzo. *Apol. de' Capucci,* Archivio Storico, T. IV, part. 2, p. 329. — [6] Litta dit 1537. En tenant compte du style florentin, cela doit être février ou mars 1538.

[7] Pucci n'était pas encore cardinal en 1535; on voit dans nne lettre adressée à Guichardin qu'il comptait sur l'appui d'Alexandre de Médicis pour le devenir. Il le fut en 1542; il avait pris les ordres depuis son veuvage, et avait pour fils Pandolfo Pucci, gendre de Guichardin.

survécut jusqu'en 1559. En 1539 il refusa donc nettement les offres de Paul III.

Cependant les égards ne lui manquaient pas absolument dans sa patrie [1]. On s'adresse à lui, comme intermédiaire auprès du duc [2]. En 1539 il est avec Matteo Strozzi l'un des commissaires [3] chargés d'examiner l'empoisonneur présumé du bâtard d'Alexandre, Giulio de Médicis, et de justifier le duc des accusations et des calomnies du cardinal Cibo. A la même époque Matteo Giberto, un des anciens conseillers de Clément VII, lui écrit pour lui recommander la mère et la sœur de Lorenzino le meurtrier d'Alexandre, qui sont dans la misère à Bologne [4]. Jusqu'au dernier moment on trouve dans sa correspondance la preuve qu'il était au moins traité avec ménagement ; mais il y laisse voir un découragement profond et un dépit cruel de ne plus conduire les grandes affaires qui s'agitaient en Europe [5]. Il mourut enfin le le 22 mai 1540 [6], d'une fièvre maligne, disent ses biographes, Remigio et Manni, empoisonné, dit Segni, par Girolamo des Albizzi d'après les ordres du duc. Il serait difficile de le prouver. Le fait est possible et Cosme n'aurait pas reculé devant ce crime, s'il lui eût été nécessaire. Les débats qui s'élevèrent alors entre le pape Paul III et le duc de Florence au sujet de l'héritage d'Alexandre, débats où Guichardin fut peut-être mêlé, et où l'un des adversaires pouvait avoir intérêt à le sacrifier, ont probablement donné naissance à cette supposition. Mais en l'absence de témoignages positifs [7], qu'on ne peut guère actuellement obtenir, à quoi bon charger la mémoire de Cosme?

[1] Ses lettres sont assez monotones ; elles le montrent fort occupé d'affaires de toute espèce, même politiques.

[2] Lettre du cardinal del Monte, de 1538. — [3] Voy. Adriani et l'Ammirato. Lettre inéd. du 3 octobre 1539, PIÈCES HISTORIQUES, XXI.

[4] Cette lettre se trouve dans la correspondance de l'ancien précepteur de Cosme, Pierfranc. Ricci. Peut-être Guichardin comptait-il peu sur sa propre influence, et crut-il plus facile de réussir par l'intermédiaire de Ricci.

[5] Voy. la lettre sur le voyage de Charles V, PIÈCES HISTORIQUES XXII.

[6] Quelques-uns ont dit le 27 mai. Mais j'ai vu une lettre de son neveu Niccolò, adressée à Luigi Guicciardini, et datée du 24 mai, où il parle de cette mort. — [7] Segni prétend qu'après la visite de Girolamo le malade empira. Quel compte faut-il tenir d'une assertion pareille, faite dans un temps où personne

Il suffit de rapporter les diverses traditions et nous ne devons pas être plus sévères pour lui que Tacite[1] ne l'a été pour Tibère, à qui on l'a comparé.

Guichardin fut, selon ses intentions, enseveli sans pompe et sans qu'une oraison funèbre fût prononcée sur son tombeau, dans l'église de Sainte Félicité[2], fondée par ses ancêtres. Ici par exemple, je reconnais une de ces précautions telle que l'esprit de famille en fait prendre aux personnages marquants dans les époques de tyrannie et de violence, et j'attribue cet ordre donné par le mourant à l'ombrage qu'en aurait pu prendre l'ancien obligé du chef des Sénateurs de 1537.

Le bruit de sa mort fut accueilli dans l'Italie avec des sentiments divers. Ses anciens administrés s'en réjouirent[3], ses amis le regrettèrent[4]. Mais on peut dire qu'avec lui tombait le dernier représentant de l'aristocratie florentine, et, quoiqu'on ait pu penser, le dernier soutien efficace de sa politique.

§ 8. SON CARACTÈRE. — APPRÉCIATION GÉNÉRALE DE SA CONDUITE.

Avant d'entrer dans une analyse développée de ses œuvres et particulièrement de son histoire, il n'est pas sans intérêt de résumer l'impression que doit produire le spectacle de sa vie et de chercher d'après ses actions publiques et privées, quelle idée on doit se faire de l'homme, de son caractère, de ses inclinations et de ses principes.

ne mourait dans son lit, sans qu'il se répandît des bruits d'empoisonnement? Les lettres de Guichardin à cette époque ne témoignent pas qu'il fût en lutte avec Cosme, et sa famille ne parut éprouver aucune disgrâce. J'excepte son gendre Pandolfo Pucci, que ses mœurs infâmes firent emprisonner en 1542, et qui fut pendu en 1559, à la suite d'une conspiration. — [1] *Ann.* III, 16.

[2] Aujourd'hui encore la pierre qui précède le chœur de l'église porte une épitaphe composée en son honneur ; mais elle date du XVIIIe siècle.

[3] Tommasino Lancelotti, cité par Tiraboschi. Voyez encore le livre du Bolonais Certani. — [4] Il existe dans la collection Strozzi plusieurs lettres de condoléance de personnages considérables, entre autres du cardinal Bembo, que Guichardin avait félicité de sa promotion en 1539.

J'ai essayé de tracer rapidement le cadre des principaux événements auxquels il s'est trouvé mêlé d'une façon active et directe. Je voudrais pouvoir donner sur sa vie beaucoup de ces détails qui peignent et décèlent le fond de l'âme et du cœur. Mais nous avons sur ce sujet peu de renseignements. Il n'occupait pas une place assez en vue de son temps, pour que dès lors ses paroles aient été recueillies, ses moindres gestes notés avec soin; d'ailleurs il n'a jamais jeté un bien vif éclat, et si son influence dans les conseils du pape a été réelle (on dit même qu'il rédigeait ou corrigeait les lettres de Clément VII), il est toujours resté dans la pénombre obscure du second plan [1], et sa figure en a contracté une teinte un peu terne, que les efforts de ses panégyristes ou les attaques de ses détracteurs n'ont pu, à une époque trop éloignée des faits, éclairer d'une lumière nouvelle. L'étude de sa correspondance servira toutefois à le faire mieux connaître.

La vie de Guichardin s'est surtout passée à écrire des lettres. Le labeur que suppose l'immense commerce, qu'il entretint toute sa vie sur mille sujets et avec les correspondants les plus divers, est incroyable. Si un homme se décèle dans ce qu'il écrit, certes ce mot doit être vrai de Guichardin; car, à propos de tout événement, il fixe sa pensée sur le papier et la communique à ceux à qui l'unissent des rapports de toute espèce. [2]

De ses lettres, les unes sont des morceaux officiels, rapports administratifs ou dépêches diplomatiques; les autres adressées à des personnages considérables, sans avoir un caractère aussi spécial, gardent encore une certaine réserve; les dernières, enfin,

[1] Guicciardini, uomo di pratica, impegnato tutta la vita sua in publici affari, e che quantunque felicissimo in quelli, non si sarebbe acquistato una ricordanza di più di due o tre righe nella storia dei tempi suoi, si acquistò gloria immortale col scrivere, etc..... Balbo, *Pensieri*, p. 25. Edit. Lemonnier.

[2] Il n'existe pas encore une collection complète de ses lettres. Plusieurs sont éparses dans divers recueils, entre lesquels je signalerai les *Lettere de' Principi* qui en contiennent trente; la correspondance de Machiavel, qui en comprend huit; la *Legazione di Spagna*, imprimée à Pise en 1825, chez Niccolò Capurro; diverses publications faites à Parme, à Faenza, à Turin, mais où il s'en trouve un fort petit nombre et en général de peu importantes. J'en donne treize nouvelles, prises dans les manuscrits des Uffizj et de la bibliothèque Magliabecchi.

destinées à des amis intimes, ou à des membres de sa famille, sont tout à fait familières.

Toutes sont pleines de renseignements sur les affaires du temps (Guichardin ne cesse jamais d'agir ou de diriger sa pensée vers l'action), mais aussi de plaintes, de récriminations, de reproches.

C'est un des traits les plus saillants de sa correspondance officielle, que le ton chagrin et mécontent qu'on y rencontre partout. Les difficultés de la situation ont dû y être pour beaucoup. Mais je pense aussi que l'esprit de l'homme n'a pas été sans influence sur cette disposition. En Espagne, son ambassade est à peu près sans but; il est mal informé, ne peut rien apprendre, rien engager, rien conclure. Il est éloigné du centre des affaires, n'est instruit que de seconde ou troisième main. Sa mission n'est qu'un exil pour lui. Gouverneur de Modène, président de Romagne, lieutenant du pape, gouverneur de Bologne, il lui manque toujours mille choses nécessaires, les hommes, l'argent, les vivres. Ses conseils sont mal suivis, et sans cesse la situation lui apparaît sous le jour le plus défavorable. Sans doute la république Florentine et son chef Soderini auraient pu mettre dans le gouvernement plus de suite et de vigueur. Le pape Clément VII aurait pu montrer moins d'incertitude et plus de résolution. Pourtant je voudrais voir en Guichardin une critique moins perpétuellement amère, un ton moins triste et moins désespéré. La fermeté ne lui manque pas; il l'a prouvé dans de nombreuses occasions; mais il lui faudrait peut-être quelques illusions pour lui donner de ces mouvements qui échauffent le cœur et aussi le style, qui l'animent et le vivifient. Exact, assidu, régulier, il expose les événements avec précision, raisonne sur leurs conséquences avec justesse, les apprécie impartialement, mais sans jamais s'élever, ni s'enflammer. Sans doute la pénétration et la précision sont des qualités de premier ordre; mais j'ose dire que je ne m'étonne guère de voir que Guichardin était consulté plus souvent qu'on ne suivait ses avis. Il me semble qu'il n'y mettait pas ce feu contenu qui les fait adopter avec chaleur. Il n'a pas ce qui entraîne les cœurs, s'il a ce qui éclaire les esprits. Il porte

dans tout ce qu'il fait une sévérité morose. Rarement une expression originale, un détail piquant se détachent sur le fond uniforme de son style diplomatique. Jamais ses conversations avec les princes ou les ministres, auprès desquels il est envoyé, ne deviennent une sorte de drame, où les personnages parlent, se meuvent et vivent comme dans les légations du Secrétaire Florentin. Jamais on ne se trouve en face d'un récit saisissant, comme celui du massacre des ennemis de Borgia [1]; et pourtant, sinon en Espagne, au moins dans ses gouvernements d'Italie, il a eu des événements d'un effet puissant à raconter. J'ai donné, aux pièces inédites, le tableau de Bologne attendant un nouveau gouverneur après la mort du pape Clément VII [2]. Rien ne ressort, ne fait saillie.

On ne trouve nulle part dans les messages de Guichardin cette critique spirituelle, cette observation fine et mordante, qui ont rendu célèbres les relations des ambassadeurs Vénitiens. Le Florentin comprend ce qui se passe à la cour d'Espagne. Le secret de Ferdinand et de ses ministres, leur habileté, leur astuce ne lui échappent pas; souvent ils annoncent, dit-il, le contraire de ce qu'ils veulent faire, d'eux on ne peut rien savoir. Mais je ne vois pas la nation, ses classes, ses habitudes, ses mœurs, ses ressources décrites avec détail et profondeur. Guichardin est judicieux et vrai dans ses affirmations ; il n'est pas assez curieux de voir et de dire tout ce qu'il voit.

Dans ses dépêches, soit comme ambassadeur, soit comme officier et gouverneur pour le pape, il y a quelquefois de l'éloquence; mais je ne sais si elle est bien appropriée, et si c'est celle que l'on s'attend à trouver dans des morceaux de ce genre. Qu'on relise les messages de Pier Capponi et ceux de Francesco Ferrucci [3]; quelle vivacité! quelle ardeur! souvent ils sont incorrects, les mots ne peuvent saisir la pensée et la rendre; le style se précipite, se heurte, devient incohérent ou obscur: ce ne sont pas des écrivains. Mais souvent la parole s'enflamme, se

[1] *Légat. au duc de Valentinois*, 43, 44. — [2] Pièce XVI.
[3] Archivio Storico, Tome IV, part. 2.

passionne, s'emporte, se fait même héroique. Chez Guichardin, rien de pareil. Généralement, la pensée se développe avec abondance; quelquefois, sans doute, une précipitation inévitable se fait sentir dans ce qu'il a écrit ou dicté. Mais le discours n'y gagne point en force, ni l'expression en coloris. L'auteur dit bien toujours clairement ce qu'il veut dire; mais il le dit sans éclat, ni vivacité. Toujours solide, il brille peu. Ce sont peut-être des qualités estimables chez un diplomate ou un administrateur; mais cela fait tort au mérite littéraire de ces morceaux; et, quoi qu'on puisse dire, la valeur littéraire bien comprise, c'est à dire, l'intérêt qui résulte de la puissance de l'expression, du mouvement de la pensée, de la chaleur de la passion, n'a jamais gâté une dépêche ou un rapport. Chez Guichardin on reprendrait plutôt, je ne dis pas de l'élégance académique, (les académies italiennes n'existaient pas encore de son temps), mais une sorte d'uniformité classique, c'est-à-dire, voulue et raisonnée, cherchée d'après des modèles excellents, mais d'un autre temps et d'un autre système de conceptions, où la science, le procédé artificiel, le convenu remplacent la passion naturelle et vraie. Je suis loin de prétendre qu'un tel reproche puisse être adressé à toutes les parties de la correspondance de Guichardin. Mais dans les pièces où il veut produire quelque effet, on sent tout de suite ce défaut de spontanéité; on désire quelque chose de plus propre à l'auteur, qui rappelle moins certains développements dont la mémoire est pleine et l'esprit rassasié. Je cite, pour exemple, une lettre, adressée du 7 septembre 1516 d'Aix au grand maître de France, pendant l'expédition de Provence[1]. Au milieu des négociations entamées entre les agents du roi de France et ceux de l'empereur, dont faisait partie Guichardin, Antoine de Leyva vint à mourir au siége de Marseille. Le diplomate florentin saisit cette occasion pour écrire une nouvelle lettre où il déclare que cet événement doit rendre la paix plus facile, et il lui semble que le roi de France n'a qu'à la vouloir pour qu'elle soit immédiate

[1] *Lettere de' Principi,* T. III, datée de novembre; mais j'ai plus haut indiqué qu'il y a erreur.

et sincère. Un long morceau suit ce développement; et on peut l'appeler éloquent ; car le pathétique dont il est rempli est réel. Toutefois on y reconnaît trop d'apprêt, ou du moins on y voudrait plus de naturel. Les arguments se succèdent, les figures s'accumulent, les mouvements oratoires apparaissent avec une suite, une régularité, un art qui renouvellent trop l'impression de certaines péroraisons de Cicéron ou de Lite-Live. Cette qualité est un défaut. L'habile écrivain, rompu aux secrets de la parole et de la plume, se montre aux dépens de l'homme ému, et le sentiment définitif est celui que fait éprouver une pièce d'éloquence. On loue sans être convaincu; on admire sans se rendre; et le critique qui examine le but et les moyens employés pour y parvenir ne peut s'empêcher de condamner ce qu'un tel système a de factice, et de souhaiter, même pour un style officiel, plus d'aisance et de liberté.

Ces défauts prennent un autre aspect dans ses lettres à ses confidents politiques et dans celles qu'il adresse à ses amis et à ses parents. Si nous cherchons la cause qui les produit dans la correspondance officielle, nous devrons reconnaître que cela tient à l'esprit de l'auteur qui a moins d'élévation que de sens, moins d'imagination que de jugement. Où il faut de l'élan et de la passion, il supplée à ce qui lui manque par la rhétorique. Dans les lettres familières la rhétorique n'est pas de mise, et Guichardin, de qui je viens de louer le sens, n'en introduit jamais. En revanche l'un des grands mérites de la conversation ou de la correspondance familière, c'est la profondeur du sentiment, la délicatesse du tour, la gravité ou le charme de l'expression touchante ou enjouée. Eh bien! ce sont des qualités que je regrette encore de ne pas trouver dans ses lettres. Je prend pour exemple, celles qu'il adresse d'Espagne ou de Bologne à ses frères et à Pucci, dont le texte se trouve à la fin de ce volume. Elles sont raisonnées avec précision et nettement écrites, quoique peut-être un peu verbeuses. Mais si les détails sont justes, il n'y a pas un mot qui tranche sur le fond général. A peine excepterais-je le passage[1] où

[1] Pièces Historiques, V.

il dit qu'être à la fois la proie des Français, des Allemands, des Espagnols et des Suisses, c'est trop pour l'Italie. C'est là une des étincelles de sa jeunesse ; il avait à peine trente ans quand il écrivait ainsi de Valladolid. Depuis, ce feu s'est éteint, et je ne sais si dans les dernières lettres, son esprit se ramenant sur des questions toutes personnelles, sur des calculs d'ambition et d'intérêt, on ne pourrait pas y reprendre une certaine vulgarité. Qu'on lise, par exemple, celle où il rend compte à son frère Luigi de ses intentions après la mort de Clément VII, et où il lui fait part de la conduite qu'il compte suivre à Florence [1], ou bien encore celles [2] qu'il adresse à Robert Pucci, au sujet de l'enquête dont on le menace sur son administration en 1535, ou des propositions du pape Paul III en 1538 [3], le ton y manque de gravité et même de convenance. Je ne puis supporter que, blâmant les bannis, il aille jusqu'à les injurier. Les motifs qui le déterminent sont indiqués sèchement et sans dignité. Dans les premières lettres à Robert Pucci dont je veux parler, ses regrets de n'être point prélat, et ses protestations d'indifférence à l'égard de la commission d'enquête sont presque entachés de trivialité Dans les autres, il expose sa situation et l'état de ses affaires de telle sorte qu'il semble marchander avec le pape le prix de ses services.

J'en viens aux lettres que l'on peut appeler intimes. Ce sont celles qu'il écrit aux membres de sa famille, sur ses affaires privées, ou à Machiavel sur divers sujets où les affaires de l'état n'occupent qu'une place secondaire et ne sont pas l'objet principal de la correspondance. Qu'en dire, sinon à peu-près ce que nous avons déjà fait entendre à propos des autres? Lorsqu'il parle des siens, l'expression est familière, mais sans grâce ; lorsqu'il badine, ou cherche la gaîté, il est toujours un peu raide, tendu et pesant. Quoique des possesseurs trop scrupuleux de ses autographes aient cru devoir en retrancher certains passages, dont la décence leur paraissait suspecte, je ne pense point qu'on y ait perdu quelque détail brillant de finesse ou d'esprit. L'éloquence dans le style, *grandiloquenza*, qualité

[1] Pièce XVII. — [2] *Id.* XVIII, XIX. — [3] *Id.* XX.

reconnue à Guichardin par ses critiques italiens [1], n'est bonne que dans le style soigné. Il faut dans la lettre amicale un tour libre et un abandon que je ne vois nulle part chez lui, une délicatesse qui lui fait défaut. Quand on lit ceux de ces morceaux qui sont insérés dans la correspondance de Machiavel, et qu'on les compare avec ceux qni sont sortis de la plume du Secrétaire Florentin ou même de Vettori, la différence est sensible et le contraste s'aperçoit immédiatement. Autant ceux-ci ont de grâce et d'enjouement, autant Guichardin sait mal se dérider et sourire.

Il nous est montré par ceux qui nous l'ont dépeint et en particulier par Remigio Fiorentino, à qui nous devons un opuscule étendu sur sa vie et ses ouvrages [2], comme un homme austère, sobre, de mœurs pures et régulières. Ce n'est pas un de ces Italiens, amoureux de bruit, de splendeur et de fracas, comme le XVI[e] siècle en a tant vu naître ; ce n'est point une de ces natures violentes et emportées, en qui la passion se satisfait par le déploiement d'un luxe magnifique, ou par le débordement de débauches effrénées. Il n'a pas l'enjouement d'esprit et la liberté de mœurs qui rendent si originale et si curieusement intéressante la biographie de son contemporain Machiavel. Il n'a pas non plus la finesse délicate de Vettori, le mélange de générosité et de violence qui caractérise Valori [3]. Quand il agit d'accord avec celui-ci, où son rival montre de la commisération, il reste froid et sévère. Mais il a d'autres qualités. Il ne parle jamais de son père qu'avec respect ; il introduisait dans ses rapports avec sa famille une gravité affectueuse, digne d'intérêt et de considération.

Ses traits qui nous ont été conservés donnent une idée assez exacte de son caractère [4]. Sur ses portraits on le voit vêtu

[1] Gioberti, del Primato morale e civile degli Italiani.

[2] En tête de l'édition de Porcacchi de 1645, qui est assez commune.

[3] Voy. Varchi et Segni.

[4] J'en connais plusieurs portraits authentiques : le médaillon que l'on garde aux Uffizj et qui a été reproduit par Manni avec une gravure où il est représenté assis et écrivant ; le portrait fait d'après la collection de Paul Jove, dans

d'habillement sombres et garnis de fourrures, comme en portaient les personnages éminents dans la magistrature ou la diplomatie à cette époque. Le front est développé ; l'œil, quoique petit, brille d'intelligence ; mais le bas du visage est un peu dur, le menton est proéminent, la bouche sévère. On reconnaît l'homme qui détestait la plaisanterie, qu'on n'a presque jamais vu rire, qui dans l'ardeur du travail se privait de nourriture, et dont la santé s'est ruinée à force d'oublier et de négliger les besoins du corps. On retrouve dans sa physionomie l'empreinte d'un esprit vif, d'un jugement sûr, arrêté, pénétrant, d'un caractère concentré et tenace, capable d'impressions vives et rapides, mais en qui pourtant elles restent profondément gravées. Remigio ajoute qu'il avait la mémoire fidèle, qu'il était éloquent, insinuant, prudent. Des témoignages de son éloquence il reste les plaidoyers dont j'ai déjà parlé, ses lettres, les discours qu'il s'attribue à lui-même dans son histoire, ceux qu'il prête à ses personnages, et les analyses que ses contemporains donnent, des harangues qu'il prononça dans les grandes occasions de sa vie. A bien examiner toutes ces pièces, on doit reconnaître que sa parole nette, positive, ses vues exactes et justes étaient capables d'agir puissamment dans une conversation entre hommes d'état, où on lutte de finesse, dans un conseil, dans une négociation diplomatique. Il devait embarrasser ses adversaires par sa dialectique, par la clarté de son exposition les amener souvent presque malgré eux à partager ses idées. Je doute que dans un grand péril il eût entraîné et persuadé une foule. L'affaire de Parme ne peut-être objectée. Sa fermeté agit autant que sa parole sur les Parmesans : il n'obtint d'eux que des délais, sans les enflammer. D'ailleurs il y a souvent du sophisme dans ses discours. Nous l'avons vu en 1535. L'éloquence n'est pas pour lui le vêtement de la vérité. C'est une arme bonne pour tous les coups. De là un

la grande galerie des Uffizj ; le portrait situé dans la chambre du comte Guicciardini ; enfin un très-remarquable tableau de la galerie Torrigiani, où il est peint, écrivant une lettre et la main gauche levée. J'en possède un dessin par M. Barabino, peintre génois Je ne parle pas de la statue en marbre de la cour des Uffizj ; elle est moderne, et d'une valeur médiocre.

défaut de conviction, qui le jette dans la rhétorique et qui diminue la portée de ses paroles. Il avait quelques-unes des qualités de l'homme éloquent. La principale lui manquait, une attache solide au vrai et au bien. Il a eu la réputation d'éloquence, comme pouvait l'avoir de son temps, un homme instruit, d'un esprit souple et rompu aux artifices de la parole. Remigio dit encore qu'il était irascible, quoique peu porté à se venger. Pourtant outre qu'il y a là une sorte de contradiction avec les qualités d'inflexibilité et de fermeté que nous lui avons reconnues, bien des témoignages infirment celui-ci. Dans les dernières années de la vie politique de l'homme d'état florentin, tous les historiens nous le montrent au contraire satisfaisant ses rancunes contre ses ennemis de tous les partis; l'on a été jusqu'à prétendre que dans son histoire il s'est abandonné à toute son animosité contre ceux dont il croyait avoir à se plaindre à quelque titre que ce fût.

Ce qu'on ne peut lui refuser, c'est un art singulier de plaire aux souverains, et de se concilier leurs bonnes grâces. Un grand nombre de lettres lui sont adressées par les papes, l'empereur, le roi de France, les ducs de Milan, de Ferrare, les Médicis. On a vu plus haut en quelle estime le tenaient Ferdinand, auprès duquel il fut négociateur, et Charles-Quint, qui ne pouvait à Florence se séparer de lui et qui l'emmena dans sa guerre de Provence. On ne saurait pourtant attribuer cette faveur à une basse flatterie. Souvent Clément VII fut mécontent de ses avis; il agit plus d'une fois contre François Ier, contre son rival l'empereur, ou contre le duc de Ferrare. Il nous dit lui-même [1] que dans ses emplois il ne s'astreignit jamais à une soumission excessive pour ses supérieurs. Mais c'est précisément cette franchise et cette liberté dans l'action, cette application à connaître les hommes, à saisir l'occasion et le moment, qui faisait sa réputation et sa faveur. Et l'on ne doit mettre que sur le compte de sa prudence et de son habileté la situation qu'il sut se faire auprès des princes et des grands.

[1] *Ricordi*, 181.

Varchi, l'appelle orgueilleux [1] et avare. D'autres [2], au contraire, célèbrent sa générosité et son détachement des richesses, s'appuyant sur le peu de fortune qu'il laissa à ses héritiers, malgré les grandes charges dont il fut revêtu. Trente mille florins, s'il est vrai qu'à sa mort il n'ait rien possédé de plus, sont, je l'avoue, une faible somme pour un homme qui avait eu d'aussi grandes facilités de s'enrichir, et qui avait toujours touché de gros appointements. Une lettre de Machiavel qui l'engage à solliciter les secours du pape, afin de marier convenablement ses filles, témoigne aussi de son peu de richesse. Mais il est possible d'expliquer ces jugements contradictoires. Pauvre au moins relativement, comme son père l'avait été, naturellement intègre et par son éducation imbu à l'égard de l'argent de solides principes de probité qui le rendaient incorruptible, il était économe et ménager, haïssait le gaspillage et la dépense, dont ses mœurs l'éloignaient. L'or et les avantages qu'il procure n'étaient point sa passion. Ce qu'il souhaitait, c'étaient les honneurs, ou plutôt la considération et l'influence. Son ambition se contentait du second rang, pourvu qu'il eût en réalité le pouvoir que donne le premier. Il a donc pu paraître différent selon le point de vue sous lequel l'ont considéré ceux qui en ont parlé et selon leur caractère à eux-mêmes.

Remigio Fiorentino vante son patriotisme ; d'autres l'ont vivement accusé. J'examinerai ailleurs avec étendue quelle était la nature et la valeur de ses conceptions politiques sur l'Italie et sur Florence ; mais je veux tout de suite chercher directement quel était le mobile de ses actions et quels principes pour qui ne se laisse dominer par aucune prévention semble avoir dirigé sa conduite.

Au premier abord elle nous offre de singulières contradictions. A plusieurs reprises, il a témoigné dans les termes les plus vifs et les moins douteux sa haine et son mépris, pour le gouvernement des prêtres. Le peu d'estime [3] qu'il avait pour les

[1] Uomo come i più di quella casata altiero e superbo. — [2] Remigio, Manni.
[3] *Ricordi*, *Histoire*, etc. Cf. Varchi, VI.

Médicis est un fait des plus certains et des mieux avérés. Néanmoins la plus grande partie de son existence se passe à soutenir la puissance des papes, et non seulement à les défendre lorsqu'ils semblent représenter l'Italie et se faire les champions de son indépendance, mais aussi à solidement asseoir leur autorité dans des contrées qu'ils ont récemment enlevées à des souverains laïques, et à réprimer durement les révoltes. Enfin ceux qu'il appuie en toute circonstance, et quelque titre qu'ils possèdent, chefs de la république ou ducs héréditaires, ce sont les Médicis C'est lui qui assure la succession de leurs diverses branches, qui se prête à la transmission d'un pouvoir tyrannique et outrageant pour sa patrie, en désaccord avec ses sentiments secrets. Il condamne leur politique, qu'il s'agisse de l'Italie ou de Florence, et pourtant il s'en fait le conseiller le plus assidu, l'exécuteur le plus inexorable et le plus passionné. Cet homme qui dans la vie privée est un modèle de désintéressement, de probité, de sévérité de mœurs, perd tous ses scrupules, tous ses principes d'honnêteté et de justice lorsqu'il est entré dans la vie politique. Ce n'est pas qu'il trahisse jamais le parti qu'il a embrassé. Chose singulière à cette époque de perfidies, de manques de foi, de tromperies de tout genre, Guichardin sert toujours la cause qu'il soutient, jusqu'à ce qu'elle soit désespérée, jusqu'à ce que les hommes ou les événements lui aient rendu sa parole. Il sert la république auprès de Ferdinand, tant qu'elle n'est pas tombée ; il est le dernier à abandonner le pape à Monterosi ; il quitte Florence parce qu'il y est en quelque sorte forcé par les tumultes populaires ; déçu par Cosme, il négocie encore pour lui. Mais rien ne lui coûte pour réussir dans ses entreprises, ni le mépris des ordres qu'il reçoit d'après des conventions formelles, ni les ruses, ni les tromperies de la diplomatie italienne, ni le mensonge et la calomnie. Bon et humain comme particulier, affectueux avec ses amis, aimé et estimé d'eux, il les attaque, les poursuit des plus cruelles injures, des plus violentes imputations, s'ils deviennent ses adversaires dans le gouvernement. Veut-on l'exemple de ce que j'avance ici? Qu'on se rappelle l'amitié qui l'unissait à Filippo Strozzi, à Nardi, et

qu'on relise le discours, dont j'ai donné plus haut l'analyse d'après Varchi.

L'explication de ces contrastes se trouve dans un examen attentif des circonstances au milieu desquelles il a vécu, et qui ont servi à former ses jugements.

Jeté par le hasard de sa naissance au milieu de terribles catastrophes, il eut le malheur d'assister à la ruine de l'Italie, et au désastre de la liberté dans Florence, lui-même le déplore vivement dans une pensée [1], où il le regrette encore plus pour lui que pour sa patrie. Mais il a raison. Les cités doivent périr ; et ce qu'il y a de vraiment digne d'affliger c'est qu'à ces époques tourmentées, le plus sage, le plus habile, le plus ferme dans ses principes sent graduellement ses convictions s'affaiblir et s'ébranler. On n'ose plus croire à la légitimité d'institutions qu'un vent emporte et que peu d'années voient se modifier de mille manières. Au milieu des entraînements de tous les partis, où trouver le respect de la justice et de la loi? Avec le respect s'envole la confiance des honnêtes gens, et l'on ne sait plus ce qu'il faut appeler du nom d'équité et de droit. Les croyances d'un ordre plus élevé elles-mêmes ne résistent pas. Savanarole et son fanatisme ont détruit chez lui la foi aux miracles [2]. Les crimes des papes lui font considérer l'Église et les ecclésiastiques comme des ennemis à combattre [3]. Luther s'est attaqué au dogme, voilà son tort, dit Guichardin [4]. Qu'importent les subtilités du dogme, qu'on en prêche l'esprit et la substance générale [5]. Mais il aurait aimé le réformateur de Wittemberg, s'il eût seulement avec netteté combattu l'insupportable tyrannie des pontifes et du clergé. Je signale pourtant une chose à sa louange ici, c'est qu'en se débarrassant des formes de la religion positive, en cessant d'avoir pour elle la déférence de cœur que l'on doit à l'expression d'un des sentiments les plus élevés et les plus nécessaires de l'âme humaine, il n'abandonne pas absolument la religion elle-même, et n'en fait pas, comme Machiavel, un instrument pu-

[1] *Ricordi*, 189. — [2] *Id.* 123. — [3] *Id.* 28, 236, 332, 346. — [4] *Id.* 346.
[5] *Id.* 357.

rement politique. Son père lui avait inspiré ces pensées en ne voulant qu'aucun de ses fils se fît prêtre par ambition.

De son temps, bien des hommes, désabusés comme lui, ne pouvaient se contenter d'une indifférence philosophique. Ils se jetaient dans les pratiques obscures de l'astrologie. Guichardin a plus de bon sens. Peut-être n'est-il pas au fond bien éloigné d'adopter un fatalisme semblable à celui qui fait le fond des doctrines de Machiavel[1]. Mais son esprit est trop positif pour rester longtemps dans ces abstractions. Il revient sans cesse aux objets au milieu desquels il a été nourri dès son enfance, la politique d'action, et il cherche toujours ce que valent les évènements pris dans une circonstance donnée et voisine ; quels résultats doivent en sortir, et quel parti on en peut tirer. Rejetant les problèmes spéculatifs, il étudie les faits eux-mêmes, et tous les jours sa pensée se rabaisse, ou plutôt se circonscrit dans le monde de la réalité. Aussi, plus elle devient nette et précise, plus elle perd de son élévation native. Plus les évènements se dessinent à ses yeux, moins l'espérance et l'enthousiasme leur prêtent de couleurs brillantes.

Considérons rapidement les diverses phases de sa carrière. Doublement instruit, élevé par son père, qui a la réputation d'un philosophe et d'un lettré[2], il est, dès son premier âge, appelé à discuter et à apprécier les difficultés les plus épineuses de la politique. En même temps les traditions de sa famille toujours vivaces guidaient ses premiers pas. Il veut d'abord la liberté de Florence ; il veut le triomphe de l'aristocratie. Mais la vue du mauvais gouvernement de Soderini[3], et son ambassade d'Espagne, commencent à le ramener à de nouvelles pensées. Il a encore des élans d'honnêteté singulière ; il a encore des accents émus[4] pour parler des malheurs de l'Italie, quoique déjà la liberté florentine ne soit plus pour lui un objet de désirs aussi ardents, et que sans peine il se résigne à servir ceux qui l'ont détruite. Les évènements achèvent de le dominer et de l'entraîner.

[1] Voy. les *Ricordi* sur le destin et les reproches de Possevin.
[2] *Del reggimento di Firenze. Opere Inedite*, T. II.
[3] Voy. *Storia Fiorentina*. — [4] PIÈCES HISTORIQUES, III.

Après de vains efforts, en 1527, pour aider Capponi, il voit tout perdu. Il aurait pu se tenir à l'écart, s'abstenir comme son frère Jacopo après 1530, exciter les soupçons et braver la haine du vainqueur. Mais c'est beaucoup demander à un homme qui a une fois goûté de l'exercice de l'autorité; il nous le dit lui-même [1] : une fois qu'on l'a possédée, on ne sait plus s'en dessaisir. Il se leurre donc de l'espoir d'amener les choses à bien en y participant ; il s'exagère son influence, pour ne pas la sacrifier tout entière, et il invente cette théorie que l'homme de bien et le bon citoyen doivent soutenir le tyran, s'il ne dépasse pas certaines bornes ; car, dit-il, à quels excès n'ira-t-il pas, s'il n'a autour de lui que des méchants [2]. Partant de ce principe, il élève et conseille Alexandre et Cosme ; mais il en est peu écouté. On le ménage à cause de sa valeur ; mais on aime mieux des amis plus complaisants, et qui n'ont pas gardé comme lui un reste de scrupule. Dès-lors, sa vie n'est plus qu'une série d'expédients où il perd sa considération personnelle, sa réputation d'honneur, et en fin de compte son crédit même et sa puissance.

Et pourtant, qu'on le compare à ses contemporains. Leur est-il inférieur? Les républicains, ou soi-disant tels, qui voulaient renverser les Médicis et les proclamaient des tyrans, étaient des esprits excessifs, sans portée dans leurs conceptions politiques, sans intelligence des évènements, sans dignité dans leur conduite. Ils ne savaient qu'être tyrans à leur tour, au nom de la liberté ; et à bien examiner ce qu'ils ont fait les uns et les autres, je préfère hautement Guichardin aux Carducci, aux Soderini, à Girolami et aux énergumènes de leur faction. Il a l'âme plus fière que Machiavel, qui mendie successivement la faveur de tous ceux qui sont les maîtres. Lui au moins, il s'impose presque, ou se fait demander ses services. Il n'a pas la versatilité violente et faible à la fois de son frère Luigi, la légèreté d'esprit de Filippo Strozzi, la turbulence inconsidérée de Valori. Je ne vois guère, dans la république florentine, qu'un homme qui ait agi d'une façon plus ferme et plus hon-

[1] *Ricordi*, 17. — [2] *Id.* 100, 220, 228, 304, 305, etc.....

nête. C'est Niccolò Capponi, qui, malgré quelques défaillances[1], sert toujours la patrie, voit et veut le bien, et a le bonheur de mourir de désespoir quand la ruine se précipite. Mais l'affection et la communauté de vues qui l'unissaient à Guichardin sont, à mon avis, pour celui-ci, une recommandation auprès de la postérité. Je ne peux m'empêcher de le trouver bien au-dessus de la moyenne de son temps, un peu au-dessous peut-être des contemporains de son père, mais très-supérieur à ceux qui vinrent après lui, dans son siècle et les deux suivants, pour l'élévation des mœurs et du caractère. Je le répète : avec lui, plus qu'avec tout autre, tombe la dernière colonne de l'aristocratie florentine jadis si féconde en vertus civiques et en talents de premier ordre.

Dans ce qu'on a dit de lui, on s'est surtout occupé de ses écrits historiques et politiques. L'homme même n'a guère été touché. Segni[2] le juge avec plus d'indulgence que Varchi. Il lui savait gré d'avoir en 1527 soutenu son oncle Niccolò Capponi. Varchi, au contraire, satisfaisait peut-être ses rancunes de banni, ou était sûr de ne pas déplaire à Cosme, l'ingrat obligé de Guichardin. Du reste, il s'attache surtout à condamner son orgueil, son avarice et son ambition[3], défauts avec lesquels il a pu conserver des qualités dignes d'estime. Pitti[4] va tellement loin dans ses imputations qu'il s'enlève à lui-même toute créance. Deux opinions émises sur son compte, en France, me paraissent surtout considérables, parce qu'elles sont assez opposées pour s'exclure au premier aspect. C'est celle de Montaigne, qui l'accuse « de ne jamais rapporter aucun mouvement à la vertu, » à la religion, ou à la conscience, en quoi il craint qu'il n'y » ait du vice de son goust[5] » ; et celle de M. Thiers qui croit voir « dans son livre, comme dans la sévérité sombre de Tacite, » la tristesse de l'honnête homme[6] ». Pourtant j'imagine qu'on

[1] Ce sont des faiblesses de caractère plutôt que des fautes dans la conduite. Voy. Segni, II. — [2] Segni, *Ist. Fiorent.* Liv. VIII. — [3] Varchi, *Ist. Fiorent.* Liv. VI. — [4] *Apologia dei Capucci.* — [5] *Essais*, liv. II, ch. 10. — [6] *Histoire du Consulat et de l'Empire*, T. XII, préface.

peut les concilier dans une certaine mesure. Il n'est pas permis de nier que Guichardin n'ait eu l'âme foncièrement honnête, et qu'il n'en soit resté des traces dans sa conduite jusqu'à la fin de sa carrière. Mais aussi son temps l'a gâté ; il a toujours et trop vécu de la vie publique au milieu d'un monde corrompu. Il a été conduit à plus aimer le succès que la conscience. Je crois qu'il en a été tourmenté, mais il n'en a pas moins fait ployer les principes qui d'abord le guidaient ; et, en cela, il est un homme du XVIe siècle. Il appartient, comme on l'a remarqué, à l'école dont Machiavel a, par son génie, le plus clairement exprimé les principes. La morale, dans ce système, est bonne pour la vie privée ; l'homme d'état n'a point de morale. C'est un artiste qui travaille, sur une certaine matière, les évènements humains. Ce qu'il cherche, c'est l'achèvement de l'œuvre qu'il a entreprise avec les moyens dont il dispose. Ses moyens, ce sont les ressources diverses des souverains et des républiques, ainsi que les passions humaines. L'œuvre, c'est un remaniement de provinces, une modification à faire entrer dans une constitution, le maintien d'une situation politique donnée d'avance. Il s'y dévoue, s'y livre tout entier. Si les vues qu'on lui impose ne sont pas conformes aux siennes, il le regrette, mais sans s'abstenir. Car ces esprits habiles et déliés, mais passionnés et dominés par le sentiment de l'art, ne savent pas se résigner au repos. Le peintre qui ne peut exécuter les sujets dont il a rêvé la réalisation accepte toutes les commandes qu'on lui propose, et y met son âme et sa science, en attendant de donner un corps à ses propres conceptions. La même chose arrive à Guichardin ; il a un but à lui, mais il ne peut l'atteindre ; il faut qu'il agisse. Il est, comme Machiavel et plus que lui, dévoré de la passion de juger, de conseiller, de commander. Une fois lancé dans une entreprise, il la mène jusqu'au bout [1]. Sa conscience d'artiste est engagée à s'approcher le plus qu'il lui est possible de la perfection. Si vous le condamnez au loisir, il y mourra ; car le dépit et le dégoût l'ont tué autant que le poison. [2]

[1] *Ricordi*, 192.— [2] Che ingannatosi di aver fatto un principe civile, per disperato finì la vita. Segni, IX.

Mais la politique n'est point un art comme la peinture et la sculpture. Son objet n'est pas le beau, le bien fait, mais le bien. Au milieu d'elle, au-dessus d'elle, se développent les hautes idées du droit et du juste, sans lesquelles on peut en dire ce que Platon disait de la rhétorique : c'est une routine. L'art du raisonnement, cultivé pour lui-même, dégénère en sophistique. On a trouvé un mot pour l'art de la guerre aimé sans préoccupation de la cause que l'on sert ; c'est le condottiérisme. L'Italie nous l'a donné parce que c'est elle qui a enfanté ces aberrations du sentiment artistique. Employons-le dans les autres branches de la politique, et nous dirons que Guichardin a été un condottiere diplomatique et administratif, mêlant, comme les Sforza, les Braccio, les Baglioni, les Colonna, les Orsini, et, pour reprendre la comparaison que j'ai faite tout à l'heure, comme les sophistes, des vues d'ambition personnelle, et des aspirations à un but particulier avec sa passion de la politique pour elle-même ; mais surtout content de négocier, d'administrer, de réformer, de diriger.

Quel est le résultat d'une telle disposition d'esprit et d'âme ? C'est que la morale, et le succès lui-même, qui le plus souvent accompagne la morale, lui ont tous deux donné tort. Il n'a pu se maintenir jusqu'au bout, comme il l'aurait voulu, à l'aide de son mérite ; il n'a pu réaliser ses plans ; son existence a été inquiète et agitée ; enfin sa mémoire n'est pas pure. J'accorde qu'on l'a trop chargée ; mais on ne peut l'absoudre complètement. Il a été habile et intelligent plus que tout autre, il a été plus honnête que bien d'autres, car il n'a jamais fait le mal pour le mal ; il a même aimé et désiré le bien, il a essayé de le faire, mais sans livrer assez de combats, sans accepter assez de sacrifices.

Quant il meurt, il vaut mieux que ses contemporains ; il est le débris d'un âge supérieur. Mais il est atteint déjà et profondément du mal qui les consume eux et leur postérité immédiate. On le plaint, mais on le condamne. L'on ne peut s'empêcher de reconnaître avec Montaigne qu'il y a réellement dans son esprit, pour quelque raison que ce soit, « du

» vice de son goust », et que sa vie en a été ternie. C'est là un arrêt qu'il faut expliquer et atténuer, si l'on peut, par des considérations puissantes, mais que l'on doit admettre, au moins en partie, par respect pour la morale et la vérité.

CHAPITRE II.

SES ÉCRITS POLITIQUES.

Les œuvres politiques de Guichardin sont nombreuses, et elles offrent des caractères différents. Nous y trouvons d'abord des travaux purement spéculatifs, et d'une assez grande étendue. Ce sont les recueils des réflexions que lui avaient suggérées ses lectures ou son expérience des affaires. Je désigne ici ses *Considerazioni intorno ai discorsi del Machiavello sopra la prima Deca di Tito-Livio*, et ses *Ricordi*. A la même catégorie appartient son traité *del Reggimento di Firenze*, bien qu'il ait peut-être un objet plus direct, selon une conjecture que je proposerai. Dans tous ces écrits, l'auteur ne songeait qu'à occuper les loisirs auxquels l'obligeaient ses oublieux concitoyens, ou les moments qu'il dérobait à l'exercice de ses fonctions administratives et diplomatiques. Il voulait aussi recueillir et résumer ses pensées sur ces sujets élevés, leur donner plus de consistance et de précision. Je ne suppose pas qu'il ait songé pour ces écrits à la publicité. Du moins ne devaient-ils pas sortir d'un cercle restreint d'amis et de confidents qui partageaient les mêmes vues.

En second lieu, viennent les *Discorsi Politici*, études spéciales sur certaines questions, généralement contemporaines des faits qui ont donné lieu à leur composition. Le plus souvent elles ont la forme d'un discours prêté à ceux qui ont participé à la conclusion de l'affaire. C'était l'usage des Florentins, non-seulement des hommes d'état, mais encore des banquiers et des commerçants, de noter les grands évènements, de les commenter et de les juger. Souvent dans leurs livres de négoce et dans le journal de leur maison de banque, entre un doit et un avoir, se

trouvaient des pièces de ce genre. Guichardin, toujours occupé des intérêts les plus élevés, et futur historien, ne pouvait, par la nature même de son esprit, et par la direction donnée à son éducation, manquer à un tel usage.

A la suite, enfin, se placent les *Discorsi intorno al Reggimento di Firenze*. Plusieurs sont des mémoires demandés à Guichardin, et présentés au pape et à ses principaux conseillers. Ceux-là reçoivent en général une apparence officielle ou semi-officielle; tous ont un caractère éminent d'actualité, déterminés qu'ils sont par les circonstances du moment et le motif qui les a inspirés.

Tous ces opuscules se trouvent dans les deux premiers volumes des œuvres inédites de Guichardin, récemment publiées par M. Canestrini. Il faut y joindre le discours ou *Parere*, envoyé à l'archevêque de Capoue, en 1532, et inséré dans le tome Ier de l'*Archivio Storico*. L'étude de tous ces morceaux nous fournira l'occasion de juger en Guichardin le philosophe politique, et l'homme d'état au milieu des difficultés qni naissent chaque jour autour de lui. Nous y verrons à la fois ses principes généraux et ses considérations particulières sur les évènements, non-seulement celles qu'il faisait valoir avec un titre public, mais encore celles qu'il gardait pour lui-même, et dont il réservait le secret à sa conscience.

§ 1. CONSIDERAZIONI INTORNO AI DISCORSI DEL MACHIAVELLO SOPRA LA PRIMA DECA DI TITO-LIVIO.

Les Considérations sont tirées, dit M. Canestrini[1], d'un manuscrit autographe intitulé *Composizioni di Messer Francesco*, et marqué de la lettre A. Elles ont été écrites après 1530.

Ce n'est point un ouvrage de longue étendue, et d'une forme originale, reprenant la matière traitée par le Secrétaire florentin, et la développant sous de nouveaux aspects, ce sont vraisembla-

[1] Préface du Ier volume des Œuvres Inédites.

blement les observations que fournit à Guichardin la lecture du livre à son apparition [1]. Cet opuscule se compose de trente-neuf morceaux de dimensions inégales, qui correspondent à un pareil nombre de citations prises dans les *Discours sur Tite-Live*. Seulement ils ne portent pas toujours sur le point même qui a donné lieu à la remarque, et ils reprennent quelquefois des idées auparavant énoncées, ou en devancent certaines autres qui ne viennent qu'un peu après. Il s'y mêle aussi quelques réflexions particulières de l'auteur sur des situations semblables à celles qui ont provoqué les explications de Machiavel. Il est à remarquer que ces considérations assez fréquentes sur les premiers livres le sont fort peu sur les deux suivants. Je pense que les occupations politiques de Guichardin lui enlevèrent le temps de continuer ses annotations ; et plus tard, distrait par d'autres travaux, il n'y pensa plus. Il ne faut donc point attacher une extrême importance à ce recueil comme œuvre de critique. Comme œuvre littéraire, il ne faut pas non plus s'attendre à y trouver des qualités remarquables de composition et de style. L'auteur n'a nullement cherché à lutter avec Machiavel ; il a voulu, à son propre point de vue, rectifier celles de ses idées qui lui ont paru erronées. De là, une négligence absolue dans la forme. La critique porte toujours sur la conclusion politique à tirer du fait ; elle reste toujours dans l'ordre des maximes abstraites, et en garde quelque chose de terne et d'incolore. Il y a de la raison, du sens, de la justesse, de la régularité. Ce sont des notes bien faites, mais rien de plus. Toutefois, les *Considerazioni* ont une valeur réelle, en ce qu'elles permettent, plus peut-être que toute autre œuvre, de saisir sur le vif et dépouillés de tout voile, la pensée de l'auteur et ses sentiments intimes.

Les questions qu'il aborde sont des plus considérables. Sans s'arrêter aux passages qui traitent de l'art de la guerre dans ses particularités, ou de certains détails trop minutieux du gouvernement, il discute les moyens de régler les états, de les main-

[1] Les *Discorsi* de Machiavel furent imprimés pour la première fois à Rome, en 1531 et 1532, par privilége de Clément VII.

tenir, de les diriger, de se comporter avec les sujets, d'accroître l'empire. Je ne m'astreindrai pas à suivre l'ordre des chapitres, mais j'indiquerai et j'apprécierai les solutions qu'il donne sur ces divers points.

Sur l'histoire romaine elle-même Guichardin n'ouvre pas des horizons nouveaux. Il la voit, comme Machiavel et comme le XVI[e] siècle en général, avec les yeux d'un politique beaucoup plutôt que d'un historien. Il ne songe point à se demander si le récit de Tite-Live est ou non conforme à l'exacte vérité; s'il reproduit avec fidélité la physionomie de l'époque dont il retrace les évènements. Il l'accepte avec la plus entière confiance, ou du moins sans y faire aucune objection. Romulus est pour lui un roi ou chef de ville, s'établissant comme il en a eu lui-même plus d'une fois des exemples sous les yeux; il lui prête des vues politiques aussi développées, aussi compliquées qu'à un Sforza, à un Borgia, à un Médicis. Il le trouve en lutte avec son sénat, comme un tyran de Romagne ou d'Ombrie l'est avec le conseil de la cité. Numa Pompilius est un personnage réel, dont l'élection est le résultat d'un compromis raisonné, et d'une volonté réfléchie de la part des Romains [1]. Les plébéiens et les patriciens sont considérés comme des ordres régulièrement établis, ayant entre eux une séparation semblable à celle qui par exemple divise à Florence les Arts Majeurs et les Arts Mineurs. Toutes les questions que l'on a soulevées depuis sur la coexistence, au commencement de Rome, de races diverses se combattant dans le sein de la ville, ne se présentent point à son esprit. Il rencontre seulement l'occasion d'observations politiques à l'occasion de telle ou telle mesure qu'il regrette de voir appliquer, ou qu'il voudrait que l'on eût prise. En un mot, le sens historique, dans ce qui regarde l'antiquité, lui fait défaut ici, et ce n'est pas sur ce point qu'il se sépare de son auteur.

Mais, sur le terrain des maximes du gouvernement, il critique plus d'une fois Machiavel, presque toujours au même point de vue. L'esprit hardi du Secrétaire florentin est plus capable de

[1] I, 5, 11. Je renverrai dans mes notes aux livres et chapitres de Machiavel.

spéculation que le sien. Il généralise avec plus de liberté et moins de précautions. Il a quelque chose dans son expérience de plus philosophique et de moins pratique. Guichardin lui reproche sans cesse d'ériger en règle des cas particuliers [1]. Il le trouve trop absolu [2] dans ses conseils, trop porté à user d'une manière habituelle de remèdes violents[3], trop rigoureux dans l'explication qu'il donne de certaines sentences, trop disposé à mettre dans les choses un caractère abstrait. Il raisonne lui-même, non pas avec une expérience plus consommée, mais en tenant plus de compte du détail et des circonstances variables des faits. Qui l'emporte dans ce débat? Je ne prétendrai pas que ce soit Guichardin. En considérant les choses d'une certaine hauteur, l'erreur est quelquefois plus vraie, ou du moins plus féconde en vérité, qu'une réalité trop matérielle et trop basse. Machiavel a plus de génie que son critique; lors même qu'il a tort, il donne à la pensée de son lecteur plus d'élan, de mouvement, et souvent le fait mieux pénétrer dans l'interprétation véritable des événements dont il lui offre le tableau. L'honnêteté, la modération de Guichardin nuisent, en plus d'une rencontre, à la vigueur de son esprit, et s'il a raison quelquefois sur des points particuliers, souvent il se trompe quand il faut, d'une vue rapide qui embrasse un vaste ensemble, conclure et déterminer une loi de l'histoire ou de la politique.

Lui-même n'ignorait point son inclination, et dès le premier morceau, il déclare qu'il répudie les raisonnements *à la philosophique* [4], où l'on opère sur les chimères de l'imagination et sur de vaines hypothèses.

J'ai dit qu'il était moins systématique que Machiavel, et moins porté à recevoir les maximes qui choquaient ses sentiments d'honnête homme et d'esprit modéré. Il ne peut donc admettre que tous les hommes soient méchants [5]; il reconnaît leur fragilité, le besoin qu'ils ont de peines pour être contenus; mais natu-

[1] I, 24. — [2] III, 19. — [3] I, 26. Non prendere per regola assoluta quello che dice lo scrittore, al quale sempre piacquono sopra modo e remedii estraordinarii e violenti. — [4] I, 1. — [5] I, 3.

rellement ils sont portés au bien. Machiavel a dit que la fraude est, plus encore que la force, un moyen d'agrandissement ; Guichardin condamne cette observation, non pas, il est vrai, au nom de la morale, mais au nom même de l'intérêt bien entendu[1]. Machiavel soutient qu'en tout temps il y a toujours une égale somme de bien ou de mal. Non, lui répond Guichardin[2]; je reconnais que l'antiquité n'est pas supérieure à tous les temps qui sont venus ou viendront ensuite; mais la somme de bien et de mal est variable aux différents âges; et les exemples ne lui manquent pas. Les arts, si développés en Grèce et à Rome, longtemps éclipsés et rendus enfin à leur antique splendeur, en sont une preuve éclatante. Ce passage est intéressant au milieu du silence, qu'à l'imitation des historiens grecs, les écrivains politiques du XVI[e] siècle italien gardent en général sur le mouvement artistique qui se produit autour d'eux.

Dans les maximes qui regardent la guerre, Guichardin contredit encore Machiavel pour donner à sa pensée moins de rigueur. L'argent n'est pas le nerf de la guerre, avait dit l'auteur des Discours. Guichardin[3] pense sagement qu'il faut prendre cette espèce de proverbe dans ce sens que l'argent est une des principales conditions du succès des armées. Et son raisonnement devient de plus en plus vrai avec le développement de la civilisation. Dans un état général de barbarie, où les besoins sont limités, le courage et la valeur dans le combat décident du destin des campagnes. Mais, à part de rares exceptions qui ne détruisent point la règle, il est notoire qu'aujourd'hui d'abondantes ressources peuvent seules mettre en mouvement nos masses militaires. Faut-il défendre les passages, les forteresses sont-elles utiles ou nuisibles, est-il bon d'attaquer ou de repousser l'invasion? Ce sont des questions, dit Guichardin[4], sur lesquelles on ne peut guère embrasser un parti d'avance. La situation respective des combattants, le génie des chefs, la valeur des soldats dicteront la décision à prendre.

Jusqu'ici le critique paraît montrer plus de justesse d'esprit

[1] II, 13. — [2] II, proemio. — [3] II, 10. — [4] I, 23. - II, 12, 24.

que son auteur. Mais ailleurs Machiavel reprend l'avantage. Les républiques qui n'ont point d'armées nationales, dit-il [1], s'affaiblissent en acquérant, et Guichardin croit le réfuter par l'exemple de Florence et de Venise. Les faits ont pourtant donné raison au premier. Venise et Gênes n'ont dû la prolongation de leur existence indépendante qu'à leur situation et à leur puissance maritime, tandis que leurs domaines de terre ferme ont souvent attiré contre elles les armes de leurs ennemis, sans que directement elles pussent les défendre d'une manière efficace. Toutes ces républiques d'Italie, avec leur système de villes soumises à une cité supérieure, étaient contraires à l'esprit moderne; elles devaient succomber dans leur lutte avec de puissantes monarchies, où du moins une égalité relative régnait entre les sujets. Cette organisation avait fait son temps, et plus elles voulaient la fortifier et l'étendre, plus, comme le dit Machiavel, quoique avec d'autres arguments, elles offraient de prise aux coups et augmentaient leurs chances de ruine.

Sur l'importance du respect des Romains pour la religion, tous deux diffèrent encore [2]. Guichardin ne croit pas que les Romains aient dû à cela une aussi grande part de leur puissance que le veut Machiavel. Il prétend que les armes y ont bien plus contribué. Sans doute, si les armes n'eussent point fondé la ville, la religion ne l'eût point fait naître et subsister. Mais n'a-t-il pas tort de méconnaître ce ressort de la puissance romaine célébré par tous ceux qui en ont écrit? Bossuet l'a signalé dans le discours sur l'Histoire Universelle [3]. Montesquieu en a fait le sujet d'un opuscule séparé, écrit avant les *Considérations* [4]. Je me contenterai de rappeler le passage de Machiavel. La manière dont son idée est présentée condamne d'avance toute réfutation pour quiconque a étudié l'histoire romaine avec soin. « Lorsqu'on » examine l'esprit de l'histoire romaine, on reconnaît combien » la religion servait pour commander les armées, ramener la » concorde parmi le peuple, veiller à la sûreté des bons, et faire

[1] II, 19. — [2] I, 11. — [3] Part. II, ch. 7. — [4] De la politique des Romains dans la religion.

» rougir les méchants de leur infamie. » (*Disc. S. T. L.* I, ch. 11).

A la question de la religion chez les Romains se trouve liée celle de la religion en général, et en particulier celle du rôle de la papauté dans les destinées de l'Italie, Guichardin combat encore ici l'opinion de Machiavel. Voici le morceau célèbre auquel il fait allusion: « Ainsi l'Eglise, n'ayant jamais été assez forte » pour occuper toute l'Italie, et n'ayant pas permis qu'un autre » s'en emparât, est cause que cette contrée n'a pu se réunir sous » un seul chef et qu'elle est demeurée asservie à plusieurs » princes ou seigneurs ; de là ces divisions et cette faiblesse, qui » l'ont réduite à devenir la proie non seulement des barbares » puissants, mais du premier qui daigne l'attaquer. » (*Disc. sur T.-L.* liv. I. c. 12)[1]. Cette pensée paraît fausse au critique. La division de l'Italie, dit-il, a fait son bonheur en faisant sa gloire. Sous une monarchie elle n'eût pas été heureuse, et d'ailleurs, ajoute-t-il, la réduire à un seul empire n'est pas une entreprise facile. Les Romains seuls l'ont pu accomplir, et depuis, elle s'est refusée à cette forme de gouvernement. Lequel a raison des deux hommes d'état? Tous deux dans une certaine mesure. Guichardin voit juste en attribuant à cette vivacité de l'existence indépendante de chaque ville l'incroyable développement artistique et intellectuel qui a fait la gloire de sa patrie. Machiavel n'a pas tort non plus. Le principe même de la papauté l'empêchait de faire partie d'une Italie unie, soit sous un seul souverain, soit par une confédération régulière et assujettie à des obligations politiques déterminées. Enfin au moyen âge la confusion du temporel et du spirituel, qui s'étendait alors à toute l'Europe féodale, la rendait un obstacle à toute tentative d'unité essayée en dehors d'elle. Machiavel a pénétré profondément dans la cause qui a produit les faits ; son génie, qui le portait à tout réduire en système et qui se laissait séduire par l'idée de l'unité, lui a fait condamner absolument la papauté. Son contradicteur, plus borné dans ses observations, a examiné curieusement les résultats des événements ; il les a appréciés tels qu'il les voyait, sans vouloir

[1] Je cite d'après la traduction de Periès de la bibliothèque Charpentier.

leur faire violence, et de cette étude est sortie pour lui la conviction que l'Italie n'est pas faite pour l'unité absolue. Dans les œuvres politiques il s'occupe de Florence plus souvent que de l'Italie entière ; néanmoins en plusieurs endroits il laisse percer son inclination pour une organisation fédérative des différents états italiens.

Que doit-on penser de la longue lutte qui divisa les patriciens et les plébéiens? Selon Guichardin[1], leur désunion ne fit pas la grandeur de Rome. Ce fut un mal dès son origine, mal moindre sous les rois, mais qui devint pire quand les deux partis furent en présence. Le partage des honneurs aurait mieux valu que le tribunat, et dès le commencement on pouvait faire cesser le différend par l'admission des plébéiens aux magistratures. Machiavel croit au contraire que cet antagonisme fut excellent pour Rome, et lui donna l'esprit de liberté, la vigueur, et le goût de la guerre, qui lui firent dominer le monde. L'avantage, encore ici, reste à Machiavel. Guichardin ne comprend pas que d'abord la transaction qu'il réclame était impossible. Les deux partis n'étaient, en quelque sorte, ni le même peuple, ni la même race. Leurs longs débats purent seuls les fondre ensemble, et former de l'élite de tous deux ce qu'on nomma la noblesse. Enfin, les premières agitations de Rome furent fécondes, parce qu'elles étaient la lutte de deux principes pareillement respectables, celui d'une égalité légitime et celui d'une première possession. D'ailleurs les sentiments du patriotisme faisaient cesser les querelles à propos et réconciliaient les ennemis. Les dernières devinrent funestes, parce qu'alors des convoitises brutales et des ambitions personnelles se trouvèrent seules en jeu. L'esprit public était corrompu, et c'est de lui que dépend la prospérité des états libres. Quand il est bon, tout est utile et tourne au profit de la cité; quand il est mauvais, il empêche les meilleurs éléments de produire de bons effets. C'est ce que reconnaît Montesquieu, quand il proclame que la vertu est nécessaire dans les républiques[2]. C'est, au

[1] I, 4, 6. — [2] *Esp. des Lois*, III, 3. On peut voir encore ce qu'il dit de l'esprit général du peuple, XIX, 8.

contraire, ce qui a échappé aux politiques du XVI[e] siècle, Machiavel et Guichardin. En général, ils s'imaginent remédier aux vices du gouvernement par des expédients plus ou moins ingénieux, par des pondérations longuement calculées des pouvoirs et des classes sociales. Ils cherchent à quel corps on doit confier la garde de la liberté, et quel moyen on doit employer pour la garantir [1]. Ils trouvent que les accusations publiques sont un frein pour qui serait tenté d'y porter atteinte [2]. Mais l'un approuve l'institution des tribuns et le jugement du peuple[3], l'autre réclame un tribunal de magistrats spéciaux conservateurs de l'état et de ses lois. L'un veut que le peuple ait le dépôt de la liberté; l'autre préfère le donner à l'aristocratie, tout en proposant d'en faire l'apanage de tous; et je crois que ce dernier sentiment est le plus voisin de la vérité. Mais d'abord, si le peuple est incapable de liberté, s'il n'en a pas le tempérament, malgré les entraves les mieux combinées, il se précipitera dans l'anarchie, puis se donnera des maîtres. Si au contraire il peut supporter de vivre libre, qu'on ne lui impose pas de tyrans, ou qu'on prenne garde qu'il n'en devienne un lui-même. Nommer des magistrats spéciaux chargés d'office de recevoir de tous indifféremment les accusations publiques et de punir les calomniateurs, c'est leur donner le plus puissant instrument d'arbitraire, c'est en faire des inquisiteurs d'état, et l'on sait ce que ce nom rappelle. Attribuer au peuple le jugement de ces accusations, et la punition des calomnies, c'est, comme le dit Montesquieu, le rendre juge et partie dans sa propre cause, c'est établir en réalité l'injuste loi de l'ostracisme. Quelle solution trouver ici? Les circonstances sont trop variables pour qu'on puisse en indiquer une qui soit absolue. Je me contente de signaler celle que Montesquieu vante au chapitre déjà cité [4], et j'y renvoie le lecteur. Mais d'où viennent les erreurs des politiques du XVI[e] siècle? D'une notion inexacte de la liberté. Dans l'antiquité et de leur temps, on l'aimait, il est vrai, mais sans la connaître véritablement. C'est une possession si belle et

[1] *Disc. sur T. L.* I, 5. — [2] *Id.* I, 7. — [3] Voir ce qu'en dit Montesquieu *Esp. des Lois,* VI, 5. — [4] *Esp. des Lois,* XI, 6.

si naturelle à l'homme qu'elle attire toutes les sympathies, excite tous les désirs. Mais on la confondait, comme le dit si bien Montesquieu[1], avec mille choses qu'elle n'était pas. La liberté n'est pas le pouvoir de telle ou telle classe; elle n'est pas seulement tel ou tel privilége d'intervention dans le gouvernement. Elle est le droit d'agir conformément au devoir et à sa capacité, sans contrainte aucune, soit pour obliger, soit pour défendre, dans ce qui ne regarde pas le respect de la justice, enfin sans être jamais inquiété pour avoir soutenu ce que l'on croit le vrai, si l'on ne blesse point la liberté des autres. Montesquieu l'a connue parce que son temps lui en avait présenté l'image. Sa gloire est de l'avoir décrite le premier avec le plus de force et d'exactitude.

Mais si cette notion fondamentale fait défaut, à quoi serviront les constructions les plus habiles, et les expédients les plus recherchés? Que l'on confie le pouvoir au peuple avec Machiavel, que l'on établisse un gouvernement mixte avec Guichardin, si l'habitude, les mœurs de la nation, et un certain branle donné depuis longtemps ne soutiennent pas l'état, sans une vraie liberté, on est bientôt menacé du désordre ou de la tyrannie.

Je viens de parler du gouvernement mixte, Guichardin nous propose en effet ici sa réforme[2]. Il voudrait que le prince fût élu à vie, et que son autorité fût limitée; qu'un sénat composé de membres des diverses familles nobles, accessible d'ailleurs à tous ceux que distinguent leur naissance, leur fortune ou leur sagesse, délibérât de tout, et préparât les lois votées par le peuple auquel on interdirait toute discussion publique des mesures proposées. On voit bien de quel côté penchent néanmoins ses désirs. Le prince et le peuple sont ingrats, dit-il, et le peuple plus encore; le peuple est plus sujet à se tromper, et il souhaiterait que la part principale fût donnée à ce sénat, rêve de sa carrière qu'il ne put jamais réaliser. Mais que sera le prince dans ce système? Si l'hérédité ne vient pas au moins procurer aux siens un éclat et un respect capables de le dédommager de son rôle presque passif, quel citoyen acceptera sans arrière-pensée

1 *Esp. des Lois*, XI, 2. — 2 *Considerazioni*, I, 2.

d'ambition ces fonctions dénuées d'importance réelle? Si le peuple ne peut discuter librement ce qu'on lui propose, pourra-t-il s'éclairer, et son suffrage ne sera-t-il pas une pure cérémonie jusqu'au jour où il reprendra par la violence le droit de parler et de censurer? Machiavel voyait mieux en nous montrant le gouvernement mixte s'établissant peu à peu et par la force des choses. Mais Guichardin était tourmenté par le spectacle de ce qui se passait sous ses yeux. Il ne pense en réalité dans tous ses plans qu'à Florence et à lui-même ; il se souvient des outrages dont on l'a poursuivi en 1527, et déclare que celui qui rétablirait l'ordre par la force pour déposer ensuite le pouvoir serait le bienvenu [1]. Mais les Lycurgue, les Solon, les Doria et les Whasington sont rares. Guichardin sait bien lui-même qu'une fois qu'on a goûté de la douceur d'être le maître on n'y renonce pas facilement [2]. Alexandre et Cosme de Médicis ont à deux reprises trompé ses espérances; et d'ailleurs ne l'eussent-ils pas fait, je ne sais si Florence dans sa situation, au milieu de l'Europe en armes, eût alors pu se maintenir, comme il le voulait, en conservant ce système d'inégalité entre les hommes et les villes qu'elle avait emprunté aux anciens. La transformation immédiate et spontanée n'était pas possible non plus, et les projets de Guichardin étaient de son temps condamnés à la stérilité comme sa patrie à la servitude.

§ 2. RICORDI POLITICI ET CIVILI.

Les *Ricordi politici et civili*, qui viennent après les *Considerazioni* dans le premier volume des Œuvres inédites, ne sont pas une publication entièrement neuve. M. Canestrini nous donne quatre cent trois articles tirés du manuscrit autographe, et divisés en deux parties qui se répètent en quelques endroits, malgré de légères modifications. Ils ont été écrits à différentes époques,

[1] I, 10. — [2] *Ricordi*, 17.

mais copiés et recopiés de la main de Guichardin en 1525, 1528, 1529, et même en 1530 et 1531, avec des additions toujours nouvelles. Un assez grand nombre des sentences qui sont réunies sous le titre de *Ricordi* était connu dès la seconde moitié du XVI[e] siècle. Mais elles ont été souvent mutilées par les éditeurs ou les compilateurs pour des raisons diverses. Tantôt la prudence et la crainte de blesser des susceptibilités politiques ou religieuses ont fait adoucir la crudité de certaines maximes ; quelquefois la pensée mal comprise et corrigée a reçu un sens tout différent de celui auquel songeait l'auteur. Enfin le choix même que l'on faisait parmi les expressions différentes de ses sentiments en dénaturait l'esprit général. La première édition qui en parut fut celle de Corbinelli qui vivait en 1576 à Paris, à la cour de Catherine de Médicis. Ensuite viennent celles de Sansovino à Venise en 1578 et de Remigio Fiorentino en 1582. Leur collection comprenait environ cent cinquante articles. Lodovico Guicciardini, neveu de l'auteur, et qui lui-même écrivit les *Commentaires de Flandre et des Pays-Bas* en rassembla deux cent publiés à Anvers en 1585, et dédiés au duc de Parme, Alexandre Farnèse. Cinelli, dans sa Toscane littéraire, ouvrage manuscrit déposé à la bibliothèque Magliabecchi, nous apprend que les Ricordi livrés à la publicité furent extraits d'une copie donnée par complaisance à Flavio Orsini par un petit fils de Luigi frère de l'auteur, et que la famille en vit les éditions avec déplaisir. On se contenta jusqu'au commencement de ce siècle de reproduire la collection de Sansovino et de Remigio. Le professeur Rosini lui-même n'y ajouta rien. M. Canestrini, à qui j'emprunte tous ces détails[1], a pu enfin mettre sous nos yeux la totalité des sentences, et il nous est permis de juger si elles méritent l'épithète flatteuse d'*aurei*, et l'enthousiasme que professent pour elles ceux qui leur ont attribué ce titre, ou les reproches et les attaques des détracteurs de l'historien, entre autres de Pitti qui a fait un ouvrage exprès pour diminuer sa gloire.[2]

[1] Préface du 2e volume des Œuvres Inédites. — [2] L'*Apologie des Capucci* que j'ai citée. Archivio Storico, T. IV, part. 2; voy. p. 291, 292, 335, 303, ce qu'il dit des *Avvertimenti aurei*.

On ne peut s'empêcher tout d'abord de remarquer la forme de l'ouvrage. Elle est un indice immédiat des qualités ou des faiblesses de l'esprit de l'auteur. Or nous avons ici la quintessence des vues de Guichardin sur la politique. Son traité *del Reggimento* a un objet tout particulier. C'est une application au gouvernement de Florence du fruit de son expérience et de ses réflexions. Mais les Ricordi contiennent, sous la forme la plus générale, les principes qui l'ont guidé, et dans lesquels se sont résumés les mobiles de toute sa vie. Machiavel, voulant rassembler les résultats de ses observations, a systématisé autant qu'il l'a pu ses opinions, et ce travail a produit le Prince et les Discours sur Tite-Live. Il est possible, surtout dans le premier de ces écrits, de trouver un certain ordre selon lequel s'enchaînent les pensées et se suivent les chapitres. Guichardin s'est contenté d'énoncer des sentences détachées qui témoignent d'une pratique assidue des affaires, mais qui n'ont pas une portée philosophique véritable, ni un lien étroit qui les unisse. Il ne les considère pas lui-même comme un monument de la science politique; il n'a voulu écrire qu'un manuel qu'il faut relire souvent et presque apprendre par cœur, pour en avoir la mémoire fraîche[1]. C'est un formulaire commode dans un grand nombre de circonstances; ce n'est pas une direction générale de la pensée. Il ne remonte pas aux premiers principes, il ne descend pas aux dernières conséquences; il écrit tout ce qui s'est présenté à lui; tout ce qu'il a eu l'occasion de voir et d'imaginer; il s'en réfère pour les cas qu'il omet[2] à la discrétion et à l'expérience, sans indiquer de règle à suivre, ou de déduction nécessaire à faire passer de la théorie à l'application.

Cependant il touche à tous les sujets; il aborde plus ou moins profondément toutes les questions, souvent avec une sagacité et une vigueur remarquables, quelquefois en proposant des solutions que ses intérêts particuliers ou le besoin de justifier sa conduite contribuent à déterminer.

Parmi ces maximes, il en est qui ont rapport aux idées géné-

1. *Ricordi*, 9, 210. — 2 *Id.* 257.

rales sur lesquelles reposent toute philosophie et toute politique. La religion, le gouvernement de l'Église ont aussi leur tour, ainsi que la constitution Florentine. Ce qui domine toutefois ce sont les remarques sur la manière dont les princes exercent ou doivent exercer le pouvoir, les préceptes utiles aux généraux d'armée, aux chefs de partis, aux agitateurs, ou à ceux qui veulent empêcher les révolutions. Quelques sentences morales viennent s'y joindre; enfin certaines observations sur l'économie domestique, sur les obligations qu'impose une famille nombreuse, sur les rapports qu'il est bon d'établir entre ses parents et ses amis, justifient en partie la qualification de *civili* ajoutée au premier titre des *Ricordi*. Pour apprécier le recueil entier, il faut essayer de mettre quelque ordre dans la confusion peut-être préméditée qu'a laissée régner l'auteur. Je commencerai par les considérations les plus générales et celles qui regardent les sujets de l'ordre le plus élevé.

J'ai déjà signalé sa croyance à la force de la destinée; il y revient à deux reprises dans les *Ricordi*: *volentes ducunt, nolentes trahunt fata*, dit-il[1], en y ajoutant cette vue singulière que le monde est un cercle où les mêmes événements se reproduisent sans cesse sous d'autres noms[2]. La sagesse de Dieu est mise par lui hors de cause[3]; c'est un abîme où nous ne pouvons pénétrer; et il n'est pas bon de la faire intervenir dans les raisonnements sur les affaires humaines. Devrions-nous donc alors au moyen de l'expérience et de l'histoire apprendre à nous guider, sans jamais commettre d'erreur? — Non, répond-il, nos jugements sont courts; nous ne savons pas embrasser d'un coup d'œil d'ensemble tout le détail infini des affaires[4]; aussi le cours des choses nous échappe[5], et nous sommes livrés à la fortune qui a une si grande puissance sur tout ce qui nous concerne[6]. L'avenir devient pour nous incertain, et prétendre le deviner, c'est s'exposer à mille mécomptes[7]. Mais le désir que nous avons de le connaître nous rend le jouet des astrologues.[8]

1 138, 302. — 2 76, 336. — 3 92. — 4 69, 114, 137, 337, 392. — 5 362.
6 30, 31, 85, 274, 360. — 7 23, 58, 114, 284. — 8 57, 207, 367.

La science est possible malgré les défaillances de notre esprit, et quand elle se joint à un cerveau ferme, elle rend les hommes presque divins. Mais combien de fois a-t-elle gâté les gens médiocres[1]. Ajoutez à cela que la pratique et la théorie sont deux choses bien différentes[2], et que tel a l'intelligence des évènements, sans avoir le talent de se conduire au milieu d'eux. Que faut-il donc faire pour éviter l'erreur[3]? Mûrir son expérience[4], et surtout ne pas se payer d'espérances chimériques. Le parfait n'existe pas pour nous; le bien suffit, même le bien relatif, pour diriger le monde. [5]

Quant aux sciences qui se vantent de régler les hommes, la philosophie et la théologie, elles s'occupent de choses au-dessus de la nature, et servent plus à exercer les esprits qu'à trouver la vérité[6]. J'ai dit précédemment combien Guichardin faisait peu de cas de l'astrologie. La médecine est selon lui un art dans son enfance; elle ne sait guérir que les maux ordinaires et peu dangereux; mais les médecins, sûrs que leurs erreurs ne pourront se prouver, traitent le corps humain comme un sujet quotidien d'expérience. Le médecin est un animal détestable sans conscience et sans respect[7]. La jurisprudence n'est qu'une science confuse, un amas d'autorités, où la raison disparaît étouffée sous les livres, un travail de *facchini* plutôt que de doctes. [8]

L'histoire est une science conjecturale[9]. S'il est difficile de connaître au juste ce qui se passe de notre temps, à combien plus forte raison est-il malaisé de savoir ce qui s'est passé jadis; sans compter que les anciens historiens, ne songeant pas à la ruine successive des cités, ont négligé de nous dire mille choses qui de leur temps étaient sues de tous.

Guichardin professe donc une sorte de scepticisme à l'égard de toutes les sciences. Il veut que l'on s'attache à l'expérience personnelle[10], aux exemples que l'on a sous les yeux[11]; il veut que l'on essaie de se faire sur les choses un point de vue général[12]; mais combien cela offre de difficultés ! L'homme sans doute veut

[1] 47, 137. — [2] 35. — [3] 108. — [4] 10. — [5] 120. — [6] 125. — [7] 206 — [8] 208. — [9] 141. — [10] 10. — [11] 115. — [12] 155.

naturellement le bien [1]; mais que de circonstances contribuent à le rendre mauvais et à troubler son esprit ! Fragile [2] comme il l'est, il lui faut des punitions pour le contenir, des récompenses pour l'exciter. Ce n'est pas que le juste n'existe, indépendamment de la sanction qu'il reçoit parmi nous [3]; Guichardin le reconnaît implicitement en avouant qu'au milieu des honneurs et du succès, il manque à l'âme une satisfaction qu'ils ne peuvent lui donner [4]; mais cette vue n'est chez lui qu'un éclair. Sans être aussi absolu que Machiavel qui proclame la méchanceté du genre humain et sa sottise, il insiste sur les causes de nos erreurs et de nos faiblesses. Le bien, nous l'aimons, mais nous ne le jugeons guère que d'après nous-mêmes [5]. Notre esprit court, facile à lasser, ne sait pas saisir le vrai des évènements [6]; la prospérité l'émousse [7]; l'adversité l'accable; une foi aveugle, un espoir insensé l'exaltent [8]. Les causes [9], la durée [10], tout lui échappe; et dans ce monde, la formule suprême, c'est que rien n'est absolu, tout est relatif [11]. Cette philosophie n'est pas neuve, ni profonde; mais elle explique la conduite vacillante de Guichardin; elle nous révèle la conception imparfaite qu'il avait du vrai, l'attachement qu'il lui gardait au fond du cœur, et les infidélités, pour ainsi dire, dont il se rendait coupable à son égard. Ce qui fait qu'il est plus honnête et qu'il a moins de génie que Machiavel, c'est qu'il n'y a point chez lui de système en contradiction avec les tendances naturelles de l'âme. Il obéit aux circonstances et non à une théorie impitoyable.

De cette philosophie se tire sa formule politique. Si l'on ne peut pas dire que le vrai soit inaccessible, mais s'il est presque impossible de le déterminer, le monde appartient au petit nombre qui en approche. Tout dépend de quelques hommes [12], dit-il; en conséquence il faut que ce petit nombre gouverne. Guichardin sera donc le soutien du parti aristocratique.

Sans être matérialiste comme Machiavel, il n'est pas dévot, ni ami de la papauté. J'ai déjà cité quelques-unes de ses pensées

1 135, 161, 226. — 2 134. — 3 145, 146. — 4 15, 16. — 5 122. — 6 211.
7 164. — 8 1. — 9 114, 137. — 10 34, 325. — 11 6. — 12 97, 292.

sur Luther. Il y en a d'autres dans les Ricordi sur la religion en général, les prières et les œuvres, les dévotions particulières, les miracles. Ne combattez jamais contre la religion, dit-il; c'est une chose qui a trop de force dans les esprits vulgaires [1]. Trop de religion gâte le monde, affaiblit et trompe les esprits [2]. Guichardin se défend d'attaquer la foi chrétienne [3]; mais s'il lui conserve un respect d'habitude et de contenance, il n'est pas enflammé pour elle de l'ardeur qui fait les vrais croyants. C'est un esprit libre, raisonneur et politique ; il méprise les dévotions particulières excessives, et ne les croit guère efficaces [4]. Les œuvres lui paraissent bien supérieures aux oraisons et aux austérités [5]. Il ne veut pas qu'on prêche les difficultés de la foi [6]. Il ne croit pas que les miracles prouvent beaucoup, et à son gré de bonnes raisons vaudraient mieux que des prédictions et d'autres événements prodigieux du même genre [7]. Son langage est encore moins mesuré quand il s'agit des prêtres [8]. Leur ambition, leur avarice, leur mollesse le révoltent. Il ne parle de leurs vices qu'avec colère et désire leur ruine. L'ambition insatiable des papes, dit-il, ne peut se contenir; s'ils deviennent maîtres de Ferrare, ils voudront prendre la Toscane [9]. Ce sont là des sentiments singuliers chez un serviteur assidu des papes, et lui-même le remarque [10]. Mais c'est une des contradictions du génie italien de haïr la papauté, de ne pouvoir s'en passer et même de la servir. Elle a dans son gouvernement des parties trop blessantes pour que ceux qui la voient de près n'en soient pas heurtés; elle est trop italienne, elle donne à l'Italie une suprématie trop réelle, pour qu'elle n'en soit pas soutenue. Enfin ce condottiérisme que j'ai déjà remarqué dans Guichardin le maintient sous ses drapeaux, une fois qu'il s'est engagé. Pourtant ce qu'il signale partout, c'est l'ingratitude de l'Eglise à l'égard de ses meilleurs serviteurs [11]; il l'avait éprouvée personnellement, et il résume sévèrement son impression dans cette

[1] 253. — [2] 254. — [3] 254. — [4] 124. — [5] 149. — [6] 357.
[7] 123. Particularité singulière, il croit aux esprits familiers, 211. M. Villari (*Storia di Girolamo Savonarola*) attribue cette croyance à l'influence du néoplatonisme de Marsile Ficin. — [8] 28. — [9] 332. — [10] 346. — [11] 3, 251.

phrase du *Ricordo* CCXXVI où parlant des trois choses qu'il a désiré de voir avant de mourir il ajoute: *liberato il mondo della tirannide di questi scelerati preti.*

Le gouvernement de Florence a fourni à Guichardin plus d'une de ces réflexions qui composent le recueil des *Ricordi* Il admire sa patrie d'avoir conquis le domaine qu'elle possède au milieu des difficultés que lui suscitaient les belliqueuses populations de la Toscane et la puissance ecclésiastique qui la borne presque de tous les côtés [1]. Mais il regrette avec Pétrarque de trouver en ses concitoyens plus de vivacité et d'esprit que de maturité [2]. Ce qui a fait la gloire de Florence dans les arts, ce qui lui a donné une vie si active au moyen âge l'a empêchée d'asseoir solidement sa constitution. Quelle forme, en effet, faut-il préférer? Toutes ont leurs inconvénients et leurs défauts[3]. Surtout ce qu'il y a de choquant (et ici Guichardin parle presque comme Montesquieu) c'est que chacun croit que la liberté consiste à gouverner [4]. L'État populaire est considéré par de sages citoyens comme le moindre mal [5], et pourtant insatiable de liberté, le peuple est vraiment un fou, un monstre plein de confusion et d'erreur [6]. Il ne sait pas comprendre les affaires, il faut les lui diviser et perdre un temps précieux à de petites manœuvres de parti [7]. Quand il est le maître c'est le règne des envieux et des ignorants[8]; toutes les supériorités le blessent et l'offusquent, et cependant connaît-il la justice véritable, lui qui se proclame surtout amant de l'égalité [9]? A Florence les partis se sont toujours donné l'impunité, quand ils ont été les plus forts, et cette coutume a éternisé les troubles[10]. Pour que l'égalité subsiste, il faut non pas que l'on ne puisse avoir plus de réputation et d'habileté; mais qu'on puisse perdre sa place si la justice l'exige [11]. Toutefois le désir des richesses et la pauvreté du plus grand nombre entraînent toujours les révolutions[12], et les prêcheurs de liberté ont beau jeu, quoiqu'ils ne suivent que leur intérêt particulier sous couleur de l'utilité publique. [13]

1 353. — 2 403. — 3 354. — 4 109. — 5 227. — 6 335, 345. — 7 197.
8 400. — 9 365. — 10 177. — 11 233. — 12 241.
13 328. Pitti reprend vivement Guichardin de cette maxime; Balbo l'approuve traire dans ses *Pensieri*, p. 43.

Qui voudrait établir un gouvernement aristocratique pur à l'exemple de celui de Venise commettrait une grave erreur. Cet état n'est point naturel à Florence[1]. Deux formes de constitution y ont seulement quelque chance de succès : la république à cause des espérances qu'elle fait concevoir ; la suprématie des Médicis, à cause de la tradition, des intérêts qu'elle contente et de l'appui qu'elle a presque nécessairement de Rome. La tentative que l'on a faite en nommant Soderini gonfalonier a prouvé quelle devait être l'issue de toute autre direction. Mais il est une classe digne d'attention, ce sont les grandes familles bourgeoises semblables à celle des Guicciardini ; elles n'ont pas contre elles les souvenirs de la guerre du premier peuple ; et en même temps elles présentent par leur richesse, leur considération, la valeur de leurs membres, plus de garanties que le peuple[2] ; cependant il y a plus de probabilités pour la chûte que pour la conservation de la république[3], et les espérances fondées sur le peuple sont bien vaines, parce que les esprits ne savent pas se contenir[4] ; ils veulent toujours plus de liberté, et bientôt on tombe dans la licence qui tous les jours rend plus imminente la tyrannie[5].

La tyrannie, tel semble devoir être le destin de Florence aux yeux de Guichardin ; non pas qu'il l'aime ; il voudrait, pour emprunter à Nerli une expression qu'il applique au père de l'historien, Piero Guicciardini, *allargare lo stato*, en obligeant le chef de l'état à s'appuyer sur les grandes familles bourgeoises qui feraient contrepoids. Mais il faut qu'il vive et qu'il agisse ; et en conséquence, il nous dira quelque part quelle conduite il convient de tenir sous les tyrans.

Ceux dont il s'agit n'avaient pas du reste été, au moins à l'époque où il écrit, vers 1528, bien terribles ni bien habiles. Ils n'ont pas compris que la violence était le plus solide fondement de leur pouvoir ; ils ont voulu gouverner populairement ; ils ont mis leurs sujets dans un état trop voisin de la liberté ; ils ont trop peu tenté d'associer une partie de l'aristocratie à leur domination ; et d'abord ébranlés, ils ont en un moment succombé[6]. Ils de-

[1] 20, 212, 377. — [2] 333. — [3] 231. — [4] 378. — [5] 188, 397. — [6] 21, 203, 370, 402.

vaient le prévoir ; car en temps de révolution la possession est un faible avantage contre l'emportement des esprits[1]. Ils auraient dû prévenir, s'attacher des hommes qui ne demandaient pas mieux que d'accepter le fait accompli, pourvu qu'on leur fît une part honorable dans le gouvernement. En effet, la violence est à l'origine de tous les états[2]; et l'on est intéressé à ne pas changer, quand on a une situation tolérable, à cause des compagnons que l'on se donne[3]. Et qu'importe le nom de celui qui gouverne ? Si les prétendus partisans du peuple doivent être tyrans à leur tour, mieux vaut garder les premiers[4]. Ce qu'il faut, c'est ne pas être banni, ne pas s'exposer à vivre au dehors, sans réputation, sans ressources, à mendier sa vie[5]. Le bon citoyen peut s'accommoder avec le tyran, s'il ne dépasse pas les bornes, et même sa présence et sa participation aux affaires modèreront les effets du principe vicieux de la constitution[6]. Toute cette théorie est une justification de la conduite qu'a tenue l'auteur. Faut-il l'adopter avec lui ? La liberté, malgré ses malheurs, n'est-elle pas le bien le plus désirable, et l'insistance, avec laquelle Guichardin revient sur cette pensée, n'est-elle pas la preuve du combat qu'il se livrait à lui-même? Je le crois. Je le crois en me rappelant ce qu'il dit des nécessités où l'on se trouve malgré soi, et si en réalité, il n'aimait pas le peuple, il n'aimait pas non plus la tyrannie ; il eût préféré cet état mixte où un grand personnage, avec ou sans titre officiel, gouverne, aidé de l'élite incessamment renouvelée des citoyens ; et je veux voir sa pensée véritable à l'égard des tyrans, dans cette parole que j'ai déjà citée, où il déplore son infortune d'avoir assisté à la chûte de sa patrie.[7]

Cette première partie des Ricordi est pour nous la plus intéressante à cause des renseignements qu'elle nous fournit sur les idées, les sentiments secrets, les incertitudes de l'auteur. Nous sommes curieux de ces recherches qui nous font pénétrer dans une âme ; il y a là une psychologie historique qui nous attache et

[1] 369. — [2] 317. — [3] 243, 275, 380. — [4] 276. — [5] 379. — [6] 98, 99, 100, 101, 103, 120, 224, 228, 301, 304, 305, 330, 401. — [7] 189.

nous émeut. J'imagine qu'au XVIe siècle il en était autrement. On analysait beaucoup moins qu'on n'agissait, à la guerre, en politique, en religion. Tout se passait en coups de main et en coups d'état. Aussi ce qu'on devait goûter dans Guichardin, ce qu'on imprima à diverses reprises, c'est plutôt la série de préceptes dont je vais parler maintenant. Dans ce siècle où l'on réduisait tout à l'instant même en principes d'action, où la morale se mettait en quatrains, on dut être charmé de ces alinéas brefs, rapides, nerveux, comme on en peut compter beaucoup dans les *Ricordi*. Toutes les matières d'état y sont traitées non pas *ex professo*, mais sous une forme qui se retient aisément et se grave dans l'esprit.

Les princes y paraissent avec leurs qualités, leurs défauts, leurs erreurs, leurs habiletés [1]. D'abord, dit-il, ils sont faits dans l'intérêt du peuple, et non pour eux-mêmes. Pourtant ils l'oublient souvent. Mais qu'ils y prennent garde; leur égoïsme nuit souvent à leur puissance, leur légèreté aliène leurs ministres; leur ambition excessive les perd, témoin le duc Ludovic Sforza, qui, pour désirer l'Italie, a perdu même Milan [2]; leur avidité leur fait tort. Ainsi le duc de Ferrare commet une faute en monopolisant le sel et diverses autres denrées; il doit laisser le peuple faire ce qui est de son emploi, le commerce [3]. La puissance avec la terreur qu'elle inspire doit satisfaire les princes [4]; s'ils ont d'ailleurs besoin de précautions, qu'ils en usent, mais sans excès; ainsi dans les négociations s'ils veulent tromper leurs adversaires, il peut être bon de commencer par tromper leurs propres ambassadeurs; leurs paroles en paraîtront plus franches et seront plus capables de faire naître la confiance [5]. Guichardin recommande une pratique de Ferdinand-le-Catholique, utile aux souverains absolus. C'est d'essayer le jugement de l'opinion sur leurs actes, en faisant courir le bruit qu'une mesure sera prise, et en la désavouant, si elle ne semble pas favorablement accueillie [6]. Il recommande aux princes et aux états qui sont fai-

[1] 165, 170, 172, 173, 306, 314, 315. — [2] 329. — [3] 93, 316. — [4] 40.
[5] 2, 153, 245. — [6] 273.

bles de ne point rester dans une neutralité qui leur attirera le courroux du vainqueur quel qu'il doive être. [1]

Il y a aussi des préceptes sur la manière de se conduire avec les princes; il faut être ferme avec eux, ne pas être comme un instrument dans leurs mains [2]. Guichardin nous dit qu'il a dû sa faveur surtout à ce qu'il agissait comme s'il n'avait jamais redouté de perdre son poste, cherchant le succès au risque de désobéir à qui l'employait. Pourtant il faut auprès d'eux de l'assiduité, de l'exactitude, de la probité. Le métier de subordonné est difficile. C'est aux ministres qu'on attribue les fautes des princes, en même temps qu'ils ont à supporter tout le poids du gouvernement [3]. Qu'ils observent donc les habitudes et les goûts de leurs maîtres [4]. Point de révolutions, point de conjurations [5]; elles échouent le plus souvent [6], n'aboutissent qu'à des changements de personnes; et celui qu'on élève devient votre ennemi [7]. Il ne faut point compter sur le peuple [8]; il tourne à tout vent; c'est un troupeau qu'on mène, et que contient toujours la terreur qu'inspire la puissance. Un général, un gouverneur ne doit pas être trop sévère; une fois le calme rétabli par l'exemple de la punition, il faut souvent fermer les yeux, et, selon l'expression du politique florentin, *punir à quinze sous par livre* [9]. A verser le sang trop cruellement, on irrite ceux que l'on touche, et ceux-mêmes qui n'ont rien à souffrir [9]; on mécontente et on desespère les peuples [10]; alors il n'est plus possible de les arrêter; pris entre eux et les souverains on est toujours sacrifié.

Que de précautions, que de qualités sont nécessaires au politique achevé [11]! La dissimulation, d'abord; la discrétion: point de lettres, peu de discours; c'est une partie sérieuse que l'on joue, dans laquelle il faut garder tout son sang froid, toute sa présence d'esprit. Circonspect, prévoyant, ferme, l'habile homme doit savoir prévenir l'ennemi, gagner du temps, ne pas se laisser emporter par un excès d'espoir; qu'il saisisse l'occasion,

[1] 237, 238. — [2] 90, 356, 359. — [3] 170. — [4] 128. — [5] 19, 20. — [6] 52, 53.
[7] 121. — [8] 41, 175, 341. — [9] 46, 260, 342. — [10] 131.

[11] Pour ceci, je ne cite pas en particulier. Il n'y a guère de maximes où ces règles générales ne soient exprimées.

abatte son ennemi et lui pardonne ; cela est utile souvent. En tout cas qu'il mène jusqu'au bout, et avec fermeté, l'entreprise commencée. On a vu les états les plus désespérés durer longtemps, et donner au secours le temps d'arriver. Ce qui est le plus sûr, c'est de bien voir quel est le plus fort, et de se tenir de de son côté [1]. C'est ainsi qu'on réussit. Mais il faut bien juger, et le bon jugement est ce qu'il y a de plus précieux selon Guichardin [2]. Il vaut mieux que le talent ; il est le fondement de l'expérience. Enfin qu'on ne s'arrête pas de peur de ne jamais atteindre le but. La vie est assez longue à qui sait l'employer. [3]

L'auteur nous donne aussi ses sentiments sur l'ambition, la richesse, la fortune, le courage la réputation, l'honneur. L'ambition est légitime, dit-il, lorsqu'on se sent une valeur réelle ; il ne faut la condamner que lorsqu'elle n'est pas justifiée. La richesse est un puissant levier dans les entreprises ; pourtant il ne faut pas la chercher uniquement ; l'honneur doit passer avant elle, et une sage économie en tient lieu ; c'est une recommandation sur laquelle Guichardin insiste [4]. Il ne faut pas dépenser sur ses recettes présumées, dit-il [5] ; il faut savoir la valeur des choses. Son père lui avait enseigné ces sages préceptes, où l'on reconnaît l'influence de l'esprit de commerce qui domine chez tous les Florentins. Ce qui doit être désiré surtout, c'est la réputation ; elle avance les hommes et les fait réussir ; d'ailleurs la louange est par elle-même une des meilleures récompenses du succès. Toutes ces maximes sont tournées vers la politique. Il en est de même de celles qui regardent les amis et les parents [6]. Leur utilité est grande dans une ville ou sous un prince ; il faut apprendre à les ménager, les entretenir, les soutenir à son tour, pour s'en faire au besoin des appuis. Les enfants eux-mêmes peuvent devenir des moyens d'asseoir sa position. Ainsi, deux fois il recommande de choisir avec attention des maris pour ses filles, et donne une règle de modération, mais de calcul, dont il convient d'user en pareil cas. [7]

[1] 174, 176. Mot que Pitti a bien reproché à Guichardin. *Apol. de' Capucci*. Archivio Storico, T. IV, part, 2, p. 363. — [2] 382. — [3] 145, 320.
[4] 45, 55, 384, 385, 386. — [5] 56, 78. — [6] 14, 87, 266. — [7] 106, 388.

Énumérer tous les préceptes contenus dans les *Ricordi* serait infini. J'en omets un grand nombre qui, malgré leur généralité, ont évidemment un rapport plus ou moins direct à la vie de l'auteur. Mais quelle est la conclusion que le lecteur tire lui-même de sa lecture? L'instruction qu'on y acquiert est-elle considérable? J'ose dire que non. Guichardin montre encore mieux que Machiavel l'inanité de la politique prise comme science indépendante de la morale. Il a fallu tout le génie du Secrétaire Florentin pour construire son système; encore repose-t-il sur de légers fondements, et un examen attentif en fait-il évanouir l'artifice. Mais traitée par des esprits moins puissants, la doctrine ne peut prendre corps. Elle se disperse en une multitude de maximes détachées, sans lien, ni suite, qui souvent même se contredisent. On admire l'expérience des Italiens de cette époque; on s'émerveille de leur talent d'observation; on apprend des recettes utiles dans quelques cas, mais dont l'application n'a rien d'infaillible ni d'absolu. La conclusion la plus vraie, et le précepte le plus important est qu'il faut avoir un bon jugement [1], et se rendre attentif. Mais que reste-t-il en outre à remarquer que l'événement ne démente presque aussi souvent qu'il le confirme? Le recueil de Guichardin est donc intéressant au point de vue historique; c'est un témoignage curieux de l'importance exagérée qu'on accordait à la science des expédients en politique; mais son avantage réel est peu de chose; et à côté de Machiavel, il ne méritait pas le titre pompeux qu'il a reçu de l'enthousiasme des fanatiques de la politique italienne.

Le mérite littéraire des *Ricordi* est hors de toute contestation. Parmi ces maximes, plusieurs ont retrouvé une place dans son histoire. C'étaient comme les pièces d'une mosaïque qu'il préparait à l'avance, se réservant d'en raviver ou d'en éteindre un peu la nuance, selon le lieu qu'elles occuperaient, mais les polissant déjà et leur donnant tout l'éclat qu'elles étaient capables de recevoir dans leur isolement. Les autres sont ces lueurs vives et soudaines qui brillent à l'esprit, et qu'il avait soin de

[1] 232.

fixer aussitôt pour n'en pas perdre la valeur. Dans les deux cas on a un témoignage de la spontanéité du talent de Guichardin, de son aptitude à perfectionner sans cesse le premier fruit de son intelligence et les *Ricordi* font honneur à sa patience laborieuse. Ils ont aussi la qualité des pensées détachées en général. Libres d'un entourage qui en change l'esprit et en dénature le fond par l'application, elles peuvent s'arrondir à l'aise ou laisser étinceler leurs facettes qui attirent l'attention et piquent la curiosité. Dans d'autres moments, traduction soudaine des sentiments de l'homme, elles trahissent plus directement son âme qu'une œuvre plus apprêtée et plus soumise à l'observation des règles de l'art. L'âme y vibre en quelque sorte avec toutes ses affections. L'ambition, la colère, l'indignation, le mépris, le découragement, toutes passions dont fut possédé Guichardin, prennent un corps sous sa plume. C'est ici qu'il se livre à nous et qu'il cherche le moins à dissimuler ses mouvements. Il n'a même plus à garder les ménagements que lui impose la correspondance. Il croit parler pour lui seul et parle tout haut. Cette disposition ne lui a pas nui. La qualité la plus éminente des *Ricordi* n'est pas la finesse ou la délicatesse. Mais souvent la sentence a le sérieux et la gravité des maximes antiques, sans la même élévation, je l'accorde, mais avec une profondeur triste, un accent chagrin et morose qui leur donnent une véritable originalité.

Les *Ricordi* peuvent prendre rang parmi les meilleurs recueils de la même espèce. Ils portent le cachet du temps, sont surtout politiques, parce qu'ils sont écrits à Florence, dans la ville des méditations sur le gouvernement et au XVIe siècle, où la science dont ils traitent occupe surtout les esprits. Mais une fois la donnée première acceptée, on peut les prendre comme un modèle du genre. Sous les formes et avec les noms divers qu'ils avaient reçus, ils étaient en possession déjà d'une estime reconnue. Le vrai texte ne doit qu'aider à confirmer l'arrêt prononcé, et si j'ai blâmé plus haut, au nom des principes, l'épithète trop magnifique dont on avait décoré les *avvertimenti*, j'imagine que c'est le mérite littéraire du recueil qui contribuait à aveugler ses apologistes, et qui servait en partie de passeport aux erreurs qu'il soutenait en morale.

§ 3. DEL REGGIMENTO DI FIRENZE. [1]

Le dialogue en deux livres intitulé *del Reggimento di Firenze* est l'œuvre politique la plus considérable de Guichardin. C'est le résumé de ses opinions sur le gouvernement de sa patrie, présenté sous une forme régulière. On y trouve un grand nombre des maximes et des développements qui ont déjà leur place dans les *Osservazioni* et les *Ricordi*. Mais ils sont repris et mêlés à un travail d'ensemble et de théorie, de théorie sur un cas particulier, je le reconnais sans peine, puisque j'ai déjà signalé l'espèce d'incapacité de l'auteur à se former des principes absolument généraux. Cependant nous avons ici, sous la forme la plus complète et la plus systématique, le meilleur de son esprit, la fleur de ses conceptions politiques, l'écrit en un mot sur lequel il faut surtout le juger pour lui donner un rang parmi les hommes d'état. Cet ouvrage a certainement été composé dans la meilleure période de sa vie, alors que mûri par les années et l'expérience des affaires, il n'avait pas encore été irrité par l'injustice ni aigri par les mécomptes de l'ambition. M. Canestrini croit que ce dialogue fut rédigé vers 1527 ou 1529, quand la chûte des Médicis et l'éloignement où le laissèrent les républicains lui firent une retraite et des loisirs forcés. Il le conjecture d'après l'examen des manuscrits qu'il a pu consulter [2]. J'aimerais mieux croire qu'il fut recopié vers ce temps là, mais que la composition en est un peu antérieure. Je l'imaginerais d'après un passage de la préface [3], où il dit que les Médicis sont plus puissants que jamais. En outre cela concorderait avec les intrigues que signale Varchi [4] et qui précédèrent la révolution d'avril 1527. Il s'agissait de forcer la main aux maîtres de Florence et de les obliger à compter avec ceux qui avaient concouru à leur élévation. On sait que Jacques Salviati, Vettori, Filippo Strozzi, Luigi Guicciardini, parents ou

[1] T. II des Opere Inedite. — [2] Ces renseignements sont tirés d'une note manuscrite que je dois à son obligeance. — [3] p. 4 du 2e vol. — [4] Lib. II.

conseillers principaux des Médicis, inclinaient plus ou moins vers une réforme de la constitution qui eût restreint ou du moins réglé leur pouvoir. Niccolò Capponi, qui fut un peu plus tard gonfalonier de justice, était le chef désigné du mouvement. Il est possible que l'on ait prié Guichardin alors gouverneur de Romagne, intimement lié avec tous, et l'esprit le plus sérieux du parti, de dresser une sorte de programme des changements qu'il faudrait introduire. La ligne de conduite qu'il propose et les jugements divers qu'il prononce pourraient le faire supposer, ainsi que le choix des personnages qu'il introduit dans le dialogue. Sa conclusion en effet est dans une certaine mesure négative, et conforme à la politique d'expectative et de conciliation qu'il pratiquait dans ce moment. Enfin avec Bernardo del Nero qui représente les partisans modérés des Médicis, et son père Piero Guicciardini [1], il a placé un Capponi et un Soderini. Or si Niccolò Capponi, était le principal citoyen qu'on pût mettre en avant dans cette circonstance, à côté de lui vient, comme représentant d'opinions plus populaires, Tommaso Soderini, dont la brouillerie avec Capponi fut en 1529 si fatale au gonfalonier et à la république. [2]

Quoi qu'il en soit de ces présomptions, le dessein de l'auteur n'est pas douteux. Il veut dans toute leur étendue exposer ses vues sur l'organisation de Florence. C'est suivant lui-même le projet idéal d'une liberté honnête [3]. M. Canestrini dans sa préface le loue fort, et lui attribue plus qu'à tout autre le désir de la liberté; il insiste particulièrement, dit-il, sur la nécessité d'une vertu civile qui manquait aux Florentins, je veux dire la modération dans l'exercice de la liberté. Il y a certaines réserves à faire sur ces éloges; mais néanmoins dans cet ouvrage, il paraît désirer autre chose que ce que l'on serait en droit d'inférer d'après sa conduite. Il l'a compris lui-même, et, vers la fin de sa préface (*Proemio*), il s'excuse de paraître ingrat envers les papes et les Médicis qui l'ont comblé de faveurs, et lui accordent encore toute leur confiance. Alléguant l'exemple de Xénophon, citoyen

[1] T. II, p. 18. — [2] Varchi, V, VI, VII, VIII. Segni II. — [3] *Proemio*.

d'Athènes, et d'Aristote, disciple d'Alexandre, qui n'ont pas présenté comme le meilleur gouvernement, l'un celui de sa patrie, l'autre celui de son disciple, il ajoute que la volonté et le désir des hommes sont souvent en contradiction avec leurs considérations sur les choses [1]. Il est attaché aux Médicis par leurs bienfaits; mais il voudrait quelque changement dans leur pouvoir, et l'amour de sa patrie, le besoin de la voir libre et heureuse doivent expliquer son livre.

Dans le cours de l'exposition, il est moins hostile aux Médicis qu'on ne pourrait le supposer d'après ce préambule. Le nom même de l'homme qui est comme l'Ariste du dialogue, c'est-à-dire, celui dont les raisons prévalent, en est une preuve. C'est Bernardo del Nero, ce gonfalonier qui en 1497 fut condamné à mort par le parti de Valori pour avoir connu sans le révéler le secret d'une conspiration destinée à ramener Pierre de Médicis dans Florence [2]. Il représente avec Piero Guicciardini, père de l'auteur, qui prit une part modérée à la révolution de 1494 et à la restauration de 1512, l'opinion la plus sage au gré de Guichardin, celle qui se rattachait à un compromis entre la liberté, ou du moins le pouvoir des grandes familles, quelques privilèges accordés au peuple, et la domination consacrée des anciens maîtres de Florence. Les interlocuteurs sont les deux chefs des partis opposés, Piero Capponi, le fougueux négociateur de 1494, la tête de la faction des *Ottimati*, et Paolantonio Soderini, l'un des principaux citoyens de la république, ami des mesures populaires.

Guichardin raconte ou suppose que son père, accompagné de Capponi et de Soderini, se rendit auprès de Bernardo del Nero à la campagne, quelques semaines après la fuite de Pierre de Médicis, et qu'entre eux la conversation s'engagea sur les affaires publiques.

Le choix de la forme du dialogue n'a pas été heureux pour Guichardin. Le dialogue exige une vivacité et une souplesse de

[1] T. II, p. 6. — [2] Pitti, *Apolog. de' Capucci; Storia Fiorent.* I. Nardi, II. Guicc. *Stor. d'Ital.* III, 6.

style extraordinaires. Le génie d'un Platon, celui d'un Cicéron sont nécessaires pour mener à bien une entreprise aussi difficile. Machiavel, malgré son talent dramatique, n'a pas osé présenter sous une telle forme ses plans et ses conceptions. Lui seul à cette époque était pourtant capable de courir un tel risque avec succès. Aussi Guichardin n'a guère réussi. Son esprit abondant et clair, mais habitué aux déductions logiques d'un raisonnement suivi, est hors d'état de reproduire les détours et les libertés d'une conversation, où les arguments se mêlent, se pressent, se répètent, se sous-entendent, mais ne peuvent se développer d'une façon unie et doctrinale. Son ouvrage est sagement composé ; les parties s'en distinguent facilement ; les personnages et les caractères que l'auteur cherche à leur attribuer sont désignés sans embarras. Mais où est l'enjouement, la grâce, l'agrément d'un entretien à la campagne dans une visite familière? Ce sont des hommes graves, des politiques d'un âge mûr, je le veux ; mais ces hommes avaient aussi leurs moments d'abandon, surtout entre eux, et c'était le cas de nous les montrer sous un pareil aspect. Leur manière de penser et de s'exprimer devait différer. La tradition est assez explicite sur ce point. Pourtant, sans parler de ceux qui sont moins connus, je ne retrouve pas dans le dialogue l'emportement de parole, la vivacité que témoigne la conduite de Piero Capponi et dont la preuve se rencontre dans sa correspondance aujourd'hui publiée en partie[1]. Bernardo del Nero, Paolantonio Soderini, Piero Capponi, Piero Guicciardini sont des abstractions qui personnifient trois des partis de la république, celui des *Ottimati*, celui des républicains et celui des *Palleschi* modérés. Capponi et Soderini exposent les opinions qu'il s'agit de réfuter; Bernardo les critique et développe celles que l'auteur préfère. Guicciardini n'est là que comme une sorte d'utilité. Son fils l'introduit dans la conversation, pour justifier ce qu'il a dit dans sa préface, qu'il tient de lui le récit. La seule figure qui, à de rares intervalles, prenne quelque coloris, c'est celle du vieux Bernardo. Encore est-ce surtout lorsqu'il exprime ces maximes

[1] Archivio Storico, T. IV, part. II.

de découragement et de désespoir qui sont au fond de l'âme de Guichardin. Le dialogue n'y est pour rien, et peut-être, dans un ouvrage d'une autre espèce, aurions-nous retrouvé les mêmes accents empreints de plus de force et de réalité, en même temps que de plus de naturel, si Guichardin eût parlé plus simplement en son nom. Le style est d'ailleurs d'une élégance exacte et ferme comme tout ce qu'il compose avec soin. Mais la familiarité, l'expression pittoresque en sont bannies. Les personnages parlent comme s'ils écrivaient. Les tours libres et originaux du dialecte florentin, les proverbes, les allusions y font défaut.

Le dialogue s'ouvre par quelques compliments de condoléance adressés à Bernardo sur sa retraite forcée. Il répond qu'il se plaint moins de l'inaction à laquelle il est condamné que de la révolution dont il est le témoin, surtout quand il se rappelle que les mouvements de ce genre ont toujours été funestes à sa patrie. Soderini lui objecte que le dernier changement a enfanté la liberté sans coûter de sang à Florence. Bernardo refuse le débat; mais Guicciardini l'y ramène avec deux paroles qui me paraissent donner la mesure de l'esprit de l'ouvrage et de l'art qui a présidé à sa composition. Ne nous refusez point, lui dit-il, les conseils de votre science, que vous n'avez pas acquise dans les livres des philosophes, mais en observant et en agissant, ce qui est la vraie manière de s'instruire en politique [1]. Puis, ajoute Capponi, ne redoutez point la contradiction; si nous vous contredisons, ce sera pour vous permettre d'expliquer votre pensée mieux et plus complètement [2]. Bernardo se laisse persuader; il avoue qu'il regrette les Médicis. En effet, dit-il, en s'appuyant de l'autorité du platonicien Marsile Ficin, le gouvernement d'un seul vaut mieux que celui de plusieurs, et celui de tous. — Le gouvernement d'un seul, lui répond-on, est excellent, s'il est le résultat d'une acceptation libre et s'il est bon; autrement il est le pire. — Mais, reprend Bernardo, comment savoir s'il est bon, autrement que par ses effets. Le bien-être des gouvernés est le seul but du gouvernement, et il ne reste qu'à considérer

1 T. II, p. 13. — 2 T. II, p. 14.

si l'état de Florence était meilleur avant ou après la révolution.

J'interromps ici l'exposition du dialogue pour protester contre cette doctrine qui est en réalité le fondement des vues de Guichardin. Elle n'est pas nouvelle chez lui ; elle a été souvent reproduite depuis dans mainte autre circonstance ; mais elle n'en est pas moins dangereuse. On comprend bien que le XVIe siècle la professât. A le bien prendre, son principe est purement matériel, et les partis peuvent s'en servir comme d'une arme à deux tranchants. Machiavel l'a montré en le développant tantôt au profit de la liberté, tantôt au profit de la tyrannie. Mais il y a dans la société humaine autre chose qu'un désir de bien-être obtenu plus facilement au moyen de la communauté, autre chose qu'un simple contrat de défense mutuelle ; il y a une affinité mystérieuse et naturelle qui unit les hommes ; et comme leurs rapports ont une autre origine que la seule loi de l'intérêt, d'autres principes doivent aussi les régler. Non ! quoique la politique soit dans une certaine mesure une science de l'utile, elle ne peut point, sans se contredire dans ses affirmations et se détruire dans ses résultats, négliger d'autres lois qui la dominent ; et il faut le répéter, l'intérêt, le bonheur, le bien-être doivent souvent céder la place à des aspirations d'un ordre plus relevé. Les peuples ne sont point des troupeaux dont le bon état matériel justifie le berger. La justice, le droit, la dignité humaine, qui naît du respect du droit et de la justice, sont les premières choses qu'on doive considérer dans un état ; et je ne puis admettre que pour comparer deux gouvernements, on examine seulement lequel rend les sujets le plus tranquilles et le plus heureux ; on en viendrait sans peine, et on en est venu plus d'une fois à la conclusion que Guichardin met ici dans la bouche de Bernardo, c'est que la tyrannie est encore la situation la plus commode et la plus favorable à la satisfaction des intérêts, par conséquent, celle qu'il faut préférer.

Pour comparer l'état précédent au nouveau, poursuit Bernardo, il faut savoir quel gouvernement va produire la révolution encore à peine ébauchée. Ici Capponi et Soderini se divisent suivant

leurs inclinations. Chaque cité, dit le second, a son gouvernement naturel, et celui de Florence c'est la liberté. — Mais, lui objecte-t-on, qu'est-ce que le gouvernement naturel? Est-ce celui qui plaît généralement aux esprits, ou n'est-ce pas plutôt celui qui convient le mieux, et qui est le plus capable d'assurer la prospérité de la nation? Capponi à son tour avoue son dessein d'établir une constitution libre, mais aristocratique. Savonarole l'a rendue populaire; mais il a l'espoir de la ramener par un nouveau changement à la forme qu'il désire. Bernardo le réfute. La domination des grands, il le reconnaît, pourrait être excellente. Mais à Florence un seul régnera, ou la foule sera la maîtresse. On veut l'égalité (et disons-le en passant, c'est ce désir d'une égalité absolue et injuste qui a tué là comme partout ailleurs la vraie liberté); enfin les esprits sont trop inquiets, et les grands eux-mêmes ne savent pas s'entendre. Savonarole n'a fait que précipiter une catastrophe inévitable. — Capponi rappelle les vieux souvenirs de Maso des Albizzi[1], de Niccolò dà Uzzano, de son bisaïeul, avec lequel les grands soutinrent le poids des affaires et rendirent la république glorieuse au dehors, prospère au dedans. Il y eut des causes particulières à cette époque de la stabilité du gouvernement, dit del Nero, entre autres l'effroi qu'avaient inspiré les Ciompi, et la fatigue du peuple; puis l'ordre ne dura pas longtemps. Enfin l'on ne peut nier que les Médicis n'aient été des tyrans modérés, et qu'ils n'aient évité les reproches de cruauté et de violence que l'on adresse généralement à ce genre de pouvoir.

Capponi et Soderini font alors successivement le procès à la domination des Médicis, et énumèrent tous les griefs qu'ils ont contre eux. Leur gouvernement était plein de défauts, dit le premier; la justice civile était naturellement corrompue à cause de la faveur qu'ils accordaient à leurs amis, et elle était tombée dans le plus grand discrédit; il en était de même de la justice criminelle. Ce qui chez l'un était péché mortel, pour l'autre était véniel à peine. Les honneurs se distribuaient sans égard pour les

[1] Guicc. *Stor. Fiorent.* Op. Ined. III, ch. I. Machiavel, *Stor. Fiorent.* III et IV.

droits acquis par le mérite et la naissance. Les charges s'aggravaient sans cesse à cause de l'arbitraire; et c'est à eux que l'on doit l'invention de l'injuste *decima scalata*, ou impôt progressif. Dira-t-on que leur politique extérieure rachetait les défauts de leur conduite au dedans? Selon la coutume des tyrans, ils ne gouvernaient que pour eux-mêmes; car le despote n'a jamais en vue que ses intérêts particuliers. L'entreprise de Volterra, la guerre contre le pape Sixte IV, l'alliance des Sforza et des Orsini avaient pour motifs les haines personnelles, les desseins domestiques de Laurent le Magnifique. C'est pour subvenir aux embarras de sa maison de banque qu'il a soulevé les Pazzi par la plus criante injustice, et dans la répression de la révolte, cet homme que l'on proclame si humain, ne s'est-il pas montré barbarement cruel? — Soderini reprend à son tour la parole, et approuvant les raisons qu'a alléguées Capponi, il ajoute que par leurs mariages avec des femmes étrangères Pierre et ses fils ont cessé de mériter le nom de Florentins. Enfin revenant sur le principe mis en avant par Bernardo, il déclare que la tyrannie même douce a les effets les plus désastreux, en abaissant les âmes, et en détruisant les semences de la vertu dans les cœurs. C'est au tour de Guicciardini de se faire entendre; mais il se récuse dans le débat, et veut rester impartial entre les rivaux. Bernardo va développer ses premiers arguments et combattre ceux de ses adversaires.

La liberté, leur dit-il, n'est souvent qu'un nom, et si beaucoup la réclament, en réalité, peu la désirent. Il ajoute que les gouvernements institués pour les gouvernés doivent se juger par leurs fruits et non par leurs principes. En vain Soderini essaie de répondre que la liberté et l'égalité ont de grands avantages malgré leurs inconvénients, que d'ailleurs c'est le besoin du plus grand nombre et surtout de la classe moyenne, laquelle est le fondement et la force des états[1]. Bernardo ne se laisse pas convaincre. Saisissant au vol l'espèce de confusion que son interlocuteur a faite en unissant la liberté et l'égalité, deux choses très-

[1] T. II, p. 56. Cf. Aristote, Pol. VI, 2, 9. Éd. Barth. St. Hil.

différentes, il distingue deux sortes d'égalité, l'une qui consiste en ce que tous sont également soumis aux lois, l'autre en ce que tous participent également au gouvernement. La première est bonne, dit-il, la seconde est mauvaise; c'est un élément de troubles perpétuels; c'est l'occasion de mille entreprises ambitieuses, c'est la source des malheurs des cités. [1]

Bernardo poursuit : le gouvernement démocratique a les plus graves inconvénients. Les honneurs s'y donnent mal, ce qui est vrai pour les magistratures de second ordre qui demandent des choix spéciaux, et par conséquent chez les électeurs des lumières que le peuple ne peut avoir [2]. Le tyran saura mieux que lui discerner les gens capables de remplir les charges, et résumant sa doctrine qui est toujours celle de l'intérêt, Bernardo ajoute : mieux vaut avoir affaire à un méchant qu'à un fou. — Soderini représente qu'il est des moyens de corriger les égarements du suffrage populaire. En obligeant les candidats à réunir les deux tiers des voix, ce que les Florentins appellent *vincere per le più fave*, on est plus sûr d'avoir des hommes de mérite qu'au moyen de la majorité simple (*la metà*). — Cela est vrai, dit Bernardo; mais la force du mouvement populaire obligera le conseil à voter *per la metà*, forme d'élection qui laisse un plus libre accès à l'intrigue et à l'ambition [3]. Il continue et déclare que le peuple n'aura pas le discernement et la modération des Médicis, en ce qui concerne les familles [4]; il aura ses exclusions et ses préférences systématiques et persistantes; il élèvera les maisons sans noblesse. Les Médicis, il est vrai, étaient obligés de tenir à l'écart certaines personnes. Mais s'il est également injuste d'abaisser et d'élever ceux qui ne le méritent pas, dans le second cas l'intérêt public éprouve plus de préjudice, et sous ce rapport, le gouvernement populaire a l'infériorité.

Les charges seront aussi mal établies par le peuple; il poursuivra toujours les amis de l'ancien état de choses, ce qui est

[1] T. II, p. 57. — [2] Dans une certaine mesure, ceci ne contredit ni Montesquieu, II, 2, *Esprit des Lois*, ni Aristote, *Pol.* III, 6, 10, édit. cit.

[3] C'est ce qui arriva en effet. — [4] Ceci fait allusion à l'importance du classement des familles dans la société politique florentine.

injuste[1] ; car enfin sous le tyran il faut bien que l'on vive, par conséquent qu'on le ménage[2]. S'inspirant de la doctrine que j'ai expliquée dans les Ricordi, Bernardo proclame que se mettre en opposition avec lui pourrait obliger à quitter la patrie, et que par suite il ne faut pas blâmer celui qui aide le puissant et cherche au moins à tempérer les maux de son autorité. N'est-ce pas une théorie commode pour les hommes dont l'ambition parle plus haut que la conscience? Un sentiment italien, c'est ce besoin de la patrie qui fait regarder l'exil comme la pire des choses, sentiment honorable le plus souvent, mais qui, porté à l'excès, enfante de condamnables transactions, on le voit, comme de nobles dévouements. Pour les impôts, continue del Nero, à quoi bon tant se plaindre des Médicis? On verra que la situation de Florence, et l'accroissement de la richesse mobilière rendent bien difficile de les asseoir avec égalité.

La justice sera mal rendue sous le peuple; en effet, on aura plus souci de le contenter en vue des élections, que de bien remplir son office. Sous les Médicis, en somme, elle était passablement administrée, et la justice criminelle sera livrée après eux à la passion politique. En mettant ces paroles dans la bouche de son personnage, Guichardin songeait sans doute au jugement précipité dont fut victime Bernardo[3]. Enfin les lois somptuaires étaient jadis mieux observées.

La politique extérieure et d'agrandissement a plus d'avantage à être conduite par un seul. Le gouvernement du grand nombre (*governo largo*) a sous ce rapport de grands inconvénients. La publicité des débats nuit au secret et à la promptitude de l'expédition des affaires. Les instructions ne peuvent se donner aux ambassadeurs avec la même précision ni la même discrétion. Les délibérations politiques de la foule ressemblent à des consultations de médecins trop nombreux, qui ont peine à se mettre d'accord, et perdent de vue leur objet principal. Les ambassadeurs eux-mêmes, hommes privés, et n'ayant dans la réussite de

1 C'est ce que conseille et loue Pitti, *Apol. des Capucci*, p. 341, 342.
2 Voyez les *Ricordi* cités plus haut.
3 Cf. *Storia Fiorentina*, *Op. Ined.* III, ch. XV.

la négociation qu'un intérêt de patriotisme, se laisseront corrompre par les présents des princes. En définitive, il n'y a dans l'état populaire, ni secret, ni célérité, ni résolution.

Veut-on considérer ce qui regarde la guerre? On sera mal servi par les condottieri, en butte à la jalousie et aux soupçons des citoyens [1], et à qui d'ailleurs on marchandera les récompenses comme ne le ferait pas un souverain éclairé sur ses nécessités. Gardera-t-on la neutralité? Sans doute elle a réussi aux Vénitiens; mais ils étaient assez forts pour que la victoire d'aucun des deux partis ne mît leur existence en péril. Florence est-elle dans la même situation? Qu'on ne prétende point qu'on fera comme les Romains qui avec l'état populaire ont su agrandir leur empire. Des circonstances spéciales leur sont venues en aide, et d'ailleurs l'esprit du peuple romain était la guerre. Florence est loin de jouir d'un tel tempérament. Pourtant le peuple dans son imprudence se laisse entraîner, et à quels abîmes ne marche-t-il pas. Les circonstances sont bien difficiles. La révolte de Pise est un terrible embarras, et la présence des Français en Italie un grand danger pour la nouvelle république. Soderini réplique qu'il vaut mieux être libre et se bien gouverner qu'avoir l'empire. Sans doute, répond Bernardo, mais ici perdre l'empire,c'est tout perdre. Il faut l'avouer, la grandeur des Médicis était celle de Florence; les désordres actuels des finances égalent, pour le dommage qu'ils causent, les dilapidations des Médicis, et en somme, la tyrannie tant détestée était douce.

Mais, dit Soderini, vous prenez en exemple nos temps encore confus, et l'époque si calme et si bien assise de Lorenzo. En continuant de vivre, le gouvernement populaire s'améliorera. Je le souhaite, dit Bernardo, s'il dure. Toutefois, sous Pierre même, les choses n'étaient pas empirées comme on le prétend. Les Médicis ne pouvaient dépouiller les formes de la république sans révolter tout le monde et amoindrir leur pouvoir en abaissant Florence. Avec eux la situation se trouvait naturellement équilibrée, au lieu que l'un des principaux défauts du nouveau gou-

[1] Cf. l'affaire de Pagolo Vitelli. *Storia Fiorentina. Op. Ined.* III, ch. XX.

vernement est le manque d'assiette, auquel on n'a pas encore trouvé de remède. En trouvera-t-on un? Le problème est difficile à résoudre. Les vieux états sont malaisés à réformer; les cités sorties de leurs conditions de stabilité ne peuvent se remettre; et le retour de Pierre lui-même accroîtrait le désordre sans réparer le mal. Il eût mieux valu qu'il ne fût pas parti. Pour vous, continue Bernardo, montrez que vous aimez la liberté, sachez vous contenter de l'égalité, et prenez garde que votre grandeur même ne vous rende suspects à un peuple ombrageux.

Ici se termine le premier livre qui contient la discussion du fait historique, tel qu'il se présentait aux contemporains, et qui par la bouche de Bernardo del Nero nous laisse comprendre le véritable jugement que portait Guichardin des choses de son temps. Le second livre a un caractère différent, au moins dans sa plus grande partie. C'est l'utopie en quelque sorte caressée par l'homme d'état; c'est le développement de la constitution qu'en dehors de toute influence de la nécessité, il aurait voulu voir régner dans sa patrie.

Le lendemain de l'entretien qui fait la matière du premier livre, la conversation recommence entre Bernardo et ses interlocuteurs. Bernardo, en songeant aux raisons qu'il a exposées la veille, n'a fait que s'en persuader davantage; mais cependant il a le désir de connaître quels arguments on peut lui opposer; il prie donc Capponi et Soderini de développer leur opinion comme il a développé la sienne.

Capponi lui répond. Les conspirations réussissent ordinairement mal, dit-il; si donc il a couru des risques pour chasser les Médicis, c'est qu'il l'a cru plus honnête et plus utile. Cet appel à l'honnêteté et à la justice mérite d'être signalé [1]. Capponi semble avoir le privilége des réflexions de cette nature, et s'il parut chimérique à Guichardin et aux hommes de son école, ils ne purent lui refuser une élévation d'âme, qui à bien examiner l'histoire, fut l'héritage de cette illustre maison.

La domination des Médicis était injuste, reprend Capponi, et

[1] T. II, p. 114 et 115.

même elle blessait le principe de l'intérêt de l'état. Est-il, ajoute-t-il, une situation plus malheureuse et plus préjudiciable que celle où l'on ne peut rien faire sans en demander la permission préalable [1]. Même à l'extérieur le gouvernement populaire sera bon et si l'on n'augmente pas le domaine, au moins on le conservera et on sera libre. S'il le faut les Florentins sauront s'armer comme leurs pères. Tout cela serait excellent, réplique l'impitoyable Bernardo; mais les mœurs s'opposent aux institutions nouvelles; les sujets, ne sentant plus une main ferme pour les contenir, se soulèveront de toutes parts; et dans une armée nationale la discipline sera bien difficile à maintenir. — Pourtant, dit Soderini, un bon gouvernement doit offrir sécurité, dignité, éclat; et la dignité et l'éclat de Florence sont inséparables de sa liberté. [2]

Ici la discussion s'arrête; les opinions opposées tiennent bon chacune de leur côté, malgré des réfutations réciproques. Guicciardini prend alors la parole et prie Bernardo d'exposer quelles sont ses propres vues sur le meilleur gouvernement, puisque ni celui des Médicis, ni celui du peuple ne peuvent convenir. Bernardo y consent, tout en s'excusant beaucoup, et à cet endroit commence réellement la seconde partie de l'ouvrage, celle qui tout à fait théorique est le résultat des méditations de Guichardin. [3]

Les gouvernements, dit Bernardo, ont leur cause dans leur origine ; il faut donc remonter à leur principes pour les établir. Peut-être le pouvoir d'un seul serait-il désirable comme le moindre mal. Pourtant il paraît, comme celui des *Ottimati* contraire aux habitudes de la cité, et il ne reste que l'état populaire. Seulement il faut en trouver une forme qui, convenant à la nature et aux humeurs de Florence, prévienne les dangers inhérents à la domination du peuple. En effet le peuple peut aussi devenir tyran, et il faut tâcher de concilier l'expédition des affaires et de la justice avec la liberté.

1 T. II, p. 116. — 2 T. II, p. 127.
3 T. II, p. 128.

Le fondement d'une pareille constitution [1], c'est d'abord le *Grand Conseil* [2], composé de tous les citoyens à qui leur âge et leur naissance donnent les droits politiques. Mais il est trop nombreux et il s'y trouve trop de gens peu instruits pour qu'on lui confie la délibération de toutes les mesures importantes. Rien ne se fera sans son approbation. Mais ici se bornera son influence, et il ne pourra réclamer aucune initiative dans la direction du gouvernement, ni dans la proposition des lois. Au dessus du *Grand Conseil* se trouvent les magistratures spécialement chargées de l'administration de la justice, de la garde de la liberté et de l'expédition des affaires. Des pouvoirs confiés pour un long temps deviennent un danger pour la liberté; il faut prévenir le péril en diminuant la durée des fonctions ou la grandeur de la puissance. Bernardo penche pour ce dernier parti et demande que le *Gonfalonier*, dont l'influence sera diminuée, soit nommé à vie.

Cette proposition soulève diverses objections de la part de Guicciardini. L'exemple des rois de Sparte, allégué par son interlocuteur, ne peut être admis, dit-il; car si la république des Lacédémoniens eût été libre dès le principe, Sparte n'eût point eu de rois. Celui des consuls de Rome montre que la durée peu étendue des fonctions se concilie avec une grande prospérité. Enfin l'exemple de Venise, qui a été cité aussi, ne prouve guère; il y a trop de différence entre cette ville et Florence dans la situation et dans l'esprit public pour que l'on puisse conclure de l'une à l'autre. Bernardo s'efforce de démontrer que le petit nombre de citoyens qui jouissent de tous les droits dans sa patrie la fait ressembler à son aristocratique émule. Soderini qui a rempli une ambassade à Venise est appelé en témoignage, et donne raison à Bernardo.

Guichardin ne se trompe-t-il pas ici? Le nombre des hommes admis au pouvoir ne fait pas l'esprit de la cité. Malgré le petit nombre de ceux qui sont appelés aux charges à Florence, cette république est démocratique dans ses tendances et ses besoins;

[1] Ici surtout il est bon de voir l'appendice, sect. 6.

[2] C'est dans les attributions à donner au *Grand-Conseil* que Guichardin diffère plus qu'ailleurs de Giannotti et des autres publicistes démocrates.

jamais le pouvoir d'une aristocratie n'y fut souffert sans luttes ni contestations. L'auteur l'avoue implicitement, en déclarant que la domination des Ottimati ne peut s'établir. A Venise au contraire dans le sein même de cette aristocratie, presque aussi nombreuse que la démocratie florentine, la concentration des pouvoirs dans un petit nombre de mains, le respect des institutions oligarchiques étaient devenus la règle de l'État. Les nobles fortifiaient contre eux-mêmes les magistratures qui absorbaient la puissance, tandis qu'à Florence les citoyens voulaient toujours arracher à leurs chefs l'autorité dont ils les avaient revêtus. Florence ne trouvait en aucune façon dans ses mœurs, ses habitudes, ses traditions, les principes qui déterminaient le caractère de sa rivale.[1]

Cependant la discussion se poursuit. Il est inutile de faire deux gonfaloniers, puisque le premier magistrat de Florence, contenu dans son autorité et obligé de rester dans le palais, n'a pas besoin d'être surveillé par un collègue, ou remplacé pendant ses absences au dehors. On a dit que la perpétuité du gonfalonier découragerait les ambitions légitimes, capables de prétendre à ce haut rang. Mais la longue durée du pouvoir fera qu'on aura moins sujet de le désirer; on pourra dans d'autres fonctions faire briller sa capacité; enfin pour donner plus d'éclat au titre de *Prieur*, on transférera la *Seigneurie* dans un palais spécial, et on en nommera les membres aux deux tiers des voix dans le *Grand Conseil*. Un autre projet serait de placer la *Seigneurie* à la tête du *Sénat* et du *Grand Conseil*, en lui enlevant d'ailleurs toute action directe sur le gouvernement. L'autorité principale doit se concentrer dans cette assemblée que les Romains appelaient *Sénat*, que les Vénitiens nomment *Pregadi*. A Florence, il y en avait une image dans l'ancien conseil de *Credenza* et celui des *Septante*, puis des *Quatre-vingts*, établis le premier en 1480, le second en 1495, à la chûte des Médicis. Les membres doivent être choisis pour trois ou quatre ans au moins ou à vie ; il est bon qu'ils soient cent cinquante pour comprendre dans leur sein

[1] Voy. Montesquieu, *Esp. des Lois*, II, 3.

tous les gens de mérite. Ce conseil délibèrera des choses importantes qui regardent l'État, telles que la paix, les alliances, la guerre, les engagements des troupes[1], l'élaboration des lois et règlements, l'élection des ambassadeurs et commissaires. Mais, comme certaines affaires peuvent exiger plus de promptitude et de secret, une commission de dix personnes choisies dans le sein de ce conseil, renouvelée tous les six mois et semblable à la *Junte* de Venise, pourra être appelée par le gonfalonier dans les cas pressants et agir, sans pourtant conclure les grandes affaires. Toutes ces dispositions serviront à tenir en bride le gonfalonier à vie, et d'ailleurs, comme l'égalité absolue est impossible, il y aura là des degrés divers proposés aux ambitions curieuses de se distinguer.

Bernardo est d'avis de supprimer la distinction en *Quartiers*[2], en *Arts majeurs et mineurs*, toutes choses qu'a enfantées la la situation de la ville au moyen-âge, mais qui n'ont plus leur raison d'être. Les affaires graves doivent être réservées aux *Cent-cinquante* et à la *Seigneurie*. Mais aux élections de magistrats peuvent concourir les *Capitaine de parti*, les *Conservateurs des lois*, les *Huit de Balie* et les autres officiers au nombre de cent, à moins qu'on ne les remplace par cent personnes, annuellement choisies par le *Grand-Conseil*, sous le nom d'*Arroti*. Ce dernier moyen, en satisfaisant plus d'amours-propres, établirait encore pour ceux qu'on jugerait dignes de cet honneur un degré à de plus hautes fonctions. Ce serait une préparation naturelle à celles de *Sénateur*.

Comment délibérera le *Sénat* ? Sera-ce, comme autrefois, en se consultant par quartiers, ou en votant sur la simple proposition du magistrat qui demande avis. Il vaut mieux pour l'instruction de l'assemblée que quiconque a une opinion fondée l'expose devant tous ; enfin pour vaincre certaines timidités, le gonfalonier pourra provoquer des explications de la part de qui il jugera à propos[3]. La manière de voter sera uniforme et ne devra pas dé-

[1] Condotte. — [2] Pour tous les termes de ce morceau voyez l'appendice Sect. VI.

[3] Il est curieux de voir cette inexpérience dans la conduite des assem-

pendre du gonfalonier ou de celui qui présidera l'assemblée. Le scrutin secret est encore le meilleur.

Dans le *Sénat* il sera bon de prendre des commissions chargées de certaines affaires importantes, telles que les différends qui s'élèvent entre les villes du domaine. Enfin le *Sénat*, sur qui repose en réalité presque tout le poids du gouvernement, aura aussi la charge de faire les lois. Proposées par la *Seigneurie*, les *Colléges*, les magistrats, elles seront discutées dans le *Sénat*, et ensuite soumises à l'approbation du *Grand-Conseil*. Bernardo ne juge pas bon que les sénateurs reçoivent un salaire. L'honneur et la réputation qui s'attachent à leur titre leur suffisent; s'ils étaient rétribués, trop de brigues se feraient pour siéger parmi eux, et ils seraient l'objet de trop de haines [1].

La justice criminelle sera confiée aux *Huit de Balie*, et il sera permis d'appeler de leur décision au *Sénat*, devenu le corps suprême de justice comme de gouvernement [2]. Il faudra au moins la moitié des suffrages pour confirmer la sentence. Le gonfalonier aura aussi le droit d'intervenir dans l'office des *Huit;* mais sans qu'il y ait pour lui obligation de le faire. Quelquefois l'arrêt pourrait être trop doux. En conséquence, on établirait un tribunal de *Quarante* membres pris par le sort entre les *Seigneurs*, les *Colléges*, les *Arroti*, le *Sénat*, et chargés de revoir l'affaire dans un délai déterminé. [3]

Les impôts seraient votés par le *Sénat* et le *Grand-Conseil*; le soin des dépenses demeurerait confié à la *Seigneurie*, aux *Colléges* et au gonfalonier.

L'exposition de Bernardo est un moment interrompue par les compliments de ses interlocuteurs, qui le félicitent sur ses conceptions, et, selon eux, elles ressemblent aux institutions de Venise, alors en possession d'être admirées de tous les Italiens.

blées. Guichardin n'entrevoit pas le système combiné des bureaux et de la discussion publique. Il réclame aussi une sorte d'appel nominal.

1 Plus tard au contraire, pour d'autres motifs, Guicchardin conseilla de leur donner des émoluments.— 2 Le Sénat réunira ainsi les trois pouvoirs administratifs. Voyez Montesquieu, *Esp. des Lois*, XI, 6. La contradiction entre les deux publicistes est formelle.

3 C'est notre appel *a minima* interjeté par le ministère public.

Il reprend bientôt pour parler de l'élection du gonfalonier, qui différera de celle du doge de Venise. Les *Quarante-et-un* électeurs vénitiens, élus, moitié par le sort, moitié par choix, sont l'élite de l'aristocratie; et l'élément populaire n'a pas assez d'influence dans la nomination du premier magistrat. L'esprit aristocratique de Venise rend cette combinaison sans danger. A Florence, où luttent les deux principes, aristocratique et populaire, il faut éviter que le gonfalonier soit exclusivement nommé par l'un de ces partis; il faut trouver un terme moyen. Il consiste à proposer dans le *Sénat* quarante ou cinquante candidats, désignés par des électeurs tirés au sort, et à soumettre au jugement définitif du peuple les trois qui réuniront dans le sénat le plus de suffrages. [1]

Les sénateurs ont trop d'importance pour qu'ils ne soient pas choisis avec de grandes précautions. On suivra donc pour leur nomination la même marche que pour celle du gonfalonier, en les prenant surtout parmi les *Arroti* ou d'autres personnes déjà revêtues de magistratures. Il faut empêcher que l'ambition et la brigue ne puissent du premier coup porter au plus haut rang. La distribution des honneurs conformément au mérite et à la capacité, l'éloignement des charges des mauvais citoyens, telles sont les peines et les récompenses dans les cités bien réglées.

Ici se présente une question; si le gonfalonier devient incapable, il faut avoir un moyen légal pour l'écarter. Sa déposition pourra être demandée au *Sénat* par les *Seigneurs* ou les *Conservateurs des lois.* Quand par sa conduite il causera des dangers à l'Etat, il sera de la même manière suspendu momentanément. [2]

[1] Cf. dans la *Storia fiorentina, Op. In.* III, p. 287, l'élection de Soderini et dans Varchi, III, celle de Capponi, toutes deux faites par le Grand Conseil de diverses manières, mais sans l'intervention principale d'un Sénat ou corps du même genre que réclame ici Guichardin.

[2] Il semble que cette précaution ait été mal prise en 1502 à l'élection de Soderini, et en 1527 à celle de Capponi. On mettait le gonfalonier tout-à-fait à la merci des *Seigneurs* et des *Colléges*, c'est-à-dire, d'une magistrature renouvelable à des termes rapprochés. On livrait le pouvoir de l'Etat aux chances du hasard. Le moyen que propose Guichardin a quelque rapport avec celui dont parle Montesquieu. *Esp. des Lois*, XI, 6.

Tel est le gouvernement libre et populaire qu'approuve Bernardo. Il s'efforce de faire ressortir les ressemblances qui le rapprochent de la constitution Vénitienne. Mais il ne s'abuse pas sur les difficultés de tout genre qui s'opposent à ce qu'il s'établisse dans Florence. D'abord les réformes y sont actuellement impraticables; elles ne peuvent se faire que par force ou par soumission. Or le premier de ces deux moyens ne serait qu'un prétexte à la tyrannie. Le second est bien malaisé à employer. Les citoyens aimeront mieux un gonfalonier à vie qu'un sénat perpétuel ; et ce gonfalonier fera des mécontents qui renverseront l'État[1]. La fortune pourra beaucoup pour Florence. Mais son antiquité même est mauvaise pour elle. La ruine ou la tyrannie l'attendent. Il faut donc tâcher d'obtenir ce gouvernement idéal, sans trop vouloir à la fois, et à mesure que les circonstances le permettront. C'est là une des principales moralités du dialogue ; c'est la justification de sa propre conduite que Guichardin présente par la bouche de Bernardo del Nero ; c'est le conseil qu'il donne aux impatients qui l'entouraient, et le pressaient en 1527 de se joindre à eux.

Bernardo revient sur quelques détails. Il n'est pas nécessaire de fixer l'âge du gonfalonier ; cependant il vaut mieux qu'il soit déjà mûr pour ne pas dégoûter ses concitoyens, amis du changement, par un trop long exercice du pouvoir.[2] On lui demande comment il veut que soient nommés les magistrats. Les plus importants, dit-il, ont besoin d'être créés par *le più fave*, c'est-à-dire aux deux tiers des voix ; les moindres seront *imborsati per la metà*, c'est-à-dire, tirés au sort, parmi ceux qui ont réuni la moitié des suffrages.

Ici Guicciardini l'arrête ; frappé des avantages du tribunal du peuple chez les Romains, il trouve que ce ressort manque à la constitution imaginée par Bernardo. Mais celui-ci, reprenant une théorie que Guichardin a déjà présentée en son nom dans les

[1] Guichardin fait ici prédire à Bernardo del Nero ce qui se passa en 1502 et 1512 avec Pierre Soderini.. — [2] En 1502 une des raisons qui contribuèrent à la nomination de Pierre Soderini fut qu'il avait 50 ans. En 1527 on fit une règle de cet âge. Cf. la *Storia fiorentina* et Varchi, loco supra cit.

Osservazioni, lui démontre que la cause des troubles à Rome fut la division en patriciens et plébéiens, et l'abus que les patriciens firent de leur pouvoir. Les rois remédiaient à cet inconvénient, en soutenant les plébéiens et en leur ouvrant le patriciat, qui depuis leur fut plus fermé qu'aux étrangers. A Florence, des accusations publiques devant le sénat ou le conseil des *Quarante* assureront la sécurité de l'État, et fourniront à chacun le moyen de faire entendre ses plaintes et d'exposer ses appréhensions. Après tout, il reste des défauts dans le gouvernement qui vient d'être développé, et sans doute les résultats seront au-dessous de ce qu'on en attend ; mais il est au moins permis de se flatter qu'il offre de nombreux avantages.

Une nouvelle question est soulevée ; c'est celle de l'agrandissement du domaine. Certainement il est possible, et Lucques, comme Sienne[1], semble destinée à tomber un jour sous le joug de Florence; mais l'agrandissement présente bien des périls si les étrangers prennent pied en Italie. Il faut observer de n'acquérir que ce qui ne donnera lieu à aucune réclamation de la part d'un ennemi puissant. Pise, que l'on a perdue, doit être recouvrée; mais il est nécessaire d'user de moyens violents contre ses habitants. La guerre n'est pas clémente, et Bernardo cite une curieuse parole tirée des Ricordi de Gino Capponi[2], l'homme d'État du XV[e] siècle. Il est besoin, dit-il, de mettre dans les Dix de la guerre, des hommes qui aiment leur patrie plus que leurs âmes, parce qu'il est impossible de régler les gouvernements et les états comme ils sont aujourd'hui selon les préceptes de la loi chrétienne[3]. Mot italien par excellence, et digne de prendre place à côté des doctrines qui prescrivent d'apprécier les gouvernements d'après la prospérité matérielle qu'ils procurent. En effet, dit Guichardin, l'origine de tous les États, c'est la force. L'empereur, le pape n'échappent pas à la règle. La violence du

[1] Sienne fut conquise par les Médicis, Lucques est restée indépendante sous divers titres jusqu'en 1847. — [2] C'est lui qui prit Pise; on peut voir dans le *récit de la conquête de Pise*, écrit par lui ou par son fils Neri, quels moyens il employa pour réduire les Pisans.

[3] T. II, p. 210. Machiavel n'aurait pas parlé autrement.

clergé même est double, puisqu'il emploie à la fois les armes temporelles et spirituelles pour asseoir sa domination. Le fait peut être vrai; mais Guichardin ne le confond-il pas avec le droit? Et si l'origine de la plupart des États est la conquête, la force en se tempérant elle-même, et en se mettant au service du droit, ne s'absout-elle pas du moins en partie? Voilà ce que j'aurais voulu voir dire au Florentin; voilà ce qu'il ne pense pas, puisqu'il conseille au contraire d'user de la force dans toute sa rigueur.

Revenant à la situation de Florence, Bernardo déclare qu'il est fort difficile de faire disparaître l'embarras que cause l'exil des Médicis. Ils ont beaucoup d'amis à l'intérieur comme au dehors; la jeunesse et le bas peuple sont pour eux [1]. Les mécontents pencheront toujours naturellement de leur côté. Il faudrait donc les anéantir; mais l'exécution de ce dessein est hérissée de difficultés : les ruiner; mais le cardinalat de Jean, celui qui fut plus tard Léon X, soutient leur fortune; peut-être leur interdire toute communication avec les Florentins et leurs sujets. Le plus sûr serait d'établir un bon gouvernement, puis de leur rendre peu à peu leurs biens et, sous certaines conditions, enfin de les réhabiliter. Ce serait aussi le plus juste. Mais le moyen est nouveau; Bernardo le propose sans affirmer qu'il réussira; et la conversation se termine comme une pièce de Molière, par des compliments réciproques et l'invitation faite aux interlocuteurs d'aller se mettre à table.

Il importe de noter quelles différences il y avait entre ce projet et la constitution qui régissait Florence avant 1494, et sous la république depuis cette époque jusqu'en 1512. Ce sont ces deux gouvernements que Guichardin, écrivant vers 1527, critiquait et avait l'intention de réformer. Ses plans tiennent de tous les deux. La constitution élaborée au temps de Savonarole, en 1494 et 1495, achevée en 1502 par l'élection de Pierre Soderini comme gonfalonier à vie, régularisait au profit du peuple, c'est-à-dire de la masse des citoyens actifs, formant le quart ou le

[1] Archivio Storico, T. I; Pitti parle à peu près de même,

tiers de la population mâle adulte, l'organisation qui avait, depuis soixante ans, fonctionné au profit des Médicis. Le conseil des *Richiesti* ou des *Quatre-vingts* remplaçait celui des *Septante*. Mais son renouvellement par semestre dans le Grand Conseil, le mode d'élection qui était le tirage au sort de ceux qui avaient *vinto la metà*, c'est-à-dire, obtenu la moitié des voix plus une, n'en faisaient pas une autorité assez forte pour qu'il pût diriger l'État. Le pouvoir restait en réalité entre les mains du Grand Conseil, livré au hasard du gouvernement démocratique. Voilà ce que vit bien Guichardin. Le gonfalonier, seul assez fort pour résister, devait finir par être dominé par lui, ou bien par aspirer à la tyrannie, et, malgré la faiblesse de Pierre Soderini, on remarque à la fin chez lui une tendance au gouvernement personnel qui indisposa les Guicciardini, les Salviati, les Gianfigliazzi, les Pazzi, les Albizzi, fauteurs déclarés ou secrets du retour des Médicis en 1512. — Dans son projet Guichardin voulait obvier à cet inconvénient. Mais revenir au gouvernement qui avait précédé celui des Médicis avant 1434 offrait trop de dangers. Le pouvoir était alors aux mains d'une aristocratie éclairée et habile, jalouse et soupçonneuse, qui, sans loi établie à ce sujet, fermait ses rangs à quiconque n'appartenait pas aux vieilles familles de magistrats. Au moyen de l'*imborsatione*, elle désignait d'avance ceux qui devaient avoir part aux honneurs, et par l'*ammonizione* [1] écartait quiconque lui faisait ombrage. Le peuple l'avait renversée en soutenant contre elle les Médicis, qui s'étaient arrogé tous ses droits et remplissaient les scrutins par les mêmes procédés. Elle avait fait son temps; il n'y avait donc plus à la rappeler. Mais Guichardin regrettait l'influence dont jouissaient alors ceux qui, dans son sein, s'élevaient par leurs talents. Trouver un mode de rapprochement entre l'aristocratie et le peuple, tel était le problème. Pour le résoudre il imagina la suppression des arts [2], déjà accomplie presque de fait, puisque fort peu de citoyens de quelque importance se trouvaient alors

1 Pour ces deux mots voir l'appendice, nº 6.

2 Du reste tous les publicistes florentins, à quelque opinion qu'ils appartiennent, réclament contre la division en arts et en quartiers.

dans les arts mineurs laissés à la plèbe. Il essaya aussi de donner le modèle d'une aristocratie, disposant encore des affaires, mais sans cesse recrutée dans les rangs du Grand Conseil, c'est-à-dire dans la masse des citoyens sans en dépendre. L'idée du gonfalonier à vie, empruntée aux républicains de 1502, était une satisfaction offerte aux grandes ambitions, mais tout apparente, puisque le principal pouvoir résidait dans le sénat. Venise avait certainement servi de type à cette organisation. Elle était ingénieuse et originale[1], elle dénotait des intentions honnêtes et sages. Mais les défauts en sont bien grands pour qu'elle pût aider à asseoir un gouvernement définitif.

On est frappé, au premier abord, de ce grand nombre de vues pénétrantes et exactes qui se rencontrent dans le détail; l'erreur éclate dans l'ensemble. J'ai plus haut remarqué la tendance de l'auteur à renfermer la politique dans les bornes de l'utile, et par conséquent à retomber dans toutes les fautes de la politique italienne, qui prise à ce point de vue n'est qu'une science d'expédients, variable, conjecturale et incapable de se formuler en règles d'une valeur suffisante. Il faut ajouter à cela ce qui en découle naturellement, l'ignorance de ce qui constitue le vrai sentiment de la liberté. Il en est beaucoup parlé dans le traité del *Reggimento*, mais je ne sais si elle est définie comme il le faudrait, et j'imagine que Guichardin la concevait imparfaitement. Elle consiste sans doute dans l'égalité des charges, la sécurité dans les transactions de la vie ordinaire, la faculté de voter et de participer à ce qui se fait au nom de l'état. Ailleurs Guichardin répète le mot de Cicéron, qu'elle est la prédominance des lois sur les volontés particulières [2]. Mais ce qu'il ne dit nulle part, c'est qu'elle doit être l'objet direct de la constitution. Sans cela elle n'existe plus; subordonnée aux principes du bon gouvernement, qu'en reste-t-il? Une fois lancé sur cette pente, on est

[1] Giannotti, Machiavel et les autres publicistes démocrates attribuent la principale autorité au Grand Conseil, source de tous les pouvoirs. On sait quels avis les Médicis reçurent de leurs partisans. Guichardin est le seul qui ait exposé avec autant de détail le plan de la création d'une aristocratie.

[2] Omnes legum servi sumus ut liberi esse possimus. *Pro Cluent.* 53.

entraîné malgré soi par ses affections et ses préventions. Attribuant aux hommes une infaillibilité qui ne leur appartient pas, on s'imagine qu'un prince, qu'une classe sont exclusivement dignes de diriger la nation, et tout leur est livré. C'est ainsi que le Sénat est à la fois chez Guichardin juge, administrateur, législateur. De lui tout relève, tout lui est soumis en dernier ressort. Le droit de chacun, reconnu en théorie, devient dans l'application confus, indistinct; il est le jouet de l'arbitraire des sénateurs ou des magistrats désignés par eux. Le dédain que le politique florentin professe pour la philosophie l'égare, et voulant fonder un état libre, comme les vrais principes lui manquent, il n'établit qu'une tyrannie aristocratique.

Ainsi donc le gouvernement, que proposait Guichardin, ne pouvait atteindre le but qu'il s'était fixé. Son travail sous ce rapport ne vaut ni mieux ni pis que les œuvres nombreuses élaborées par ses contemporains.

En second lieu était-il possible que cette constitution s'établît à Florence? Guichardin même ne semble guère l'espérer. Il reconnaît d'abord que si le désir de la liberté est comme spécialement inné chez les Florentins, il leur manque le tempérament nécessaire pour en jouir comme il conviendrait. Il comprend qu'il aurait fallu un homme qui s'imposât à ses concitoyens jusqu'à ce qu'ils sussent user de leur indépendance. Mais il ne se leurre pas comme Machiavel de l'espoir de faire rétablir la république par les Médicis. Les Médicis, par caractère et par tradition, par une nécessité de la politique à laquelle les obligeaient les affaires d'Italie, ne pouvaient se faire libérateurs. Guichardin l'a compris[1]; il a raisonné dans une situation désespérée qu'il voyait être telle. Il a conseillé une sorte de transaction entre les deux partis qui voulaient hériter des Médicis. En effaçant le nom d'*Ottimati* devenu odieux depuis les antiques abus du gouvernement des nobles, il a essayé de montrer sur quelles bases devait se constituer une nouvelle aristocratie. Mais il ne s'est pas fait

[1] Sous ce rapport son traité *del Reggimento* montre encore plus de pénétration que ses autres ouvrages politiques.

d'illusion sur l'avenir; il a prévu l'établissement de la tyrannie et l'agrandissement de Florence sous ses maîtres. Selon lui il eût mieux valu que les choses restassent dans leur premier état. Les vieilles villes ne se raccommodent point, dit-il, à la fin du premier dialogue. Il faut donc se résigner, faire ses efforts, mais sans espoir. Le plus grand défaut de sa politique spéculative, c'est le manque d'enthousiasme, l'absence de cet élan qui fait souvent réussir contre l'espérance. Il avait trop d'intelligence, et il nous laisse trop voir son découragement. Il affaiblit ainsi lui-même la portée de ses conceptions; il regarde trop son œuvre comme une utopie, pour ne pas la déprécier aussi à nos yeux.

§ 4. DISCORSI POLITICI.

Les morceaux qui portent ce titre sont contenus dans le premier volume des œuvres inédites. M. Canestrini indique dans la préface de quels manuscrits autographes ils ont été tirés. Ils semblent en partie des fragments préparés pour un travail plus considérable, tel qu'une histoire générale du temps. Cependant quatre seulement se trouvent reproduits dans l'Histoire d'Italie[1], et avec certaines différences. Les autres sont des études que Guichardin faisait pour son propre compte, et par là ils méritent notre attention comme tous les écrits politiques sortis de sa plume.

M. Canestrini nous en donne treize. Six sont des discours que l'auteur suppose avoir été prononcés dans le sénat de Venise. Ce sont les quatre que je viens de désigner, et de plus le dixième et le onzième. Le cinquième et le sixième, écrits en Espagne, comme l'atteste une note ajoutée de la main même de Guichardin en marge de l'autographe, ont rapport à la demande que les Vénitiens faisaient en 1513 de Gonzalve de Cordoue pour capitaine de la ligue. Le douzième et les deux suivants sont des harangues adressées au pape sur les alliances que l'empereur l'en-

[1] 1 et 2 au liv. VII; 8 et 9 au liv. XVI.

gageait à contracter avec lui, pendant la captivité de François Ier qui suivit la défaite de Pavie. Enfin le troisième, écrit en Espagne en 1512, après la bataille de Ravenne, le septième composé en 1515, le quinzième en 1525 et le seizième en 1527, sont des réflexions toutes personnelles de l'auteur sur les événements contemporains. Classer ces fragments d'après la forme qu'ils affectent serait assez arbitraire; car discours et considérations se rapprochent souvent dans leur aspect général. Ce qu'il y a de plus simple est de les analyser successivement d'après leur ordre chronologique supposé qui est celui que M. Canestrini a cru devoir adopter.

Les deux premiers discours ont rapport à la politique vénitienne. L'auteur les a fait précéder d'un argument qui en indique le sujet. En 1507 l'empereur Maximilien, avant la conclusion de la ligue de Cambrai, pendant la diète de Constance, sollicitait l'alliance des Vénitiens contre les Français, maîtres de Milan, en leur dénonçant les avances dont il était l'objet de la part de Louis XII. Le sénat délibéra sur cette question, et Guichardin imagine que deux sénateurs prirent alors la parole.

Le premier expose les dangers d'une neutralité, qui fera dès l'abord à la république un ennemi de Maximilien. La jalousie et l'ambition du roi de France peuvent le tourner aussi contre elle. La légèreté bien connue des Français, leur imprudence, dont ils ont déjà donné la preuve, en introduisant les Espagnols en Italie, autorisent à craindre de leur part une telle résolution, quoiqu'elle soit contraire à leurs intérêts. Les manœuvres de Louis XII ont déjà rompu l'accord, et l'alliance du roi des Romains empêchera que les Vénitiens n'aient contre eux l'Europe entière.

Ce discours, dont l'événement justifia les présomptions, fut contredit par un autre dont les considérations prévalurent, nous dit Guichardin lui-même, et ce mot, qu'il ajoute en marge de son écrit, sa prudence et sa modération m'inclinent à croire qu'il partageait cet avis. Les deux discours sont du reste reproduits au livre VII de l'histoire, avec des variantes qui tiennent plus à la forme du style qu'au fond des idées. Il attribue le premier à Nicolas Foscarini, le second à André Gritti, illustre Vé-

nitien du temps, dont en plusieurs endroits, il a loué la politique, et qu'il appelle un homme distingué. Voici les raisons qu'il lui prête :

S'il ne faut pas, par excès d'amour de la paix, se préparer de plus grands dangers que ceux que l'on évite immédiatement, il ne faut pas non plus courir de guerre en guerre. Le roi de France a plus à perdre qu'à gagner en introduisant Maximilien en Italie; il est douteux qu'il se jette dans une si périlleuse aventure. Les négociations prouvent peu de chose ; ce sont artifices de princes pour se tromper mutuellement, et son intérêt doit répondre de sa conduite. Il faut encore considérer la prodigalité et la pauvreté du roi des Romains, tandis que le roi de France est toujours bien pourvu de tout et soutenu par les Suisses. Lors même que les deux princes et d'autres avec eux s'uniraient contre Venise, la discorde, qui les séparerait, rendrait bien vîte le danger illusoire. Pour conclure, un argument que l'on ne peut négliger, ce sont les lois de l'honneur. Ouvertement le roi de France n'a rien fait contre la république, et il ne faut pas encourir à la fois le danger et la honte d'une déclaration de guerre.

A prendre les choses dans leurs derniers résultats, Gritti avait raison ; la ligue de Cambrai ne dura pas longtemps ; mais le dernier motif invoqué par l'orateur est à remarquer dans la bouche d'un Italien du seizième siècle. C'est le sentiment d'une politique droite et saine qui malheureusement manqua trop souvent à ses compatriotes, et, on doit le dire, à Guichardin lui-même.

Dans le troisième et le quatrième discours, l'auteur, alors en Espagne, raisonne sur les évènements qui suivirent la bataille de Ravenne, sur la prépondérance que cette victoire sembla donner aux Français, et sur la faiblesse apparente à laquelle ils se trouvèrent bientôt réduits.

Dans le premier[1], étudiant à fond les ressources des combattants, il montre que Louis XII est moins fort qu'il ne le paraît. Ses adversaires toujours unis peuvent l'attaquer, ou du moins l'inquiéter de plusieurs côtés. Leurs forces ne sont pas mues par

[1] Comparez avec les discours des conseillers du pape. *Hist. d'Ital.* X, 5.

une seule volonté ; mais si l'empereur et les Suisses se décident à la fois contre lui, il ne leur résistera pas (c'est ce qu'on vit en 1513). Si les Suisses restent neutres, tout le danger se tourne du côté de Bayonne et des Espagnols. Son armée est supérieure en nombre et en qualité; mais son principal avantage est de gagner du temps pour mettre les Navarrais de son parti, et ne pas ouvrir, par une bataille perdue, le chemin de Paris aux ennemis coalisés. Pourtant l'union des Anglais et des Espagnols, alors confédérés, est précaire; leur général est mauvais. L'issue de la lutte est douteuse. La France a mis la justice contre elle, en ne se contentant pas de repousser le pape et en occupant Bologne; elle a trop d'ennemis pour ne pas être en danger. Les Italiens ne doivent donc pas la considérer comme destinée à triompher, et c'est vers Bayonne, si les choses restent au même point, que se décidera l'évènement.

En effet, la descente d'un corps de Suisses dans le Milanais empêcha Louis XII de recueillir tout le fruit de la bataille de Ravenne; pour défendre la frontière de Navarre, il appela une partie de ses troupes d'Italie, et Maximilien se déclara contre lui. C'est après ces circonstances qu'en janvier 1513, Guichardin écrivit en Espagne le quatrième discours. Il forme en quelque sorte la contre-partie du précédent. Dans le troisième, l'auteur avait montré quelles étaient les parties faibles du roi de France. Il voudrait dans celui-ci prévenir les effets d'une confiance dangereuse par son exagération. [1]

D'avril 1512 à janvier 1513, nous dit-il, il est survenu de grands changements. Le roi de France a été chassé d'Italie et menacé par tout le monde; mais il peut aujourd'hui descendre en Navarre ; le roi d'Espagne, un moment maître de la chrétienté, s'est vu abandonné des Anglais, combattu par les Français, mal soutenu du pape et des Vénitiens. Les Suisses sont descendus en Lombardie et les Médicis retournés à Florence. Cette situation forme le sujet d'une étude intéressante. D'abord

[1] Comp. les réflexions sur la trêve conclue entre la France et l'Espagne, *Hist. d'Ital.* XI, 4.

les affaires d'Italie n'ont aucune assiette assurée; les Vénitiens, l'empereur et le pape ont trop peu de forces pour frapper un coup décisif, et les Espagnols sont en butte à la haine de la population. Les Suisses n'offrent guère de certitude; ils peuvent passer au roi de France, et celui-ci riche en argent et en hommes, s'il a les Suisses et les Vénitiens pour lui, regagnera d'un seul coup tout ce qu'il a perdu. Sans doute l'intérêt des Suisses serait de mettre le Milanais sous la domination d'un duc particulier; mais on sait quelle est sur leur détermination l'influence de l'argent. L'empereur de son côté peut être ramené vers la France par sa pénurie. Les Anglais, quoique ennemis naturels des Français, ne sont plus aussi redoutables pour eux qu'auparavant; ils sont capables de les inquiéter, mais non pas de prendre pied sur leur territoire. D'ailleurs la mésintelligence est manifeste entre eux et les Espagnols, et il est peu probable qu'ils s'entendent pour attaquer la France par le midi; les uns voudraient qu'on entrât en Guienne, les autres que l'on conquît la Navarre; l'orgueil et la prodigalité violente des premiers s'accordent mal avec la patience, la tempérance et la sobriété des seconds. Il ne faut guère penser que l'attaque aura lieu simultanément par Calais et la Navarre. Le roi d'Espagne attirerait ainsi sur lui le principal effort dans un pays où son ennemi serait soutenu par la faveur des peuples qui s'attache au prince dépossédé, le roi Jean. Ferdinand n'est pas sûr de tous ses sujets; il n'est que gouverneur de Castille, et déjà le mécontentement des Castillans s'est laissé voir. Quand il lève une armée, il n'en est pas le maître absolu; il faut qu'il partage en quelque sorte le pouvoir avec les grands. Sa cavalerie et son artillerie sont de qualité inférieure; son infanterie est excellente, mais ce qui en compose l'élite est en Italie; sa cavalerie légère est bonne aussi, mais si elle est d'une grande utilité dans une campagne, elle a moins de valeur dans une bataille générale. Il ne faut donc point se dissimuler les embarras de tout genre qui arrêtent Ferdinand, ni trop compter sur lui. Il désirerait une paix qui lui assurât Naples et la Navarre; autrement il cherchera à occuper les Français plutôt que de diriger contre eux une attaque sérieuse, et la France aura toujours

ainsi une chance de se relever des désastres qu'elle a subis. La conclusion de ce discours est évidente : c'est que les Italiens doivent rester unis, pour faire face au danger alors le plus menaçant pour eux, celui qui vient des Français.

La bataille de Novarre, celle de Guinegatte, l'invasion de la Bourgogne par les Suisses achevèrent d'épuiser la France et d'ouvrir ses frontières. Mais la dissolution de la ligue amena le traité de 1513 qui rendit pour quelque temps le repos à l'Italie. François Ier en montant sur le trône allait bientôt renouveler la lutte.

Entre les discours que j'ai analysés, et celui qui traite précisément de la descente de François Ier, s'en placent deux autres. En 1512, au moment de l'alliance entre Ferdinand et les Vénitiens, ceux-ci avaient demandé qu'on leur donnât pour chef Gonzalve de Cordoue, alors comblé d'honneurs, mais retenu en Espagne par le roi d'Aragon jaloux de sa gloire et de ses succès. Guichardin imagine deux harangues, adressées à Gonzalve, l'une pour l'engager à prendre le titre de chef de la ligue, l'autre pour l'en dissuader. Ces deux morceaux produisent un singulier effet entre ceux qui les entourent. Ils semblent une amplification de rhétorique, un exercice d'éloquence. En général on y trouve développées peu de ces raisons politiques qui certainement décidèrent la question. En revanche il y est beaucoup parlé de la gloire, de la richesse, du loisir qui obscurcit la renommée; les métaphores, les antithèses, les figures s'y multiplient sous la plume de l'écrivain qui paraît se complaire à un jeu d'esprit plutôt qu'entreprendre une discussion vraiment sérieuse des principaux termes du débat.

Le septième discours rentre au contraire dans le ton des précédents. C'est une discussion approfondie des chances des Français, et comme leur succès semble peu douteux, des projets qu'ils mettront à exécution, une fois vainqueurs de leurs adversaires.[1]

Il commence par un mot remarquable. « Sitôt qu'il y a trêve de l'autre côté des monts, l'Italie est attaquée. » Il était permis

[1] Voyez *Hist. d'Ital.* XII, 4.

d'espérer que les discordes qui s'élevaient entre la France, l'Espagne et l'Angleterre donneraient du répit aux Italiens; mais la trève intervenue entre ces états et la jeunesse du nouveau souverain des Français rallument en deçà des Alpes un nouvel incendie. C'est Milan qui est l'objet des attaques de François Ier. La lutte ne serait pas longue si le duc de Milan n'était soutenu par les Suisses. Pourtant, même avec leur secours, la résistance peut-elle être couronnée de succès? Ils veulent fermer les passage des Alpes; mais c'est là une entreprise difficile; il en reste toujours qui sont mal gardés; le défaut de vivres peut s'opposer à ce qu'ils soient longtemps tenus; et si les Français traversent les montagnes, la réputation des Suisses en sera diminuée. Admettons que les Alpes seront franchies: quelle sera la conduite des deux partis? Dans une affaire générale, les Français ont chance de remporter la victoire, mais en essuyant de grosses pertes. Il chercheront donc à fatiguer leurs ennemis plutôt qu'à engager une action décisive. Dans tous les cas, encore ici, l'avantage est manifestement de leur côté. Une fois vainqueurs, que feront-ils? Menacés par le roi d'Aragon et le pape, il est vraisemblable qu'ils voudront conquérir le royaume de Naples. S'ils ont vaincu complètement les Suisses, ils les auront assez affaiblis pour commencer sans crainte cette nouvelle entreprise; autrement ils s'uniront aux Vénitiens, et se donneront ainsi le moyen de garder la Lombardie. Qu'arrivera-t-il du pape au milieu de ces circonstances? Son hostilité gênerait les Français, et il est à croire qu'on voudra se le concilier.

Toutes ces prévisions se réalisèrent à peu près. Guichardin dans un court appendice placé à la fin du discours nous apprend ce qui se passa. Les Suisses vaincus abandonnèrent Milan, et renouvelèrent leurs capitulations avec le roi de France; l'accord se fit avec le pape, sans que Florence eût à supporter le poids du traité et sans aggravation de charges pour elle.

Les quatre morceaux suivants ont rapport à la politique des Vénitiens alliés ordinaires des Français et sollicités par l'empereur en 1513 d'entrer dans la ligue générale des Italiens contre eux, et en 1525, après la captivité de François Ier, d'abandonner

la cause perdue de ce prince et de faire alliance avec lui-même.

Dans chaque circonstance, Guichardin suppose que deux discours furent tenus en sens contraire, et il développe ainsi les arguments que l'on invoquait en faveur de l'une ou de l'autre opinion.

Les deux premiers, le huitième et le neuvième, sont reproduits dans l'histoire au livre XV et attribués à Gritti l'ami des Français et à Georges Cornaro. Il y a peu de différence entre les arguments qui sont proposés ici et ceux qu'offre l'histoire. Gritti essaie de montrer que l'honneur et l'intérêt obligent les Vénitiens à ne point rompre leurs anciens traités. Il vaut mieux avoir à Milan les Français qui font contrepoids aux Espagnols de Naples, plutôt que les Espagnols eux-mêmes. La promesse de rétablir un Sforza est illusoire; car ce prince ne saurait être indépendant, si l'on considère l'excessif développement qu'a pris la puissance espagnole dans la Péninsule; et si l'on adopte le parti de l'inaction, on n'a de la part de l'empereur aucun danger sérieux à redouter, au moins pour le moment.

L'autre orateur pense au contraire qu'on doit espérer de voir s'établir solidement un Sforza sur le trône ducal de Milan, surtout s'il est soutenu des Vénitiens, dont la volonté a jusqu'ici décidé du sort de la Lombardie. Enfin, il juge la domination française perdue. L'empereur est trop fort pour que la république songe à lui résister et, les sacrifices, qu'elle a déjà faits, ayant dégagé son honneur à l'égard de la France, elle a une excellente occasion de s'entendre avec le prince qui va dominer dans la Péninsule.

Ce fut l'opinion qui prévalut. Il est assez difficile de savoir quel était dans cette occurrence l'avis de Guichardin; il servait alors le pape en qualité de commissaire général de ses troupes, et suivait l'armée de la ligue. Il semble donc qu'il dut être contre la France. Pourtant, l'intérêt de l'Italie ne consistait peut-être pas à soutenir l'empereur déjà si puissant, et qui le devint bien plus encore par la victoire de Pavie. La politique d'équilibre conseillée par Gritti était plus favorable à la liberté générale des Italiens, car le caractère des Français les empêchait d'asseoir

une domination semblable à celle des Espagnols. Guichardin développe au moins ses raisons avec une complaisance qui témoigne de ce qu'elles avaient pour lui de spécieux.

Dans les discours dixième et onzième [1], son inclination n'est plus douteuse. Il s'agissait de gagner du temps et de ne point s'engager avec l'empereur dont la prépondérance se dessinait tous les jours plus nettement ; et l'avis des deux orateurs est, si l'on peut, d'attendre les évènements à la faveur des négociations. Seulement le premier croit cet atermoiement possible et utile ; il insiste surtout sur le peu de certitude que présente un accord avec Charles-Quint. L'empereur craint une ligue des Italiens ; il veut les accabler séparément. Les dangers que fera naître un refus de traiter sont peu redoutables. Bien que désireux de délivrer leur roi, les Français ne peuvent conclure une convention durable avec les impériaux, et la guerre dont Charles-Quint menace les Vénitiens est moins imminente qu'on ne se l'imagine. Les ressources de la république lui permettent au besoin de tenter encore un effort. Le second orateur effrayé de la supériorité des armées impériales, des hésitations du pape, de l'épuisement des Français, préfère que l'on traite. Le sénat écouta l'avis du premier et il est certain que cette politique était plus nationale, Elle permit de conclure la ligue de Cognac, que divers événement rendirent infructueuse, et que suivit la ruine de l'indépendance italienne. Mais, comme le dit Guichardin ailleurs, il ne faut pas toujours juger des déterminations par leurs résultats. La mauvaise exécution des meilleurs desseins leur est souvent funeste et la fortune a une grande part dans le succès.

Les cinq derniers discours traitent de la conduite du pape après la bataille de Pavie de 1525 à 1527. [2]

Après la défaite des Français, l'incontestable supériorité de Charles-Quint mit Clément VII dans un grand embarras. Tiraillé entre le sentiment de sa faiblesse, et le désir d'essayer une

[1] *Hist. d'Ital.* XV, voyez la résolution que prennent les Vénitiens.
[2] *Hist. d'Ital.* XV, XVI, XVII, XVIII.

dernière fois si le sort lui serait moins contraire, il voyait encore son anxiété accrue par les débats dont son propre conseil était le théâtre. Le douzième discours a pour but d'indiquer nettement la situation ; il énumère les dangers d'une guerre contre l'empereur, mais fait ressortir cette considération, que céder, c'est s'anéantir, et sans combat abandonner une position que l'on a quelque chance de défendre. Le treizième et le quatorzième placés dans la bouche, l'un de l'archevêque de Capoue, Nicolas de Schomberg [1] partisan de l'empereur, et l'autre du dataire Matteo Giberto [2], reproduisent les mêmes arguments avec plus de force et un détail plus étendu [3]. Il s'y trouve des aperçus ingénieux et profonds sur l'espèce de fatalité qui devait porter l'empereur à la victoire, des critiques habiles des armées alors engagées dans la péninsule. Les généraux français et italiens, Lautrec, le duc de Ferrare, le duc d'Urbin, ont peu de capacité, et encore moins d'ardeur à servir le pape ; on ne doit pas songer à les opposer sérieusement aux Leyva et aux Cardone. Jean de Médicis a seul du mérite ; mais il sert dans un poste subalterne Les troupes suisses, françaises et italiennes sont hors d'état de résister aux lansquenets et aux Espagnols. Les ressources pécuniaires, la fortune, tout est du même côté. Le pape et les Florentins recevront les premiers coups, et si le pontife tient encore à son pouvoir temporel, il n'a d'autres moyens de le garantir que de s'accorder avec l'empereur. Pourtant, reprend le dataire, on peut croire que l'empereur se montrera rigoureux. L'insolence de ses officiers a déjà dévoilé ses sentiments, et la haine, la rivalité, qui s'établissent naturellement entre les deux pouvoirs que représentent l'empereur et le pape, doivent faire tout craindre du premier. Il annulera l'autorité temporelle, et même l'autorité spirituelle. En admettant qu'il n'ait que de bonnes intentions, n'est-ce pas abdiquer, se rabaisser soi-même au dernier rang, que de se mettre à sa discrétion. Il faudrait donc lutter

[1] C'est celui dont il a été plusieurs fois question dans la première partie.

[2] L'un des personnages les plus considérables de la cour papale à cette époque.

lors même qu'il n'y aurait plus d'espoir, et tout espoir n'est pas éteint. Si les Français ont été vaincus, ils le doivent à leur imprudence ; il est encore un parti à tirer des Suisses, des Italiens, et l'on est sûr d'être favorablement accueilli des populations ; le royaume de Naples sera l'objet d'une diversion ; les chances de la guerre peuvent amener un revirement complet dans la situation. Mais ne pas faire la guerre, c'est négliger l'honneur ; c'est même agir imprudemment, car dans certaines conditions la hardiesse est une sorte de prudence.

Malgré toutes ces raisons, au mois d'avril 1525, le pape conclut un accord avec Lannoy, vice-roi de Naples pour Charles-Quint. Guichardin l'en blâme dans le quinzième discours. Cette mesure serait bonne, dit-il, si l'on avait pu prendre toutes les sûretés nécessaires, dont la première est la restitution du Milanais aux Sforza. Mais on ne l'a ni fait ni pu faire, et le pape est inexcusable de s'être mis entre les mains de l'empereur sans tenter au moins la fortune. C'est accepter telle qu'elle est la puissance des Espagnols en Italie. Faut-il même compter sur la fidélité de l'Empereur à remplir les conditions de l'accord? Au contraire, il a voulu s'assurer du pape et se rendre maître des affaires d'Italie pour prévenir les effets de l'union entre les Français et les Anglais ; et quand une fois il aura pris pied sur le sol italien, il ne sera plus possible de rompre avec lui. Cette convention funeste enlève à la fois l'empire et l'honneur.

Plus tard, le pape revint à une autre politique ; il entra dans la ligue de Cognac[1] destinée à combattre Charles-Quint. La mauvaise conduite de la guerre de la part des confédérés, la vigueur de Bourbon et de ses bandes amenèrent la prise de Rome, la révolution de Florence, et par suite l'asservissement réel de l'Italie aux Espagnols. Toutefois Guichardin justifie dans le seizième discours Clément VII du parti qu'il avait adopté.

Il ne faut pas, dit-il, juger des résolutions par le résultat qui les termine. Il faut considérer, au moment où on les a prises, les motifs que l'on avait de se décider suivant les règles de la sa-

[1] *Hist d'Ital.* XVII, 2.

gesse humaine. Or, il existait pour le pape deux raisons de faire la guerre : la nécessité de se débarrasser d'un danger menaçant, et une espérance probable de victoire. Charles-Quint, vainqueur du roi de France, maître de Milan dans le fait et par le droit du traité, était trop puissant pour le pontife. Ses projets peu déguisés de monarchie universelle, l'antagonisme ordinaire des autorités temporelle et spirituelle, la brouille récente des deux princes, tout engageait Clément VII à écouter les propositions de Morone [1]. La découverte du complot accrut le danger. En même temps, la liberté rendue au roi de France était un témoignage des desseins de l'empereur sur l'Italie. Il a depuis fait preuve de modération, soit que son caractère, soit que les événements l'y aient obligé. Mais on ne pouvait prévoir qu'il en serait ainsi, surtout en considérant l'arrogance de ses capitaines. Enfin il n'était pas permis au pape de se livrer à lui. Certes le soin des choses temporelles passe après celui des choses spirituelles. Mais le serment prêté à son avènement de transmettre à ses successeurs le patrimoine de Saint-Pierre dans son intégrité, la corruption des temps, qui réduit à néant l'autorité spirituelle, si elle n'est pas soutenue d'une indépendance véritable dans l'ordre temporel, empêchaient Clément VII de renoncer à ses états. D'ailleurs l'espoir de vaincre n'était pas perdu ; l'empereur lui-même et ses officiers le sentaient, comme le montrent les lettres qu'on intercepta [2]. Il en résultait une nécessité, et une espérance que ne réprouvait pas la raison. Seulement on ne peut résister ni à la volonté de Dieu, ni à la fortune. [3]

Ici se termine la série des mémoires relatifs à la politique générale de l'Italie que nous a donnés jusqu'à présent M. Canestrini. Dès-lors Guichardin entra dans une autre période de son existence où non pas ses sentiments, mais les obligations de sa conduite se modifièrent. Mais, surtout dans les fragments que j'ai analysés, sa pensée, libre d'entraves imposées par les événe-

[1] Ministre du duc de Milan qui voulut, par une conspiration, chasser d'Italie les Espagnols. *Hist. d'Ital.* XVI, 3 et 4.

[2] Allusion probablement au fait dont il est question, *Hist. d'Ital.* XVII, 2.

[3] Volentes ducunt, nolentes trahunt fata. *Ricordi,* 138 et 302.

ments, se développe dans son plein. Comment faut-il apprécier ses vues sur la politique de l'Italie? Dans le cours de sa carrière, il a paru tantôt dans les rangs des Français, tantôt parmi les Espagnols. Son rôle n'a pas été assez éclatant pour que nous ayons pu bien nettement discerner les motifs qui l'entraînaient. Il a seulement toujours semblé très-ardent à faire réussir chaque fois le parti qu'il soutenait. L'étude de ces discours nous offre le détail de son opinion. Son patriotisme italien est réel, quoiqu'il ne songe pas, pour lui donner la victoire, à confier à un tyran le pouvoir suprême. Sa théorie est en certaines parties celle de Jules II; il voudrait, puisque les Italiens ne sont pas assez forts pour y parvenir seuls, qu'ils chassassent les Barbares les uns par les autres. Pour son compte, il lutte jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la prise de Rome. Plus tard ses lettres servent à constater sa lassitude. Toutefois la politique extérieure qu'il a conseillée au duc Cosme est encore la même : sauvegarder son indépendance à l'égard des Espagnols, sans trop se compromettre contre eux. Que valait cette politique? On ne peut contester qu'elle ne soit plus honnête que celle de Machiavel, qui sacrifie trop au désir du succès, lorsqu'il abandonnait au libérateur de la patrie une dictature nécessaire peut-être, en tout cas sans terme ni mesure. En revanche elle exigeait des Italiens trop de vertus en face du reste de l'Europe; elle ne tient pas assez compte des froissements inévitables d'une confédération composée d'éléments aussi nombreux et aussi divers. Elle n'est pas assez tranchée, et quoique inspirée par un sincère amour de la patrie, elle pèche par un défaut perpétuel de résolution et de vigueur. Ce n'est pas qu'elle soit indécise dans l'exécution, mais elle est condamnée à trop de ménagements, et dans les grands dangers, comme le dit Guichardin, la témérité devient prudence. Lui-même a de la constance, de la fermeté, mais il ne sait pas assez sacrifier en vue du résultat définitif. Les combinaisons le préoccupent trop. Il n'a pas la conception prompte, qui court de suite au point principal et s'y attache uniquement. Il reste un homme de talent, un homme habile, mais sans que ses aperçus aient la profondeur et l'originalité de ceux de Machiavel.

§ 4. DISCORSI INTORNO ALLE MUTAZIONI E RIFORME.

Les *Discorsi intorno alle mutazioni e riforme* sont, en partie, comme les pièces précédentes, des études personnelles de l'auteur sur les questions que faisait naître de son temps l'état de Florence; les derniers semblent avoir été des mémoires adressés directement à ceux qui gouvernaient alors la cité, pour conseiller et diriger leur conduite.

M. Canestrini croit que ces discours furent en général contemporains des évènements auxquels ils ont rapport. Je le pense aussi pour le plus grand nombre, mais non pour les deux premiers. Ils se trouvent, dit le savant éditeur, dans le même cahier que le traité *del Reggimento* dont l'écriture est de 1529, présomption déjà assez forte contre la date de 1495 qui leur est attribuée dans la publication des œuvres inédites. J'ai vu de la main de Guichardin des travaux de 1495 et 1497. Faut-il croire que ceux-ci sont de la même époque, et les regarder comme des espèces d'exercices politiques qu'il eût faits sous les yeux de son père et de ses amis? C'est, je crois, beaucoup demander à un enfant de treize ans, quelque précoce qu'il pût être. Pour moi, j'aimerais mieux rapporter ces travaux à la composition de l'histoire de Florence, dont je parlerai plus loin; ce sont probablement des discours qu'il se proposait d'insérer plus tard dans cet ouvrage inachevé, et qui, laissés définitivement de côté, furent ajoutés par ses secrétaires au recueil qui contenait les autres morceaux du même genre.

Quand, d'après les conseils de Savonarole, on eut établi le Grand Conseil, composé de tous les citoyens actifs, chargé de délibérer sur les affaires principales et d'élire les magistrats, une grande discussion s'émut bientôt sur la majorité nécessaire pour la validité des élections. A Florence le sort et le choix concouraient aux nominations. Tous les noms de ceux qui réunissaient un nombre suffisant de voix étaient mis dans ce qu'on appelait les bourses des scrutins, et le sort décidait qui devait l'emporter,

et dans quel ordre se succèderaient les élus. Dans la première organisation, on avait adopté l'ancienne règle florentine, celle des *più fave* ou des deux tiers des voix. Le parti populaire, trouvant cette mesure trop restreinte, demandait qu'on n'exigeât plus que *la metà*, c'est-à-dire la moitié des voix plus une, pour être ballotté dans les scrutins. C'est à cette occasion que Guichardin suppose deux discours prononcés dans le Grand Conseil par deux orateurs des partis différents.

Définissant le gouvernement populaire comme celui de l'égalité, le premier pense qu'il faut faire des réserves dans la distribution d'honneurs qui ne peuvent être conférés à tous, et l'obligation des *più fave* est selon lui une heureuse précaution qui, sans nuire à la liberté, montre de quel côté est la majorité véritable et assure la bonté des choix. Il craint que, si l'on abaisse le niveau, une indulgence fâcheuse ne permette souvent à des hommes incapables de réunir la moitié des voix, et n'enlève toute garantie aux magistratures. Ainsi la licence remplacera la liberté et dans un moment où surtout les dangers publics réclament des choix mesurés.

L'orateur populaire, dans un long discours, où l'on reconnaît le souvenir des harangues que Salluste place dans la bouche de ses démagogues, prétend qu'on ne peut trop user de la liberté, que tous doivent participer aux honneurs et aux profits qui en résultent. D'ailleurs, ajoute-t-il, les choix n'en seront pas plus mauvais, et l'on fera cesser ainsi l'esprit de cabale qui empêche tout autre que les riches et les nobles de prendre part au gouvernement. Il demande que l'on compte sur l'esprit de soumission et de déférence de personnages, jusqu'ici neufs dans les affaires, et qui s'y trouveront mêlés. Mais son dernier argument est toujours le même ; ce qui le préoccupe, c'est beaucoup moins l'excellence des magistrats que l'extension des droits d'éligibilité. Cette opinion l'emporta sur l'autre que soutenaient les républicains modérés. Ailleurs [1] Guichardin nous a déjà laissé voir quels inconvénients il trouvait dans cette décision qui enlevait aux plus

[1] *Del Reggimento*, I.

sages têtes toute influence dans le Grand Conseil, et qui livrait le gouvernement à une démocratie ignorante et mobile. Le style de ce discours est fort curieux ; on y trouve un effort manifeste pour mettre le langage du personnage d'accord avec ses opinions. C'est un homme du peuple, du moins il s'adresse à des hommes du peuple, et en emploie les expressions. Guichardin multiplie dans sa bouche les termes familiers, les comparaisons triviales, les proverbes. Les grands sont désignés par une allusion au jeu de dés, comme *les points de quatre et au-dessus ;* le peuple devient *le trois, deux et as*[1]. *Il a longtemps porté le bât, il veut aller à cheval à son tour*[2]. *La noblesse agit comme un mauvais associé qui ne laisse à ses compagnons que le rôle de garçons à la boutique, et empoche les profits*[3]. *Cependant les moindres citoyens courent au conseil comme l'ours au miel* ; *en faisant bien leur compte, ils ne reviennent chargés que d'amendes*[4]. Le raisonnement est faible d'ailleurs ; la violence des paroles tient lieu de preuves ; l'auteur semble avoir en vue de ridiculiser le parti qui triomphe.

Le troisième discours a plus d'intérêt ; c'est en quelque sorte une ébauche du traité *del Reggimento.*

Tandis que les évènements se précipitaient en Italie, au moment même de la catastrophe, puisque Guichardin écrivait en Espagne le 27 août 1512, et l'on ne sut que le 6 septembre la nouvelle de la rentrée des Médicis à Florence, il résolut de rassembler ses idées sur les moyens d'écarter le danger et de réorganiser l'État.

[1] Sono ancora nel tre, dua, asso, molti cittadini buoni, d'assai e valenti così come nel sei, cinque e quattro. *Op. Ined.* T. II, p. 254 et 259.

[2] E a quegli, che sessanta anni continui aranno portato il basto, toccherà pure andare a cavallo la volta sua. T. II, p. 252.

[3] E alla fine cognoscerete che costoro vi hanno dato ad intendere, di avervi scritto per compagni in su' libri di questa bottega; mà che in fatto siate garzoni, e che al saldare de' conti, a voi resterà la fatica, e loro saranno tutti gli utili. Ibid. p. 261. — [4] Corriamo a questo consiglio, furioso come fa l'orso al miele, e non ci accorgiamo che è fatica e servitù sanza profitto; e che in capo dello anno, se facciamo bene i conti nostri, non torniamo a casa carichi di altro che di appuntature. Ibid. p. 260.

D'abord il ne se dissimule pas que l'introduction en Italie d'étrangers aussi puissants que les Français et les Espagnols menace la république d'une ruine presque inévitable. Ils voudront tout réduire sous leur pouvoir, et les forces des Florentins sont incapables de leur résister. Mais les maux intérieurs ont aussi leur part dans la situation déplorable de la ville. Ballottée entre la tyrannie et la licence, elle est en proie à une ambition universelle qui ne laisse pas de place aux gens éclairés. En outre, en même temps que les citoyens s'appauvrissent par la décadence du commerce et les pertes de la guerre, le luxe va toujours grandissant.

Pourtant il est permis de conserver quelque espoir ; mais il faudrait se soumettre à une réforme complète.

La première chose à faire est de rendre des ressources à l'État épuisé ; mais Guichardin ne s'explique pas sur les moyens qu'il voudrait voir adopter. Il se contente de nous dire que la dette publique absorbe presque tous les revenus [1], et de proposer le changement du système militaire. Il serait bon de s'habituer à faire la guerre soi-même comme autrefois, et d'apprendre à se passer des condottieri, insolents, avides et indisciplinés. Néanmoins l'auteur ne veut pas s'étendre sur le détail de cette organisation, et il semble qu'il n'approuve pas de tout point les plans de Machiavel, puisqu'il n'en dit rien ici, quoiqu'ils fussent bien connus, et recommande une exacte justice. Ailleurs nous verrons ce qu'il y trouvait à redire.

Quant à ce qui regarde la combinaison des formes du gouvernement, il déclare que le goût de la liberté est trop habituel à Florence, pour qu'on ne conserve pas le Grand Conseil. Sans doute il a ses inconvénients, mais aussi ses avantages, qui s'augmenteraient si l'on usait de certaines réformes. Ainsi, peut-être serait-il bon d'admettre au vote sur les élections des citoyens non encore pourvus de tous les droits [2]. Sans ambition personnelle, ils règleraient leur choix uniquement d'après leur conscience et l'intérêt public. L'élection des magistrats, telle doit donc être l'attribution principale de cette institution. Mais s'il est apte à

[1] Cf. *Ricordi*, 115. — [2] Giannotti demande la même chose. *Repub. Fiorent.* II.

remplir heureusement cet office, surtout si l'on en revient au scrutin *per le più fave*, le conseil ne l'est pas également à délibérer sur les affaires importantes qui demandent des lumières et de l'habileté[1]. L'État a besoin d'un chef pour le diriger, ce sera le gonfalonier à vie, et d'un conseil d'hommes sages et expérimentés, qui fasse contre-poids au gonfalonier et à la multitude. Or le conseil des *Ottanta*, qui jusqu'ici en a tenu la place, est sans autorité. L'auteur, revenant sur les attributions de chacun de ces pouvoirs, pense que le Grand Conseil doit aussi consentir aux lois, mais sans avoir d'initiative. Contrairement à l'usage de tous les gouvernements parlementaires, il enlève à l'assemblée populaire le vote des impôts et le donne au conseil du *Milieu*, assisté des magistrats nommés dans le Grand Conseil. Il voudrait que l'on diminuât les pouvoirs de la seigneurie, qui sont excessifs[2], surtout si l'on considère que tout citoyen a le droit d'y arriver à son tour indépendamment de sa capacité. Aussi sous Pierre Soderini est-elle à la merci du gonfalonier. Il faut donc lui retirer les droits qu'elle possède sur la vie et les biens des citoyens, sur la nomination aux ambassades et aux commissariats, sur la préparation des lois. Le gonfalonier, son chef, pourra intervenir dans les affaires criminelles qui ne regardent pas l'État. Sera-t-il élu à temps ou à vie? Guichardin, comme dans le traité *del Reggimento*, préfère cette dernière combinaison. Comment et par qui sera-t-il nommé? Le conseil du Milieu choisira aux *più fave* trois candidats qu'il proposera aux votes du Grand Conseil. Reste à fixer la composition de ce conseil du Milieu, auquel on donnera le nom de *Sénat*. Jusqu'ici l'élection seule l'a désigné et renouvelé tous les six mois. De là un défaut de stabilité et de tradition. Un moyen terme permet de le former autrement. On y ferait entrer d'abord la Seigneurie, les Colléges et les principaux magistrats, pendant leurs fonctions, puis si l'on veut, une fraction réélue régulièrement, comme l'on a fait jusqu'à présent; enfin une partie serait à vie et choisie par le conseil

[1] C'est un des points très-importants où Guichardin diffère de Gianotti. Cf. *Repub Fior.* III, 5. — [2] C'est aussi l'avis de Giannotti.

même entre ceux qui auraient occupé des postes éminents. En tout, les sénateurs seraient deux cents, dont quatre-vingts environ perpétuels maintiendraient un esprit de suite dans les affaires. Leurs fonctions seraient de régler les enrôlements des condottieri, de nommer aux ambassades, aux commissariats, à ces magistratures dont le peuple est mauvais juge, et que l'on enlève à la seigneurie; enfin de préparer les lois.

La manière dont les lois se font dans une cité est un point important. Guichardin n'est pas content de ce qui s'est passé jusqu'au moment où il écrit. Il faut trop de formalités, et pourtant tout est entre les mains du Gonfalonier et de la Seigneurie, c'est-à-dire du pouvoir exécutif[1]. Comme ils ont seuls l'initiative, s'ils ne proposent rien, rien ne se fait; et comme la délibération a lieu dans le Grand Conseil, tout ce qu'ils proposent passe à la faveur de l'ignorance et de l'emportement de la multitude. C'est la tyrannie en général, qui rend la proposition des lois difficile, et qui met au contraire le vote à la disposition de tous. En supprimant réellement la liberté, elle en laisse l'apparence [2]. Le contraire doit avoir lieu. Il est nécessaire que l'initiative soit la plus large qu'il est possible, mais que de nombreuses discussions précèdent l'adoption d'une mesure importante. Il est bien entendu qu'on excepte les cas d'urgence. Guichardin propose à Florence deux manières de faire les lois. L'une consiste à laisser l'initiative à la Seigneurie, mais en l'obligeant, une fois la résolution adoptée dans les Colléges, à mettre un délai entre la lecture du projet et la délibération du Sénat. Enfin le Grand Conseil, s'il est à son tour appelé à se prononcer, le fera par un vote muet. Dans tous les cas le vote des impôts aura lieu de cette façon, et ce serait un moyen de le porter devant le Grand Conseil. La seconde manière consiste en ce qu'un seul des seigneurs ait le droit, même

[1] C'est encore le grand reproche que Giannotti adresse à la constitution florentine. Tout le livre II de la *République* y est consacré.

[2] Sono i modi di oggi contrari, chè il proporre è difficile, chè i modi delle consulte sono più facili per farne conclusione. Cose tutte trovate da' tiranni, i quali sustanzialmente levano la libertà, riservanla in nome e certi colori di poco momento. *Opere Inedite*, T. II, p. 296.

sans être d'accord avec ses collègues, de proposer l'affaire au Sénat. Il faudrait alors qu'il réunît dans cette assemblée les trois quarts des voix au lieu des deux tiers, pour que le grand conseil délibérât à son tour sur la proposition. Ce qui est considérable c'est que ces assemblées aient leur existence régulière, et ne dépendent point du Gonfalonier. Ainsi Pierre Soderini tantôt appelle les notables dans les *Pratiques* adjointes aux *Ottanta*, tantôt se passe de leur concours, et fait de cette convocation arbitraire un moyen de gouvernement. C'est là une cause de mécontement et de trouble. Guichardin demande comme ailleurs que l'on supprime la délibération par quartiers, que les *Dix* deviennent permanents, et forment une sorte de comité de la guerre et de l'extérieur, que le Sénat intervienne dans les instructions donnée aux ambassadeurs et aux commissaires, que dans les délibérations, celui qui propose la loi réclame nominativement les avis qu'il lui plaît. Toutes ces mesures ont pour objet de limiter le pouvoir du chef de l'état, en l'entourant d'institutions légitimes au même titre que lui, et agissant sous sa surveillance, mais demeurant indépendantes. Il loue l'abolition de l'Assemblée à Parlement, dont les résolutions tumultuaires sont à la merci de quiconque la convoque et possède la force. Selon lui ce gouvernement sera libre et juste; il préviendra le désordre; il satisfera les ambitions légitimes. Il ne reste plus qu'à régler la manière dont se rendra la justice. Il consent à garder l'institution des Huit de balie, et des conservateurs des lois et à leur laisser la décision même dans les crimes contre l'état; seulement si la peine va jusqu'à la mort et au bannissement, il doit y avoir pour les condamnés recours au Sénat, assisté, non des Colléges trop nombreux, mais de la Seigneurie. Pour le reste une commission du Sénat recevra les appels. Les Huit et les Conservateurs pourraient manquer de vigueur, et c'est en vue d'y remédier que l'on avait institué la Quarantie. Elle n'a pas réussi parce qu'elle était trop dans la main du Gonfalonier, mais celui-ci est borné dans son autorité, et en y introduisant quelques modifications, elle rendrait des services. Le Sénat, ou une commission tirée du Sénat, connaîtrait de ses retards dans l'expédition des jugements et de ses arrêts.

Au seizième siècle et à Florence on ne songeait pas encore à la théorie de l'inviolabilité du souverain et la responsabilité de ses ministres. Le Gonfalonier à vie dont l'action s'exerce directement sur le gouvernement doit nécessairement être responsable lui-même de ses actes. Mais quelle sera la garantie de cette responsabilité? En l'absence de moyens légaux, le souverain, s'il est le plus fort, deviendra tyrannique ; s'il est le plus faible il sera perpétuellement en butte à l'insurrection. Guichardin admet que dans chaque seigneurie qui se renouvelle tous les deux mois un seul membre pourra l'accuser devant le Sénat, et qu'il faudra les deux tiers des voix au moins pour le condamner Le moyen est ingénieux ; mais prévient-il tous les désordres? Je ne le crois pas. Le Sénat devient ainsi tout puissant, et le gouvernement tombe entre les mains d'une oligarchie qui se recrute elle-même, et par la crainte qu'elle inspire au chef de l'état le domine et avec lui tous les pouvoirs qui en dépendent.

Guichardin pense que la combinaison qu'il imagine est la meilleure dans les circonstances où se trouve Florence. Seulement il voudrait voir se réformer les mœurs, et il espère qu'on y arriverait par des lois somptuaires bien assises. Il se trompe ici. Les lois ne changent guère les mœurs, surtout des lois somptuaires ; mais il est pardonnable d'avoir songé à ce remède inefficace au milieu des embarras de sa patrie ; et il a au moins reconnu le vrai mal, celui qui corrompait toutes les tentatives et tous les plans d'organisation dont elle était l'objet.

Ces vues ne diffèrent pas beaucoup de celles qui sont contenues dans le traité del *Reggimento*. Il y a plus d'espérance, moins de découragement, et presque autant de maturité. Il faut admirer ces esprits déjà si exercés sur toutes les questions de droit public et de droit constitutionnel qui nous émeuvent aujourd'hui ; mais sans établir une discussion qui serait infinie sur chacun des points particuliers que propose Guichardin, il suffit d'en indiquer les défauts généraux. Les trois pouvoirs, exécutif, législatif, judiciaire, ne sont pas distribués d'une manière assez indépendante les uns des autres. Enfin la liberté est toujours médiocrement comprise et mal définie ; l'origine de l'erreur est

partout la même. C'est l'excès de confiance dans l'observation des faits. Lorsque l'instinct de la nation n'est pas celui de la vraie liberté, l'écrivain n'en trouvera pas l'image dans la contemplation des événements; il s'occupera d'une règlementation artificielle de la constitution, et il errera dans un cercle infranchissable, en l'absence d'un principe fécond.

La révolution de 1512 arriva au moment même où Guichardin se livrait à ces méditations. Le parti des modérés essaya vainement de constituer un gouvernement indépendant à la tête duquel fut placé Gian-Battista Ridolfi, célèbre politique du temps. Mais une de ces assemblées à parlement, contre lesquelles protestait tout ce qu'il y avait à Florence de sage et de libéral, remit les choses dans l'état où elle étaient avant 1494 et rendit le pouvoir absolu aux Médicis. [1]

La nouvelle de ces événements suggéra à Guichardin les réflexions qui remplissent le quatrième discours.

Le principal, dit-il, pour les médecins est de savoir le point précis, et le moment auquel il faut appliquer le remède; il en est de même quand il s'agit du gouvernement des états. Ainsi la maison de Médicis qui a maintenant le pouvoir ne doit pas s'imaginer qu'il suffise de faire comme ses ancêtres; elle a besoin d'examiner l'état des partis dans la ville et de régler sa conduite en conséquence. Florence a toujours aimé la liberté, et c'est ce qui fit le succès de Cosme et des siens. Ils semblaient renverser la tyrannie des grands. Aujourd'hui au contraire, leurs descendants succèdent à un gouvernement plus large; ils ne peuvent donc suivre les mêmes errements. Or au milieu de quelles circonstances reparaissent-ils? Plusieurs partis divisent les citoyens. En première ligne se placent les irréconciliables ennemis des Médicis, en seconde ligne leurs amis, dont les uns comptent sur eux pour vivre et faire leur fortune et ne peuvent se passer de leur appui, les autres, que leur modération a fait employer sous le gouvernement populaire, sont plus tièdes, et ne seront engagés que par le traitement qu'ils éprouveront. Enfin vient la masse, dont les

[1] *Hist. d'Italie.* XI, 2. Voyez aussi le nº II aux Pièces Historiques.

opinions peu précises, sont cependant hostiles au pouvoir d'un seul. Il y a deux conduites à tenir : l'une consiste à dissimuler autant qu'il est possible le principe tyrannique du gouvernement, l'autre, à l'avouer, mais en se faisant des partisans capables de soutenir le poids de l'état. Le mécontentement qui subsistera toujours à l'égard des dominateurs de Florence engage à embrasser le second de ces avis. Reste donc à gagner des amis à les attacher solidement à sa cause.

Guichardin commence à perdre ici de ses illusions. Il ne croit plus la réforme possible avec le peuple ; il songe à former entre les Médicis et l'aristocratie cette ligue dont le parti populaire n'a pas voulu. Mais le despotisme comme l'extrême démocratie ont la même intolérance ; ils n'aiment pas le partage du pouvoir, et en excluent absolument leurs rivaux. Guichardin eut bientôt lieu de s'en convaincre.

En 1516, quand il écrit le cinquième discours, il signale le mécontentement qui naquit du retour des Médicis et les vaines espérances que fit concevoir le pontificat de Léon X ; pourtant quoiqu'il se soit écoulé trois ans depuis lors, aucune ne s'est réalisée. La grandeur de la papauté empêche de sentir encore les maux qui en résulteront ; mais il ne faut jamais en politique compter uniquement sur le mérite d'un seul homme. S'il meurt tout est perdu, et telles éventualités peuvent se présenter, où il ne suffira pas à la situation. Il est donc indispensable d'assurer l'état de Florence. Or trois choses sont nécessaires pour y parvenir. D'abord il faut que l'on s'occupe du gouvernement. La jeunesse du pape fait concevoir d'autres ambitions ; Julien et Laurent lui-même songent à des agrandissements incertains, et qui ne leur donneront jamais l'influence que leur vaudra la possession de Florence. En second lieu ils ont besoin de s'entourer d'hommes sages, qui s'attachent à eux, leur servent d'appui et les dirigent. Laurent qui veut tout faire par lui-même, décourage ses partisans. Il aurait dû les consulter sans les suivre aveuglement, et aussi les enrichir. La défiance que les Médicis témoignent aux Florentins, dont ils méconnaissent la douceur, et à leurs amis, dont ils craignent l'ingratitude, nuit à tout le monde.

Pourtant il devrait s'assurer du parti modéré ; s'il a cru conquérir la liberté dans les commencements de Soderini, il s'est désabusé, et sait bien quelle serait désormais la violence d'une révolution. Ce sont d'ailleurs les mêmes hommes qui ont soutenu l'habile politique de la maison en 1458, en 1466, en 1478, contre les Pitti, les Neroni, les Pazzi, et s'ils ont cédé en 1494, c'est à cause des sujets de plainte que leur a donnés Pierre. En troisième lieu il faut tenir le peuple content, en administrant sagement les finances, en surveillant l'exercice de la justice civile, celle qui touche aux intérêts, en empêchant que les puissants n'oppriment les faibles. Si l'on a soin de mettre dans toutes ces mesures de l'adresse, de la modération, de la libéralité, si l'on s'efforce d'améliorer les mœurs et de restreindre le luxe, il s'établira peu à peu un état solide et prospère. Mais qu'on prenne garde aux mauvais conseillers, il n'en manquera pas pour prétendre que la tyrannie est plus commode à garder et surtout plus profitable.

En effet, il n'en manqua pas. Quelquefois des avis furent demandés aux plus habiles politiques du temps. Mais ni Machiavel, qui proposait à Léon X de rétablir la forme républicaine sous la souveraineté du pontife [1], pour déguiser la hardiesse de son conseil, ni Alessandro des Pazzi, qui se ralliait à peu près aux plans de Guichardin [2], ne furent écoutés. La situation se tendit de plus en plus, la désaffection se mit dans les rangs mêmes des Palleschi modérés, et le résultat fut la révolution de 1527. Guichardin avait eu raison de prévoir que cette nouvelle révolution dépasserait de beaucoup la première. Rejeté dans le parti du pape, il adresse alors ses remontrances à ses concitoyens dont la perte était imminente. En 1530, au mois de mai, quand la prise d'Empoli eut mis aux abois le vaillant Ferrucci, il leur conseille d'éviter les horreurs d'un assaut et de se rendre au pape dont il vante les intentions bienveillantes. Il leur reproche leur refus de recevoir l'envoyé du pape, et la déposition de Capponi. Il leur démontre la vanité des espérances auxquelles ils se sont abandonnés

[1] *Discorso sopra il riformar lo stato di Firenze.*
[2] Archiv. Storic. T. I, p. 420.

jusque là, et les engage à sauver de la colère de l'empereur ce qui leur reste de leur splendeur antique.

Ces exhortations ne furent point entendues, et Florence, privée du courage de Ferrucci et trahie par Malatesta Baglioni, ne put tenir devant l'armée espagnole. Une fois les Médicis redevenus les maîtres, il s'agit d'organiser la nouvelle constitution. C'est alors que les conseils de Guichardin s'adressèrent au pape, seul et absolu souverain des affaires. Plusieurs discours ou notes lui furent envoyés dans les premiers mois de 1531. La date de chacun de ces morceaux n'est pas toujours très facile à déterminer. M. Canestrini les place tous en 1531, et comme Guichardin partit au mois de mai pour son gouvernement de Bologne, c'est avant cette époque qu'il faut les supposer écrits.

Le premier, celui qui dans la série générale est le sixième, semble composé après la formation de la commission des *Accopiatori*, dont il est question, au sujet de l'un d'eux, Antonio Gualterotti.

Il pouvait y avoir quelque incertitude dans les desseins du pape, ou Guichardin espérait de sa part quelque adoucissement. Il ne dit rien encore des pouvoirs extraordinaires, conférés au duc Alexandre, comme chef de la république, et dès les premières lignes, il admet qu'on veuille conserver au moins les formes de la liberté; il invoque l'exemple de Sylla, celui d'Auguste, de Laurent de Médicis et dans des temps plus rapprochés celui d'André Doria. Il propose d'établir un conseil de cinquante ou soixante personnes semblable à celui des *Septante*, qui fonctionnait avant la révolution de 1494, et dans le sein duquel on prendra les *Huit de Pratique*. Les membres en seront perpétuels; ils pourront être commissaires au dehors ou ambassadeurs; ils auront un salaire de cent ducats l'année. Mais ils devront être âgés de quarante ans, pris dans la grande balie[1], et seront exclus des offices inférieurs laissés comme appât à de moins élevés en crédit et en dignité, et qu'il est bon de s'attacher par le profit qu'on y trouve. Au-dessous de ce conseil subsistera la grande

[1] Voy. CHAPITRE I, § 6, de ce travail.

balie, accrue jusqu'au nombre de deux cents, y compris les soixante. Les *Deux Cents* jouiront des offices inférieurs (Uffici di guadagno). Ainsi l'on pourra établir une aristocratie dévouée servant de barrière contre la masse du peuple, et où voudra entrer quiconque se sentira du mérite. Il sera bon aussi de maintenir les *Pratiques*, c'est à dire cette commission restreinte de quinze ou vingt citoyens des principaux, que l'on appelait à consulter sur les affaires, qu'ils fussent ou non magistrats, et qui, sans titre spécial, dirigeaient réellement l'État. Prise au milieu d'eux une *deputazione occulta* de quatre ou cinq citoyens décidera dans les cas urgents avec la même autorité que la balie, et aidera le chef du gouvernement (*lo stato*). Guichardin recommande, quelque forme que l'on adopte, d'observer la justice et surtout d'alléger les charges qui pèsent sur la ville. Il ajoute à sa note une liste de noms d'hommes capables d'entrer dans le conseil des Soixante. Il en donne cinquante-huit, avec ceux de quelques familles, où il ne désigne point de membre particulier. En général tous les personnages indiqués par lui ont fait partie de la grande balie du 8 novembre, de la commission des *Accopiatori* du 31 mars 1531, ou du sénat des Quarante-Huit d'avril 1532. C'est donc l'élite du parti des Médicis. Remarquons l'influence que Guichardin veut s'y ménager, en insistant sur la nécessité de nommer son frère Luigi, et d'associer les Capponi, et les Segni [1], ses parents et ses amis, au nouveau gouvernement. Il termine en recommandant d'effacer la distinction des arts, devenue inutile, tout en accueillant dans le conseil, pour faire taire toute plainte, ce qu'il y a de meilleur dans les arts mineurs.

Dans le huitième discours, la situation n'est plus la même ; le ton change, et devient plus chagrin. Dès l'abord, il est question du nouveau duc ; et il parle d'institutions alors menacées, et regardées comme à l'abri de toute atteinte dans le précédent morceau. Il faut, dit Guichardin, garder la *Seigneurie*, les *Huit de*

[2] Les Segni, famille qui produisit un historien distingué, étaient parents des Capponi. Pour ceux-ci voy. le PREMIER CHAPITRE.

Pratique, et les autres magistrats, avec leur autorité accoutumée et l'ancienne forme des élections. On peut seulement modifier le nom des *Gonfaloniers des compagnies* en celui de *Procurateurs* [1]; ils formeront les douze *Bons Hommes*, les *Colléges* comme auparavant. Après eux viendront les *Septante*, puis un conseil de *Trois cents* citoyens [2] élus par les *Septante*, chaque année, sans distinction de quartier. A côté de ces conseils existerait la *Balie*. Mais les *Huit de Pratique* réunis au duc, pourront avoir une égale autorité, même au point de décréter une levée d'argent. Le scrutin des offices sera maintenu pour ne point décourager les ambitions particulières; mais des *Accopiatori* rigoureux veilleront à la manière dont seront remplies les bourses. Les *Pratiques*, ou consultations de quinze ou vingt citoyens notables et dévoués, seront conservées avec fruit. C'est d'ailleurs une ancienne coutume des Médicis. Il faut gouverner en unissant la force à l'affection. Les moyens qui assurent la force sont connus; pour gagner l'affection il faut flatter les intérêts et d'ailleurs bien gouverner. On engage ainsi dans son parti les gens honnêtes et tranquilles. Quant aux moyens de se procurer des ressources pécuniaires, il y en a plusieurs. On pourrait faire banqueroute; mais cela causerait des mécontentements trop nombreux. Il vaut mieux diminuer les dépenses et augmenter les impôts. On y parviendra soit en restreignant les priviléges des villes du domaine, comme Arezzo et Pise, soit en appelant leurs principaux habitants à Florence et en les faisant jouir des droits de la cité. Ils en supporteront aussi les charges et augmenteront la population. Une mesure excellente serait de diminuer les *divieti* [3] et d'effacer la distinction des arts et des quartiers. L'élite des arts mineurs serait assimilée aux arts majeurs, le reste rejeté dans la plèbe privée de tous les droits.

Le neuvième discours n'est qu'une suite de notes rapides à peine rédigées, mêlées de phrases et de mots latins. Les plans de gouvernement du huitième attestent déjà moins de confiance

[1] C'est ce qui eut lieu en effet. — [2] C'est une sorte de résurrection de l'ancien conseil du peuple qui fonctionna jusqu'en 1480. — [3] Appendice, n° VI.

que celles du septième et s'éloignent plus encore de l'idéal que Guichardin nous a fait connaître dans son traité *del Beggimento*. Ici les projets cessent tout à fait. Il se plaint que l'on néglige les vrais amis des Médicis, pour s'attacher à de vaines espérances d'un gouvernement plus large, chimère dans les circonstances actuelles. Les partisans naturels se trouvent alors découragés et déconsidérés. Trop d'étrangers prennent aussi part aux affaires. Veut-on donc ne se fier qu'à la force? Répondant sans doute à des reproches dont il était l'objet, il justifie la mesure qui exile les suspects sur les terres du domaine. On les empêche ainsi de fournir un appoint aux bannis prêts aux tentatives hasardeuses, et le pays profite de leurs dépenses. On l'avait accusé de poursuivre les ennemis de Niccolò Capponi aussi vivement que ceux des Médicis. Mais, dit-il, la nature des évènements a voulu que la plupart des adversaires de Capponi fussent ceux du pape, et puis en y regardant bien, on s'assurerait que de nombreuses exceptions démentent l'assertion des dénonciateurs. Récriminant à son tour, il prétend que Valori se détermine dans ses choix par faveur et non par calcul. Lui et Benedetto Buondelmonte, alors l'un des meneurs du parti, montrent trop de passion et d'arbitraire. Craint-on, en soutenant les amis des Médicis (ce titre le désigne lui-même et ceux qui pensaient comme lui), qu'ils n'acquièrent trop de réputation? Craint-on qu'ils ne s'unissent aux défenseurs des Capponi? Mais tous seraient impuissants contre la haine du peuple, privés de l'appui du pape. Ils gênent donc? Pourtant, on ne peut suivre en aveugle, et des avis inspirés par la communauté d'intérêts devraient être écoutés. Il faut aussi contenir les ennemis sans les accabler, et éviter les mesures désastreuses qui froissent les intérêts. Il s'agit ici d'une banqueroute de soixante pour cent que le duc Alexandre faisait aux créanciers de l'État en s'emparant du *Mont;* en second lieu le gouvernement révolutionnaire avait aliéné les biens des arts et les biens communaux, et on inquiétait les nouveaux possesseurs en les obligeant à restituer sous la promesse d'une indemnité encore incertaine et payable en huit années[1]. Guichardin voudrait aussi

[1] Varchi, XII.

qu'on mît plus d'économie dans les dépenses, qu'on surveillât les alliances et les parentés, mais sans trop de rigueur, qu'on rendît les armes enlevées même aux partisans les plus sûrs, qu'on réparât les murailles, qu'on réglât les scrutins en les conservant. L'archevêque de Capoue, légat du pape envoyé pour conseiller Alexandre est bon, dit-il, mais il ne se mêle pas assez aux citoyens. Pour les condamnés Guichardin demande plus de justice, ou du moins plus de formes légales, intervenant ainsi d'une manière détournée en faveur de Rafaello Girolami, le dernier gonfalonier de la république. On se presse trop de faire du jeune duc un prince ; les esprits sont mal préparés ; lui-même est trop jeune et il a besoin de direction. A Rome on ne peut tout voir ; il faudrait un homme fait de la famille, comme étaient Laurent et le pape lui-même en 1513. Sans cela on laisse les sujets relever la tête, les malintentionnés jouir du pouvoir autant que les fidèles, et ce qui est plus grave, on ne proclame pas assez haut que le gouvernement des Médicis sera celui de la noblesse opposée à la multitude. Revenant à Valori, il l'accuse de manquer de jugement et de mesure ; il gaspille, ne suit que ses intérêts et perd tout. Buondelmonte est sans pudeur, et le domaine devient la proie de ces deux hommes sans probité qui humilient en outre les vrais amis. Quant à l'archevêque de Capoue, il se laisse aussi corrompre et on en pourrait citer des témoignages. Le discours se termine enfin par une liste de réclamations adressées au nom de diverses personnes parmi lesquelles on remarque Jacques Guichardin, le frère de l'auteur, Jacques Gianfigliazzi et Lorenzo Segni, ses cousins [1], et les fils de Niccolò Capponi, dont l'un était son gendre.

La date du dernier discours n'offre guère d'exactitude. L'auteur se plaint qu'après huit mois on n'a rien fait encore ; ce qui fixe au mois de mai environ l'époque de la composition et de l'envoi de la note. Enfin il pense qu'il faut se hâter de prévenir de nouvelles fantaisies de la part du cardinal Hippolyte, et la tentative de ce jeune prince est du 27 avril 1531 [2]. Il est deux

[1] L'un neveu de sa mère Simone Gianfigliazzi, l'autre mari de Camilla Capponi, fille de Cosa Guicciardini, cousine de son père Piero. — [2] Varchi, XII.

points sur lesquels Guichardin insiste particulièrement. Il est utile de mettre un terme à la situation provisoire dans laquelle on se trouve, et en même temps de ne pas trop se presser d'établir le pouvoir absolu; il faut n'y arriver que peu à peu; construire immédiatement une forteresse pourrait trop effrayer les esprits et causer des dangers. Enfin il répète toujours qu'il ne faut pas redouter de se faire des amis et de les rendre puissants, en se persuadant bien que sans les Médicis ils ne peuvent rien.

Après la remise de ces mémoires il partit pour Bologne. La lutte devenait trop vive entre les partisans à divers titres du nouveau régime. Tous se plaignaient les uns des autres; il fallut les séparer. On ne trouve plus pendant quelque temps de discours de Guichardin; du moins aucun n'a encore été publié. Il s'occupait toujours des affaires de l'État, et indirectement faisait parvenir au pape ses conseils. Sa correspondance avec son frère Luigi le témoigne. Enfin le 13 janvier 1532 [1], l'archevêque de Capoue, Nicolas de Schomberg, qui gouvernait Florence, lui demanda formellement, comme aux autres Palleschi, son avis sur les réformes à opérer. Dans une assez longue réponse qui sert de lettre d'envoi, il expose rapidement ses motifs. Il désire avant toute chose, dit-il, une situation définie, qui, assurant la grandeur des Médicis, serve de point de départ aux améliorations futures. Dans les dernières lignes se rencontre une parole curieuse et qui mérite d'être comparée à cette pensée des Ricordi que j'ai citée plus haut, et à quelques passages de ses lettres dont j'ai parlé dans la première partie. Il redoute surtout de quitter Florence, et il acceptera toute alternative plutôt que celle-là. Vient ensuite l'exposition de son avis. Il reprend les vues déjà émises dans les précédents discours, et les reproduit souvent dans les mêmes termes. On est en présence de deux difficultés, dit-il; on a beaucoup d'ennemis, et il faut beaucoup d'argent. Pour lever la seconde, il serait bon de diminuer les exemptions et les privilèges que l'on accorde aux sujets au détriment de la cité. Quant à la première, on doit considérer que les amis des

[1] Lettere de' Principi. T. III.

Médicis ont pour ennemis le peuple tout entier; il ne s'agit donc que de leur donner des compagnons, et pour cela il faut se montrer moins exclusif, accueillir ceux qui se laisseront gagner par des honneurs et des profits. Pour ce qui regarde la forme du gouvernement, il blâme l'établissement du pouvoir absolu, et conseille ce qu'il a déjà proposé, c'est-à-dire une balie de deux cents membres, parmi lesquels on choisira un conseil de soixante ou quatre-vingts personnes avec l'ancien pouvoir des *Septante*, et des appointements de cent cinquante ducats. Il faut les nommer pour deux ou trois ans d'abord, puis à vie, quand on sera sûr de leur dévouement; les priver des offices du dehors, excepté les ambassades et les grands commissariats, et mettre entre eux des différences. Il préfère l'ancien usage de distribuer les offices au sort plutôt qu'au choix, et regarde comme peu important de garder ou de supprimer la seigneurie; toutefois, peut-être vaudrait-il mieux la conserver.

Ces avis ne plurent guère et on le conçoit facilement. Tout en cédant de ses vues premières à chaque discours, il restait ferme sur certains points, et s'il mettait toujours en avant l'intérêt de la maison des Médicis, des regards clairvoyants reconnaissaient qu'il cherchait à lui mesurer le pouvoir, et à lui donner un frein régulier et perpétuel. Sa dernière lettre a été vivement accusée[1]; mais en la rapprochant de ses autres écrits et de ceux que d'autres politiques envoyèrent sur le même sujet, elle perd, ce semble, beaucoup de l'odieux qui s'y attache. Mettons à part les maximes machiavéliques de la politique italienne, que la situation lui commandait presque, et considérons le fond de sa pensée. En définitive, il cherchait à donner une base autre que le pouvoir absolu à la constitution de Florence.

Jusque là elle reposait sur la division en arts et en quartiers. Guichardin veut qu'on abolisse ces distinctions. Il essaie de faire une assemblée de notables, mais en supprimant les séparations du moyen âge, et en tendant à l'unité. Il formait ainsi une aristocratie à la place de l'ancienne démocratie florentine qui s'était

1 Particulièrement par le marquis Gino Capponi. Archiv. Storic. T. I.

livrés aux Médicis ; et la preuve que son calcul ne manquait pas de justesse, c'est que le sénat, malgré son peu d'importance, devint un foyer d'opposition dans les évènements qui suivirent. D'anciens amis des Médicis, Palla Ruccellaï, Filippo Nerli, Domenico Canigiani, Guichardin lui-même, Vettori et les autres tentèrent de ressaisir le pouvoir, en laissant d'abord au duc Alexandre puis à Cosme, le titre de chef de la république. Mais ces efforts ne purent aboutir, et il était impossible de résister à la force des choses qui entraînait Florence vers le pouvoir absolu. Trop faible à l'extérieur pour ne pas subir la domination des maîtres de l'Italie, la cité était livrée à quiconque s'appuyait sur les redoutables Espagnols. Les conseils même de Guichardin brisèrent son œuvre. Quand il persuadait au pape de séparer l'aristocratie du peuple par une barrière de haine infranchissable, il réussit mieux qu'il ne l'espérait peut-être. Son ambition personnelle, en excluant, sous Alexandre et à l'élection de Cosme, tous ceux qui ne voulaient point se faire ses seconds, laissa son parti trop faible en face du chef suprême qui disposait du trésor et des soldats. Il ne sut pas faire de concessions à ses adversaires ; aucune d'ailleurs des factions diverses n'abdiqua de ses prétentions afin de se coaliser pour la liberté. Ses projets étaient trop compliqués pour être admis de beaucoup d'esprits qui ne voyaient en lui qu'un des modérés, réputés traîtres en 1529, ou bien un des exécuteurs de 1530. Il se fia trop à son habileté ; il avança trop les affaires pour qu'il pût revenir sur les faits accomplis. On usa de ses conseils assez pour qu'il en fût la victime, pas assez pour que ses plans réussissent. Peut-être aurait-il mieux fait d'agir plus nettement. Mais le pouvait-il? Le torrent était plus fort que lui. D'ailleurs on ne peut nier que son avis n'ait encore été l'un des plus honnêtes. Vettori et Ruberto Acciauoli proposent à peu près les mêmes choses ; ils ne veulent pas non plus du pouvoir absolu, ni d'une force armée trop considérable[1]. Les conseils que l'on suivit, ce sont ceux de son frère Luigi Guicciardini ; ou plutôt Luigi, qui ne songeait qu'à faire sa fortune et réparer ses

[1] Archiv. Storic. T. I.

torts, mieux que personne, devina le désir du pape. Il imagine de placer le duc à la tête de l'État au lieu de la seigneurie, et de le faire soutenir par une garde nombreuse; au-dessous de lui sont deux conseils purement consultatifs : l'un, celui des Quarante-Huit, l'autre, celui des Deux-Cents; les magistrats mineurs étaient maintenus. Mais toutes ces formes cachaient mal l'absolutisme. Le vote n'était pas libre, et bientôt même on s'en passa, lorsque Cosme décida seul de toutes les affaires, en ne laissant au sénat que de vains priviléges et des titres sans valeur. A partir de ce moment, Florence eut le despotisme avec ses avantages et ses inconvénients, la prospérité matérielle malgré les charges publiques, l'extension même de son territoire, mais avec l'absence de liberté, l'amoindrissement graduel des esprits et des caractères qui en est la conséquence inévitable.

§ 6. CONCLUSION SUR LES ÉCRITS POLITIQUES.

De tout ce qui précède on peut arriver à une conclusion suffisante sur le détail et la valeur des opinions politiques de Guichardin.

Comme principes généraux, il est impossible de nier qu'il ne ressente l'influence de son temps, et qu'il ne soit de l'école de Machiavel. La morale ne le préoccupe pas assez; j'ai eu occasion de le faire remarquer dans l'histoire de sa vie, et de le dire en examinant ses projets et ses maximes. Pourtant il est vrai de signaler qu'elle le préoccupe plus que Machiavel, et que s'il ne la respecte pas beaucoup davantage, au moins il y pense plus souvent. Cela se comprend. Son esprit, moins capable de généralité que celui du célèbre secrétaire, et d'ailleurs plus mêlé aux grandes affaires, n'a pas eu autant de loisir pour méditer dans une retraite volontaire ou forcée, ou du moins dans le calme relatif d'un poste subalterne. Les traditions de sa famille, la forte éducation qu'il a reçue ont laissé en lui des traces ineffaçables. Son système est moins lié, moins puissant; il a été obligé de se faire des théories de circonstance; mais naturellement plus grave, il les a

acceptées avec plus de conviction. Il y a moins mis de son esprit; il a été moins auteur et plus homme d'action.

Cette infériorité qui est réelle dans la spéculation se compense dans la pratique. Il a une pénétration supérieure, un sens plus droit. Son caractère est plus élevé, son jugement plus sûr dans ce qui regarde les événements contemporains. Il manque toujours à sa politique cette notion exacte de la liberté que personne n'avait et ne pouvait avoir de son temps et dans son pays. Machiavel du reste ne l'avait pas non plus, et ce qu'il appelait de ce nom, c'était la tyrannie d'un parti. L'un accorde plus au peuple, l'autre moins; mais, dépourvu de moralité comme il l'est, leur système ne peut enfanter que des tyrans, qu'ils soient sénateurs, monarques ou démagogues.

Les vues de Guichardin sur Florence ont pourtant une originalité qu'il ne faut pas méconnaître. S'il ne comprend pas la vraie liberté, que la diffusion des lumières et la sage modération des esprits peuvent seules procurer, il désire ce qui est le plus capable de la produire, un gouvernement pondéré où divers pouvoirs se font équilibre, quoiqu'il règle mal les combinaisons qui l'engendrent. Il veut un souverain contenu dans de certaines bornes fixées à l'avance, qui n'ait que la direction, sans tout entraîner par sa volonté. Au-dessous, il place une aristocratie, non pas tout à fait une oligarchie comme à Venise, quoiqu'il rappelle souvent l'exemple de cette célèbre république, mais un corps des premiers de l'État, accessible à toutes les supériorités, celle de la naissance, celle de l'intelligence, celle de la fortune, où tous puissent prétendre siéger ou voir siéger leur postérité. Enfin le peuple a une part, quoique restreinte, dans le gouvernement. C'est lui qui donne aux délibérations leur sanction dernière et définitive; il n'a pas l'initiative qui livrerait ses votes à la démagogie; mais rien ne peut se faire et se terminer sans lui. Sachons-lui gré de l'intention. Il y a là un effort réel et méritoire pour unir la tradition aux principes et aux circonstances. Il tient compte des antiques besoins d'indépendance démocratique innés chez le peuple Florentin ; il respecte la puissance établie et indéracinable des Médicis. Il a seulement voulu en changer les mœurs et les

usages, en substituant une branche à une autre, singulière coïncidence avec des événements qu'on a vus depuis se représenter dans d'autres pays, et qui semblent presque une loi de la politique. Enfin il a voulu donner la prépondérance à une classe composée des anciens amis et des anciens ennemis du peuple et des Médicis, la plus éclairée et la plus digne de gouverner et de conduire le peuple. C'est une tentative de conciliation par laquelle il espérait éteindre les divisions dans le sein de la ville, et lui assurer l'influence extérieure qu'elle perdait depuis 1434, toutes les fois que le parti guelfe avait l'empire, et que les Médicis avaient seuls pu lui donner.

Toutes ces considérations ne sont pas restées chez lui à l'état de simples projets. Au milieu des fréquentes oscillations de sa conduite, il ne cesse de conseiller dans le même sens ceux que la destinée autant que son choix lui a donnés pour patrons. La constitution que l'on adopte, c'est la sienne, défigurée par l'éloignement du peuple, l'annulation du sénat, la concentration de tous les pouvoirs entre les mains du chef de l'état. Il ne retrouvait que les apparences extérieures de son œuvre, sans l'esprit qui la faisait vivre. Mais il ne faut point se dissimuler que l'application en était impossible, et qu'il était chimérique de l'espérer. Dans les misères où se débattait alors l'Italie, un état libre ne pouvait se fonder, surtout s'il était ouvert et peu étendu comme la Toscane. Entouré de gouvernements absolus, il eût été écrasé par eux, comme Sienne le fut au bout de quelques années, comme Venise et Gênes devaient finir par l'être, après avoir langui plus que vécu durant deux siècles et demi encore, grâce à un respect traditionnel plutôt qu'à une force véritable. Et puis Florence elle-même ne se prêtait pas à la réforme. Les derniers temps avaient prouvé qu'elle était incapable de supporter une liberté réglée, et qu'elle ne pouvait tomber que dans les extrêmes, la licence ou la tyrannie. Des lois n'y eussent rien changé ; l'esprit public était mauvais, le temps seul y devait faire quelque chose, et le temps manquait en présence de périls imminents.

Guichardin ne s'y trompait guère ; mais il faut le louer d'avoir été un esprit aussi vraiment libéral qu'on pouvait l'être à son

époque, en souhaitant le triomphe de la classe éclairée sur la tyrannie et l'excès de la démocratie. Enfin au milieu de mille défaillances, il y a du mérite dans cet attachement du florentin à une idée poursuivie avec des chances diverses, mais obstinément pendant toute sa carrière [1], surtout si l'on considère combien il était malaisé de lui donner un corps. Dans la grande histoire d'Italie, écrite à la fin de sa vie, elle retrouve sa place, malgré tous les mécomptes, et l'éloge de Niccolò Capponi au XXe livre est aussi l'éloge du parti qu'il représentait et qui soutenait alors avec peu de différence les principes de Guichardin, ceux des modérés.

Je n'ajouterai rien à ce que j'ai déjà dit de ses sentiments sur la lutte de l'indépendance italienne et l'organisation de la péninsule. Résumons-nous donc: Sa politique générale est condamnable comme le Machiavélisme dans son absence de moralité, son indifférence des moyens; elle a le même mérite dans le détail, la même perfection expérimentale. Sa politique particulière est digne d'estime dans son but. Elle lui fait entrevoir l'avenir possible de sa patrie; elle le classe parmi les esprits modérés à la fois et vigoureux qui veulent sa prospérité durable et solide; elle lui donne une place enfin parmi les publicistes qui ont essayé de faire prévaloir dans tous les temps, selon les conditions où ils se trouvaient, des vues à la fois sensées et généreuses.

[1] Ainsi le 3e discours *Intorno alle mutazioni* est de 1512, le *del Reggimento* de 1527, les *Considerazioni* de 1531.

CHAPITRE III.

SES OUVRAGES HISTORIQUES.

---

§ 1. LES MÉMOIRES AUTOGRAPHES ; LE SAC DE ROME ; LE PORTRAIT DE LAURENT LE MAGNIFIQUE.

Avant de s'engager dans l'étude de sa grande histoire d'Italie, production de son âge mûr, où il a fait entrer un grand nombre de matériaux, longtemps amassés, monument inachevé des derniers efforts de son intelligence, il convient de considérer les travaux d'un caractère spécial qui l'ont préparé à l'écrire. La composition historique fut comme le délassement de son esprit dans toute sa carrière. Si l'histoire d'Italie est le plus connu de ses livres, des publications modernes nous ont révélé des œuvres analogues, d'étendue inégale, jusque là inédites, et dignes d'une sérieuse attention.

Une tradition assez répandue [1] prétend qu'il songeait à écrire ses *Mémoires*, quand son ami et son compatriote, l'historien Nardi, lui conseilla d'agrandir son plan, de faire servir les matériaux qu'il avait rassemblés à une histoire de l'Italie. D'un autre côté M. Canestrini a trouvé dans ses papiers et se propose de publier un ouvrage [2] qu'on peut considérer comme ses mémoires autographes. Faut-il penser que c'est là le travail interrompu depuis l'avis de Nardi? Je ne le crois pas, et franchement

[1] Cette anecdote émise d'abord par l'auteur anonyme de la vie de Guichardin, placée en tête de l'édition de Sansovino, a été répétée depuis par les historiens de la littérature italienne, ou ceux qui ont écrit sur Guichardin, notamment Bayle, Nicéron, Tiraboschi, Ginguené, et après eux par tout le monde.

[2] Tiré d'un manuscrit intitulé *Composizioni*, lettera B.

il est permis de concevoir des doutes sur l'authenticité de l'anecdote. J'en discuterai plus loin le détail pour ce qui regarde la date de la composition de l'histoire. Mais si l'on a cru, sur la foi de ce récit, qu'il existait de Guichardin des mémoires, semblables à ceux que notre littérature a produits en si grand nombre, il faut se détromper. Ce genre d'écrits ne paraît pas avoir été dans le goût des Italiens. Ils écrivent des chroniques et des histoires dans lesquelles la personnalité de l'auteur disparaît presque entièrement, où ils se contentent d'insérer les événements principaux de leur temps, jour par jour, avec la sécheresse et la précision d'un journal ou d'un livre de raison. Il serait difficile de citer chez eux un grand nombre d'autobiographies, composées à loisir et sur un plan formé à l'avance. L'opuscule de Guichardin, dont j'ai feuilleté quelque temps le manuscrit, et dont je donne aux Pièces Historiques le titre et un extrait assez étendu [1], est un recueil de ce genre. Quoique ouvert en 1508, ce registre (on ne peut guère l'appeler autrement) remonte à la naissance de l'historien et se termine en 1515. Chaque alinéa commence par les mots *Ricordo come*. La longueur en est inégale ; quelques-uns ne remplissent que peu de lignes, d'autres absorbent une page entière grand in-folio. Le reste du volume est occupé par des notes de toute espèce. D'autres fragments semblables sont épars dans divers recueils de ses autographes [2]. En attendant la publication complète qui doit être faite de ces Mémoires, je me borne à en signaler l'existence d'une façon plus authentique et plus certaine que tout ceux qui en ont parlé jusqu'à moi.

On a souvent mis sous le nom de Guichardin un opuscule intitulé le *Sac de Rome* par Guicciardini, sans indication du prénom. Ginguené partage cette erreur dans son grand ouvrage sur la Littérature Italienne. Cette opinion est aussi soutenue dans les *Nouvelles littéraires de Florence* [3], en deux articles sous forme de

[1] Pièces Historiques, VI. J'ai pu vérifier que c'est le volume d'où Manni a tiré ses citations.

[2] J'en publie un fort curieux ; c'est le discours qu'il s'adresse à lui-même quand il atteint l'âge de trente ans. Pièces Historiques, III.

[3] Année 1758, col. 192 et suiv., 209 et suiv., 800.

lettres adressées à l'anonyme de San-Miniato. Il s'agissait de savoir laquelle était l'originale de cette relation ou de celle de Jacques Bonaparte, gentilhomme de San-Miniato, qui toutes deux offrent les plus grands rapports de ressemblance. L'auteur des Nouvelles crut triompher en attribuant le livre à l'illustre historien. Mais Gamba, dans sa *Serie dei testi di lingua italiana*, déclare, d'après une dissertation du docteur Lessi, lue à la Société Colombaire de Florence, que cet ouvrage n'est pas de François Guichardin, mais de son frère Luigi. J'ai compulsé les archives même de la société, sans parvenir à me procurer le discours dont il est ici question. Toutefois il est facile d'y suppléer. Les preuves de tout ordre abondent. D'abord, on ne retrouve pas dans ce morceau la manière habituelle de Francesco; on n'y retrouve pas ses idées. En tête de l'édition, donnée à Cologne en 1738, se place une lettre adressée au duc de Florence; l'auteur y fait l'apologie de la domination espagnole, ce ne sont pas là les vues de l'historien, écarté des affaires, parce qu'il désapprouvait cette politique. En revanche un long passage sur l'ambition convient bien au caractère de ce Luigi Guicciardini, qui, toujours avide des apparences du pouvoir, a sans scrupule flatté successivement chaque parti aux dépens de sa dignité et de sa réputation. Dans le corps du récit, l'auteur déclare que le projet d'écrire une histoire générale est une entreprise au-dessus de ses forces et de ses connaissances; François Guichardin n'eût pu parler ainsi. Mais ce qui clôt toute discussion, c'est un passage du second livre, où il est question du rôle que joua le gonfalonier dans la révolte du mois d'avril 1527 à Florence. Or ce gonfalonier n'était autre que Luigi Guicciardini. Après lui avoir prodigué les louanges, « j'en dirais plus, ajoute l'auteur, si je ne savais combien il est repréhensible de parler de soi sans motif. » Comment l'éditeur de 1788 a-t-il pu laisser passer cette parole? Comment les érudits, qui ont soulevé le débat, ont-ils pu le soutenir en présence d'un pareil témoignage? Ils avaient lu négligemment l'ouvrage dont ils parlaient; peut-être même ne l'avaient-ils pas lu du tout? Il faut ajouter que tous les manuscrits de cet opuscule conservés aux bibliothèques Riccardi et Magliabecchi, et que,

d'après le caractère de l'écriture, on peut au plus tard faire remonter au commencement du XVIIe siècle, c'est-à-dire, avant la première édition qui est de 1664, portent uniformément, et sans qu'un doute puisse s'élever, le nom de Luigi. Le style diffère aussi sensiblement de celui de l'historien. Dans le *Sac de Rome*, il est extrêmement verbeux et diffus, rempli d'exclamations et d'interrogations. Il ne se relève même pas dans les morceaux politiques, qui restent ternes et peu clairs. C'est pourtant la partie la plus originale de l'ouvrage. Le reste se compose du récit assez obscur d'opérations militaires et d'une description finale d'où le pathétique est absent malgré l'emphase du discours et les grands mots qui le surchargent, Guichardin, dans sa rapide narration insérée au XVIIIe livre, est incomparablement supérieur, malgré ses défauts. Le *Sac de Rome* appartient donc formellement à Luigi Guicciardini. François Guichardin ne perd rien de sa gloire à se voir enlever cette œuvre rendue à son frère. Peut-être même gagne-t-il à n'être plus responsable de cet essai médiocre et déclamatoire.

Parmi les manuscrits que possèdent de Guichardin les archives de Florence il est un, dont je publie à la fin de ce volume le texte pour la première fois [1]. C'est un abrégé de la vie et un éloge de Laurent le Magnifique. Le catalogue des papiers Strozzi place cette composition en l'année 1492. Le jeune Guichardin eût alors eu dix ans à peine. Mais ce qui a donné lieu à cette fixation, c'est que Laurent mourut cette année même au mois d'avril, et que la première ligne du manuscrit en porte la mention. Toutefois, dans le corps du morceau, il est question de l'invasion des Français qui ne parurent qu'en 1494. Il s'y remarque aussi une allusion au pontificat de Léon X et aux circonstances qui accompagnèrent son élection, de telle sorte qu'on ne peut s'empêcher de supposer que l'opuscule fut rédigé beaucoup plus tard. L'aspect des feuilles qui le contiennent, comparé avec celui de quelques autres autographes, auxquels il est mêlé, et qui sont sans contredit de 1495, permet à la rigueur de le rapporter à cette date. Mais

[1] Pièce VII.

des preuves de ce genre, fondées sur une ressemblance douteuse, et qui souvent n'est que fortuite, sont insuffisantes. Je penserais plus volontiers que Guichardin écrivit cet éloge, vers 1515, une fois revenu d'Espagne, à Florence ou à Rome, peut-être à la demande d'un membre de la famille des Médicis, et sous les yeux du pape, auprès duquel il dut alors résider quelques mois.

Il a encore traité deux fois le même sujet, dans son Histoire de Florence et dans l'Histoire d'Italie. Mais le point de vue où il se place est assez différent. Ici, commençant par exposer l'origine du pouvoir de Lorenzo, c'est-à-dire indiquant rapidement l'histoire de son père Pierre et de son grand-père Cosme, Guichardin passe aux différents événements de sa domination, l'affaire des Pazzi, la guerre de 1478 avec le pape Sixte IV, et enfin son voyage à la cour de Naples qui rend la paix à l'Italie. Il célèbre à la fois sa prudence et son bonheur; il montre quels accroissements lui dut Florence du côté de Gênes, en acquérant Sarzane, Pietra-Santa, Fivizzano et la Lunigiane. Il explique son système d'équilibre, d'après lequel il voulait qu'aucun des états italiens ne prît sur les autres un trop grand avantage. C'est ainsi qu'il fit la guerre aux Vénitiens, pour soutenir le duc de Ferrare, qu'il défendit le roi de Naples contre le pape Innocent VIII, qu'il organisa une ligue de Naples, Milan, Florence, contre les Vénitiens. L'auteur de l'éloge vante sa clémence, sa piété, son goût pour les lettres; il énumère les savants qui, appelés par lui, vinrent se fixer à Florence, ou enseignèrent à Pise. Enfin il approuve sa manière de vivre, simple et conforme à celle des autres citoyens qui ne sentaient pas en lui un maître impérieux. Sa mort fut déplorable pour sa patrie; on le vit bien aux désastres qu'amena l'arrivée des Français et qu'eût évités sa politique. Le ciel l'annonça lui-même par des prodiges. L'auteur termine enfin en déclarant que la seule consolation de sa mort fut l'espoir que donnait le second de ses fils déjà cardinal et dès lors désigné par la voix publique pour le suprême pontificat.

Le style est coulant et facile; la composition est claire et simple; les détails sont peu nombreux; on n'y trouve que des vues générales; l'éloge est perpétuel, et aucune critique ne vient l'affaiblir.

C'est une sorte de panégyrique conçu d'après le modèle des discours d'apparat.

Dans l'histoire de Florence [1], il y a plus d'aperçus ouverts sur la vie de l'homme ; il y a aussi plus de critiques. Tous les actes de Lorenzo ne sont pas admis avec complaisance comme des preuves de son talent, ou des effets de ses vertus. Son mérite, quoique reconnu solide et réel, n'est pas cependant éclatant. Son jugement inférieur à son esprit lui a fait commettre des fautes dont quelques-unes ont réussi, comme le voyage de Naples, où il s'alla mettre entre les mains de ses ennemis, mais qui n'en était pas moins une tentative hasardeuse. Son goût pour les lettres est célèbre, mais il tient à son orgueil qui voulait en toute chose garder le premier rang. Il était magnifique, mais savait mal gouverner ses affaires. Il était superbe et trop passionné pour les plaisirs qui l'ont tué. Il s'est plus d'une fois montré cruel, comme dans l'affaire de la conjuration des Pazzi, tyrannique, comme dans la réglementation des alliances et des parentés qu'il imposait aux principaux citoyens. Il aimait les hommes de bas lieu, et les élevait au préjudice de ceux qui sortaient de familles anciennes et illustres. Il entretenait avec les ambassadeurs une correspondance secrète qui n'était point communiquée aux chefs officiels du gouvernement, mesure illégale qui assurait son influence, mais froissait bien des amours-propres. Le peuple, au contraire, l'aimait à cause des fêtes qu'il donnait, et où lui-même trouvait son plaisir et son intérêt. Guichardin conclut que sous lui on ne peut affirmer que Florence ait été libre, mais qu'aussi il était difficile de rencontrer un tyran qui sût mieux se faire aimer, et qui eût des manières plus libérales. Il ne dit qu'un mot de ses trois fils, alors exilés, et le comparant à son père, Pierre le Goutteux, et à son aïeul Cosme, il déclare qu'il eut moins de bonté que le premier, et moins de sens que le second.

Cette peinture tracée sous la république, vers 1508 peut-être, se ressent des rancunes que les Florentins devenus libres gardaient à leurs anciens dominateurs. Pourtant Guichardin n'était

[1] Chap. IX. — [2] Vers 1508.

point, par tradition de famille, ni par caractère, parmi les adversaires obstinés des Médicis : plus tard on le vit bien. Mais il était l'écho de l'opinion des hommes politiques, tels que son père, son beau-père, et ses oncles, qui l'entouraient, les Guicciardini, les Gianfigliazzi, les Salviati, les Capponi. Puis il est jeune; son esprit, encore plein d'ardeur et d'ambition, voit surtout les défauts et les sujets de reproche. Il croit encore à la réalisation possible de projets qu'il nourrit, et, quoique l'état soit travaillé par les partisans des Médicis, on ne songe pas encore d'une façon bien arrêtée à leur retour. On se laisse donc aller à dire sur eux tout ce que l'on pense. De plus, dans une histoire de Florence, c'est-à-dire, dans un récit des vicissitudes intérieures de bien ou de mal qu'éprouve la cité, la tyrannie, sous quelque forme adoucie qu'elle se présente, doit naturellement être signalée en traits plus vifs. Plus tard, dans la grande Histoire d'Italie[1], ce qui attirera le plus l'attention, ce sera au contraire l'habileté de la politique générale; ce que Lorenzo aura fait à l'intérieur disparaîtra dans l'éclat de sa gloire; et l'invention de son système d'équilibre, l'art avec lequel il le soutint au milieu des difficultés de toute sorte qui naissaient de la situation, exciteront l'admiration de Guichardin. Se contentant de toucher légèrement ce qui regarde son esprit, sa magnificence, la paix dont il fit jouir sa patrie, la splendeur dont il l'entoura, l'historien déplorera sa mort prématurée qui rompt la digue élevée entre les princes rivaux de Milan et de Naples; il attribuera à cette fin inattendue les malheurs qui accablèrent l'Italie.

Dans le premier morceau il n'en est pas encore à ce point. Déjà pourtant, sa pensée s'est agrandie; elle a plus de liberté et d'ampleur que dans l'histoire de Florence. Les grands mérites de la politique extérieure de Lorenzo sont indiqués, mais sans une vigueur suffisante. L'esprit en est bien moins frappé que dans le dernier portrait. En outre, la sève juvénile, l'effort de pénétration du chapitre de l'Histoire de Florence ne s'y trouvent pas. Les vues semblent avoir perdu en profondeur ce qu'elles

[1] Liv. I, ch. 1.

ont gagné en étendue. J'inclinerais pour toutes ces raisons à croire que ce *Ristretto*, comme il l'appelle, est une sorte d'ébauche intermédiaire par sa date entre ses deux manières de traiter l'histoire, et à ce titre, quoiqu'il soit inférieur aux deux pièces auxquelles il ressemble, il vaut la peine d'être étudié.

§ 2. HISTOIRE DE FLORENCE DEPUIS LE TUMULTE DES CIOMPI JUSQU'A LA BATAILLE DE LA GHIARA D'ADDA. 1378-1509.

Jusqu'ici l'on ne connaissait pas encore de Guichardin l'œuvre intitulée *Histoire de Florence*, comprenant l'espace de temps qui s'écoula entre le tumulte des Ciompi et l'époque du gonfalonier Soderini de 1378 à 1509. Je ne pense pas qu'il en ait même été fait mention nulle part. M. Canestrini, qui en est le premier éditeur, nous indique où il l'a trouvée; je renvoie à son livre le lecteur curieux de ces détails. [1]

A la fin du premier chapitre, l'auteur nous avertit que son entreprise est originale et que personne n'avait encore de son temps essayé un semblable travail[2]. Avant lui, en effet, il n'y a que des chroniques, comme celles de Dino Compagni et des Villani; et elles ne traitent point de la période qu'il a choisie; on trouve des relations d'événements considérables, mais pas encore une histoire commencée sur de grandes proportions, et avec les soins et la méthode d'un art étudié et réfléchi. L'Histoire de Florence de Machiavel fut composée après sa disgrâce, en 1512, et présentée au pape Clément VII seulement en 1525. Le livre de Nardi fut écrit dans l'exil, ceux de Varchi, de Segni, de Pitti, après la mort de Guichardin. Il est probable qu'il eut connaissance des chroniques diverses qui, sans être encore imprimées, se conservaient dans les archives des grandes familles; telles sont les relations des Capponi et de quelques autres. Il s'est aussi certainement aidé des monuments nombreux, qui sans doute existaient alors déjà dans la maison des Guicciardini; et des récits

[1] *Opere Inedite*, vol. III, p. VIII. — [2] *Id.* p. 11.

qui lui furent faits par les témoins des divers événements qu'il rapporte et auxquels son âge l'empêcha d'assister. Il nous le laisse entendre au neuvième chapitre, où s'excusant de traiter le portrait de Laurent de Médicis, sous la domination duquel il était encore un enfant, il déclare avoir consulté des personnes dignes de foi, et s'être renseigné d'une manière authentique sur tout ce qu'il avance[1]. Son livre fut écrit de 1509 à 1510. Au vingt-troisième chapitre, il signale un réglement qui subsiste encore au moment où il tient la plume (23 février 1508, style florentin, c'est-à-dire, 1509[2]), et il continue jusqu'à la bataille de la Ghiara d'Adda, gagnée par les Français sur les Vénitiens le 14 mai 1509. Il était alors avocat du chapitre de Saint-Laurent, après avoir quitté la chaire de droit qu'il occupa quelque temps. Il employait ses loisirs à cet ouvrage ; mais les missions diplomatiques dont il fut chargé l'empêchèrent de le mener plus loin, et plus tard il entreprit d'écrire non plus seulement l'histoire de sa ville natale, mais celle de l'Italie entière.

La période qu'il embrasse comprend d'abord une analyse rapide des évènements qui se passèrent depuis le tumulte des Ciompi jusqu'à la domination de Cosme, le Père de la patrie, puis après cette espèce de préambule, trois parties importantes, le gouvernement des Médicis, l'état populaire après leur ruine et leur bannissement, enfin la nouvelle forme de la république sous le gonfalonier à vie Pierre Soderini. Tout en laissant quelques échappées de vues s'ouvrir sur les affaires d'Italie, il s'occupe principalement de Florence, de ses institutions, des hommes qui l'ont gouvernée. Il entre dans le détail des partis qui l'agitent, de leurs mouvements, de leurs tendances, de leurs aspirations, d'une manière plus complète et plus impartiale peut-être que tous les autres écrivains qui ont traité des mêmes sujets ; et sous ce rapport son livre est extrêmement curieux à étudier. Il faut remarquer que les membres de la famille de l'auteur y sont nommés plus que partout ailleurs et semblent toujours au premier rang ou du moins au rang des plus influents. L'esprit de famille suffirait à

[1] *Opere Inedite*, vol. VIII, p. 84. — [2] *Id.* p. 250.

expliquer cette préférence. Mais il est bon de faire observer que si les Guicciardini ne semblent pas jouer un rôle très-brillant, et s'ils sont rarement assez en évidence pour que les historiens généraux aient l'occasion de citer leurs noms daus le cours d'un long récit[1], en consultant les documents authentiques[2], on les rencontre toujours dans les listes de personnages dont les conseils et les avis dirigeaient les affaires; et au point de vue où se place Guichardin, c'est une justice légitime qu'il rend aux siens. que de les faire si souvent intervenir au milieu des événements qu'il raconte.

L'ouvrage entier se divise en trente-trois chapitres, dont chacun renferme l'exposition d'un ou de plusieurs faits importants. Je vais le résumer en essayant de montrer sur quels points portent les différences entre ce livre et ceux des écrivains principaux qui ont traité des mêmes temps, Machiavel, Nardi, Pitti et Guichardin lui-même dans sa grande Histoire.

Ce n'est pas ici le lieu de s'étendre longuement sur les causes du mouvement populaire des Ciompi; il suffit de dire que deux fractions de la bourgeoisie se trouvaient en présence, l'une dont les chefs, sous le nom de *capitaines du parti guelfe*, possédaient le pouvoir et en abusaient; l'autre, dirigée par les Médicis et les Alberti, dont les principaux formaient la magistrature des *Huit de la guerre*. Ceux-ci, pour triompher de leurs rivaux, soulevèrent les cardeurs et les gueux (*Ciompi*), mais faillirent être eux-mêmes emportés dans la tempête. L'auteur, passant rapidement sur cet événement, où l'un de ses ancêtres, gonfalonier de justice, montra peu de courage et de résolution[3], se

[1] Machiavel les nomme cinq fois; en 1378, à propos du gonfalonier Luigi; en 1430, au sujet de Giovanni, commissaire devant Lucques et accusé de corruption, en 1434, quand la division éclate entre les denx frères, Piero et Giovanni, partisans, l'un des Médicis, l'autre des Albizzi; enfin en 1484 et 1487, quand Jacopo est commissaire devant Pietra-Santa et dans la guerre contre les Génois. — [2] Voy. Muratori XVIII, 1108, 1139; XIX, 976, 486; XXI, 36, 781; XXIII, 16, 114. Voy. la liste des prieurs de cette maison à la fin du volume, la liste du conseil des Septante, Archivio Storico, vol. I, p. 327, la généalogie des Guicciardini dans les Famiglie Italiane de Litta.

[3] Voy. Gino Capponi, *Tumulto de' Ciompi*. Muratori, *Script. rer. Italic.* XVIII.

contente de nous indiquer avec netteté l'intrigue qui en fut l'occasion, et nous ramène bien vite à l'année 1393, dans laquelle le parti guelfe, qui était celui de la haute bourgeoisie, reprit l'avantage avec Maso des Albizzi et le garda sans contestation pendant plus de trente ans. C'est, suivant Guichardin, le moment de la plus haute prospérité de Florence, qui soutient la guerre successivement contre le duc de Milan et le roi de Naples, et acquiert Pise et Cortone. A juste titre, dit-il, différant en cela du jugement de Machiavel [1], on peut prétendre que ce fut le gouvernement le plus sage, le plus glorieux et le plus heureux qu'ait eu en aucun temps notre cité. [2]

De 1420 à 1430, Florence se divise entre deux factions, celle de Niccolò dà Uzzano, héritier des traditions de Maso, et celle de Giovanni, puis de Cosimo de Médicis, qui se posent en soutiens et en protecteurs du peuple [3]. L'imprudence de la haute bourgeoisie, qui tente un coup d'état contre Cosme, sans aller jusqu'au bout, le défaut d'habileté des chefs du parti guelfe [4], Rinaldo des Albizzi, Niccolò Barbadori et d'autres, parmi lesquels Guichardin évite de nommer l'un des siens cité par Machiavel [5], ramènent Cosme en 1434. Quelques-uns mêmes des anciens membres de la haute bourgeoisie, rebutés par leurs compagnons, contribuent à son succès, et nous avons ici leurs noms que Machiavel omet. C'est Neri Capponi, Piero Guicciardini, les deux principaux promoteurs de l'entreprise, Alamanno Salviati, et Luca, le propre fils de Maso des Albizzi, jaloux de son frère Rinaldo [6]. Il est intéressant de retenir ces noms, car ce sont ceux

[1] *Hist. de Florence*, IV, au début.

[2] *Storia Fiorentina*, ch. I. *Opere Inedite*, III, p. 3.

[3] La mesure qui consacra surtout leur popularité, ce fut l'appui qu'ils prêtèrent à la loi du cadastre, qui, en réglementant la levée des impôts, mettait fin aux exactions des riches.

[4] Le parti de la haute bourgeoisie s'appelle aussi Guelfe, parce que c'est au nom du guelfisme qu'il tyrannisait l'Etat, et que les descendants des anciens Gibelins exclus des scrutins se rallièrent aux Médicis avec tous les mécontents.

[5] Giovanni, frère de Piero, son bisaïeul.

[6] Massime vi si operorono Neri e Piero. *Stor. Fior.* p. 6. — Pitti ajoute à cette liste Giovanozzo Pitti, Antonio degli Alberti, Piero Ruccellai, Niccolò Valori, Alessandro degli Alessandri. Archiv. Storic. T. I, p. 18.

des chefs d'un parti qui va faire de grands efforts, en essayant de s'interposer entre les Guelfes vaincus et les Médicis, et, au milieu d'oscillations singulières, pour retenir, au moins en apparence, quelque chose de l'ancien pouvoir de la bourgeoisie.

Les principaux traits du gouvernement de Cosme sont nettement dessinés. Abaisser tous les personnages de familles nobles et riches, élever à leur place les hommes de basse naissance, rendre le droit de cité aux grands qui en étaient privés depuis cent cinquante ans[1], enfin faire nommer directement les magistrats par des commissions de gens dévoués, tels sont les moyens qui, pendant dix ans, asseoient le pouvoir des Médicis. Un de ses anciens amis, Neri Capponi, commence à porter ombrage à Cosme; il lui enlève un de ses soutiens par l'assassinat du condottiere Baldaccio d'Anghiari, et il s'appuie sur l'inconsidéré Luca Pitti, pour achever de ruiner son influence. Tandis que ces intrigues s'agitaient à l'intérieur, Guichardin, peu favorable à l'unité italienne, s'applaudit de l'établissement des Sforza dans Milan, et de la paix de Lodi qui arrête les Vénitiens dans leur tentative d'envahissement du nord de la Péninsule.

Le gouvernement, dominé par Cosme, avait, en apparence, été rendu au peuple, et tout s'y passait dans les formes légales. La haute bourgeoisie crut le moment favorable pour reprendre le pouvoir, et l'essaya sous la conduite de Luca Pitti. Le coup d'état de 1458, qui rétablit les commissions toutes puissantes, et restreignit l'autorité dans un petit nombre de mains, parut la faire triompher. Mais il avait fallu pour réussir s'aider des amis de Cosme et accepter son concours. A sa mort et sous son fils Pierre, infirme et malade, on résolut de compléter la victoire. Tel fut l'objet de la conspiration de Diotisalvi Neroni, et d'Agnolo

[1] Guichardin fait une remarque; c'est que cette faveur fut illusoire, tout en gagnant à Cosme l'affection de ceux qui la reçurent. Pour les dédommager de n'être jamais gonfaloniers ni seigneurs, on leur avait réservé des places de droit dans les ambassades et les Dix de Balie. Ils perdirent alors ce privilége; mais l'habitude de les exclure du Priorat et des colléges était telle que les suffrages ne se portaient jamais sur eux. C'est ainsi que le premier des Buondelmonti qui parvint à la charge de gonfalonier l'obtint en 1512 seulement, après la révolution qui renversa Soderini.

Acciaiuoli. Ils entraînèrent Luca Pitti, l'homme qui semblait alors le premier dans la ville après les Médicis, et Niccolò, l'un des membres de la riche famille des Soderini. Mais les jalousies, qui ne manquent jamais dans les états oligarchiques (et Florence l'était à cette époque), leur donnèrent pour adversaires les Guicciardini, les Ridolfi, les Niccolini, alors puissants, et Tommaso Soderini, le frère de Niccolò. Les deux partis appelèrent l'étranger. Les Médicis s'adressèrent à Milan, leurs ennemis à Venise. Luca Pitti se laissa détacher des conspirateurs et tomba dans le mépris public, tandis que l'entreprise avortant amenait l'exil de ceux qui l'avaient conçue.

Je trouve ici une différence notable entre le récit de Guichardin, et celui de Machiavel. Le second ne manque pas de nous signaler la violence du parti vainqueur, et nous montre Pierre de Médicis lui-même prenant en main la cause de la liberté, ou du moins tâchant de rétablir la balance entre les deux factions. Il adresse même un discours à ses partisans pour les exhorter à la modération. Guichardin ne nous dit rien de pareil; il triomphe évidemment; car son grand oncle et son aïeul sont à chaque instant mêlés à ce mouvement. Gonfaloniers, ambassadeurs à Rome, à Venise, à Milan, ils semblent le diriger. En réunissant les deux historiens, l'idée que l'on doit se faire des événements se complète. Guichardin n'était pas l'ami des Médicis, il appartenait à cette fraction de l'ancien parti guelfe qui avait voulu avec leur nom dominer les autres, et qui, sans s'en apercevoir, leur servait d'instrument. C'est avec ceux qui la composaient que Cosme avait réussi en 1434; depuis, il avait employé Luca Pitti pour renverser Capponi [1]; les Ridolfi, les Guicciardini, les Soderini avaient abattu Pitti et les Neroni; les haines de familles avaient été utilisées dans le sein de la faction pour empêcher les différents membres de se réunir. Pierre, en présence de ceux qui restaient debout les derniers, faisait des avances aux vaincus pour contenir ses amis, et en attendant que de nouvelles scissions se produisissent. Machiavel ne nous dévoile pas assez tous les ressorts de

[1] *Storia Fiorent.* p. 8.

cette politique. Guichardin, en citant plus de noms, et en rétablissant certains faits omis par son émule, nous fait assister à ces luttes où l'envie que le voisin porte au voisin a une si grande part, et dans les chapitres suivants, nous voyons Lorenzo reprenant la politique de Cosme et de Pierre s'attacher à contredire ses propres amis, les Soderini, les Guicciardini, les Ridolfi, pour se soustraire à leur influence, et constater sa propre autorité.[1]

Après la mort de Pierre de Médicis, ses fils Laurent et Julien lui succèdent soutenus par Tommaso Soderini. Les affaires du dehors deviennent alors d'une grande importance. La crainte des Turcs rapproche les différents états d'Italie; une négociation, où l'un des Guicciardini est l'ambassadeur des Florentins, réussit mal d'abord à Rome. La guerre de Volterra [2] trouble aussi la Toscane un moment. Enfin deux grandes ligues s'établissent, l'une dans le nord, entre Milan, Venise, Florence et Ferrare, l'autre dans le midi, entre le pape et le roi de Naples. On essaya de les réunir en une seule; les rivalités qui séparaient les futurs contractants empêchèrent que l'accord n'eût lieu. Pendant quelque temps, Lorenzo sut tenir la balance entre les deux partis, jusqu'à ce que sa conduite imprudente dans l'affaire des Pazzi, et la tentative qu'ils firent avec l'appui du pape rendîssent la guerre inévitable. Les Pazzi, riches, mais toujours tenus à l'écart sous tous les régimes à cause de leur caractère hautain et altier [3], inspirèrent des craintes à Lorenzo. D'ailleurs banquiers du pape, ils lui semblaient par cela même ses ennemis; il résolut de les ruiner, et par une loi faite exprès leur enleva un héritage considérable. Excités par le pape et sa famille, les Pazzi conjurèrent contre les Médicis; on sait quelle fut l'issue du complot. Guichardin, dans tout ce récit, diffère peu de Machiavel; il est seulement plus court, et nous mène de suite au résultat qu'eut cet

1 Urtando qualche volte messer Tommaso Soderini, messer Luigi Guicciardini e Jacopo, messer Antonio Ridolfi, etc. *Storia Fiorent.* p. 90.

2 Au sujet de mines d'alun que Laurent voulait s'approprier.

3 Era (questa famiglia) nobile nella città e con parentado grande, e uomini molto magnifichi e liberali, e nondimeno non avevano mai in alcuno tempo avuto molto stato, per essere tenuti troppo superbi e altieri. *Storia Fior.* ch. IV, *Opere Ined.* III, p. 34.

événement de fortifier le pouvoir de Lorenzo au dehors. La guerre ne se fit pas attendre. Le pape, après avoir employé contre les Florentins les armes spirituelles, poussa son allié le roi de Naples à les attaquer. Cependant Venise et Milan tenaient mal leurs engagements. Au milieu des échecs que reçoivent ses armées, Lorenzo (et c'est un détail sur lequel se tait Machiavel et que nous apprend Guichardin) trouve l'occasion de restreindre le pouvoir des *Huit de balie*, magistrats de justice criminelle, dont l'autorité pouvait à un moment donné devenir importante. La bataille de Poggibonzi, la révolte de Gênes contre le duc de Milan, seul appui efficace des Florentins, ruinaient leurs dernières espérances. Laurent prend la résolution de traiter directement avec celui de ses adversaires qu'il suppose le moins acharné. Machiavel dit que le mécontentement général l'y obligea ; Guichardin lui laisse tout l'honneur de l'entreprise; toutefois il ne dissimule pas qu'en l'absence du chef des Médicis ses amis eurent peine à prévenir une révolution. Aussi quand la négociation eut réussi et que la paix eut été faite, on songea à modifier l'assiette du gouvernement, et à restreindre les délibérations dans un conseil composé d'hommes sûrs: ce fut celui des Septante; l'oncle et l'aïeul de Guichardin en firent partie [1]. On y ajouta la Magistrature des *Huit de Pratique*, sorte de comité de la guerre et des affaires étrangères. C'est encore un changement important de la constitution que Machiavel avait négligé d'indiquer dans son histoire et que nous trouvons dans celle de Guichardin, comme dans celle de Nardi et de Pitti. Guichardin ne juge point cet événement, et se contente de dire que la grandeur et la sûreté de Laurent s'en augmentèrent. Les conséquences en furent notables; en mettant tout le pouvoir entre les mains des Médicis, en le rendant trop absolu, cette constitution enleva tout contrepoids au gouvernement, et permit à Pierre, fils de Laurent, de se jeter dans des aventures qui causèrent sa perte. On peut expliquer le silence de notre auteur, en considérant que sa famille jouant un un très-grand rôle dans le mouvement, plusieurs des inconvé-

[1] Cf. Archivio Storico, vol. I, les documents donnés par le marquis Capponi.

nients que présentait la nouvelle situation échappèrent à ses yeux; et d'ailleurs cette organisation est, dans une certaine mesure et et avec quelques différences, la base de celle qui fut plus tard son utopie, et qui devait dès lors occuper sa pensée.

Une fois, au moyen de la paix, la ligue reformée entre Florence, Milan, Naples et Rome, les Vénitiens attaquent le duc de Ferrare. Battus, ils traitent avec l'intermédiaire de Ludovic Sforza, régent de Milan, et entrent dans la confédération qui qui comprend à la paix de Bagnolo, en 1484, tous les grands états de l'Italie. Mais il y avait trop d'intérêts divers pour que la guerre n'éclatât pas de nouveau. Les Florentins veulent prendre Sarzane aux Génois; le pape et le roi de Naples ne peuvent s'accorder. Toutefois la ligue se reforme sans cesse et l'équilibre est toujours rétabli jusqu'à la mort de Laurent en 1490. Le gouvernement s'était encore restreint par la création de la balie des *Dix-sept Accopiatori* chargés de nommer les magistrats. Guichardin ajoute que Laurent avait eu l'intention de se faire nommer gonfalonier à vie pour consacrer par un titre l'autorité qu'il avait déjà su de fait concentrer entre ses mains. [1]

En cet endroit se termine l'histoire de Machiavel, et se place un éloge de Laurent le Magnifique avec un résumé de sa vie. Le sujet appelait de toute nécessité un pareil développement. Guichardin l'a écrit aussi et je l'ai analysé plus haut. La différence est assez sensible entre lui et Machiavel. Guichardin nous instruit davantage. Le portrait qu'il a tracé contient plus de critiques; il est moins un panégyrique, il nous fait mieux connaître l'homme. Il y a encore des lacunes, mais la politique intérieure est décrite avec plus de détail et de précision. Ce n'est pas que Machiavel, je crois, n'ait saisi le secret des mesures de Laurent; mais il y tient moins. Son espérance est loin de cet état et il n'y voit guère qu'une matière à exercer sa plume. Guichardin, de qui le père et l'aïeul ont contribué à l'établissement du système, et qui pourtant désirait autre chose, en cherche avec plus de soin les défauts et les inconvénients particuliers. Machiavel, qui veut un tyran ou la

[1] *Storia Fiorentina*, ch. VIII, p. 81.

liberté, condamne ou absout complètement Laurent. Il ne peut dans les circonstances où il écrit son livre le condamner ; il l'exalte donc, mais d'une façon un peu vague. Guichardin y met une ardeur et une passion en quelque sorte personnelle. L'un se contente d'un éloge académique ; l'autre a soin de montrer par quelles nuances il se sépare du personnage dont il dépeint le caractère et c'est ainsi qu'il nous donne un portrait moins bien composé, mais plus intéressant et plus vigoureux.

Guichardin entame l'histoire du gouvernement de Pierre ; il nous le fait voir, comme Nardi et Machiavel[1], se livrant aux Orsini, et heurtant les chefs de l'aristocratie florentine, qui s'étaient ralliés à son père et qui l'avaient accepté lui-même. Il entre dans un détail assez étendu sur l'affaire de l'ambassade de Rome où Pierre se détache ouvertement des Sforza, et sur celle de la vente que les Cibo font de leurs terres aux Orsini. Il insiste aussi sur les conseils que soutinrent les membres du conseil privé, et nomme surtout son père et François Valori. Dans tous ces chapitres qui sont comme l'ébauche des premiers livres de sa grande Histoire, tantôt il se tait sur certains faits qu'il savait encore mal, tantôt il en développe d'autres plus longuement Le onzième débute par un morceau assez considérable sur l'art de la guerre en Italie, et les modifications qu'y produisit l'arrivée des Français. Les événements se succèdent ensuite, la descente de Charles VIII, l'expulsion de Pierre de Médicis de Florence. Mais ici les circonstances sont énumérées plus au long ; nous assistons à toutes les intrigues qui ne sont qu'indiquées au chapitre IV du premier livre de la grande Histoire ; Nardi et Pitti eux-mêmes sont plus abrégés. La participation efficace et directe qu'eurent à la révolution Pierre Capponi, les Corsini, les Ruccellai, les Cavalcanti, se marque nettement. Le ton de Guichardin est peut-être plus amer à l'égard de Pierre de Médicis qu'à l'égard des républicains ; il semble qu'il ne puisse lui pardonner d'avoir par son imprudence perdu un gouvernement avec lequel ses propres plans étaient si près de se réaliser. Ce qui est digne d'attention dans

[1] *Fragments historiques.*

son récit et ce qui lui donne une valeur originale, ce sont les passages où il nous signale l'ardeur de ceux que leur faiblesse avait compromis dans les troubles, et ce zèle populaire qu'affectent les premiers plusieurs des amis du pouvoir tombé.[1]

L'entrée de Charles VIII à Florence, l'anecdote du traité conclu avec ce prince, où éclate la fermeté de Pierre Capponi, sont racontés à peu près comme dans Nardi. Mais les détails abondent à l'occasion du nouveau gouvernement établi dans la ville. Les partis se dessinent ; les uns veulent une constitution modelée sur celle de Venise, où les citoyens privilégiés représentent les patriciens, mais où la masse de la nation légale ait plus de part aux affaires. C'est l'avis des Soderini et des Valori. Les Capponi et les Vespucci cherchent à garder au profit de l'aristocratie l'autorité que se sont arrogée les Médicis ; ils écartent du gouvernement leurs adversaires qui se vengent en excitant et en soutenant Savonarole dans sa prédication politique. Enfin, au milieu d'eux tous, se placent les anciens amis des Médicis qu'on soustrait avec peine à la colère du peuple[2]. Savonarole par son influence parvient à faire adopter la constitution de 1495. Alors commence l'interminable guerre de Pise, qui occupe une grande place dans l'Histoire de Florence, sans pourtant à proportion être aussi développée que dans l'Histoire d'Italie. Charles VIII, maître de Naples, voit le nord de la presqu'île, moins Florence, ligué contre lui ; il bat ses ennemis au passage du Taro, mais ses troupes sont chassées de Naples. Les Florentins éprouvent sa mauvaise foi, quand il livre à Pise, à Lucques et à Gênes, les forteresses qu'il a promis de rendre. Sollicités d'entrer dans la ligue italienne, ils se divisent en factions, l'une celle de Savonarole, dont les sermons remuent le peuple, est favorable aux Français ; l'autre est opposée au dominicain et voudrait s'unir au reste de l'Italie. Guichardin nous donne les noms de leurs adhérents. Parmi ceux-ci se comptent Piero Capponi, les Nerli, les

[1] Voy. l'histoire de Bernardo del Nero et de Niccolò Ridolfi. *Storia Fiorent.* ch. XI; tome III, p. 111.

[2] Bernardo del Nero, Niccolò Ridolfi, les Salviati, etc. *Storia Fiorentina*, ch. XII, tom. III, p. 122.

Pazzi, les Vespucci, c'est-à-dire les chefs du parti aristocratique, jadis éloignés par les Médicis; parmi les autres, ceux qui avaient conseillé de rendre l'état populaire, les Valori, les Soderini et même plusieurs des anciens amis de la famille déchue, les Guicciardini, les Salviati, les Strozzi, les Acciaiuoli. La mort de Capponi semble diminuer la force de son parti; mais il trouve un nouveau chef dans Bernardo del Nero qui correspond avec Pierre de Médicis. Les *Ottimati* ou aristocrates, se voyant définitivement tenus en échec par Savonarole et le parti populaire, se rallient à ceux qu'ils ont renversés. C'est alors qu'a lieu (1497) la tentative de Pierre de Médicis pour rentrer à Florence. Mais ses amis n'avaient pas assez disposé les esprits à son retour, et lui-même manque de résolution. Il est repoussé. Une lutte d'influence s'engage dans le sein de la cité entre les factions. Celles des *Ottimati* et des *Bigi*[1] s'accordent pour rendre le gouvernement plus aristocratique sous la direction d'une autre branche des Médicis tenue à l'écart par la première et dont justement doit sortir plus tard Cosme Ier[2]. Celle de Savonarole veut frapper le chef de ses adversaires et trouve l'occasion d'accuser Bernardo del Nero de connivence avec Pierre dans son entreprise; elle le fait mettre en jugement. Les intrigues se pressent alors; mille sentiments agitent les citoyens chargés de prononcer l'arrêt. Les ambitions, les amitiés, les haines personnelles sont en jeu. Le récit de Guichardin diffère ici notablement de celui de Pitti[3]. Pitti n'a pas assez d'injures pour les coupables. Guichardin, de qui le père était alors seigneur, et défendait son ancien ami Bernardo, prétend que la loi fut violée à l'égard des conjurés, et qu'on n'obtint qu'à force de menaces l'assentiment de la Seigneurie à l'exécution. En confrontant les deux récits, on reconnaît que tous deux s'efforcent de présenter les faits sous un jour favorable à leur opinion. Mais le défaut d'observation des formes légales, les actes de violence dont la seigneurie fut l'objet, ressortent de la narration même de Pitti, et le vieux Nardi[4], peu

[1] On appelait ainsi les anciens partisans des Médicis. — [2] *Storia Fiorentina*, ch. XV; tome III. p. 153.— [3] Archivio Storico, tome I.— [4] *Il sincero vecchio*. Archivio Storico, T. IV, part. 2, p. 260; Pitti, *Vita di Giacomini*.

favorable à Bernardo et à ses amis, le confesse. Le résultat de cet évènement fut le triomphe momentané de Savonarole et de Valori.

Guichardin nous montre les affaires sous un autre jour que la plupart des historiens qui ont parlé du moine de St-Marc. Son récit, comme celui de Pitti, porte sur les intrigues politiques qui se trament dans Florence. Seulement il est moins favorable aux démocrates ; il est plus modéré, et quoiqu'il cherche naturellement à justifier la conduite des siens au milieu de ces débats, il semble, par les détails plus amples qu'il réunit, et par la manière dont il juge les événements, mériter plus de créance.

La prépondérance de Valori avait été le résultat du grand procès de Bernardo del Nero. Tous se liguent contre lui. Les demi-Palleschi[1], comme Piero Guicciardini et Giovan-Battista Ridolfi, s'entendent avec Soderini, ami secret de Savonarole, mais adversaire déclaré de Valori. Les *Compagnacci*[2] s'organisent pour insulter les processions des dominicains, et Soderini y laisse entrer son fils. Les foudres spirituelles sont sollicitées contre Savonarole ; on suscite la jalousie et la rivalité des franciscains. L'histoire de l'épreuve du bûcher est connue. Quand elle eut tourné à la confusion des dominicains, la première victime fut Valori, massacré avec sa femme. Le procès et le supplice de Savonarole ne furent qu'une conséquence de ce coup d'état. Les républicains modérés, les Ottimati, les Palleschi, c'est-à-dire, tous les politiques, se vengeaient de leur échec de 1497, et triomphaient de la foule entraînée par le fanatisme religieux et dirigée par un homme habile à son profit. A bien prendre les choses, Florence était délivrée d'une tyrannie qui ne s'exerçait encore que dans l'ordre moral, mais qui s'inspirait d'idées d'un autre temps. Les moyens employés étaient illégaux ; mais les partis les plus sages, quand l'ère des révolutions s'est ouverte, perdent souvent le respect de la loi ; d'ailleurs leurs adversaires leur en avaient donné l'exemple.

1 On donnait encore ce nom de Palleschi aux amis des Médicis à cause des armes de cette famille, les *Palle* ou boules qui figurent dans leur écusson.

2 *Mauvais compagnons.*

C'est l'impression que produit la lecture de l'Histoire de Florence. Guichardin toutefois ne juge pas tout-à-fait ainsi Savonarole. Il avait jeté trop d'éclat, pour qu'il ne lui consacre pas un morceau assez étendu, et la modération, avec laquelle sa famille se comportait au milieu de ces agitations, se réflétant dans son récit, il reconnaît la vertu personnelle du moine Ferrarais, et même les services que son énergie rendit à Florence à l'arrivée de Charles VIII et des Français.

Ceux qui, en renversant Valori et Savonarole, avaient espéré rétablir le gouvernement oligarchique, s'étaient trompés[1]. Le parti démocratique, quoique affaibli et obligé à plus de ménagement, était encore trop fort pour céder. On maintint la constitution de 1495, et d'ailleurs l'attention se trouvait appelée au dehors par les dangers qui entouraient Florence. Alexandre VI, avec les secours de Louis XII, détruisait les vicaires laïques du Saint-Siége et ensanglantait la Romagne. Pise ne cédait pas aux efforts de Paolo Vitelli, condottiere de la république. Les Vénitiens cherchaient à profiter de l'embarras des Florentins pour s'agrandir à leurs dépens. Le duc de Milan était menacé par le roi de France, secondé du pape et des Vénitiens. Réconciliés avec ceux-ci par le duc de Ferrare, les Florentins n'en souffraient pas moins de leurs dissensions intestines. Les Dix de Balie devenaient suspects au peuple. Composée surtout de citoyens opposés au régime du Grand Conseil, réélus à cause de leurs connaissances spéciales, cette magistrature, exigeant sans cesse de l'argent pour subvenir aux dépenses de la guerre de Pise, et, par ses rapports fréquents avec les condottieri, disposant des forces de la république, tendait à dominer dans l'État. En 1498, on ne put

[1] Comme Guichardin, et peut-être plus nettement que lui, Pitti attribue le renversement de Savonarole à une coalition de tous les partis contre la prépondérance de Valori. Il ajoute qu'il excita la jalousie même de ceux de sa faction, c'est-à-dire des principaux amis du frère. On peut d'après lui distinguer le parti démocratique dont Valori était le chef, celui de Soderini ou du gouvernement à la vénitienne, de Ridolfi qui partageait les mêmes idées avec une tendance prononcée vers les Ottimati, de P. Guicciardini ou des Palleschi modérés, de Vespucci ou des purs Ottimati, de Bernardo del Nero ou des purs Palleschi. Archivio Storico, T. I, p. 50.

dans le Grand Conseil obtenir une élection régulière à ces fonctions, et la seigneurie dut se charger de nommer les commissaires et de veiller aux approvisionnements et aux préparatifs de guerre, en convoquant une *Pratique*, ou assemblée consultative extraordinaire des principaux citoyens.

Le premier officier de la république était Paolo Vitelli ; ses liaisons avec les adversaires de la démocratie le désignaient à la vengeance populaire. Il réussit mal dans une tentative contre Pise et fut obligé de lever le siége. On l'arrêta sous prétexte de trahison, et il fut exécuté après un jugement dirigé par le gonfalonier Giovacchino Guasconi, qui cherchait la popularité. Guichardin justifie Vitelli, ami particulier de sa famille, et se hâte de railler Guasconi qui, dans son zèle imprudent, fit, quelques jours après, sur les débiteurs de l'état, une loi dont il devint lui-même la victime.

Cependant, dès avant la mort de Vitelli, de nouveaux dangers naissaient en Italie. Louis XII avait envahi le Milanais et renversé Ludovic le More ; il profita des embarras des Florentins pour leur imposer son alliance et exiger d'eux de grosses sommes. César Borgia commençait ses entreprises par la dépossession de Catherine Sforza, gouvernante d'Imola pour ses enfants, alliée de la république, et femme de Giovanni de Médicis, l'un des membres de la branche restée à Florence [1]. Louis XII, une seconde fois vainqueur de Sforza que lui livraient les Suisses, envoyait ses troupes au camp de Pise, et il fallait les payer. Les embarras financiers se font sentir, et Guichardin nous initie exactement à toutes les mesures que l'on emploie. Une retenue de trois, quatre, sept pour cent, proposée sur les intérêts de la dette publique, échoue dans le Grand Conseil. Elle frappait la petite bourgeoisie. An contraire l'impôt progressif, *decima scalata*, combattu par Ridolfi, les Ottimati et les Palleschi, en un mot, les riches, parvient à passer. Guichardin blâme cette taxe à la fois injuste et dangereuse, renouvelée des plus mauvais temps

[1] Cf. Machiavel, *Disc. sur T.-L.*, III, 6, l'aventure dont Catherine Sforza est l'héroïne. De son union avec Giovanni naquit Jean des Bandes Noires, le père de Cosme Ier.

de la tyrannie de Cosme l'Ancien. Mais l'anarchie et le despotisme emploient les mêmes moyens ; le gouvernement était alors trop livré à la démocratie pour que cette mesure ne fût pas adoptée.

Les éternels troubles de Pistoie vinrent se mêler à ceux de Florence. Les Guicciardini et les Salviati se rapprochent plus étroitement des Soderini, protecteurs de l'une des factions de Pistoie, les Panciatichi, tandis que les purs Ottimati soutiennent l'autre parti, celui des Cancellieri. Sur ces entrefaites, on renouvelle la commission des Dix de Balie, mais en modifiant le système d'élection, et les pouvoirs de ses membres. Deux mois après une *Pràtique*, rassemblée par la seigneurie, propose de renverser le Grand Conseil et de rétablir une sorte de conseil des Septante, avec les pouvoirs les plus étendus. Le coup d'état est empêché par l'autorité de Pierre Soderini qui se ménage ainsi une popularité et le premier rang dans la cité. Il n'était guère temps non plus de se jeter dans les aventures d'un changement universel. Borgia, accompagné de Pierre de Médicis, menaçait Florence; le frère de Paolo Vitelli, Vitellozzo, s'emparait d'Arezzo et de la Valdichiana soulevée; Pise résistait toujours. On usa de l'intervention de Louis XII pour arrêter Borgia et Vitellozzo, en fournissant aux frais de son expédition de Naples ; Giacomini fut nommé commissaire à l'armée de Pise; Alamanno Salviati parvint à calmer les troubles de Pistoie; une suppression du paiement des rentes pendant six mois soulagea les finances épuisées; une réforme du tribunal du *Pòdestà* réorganisa momentanément l'administration de la justice. Mais la source du mal subsistait encore. L'état manquait d'une direction uniforme ; le crédit appartenait tantôt à l'un, tantôt à l'autre. Aujourd'hui Valori, demain ses adversaires, puis Guasconi, puis Ridolfi, puis Pierre Soderini entraînaient tout, mais sans titre reconnu, sans une garantie de stabilité suffisante. Le changement perpétuel des premiers magistrats permettait à quiconque proposait une mesure populaire d'aspirer à son tour au rang suprême, et là, s'il était le plus fort, il pouvait tout oser. Les plus sages citoyens, obligés de disputer à Florence le terrain pied à pied, refusaient

les commissariats et les ambassades pour n'être point sacrifiés en cas d'un de ces revirements qui se produisaient à chaque instant. Enfin le conseil des *Richiesti*, élu tous les six mois par le Grand Conseil, et choisi au sort parmi ceux qui avaient obtenu la simple majorité absolue (*vinto la metà*), n'offrait aucun point d'appui. Il eût fallu pour tempérer les inconvénients de la mobilité du Grand Conseil, ce que nous appelons une chambre haute, composée des hommes les plus recommandables par leurs richesses et leur réputation; qui, sans être les maîtres de tout, pussent au moins contrebalancer la démocratie. Mais l'idée de cet équilibre des pouvoirs n'entrait alors qu'imparfaitement dans les esprits des Florentins. On craignait de retomber tout de suite sous la domination oligarchique des Ottimati, et ceux-ci, de leur côté, aussitôt en possession d'une influence légitime, auraient tenté par leurs coups d'état d'annuler l'influence du Grand Conseil. Guichardin prétend [1] qu'Alamanno Salviati, celui qui peu après devint son beau-père, proposa une commission mixte de l'espèce de celle que je viens d'indiquer. Elle ne put être acceptée. Le plus grand nombre aima mieux conserver l'organisation de 1495, en substituant un gonfalonier à vie au gonfalonier renouvelé jusque là tous les deux mois. On ne vit pas que ce gonfalonier, s'il était habile et ambitieux, accaparerait le pouvoir, en écartant les hommes de talent qui auraient quelque indépendance, et que s'il était faible, il serait le jouet des partis, comme l'avait été le Grand Conseil. On se décida donc à le nommer à vie, mais en bornant son autorité par des conditions qu'il eût rendues illusoires, s'il eût été actif et résolu. L'affaire réussit dans le conseil des Richiesti et celui du peuple; il ne restait plus qu'à trouver l'homme convenable. Pierre Soderini était alors le personnage le plus populaire. Mis en balance avec un ancien gonfalonier Malegonnelle, et Guasconi [2], dont j'ai parlé plus haut, il finit par l'emporter. Sans s'être directement compromis dans aucun coup d'état, il avait acquis la faveur du peuple, en se montrant le

[1] *Storia Fiorentina*, p. 276, 277. — [2] Selon Pitti, Malegonelle était le candidat des Palleschi déclarés, Guasconi, celui des purs Ottimati.

soutien du système du Grand Conseil, préconisé par son frère Paolantonio; fils de Tommaso Soderini, l'ami des Médicis, il n'inspirait pas trop de crainte aux anciens serviteurs de cette maison; d'ailleurs, une partie d'entre eux, ceux dont les tendances étaient le plus libérales, les Guicciardini et les Salviati, s'étaient rapprochés de lui, comme Guichardin l'atteste en cet endroit[1]. Agé de cinquante ans, riche et sans enfants, il laissait des espérances aux ambitieux tentés d'occuper un jour sa place. On peut donc considérer son élection comme un compromis entre toutes les opinions, une solution provisoire de la question du gouvernement, qui semblait la décider, tout en laissant les choses assez en suspens, pour qu'on pût y revenir au besoin. Un chef était décidément nécessaire à la république. La situation devenait périlleuse. C'était le moment où les Orsini, Vitelli, Baglioni, Petrucci, Bentivogli, s'unissaient contre Borgia, et où celui-ci les faisait assassiner à Sinigaglia. En même temps, il ne cachait pas ses desseins sur Pise, et semblait toujours menacer Florence. Les Français, chassés de Naples par les Espagnols, demandaient l'appui de Florence, Sienne et Bologne, les exposant ainsi aux premiers coups de l'ennemi. La mort d'Alexandre VI, la chûte de César Borgia, la mort de Pierre de Médicis, qui périt à la bataille du Garigliano, parurent donner quelque répit au dehors à la cité. Mais à l'intérieur les divisions recommencèrent. Soderini avait dû son élection principalement aux Salviati et à leurs adhérents, c'est-à-dire, à ce parti flottant entre les Médicis et les Ottimati, qui avait essayé de se rallier à la république, à la condition d'y avoir une grande part[2]. Le gonfalonier voulut se rendre indépendant. Diminuant les dépenses et améliorant les revenus de l'état, il acheva de s'attirer la faveur de la masse, puis se faisant un parti d'ambitieux qui crurent pouvoir arriver par son moyen au premier rang, il sut remplir la Seigneurie, les Colléges, les Dix, d'hommes sans consistance, et prêts à céder à toutes ses volontés. Les Salviati, les Guicciardini et ceux qui les suivaient se trouvèrent rejetés dans l'opposition et se rapprochèrent

[1] *Storia Fiorent.* p. 283.

[2] C'est ainsi qu'ils avaient été du parti de Savonarole, jusqu'à la mort de rnardo del Nero, et qu'ils étaient plus tard revenus à Soderini.

de Giovan-Battista Ridolfi, autre chef d'un parti puissant. Leur coalition réussit dans les *Pratiques* peu nombreuses, dans les intrigues de la cité; ainsi ils empêchèrent le mariage d'une nièce du gonfalonier avec l'un des Médicis de la branche demeurée à Florence, Dans le Grand Conseil Soderini l'emportait. On décida une expédition contre Pise secourue par les Espagnols, et dans laquelle les Florentins échouèrent. La coalition en triompha, et continua sa résistance avec plus d'ardeur. On voit au chapitre XXIX Giovan-Battista Ridolfi, et Piero Guicciardini s'opposer à l'acceptation des services de l'Espagnol Michele, ancien officier des Borgia. Le gonfalonier néanmoins fut encore le plus fort, et d'après les conseils de Machiavel, il entreprit l'organisation de la milice du territoire. Guichardin n'approuve guère cette mesure; et la *Pratique*, c'est-à-dire, le parti des principaux citoyens, convoqués comme notables, y était contraire. Il est certain que la cabale n'était pas sans influence sur leur résolution. Mais leurs raisons étaient assez spécieuses. La chose était nouvelle, et si la tradition des milices Florentines se retrouvait dans l'histoire du douzième siècle et du treizième, l'habitude des armes était perdue depuis bien longtemps; au milieu des embarras de tout genre qui se présentaient alors, on s'exposerait à de grosses dépenses sans obtenir de résultats suffisants. Enfin, quoi qu'on fît, on ne pourrait se priver des secours des condottieri, et qui affirmait que la nouvelle milice, mal disciplinée, et surtout composée de gens du territoire, c'est-à-dire sujets, à un moment donné, ne se rendrait pas maîtresse de l'état, grâce aux armes qu'elle possédait? Elle avait les inconvénients d'une garde nationale, dont les rangs sont ouverts à trop de monde, et dans un pays aussi petit que le domaine de Florence, les dangers en étaient plus grands et les avantages moindres qu'ailleurs. On craignait que par ce moyen Soderini ne voulût attenter à la liberté publique, ou au moins à celle de ses adversaires. Cependant le peuple, d'abord incertain, se laissa gagner par le plaisir qu'il prenait à considérer les revues et les exercices à la Suisse qu'on lui montrait sur la place du palais.[1]

[1] *Storia Fiorentina*, p. 325.

Le grand instigateur de ces projets était Machiavel, en qui le gonfalonier se confiait beaucoup, dit Guichardin, et qu'il avait reconnu capable [1]. Peut-être le mouvement de toutes ces intrigues, et ce renseignement que nous avons ici sur sa situation nous aideront-ils à nous faire une idée du rôle que joua dans cette période l'illustre politique.

Machiavel était issu d'une ancienne famille; mais, comme toutes celles de Florence, elle se divisait en plusieurs branches fort inégalement partagées pour ce qui regarde la fortune et les emplois publics. C'était une règle de la politique florentine que la plupart des grandes familles fussent représentées, par un ou deux de leur membres, dans les Pratiques, conseils, réunions de notables, qui préparaient les affaires, et en qui avant l'institution du Grand Conseil résidait le gouvernement. Les Machiavelli étaient assez considérables pour jouir de ce privilége, et à la fin du XVe siècle, au commencement du XVIe, à l'époque qui nous occupe, avant comme après, leurs noms se retrouvent dans les listes de magistrats supérieurs et de citoyens importants. Mais ils appartiennent à une autre branche que celle de l'auteur du Prince. Ils professaient aussi d'autres opinions. Les Paolo, Alessandro, Filippo Machiavelli, dont le dernier rejeton, Niccolò, périt à la suite de l'affaire de Montemurlo, sont jusqu'au règne de Cosme Ier, Palleschi, c'est-à-dire partisans avoués des Médicis et comme tels opposés à Soderini. Quant à Nicolas Machiavel, porteur d'un grand nom, mais sans fortune et d'abord sans grande considération, il entre dans la chancellerie de l'état, nous dirions aujourd'hui, dans les bureaux, avec un emploi subalterne, auprès de Marcel Virgile [2]. Ambitieux et d'ailleurs plein de talent, il avance successivement jusqu'au poste de chancelier des Seigneurs et secrétaire des Dix. On ne peut mieux se représenter sa situation qu'en la comparant à celle d'un chef de division dans l'un de nos ministères. Souvent chargé d'affaires importantes, mais en sous ordre, il plut au gonfalonier qui s'attachait, comme

[1] *Storia Fiorentina* p. 324.
[2] Voy. Paul Jove, Éloge de Machiavel, *notarius et assecla.*

dit Guichardin, les hommes de bas lieu, c'est-à-dire, jusque là sans éclat et sans appui par leurs alliances et leurs richesses. Il rédigea pour lui des mémoires, fut chargé de missions de confiance, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, pouvait devenir en passe de faire une grande fortune politique, comme il était arrivé sous Laurent le Magnifique à Bernardo del Nero, ser Giovanni, Bartolomeo Scala et d'autres que cite Guichardin [1]; mais le temps lui manqua pour réussir et son importance fut toujours très-secondaire dans l'état. J'ajouterai que sa faveur excita souvent le mécontentement de ceux que Guichardin appelle les hommes de bien.[2]

L'opposition allait toujours croissant en audace et en turbulence. Bernardo Rucellai, un des Palleschi les plus ardents, après avoir été leur ennemi un moment, quittait Florence pour préparer en dehors une révolution, du moins on le croyait. Dans les conseils, sur les questions de finance, le terrain était disputé pied à pied par les Malegonnelle et les Ridolfi. On contestait à Soderini les moyens de tenir les conditions du traité conclu avec le roi de France. Dans un procès criminel, on parvenait à rendre nulle son autorité. Enfin il indisposait contre lui le Grand Conseil par ses mesures maladroites, et sa tendance au gouvernement personnel.

Pendant ce temps, le traité de Blois procurait la paix entre les rois de France et d'Espagne; le pape Jules II méditait ses desseins contre Venise, et Gênes revoltée contre Louis XII était vaincue. Ce dernier événement était assez heureux pour les Florentins. Pise avait secouru les Génois, et la colère qu'en conçut le roi devait tourner au profit de l'entreprise que la république poursuivait depuis si longtemps.

Mais les Pisans avaient trouvé un protecteur dans Maximilien; on proposa de lui envoyer une ambassade. Le gonfalonier s'y

[1] *Storia Fiorent.* p. 90. — [2] E fu eletto per opere del Gonfaloniere che vi voleva uno di chi e' si potessi fidare, il Machiavello; il quale mettendosi in ordine per andare, cominciarono a gridare molti uomini da bene, che e' si mandassi altri, essendo in Firenze tanti giovani da bene atti a andarvi, e i quali era bene che si esercitassino. *Stor. Fiorent.* ch. XXX; T. III, p. 240.

montrait contraire; ce fut une raison pour qne ses adversaires le voulussent [1], et les Salviati, les Ridolfi, les Pazzi, les Alberti firent passer la motion. Les ambassadeurs que l'on nomma furent Alamanno Salviati et Piero Guicciardini. Eux-mêmes se divisèrent. Piero refusa de partir, et l'on convint d'envoyer Machiavel pour rejoindre Vettori précédemment député à l'empereur. Sur le terrain des affaires extérieures, le gonfalonier qui tenait pour la France, se voyait sans cesse contredit par ses adversaires mieux disposés pour Maximilien. A l'intérieur toute occasion était bonne pour manifester la défiance qu'il inspirait. Il convoitait l'archevêché de Florence pour son frère, alors cardinal et évêque de Volterra. On essaya d'abord de le donner à un des Capponi, réconciliés avec les Médicis, puis on le fit obtenir à Cosimo des Pazzi, dont la famille était hostile à Soderini. La seigneurie n'était plus dans sa main, comme naguère; on y voit paraître le remuant Baccio Valori, qui lui suscite mille difficultés. Enfin l'affaire de Pise se compliquait d'une guerre imminente avec Lucques, alliée secrète des Pisans. On commença par traiter avec les rois de France et d'Espagne qui vendirent leur neutralité à l'égard de Pise. Dans cette circonstance, les débats furent grands. Mais les Salviati et les Guicciardini, repassant du côté du gonfalonier, lui permirent d'obtenir l'avantage. Ils blâmèrent l'attaque contre Lucques, mais prêtèrent leur secours à Soderini quand il conclut avec les Lucquois le traité de trois ans qui suivit le combat de Via-Reggio.

Le plus grand embarras de ce temps, et ce qui ébranla plus que le reste le crédit du gonfalonier, ce fut le mariage de Filippo Strozzi avec Clarice de Médicis. Après son expulsion, Pierre de Médicis avait continué à nourrir des desseins de vengeance, et à montrer une animosité qui entretenait contre lui la haine des Florentins. Devenu le chef de la famille, le cardinal Jean, son frère adopta une autre ligne de conduite. Profitant de l'inhabileté de Soderini, il renouait avec ses anciens partisans, avec ceux qui

[1] Perche il gonfaloniere non voleva mandargli, Giovan Battista Ridolfi, e i Salviati volevano. *Stor. Fiorent.* ch. XXX; T. III, p. 341.

sans blâmer la forme de la constitution, auraient voulu voir le gonfalonier gouverner d'une autre manière, et il s'agit ici des Salviati et des Guicciardini. Enfin il avait su se réconcilier même avec les ennemis les plus acharnés des siens, les Valori, les Martelli, les Còrsi, les Capponi, les Albizzi, les Ruccellaï, les Buondelmonti. La moyenne bourgeoisie elle-même ne lui était pas trop contraire. Quiconque se rendait à Rome était assuré d'y trouver appui et bienveillance. A ce moment il avait à marier une fille de son frère Pierre, et cette alliance était convoitée par plus d'un noble florentin. On tendit un piége au gonfalonier, en la lui proposant pour un de ses neveux, Giovan-Battista, fils de Paolantonio. Il y prêta l'oreille; mais on ne put tomber d'accord sur la dot, et tout à coup l'on apprit que Filippo Strozzi, riche et noble personnage, venait d'épouser Clarice de Médicis. L'émotion fut grande à Florence. Les amis du gonfalonier n'avaient pas assez de colère pour caractériser ce qu'ils appelaient un acte de rébellion. On invoquait à grands cris contre Filippo Strozzi les lois les plus sévères; bannissement, confiscation, rien n'était trop cruel pour punir sa faute. Enfin une seigneurie, dont faisait partie Luigi Guicciardini, le frère de l'historien, conclut à l'unanimité pour le châtiment du coupable. Mais les amis de Strozzi ne restaient pas non plus inactifs; ils disaient qu'il n'existait pas de loi précise qui permît de sévir dans un cas pareil, et que tout au moins, la peine ne pouvait être que très-légère. Enfin Luigi Guicciardini, probablement conseillé par son père et ses adhérents, se repentait de ce qu'il avait fait, et ses collègues témoignaient les mêmes sentiments. La seigneurie qui leur succéda ne voulut se mêler de rien, et le procès porté devant les *Huit* se termina par un jugement qui fut pour Soderini un véritable échec. Une amende médiocre, un exil de peu de durée furent imposés à Strozzi. Mais le mariage subsista et le coup était porté. Les Médicis avaient par leur nièce un pied dans Florence.

C'est la dernière grande affaire intérieure que nous raconte Guichardin. Le dernier chapitre est consacré à l'histoire de la reddition de Pise et de la ligue de Cambrai. La bataille de Ghiara d'Adda est l'événement qui termine le livre, et depuis il ne fut

jamais repris, du moins sur le plan d'après lequel il avait été commencé.

La lutte, engagée entre le gonfalonier et les principaux citoyens, devait avec diverses péripéties se prolonger jusqu'au moment où, Raymond de Cardone, capitaine de la ligue victorieuse des Français, approchant de Florence, une révolution dirigée par les partisans des Médicis renversa le gouvernement et rétablit le régime qui subsistait avant 1494.

Il est à regretter que l'essai de l'éminent historien n'ait pas été poussé plus loin; son travail nous faisait mieux que tout autre comprendre l'histoire intérieure du gouvernement florentin.

En effet, son esprit, politique surtout et observateur, lui permettait de saisir clairement l'enchaînement des faits. Il y avait été mêlé, sinon par lui-même, du moins indirectement par la solidarité qui l'unissait aux membres de sa famille, et la participation qu'il eut certainement aux discussions et aux débats qui s'élevaient dans les réunions privées que tenaient de leurs amis son père et son beau-père Alamanno Salviati. Il appartenait, quoi qu'en ait prétendu Pitti, à un parti modéré qui considérait les choses avec moins de prévention, moins de résolution prise d'avance. Sans être Palleschi, ni Ottimati, ni soutiens déclarés du peuple et du gonfalonier, ces hommes reconnaissaient la part d'influence légitime due à chacun des principes représentés par les diverses factions et n'avaient d'engagement avec aucune. Trop faibles et trop peu nombreux pour être prépondérants, ils passaient de l'un ou de l'autre côté, suivant qu'ils y voyaient leur opinion considérée, et formaient une sorte d'appoint qui souvent décidait de la majorité dans les délibérations. Guichardin dans l'histoire de Florence s'est constitué leur historien. Peut-être les flatte-t-il un peu, par une inclination naturelle et excusable, mais l'étendue des détails dans lesquels ils descend nous permet de le juger et d'estimer assez son impartialité, pour ne pas le croire un menteur sur tous les points, comme le voudrait son contradicteur Pitti. Son livre est comme un résumé des procès-verbaux de toutes les séances importantes des Pratiques et des Con-

seils; il en affecte souvent presque la forme, et l'on n'est pas dépaysé chez lui après avoir parcouru les registres authentiques. Il est sur bien des sujets plus complet que dans la grande Histoire, où il lui est moins permis de s'étendre. Dans la première partie, celle qui va jusqu'en 1494, il offre un autre genre d'intérêt que Machiavel, ancien serviteur de Soderini, et qui écrit aux gages des Médicis et sous leurs yeux. Son jugement s'assied sur d'autres principes, et je l'ai montré à l'occasion du portrait de Lorenzo. Il n'a pas l'enthousiasme républicain de Nardi, et cette austérité chagrine qui donne un cachet si particulier au livre du sincère vieillard. Son intelligence politique est incontestablement supérieure. Pitti l'égale peut-être sous ce rapport. Mais son ouvrage si spirituel, si vif et si violent, a pour moi un grand défaut. C'est à la fois un pamphlet politique, et une réminiscence républicaine sans danger. On sent trop l'esprit de dénigrement contre Guichardin et ses amis ; et sous le grand-duc Cosme, dire du mal de ceux, qui après l'avoir soutenu, avaient cherché à modérer son gouvernement, n'était guère périlleux. Enfin Pitti parle de la république et de la liberté du peuple, menacée par les Ottimati, les Palleschi et les modérés, avec un enthousiasme un peu académique. Il hait ceux qu'il attaque, et n'a pas vu le temps qu'il regrette. Sa science est profonde et curieuse ; il serait injuste de le nier ; son livre peut servir à contrôler les assertions de son rival. Mais je me défie de son esprit que l'expérience n'a pu instruire, et qui se laisse entraîner par des rêves dont il ne lui a pas été permis de vérifier la portée. Les jugements de Guichardin, quels que soient les hommes dont il parle, sont plus réservés ; son langage est plus calme, son esprit est plus sage ; c'est celui des hommes d'état du XVe siècle, amis par nécessité, et contradicteurs sans parti pris des Médicis. Ses appréciations sont le reflet de la vieille politique florentine, et sa manière de traiter l'histoire de son temps dans ce livre est presque celle des modernes. A tous ces titres il a droit autant et peut-être plus que tout autre à notre attention.

L'impression définitive que laisse sur les faits la lecture de son ouvrage, n'est pas une absolution complète des Guicciardini et

des Salviati, c'est-à-dire, de ceux qu'il défend et vante partout. Ils pourraient montrer plus de franchise, et tenir une conduite plus nette. Toutefois l'honnêteté ne leur manque pas, et l'on aurait à blâmer chez eux l'apparence qu'ils se donnent plutôt que la réalité. Mais ce qu'on ne peut refuser de leur reconnaître, c'est une intelligence et une habileté politiques fort remarquables; et en même temps on doit concevoir de la sympathie pour ce parti toujours vivant depuis 1434, et qui conserve, malgré sa soumission, le dépôt de la tradition, et le désir d'une liberté aussi grande que le comporte la domination que Florence s'est imposée. Cosme et Laurent sont jugés assez sévèrement, plus que dans Machiavel. Ils ont été adroits et persévérants; mais la nature même de leur pouvoir amena la catastrophe sous laquelle a succombé Pierre et qui a perdu Florence. Je veux citer à ce sujet une phrase intéressante qui termine le récit de la conjuration des Pazzi: « Telle est la fin des discordes civiles; un parti » est exterminé; le chef de l'autre devient maître de l'état; ses » fauteurs et adhérents cessent d'être ses compagnons pour être » presque ses sujets. Le peuple et la masse sont esclaves; l'état » est rendu héréditaire, et souvent à un sage succède un fou » qui jette la cité dans le gouffre de la ruine[1]. » Il y a plus; les Médicis ont rendu la situation fatale, en mettant les citoyens bien intentionnés dans l'impossibilité de réformer la constitution[2]. Ils n'ont songé qu'à satisfaire une partie de la nation, le menu peuple; la haute et la moyenne bourgeoisie ont été plus profondément divisées et heurtées par eux. Il en est résulté les excès de la réaction démocratique qui se sont produits dans la moyenne bourgeoisie, et par suite une scission irrémédiable entre cette fraction de l'État et la classe la plus élevée. De là, ces tiraillements perpétuels de 1494 à 1502, et cette organisation où l'on n'a pas fait une place légitime aux Ottimati. Malgré leur ardeur à établir un *stato stretto*, ou gouvernement restreint, ils auraient fini par se calmer, si on eût reconnu leurs droits, et si on les eût consacrés d'une façon régulière. Ils étaient si peu

[1] *Stor. Fiorent.* ch. IV; T. III, p. 43. — [2] Voy. le traité *del Reggimento*.

méconnaissables, qu'au moyen des *Pratiques*, ou assemblées de notables, on y donnait toujours une demi-satisfaction[1]. Pitti se plaint beaucoup de ces *Pratiques*, qui, dit-il, sont une infraction à la loi. Il n'en est pas moins vrai que l'élément aristocratique, existant dans Florence comme il existait, à moins de se faire des riches citoyens des ennemis jurés, on ne pouvait les traiter sans une considération particulière[2]. Or le conseil des *Richiesti* ou *Quatre-Vingts* n'était pas une institution aristocratique. Dans les conditions où il était établi, ce n'était qu'une commission, chargée de préparer les délibérations du Grand Conseil. L'élection de Soderini fut une tentative de conciliation entreprise par le tiers-parti. Ceux qui le composaient espéraient que sous ce gonfalonier les *Pratiques*, qui ne pouvaient être inscrites dans la loi, deviendraient un usage formel. Mais Soderini fit la même chose que les Médicis; il chercha la faveur de la moyenne bourgeoisie, comme ils l'avaient fait d'abord, avant de ne flatter que la populace; il irrita contre lui les principaux citoyens. Comme le Grand Conseil, en raison de sa composition démocratique, était incapable d'imprimer aux affaires une direction suivie, Soderini voulut gouverner tout seul, ou du moins sans le secours d'hommes qui lui auraient vendu leur adhésion au prix d'une influence régulière[3], et préféra employer des agents habiles mais sans indépendance. De là une opposition marquée et une coalition redoutable de tous ceux qui n'étaient point purs démocrates, les Palleschi, les Ottimati, les modérés. Si Soderini eût fait quelques concessions, si un équilibre se fût établi entre les résolutions de la *Pratique* et celles du Grand

[1] En 1529, le parti populaire fit supprimer les *Pratiques*, et sa colère à ce sujet fut l'une des causes de la chûte de Niccolò Capponi.

[2] Il y a toujours dans les États des gens distingués par la naissance, les richesses ou les honneurs; mais s'ils étaient confondus parmi le peuple, et s'ils n'y avaient qu'une voix comme les autres, la liberté commune serait leur esclavage, et ils n'auraient aucun intérêt à la défendre, parce que la plupart des révolutions seraient contre eux. Montesq. *Esp. des L.*, XI, 6.

[3] Essendosi così la sorte della città che le deliberazioni che non gli piacevano, sebbene fussino approvate de tutti gli altri trovassino difficilmente esito. *Stor. Fiorent.* ch. XXXI, T. III, p. 358.

Conseil, il eût été soutenu par les modérés. Il faut pourtant reconnaître qu'il y avait dans sa position des exigences. En qualité de personnage populaire, élu comme tel, il lui aurait fallu bien de la sagacité et de la force de caractère pour combattre ses propres partisans, se livrer à ses adversaires, en gardant toutefois entre eux une exacte balance. Les projets qui offraient le plus de chances de succès, si on avait pu les mettre à exécution, étaient ceux qui consistaient à substituer la seconde branche des Médicis à la première. A l'intérieur, ils eussent été obligés de ménager tout le monde, par crainte de leurs parents bannis, et leur nom eût présenté quelque garantie de stabilité aux princes étrangers avec lesquels Florence se trouvait en relation. On y revint plus tard, lorsque Cosme succéda à son consin Alexandre. Mais il n'était plus temps; par l'extinction de la première branche, il se trouvait héritier de tous ses droits, et, appuyé sur l'empereur, sans redouter un compétiteur sérieux, il put rendre vaines toutes les barrières qu'on lui opposa. Quoi qu'il en soit des nécessités que l'on peut objecter en faveur de Soderini, il est une morale à tirer de toute cette histoire, c'est que gouverner à son profit, gouverner au profit d'une classe de la nation, en refusant à l'autre ce qui lui est dû, amène toujours des réactions et des révolutions. Soderini manquait, dit-on, d'habileté; il était faible, je l'accorde, mais son erreur et sa faiblesse consistent beaucoup moins dans les irrésolutions de sa politique étrangère que dans son inintelligence de la situation intérieure de Florence. Ce qui l'a perdu, ce qui a fait que l'émeute de 1512 éclata, et que ceux-mêmes qui la désapprouvaient l'ont soufferte, c'est le mécontentement de la haute bourgeoisie sacrifiée à la moyenne, c'est son désir de maintenir un état purement démocratique qui lui donnait à lui-même plus de liberté d'action, et qui le rendait maître plus absolu.

Guichardin nous laisse comprendre tout cela, et le voit lui-même assez nettement, quoique au travers de quelques préjugés de famille et de parti. Mais il le comprend, et c'est là sa supériorité sur Machiavel, Nardi et Pitti, qui tous les trois s'imaginent, pour des raisons diverses, comme avec des dissemblances

dans l'exposition, que le gouvernement démocratique est l'idéal des gouvernements et devait sauver Florence, bien qu'il soit clair qu'il l'a perdue. On conçoit facilement qu'avec sa clairvoyance Guichardin n'ait pas beaucoup d'enthousiasme. Pourtant, comme il est jeune, il a encore des espérances; son âme n'est pas abattue par l'insuccès continu; il ne considère pas tout comme ruiné sans remède, et ne songe pas encore à se sauver uniquement au milieu du débris universel. Il a donc une verve, un élan qui n'ôtent rien à la lucidité de ses vues, et sous ce rapport, ce livre, le premier qu'il ait composé, est aussi celui qui inspire le plus de sympathie pour l'auteur; on peut le dire à ce point de vue le meilleur.

Au point de vue littéraire, l'art est beaucoup moins achevé que dans la Grande Histoire. La composition est moins étudiée, le style moins précis; on reconnaît l'ébauche. Les développements que l'on retrouve dans son dernier ouvrage sont indiqués déjà pour la plupart. Mais ils manquent souvent de proportion; ils sont trop courts ou trop longs; il y a de la sécheresse et de la redondance. Ses réflexions sur les événements qu'il expose finissent par fatiguer. Telles sont les considérations sur la chûte des Médicis, sur les conjurations à propos de la mort de Bernardo del Nero. Cela est d'autant plus frappant qu'il ne remonte pas comme Machiavel à des principes généraux; il reste dans le monde des faits, les explique exactement, mais sans assez d'élévation, et les ressasse avec trop de détail. Souvent il coupe son récit de sentences rapides et fortes, un peu antithétiques, dans le genre de ses Ricordi, et alors il est excellent. J'ai cité le passage où il s'agit des conséquences inévitables des discordes civiles. En voici un autre sur le gouvernement de Lorenzo : « Malgré ses ménagements, l'aspect de Florence n'était pas celui d'une cité libre, mais d'une ville esclave; Lorenzo ne semblait pas un particulier, mais un tyran[1]. »

Le grand mérite de ce livre, ce sont les exposés politiques, clairs et détaillés sans diffusion. Les récits n'ont guère rapport

[1] *Stor. Fiorent.* ch. IX, T. III, p. 91.

qu'à un même objet, les intrigues intérieures, les luttes des partis, les négociations; jamais n'apparaissent des descriptions de batailles; aucune recherche du pittoresque ou du dramatique. Mais dans leur genre, l'explication de ce qui se passe dans Pise pendant le siége conduit par les Florentins, toute l'aventure du procès de Strozzi sont des morceaux distingués.

Dans cette histoire il n'y a pas de discours direct. Peut-être le temps a-t-il manqué à l'auteur pour les composer, et j'ai indiqué dans un chapitre précédent que j'inclinais à regarder comme des ébauches destinées à remplir cette lacune deux fragments des *Discorsi intorno alle mutazioni*. En tout cas, on trouve ici de nombreuses analyses de discours réellement prononcés; ce qui a plus de rapport avec le système adopté par les historiens modernes.

Les portraits sont fréquents; ils sont tracés en général avec sagesse et modération. Le détail en est un peu long et verbeux; toutefois ils méritent d'être lus avec attention. Les principaux, ceux de Cosme et de Laurent de Médicis, de Neri et de Pierre Capponi, de Savonarole, des conjurés de 1497, de François Valori, de Paolo Vitelli, de Bernard Ruccellai, forment une curieuse galerie des personnages qui ont influé sur les destinées de la république Florentine pendant toute la période qu'a traitée l'auteur. Ceux d'Alexandre VI et du cardinal Jean, depuis Léon X, sont aussi au premier rang. Il en est d'autres qui témoignent de l'esprit d'observation de Guichardin, et du soin qu'il prenait de connaître les hommes. Les portraits longs ou abrégés, sont un des procédés dont il se sert le plus habituellement et toujours avec un talent incontestable.

J'ai plus haut comparé l'*Histoire de Florence* à quelques autres ouvrages écrits sur les mêmes temps par différents auteurs, en m'occupant exclusivement de l'esprit général qui les anime. La même comparaison peut être reprise sous le rapport de l'art. Mais j'avoue qu'ici Guichardin a beaucoup moins d'avantage. La maturité de Machiavel, son génie qui le porte à introduire partout des vues générales, et à traiter incidemment des questions de l'ordre le plus élevé, le sentiment dramatique qui le

possède, rendent son style bien supérieur à la prose souvent terne et embarrassée de Guichardin. L'inébranlable conviction de Nardi, la raideur même de son esprit, et son défaut d'étendue, son air de protestation perpétuelle affermissent et assurent sa parole; il a une sorte de naïveté qui ne dépare point l'ouvrage et ne déplaît pas au lecteur. Pitti est trop passionné, trop savant et trop spirituel pour ne pas faire aimer l'écrivain, lors même qu'on résiste à ses arguments.

Cependant cette œuvre de Guichardin, tout compensé, reste du plus haut intérêt, et si elle ne lui eût pas assigné entre les historiens italiens le rang élevé qu'il doit à son Histoire Générale, elle l'eût déjà fait compter entre les premiers narrateurs des révolutions Florentines, et pour certains mérites fait préférer à tous les autres.

§ 3. L'HISTOIRE D'ITALIE. — QUELLE EN EST LA VALEUR MORALE ?

L'Histoire Générale d'Italie, ouvrage capital de Guichardin, nous est parvenue avec des altérations nombreuses, et n'a pas été imprimée du vivant de l'auteur. J'ai cité plus haut la tradition qui prétend que Guichardin dut à Nardi le conseil de s'occuper d'une histoire générale de l'Italie. J'ai déjà laissé voir qu'il n'y avait aucune raison de croire à l'existence de Mémoires ou Commentaires, commencés sous ce titre. Ensuite, quant à la conversation même, il faudrait la placer au plus tard vers 1529, car depuis cette époque Guichardin et Nardi ne se retrouvèrent plus ensemble à Florence, et ne se revirent que comme adversaires à Naples en 1535. Pour ma part, je ne puis m'empêcher de regarder l'anecdote comme inventée, ou au moins, comme exagérée par celui qui le premier la mit en circulation. Il est possible qu'il y ait eu entre Guichardin et Nardi quelques mots échangés; mais je m'imagine que l'homme d'état florentin n'avait pas besoin d'un tel encouragement pour entreprendre son œuvre. La composition de son Histoire de Florence[1] atteste déjà

[1] Peut-être à la rigueur, est-il permis de conjecturer qu'il se serait agi dans

son dessein de raconter les événements de son temps, et de plus d'être original en les racontant, puisque aucun écrivain ne l'avait encore précédé dans les habitudes du public, ou du moins, n'avait été imprimé. Son ambassade d'Espagne lui fit vraisemblablement abandonner le premier projet qu'il avait conçu, ou plutôt à mesure qu'il fut mêlé à la politique générale de l'Italie, il songea davantage à une œuvre qui envelopperait dans une narration, plus vaste dans son ensemble, plus restreinte dans le détail, ces temps qu'il avait vus s'écouler sous ses yeux. Mais il lui fallait des loisirs pour mener à sa fin un pareil ouvrage. Il amassait des matériaux dans les courts instants de répit que lui laissait la politique, et au milieu des œuvres de circonstance que les péripéties de sa carrière l'obligèrent à écrire, il préparait ce qu'il voulait élever comme un monument. Peut-être commença-t-il à esquisser les premiers traits de son travail de 1527 à 1529[1]. Pourtant je le vois bien empêché par des occupations de toute sorte, pour croire qu'il s'y soit adonné sérieusement. Le terme même qu'il assigne à son histoire, l'année 1534, ferait plutôt penser que, revenu de Bologne, et conseiller principal du jeune duc Alexandre, il profita des trois années de repos relatif dont il jouit alors pour jeter les fondements de son œuvre. Dès lors on ne trouve plus de lui cette multitude de mémoires, de discours, de dissertations qui remplissaient les années précédentes. Enfin il est notoire que dans la demi-retraite à laquelle le condamna l'ingratitude de Cosme, il s'efforça de mettre la dernière main à son livre[2]. Il ne fut pas publié de son vivant; il était resté inachevé, et parut à deux époques différentes par les soins de son neveu Agnolo, fils de Girolamo, les seize premiers livres en 1561, les quatre derniers en 1564. De nombreuses lacunes, rendues nécessaires par des ménagements politiques ou religieux,

cette conversation de l'histoire de Florence, qui effectivement ressemble à ce que nous appellerions des commentaires plus que la grande Histoire.

[1] C'est l'opinion de Varchi, X.

[2] On prétend même qu'il ne s'en occupa qu'à cette époque. Voy. Ginguené qui contredit cette opinion; l'auteur d'une biographie de Guichardin, édit. de 1775; Tiraboschi, T. VII, part. II, p. 250; Corniani, T. IV, p. 248.

ıarent les premières éditions. A plusieurs reprises on y a sup-
Les premiers éditeurs de Guichardin, Porcacchi, 1567,
'no, 1639, Manni, 1738, le chanoine Bonso Pio Bonsi,
remanié le texte, l'ont corrigé d'après les manuscrits,
bli plusieurs des fragments d'abord omis. Aujour-
'a plus autorisée est celle du professeur Rosini,
1819 et 1820, reproduite en 1837 par Carlo
'une préface du même, d'un essai de Rosini,
.e Porcacchi. C'est celle que je citerai dans
.ıefois, on ne peut se dissimuler que de nom-
.ations y subsistent. Le professeur Rosini avoue qu'il
.e de corriger les périodes qui lui ont paru longues ou em-
ırrassées, qu'il a modifié à son gré la ponctuation et l'orthographe. Mais, en attendant une édition plus exacte et plus conforme à l'autographe authentique, qui nous est promise par M. Canestrini, il est nécessaire de s'en rapporter à celle-ci qui est la plus répandue, et qui a servi de texte aux observations des principaux critiques modernes, et en particulier de Gioberti.

L'ouvrage embrasse la longue période qui s'étend de 1494 à 1534, depuis l'expédition des Français au-delà des Alpes, sous la conduite de Charles VIII, jusqu'à la mort du pape Clément VII et l'avénement de Paul III. Il y a là une série de faits qui composent une des grandes révolutions des annales italiennes et même européennes. En Italie, c'est la ruine définitive du système fédératif, l'immixtion des étrangers dans la péninsule, et la prépondérance de la domination de la maison d'Autriche s'établissant sans retour au nom de l'Empire et subsistant d'abord par les armes des Espagnols. En Europe, c'est la première phase des guerres d'Italie, le commencement du terrible duel qui s'ouvre au XVIe siècle entre la France et la maison d'Autriche.

L'histoire d'Italie peut être examinée sous divers aspects, d'abord dans sa valeur morale, c'est-à-dire, sous le rapport des sentiments et des convictions qu'y témoigne l'auteur, des enseignements dont il est la source; dans sa valeur historique, c'est-à-dire, sous le rapport des mérites divers que comporte le genre qu'il a choisi.

La première question qui se présente est celle de la valeur morale, c'est-à-dire de l'appréciation des sentiments et des convictions dont Guichardin fait preuve ici.

Les convictions prennent deux formes dans un historien. Il se préoccupe surtout des résultats les plus généraux de son livre ; vivement frappé de principes de premier ordre, il les proclame à l'occasion des faits dont il est le narrateur, il les montre violés ou reconnus, mais insiste toujours sur leur grandeur et leur importance. Ou bien sa patrie est ce qui le touche le plus. Soigneux de sa gloire, désireux de sa félicité, il célèbre ses succès, gémit de ses revers, souffre ou triomphe avec elle, étudie les causes de sa décadence ou de sa splendeur, approuve ou critique les desseins qui l'ont élevée ou perdue et s'efforce de trouver le moyen de perpétuer sa prospérité ou de remédier à ses maux. Un historien est surtout moral ou national. Il est souvent l'un et l'autre, et ces deux points sont ceux qu'il importe d'examiner pour l'apprécier à sa juste valeur.

Quelles sont donc les convictions morales et patriotiques que décèle en Guichardin l'histoire d'Italie?

Son temps lui offrait l'occasion de témoigner énergiquement les premières. Dans cette première partie si agitée du seizième siècle, les âmes étaient trop tendues par le spectacle des événements, par les péripéties étranges, au milieu desquelles elles étaient emportées, pour ne pas trouver à certains moments une vigueur inattendue, soit pour le dévouement, soit pour le crime. Il est des noms qui sont restés depuis lors comme le symbole de la perfidie, de la débauche et de la violence ; il est des faits qui sont demeurés le type de l'horreur et de l'atrocité. Je dirai comment Guichardin en a parlé ; mais je ne puis croire que jamais la nature humaine, dont les contrastes en ce genre sont si frappants, et qui, lorsqu'elle arrive à l'extraordinaire, oppose toujours d'admirables vertus aux forfaits exécrables, ait à cette époque méconnu ses lois, pour ne nous faire voir que des monstres, et ne nous présenter que l'image de leurs fureurs. Si la première partie du XVIe siècle a produit les Borgia, les Pétrucci, les d'Este, et tant d'autres tyrans, il a dû y avoir des âmes forte-

ment trempées, et au milieu d'égarements passagers, dirigées par de nobles instincts. Aux lâchetés si nombreuses que Guichardin nous rapporte à chaque instant, répondent des actes de courage et de fermeté qu'on ne peut contester. Si Rome cède honteusement à l'effort de Bourbon, Florence s'est défendue de manière à sauver au moins son honneur. Je sais bien que Guichardin n'approuve pas les motifs politiques de cette défense. Mais enfin, peut-il nier que Ferrucci, que Girolami, dont il ne cite même pas le nom, n'aient été des héros? Combien d'actions généreuses ne trouvent pas chez lui des accents dignes de leur éclat! Loue-t-il assez la présence d'esprit, la résolution, la constance du jeune Ferdinand d'Aragon, qui en 1495 sait reconquérir son royaume sur les Français? Pourquoi blâmer si vivement les desseins des Vénitiens après la défaite d'Agnadel? Ils ont oublié la splendeur et la gloire de leur antique cité, dit l'historien [1], ils ont abandonné plus qu'ils ne devaient le faire d'après les règles d'une saine politique. En supposant même que ce soit la vérité, leur sacrifice, cette concentration de toutes les forces de la patrie, qui se replie en quelque sorte sur elle-même pour mieux résister, tout cela ne part-il pas d'un sentiment plus élevé qu'un calcul exactement mesuré des ressources qui restaient encore? Il y a des fautes politiques, il y a des combinaisons erronées qui valent mieux, même pour le succès, qu'une scrupuleuse attention à ne rien négliger. Elles ont pour origine une chaleur d'âme, un enthousiasme de renoncement, qui relève et ranime les cœurs, qui les rend capables de supporter les plus rudes épreuves, et qui sauve les cités plus sûrement que les minutieuses considérations d'une raison trop froide. Un événement enfin sur lequel je voudrais trouver dans Guichardin une appréciation d'un genre plus noble, c'est la révolution de Gênes en 1528. Lui qui, dans ses écrits politiques, à plusieurs reprises, appelle de ses vœux un citoyen puissant, assez désintéressé pour rétablir la liberté dans Florence, n'a pas été frappé du patriotisme de Doria. La vue de ce grand homme, qui, libre de se faire tyran, à l'exemple de

[1] VIII, 2.

tant d'autres, se contente de l'autorité que lui donnent ses services et son caractère, ne lui inspire ancune admiration. Il semble mal comprendre, ou plutôt mal sentir, les élans d'une passion généreuse. Il cherche à tout des mobiles intéressés, ou atténue le mérite des actions, en faisant ressortir les résultats qui les accompagnent. Ce qui le frappe le plus dans la révolution génoise, c'est le crédit dont jouit dès lors Doria ; il nous dit que sa modération rendit sa puissance supportable[1]. Mais ce qu'il y a de beau et de grand dans cette modération lui échappe, de même qu'au siége de Florence, les fautes militaires de Ferrucci, l'aveuglement des républicains, qui ne savent pas voir que tout est désespéré, diminuent à ses yeux la gloire de leur valeur[2].

Mais je suppose que les crimes absorbent sa pensée et que plein d'horreur pour ceux dont l'Italie fut le théâtre, il ne songe qu'à les détester et les flétrir. Comment parle-t-il donc de ces attentats contre le droit des gens, contre le droit des personnes, contre les plus simples lois de la morale qui viennent de tous côtés blesser nos regards? Aura-t-il l'émotion contenue, mais la tristesse élevée de Thucydide décrivant la perversion des esprits de ses contemporains, ou racontant les horribles massacres dont ils remplissent la Grèce? Aura-t-il l'indignation de Tacite? Non pas; il racontera froidement les manques de foi, les trahisons, les empoisonnements, les parricides. Il n'aura pas même cet emportement de Machiavel, qui le met hors de lui en présence des forfaits de Borgia, et qui lui fait chercher dans le but proposé une justification de l'acte même. Ce sont des méchants, des criminels, nous dit Guichardin, mais sans s'émouvoir ; il ne s'enflamme, ni ne s'échauffe; il blâme, il condamne, les superlatifs ne lui font pas defaut pour prononcer ses arrêts; mais ses jugements n'entrent pas dans l'âme profondément, ne la remuent pas, ne la transportent pas.

Son livre est plein de sentences. On les a recueillies plus d'une fois et isolées du texte. Beaucoup, de près ou de loin, rappellent les *Ricordi*; mais elles ont le même caractère. Nettes,

[1] XIX, 3. — [2] XX, 1.

précises, exactes, judicieuses, elles se rapportent presque toutes à la politique. Le petit nombre de celles qui semblent morales ont une conclusion qui change leur premier aspect. C'est bien là l'esprit de l'ouvrage tout entier. Il est uniquement et exclusivement politiqne: les faits sont toujours appréciés au même point de vue, celui de leur résultat et de la dextérité qu'il a fallu pour l'obtenir. Le préambule l'indique sans qu'il y ait de doute. Aucune préoccupation d'un principe, en dernière analyse, supérieur à des intérêts matériels, ne l'a dicté :

« De la connaissance de ces événements si divers et si graves, » chacun pourra, pour soi-même et pour le bien public, recevoir » beaucoup d'utiles enseignements; d'innombrables exemples » montreront manifestement à quelle instabilité, semblable à » une mer agitée par les vents, sont soumises les choses humaines, combien sont pernicieux le plus souvent à eux-mêmes, » mais toujours aux peuples, les conseils mal mesurés de ceux » qui gouvernent, lorsque, ayant seulement sous les yeux leurs » vaines erreurs ou leurs désirs présents, oubliant les fréquentes » variations de la fortune, et tournant au détriment d'autrui la » puissance qu'ils ont reçue pour le salut de tous, ils se font, » ou par défaut de prudence, ou par excès d'ambition, les auteurs des révolutions[1]. »

Qu'y a-t-il de plus clair? Les vicissitudes des choses humaines enseignées aux peuples, l'inconvénient des entreprises téméraires démontrée aux princes, le hasard présenté comme le maître suprême, la modération et l'habileté conseillées à ceux qui gouvernent, telle est la leçon que Guichardin s'est proposé de nous donner, et j'ajoute, telle est la conclusion la plus morale à tirer de son ouvrage.

Qu'il y a loin de là, pour ne pas citer des écrivains trop modernes, à cette *possession éternelle* que nous offre Thucydide, accusé lui aussi cependant de manquer de moralité, à cette connaissance profonde de la nature humaine qu'il a cherchée, que nous trouvons en lui, et qui est l'enseignement le plus fructueux et le plus digne de former nos jugements[2].

[1] I, 1. — [2] Thucyd. I, 22. La comparaison formelle de Guichardin et de

Nous avons vu précédemment que la foi de Guichardin, malgré ses engagements au service des papes, n'était guère qu'extérieure, qu'au fond il était assez incrédule, ou du moins peu attaché aux pratiques nombreuses et aux subtilités du dogme. Dans son histoire, il a eu l'occasion de manifester ses sentiments secrets au sujet de l'Église et de la religion. Plusieurs des passages où il en est question avaient été par prudence supprimés dans les premières éditions; ils ont été rétablis dans les dernières. Cependant les protestants déjà les avaient recueillis et publiés sous divers titres en italien et en latin. Le plus célèbre de ces morceaux est celui qui a longtemps porté le nom de ***Historia papatus***. Il se trouve au cinquième chapitre du quatrième livre. L'auteur, au moment de raconter les guerres de César Borgia dans la Romagne, se livre à une digression assez étendue sur le pouvoir temporel des papes. Il le reprend depuis son origine, nous montre les pontifes d'abord pauvres et martyrs, puis rapporte la donation de Constantin, sans taire qu'il la regarde comme peu probable. Il expose ensuite comment les papes d'abord soumis aux empereurs, s'arrogèrent de nouveaux droits en l'absence d'une administration régulière, pendant leur lutte avec les rois Lombards. Il cite les donations de Pépin, de Charlemagne, celle de la comtesse Mathilde, mais ne laisse jamais ignorer qu'il croit voir en tout cela bien des prétentions mal fondées ou exorbitantes. A ses yeux il y a souvent eu de la part des papes usurpation. « Leur domination spirituelle, dit-il, a même » été contestée par l'archevêque de Ravenne et le patriarche » de Constantinople; car le fondement semble en être que » le prélat de la principale ville de l'empire se trouvait aussi le » chef de la religion, l'autorité spirituelle ayant le même centre

Thucydide a déjà été faite au XVIe siècle par le Vénitien Paruta: E così fatta appunto, al parer mio, si scopre in ogni parte esser l'istoria di Tucidide; la cui maniera ha molto nobilmente imitato il Guicciardini; nel quale, solo mi pare che si possa talora riprendere la troppa diligenza nel raccogliere, insieme con le più vere cagioni delle cose, i vani romori del volgo: il che stimo che sia cagione di farlo alquanto deviare da questa strada segnata da Tucidide, e riuscire talora minore di sè stesso. *Opere politiche* di Paolo Paruta, ordinate e annotate dal Monzani. Firenze, 1852. T. I, p. 203.

» que l'autorité civile, et paraissant devoir se déplacer avec elle.
» Les pontifes ont longtemps reconnu la suprématie des empe-
» reurs, et ce n'est qu'à force d'habileté et d'adresse qu'ils ont
» restreint le droit d'élire les papes, d'abord dans l'enceinte de
» Rome, puis dans le collége des cardinaux. Leur domaine s'est
» formé par la force et la politique. La ville de Rome elle-même
» ne leur a pas toujours été soumise. Mais leurs manœuvres, en
» faisant d'eux des princes séculiers, ont enlevé du cœur des
» hommes le respect pour leur siége. Ils gardent encore une
» sorte de prestige dû à leur nom et à leurs richesses. Toutefois,
» abusant de leur pouvoir, et mêlant sans cesse le spirituel et
» le temporel, ils ont été plus d'une fois l'instrument de guerres
» cruelles pour l'Italie, et le brandon qui l'a mise en feu[1] ».
Tous ces raisonnements sont formels. Guichardin est moins violent que dans les Ricordi, du moins dans l'expression; le fond est à peu près le même. Il condamne la domination ecclésiastique, et s'efforce d'en mettre à nu la vicieuse origine. Ajoutons qu'il s'agit de la domination temporelle confondue avec le spirituel, et néanmoins, il respecte le fait accompli, et ne demande pas, comme Machiavel, qu'elle soit détruite parce qu'elle a fait obstacle à l'unité de l'Italie. Il s'exprime encore avec beaucoup de vivacité sur les simonies, le népotisme, et les crimes de la cour de Rome. Les élections d'Alexandre VI[2] et de Jules II[3] sont pour lui le texte de plaintes et de protestations. Quel sentiment l'animait dans son mécontentement? Était-ce le désir d'une réforme? Je ne le pense pas. Cette réforme, que chacun à sa manière Savonarole et Luther ont tentée, lui inspire peu d'enthousiasme. Il parle de ces deux hommes sans entrer dans leurs vues? Il reconnaît leurs vertus, surtout celles de Savonarole, mais signale son emportement[4]; il montre quels ont été les motifs presque légitimes à ses yeux de l'hérésie de Luther[5], mais témoigne peu de sympathie pour le réformateur allemand. En général il est indifférent, quand il ne s'agit plus d'exercer une critique éclairée mais chagrine et malveillante. Je le dirais presque,

[1] Loco citato, passim. — [2] I, 1. — [3] VI, 2. — [4] III, 6. — [5] XIII, 5.

le sentiment religieux lui manque trop pour qu'il ait même de la passion contre l'Église. Esprit judicieux, mais peu capable d'élan, il souffre des fautes qu'il aperçoit, sans songer même à les corriger. Il faut les supporter, en tirer le meilleur parti possible, et tout attendre du hasard et de l'habileté, tel semble être son avis. Il rapporte en quelques endroits des présages[1]; ce que nous avons vu dans les Ricordi sur sa croyance à la détermination de l'avenir empêche d'y attacher beaucoup d'importance. C'est pour lui un ornement littéraire, une matière à description et rien de plus.

Ses convictions morales ont donc peu d'élévation et de grandeur et son histoire est plus politique que morale. Un ouvrage où la politique l'emporte peut pourtant devenir moral par la profondeur des aperçus, l'étendue des horizons qu'il ouvre à l'esprit, la gravité des jugements et des considérations, l'invocation immédiate ou indirecte des grands principes du devoir, du droit, de la liberté. Mais ce n'est pas là l'esprit du livre de Guichardin, et son œuvre reste ainsi au-dessous de celles des grands historiens, ses prédécesseurs et ses émules.

Quelles sont ses convictions patriotiques? et sur ce point la question se divise; que pense-t-il au sujet de l'Italie? que pense-t-il au sujet de Florence?

La forme politique qu'il souhaite à l'Italie n'est pas difficile à déterminer. Si nous nous rappelons ce qu'il laisse comprendre dans ses précédents ouvrages, il n'appelle pas de ses vœux l'unité absolue de la péninsule. Dans les *Considerazioni*, il combat les conclusions de Machiavel, qui croit voir dans l'existence de l'Église, dans l'empêchement qu'elle a mis aux essais de conquête définitive, la cause des divisions et de l'asservissement de l'Italie. Ailleurs il a surtout loué Laurent le Magnifique de son système de balance et d'équilibre. Les mêmes idées se retrouvent ici; l'expérience ne les a pas changées. L'idéal reste pour Guichardin la grande confédération conclue en 1480. La concurrence des alliés, leurs intrigues secrètes, selon lui, loin de porter atteinte

[1] I, 3; XI, 2.

à la paix étaient cause qu'ils avaient d'autant plus d'ardeur à étouffer de grands troubles [1]. Ce qu'il raconte avec complaisance, ce qu'il développe avec détail, ce sont les ligues italiennes formées contre les étrangers, les projets de Jules II [2], les négociations qui suivent le traité de Cognac [3]. Nous avons vu plus haut quelle était son opinion sur ces essais diplomatiques. Il a été trop frappé de la politique du XVe siècle pour en avoir d'autre ; l'enseignement dont il a été imbu, la tradition qu'il a reçue, ont donné à son esprit une direction qui reste la même toute sa vie. Il n'aime pas les Français, premiers auteurs du désordre par leur entreprise de 1494, et cause presque toujours des échecs de la ligue italienne, quand elle se reforme avec leur aide, par leur imprévoyance, leur légèreté et leur facilité à trahir leurs alliés. Les Espagnols plus fidèles ne travaillent qu'à leur profit. Malgré son désir de voir libre l'Italie, il ne lui souhaite point un tyran pour chasser les barbares, et n'absout point Borgia au nom de la raison d'état. Ce qu'il condamne, c'est la politique égoïste des Vénitiens, l'irrésolution des papes, et surtout de Clément VII, la pusillanimité des Italiens en général. A la fin il devient assez favorable à l'accord du pape et de l'empereur, à condition que l'on prenne des précautions, et que l'on s'assure des garanties [4]. Il voit avec déplaisir les alliances françaises que contracte Clément VII pour se ménager de nouveaux moyens de lutter, parce qu'elles lui semblent inopportunes [5]. La prépondérance des Espagnols en effet, contre laquelle la résistance n'est plus possible rend au moins la paix intérieure, et l'on peut dire qu'après 1530 s'y résigner était la seule solution à laquelle ce motif permît de songer. C'est ce que fit Guichardin, après avoir longtemps combattu.

Quant à ce qui regarde Florence, il témoigne, comme dans tous ses autres ouvrages, une invincible répugnance pour le gouvernement populaire. Son approbation est surtout acquise aux tentatives semi-aristocratiques, celle de 1512, à la tête de laquelle se place Giovanbattista Ridolfi, dont les effets durent à peine

[1] I, 1. — [2] II, 2. — [3] Liv. XVI et XVII. — [4] XX, 2. — [5] Ibid.

quelques jours[1], celle de 1527 dirigée par Niccolò Capponi[2]. Toutefois il ne poursuit pas beaucoup les Médicis, surtout après qu'ils se sont imposés avec les Espagnols. En effet, en présence des troubles qu'excite le parti populaire attaché aux Français, eux seuls sont capables s'ils veulent de donner une direction régulière à l'État. On conçoit que leur puissance ne soit pas absolument contraire aux projets de Guichardin, s'ils respectent la liberté et se contentent de guider les efforts de la république. Dans le système fédératif, qui a sa prédilection, pour que l'alliance ne soit pas exposée aux caprices de la multitude, il faut que dans chaque ville une aristocratie prudente, nourrie de traditions de sagesse et d'habileté porte le poids du gouvernement. A Florence, il nous l'a dit autre part, les Médicis seuls et la démocratie du Grand Conseil ont des chances de durée, et les Médicis ne peuvent vivre dans la cité qu'avec l'appui de l'étranger, ou celui de l'aristocratie. Il consentirait donc volontiers à ce qu'ils fussent princes à Florence, mais non princes absolus. Il ne le dit pas en propres termes, et l'eût-il dit, ses éditeurs n'eussent pas laissé subsister ce témoignage dans ses écrits; mais c'est ce qu'on peut inférer de ce qu'il loue Niccolò Capponi de ses ménagements pour les Médicis, en même temps qu'il inflige un blâme au pape Clément pour s'être trop abandonné à l'empereur en 1531, et pour son dessein de bâtir une forteresse qui assure la puissance de la maison, en 1534.[3]

Jacques Pitti, dans un ouvrage sur lequel je reviendrai avec plus de détail, accuse à chaque ligne le patriotisme de Guichardin. Il prétend que son histoire est un tissu de mensonges dictés par la colère, l'ambition déçue et la vengeance. Il n'a pas compris que l'on peut aimer sa patrie, sans en estimer le gouvernement, et il le représente comme un traître. Ni sa vie, ni l'histoire d'Italie ne justifient cette imputation. Le patriotisme de Guichardin est une conviction bien assise, mais qui n'a pas assez de vigueur pour prendre un relief suffisant au milieu des considérations de toute sorte dont l'environne sa raison prudente. Sa

[1] Du 31 août au 16 septembre, XI, 2. — [2] XVIII, 3. — [3] XX, 1 et 2.

modération tant louée par Gioberti n'est peut-être pas la qualité la plus nécessaire dans les temps semblables à ceux où il a vécu. Il hésite trop, non pas dans l'action, mais dans la détermination. Il ne se décide pas assez vîte, ni assez franchement entre l'utile et l'honnête. Il est trop disposé, si ses projets échouent, à accepter des accommodements. En politique, ce peut être souvent une méthode excellente; mais dans une histoire il faut des jugements tranchés; la conscience humaine y tient expressément. Elle veut savoir à qui elle a affaire, et le livre, pour lequel elle n'a qu'une froide estime, est bien près d'être dédaigné ou condamné.

En somme, Guichardin préfère à toutes les autres combinaison politiques, en Italie la fédération, et à Florence la prépondérance de l'aristocratie. Mais il ne semble pas assez désapprouver la domination étrangère et la tyrannie. En comparant l'histoire d'Italie à l'histoire de Florence, on trouve que l'ardeur de la jeunesse, qu'il laissait percer, s'est éteinte avec l'expérience. En politique son esprit s'est développé; il comprend mieux la nécessité des événements, nous les fait mieux comprendre. Ce qui lui manque en élan, il le regagne en profondeur; il n'a pas la raideur obstinée de Nardi, l'attache traditionnelle de Varchi, le parti pris de Pitti; il voit mieux qu'eux tous que Florence n'est pas seule en Italie et qu'il faut subordonner son organisation intérieure à la situation générale de la Péninsule. Il a d'autres vues que Machiavel sur l'Italie et sur Florence, et peut-être leur origine à tous deux n'a pas été sans influence sur leurs sentiments. Machiavel, sans fortune, sans considération, ne pouvait arriver que par le tyran ou le peuple; sa situation l'entraînait presque malgré lui à penser ainsi. Guichardin, homme de grande famille bourgeoise a une situation assurée et garantie avec l'aristocratie. Si maintenant nous opposons l'un à l'autre leurs systèmes, il serait imprudent de rejeter sans restriction celui de Guichardin. L'aristocratie, telle qu'il l'entendait et voulait la constituer, est l'élite de la nation; elle ne ferme pas ses rangs aux hommes nouveaux; elle ne règne pas seule; elle a besoin de l'approbation populaire pour ses décisions. Le système fédératif

semble condamné par la tendance à l'unité qui entraîne aujourd'hui les Italiens. L'avenir seul nous apprendra si l'unité peut se constituer sans des froissements douloureux, et si une direction commune, une existence indépendante, au moins sous certain rapports, n'est pas nécessaire à Turin, Gênes, Milan, Venise, Florence, Bologne, Naples, Palerme, tous centres de sentiments, d'idées, de populations, ou trop de choses diffèrent, pour qu'elles puissent se fondre en un tout uniforme. J'ajouterai que l'indépendance nationale n'est compromise dans une semblable constitution que par la trahison et la lâcheté de ses défenseurs. Mais la trahison et la faiblesse livreront à l'ennemi l'état même le plus compacte et le plus dominé par la centralisation. Guichardin sous ce rapport témoigne donc d'un esprit d'observation judicieux; il n'a pas rêvé, il a vu, et, inférieur à Machiavel par l'enthousiasme et l'élévation, je ne crains pas de dire qu'il lui est supérieur pour le jugement et la clairvoyance.

Gioberti [1] s'est plaint de ce qu'on avait mis en doute la moralité de l'historien florentin, et il cite plusieurs passages qui, selon lui, la prouvent d'une manière irrécusable. Il a raison, si l'on a prétendu que son ouvrage était une apologie du crime, ou portait l'empreinte d'une indifférence absolue à l'égard des actions humaines. Mais la conclusion même de son raisonnement tourne contre lui, car il est obligé de reconnaître qu'on ne voit pas briller en Guichardin cette perfection et cette délicatesse morale qu'on admire dans les écrits de l'antiquité.

Il faut donc le dire en concluant : la morale de Guichardin est insuffisante, et l'on pourrait presque d'avance calculer ce que cela doit produire dans le détail, historiquement et littérairement. Le fonds d'honnêteté de l'homme nous garantit l'exactitude et la véracité du récit. Sa froideur et son excès de raison nous donneront des qualités littéraires remarquables, la clarté, la justesse; mais nous aurons à regretter des mérites d'un ordre supérieur, ceux qui touchent le plus, l'élévation, la grandeur et la profondeur du sentiment.

[1] Del Rinnovamento.

§ 4. QUELLE EN EST LA VALEUR HISTORIQUE ?

On sait quelles difficultés présente la recherche exacte de la vérité dans le domaine des faits historiques. L'aventure [1] de Walter Raleigh écrivant son histoire du monde est célèbre.

Ecoutons encore ce que nous dit Guichardin lui-même : « Ne » vous étonnez pas si l'on ignore les événements des âges pas- » sés, non pas même ceux des provinces ou des pays éloignés ; si » vous considérez bien les choses, on n'a pas une connaissance » certaine de ceux qui se passent de notre temps, pas même de » ceux qui arrivent chaque jour dans une même cité. Souvent, « entre le palais et la place il y a un brouillard si dense ou un mur » si épais que l'œil des hommes ne pouvant le pénétrer, le peu- » ple est aussi instruit de ce que fait celui qui le gouverne, ou des » raisons qu'il a de le faire, que des affaires de l'Inde ; aussi le » monde se remplit facilement d'opinions vaines et fausses. » [2]

Ce qu'on doit demander à la véracité d'un historien, c'est donc beaucoup moins qu'il ne se trompe jamais, qu'une disposition manifeste à dire ce qu'il croit vrai, un soin assidu dans la découverte de la vérité, et une sincérité généralement reconnue dans tout ce qui touche aux grandes affaires. Une fois ce principe posé, si nous l'appliquons à Guichardin, nous trouverons, je pense, qu'on ne peut lui contester les qualités que je viens de désigner. Les efforts qu'il a faits pour atteindre à la connaissance la plus complète du détail même des événements sont attestés par de nombreux témoignages. Sa situation dans les postes les plus élevés, et au milieu des conseils des papes et des princes, l'a mis à même de participer aux délibérations les plus secrètes, d'être instruit des ressorts les plus cachés des intrigues politiques qui se tramaient de son temps. [3] Il a pu pénétrer dans le plus profond des négociations ; il a vu passer sous ses yeux les

[1] Cf. Guizot, *Mém.* T. I, pièces justificatives. Discours d'ouverture du cours d'histoire à la fac. de Paris. — [2] Ricordi, 141.

[3] *Préface de l'Hist.* par son neveu Agnolo Guicciardini.

rapports officiels et ceux qui restent dans la confidence des maîtres des affaires. Il en a gardé le souvenir et le prouve. Mais ce n'est pas tout; en composant son histoire, nous le savons, il a continué à rassembler les documents et les pièces nécessaires à son œuvre. De son temps, la libéralité du grand duc Cosme, la position que Guichardin occupait encore, même après sa disgrâce, le lui permettaient, et il a usé largement de cette faculté. [1] Reste à savoir s'il en a usé loyalement. Paul Jove a pu faire comme lui, et personne n'ignore quel a été le résultat des travaux de cet historien dont la vénalité effrontée est le sujet de plus d'une anecdote. [2] Mais la renommée a justifié Guichardin de la plupart des reproches qu'on lui a imputés. Presque tous les critiques lui sont favorables. Plusieurs le condamnent assez sévèrement sur d'autres chefs d'accusation; mais l'absolvent sur celui-ci. « Il n'y a aucune apparence, dit Montaigne, que par haine, faveur ou vanité, il ait déguisé les choses. »[3] Son goût pour la vérité est étonnant selon Bodin. [4] Bayle, dans le texte de l'article qu'il consacre à son nom, cite les différents jugements qu'on a portés de lui. Mais il s'attache à réfuter ceux qui atteignent sa véracité. Ginguené parle comme eux.[5] En Italie, son contemporain Nerli,[6] Porcacchi, son commentateur[7], les deux Ammirato[8], Rosini[9] de nos jours, pour en omettre une foule d'autres[10] qu'il serait trop long

[1] Archiv. Storic. T. IV. part. II. Pitti, *Apolog. de' Capucci.* M. Desjardins, éditeur des *Relations Diplomatiques de la Toscane et de la France* m'a assuré que le récit de la bataille de Vaïla reproduisait presque le rapport de l'ambassadeur florentin. M. Canestrini m'a dit avoir vu dans sa correspondance familière de nombreuses demandes de communication de pièces officielles et des archives de l'état. Moi-même j'ai eu entre les mains un registre où sont notées les recherches qu'il devait faire lui-même, ou indiquer à ses secrétaires. Giannotti se plaint de sa négligence à rendre les papiers qui lui sont confiés; Lettre à Varchi du 16 juin 1547.

[2] Lui-même dans une lettre de 1550 loue la véracité sévère de Guichardin dont l'ouvrage lui avait été probablement communiqué en manuscrit.

[3] Essais, II, 10. — [4] *Méth. pour étud. l'histoire.* p. 70. — [5] Tome VIII.

[6] *Commentaires*, p. 65. — [7] *Giudizio sopra l'istoria di messer Francesco Guicciardini*, en tête de l'édition de Botta.

[8] Préface des *Famiglie fiorentine; Ist.*, XXVIII; *Ritratti.* — [9] *Saggio sulle azioni e le opere di Francesco Guicciardini.*— [10] La istoria del Guicciardini ha dato una gran bastonata al Giovio. Giannotti à Varchi, 3 mars 1563.

d'énumérer, célèbrent son remarquable désir de dire la vérité. Juste-Lipse, malgré une légère restriction que j'aurai lieu d'apprécier plus loin, le proclame aussi véridique et impartial.[1]

En conséquence, son récit est généralement accepté, et à peu près sans contradiction, par les plus savants auteurs de l'histoire d'Italie en possession de l'estime publique. Muratori,[2] dans ses *Annali d'Italia*, le cite plusieurs fois. « Aucun, dit-il, ne peut » lui être comparé pour l'aide qu'il apporte à quiconque veut » écrire l'histoire des affaires d'Italie. Il est pourvu, ajoute-t-il, » d'un bon microscope pour discerner les moindres replis de la » politique de son temps[3]. » Il n'aime pas à enfler le chiffre des morts et des prisonniers après les batailles[4]. Muratori ne le combat guère que sur des points de peu d'importance. Ce sont de petits faits où l'historien et les annalistes locaux[5] se trouvent en désaccord ; mais sans que la suite générale des événements en reçoive une teinte particulière. Est-il vrai que les Bolonais aient promis en 1501 à César Borgia de lui donner neuf mille ducats, ou qu'ils en aient payé trente mille en trois ans[6] ? Est-il vrai que le duc de Ferrare ait engagé Bourbon à marcher contre le pape, ou qu'il ait seulement réclamé de lui les moyens d'être mis en possession de Carpi que lui avait accordé l'empereur[7] ? Dans le second cas, l'adhésion d'Alphonse d'Este aux projets du connétable est implicite. Deux contradictions sont plus considérables. Muratori cite plusieurs témoignages qui semblent infirmer l'opinion commune, suivie par Guichardin, qu'Alexandre VI mourut empoisonné par mégarde, et d'où il résulte qu'il succomba à la fièvre tierce. Vérifier le fait aujourd'hui serait bien difficile. Après la discussion de Muratori, nous pouvons hésiter. Mais faut-il condamner bien vivement Guichardin, dans un temps où le poison était à tout instant employé, où surtout l'imagination le croyait voir en toute circonstance[8], d'avoir adopté une tradition plus dramatique et d'ailleurs si bien d'ac-

[1] In Not. ad Ium lib. *Polit.* cap. 9. — [2] T. X.
[3] *Id.* p. 96. — [4] *Id.* p. 72, 74, 142. — [5] *Id.* p. 92. — [6] *Id.* p. 2. — [7] *Id.* p. 14,
[8] Voy. aussi ce que dit Guichardin de l'usage du poison en Italie, liv. I. ch. 3.

cord avec la perfidie de Borgia ? On lui a cruellement reproché le discours qu'il attribue à Giustiniano l'ambassadeur vénitien envoyé à l'empereur [1]. Il est faux, disent les écrivains vénitiens. Sans doute ; comme celui de Mathieu Schinner adressé aux Suisses [2], comme tous les autres. Mais à quoi bon tant de colère pour une chose qui n'en mérite pas ? Guichardin adopte le procédé des historiens anciens ; il refait les discours de ses personnages ; il cherche à s'inspirer des sentiments que fait naître la situation, et développe les idées qu'elle lui fournit. J'ai déjà montré qu'il avait mal jugé la résolution de Venise à cette époque, et j'attribue son erreur à une autre manière de comprendre ce qu'il était bon de faire, plutôt qu'à l'intention de tromper le lecteur. D'ailleurs, nous dit Muratori, Bembo atteste que Giustiniano avait reçu l'ordre de procurer la paix à quelques conditions que ce fût, et cette indication était suffisante pour motiver la harangue que Guichardin met dans sa bouche. Sa plus grande faute est de prétendre qu'il l'a traduite du latin en italien. Peut-être, dit Bayle, avait-il vu la copie manuscrite de ce discours qui ne fut point prononcé, puisque l'ambassadeur ne put même recevoir une audience. Mais il cherche à l'excuser par la considération du système de composition historique qui régnait de son temps, et tout au moins la vérité n'en est pas sensiblement altérée.

Sismondi, dans sa grande compilation, use de l'histoire d'Italie concurremment avec beaucoup d'autres ; et s'il préfère quelquefois des récits plus étendus à celui de Guichardin, nulle part il ne signale formellement en lui des intentions d'imposture ; il n'eût pas manqué de le faire, si l'occasion s'en fût présentée, après la sévérité qu'il déploie en parlant de lui en 1529, quand le Florentin abandonne la république. [3]

Botta, qui le maltraite [4] au sujet de sa moralité, n'a pas cru néanmoins devoir refaire la période qu'il a remplie, et il la donne comme le préambule de la première partie de son propre ouvrage.

[1] Muratori, *Annali d'Ital.* T. X, p. 43. — [2] *Id.* p. 104.
[3] *Hist. des rép. d'Ital.* T. XVI. — [4] Préface à son édit. de Guicciardini.

Enfin Porcacchi, l'un de ses éditeurs, a rédigé la table des différences qu'il présente avec ceux qui ont écrit comme lui l'histoire de ce temps. Le plus souvent, il s'agit d'une date qu'il faut avancer ou reculer de quelques jours, d'un chiffre qui est moindre ou plus élevé dans une armée, dans une bataille, de détails rapportés diversement. Mais aucune contradiction bien importante ne vient frapper les yeux. Discuter chacun des faits que signale Porcacchi serait minutieux et interminable ; refaire son travail deviendrait infini, et d'ailleurs regarderait plutôt un écrivain qui aurait entrepris de retracer l'histoire de toute cette époque. J'aime mieux ramasser toutes les imputations diverses dont il a été l'objet, et les examiner l'une après l'autre. Elles sont assez nombreuses, et elles émanent d'auteurs assez différents d'esprit et de nation, pour qu'ils aient laissé échapper peu d'occasions de critiquer. Cette étude nous fera aussi connaître des livres dont quelques-uns ne sont pas indignes d'intérêt.

Les adversaires de Guichardin peuvent se diviser en deux grandes classes : les étrangers et les Italiens. Entre les premiers se placent surtout des Français ; j'y ajoute une note ou deux de Robertson, l'historien de Charles-Quint. Les autres sont des défenseurs de Bologne, de Venise, de la cour de Rome, et du parti républicain de Florence.

Plusieurs écrivains l'ont accusé de se montrer partial contre les Français, de se plaire à diminuer leurs succès, à augmenter leurs revers, à relever leurs défauts de toute sorte. Si l'on pouvait prouver d'une manière formelle, et autrement que par de vagues accusations qu'il a rapporté des faits mensongers à dessein, ou qu'il en a omis de vrais, ce serait contre son histoire une présomption grave. Mais la plupart, Claude Verdier[1], la Popelinière[2], Lenglet-Dufresnoy,[3] le P. Daniel[4], enfin tous ceux que cite le P. Lelong, se bornent à de banales allégations. Encore souvent se contredisent-ils eux-mêmes, puisque le P. Daniel se contente de le copier pour ce qui regarde les guerres d'Italie.

[1] *Censiones auctorum*, p. 86. — [2] *Hist. des histoires*, VII, p. 408.
[3] *Méth. pour étudier l'histoire*. — [4] *Hist. de France*.

D'ailleurs, qu'il ait condamné la légèreté des Français, leur imprévoyance, leur négligence à tenir leur parole, n'est-ce pas la faute de nos compatriotes à qui tous les écrivains du temps adressent les mêmes reproches? Dira-t-on qu'il ne faut point se montrer dans une histoire malveillant envers une nation entière? Eh! sans doute. Mais s'il fallait taire la vérité sous prétexte d'indulgence, l'histoire deviendrait impossible. J'ajoute même que je pardonne à un Italien d'être naturellement mal disposé pour ceux qui ont pillé et ruiné sa patrie. S'il rembrunit un peu les couleurs, poussé par des ressentiments aussi légitimes, y a-t-il imposture, et le lecteur intelligent s'y trompera-t-il? Il faut bien aussi que celui qui lit sache lire et comprendre, et il suffit pour absoudre l'écrivain que l'on ne reconnaisse pas en lui un parti pris obstiné. Or Guichardin sait louer les Français de leur bravoure fougueuse, de leur organisation militaire, alors la première de l'Europe, surtout en face des armées italiennes. Charge-t-il Louis XII? Accable-t-il d'injustes critiques Gaston de Foix, le seul qu'il ait représenté parfait avec Jean de Médicis, dit le vieux Antoine Teissier[1]? La Popelinière s'irrite de ce qu'il a prétendu que Charles VIII était disproportionné et de forme monstrueuse. Mais ce prince était laid, et d'ailleurs Guichardin signale la dignité de son regard[2]. Varillas lui impute d'avoir faussement accusé François I[er] d'engager le sultan à pénétrer en Hongrie, tandis qu'il se liguait contre le Turc avec Henri VIII[3]. Guichardin rapporte le fait un peu diversement. Il place en 1531 la lettre à Soliman, et la ligue dont il est question en 1532. D'ailleurs n'est-il pas acquis à l'histoire que, par une duplicité familière à ce temps, ce prince se maintenait en rapport avec les protestants et les Turcs, tandis qu'il assurait Charles-Quint de ses dispositions conciliantes?

Robertson, qui s'est continuellement servi de Guichardin, et le cite presque à chaque page, croit trouver un exemple de sa vénération superstitieuse pour le caractère pontifical[4] dans un

[1] *Add. aux éloges de M. de Thou*, T. II. — [2] *Hist. d'Ital.* I, 3.
[3] *Hist. de Fr.* liv. VII, p. 220. *Guich. Hist. d'Ital.* XX, 2.
[4] Robertson, *Tabl. de l'Europe*, sect. 3e.

passage du XVIIIe livre, où l'auteur attribue à la vengeance divine la mort d'un officier espagnol, Veri de Migliau, qui s'était opposé à la délivrance de Clément VII. Je ne pense pas qu'il faille trop conclure d'une phrase sans beaucoup d'importance, et qui n'est peut-être que le souvenir d'une tradition populaire. Il le réfute sur un point plus considérable, celui de l'abandon des indulgences fait par Léon X à Madeleine Cibo sa sœur, et de la commission qu'Arcemboldo reçut d'en lever le prix en Saxe. Il insiste sur ce que Fra Paolo attribue précisément au choix qu'Arcemboldo fit des Dominicains, le mécontentement des Augustins et la rébellion de Luther. Arcemboldo, dit Robertson [1], recevait l'argent des indulgences de Flandre, et des pays du haut et du bas Rhin. Je ne crois pourtant pas Guichardin bien coupable ; il ne dit pas qu'Arcembaldo remplit son office en Saxe, mais en général en Germanie. Il ajoute que Luther, sachant que l'argent n'allait point à la chambre apostolique, mais servait à satisfaire l'avarice d'une femme, en prit occasion de parler contre les indulgences et l'autorité du pontife. Le fait ne valait guère la peine d'être relevé par Robertson. Les prodigues concessions de Léon X à sa famille, ses dépenses pour ses plaisirs étaient notoires, et certes ces considérations eurent une influence sur la conduite de Luther. On prétend ensuite qu'aucune preuve du présent dont parle l'auteur ne se trouve dans les archives papales. C'était vraisemblablement un bruit qu'il avait entendu répéter sans en pouvoir absolument vérifier la source ; il n'avait rien d'improbable, et comme il reste dans la donnée générale de la vérité, et qu'il n'y a pas de sa part intention particulière de nuire à quelqu'un, il n'en est pas moins l'exact et judicieux écrivain que loue d'ailleurs Robertson. [2]

Les Bolonais ont eu leur champion contre lui. C'est le chanoine Certani, docteur et professeur de philosophie morale, auteur du livre intitulé : ***la Vérité vengée, ou Bologne défendue des calomnies de Guichardin.*** En examinant de près le recueil d'injures et de citations qui composent son ouvrage, il semble que les crimes

[1] Robertson, *Hist. de Ch. V*, livre II. — [2] *Hist. de Ch. V.* Loc. citat.

qu'il impute à Guichardin se réduisent à peu de chose. Il s'agit de savoir si les Pepoli ont ou non en 1508 soutenu les Bentivogli contre les papes. Quoi qu'il en soit, les Pepoli n'agissaient que dans des vues particulières; on s'en aperçut plus tard, lorsque après l'extinction des Bentivogli, ils devinrent à leur tour les principaux adversaires du pouvoir pontifical représenté par Guichardin. Quand les Bolonais en 1511 rendirent leur ville aux Bentivogli, ramenés par les Français et Gaston de Foix, Certani prétend qu'il faut charger de cette soumission les seuls partisans des tyrans déchus. Au moins avouera-t-il que la cité n'opposa nulle résistance à leur entreprise. Guichardin est encore coupable, dit-il, d'avoir dissimulé la trahison du cardinal de Pavie, par haine pour les Bolonais et le duc d'Urbin qui l'assassina. Guichardin[1] rapporte cependant les diverses accusations que l'on intentait au cardinal; il ne s'arrête à aucune. Il condamne l'action du duc d'Urbin, et, à mon avis, trop froidement, quels qu'eussent été les fautes et les crimes de sa victime. Enfin au sujet de la statue de Jules II, Certani se plaint, que Guichardin reproche aux Bolonais de l'avoir renversée. Celui-ci admet toutefois[2] que cette insolence a pu venir des satellites de Bentivogli, et dans tout ce qu'il dit de Bologne, je ne vois pas qu'il se montre beaucoup plus sévère pour cette ville que pour bien d'autres, ni que la haine qu'on soutient qu'il avait conçue contre elle demeure suffisamment justifiée.

Un assez grand nombre d'écrivains ont défendu la cour de Rome contre Guichardin, et ont relevé ce qu'ils appellent ses erreurs et ses mensonges. Je ne parle pas ici des fragments intitulés *Historia papatus*, etc. (ces morceaux sont naturellement condamnés), mais de diverses circonstances racontées dans le cours du récit publié dès le principe. Parmi les plus ardents se rencontrent Macci[3] qui, né sujet du duc d'Urbin, se livre à une critique qui n'est guère qu'une invective contre Guichardin, et l'accuse de s'être laissé aller à sa haine contre la papauté, les

[1] *Hist. d'Ital.* IX, 5. — [2] *Id., id.*
[3] *De Historia*, lib. 1, p. 13.

Vénitiens et leur général; Vannozzi[1] qui lui reproche d'avoir été passionné contre les papes, ajoutant qu'il a manqué de charité, s'il a dit vrai, et qu'il est un odieux calomniateur s'il a menti. Je suis bien de son avis dans le second cas; mais pour le premier, il me semble qu'un historien n'est pas tenu à la charité; il a des devoirs qui priment celui-là, et je le condamnerais bien plutôt pour avoir omis de dire le vrai, que pour l'avoir dit un peu trop crûment.

Fontanini[2] prétend qu'il a été ingrat envers le Saint-Siége, dont il avait reçu tant d'honneurs. Je crois encore que, s'il s'agit d'histoire, la reconnaissance ne peut obliger qu'à des ménagements dans les termes, et non pas au silence; or, à bien prendre les choses, il n'y a pas d'emportement dans Guichardin. Si l'on compare le ton de son livre avec celui des écrits intimes qu'on a publiés depuis, il semble qu'on y trouve un effort manifeste pour adoucir certaines âpretés d'opinion. Apostolo Zeno, dans ses notes sur la bibliothèque de Fontanini[3], ajoute qu'il a rendu l'effet de sa haine plus sûr en la dissimulant avec perfidie, et qu'elle a pour origine le dépit d'avoir été mal récompensé par ceux qu'il a servis. Ceci est une disposition morale, et, dans une certaine mesure, je crois l'observation juste. J'admets aussi la critique du cardinal Pallavicini[4] qui lui reprochant trois erreurs, sur l'élection d'Adrien VI, le monitoire de Léon X contre Luther et les rapports du cardinal Caïetan avec le réformateur allemand, dit que sur ce qui ne regarde pas directement sa matière, il n'a eu que des connaissances confuses, et qu'il croit plus volontiers le mal que le bien. Néanmoins, on ne trouvera pas là une raison de suspecter en général son récit. Tacite est animé aussi d'un esprit de sévérité chagrine. En reste-t-il moins un grand historien sur la foi duquel on peut juger l'empire romain et les hommes qu'il a produits?

Il est bon d'examiner encore deux espèces de contradicteurs

1 *Degli Avvertimenti Politici*, T. II, p. 367.
2 *Biblioth.* II, p. 213. *Eloq. Italiana* III, p. 502, éd. de 1723, Rome.
3 *Bibl. colle note d'Apost. Zeno*, T. II, p. 213.
4 *Concile de Trente*, T. I, p. 293.

de Guichardin ; les Vénitiens et les Florentins. Foscarini[1], Speroni[2], Garzoni[3] le poursuivent sur un grand nombre de points; mais toutes leurs accusations, dont quelques-unes ont été déjà mentionnées ci-dessus, se trouvent résumées dans l'ouvrage de Gian-Battista Leoni intitulé ***Considerazioni sopra l'historia d'Italia di Messer Francesco Guicciardini***[4].

Cette critique divisée en six livres ne manque nullement d'intérêt et de style. Les raisonnements sont habilement enchaînés; Leoni a une science véritable, au moyen de laquelle il reprend Guichardin sur une foule de détails, et embarrasse le jugement qu'on veut porter du débat. Parfois il atteint à l'éloquence, et des louanges données au talent de l'auteur, adroitement mélangées aux attaques, ôtent à l'ouvrage le caractère d'une diatribe sans fondement. C'est un plaidoyer en faveur de la république de Venise, auquel se rattachent accessoirement les justifications particulières de divers princes sévèrement jugés par l'historien florentin. Mais il entre dans le plan de Leoni de se faire des alliés, et de paraître défendre en eux la justice et la vérité, plutôt que l'unique client dont il désire en effet la réhabilitation.

Débutant par un éloge développé des qualités de Guichardin, il déclare qu'il le regarde comme le premier écrivain de l'Italie[5]; mais que son mérite même le rend plus coupable de ne s'être pas montré impartial, puisque son talent, en attirant et en séduisant les lecteurs, les égare et les trompe d'une façon plus sûre et plus irrémédiable. Guichardin est naturellement malveillant et difficile, excepté pour lui seul. Aussi juge-t-il tout le monde en général avec une rigueur injuste. Mais il est surtout hostile à la république de Venise, et Leoni attribue cette disposition à des rivalités de patrie[6]. Laissant de côté tout ce que le champion des Vénitiens dit en passant du roi de Naples, des seigneurs de Sanseverino, des papes, en qui selon lui Guichardin aurait au moins dû respecter les vicaires du Christ, je ne m'attache qu'à ce qu'il

[1] *Lett. Venet.* — [2] *Lettres.* — [3] *Giudizio* etc. en tête de l'édition de Manni, 1738. — [4] A été imprimé à part mais se trouve dans l'édit de Guichardin d'après Sansovino. Genova, Stoër, 1645. — [5] Livre I. — [6] Livre II.

dit de Venise. Il reproche à l'historien d'avoir faussement prétendu que les Vénitiens voulaient se séparer des autres Italiens et convoitaient pour eux-mêmes l'empire de la péninsule[1]. C'est ainsi qu'il les accuse d'avoir tenté de prendre Milan à la mort de Philippe-Marie Visconti, d'avoir fait tous leurs efforts pour entraver à leur profit la soumission de Pise par les Florentins[2], d'avoir provoqué la ligue de Cambrai par leur ambition conquérante[3], et d'être ainsi la cause indirecte des malheurs de l'Italie. Toutes les assertions de Leoni sont appuyées de citations; Guichardin a dit et pensé ce que lui a fait dire et penser son adversaire. Mais à bien étudier les passages, la justification de la conduite des Vénitiens est insuffisante, et de la part du Florentin, il n'y a pas d'imposture. La contradiction ne roule que sur la manière d'apprécier la politique de Venise, à la fin du quinzième et au commencement du seizième siècle, jusqu'à son grand désastre d'Agnadel. Or, malheureusement pour Leoni, le jugement général qui se forme dans le public, et sur lequel pèse, il est vrai, mais sans l'entraîner, l'opinion d'un homme comme Guichardin, s'est prononcé contre la république de Saint-Marc. Tous les historiens sont d'accord pour condamner l'ambition, la duplicité, l'égoïsme de son sénat. Que Guichardin ait omis de rapporter tel ou tel fait auquel Leoni attache une grande importance, qu'il se soit même trompé sur quelques points qu'il serait aujourd'hui difficile de vérifier, il n'en reste pas moins dans la vérité générale de l'histoire, et à ce titre il mérite d'être absous. Léoni[4] cherche aussi à justifier le duc d'Urbin général des Vénitiens, maltraité à plusieurs reprises par l'ancien lieutenant de Clément VII. Tout ce qu'il peut obtenir, c'est de la créance sur les faits où il est d'accord avec Varchi. Tous les torts ne furent probablement pas du même côté. Guichardin était susceptible, et, plein de lui-même, aimait à faire la leçon à ses collègues. La fierté du général vénitien ne put s'en accommoder, et la mésintelligence des chefs dut souvent nuire aux opérations de l'armée. Toutefois, il résulte du récit de cette campagne contrôlé par les

[1] Livre I. — [2] Livre IV. — [3] Livre V. — [4] Livre III.

renseignements que nous devons à Varchi, en général peu favorable à Guichardin, que la résolution et la promptitude faisaient complètement défaut au duc d'Urbin. Il avait su tenir tête aux troupes mal commandées de Léon X en 1519; il fut incapable de résister à la furie de Bourbon, qui menait avec l'audace française des bandes déterminées. Il est un fait sur lequel Leoni me semble avoir raison[1]; c'est celui de la décision que prirent en 1509, après leur défaite, les Vénitiens d'abandonner leurs possessions de terre ferme, et de diviser leurs ennemis. Je laisse de côté la discussion qu'il entame sur le discours de Giustiniani[2]. Mais je pense comme lui que si Venise fut un moment épouvantée du désastre, elle ne montra pas le désespoir et la lâcheté que lui prête Guichardin. Je crois avoir indiqué plus haut le motif de cette erreur. Elle tient au caractère de l'écrivain plutôt qu'à sa bonne foi; et, tout en gagnant sa cause en cette partie de son réquisitoire, Leoni ne parvient pas plus qu'ailleurs à diminuer sensiblement notre confiance en celui dont il se propcsait de ruiner le crédit.

Parmi les Florentins, j'omets Varchi et quelques autres dont les critiques ne portent pas sur la véracité de l'historien qu'ils semblent admettre. J'en viens au livre spirituel et mordant de Jacques Pitti[3], l'*Apologia de' Capucci*, qui est destiné à convaincre Guichardin de nombreuses erreurs et d'impostures calculées.

C'est un dialogue animé, vif et intéressant, où il fait intervenir sous des noms supposés trois membres de l'Académie del

1 Livre VI. — 2 Livre VI.

3 Archiv. Stor. T. I et IV, part. II. Pitti né de l'illustre famille de ce nom en 1519 obtint diverses fonctions et fut sénateur sous le grand duc Cosme, devint l'un des fondateurs de l'académie florentine, l'un des correcteurs du Décaméron de Boccace, établit l'Académie del Piano, mourut en 1589. C'était un des premiers lettrés de son temps. Ses ouvrages font autorité selon le dictionnaire de la Crusca. Il avait conservé, tout en acceptant la faveur du grand duc, des sentiments républicains qui se manifestent dans ses ouvrages, dont les principaux, longtemps inédits, sont insérés dans l'Archivio Storico; *Storia fiorentina; Vita di Giacomini; Apologia de' Capucci.* Les *Capucci* sont les partisans de l'état populaire, ainsi désignés d'après une coiffure qu'ils avaient coutume de porter comme les gens du peuple.

Piano, Piero Capponi, Bernardo de Médicis, et Agnolo Guicciardini, le neveu de l'historien, et l'éditeur de son ouvrage. Le premier attaque avec violence l'histoire d'Italie ; le second se laisse persuader par le détracteur de Guichardin et représente le public auquel est soumis le débat ; le troisième est chargé de la défense de son oncle. Tito, nom que reçoit dans le dialogue Agnolo Guicciardini, soutient mal sa cause, donne les raisons les plus pitoyables, se laisse envelopper dans les sophismes les plus captieux, et se fâche quand il ne sait que dire. Il est le but des insolences et des sarcasmes de Publio, le champion des idées de Pitti. Publio est souvent injuste ; il n'argumente pas toujours de la manière la plus exacte et la plus concluante. Marchetto, l'interlocuteur en tiers, cède trop vite et se laisse dominer trop facilement par le parti pris et les affirmations de Publio. Toutefois, malgré tous ces défauts, le mouvement du style, la couleur brillante de l'expression, la vie, que l'auteur a su prêter à ses trois personnages, donnent de l'agrément à sa composition. Il eût été à souhaiter que Guichardin, qui a emprunté aussi quelque part la forme du dialogue, s'en fût servi avec autant d'esprit et de verve.

Pitti commence par des reproches généraux [1]. Guichardin, dit-il, a témoigné en nombre de passages sa malveillance pour le gouvernement de la république florentine, pour le peuple et ses meilleurs citoyens : il a tu leurs actions glorieuses, et au contraire célébré les crimes des hommes de sa faction. Ce n'est qu'un orgueilleux et un ambitieux plein de mépris pour la masse qu'il taxe d'impéritie et d'incapacité [2]. Il est aisé de voir quel est le principe des colères de Pitti. Elles ont leur source dans une différence radicale d'opinions politiques. Pitti tient pour le peuple et la démocratie, et il s'en explique assez longuement dans le préambule de son dialogue. La république [3], dit-il, est la forme par excellence ; Florence en a joui sous l'administration de Soderini, et qui le blâme, le fait par méchanceté, comme par ignorance. Paolantonio Soderini, le frère du gonfalonier, avait

[1] Archiv. Stor. T. IV, part. II, p. 271. — [2] *Id.* p. 272, 273. — [3] P. 274.

proposé l'établissement d'une constitution semblable à celle de Venise, où l'avantage était du côté de Florence, puisque la liste des citoyens participant aux charges pouvait se rouvrir en faveur des services rendus à l'État et n'était pas fermée comme le livre d'or de Venise. Les trois classes de citoyens, les *Benefiziati*, les *Statuali*, les *Aggravezzati*, se superposaient habilement, sans qu'il y eût cette licence qu'accuse Guichardin. Le Grand Conseil composé des Benefiziati, formait l'assemblée gouvernante, et concourait à la direction des affaires avec les magistrats qu'elle avait choisis [1]. Quelle différence entre cette forme régulière et juste, et le système aristocratique préconisé par Guichardin ! Les *Ottimati*, si souvent nommés et vantés par lui, n'ont rien pu et n'auraient pu rien faire. Leur sénat n'eût donné la preuve que de sa nullité[2] ; les Accopiatori, élus en 1494 et qui devaient organiser l'État sur ce modèle, n'ont-ils pas cédé la place à leurs rivaux ? Qu'en est-il résulté ? c'est qu'ils se sont faits les serviteurs des Médicis et que plus tard trompés dans leur espérance de tout régir, ils se sont montrés ingrats envers leurs nouveaux protecteurs. De là dans l'histoire de Guichardin deux ordres d'erreurs volontaires, les unes dont le peuple est la victime, les autres qui atteignent les Médicis. Pitti, au milieu de sophismes, de violences partiales et d'imputations sans preuve, mais avec une science souvent merveilleuse, énumère ensuite tous les reproches qu'il croit mérités par Guichardin.

Ainsi Pitti ne veut pas, malgré l'avis de tous les historiens, que l'on admire l'action de Piero Capponi déchirant les conventions de la paix discutées entre Charles VIII et la république florentine [3]. Il n'y a là, d'après lui, que folie et témérité. Sur le fait de la condamnation de Bernardo del Nero en 1497, il soutient que l'on a tort de dire que la loi qui permettait l'appel au peuple, fut violée, et d'ailleurs, ajoute-t-il en se contredisant, eût-on accordé cet appel et donné aux prévenus toutes les garanties, les sentiments hautement déclarés du public indiquaient clairement quelle devait être l'issue de ce recours [4]. Guichardin

1 P. 280. — 2 P. 274. — 3 P. 281. — 4 P. 288, 289.

a prétendu faussement au cinquième livre que les Florentins demandèrent Beaumont pour leur capitaine au lieu d'Alègre officier plus habile et plus capable de se faire obéir [1]. Il a voulu décrier les Florentins comme lorsqu'il dit qu'on ne prit aucune mesure pour remédier aux troubles de Pistoie. Il a soutenu à tort qu'Imbault railla les Florentins dans l'affaire d'Arezzo. Imbault n'était qu'un traître qui s'entendait avec Vitellozzo Vitelli. Il se plaint que l'affaire de Pise ait été mal conduite, et ce sont les grands qui y mettaient des entraves [2]. Il taxe les Florentins de lâcheté, quand ils laissèrent convoquer sur leurs terres le concile de Pise, quoiqu'ils ne pussent faire autrement [3]. Il blâme la politique de neutralité adoptée par Soderini, mais elle était commandée par les embarras que l'ambition des principaux citoyens suscitait à l'intérieur au gonfalonier. Selon Pitti, ce qui en 1512 a fait succomber Prato et perdu la république, ce n'est pas comme le dit Guichardin l'imprévoyance et l'irrésolution de Soderini [4], c'est la trahison, et continuant sur ce chef d'accusation, il appelle traîtres les divers partis que la conduite du gouvernement rallia aux Palleschi ou amis des Médicis de 1502 à 1512 [5]. Guichardin lui-même, ajoute-t-il, n'est pas sans être blâmable. Il a beau se plaindre à tort de n'avoir pas reçu de commission suffisante dans son ambassade d'Espagne [6], il n'a pas rempli son office loyalement en n'avertissant pas les Florentins des intentions de Ferdinand [7]. Après cette époque, selon Pitti, il a commis d'autres omissions volontaires ; entre autres choses, il n'a rien dit de la conjuration d'Agostino Capponi et de Pier Paolo Boscoli, dont la funeste conclusion acheva de refroidir les amis de la liberté, et d'exalter ceux des Médicis [8]; il a peu parlé de Julien de Médicis parce que ce prince résistait aux sollicitations des Ottimati, et voulait se montrer populaire [9]. Il blâme à tort Léon X d'avoir voulu chasser les Français et d'avoir ainsi rompu l'équilibre de l'Italie [10]. La mort du pape empêcha seule le succès de ses desseins, c'est-à-dire la restauration des Sforza

[1] P. 292, 293 et suiv. — [2] P. 298. — [3] P. 308. — [4] P. 313. — [5] P. 314.
[6] P. 317. — [7] P. 319. — [8] P. 320. — [9] P. 322. — [10] P. 324.

dans Milan. Quoiqu'en ait dit Guichardin, personne ne conseilla à Léon X de rétablir la liberté dans Florence ; le pape forma seul ce projet que sa mort arrêta[1]. Il omet encore la conjuration de Luigi Alamanni, cherchant ainsi à dissimuler les motifs qu'avaient les Médicis de fortifier leur pouvoir [2]. Guichardin qui avait d'abord composé son livre en leur faveur a tout changé, quand il s'est cru éloigné des affaires par le duc Cosme [3]. Il appartenait d'ailleurs à une faction qui en s'appuyant sur l'empereur, aurait voulu écarter les Médicis, et dominant seule remplir sa bourse avec le sang des pauvres [4]. Le mécontentement de ces gens-là, suivant Pitti, de 1512 à 1527, n'était qu'ingratitude à l'égard des Médicis, et Guichardin a tort de présenter les choses autrement. Dans la révolution d'avril, il se montra lâche, et il diminue le rôle de Frédéric de Bozzole pour ajouter au sien [5]. Il a supprimé le récit de la déroute des Florentins devant Sienne parce que l'expédition était conduite par son compère Robert Pucci[6]; pour des raisons semblables, il omet le nom de Pierre Salviati son cousin parmi ceux des briseurs d'images [7]. Quand il s'agit de l'élection de Niccolò Capponi, il passe sous silence la tentative des Ottimati pour établir leur prépondérance; il prête à Capponi un discours qu'il n'a pu en aucune façon prononcer. Pitti n'a pas assez de colère contre Capponi ; il soutient que l'on avait raison d'exclure des charges et des Pratiques les Palleschi, et d'exiger d'eux des contributions par force, prouvant ainsi que le parti démocratique comprenait la liberté moins bien encore que ceux qu'il accusait. Contrairement au récit, conforme à celui de Guichardin, de Segni et de Varchi, Pitti prétend que Capponi ne fut pas absous honorablement [8]. Il trouve Guichardin trop sévère pour Carducci à qui l'on n'a rien à reprocher [9]. Je le renvoie encore à Segni et à Varchi. Guichardin a omis l'élection de Raffaello Girolami qui est du 1er janvier 1530, de façon qu'on attribue à Carducci les reproches qu'il adresse à son successeur [10]. Il a présenté comme folle l'obstination des Florentins

[1] P. 325. — [2] P. 327. — [3] P. 329. — [4] P. 331. — [5] P. 332, 333, 334.
[6] P. 337. — [7] P. 344. — [8] De 338 à 348. — [9] P. 349. — [10] P. 350.

à se défendre, sans rien dire de leurs ressources [1]. Il se trompe sur les ambassades envoyées au pape ; il les tronque et les défigure, se garde d'en développer les circonstances. Guichardin n'a pas dit qu'Empoli, en l'absence de Ferrucci occupé à Volterra, fut livré par des traîtres à l'armée impériale [2]. Pitti lui fait encore un grand crime d'attribuer au pape seul la construction de la forteresse de 1534, que lui conseilla Filippo Strozzi [3]. Il a dit du mal, ajoute-t-il des Sanseverino, du duc d'Urbin[4], il n'a épargné que les Baglioni et les Vitelli, traîtres liés avec son parti. Enfin il termine en lui reprochant d'exagérer son importance, de surfaire son mérite, et comme nous l'avons vu dans Leoni de se croire seul impeccable et parfait. [5]

Que conclure de cette violente diatribe ? j'ai voulu l'analyser dans son entier pour donner un échantillon des indignations que souleva chez quelques contemporains l'histoire de Guichardin. En considérant cette attaque et les autres que j'ai rapportées, ne dirait-on pas les récriminations si diverses qui accueillent de nos jours chacun des volumes que publient nos plus grands historiens ? Le ton est le même. L'insulte, le dénigrement se prodiguent de tous côtés ; l'esprit de parti se forme des sophismes tout prêts pour toutes les causes et la vérité disparaît, mise en pièces au milieu de la lutte ; le lecteur étourdi ne sait plus où elle est et ne croit plus personne.

Pourtant ici l'injustice de Pitti se montre à chaque pas dans son argumentation, et à part quelques faits de peu d'importance omis ou racontés autrement, quelques défauts de composition, surtout apparents dans les derniers livres, presque tout se réduit à des différences d'appréciation dans le principe de direction politique.

L'erreur de Pitti sur Pierre Capponi est à peine à relever ; ce qu'il dit de Niccolò Capponi se corrige par les histoires de Segni et de Varchi, dont le dernier, sévère d'ailleurs pour le caractère de Guichardin et le rôle qu'il a joué, ne dément guère ses assertions et le proclame véridique. Il suffit de rappeler ce que j'ai

[1] P. 351. — [2] P. 353 et suiv. jusqu'à 364. — [3] P. 376. — [4] P. 378. — [5] P. 380.

exposé en étudiant l'histoire de Florence et le parti auquel appartenait Guichardin pour réfuter Pitti en ce qui regarde les événements de 1502 à 1512. J'admets qu'il manque une circonstance au récit de la prise d'Empoli. Qu'importe, si l'historien nous montre, comme il est vrai, qu'en étendant le cercle de ses opérations, Ferrucci offrait un plus grand nombre de points vulnérables à la force et à la perfidie. Il néglige quelques détails quand il parle de l'abandon des Florentins par François I[er], et de la trahison de Malatesta; mais l'impression reste toujours la même. Les Florentins avaient mal choisi leurs défenseurs et s'opiniâtraient contre la raison. Sur les ambassades envoyées au pape en 1530, il faut remercier Pitti de nous donner des détails si précis, mais les livres de Guichardin où elles sont rapportées gardent la trace trop évidente d'une imperfection due à la mort prématurée de l'auteur pour qu'on l'accable sous le poids de ses inexactitudes.

Que reste-t-il donc de tous ces reproches comme des autres? C'est que sur plusieurs points Guichardin s'est trompé, *errare humanum est*. J'accorde qu'il est un peu trop satisfait de lui-même, comme tous les hommes d'état qui racontent les événements auxquels ils ont pris part. Il est passionné pour son parti; sa passion est néanmoins sincère. Il excuse, mais sans chercher à abuser le lecteur. Il n'a pas même une passion aussi âpre que Pitti; il nous instruit suffisamment, et peut être considéré comme un guide sûr dans la connaissance des événements. Gioberti l'a justement remarqué; il est généralement modéré[1], et cette modération l'a fait dans le plan de son ouvrage, et dans la mesure du travail qu'il y a pu consacrer, approcher du vrai autant qu'il lui était possible, autant et plus que personne de ses contemporains et de ses rivaux.

Un brillant écrivain[2], qui a récemment jugé dans une histoire d'Italie les historiens de son pays, n'accorde le sens historique qu'à Paul Jove, parce qu'il se fait le panégyriste de la fatalité,

[1] *Del Rinnovamento.*
[2] Ferrari, *Hist. des Révolutions d'Italie ou Guelfes et Gibelins.*

c'est-à-dire, du succès des traîtres et des vainqueurs et devient par ses louanges leur instrument. Il condamne Guichardin pour n'avoir regardé que les sénats, s'être laissé dominer par ses sentiments aristocratiques et n'avoir pas vanté l'inévitable tyrannie qui s'allait appesantir sur la péninsule. Pourtant lui qui a écrit la fameuse maxime dont Pitti lui fait un si grand crime[1] : *Soyez du parti qui a la victoire*, il a le sentiment de la désorganisation nécessaire de l'Italie dans l'ordre des faits. Il voit bien que la faiblesse et la désunion de ses compatriotes en face d'états compactes comme l'Espagne et la France, et lorsque les idées morales, protectrices des états impuissants, n'ont pas encore pénétré dans le droit public, rendent la catastrophe forcée. Dans sa conduite personnelle, il l'a si bien compris, qu'il a mis à profit sa propre maxime. Mais dans son livre, il explique sans vouloir les justifier, les causes et les incidents de la chûte. Il nous fait assister à l'événement sans en écrire l'apologie. Il n'en triomphe pas, il le déplore. Ce qu'il propose pour en arrêter, ou du moins en ralentir la marche précipitée, est encore ce qu'il y a de meilleur au milieu des remèdes inefficaces conseillés de toutes parts. Est-ce là manquer de sens historique, ou plutôt n'est-ce pas pour un contemporain le posséder vraiment ? Ce qui lui fait défaut, c'est l'art de systématiser ses vues. Il comprend la loi des faits, nous la fait comprendre aussi, mais ne la proclame pas avec vigueur. Polybe, par exemple, saisissant le principe des succès de Rome, de la ruine de la Grèce, l'indique formellement, y insiste de manière à ne laisser aucun doute au lecteur, et, par cette aptitude à marquer si nettement les principes généraux, s'est acquis le juste renom d'un historien philosophe. Guichardin semble toujours hésitant, combattu entre ses aspirations et son désespoir. Dans l'ordre des faits contemporains, il est naturellement supérieur par la perspicacité à Machiavel et aux autres Florentins. Cependant le premier reste toujours le chef de l'école,

[1] Arch. Stor. T. IV, part. 2, p. 363. Du moins Pitti la rapporte ainsi: Fate ogni cosa di trovarvi da chi vince. Voici une autre version : Fate ogni cosa per non trovarvi dove si perde.

parce qu'il a pu imaginer une ordonnance générale des lois de l'histoire. L'éminente qualité de Guichardin est laissée dans l'ombre, parce qu'il n'a pas assez de parti pris et de décision. Dans les faits passés sa critique est judicieuse, ainsi que dans ce qui concerne le reste de l'Europe. Sans doute il n'explique pas les vieilles histoires, comme un érudit moderne, il n'a pas au même degré l'intelligence du moyen âge; mais il a des notions exactes en fait sur les Lombards, sur Charlemagne, sur la lutte des empereurs et des papes [1]. Les causes et les résultats des alliances et des guerres de la France, de l'Espagne, de l'Angleterre, de l'Allemagne [2], ne lui échappent pas. Il sait les mettre en lumière dans le rapport qu'ils ont avec les événements dont il est l'historien, et fait preuve d'un esprit étendu et éclairé.

J'ai plus haut établi sa véracité, le sens historique dont il est pourvu est hors de doute, il est donc permis de conclure en faveur de l'utilité historiqne de son ouvrage.

§ 5. DU MÉRITE LITTÉRAIRE DE L'HISTOIRE D'ITALIE; LE PLAN GÉNÉRAL; LES DIVISIONS; LA SUITE DU RÉCIT.

La première question que l'on se pose quand on veut se rendre compte de la valeur littéraire d'un ouvrage, c'est celle du mérite que manifeste l'auteur dans la composition générale de son œuvre. Comment l'a-t-il conçue dans son ensemble, quelle en est l'étendue, quelles en sont les proportions? Les divisions sont-elles régulières et naturellement amenées par le sujet? S'il s'agit d'une histoire, comment le récit marche-t-il et se continue-t-il dans le tout et dans les parties? J'ai marqué plus haut quelle période embrasse l'ouvrage de Guichardin et l'on a pu voir que le sujet est bien arrêté dans son cadre, et que les limites en sont nettes et précises.

Malheureusement l'auteur n'a pas pu réaliser sa conception

[1] *Hist. d'Ital.* IV et V. — [2] *Id.* X, 1.

comme il l'aurait voulu. S'il a terminé les premiers livres, il n'a pas achevé les derniers. Des morceaux formellement indiqués manquent dans le texte. Guichardin les avait réservés pour les écrire à loisir et en y mettant tous ses soins. Probablement son premier éditeur ne trouva pas ses notes assez complètes pour en tirer de quoi tenir la promesse de l'historien, et il a préféré laisser une lacune. Je citerai notamment un discours qui devait être mis en 1527 dans la bouche de Capponi après son élection comme gonfalonier à vie[1] et la description de la situation de Naples et du pays environnant à l'époque de l'arrivée des Français devant cette ville en 1529[2]. En outre la différence est notable entre les quatre derniers livres et les premiers. Les événements sont souvent rapidement signalés ; les développements sont insuffisants ou sans mesure avec le reste du travail. Le récit devient confus, obscur. Ces défauts sont frappants dans les deux derniers livres. Les événements de Florence en particulier sont difficiles à reconnaître, depuis la déposition du gonfalonier Capponi et l'élection de Carducci[3]. Les mouvements qui agitent la cité et les intrigues dont l'Italie est le théâtre depuis 1530 jusqu'en 1534, sont énumérés dans un seul chapitre, le 2e du XXe livre, sans ordre, ni clarté. On ne se rend pas bien compte des embarras de Charles-Quint, des négociations de Clément VII, tantôt avec l'empereur, tantôt avec François Ier. Le gouvernement intérieur de Florence, les causes de la mort d'Alexandre sont mal présentés et d'une manière incidente à la suite de la mort du pape Clément VII. Il est notoire que l'auteur n'a pas mis la dernière main à toute cette partie. Elle doit servir surtout à nous faire comprendre quelle étendue il se proposait de donner à son travail, à nous faire concevoir son plan : elle ne peut être soumise aux mêmes règles de jugement que le reste.

Les vingt livres de l'histoire d'Italie s'arrêtent en 1534. Je viens de dire que la mort en avait interrompu la composition ; je ne pense pas pourtant que Guichardin ait songé à pousser plus loin son œuvre. Des allusions auraient pu s'y trouver à quelques-

[1] *Hist. d'Ital.* XVIII, 4. — [2] *Id.* XVIII, 6. — [3] *Id.* XIX.

uns des faits postérieurs. Mais il semble avoir résolu de borner en cet endroit son récit complet et continu. La phrase qui termine le vingtième livre l'indique, et diverses raisons paraissent l'y avoir obligé. En premier lieu je placerai le besoin d'une composition une et bien distribuée. Le sujet trouvait en 1534 une limite marquée par la politique générale. En second lieu, son histoire d'Italie étant aussi le tableau de la prépondérance de la famille des Médicis et de ses intérêts au milieu des révolutions de l'Italie, il était naturel que commençant par Laurent et son éloge, il terminât au moment où cette maison, se transformant, devenait vassale de l'empereur et maîtresse absolue de Florence, recevant ainsi une tyrannie particulière en échange de son influence sur l'Italie. Enfin, j'imagine qu'il eût été difficile pour Guichardin de raconter les événements qui succédèrent, et de montrer le rôle qu'il y joua lui-même, déchu de toutes ses espérances et forcé de démentir les principes qu'il avait essayé de faire prévaloir.

En prenant pour matière l'histoire de l'Italie, il s'est donné plus d'avantage que s'il avait entrepris d'écrire une histoire générale du temps. En s'enfermant dans les limites qu'il a choisies, il a restreint les sources d'informations auxquelles il était nécessaire de puiser. Pourtant l'histoire d'Italie est alors la principale. L'Italie est comme le centre de l'Europe, le champ de bataille de toutes les guerres importantes, le but de toutes les négociations. Des digressions permises à l'histoire élargissent le domaine de ses récits et de ses réflexions, et Guichardin n'a pas manqué de profiter de ce privilége. Souvent il jette ses regards sur d'autres côtés, remonte même la suite des âges et nous informe avec détail des événements qui ont une influence éloignée ou immédiate sur la politique des princes, dont les armées et les ambassadeurs sont présents sur le théâtre principal. C'est ainsi qu'au VIe livre, à l'occasion des revers des Vénitiens et du coup qui leur est le plus sensible, la perte du commerce des épiceries dans les Indes, que leur enlèvent les Portugais, nous trouvons un abrégé rapide des conquêtes de ce dernier peuple au-delà du cap de Bonne-Espérance, et des découvertes des Espagnols au

Nouveau-Monde. L'auteur est aussi bien instruit qu'on peut l'être alors. Il a étudié le commerce des Espagnols pendant son séjour dans leur pays ; il sait quelles sont les productions des nouvelles contrées, il indique le revenu qu'en tire le roi-même. Il a lu les relations les plus nouvelles et ne manque pas de citer le Florentin Améric Vespuce et de nous signaler le tour du monde que fit pour la première fois Magellan.

Les musulmans étaient des ennemis trop redoutables de la chrétienté en général, et de l'Italie en particulier, pour que leurs révolutions n'obtinssent pas une mention particulière. Aussi au livre XIII, chap. IV, figurent les victoires du terrible Selim sur les Persans et l'Egypte, et en cet endroit l'organisation des Mameluks, au moment où ils sont abattus par les Turcs, est décrite avec clarté.

Au XVIe livre nous assistons à un retour intéressant sur l'histoire de France et d'Angleterre, destiné à faire comprendre les prétentions que fait valoir sur la France le roi d'Angleterre. Les règnes des Valois jusqu'à Charles VII, ceux d'Edouard III et de ses successeurs, la guerre des deux Roses y sont esquissés ; on peut y louer la sûreté des connaissances de Guichardin. Une circonstance est curieuse et mérite d'être notée. Le politique Florentin ne dit rien de Jeanne d'Arc. « Charles VII, dit-il, sut » profiter des désunions qui s'élevèrent entre les princes de la » maison royale d'Angleterre et chasser les Anglais de la France » où il ne leur resta plus que la seule ville de Calais. »

En divers endroits la réforme religieuse de Luther, les progrès de ses doctrines, les troubles de l'Allemagne sont exposés avec précision et netteté. Tous les pays qui entourent l'Italie et qui sont mêlés à ses querelles sont ainsi par des traits plus ou moins accusés décrits au lecteur et se trouvent rattachés au sujet principal.

L'ouvrage entier est divisé en vingt livres, et si l'on veut considérer chacun d'eux, on y trouvera en général un grand fait dominant qui fixe particulièrement l'attention, sur lequel elle se concentre, et à côté duquel les autres viennent se placer comme des accessoires et des dépendances.

Le premier livre avec le tableau de l'Italie en 1494 renferme la descente de Charles VIII, qu'accompagnent l'expulsion des Médicis de Florence, la révolte de Pise, et le désastre des princes aragonais de Naples. Au second, se présentent les conséquences de ces événements, le changement des institutions florentines et surtout la ligue des Italiens contre Charles VIII qui s'assure un passage par la victoire du Taro ou de Fornoue, mais ne peut conserver ses conquêtes. Le troisième livre est rempli par le désordre de l'Italie après la commotion qu'elle a subie. Les Florentins sont déchirés par leurs luttes intérieures, les Aragonais disputent Naples aux Français. Le pape lutte contre les Orsini; l'empereur Maximilien passe en Italie, et les Vénitiens cherchent de tous côtés à ramasser les dépouilles de la guerre. Au quatrième livre, Louis XII, successeur de Charles VIII, prend et reprend sur Ludovic Sforza le duché de Milan. Cependant la guerre de Pise continue toujours, et le pape Alexandre VI essaie de s'agrandir du côté de Naples et en Romagne. Au cinquième livre, le partage du royaume de Naples entre les Espagnols et les Français, la défaite totale de ceux-ci occupent le premier plan, tandis que les projets de Borgia commencent à recevoir leur exécution. Au sixième domine la figure de Jules II avec ses desseins de vengeance contre les Vénitiens au milieu des troubles et des crimes que cause et la chûte des Borgia et l'extinction de la dynastie aragonaise à Naples. Au septième, se prépare la ligue de Cambrai par les soins du roi de France, vainqueur de Gênes et devenant successivement l'allié du pape, du roi d'Espagne et de l'empereur. La guerre contre les Vénitiens éclate au huitième et se continue depuis la diète de Cambrai et la bataille de la Ghiara d'Adda jusqu'à l'absolution que leur donne le pape brouillé avec le roi de France. Au neuvième, tout le monde se tourne contre les Français d'abord vainqueurs, le pape, les Suisses, les Vénitiens. Le dixième est consacré aux conséquences du concile de Pise, et aux victoires de Gaston de Foix à Brescia et à Ravenne, qui cependant amènent en Italie l'affranchissement de la domination française. Au onzième, les Médicis sont rétablis à Florence, et les Sforza dans Milan. Au douzième, la France,

un moment pressée de tous côtés sous Louis XII et presque réduite aux abois, se relève avec François Ier par l'éclatante victoire de Marignan, et impose de nouveau sa domination à l'Italie du Nord. Au treizième, le fait principal est l'élection de Charles-Quint comme empereur, d'où sortira la lutte de ce prince avec le roi de France. Au second plan se rangent la guerre du duché d'Urbin, les victoires de Sélim en Orient, la naissance du Luthéranisme, les troubles de l'Espagne. Le quatorzième livre comprend les défaites des Français pendant les années 1521 et 1522, grâce à l'habileté de Prosper Colonna, et l'élection d'Adrien VI. Le quinzième est rempli par le récit de la révolte de Bourbon et se termine à la bataille de Pavie. Au seizième se voit la tentative que font les Italiens pour briser le joug Espagnol qui commence à s'appesantir sur eux; la conjuration de Morone et la trahison de Pescaire, le traité entre l'empereur et le roi de France, qui termine la captivité de François Ier; en sont les faits les plus remarquables. Le dix-septième nous fait assister à la ruine des espérances que l'Italie avait pu concevoir. La ligue qui s'est reformée contre l'empereur ne peut empêcher le sac de Milan par les bandes de Bourbon, celui de Rome par les sujets de Colonna. Au dix-huitième, arrive enfin la grande catastrophe du siècle, la prise de Rome par les troupes du connétable et la captivité du pape. Au dix-neuvième, l'insurrection de Florence, et l'expédition de Lautrec sur Naples, sont comme les derniers efforts d'une lutte désespérée qui se termine au vingtième par la prise de Florence, le couronnement de Charles-Quint à Bologne, et la soumission forcée du pape, malgré son alliance avec le roi de France.

L'ensemble des péripéties de ce grand drame a donc été bien saisi par Guichardin. Les grandes phases du débat sont exactement indiquées, depuis la descente des Français, ennemis de l'indépendance italienne à leur profit, jusqu'à leur expulsion définitive, et l'affermissement de l'empire des Espagnols qui se sont d'abord présentés comme libérateurs. Au milieu de cette révolution, les changements divers des princes et des républiques italiennes, Venise et Gênes, les papes, les Médicis de Florence,

les Sforza de Milan, le duc de Ferrare, les seigneurs d'Urbin, de Pérouse, de Romagne, les Rovère, les Baglioni, les Petrucci, les Orsini, les Colonna sont marqués avec habileté. Parmi eux tous, les Médicis et Florence tiennent le premier rang. Les affections particulières de l'écrivain le portaient à le leur attribuer. Quelque impartialité que l'on ait le droit d'exiger d'un historien, on conçoit que sa patrie attire surtout ses regards. D'ailleurs les Médicis donnèrent dans cette période deux papes à l'Eglise, et les événements de Florence se trouvaient par eux avoir la plus grande influence sur le reste des affaires de l'Italie. On ne peut nier en effet que le désir d'y rentrer n'ait à deux reprises rapproché contre l'intérêt général les Médicis de l'empereur en 1512 et en 1530. Cependant il résulte de cette préoccupation de Guichardin un défaut de proportion manifeste dans certaines parties. Malgré l'importance de la guerre de Pise, elle occupe évidemment trop de place dans son livre, puisqu'elle y est plus étendue même que dans l'*Histoire de Florence*; on a eu raison de le lui reprocher.

Le récit se développe par années régulièrement depuis 1493 jusqu'en 1530. Avant la première de ces dates les connaissances préliminaires que l'auteur doit donner à ses lecteurs ne sont pas disposées dans un ordre chronologique absolument exact. Après la seconde commencent les embarras et les lacunes dont le défaut de révision est la cause. En général Guichardin évite de faire empiéter son récit d'une année sur l'autre. Mais sa division par livres ne l'astreint pas comme une série d'annales à une répartition égale des années dans chacun des livres, ni même à terminer toujours le livre avec une année. Il tient compte de la grandeur des événements et de leurs résultats plus que de la mesure du temps; seulement il a soin à propos d'un détail accessoire, si aucune circonstance ne lui en offre l'occasion, d'indiquer le commencement de chaque année, comptant comme il nous en avertit lui-même [1], selon la manière de Rome, c'est-à-dire depuis le 1er janvier.

[1] *Hist. d'Ital.* I, 2.

Son récit s'entremèle de narrations des divers épisodes que son sujet lui fournit, de descriptions, de portraits, de discours. Certaines parties sont traitées avec plus d'ampleur et occupent plus d'espace. Ce sont en général des récits de batailles et de négociations, des tableaux politiques. Il est un ordre de faits que l'on s'étonnerait de voir complètement omis dans son livre, si le caractère n'en était bien tranché, et n'était pas surtout un ouvrage de politique. Les merveilles de l'art, qui, à cette époque, embellirent et illustrèrent l'Italie, n'obtiennent de lui qu'une mention en passant, quand il loue Cosme de Médicis de sa générosité et de ses constructions magnifiques [1]. Varchi nous donne la description de Florence de son temps, il énumère les palais, les églises, il décrit les cérémonies qu'il voit se passer sous ses yeux. Guichardin n'a pas ici cru devoir en faire autant, quelque féconde que parût la matière. Ce n'est pourtant pas qu'il fût insensible à cette gloire de l'Italie. Dans les *Considerazioni*, à propos du préambule du second livre de Machiavel, il écrit un passage qui témoigne de son admiration [2]. Mais son dessein principal absorbait ici toutes ses pensées, et peut-être, habitué à voir les historiens grecs et latins garder le silence sur ce genre de faits, les a-t-il jugés indignes de la majesté de l'histoire, telle qu'il l'avait entreprise.

Pour grouper les faits accessoires autour des faits principaux, Guichardin ne procède point comme Tacite par tableaux successifs qui, se déroulant l'un après l'autre, mettent sous les yeux du lecteur les diverses phases du récit. Il n'a pas comme Tite-Live cet art habile d'enchâsser dans l'action principale les actions particulières qui la composent, et d'en faire une multitude de petits drames qui sont comme les actes et les scènes du drame

[1] Spese più di quattro cento mila ducati in fabbriche di chiese, di monasteri, ed altri superbissimi edifici non solo nella patria, mà in molte parti del mondo. *Hist. d'Ital.* I, 4. Thucydide aussi ne parle de l'Acropole qu'à l'occasion d'un chiffre de dépense.

[2] Chi non sa in quanta excellenza fussino a tempo de' Greci e poi de' Romani la pittura e la scultura e quanto di poi restassino oscure in tutto il mondo; et come dopo essere state sepolte per molti secoli siano da cento cinquanta o dugento anni in qua ritornate in luce. *Oper. Ined.* T. I, p. 60, 61.

immense qui forme l'ensemble. Sa manière ressemblerait plutôt à celle de Thucydide ; mais il lui manque le génie qui sait donner le relief aux événements importants par leurs résultats ou grands par leur aspect. L'exactitude et la clarté sont le mérite qui frappe le plus dans ce livre. L'auteur a une intelligence éclairée, un jugement pénétrant. La valeur relative des faits ne lui échappe pas, et souvent il essaie par ses réflexions de la faire apprécier au lecteur. Mais on ne peut s'empêcher de désirer davantage. Quoique les divisions soient nettement indiquées, les points principaux ne ressortent pas assez. Il est nécessaire d'y réfléchir pour distinguer ce qui doit attirer plutôt l'attention. En outre les récits moins considérables, qui servent de transition entre les morceaux les plus saillants, sont disposés sans assez de fermeté. Le tissu de la composition générale semble trop lâche. L'esprit flotte et court risque de s'égarer sans pouvoir saisir les grands traits que l'auteur n'accuse pas avec assez de précision. L'ouvrage en contracte une teinte uniforme qui à la longue fatigue l'attention et ralentit l'intérêt. Ces défauts tiennent à l'esprit même qui a inspiré l'œuvre. Trop préoccupé des circonstances de détail, trop peu soucieux de ramener la lumière sur des principes généraux élevés, Guichardin a trop songé à décrire les intrigues qui s'ourdissaient, les entreprises qui se préparaient autour de lui, pour que les moyens mêmes ne l'aient pas trompé sur l'importance du but, et pour que, tous les faits se rapprochant du même niveau, il n'ait pas dans l'exécution senti faiblir la vue qui le dirigeait dans la conception de son plan. Ce qui était net et distinct, en ne prenant que les grandes lignes de l'ensemble, s'est effacé quand il s'est trouvé en présence de la matière destinée à remplir ces intervalles ; et cette erreur de son esprit s'est communiquée à sa composition qu'elle a entachée d'un défaut littéraire dont la source est en quelque façon morale.

§ 6. LES RÉCITS ET LES DESCRIPTIONS.

Dans une œuvre narrative comme celle-ci, les récits et les descriptions doivent occuper une grande place, et c'est ce qui a lieu. Cette période fut féconde en grands événements de tous genres, en péripéties sans nombre, et rarement enfermées dans un si court espace de temps. Batailles, siéges et prises de villes, campagnes, fuites et retours de princes, désastres effroyables, triomphes inespérés, pertes, découvertes, s'y succèdent avec une incroyable abondance. Ce serait pour un écrivain au génie dramatique une admirable occasion de faire preuve de ses qualités, et de captiver l'attention du lecteur en le remplissant des émotions, des mouvements que produit d'ordinaire un spectacle si terrible et si varié. Un émule de Thucydide, de Tite-Live, de Tacite, doit faire ressortir la sombre horreur, la confusion violente d'un pareil sujet. Il faut que le ton s'abaisse et s'élève souvent à bonds précipités, que les nuances se heurtent pour que nous sentions les brusques contrastes que présentent les événements; l'art appelle ici un pinceau énergique qui sache éclairer hardiment tout ce qui fait saillie dans son tableau, et par la vigueur de sa touche nous remette pleinement sous les yeux les temps qu'il dépeint. Quelle que soit la sérénité avec laquelle il contemple la suite des années dont il parle, il ne peut rester toujours calme, et son expression, l'allure de son style trahiront le tumulte de ses pensées et de ses sentiments. Je ne pose point ceci comme un axiôme général. Mais la turbulence du seizième siècle qui bouillonne à la surface, tandis que les efforts d'une profonde politique cherchent à régler l'ordre des faits, veut que l'écrivain qui la décrit soit en même temps pénétrant et animé. Le sujet a deux faces; il exige une double qualité. J'examine ici la seconde. Guichardin répand-il sur son ouvrage le pathétique et le pittoresque dont il ne peut se passer? J'ai reconnu le sens historique dont il a fait preuve dans l'art de démé-

ler l'esprit des faits et leurs causes, de prévoir leurs résultats. Mais n'y en a-t-il pas un autre qui consiste à leur donner leur physionomie véritable? Thucydide dans ses admirables tableaux nous initie à la brutalité sauvage, à la violence raffinée, à l'ardeur du crime qui emporte ses concitoyens au milieu de la guerre civile. Nous nous irritons, nous nous épouvantons de ces sophismes, de ces attentats, de ces misères. L'effrayante vérité de ses peintures nous trouble profondément. En parcourant Tacite, le lecteur croit porter le poids de plomb dont chargent les Romains la tyrannie, son espionnage, son arbitraire, sa cruauté. En feuilletant Guichardin, les sentiments sont-ils aussi vifs, saisissent-ils de la même manière? Je ne le trouve pas. J'ai remarqué plus haut que le tissu de sa narration avait quelque chose de lâche et d'incertain, qu'il ne savait pas assez détacher de l'ensemble les points principaux. Le même défaut se représente ici, l'ampleur du style, la suite de la pensée, le talent qui a présidé à l'enchaînement général des parties, ne dissimulent qu'incomplétement une absence fâcheuse de coloris et de passion. Il s'en faut que la perfection soit atteinte dans l'art d'entraîner le lecteur par la force et l'énergie des peintures.

Je choisis dans l'histoire d'Italie quelques morceaux capables de fournir à un écrivain des tableaux vigoureux et saisissants. Voyons d'abord les batailles, et je prends les plus grandes, celle de Fornoue [1], la première où les Italiens aient vu répandre le sang avec tant de fureur, celle de la Ghiara d'Adda [2], qui renverse la puissance vénitienne, celle de Ravenne [3], la plus terrible qui se fût encore livrée, Marignan [4] et Pavie [5], qui ruinent ici les Suisses et là les Français. Il est impossible que dans toutes ces luttes il ne se soit pas trouvé une occasion d'animer le style, que jamais l'écrivain n'ait dû se passionner et s'enflammer comme les combattants. A Fornoue l'orage de la veille, le courage des princes à la Ghiara d'Adda, le carnage à Ravenne, l'impétuosité des Suisses à Marignan méritent d'arrêter l'atten-

[1] II, 4. — [2] On l'appelle aussi d'Agnadel, de Vaïla, VIII, 2. — [3] X, 4.
[4] XII, 5. — [5] XV, 5.

tion et d'être relevés par l'art de l'historien. Pourtant le plus souvent le récit reste sans chaleur. J'en excepte la bataille de Marignan où l'on retrouve, surtout au début, un souffle de l'ardeur qui entraînait les Suisses. Ailleurs les détails sont précis, les opérations, les mouvements des partis exactement rapportés avec cette diligence, devenue un défaut dans l'énumération des nombreuses escarmouches, qui pendant trente années ensanglantèrent le sol italien et que Guichardin aime à décrire. En cet endroit c'est un mérite, mais un mérite incomplet. Quand on croit que la narration nous donnera par sa vivacité l'image de la mêlée, tout-à-coup une réflexion faite sur le ton ordinaire vient tout arrêter. Guichardin s'attache à tel souvenir, à telle allusion qui nous refroidit. Quand il nomme les bataillons, les escadrons, il ne sait pas leur donner la vie que César prête à ses légions, et qu'un illustre historien moderne donne à nos régiments. Il semble que les Italiens comprennent mal une bataille générale; ils font bien marcher les armées, ils ont de la tactique. Mais cette lenteur dans l'action que déconcertait la furie française, Guichardin la transporte dans son style, il est au-dessous de l'ardeur militaire de nos faiseurs de Mémoires à cette époque, comme ses compatriotes étaient le plus souvent au-dessous de nos soldats sur le champ de bataille. Au livre XIX[1] il raconte la victoire navale que les Génois remportèrent sur les Impériaux devant Naples. Il en est de même que dans les combats sur terre. Certains détails manquent d'un relief suffisant. Il se contente de nous dire qu'en déchaînant les Turcs de ses galères, Philippino Doria en reçut une aide puissante. Quel tableau vigoureux, ne fût-il que de deux ou trois lignes, un fait pareil n'eût pas fourni à Tite-Live par exemple! Le nom de Tite-Live me rappelle une imitation évidente qu'en a voulu faire Guichardin. C'est, au livre cinquième[2], le défi de Barletta et le combat de treize Français contre treize Italiens. Si l'on rapproche cette narration de celle du combat des Horaces et des Curiaces, on ne peut s'empêcher de trouver de grandes ressemblances. Les préludes de la lutte,

[1] Ch. I. — [2] Ch. V.

les exhortations, les péripéties, le triomphe des Italiens, tout est conduit de manière à prouver que Guichardin se modelait sur Tite-Live. Mais quelle différence dans l'emploi des détails! Combien les encouragements donnés par les chefs à leurs soldats sont traînants à côté des deux lignes si pleines de l'historien latin! Quelle faiblesse dans l'attitude des spectateurs en comparaison des sentiments que leur prête Tite-Live! Guichardin veut tout dire; mais il le dit sans force, et son exactitude même produit la langueur.

Les siéges tiennent de trop près aux batailles pour que les mêmes défauts ne s'y fassent pas sentir. Je donne aux Pièces Historiques la traduction de celui de Parme[1] où l'historien fut acteur. Qu'on examine ceux de Novarre[2], de Marseille[3], de Naples[4], de Florence[5]. Toujours des développements trop étendus, trop de calme, pas assez de mouvement, ni de vivacité. Guichardin n'était pas un homme de guerre, dira-t-on, et quoique je doive montrer plus loin qu'il connaissait parfaitement tout ce qui concerne la guerre, il se peut que le feu du combat ne l'émeuve pas comme un guerrier de profession.

Je le considère comme un narrateur d'événements capables d'intéresser son âme d'Italien et d'homme d'État. L'émeute qui chasse Pierre de Médicis en 1494[6], celle qui renverse Soderini[7] en 1512, celle du mois d'avril en 1527, où il fut présent avec son frère Luigi, et qu'il dit avoir apaisée par ses conseils[8], ne lui fournissent rien de pathétique ni de grave. Une réflexion sur la faiblesse du gonfalonier en 1512, sur l'ingratitude des peuples et des Médicis en 1527, tel est le résultat de l'impression que lui ont laissée les tumultes dont les conséquences furent si grandes. Le récit des soulèvements de 1494 est sans contredit plus intéressant et plus animé dans l'histoire de Florence[9] que dans celle d'Italie. L'écrivain en acquérant l'expérience a perdu la passion qui souvent lui inspirait jadis ses meilleures pages.

Voyons quelques-uns de ces morceaux pleins d'horreur qui

[1] XIV, 4 — [2] II, 3. — [3] XV, 3. — [4] XIX, 2. — [5] XX, 1. — [6] I, 4. [7] XI, 2. — [8] XVIII, 2. — [9] *Op. Ined.* T. III, p. 106 et suiv.

exaltent les hommes les plus modérés en leur arrachant des cris d'épouvante et d'indignation. Le sac de Capoue[1], où César Borgia choisit de quoi se peupler un harem, celui de Prato[2], qui amène la révolution de 1512 et dont le récit est si affreux dans les relations des témoins oculaires[3], les horreurs commises par les impériaux à Milan[4], offrent les caractères que j'ai signalés dans les batailles. Où le récit paraît près de s'échauffer, une considération juste, mais trop longue et trop froide, vient le couper. Le sac de Rome, quoique d'un dessin plus vigoureux, reste encore au-dessous de ce qu'on pouvait en attendre. L'auteur choisit ou place mal les détails qu'il emploie. Il est trop bref pour émouvoir par l'énumération même des circonstances rassemblées, trop long dans certaines parties, eu égard à l'étendue de ce fragment. Je voudrais le voir s'appesantir sur les rançons énormes que payèrent les cardinaux, et choisir quelques traits frappants parmi les excès que produisent de pareils désastres. L'imagination en serait plus émue, l'intérêt plus éveillé. Que les vainqueurs aient fait un butin évalué à deux millions de ducats, cela me touche moins et me remet moins exactement le fait sous les yeux que la description de quelques-unes des barbaries raffinées et terribles qui, me faisant frémir, me représenteraient l'odieuse réalité. Veut-on un exemple de ce que j'avance? Rien ne rappelle ici l'émotion violente que produisent les massacres de Corcyre dans Thucydide, ou l'issue du procès de Séjan dans Tacite.

Guichardin ne réussit guère plus dans ce qui demande du pathétique, sans que l'horrible s'y mêle. Les Pisans obtiennent leur liberté, mais nous ne voyons pas l'importance de l'événement et la grandeur du spectacle qu'il fournit[5]. Le mot de Pierre Capponi, faiblement rapporté, éclate d'une façon singulière, au milieu de la peinture incolore de l'état tumultueux de Florence[6]. Que devient l'enthousiasme qui accueille Ferdinand II à Naples, quand il en chasse les Français, dans cette phrase lâche et traînante? Je traduis littéralement : « Cependant Ferdinand, entré

[1] V, 2. — [2] XI, 2. — [3] Archivio Storico, T. I. — [4] XVII, 1 et 3. — [5] I, 4 et II, 3. — [6] I, 4.

» dans Naples et conduit avec quelques-uns des siens à cheval » par les Napolitains, chevaucha par toute la ville au milieu de » l'incroyable allégresse de chacun, la multitude le recevant » avec de grands cris, et les dames ne pouvant se rassasier de » le couvrir par les fenêtres de fleurs et d'eaux parfumées; mais » beaucoup des plus nobles couraient dans la rue pour l'em- » brasser et essuyer la sueur de son visage, et néanmoins on » n'interrompait pas les préparatifs nécessaires à la défense[1] ». Il est facile de comprendre par là son procédé descriptif; les détails s'accumulent sans se faire valoir; ils y sont tous, mais ne ressortent pas.

On connaît la saisissante relation que Machiavel a faite du massacre des condottieri ennemis de César Borgia, surpris par lui à Sinigaglia. Guichardin reste bien au-dessous de son émule dans le récit de cet acte de perfidie. Il met cependant plus de détail dans sa grande Histoire que dans l'Histoire de Florence[2]; il insiste même un peu longuement sur les Vitelli et leur destin; mais le sentiment de la scène l'a plus ému; au moins l'habileté et la soudaineté du coup frappé par Borgia s'est présentée à son esprit plus vivement, et il nous en transmet une impression plus fidèle.

Quoiqu'il en soit, il n'a pas l'art de faire mouvoir les foules. Dès que les personnages se multiplient dans un tableau, il sait assez bien les disposer et les ranger sous les yeux du lecteur, mais il ignore le moyen de leur donner la vie. S'il n'a qu'un ou deux hommes à mettre en scène, les défauts persistent. Rien ne manque à la peinture que ce dernier coup de pinceau d'où résulte le coloris qui laisse une trace ineffaçable dans l'imagination, et fait qu'elle ne se figure plus jamais sous un autre aspect ce qu'elle a pu voir ainsi. Les quelques lignes qu'il accorde à la mort de Savonarole suffisent-elles pour caractériser la fin de ce tribun-prophète qui avait paru dominer la république de Florence[3]? Le spectacle de la mort terrible d'Alexandre VI, selon la tradition qu'adopte Guichardin, n'est-elle pas affaiblie par ces paren-

1 II, 5. — 2 *Hist. de Flor.* ch. XXVI. *Hist. d'Italie*, V, 4. — 3 III, 6.

thèses, ces indications, ces rapprochements qui s'intercalent au milieu des circonstances de l'événement [1] ? Le meurtre du cardinal de Pavie assassiné par François-Marie de la Rovère presque sous les yeux du pape Jules II [2], la douleur du pape et sa faiblesse pour son neveu, cet acte d'audace brutale, ces retours si soudains et si violents dans l'âme de Jules II, tout est dépourvu de l'ardeur qu'on y devait attendre. Les réflexions n'ont pas la gravité qu'exige le sujet. Juste Lipse songeait sans doute à de tels morceaux, quand il déclarait les pensées de Guichardin bonnes et utiles, mais peu serrées [3]. On pourrait citer de nombreux fragments du même genre et y trouver l'occasion de critiques semblables. J'aime mieux passer à un ordre de faits capables du plus haut pathétique. Il s'agit de ces fléaux qui accablent les armées ou les populations entières et qui ont inspiré tant d'admirables descriptions aux historiens de tous les temps et même à des romanciers, les épidémies. La première partie du XVI[e] siècle en a malheureusement fourni trop d'exemples. Milan, Rome, Naples, Florence, toutes les grandes villes de l'Italie, ont alors été, chacune à leur tour, cruellement ravagées par la peste. Guichardin nous le rappelle. Mais de brèves indications suppléent aux tableaux que devait offrir la contagion s'ajoutant à Rome aux horreurs du pillage [4], à Naples aux difficultés d'un siége mal conduit [5], à Florence à la ruine de l'indépendance [6]. On est bien loin de Thucydide et même de Boccace [7] et de Manzoni [8], j'ajoute de Machiavel, dans la nouvelle qu'il place au milieu de la peste de 1527. [9]

Quelquefois Guichardin décrit l'apparition du mal, ses caractères, ses effets, ses diverses origines, le remède qui le combat. Mais faut-il s'en satisfaire ? Ces indications qu'un médecin jugerait peut-être insuffisantes pour éclairer la science, nous instruisent à la fois plus et moins que nous ne le souhaiterions. Ce qui touche dans une histoire, c'est la manière dont l'homme se comporte au milieu des maux qui l'affligent bien plus que ces maux

[1] VI, 1. — [2] IX, 5. — [3] *Polit.* I, c. 9, not. — [4] XVIII, 4, 6. - [5] XIX, 2. [6] XIX et XX, *passim.* — [7] *Le Décaméron.* — [8] *Les Fiancés.* — [9] *La Peste de Florence.*

mêmes. La minutieuse analyse qu'on en peut faire n'est qu'un accessoire qui ajoute au sentiment que l'on éprouve. Dans la célèbre description de Thucydide, la peinture des sentiments est ce qui nous émeut et nous intéresse le plus. Elle manque presque entièrement dans Guichardin. Ses tableaux ne sont ni assez colorés, ni assez énergiques, ni assez nouveaux.

Il parle des découvertes de Christophe-Colomb, au livre VI[1], à l'occasion de l'affaiblissement de la puissance Vénitienne. Ce sujet lui offrait les moyens de développer des qualités d'un autre genre. A défaut du pathétique, il pouvait mettre dans sa narration de la couleur et de l'éclat. De longues dissertations cosmographiques très savantes et très claires, il est vrai, des aperçus justes et nets sur le commerce des Vénitiens, ruiné par celui des Portugais, des renseignements exacts sur le revenu des Indes Orientales et les ressources qu'en tirait le roi d'Espagne, une ou deux maximes de morale, enfin une critique des opinions des anciens, et des interprétations de la Bible, tels sont les fruits qu'en a tirés son talent. La description des mœurs des Américains et de leur soumission représente mal l'originalité de ces populations. La richesse de la nature dans ces contrées merveilleuses, qui devait défrayer les conversations de plus d'un de ces Espagnols, fréquentés sans doute par l'auteur pendant son ambassade, ne l'inspire pas. Les considérations politiques sont tout pour lui ; et si parfois, il essaie d'en sortir, son esprit semble se dépayser et se troubler. Il perd toute sa valeur et se traîne péniblement sur des sentences vulgaires et des circonstances à peine intéressantes.

Les récits et les descriptions sont donc une des parties les moins heureuses de l'œuvre de Guichardin. Il ne parle pas à l'imagination, il manie imparfaitement le pathétique et n'occupe sous ce rapport qu'un rang très-inférieur entre les grands historiens.

[1] Ch. 3.

§ 7. LES PORTRAITS.

Dans Guichardin les portraits sont nombreux. La vie active et multiple du XVIe siècle, en Italie surtout, ce désordre sans but bien arrêté, ce besoin d'agir qui dévore les peuples et les hommes, les révolutions, les misères qui accablent le pays font surgir de tous côtés une multitude de caractères divers, étranges, remuants, fougueux, mauvais pour la plupart, ou du moins plus mêlés de mal que de bien, mais auxquels ne manque jamais l'originalité. Il en est de tout étage, de toute condition, depuis le pape, l'empereur, le roi, jusqu'au tyran de petite ville, au démagogue de place publique, au condottiere-bandit. Entre eux se placent quelques hommes honnêtes, bientôt dépassés et réduits au silence. Peu de vues générales dirigent les âmes; mais des intérêts puissants, des passions ardentes, des espérances sans cesse trompées, des rancunes implacables, des colères turbulentes les agitent et se les disputent.

Par le choix même de son sujet, les portraits devenaient donc une nécessité pour Guichardin; il y a encore été entraîné par l'idée qui le dominait. Etudiant les hommes et les peuples au point de vue de son système politique finalement déçu, il éprouve sans cesse le besoin de les interroger au nom de ses principes, de chercher dans leur esprit la cause de leurs fautes et de leurs succès, de les peindre, pour mieux faire ressortir leur valeur ou leur capacité.

Cependant le portrait n'est pas toujours étendu, ni renfermé dans un seul développement. C'est la réflexion et le jugement de l'historien sur le personnage; mais ici un mot suffit pour nous le faire connaître, là une page à peine pourra nous aider à pénétrer dans les replis de son âme et les détours de sa conduite. Tantôt une fois son caractère expliqué, l'auteur n'y reviendra plus et se contentera de le faire agir, tantôt par mille remarques semées dans son récit, il complètera peu à peu l'idée que nous devons nous en former.

Enfin les peuples sont des personnages collectifs ; comme les hommes, ils ont des motifs de détermination dans leurs habitudes, leurs instincts, leur génie, le degré de lumières auquel ils sont parvenus. Cela est vrai aussi des classes d'hommes, des professions, des partis. Ils peuvent donc aussi mériter d'être dépeints, ils peuvent devenir le sujet de portraits.

Presque tous les peuples de l'Europe se donnent, au XVI[e] siècle, rendez-vous dans l'Italie, comme pour y lutter en champ clos. Guichardin nous les a décrits. Aussi chez lui voyons-nous paraître l'Italie avec ses populations si diverses d'aspect, de sentiments, d'affections, de tendances ; les Français, les Suisses, les Espagnols, les Allemands. Ses regards atteignent même les Anglais qui ne prennent part qu'indirectement et de loin aux débats, mais dont l'influence se fait toujours sentir.

S'il n'en dit que peu de chose, puisque leurs armées ne foulent jamais le sol de l'Italie, il nous les montre pourtant avec cette haine pour les Français, née d'une longue rivalité, qui reparaissant à toute époque, semble être devenue une partie de leur caractère. Il signale encore cet orgueil si facile à blesser, que rebute la politique équivoque de Ferdinand le Catholique, et qui les fait par dégoût et colère retourner dans leur île, sans même attendre les ordres de leur roi. [1]

Les Allemands ne jouent pendant cette période qu'un rôle secondaire dans la péninsule. Leurs troubles intérieurs, la faiblesse de leur empereur, la difficulté de franchir les passages des Alpes alors gardés par Venise, puis leurs querelles de religion les empêchent de paraître en corps de nation. Ils servent comme mercenaires dans les armées françaises et espagnoles ; cependant on peut reconnaître leur bravoure, mais leur rudesse. Sans cesse, ils se révoltent contre leurs chefs pour la solde, pour la direction à donner à l'armée. Au sac de Rome, ils montrent une violence et une méchanceté qu'irritent encore leurs préjugés religieux ; ce sont eux qui, ajoutant la dérision au pillage, inventent pour les cardinaux les outrages les plus grossiers. [2]

[1] Cf. *Lett. de l'Ambass. d'Espagne ; Hist.* liv. XI, 3. — [2] XVIII, 1, 3 ; XIX, 1.

Mais les principaux champions de la lutte ont des traits bien plus marqués. Les Suisses vivent de la guerre d'Italie. Lorsque la France ne les soudoie pas, ils obéissent aux appels du pape et de Sforza, quelquefois combattant les uns contre les autres, mais se montrant toujours les mêmes, confiants dans leur force et leur courage qu'on ne peut mettre en doute, avides, indisciplinés, sans foi, cruels et barbares. — « En tout temps invinci-
» bles et féroces, ils avaient depuis vingt ans accru leur réputa-
» tion en battant trois fois, et en tuant dans un combat Charles
» duc de Bourgogne, qui les avait assaillis, la terreur du
» royaume de France et de ses voisins [1]. Un moment la crainte
» de leurs armes leur donne la plus grande autorité; ils com-
» mencent à ne plus se conduire en soldats mercenaires ou en
» grossiers pasteurs; ils semblent nourris dans l'administration
» des affaires et voient les ambassadeurs de tous les princes chré-
» tiens solliciter leur alliance [2]. — Mais leur gloire eût été
» incomparablement plus grande, s'ils l'eussent gagnée à aug-
» menter leur empire, et non à la solde des autres pour étendre
» leurs conquêtes; s'ils eussent eu sous les yeux un but plus
» noble que le goût de l'argent, dont l'amour les égara et leur
« fit perdre l'occasion de se rendre redoutables à toute l'Italie.
» En conséquence ne quittant leur pays qu'en qualité de mer-
» cenaires, ils n'ont recueilli pour le public aucun fruit de leurs
» victoires, s'accoutumant par cupidité à servir les nations étran-
» gères qu'ils fatiguaient de leurs demandes intolérables. Ils
» étaient en outre prompts à abandonner ceux qui les payaient par
» dégoût et par un orgueil indiscipliné. Dans leur patrie même,
» les principaux ne s'abstiennent point de recevoir des présents
» et des pensions des princes, pour favoriser et suivre leur parti
» dans les délibérations, sacrifiant ainsi l'intérêt public à l'utilité
» particulière; devenus vénaux et faciles à corrompre, ils ont
» eux-mêmes fait naître la discorde. La désunion des cantons
» amena enfin la guerre civile et diminua leur autorité. [3] »

Les Espagnols commencent les premiers cette guerre sans

[1] II, 5. — [2] XI, 4. — [3] X, 3.

merci, ces pillages atroces qui déshonorent le seizième siècle. Ce sont eux qui absorbent la substance des peuples, vivant à leurs dépens, usant de tout à leur gré, et rompant tout frein d'obéissance à l'égard de leurs chefs [1]. Veut-on un exemple de cette cruauté froide, de cet orgueil méchant qui les caractérise ? qu'on relise le récit de leur séjour dans la malheureuse ville de Milan ; leur imagination s'ingénie à inventer des tortures et des outrages ; enfin la perspective seule de nouveaux vaincus à tourmenter les arrache à leur proie [2].

Les Français paraissent avec leur légéreté, qui les fait s'occuper uniquement de plaisirs et tout livrer à la disposition du hasard, leur fierté, leur mépris, qui leur aliènent les vaincus et ceux mêmes qui les ont appelés [3]. Ils sont vains, inconstants, sans foi dans leurs relations avec leurs alliés, non par perfidie, mais par hauteur et par caprice. Sans prévoyance dans leurs conquêtes, ils savent mieux conquérir que conserver [4], et leur furie, si redoutable au premier choc, ne se soutient pas et ne résiste pas aux fatigues d'une longue campagne [5].

Ce n'est pas ici un portrait fait à plaisir. Si l'on retrouve quelques-uns des traits sous lesquels Tite-Live peint les Gaulois que les Romains eurent à combattre, tous les écrivains du seizième siècle, même les Français, s'accordent à blâmer l'indiscipline et le désordre de nos compatriotes, tout en louant leur courage. Guichardin les avait vus ; il avait combattu tantôt contre eux, tantôt sous les mêmes drapeaux. Il les juge sévèrement mais sans injustice. On comprend qu'il ait été choqué de leurs défauts. Son caractère mesuré, sa rigueur et sa fermeté dans le maniement des affaires s'accommodaient mal d'alliés si mobiles et si peu exacts à tenir leurs engagements ; il devait aussi garder un fonds de colère contre des ennemis dont la promptitude et la vigueur inattendues venaient souvent renverser les plans les mieux combinés et les entreprises les plus sagement conduites.

[1] VI, 3. — [2] XVII, 1 et 3. — [3] II, 2. — [4] IV, 3.
[5] Pour ce détail, voy. presque toutes les batailles et expéditions.

L'Italie est trop diverse dans ses parties, et aux yeux de l'historien même était trop désunie, pour qu'il ait cherché à nous donner un portrait général des Italiens. Il se contente, au commencement du premier livre, de quelques lignes qui sont encore moins un portrait que le tableau d'une situation : « L'Italie « était pleine des hommes les plus remarquables dans l'admi-« nistration des choses publiques, et de talents illustres dans « toutes les sciences, tous les arts et toutes les industries ; elle » ne manquait pas pour le temps de gloire militaire, et tous « ces dons l'illustraient justement aux yeux des autres nations. »

Mais les différents peuples de l'Italie passent sous nos regards avec leur principaux caractères. Les Romains, sous la puissance des papes, enrichis par les tributs de l'Europe, sont avides et lâches ; ils ne savent ni donner leur argent pour prévenir le sac de leur ville, ni la défendre avec courage [1].

Les Napolitains, toujours mobiles, se refroidissent avec rapidité pour les souverains qui les gouvernent ; immodérés dans leurs espérances, ils ne portent jamais la patience jusqu'où il est nécessaire, et déclament sans cesse contre le présent ; légèreté qui caractérise le peuple en général, mais qui appartient d'une façon plus marquée aux habitants du royaume de Naples, nation la plus inconstante de toute l'Italie [2].

Les Milanais sont comme eux disposés au changement, mais de plus, dans leurs mouvements, violents et terribles[3]. Guichardin n'aime guère ces populations diverses parmi lesquelles il n'a fait que passer et dont il a vu surtout les défauts. Il juge aussi sévèrement les Bolonais. Leur ville par le nombre de ses habitants, la fertilité de son territoire, l'opportunité de sa situation était une des premières d'Italie. Mais ils ne reconnurent pas leurs vrais intérêts. C'était leur avantage d'être annexés au domaine de l'Église, et pourtant ce n'est qu'à grand peine et malgré eux que Jules II les y incorpore. Guichardin parlerait-il de même aujourd'hui ? Je veux bien croire que de son temps on ne pouvait prévoir les nombreux embarras qu'oc-

[1] XVIII, 3. — [2] II, 2. — [3] IV, 4, 5 ; X, 2, XI, 4.

casionnerait la souveraineté temporelle du pape, quoique lui-même avoue quelque part combien elle avait déjà été nuisible à l'Italie. [1] Mais en supposant que la domination papale ait été meilleure que celle des Bentivogli à une époque donnée, je crois ici Guichardin entraîné par ce sentiment administratif qui empêche de concevoir le goût de la liberté contraire au pouvoir que l'on sert, et qui fait regarder comme un crime tout désir d'indépendance.

Les Pisans, écrasés par les Florentins, n'ont de particulier que leur acharnement dans la lutte[2]. Mais trois peuples sont dessinés avec plus de détail que les autres; ce sont ceux qui représentent vraiment alors les Italiens; je veux parler des Génois, des Vénitiens et des Florentins.

Les premiers, rudes marins agités par deux grandes factions, passent, sans cesse, au gré de leurs chefs, de l'extrême soumission à l'égard des Français, à la révolte, jusqu'à ce qu'ils rencontrent un grand homme désintéressé, Doria, et qu'ils prennent le parti, le plus singulier, mais le plus énergique pour faire cesser leurs troubles intérieurs. [3]

Les Vénitiens sont dépeints avec leur ambition sourde, leur mauvaise foi perpétuelle, leurs hésitations égoïstes, mais leur sage esprit de conduite, leur résignation dans les revers, leur pardon des injures, pourvu que leur puissance subsiste et s'agrandisse. Guichardin ne semble ni les aimer ni les approuver, mais il ne peut s'empêcher d'être frappé comme on l'était généralement de son temps des éléments de durée que renfermait cet état, et de concevoir pour lui une vive admiration. [4]

Ceux pourtant qui paraissent réellement ses préférés malgré les reproches qu'il leur adresse, le blâme qu'il leur inflige souvent, ce sont les Florentins, et, s'il y a là, on ne peut le nier, une affection de compatriote, il y a aussi une sympathie d'artiste. Malgré leurs vaines et stériles agitations, leur incapacité

[1] IV, 5. — [2] Les huit premiers livres, *passim*. — [3] VII, 2; XIX, 3.
[4] On ne peut guère indiquer ici un endroit particulier. Il n'y a pas, à proprement parler, de portrait de Vénitiens; mais ils sont trop mêlés à la politique pour qu'il ne soit pas question d'eux presque à chaque page.

à s'organiser, ils ont une vivacité de sentiments, une bonne foi dans leurs relations, par exemple avec la France qui les abandonne si souvent, enfin un caractère qui les rend la population la plus aimable de l'Italie. Ils ont le génie vif et pénétrant, plutôt que grave et mûr [1], mais ces qualités et ces défauts mêmes leur concilient tous les esprits, et Guichardin aussi, malgré ses colères contre l'ingratitude de ses concitoyens, est pris par le charme. C'est à eux qu'il revient sans cesse dans les fréquents changements de sa carrière, et quand il parle d'eux et de leurs malheurs, peut-être seulement alors trouve-t-on quelque trait d'émotion véritable dans ce qu'il en dit [2].

Un grand nombre de portraits des principaux personnages du temps ont leur place dans l'histoire d'Italie. Tour à tour passent sous nos yeux les papes, les rois, les princes, les politiques, les généraux; l'abominable Alexandre VI [3], l'ambitieux Jules II[4], Adrien VI, qui n'est qu'un barbare[5], Léon X[6], dont le règne n'a pas répondu aux espérances qu'il avait fait concevoir, Clément VII [7], indécis, ingrat et faible, Paul III [8], qui une fois cardinal s'est mieux conduit qu'on ne devait l'attendre d'un homme élevé à cette dignité par l'infamie.

Nous voyons le perfide Ferdinand le Catholique, à qui Guichardin ne marchande pas l'éloge, [9] le prodigue et mobile Maximilien [10], le présomptueux et léger Charles VIII [11], Louis XII [12], François Ier [13], le premier Ferdinand de Naples, ce prince habile qui avait su maintenir si longtemps l'équilibre de l'Italie [14], enfin Sélim, le terrible sultan destructeur des Mamelucks d'Egypte [15].

A côté des rois viennent les princes; César Borgia dont le portrait n'est point directement tracé par l'historien qui le place dans la bouche des ambassadeurs de Venise au roi de France [16], Laurent [17] et Pierre [18] de Médicis, Ludovic Sforza [19], le duc de Ferrare. [20]

Les généraux célèbres sont aussi peints avec détail, tels que

6 Voy. *Ricordi*, 403.— 2 XX, et à la fin. 3 I, 1; III, 6.— 4 VI, 2; XI, 4.
5 XIV, 5. — 6 XI, 4; XIV, 1, 4. — 7 XVI, 5; XX, 2. — 8 XX, 2.
9 I, 20; XII, 6. — 10 XIII, 4. — 11 I, 3.— 12 XII, 3. — 13 XII, 3; XV, 5.
14 I, 2.— 15 XIII, 4. — 16 V, 4. — 17 I, 1.— 18 I, 1. — 19 IV, 5. — 20 XIII, 5.

Gonsalve de Cordoue[1], Gaston de Foix[2], Prosper Colonna[3], l'Alviane[4], Trivulce[5], Jean de Médicis[6], Pescaire le traître qui vendit les secrets de la conspiration de 1525.[7]

Parmi les hommes remarquables à divers titres, quelques-uns se distinguent en traits plus marqués, comme Savonarole[8], Soderini[9], les Capponi[10], qui occupèrent surtout l'attention à Florence à des époques différentes, le hardi et souple Morone[11], l'ingrat Joviano Pontano.[12]

Qui choisir dans cette immense galerie pour donner un échantillon de la manière de l'historien? Tout traduire serait infini ; j'ai déjà parlé du portrait de Laurent de Médicis, j'y ajouterai ceux de Ferdinand le Catholique, le modèle pour Guichardin du prince habile et heureux, de Clément VIII qu'il a surtout servi, de Prospero Colonna, dont les talents militaires l'ont vivement frappé malgré ses défauts, enfin de Morone, le politique audacieux et sans scrupule, qui, instigateur de tant de mouvements divers, passa par tant de fortunes, et soutint tant de causes. Guichardin a vu de près tous ces hommes ; ses relations avec eux ont été nombreuses et fréquentes. Nous pourrons ainsi mieux juger de son esprit d'observation et du caractère de sa critique à l'occasion d'un roi, d'un pape, d'un homme de guerre et d'un politique.

« Ferdinand d'Aragon fut un prince d'une sagesse et d'une
» vertu admirable, et s'il eût été fidèle à ses promesses, on ne
» pourrait rien reprendre en lui. Son épargne, dont on l'a
» blâmé, est justifiée par sa mort ; car après avoir régné quarante-
» deux ans il ne laissa aucun trésor amassé. Mais il arrive
» souvent par le faux jugement des hommes que, dans les rois,
» on loue plutôt la prodigalité, bien que l'avidité l'accompagne,
» tandis qu'à l'économie se joint la modération à l'égard du
» bien des autres. Au rare mérite de ce roi s'ajoute le bonheur le
» plus rare et qui dure toute sa vie, si l'on excepte la mort de

[1] VII, 3 ; XII, 6. — [2] X, 4. — [3] XV, 3. — [4] XII, 5. — [5] XIII, 4. — [6] XVII, 5. XVI, 5. — [8] III, 6. — [9] XI, 2, surtout. — [10] I, 4 ; XVIII, 3. — [11] XVI, 3. [12] II, 3.

» son fils unique ; les coups qui le frappèrent dans sa femme, sa » fille, son gendre, furent cause que jusqu'à sa mort il conserva » sa grandeur. La nécessité où il se trouva de partir après la » mort de sa femme fut un jeu plutôt qu'une épreuve de la for- » tune. Dans tout le reste son bonheur fut complet. Second fils » du roi d'Aragon, il dut à la mort de son frère aîné ce royaume ; » son mariage avec Isabelle lui donna celui de Castille ; il chassa » victorieusement les adversaires qui le lui disputaient, conquit » le royaume de Grenade possédé par les ennemis de notre foi » depuis un peu moins de huit cents ans, ajouta à son empire » le royaume de Naples, celui de Navarre, et plusieurs ports » importants des côtes d'Afrique, toujours supérieur à ses en- » nemis qu'il semblait dompter ; et en cela manifestement la » fortune paraît unie à l'habileté, il couvrit toutes ses ambitions » du voile d'un zèle religieux honorable et d'une sainte ardeur » pour le bien public.

« Clément VII mourut odieux à la cour, suspect aux princes » et avec une renommée plus chargée qu'honorable. On le » jugeait en effet avare, peu fidèle et mal disposé naturellement » à faire du bien. En conséquence, quoique, dans son ponti- » ficat, il eût créé trente et un cardinaux, il n'en créa pas un » seul de son propre mouvement, mais comme obligé par la né- » cessité. J'en excepte le cardinal de Médicis, qu'il nomma au » temps où il était gravement malade et laissait les siens réduits » à mendier et privés d'appui. Encore le créa-t-il, poussé par » d'autres plutôt que spontanément ; et néanmoins, dans ses ac- » tions, il eût montré de la gravité, de la circonspection, de la » force à se maîtriser soi-même, de la capacité, si la timidité » n'eût plus d'une fois altéré son jugement. »

« Prospero Colonna fut un capitaine certainement de grand » renom pendant tout le cours de son existence, mais dans les » dernières années de sa vie, il parvint à la réputation et à l'au- » torité la plus grande ; il était habile dans l'art militaire et » d'une expérience consommée ; toutefois il manquait de promp- » titude ponr saisir les occasions que lui pouvaient fournir le » désordre ou la faiblesse des ennemis ; comme aussi par sa pru-

» dence il ne leur laissait pas le moyen de l'accabler. Il était lent
» dans ses actions et eût mérité le titre de temporiseur ; on lui
» doit l'éloge d'avoir fait la guerre avec le conseil plus qu'avec
» l'épée, et il enseigna à défendre les états sans s'exposer, sinon
» par nécessité, à la fortune des armes. »

« Jérôme Morone, par son esprit, son éloquence, sa promp-
» titude, son génie inventif, à cause de la résistance remar-
» quable qu'il opposa souvent aux coups de la fortune, fut un
» homme, en notre temps, digne de mémoire. Il l'eût été plus
» encore, si ces dons eussent été accompagnés d'une âme plus
» sincère et amie de l'honnêteté, et d'un jugement assez mûr
» pour que ses desseins ne fussent pas souvent téméraires et
» effrontés plutôt que justes et circonspects. »

Bien d'autres sont encore décrits, mais plus rapidement, seulement par un mot jeté en passant, par le jugement dont leur conduite est l'objet, par la manière dont l'auteur les fait agir dans son ouvrage. Sans les citer tous, il suffit de nommer le duc d'Urbin, Bourbon, Lautrec, l'évêque de Gurck, les chefs de parti, les Adorni et les Fregosi à Gênes, les Baglioni à Pérouse, les Petrucci à Sienne, les Condottieri de la Romagne, employés puis détruits par le terrible duc de Valentinois, enfin ceux qui servent dans les armées de la France ou de l'empereur, Renzo da Ceri, Frédéric de Bozzolo, Guido Rangone, la foule nombreuse des Orsini et des Colonna. Je ne regrette qu'une chose, c'est de ne point voir un portrait assez détaillé d'André Doria. Cette grande figure, malgré ses défauts italiens, ses mœurs de condottiere, a par son désinteressement quelque chose d'antique et d'extraordinaire. Il est vrai que c'est dans le dernier livre surtout que se présente l'occasion de faire valoir son dévouement[1] ; or l'on sait que le temps fit défaut à Guichardin pour terminer son histoire, et combler de nombreuses lacunes ; mais peut-être aussi le côté admirable de Doria lui a-t-il échappé, et n'a-t-il pas bien compris en le voyant cet oubli de soi-même qu'il vante pourtant dans ses œuvres politiques.

[1] XIX, 3.

Les femmes ont joué un rôle important au XVIe siècle. Nous les trouvons mêlées à toutes les grandes affaires. Les personnages si différents de Lucrèce Borgia, d'Anne de Bretagne, de Louise de Savoie, de Marguerite de Flandre sont devenus célèbres à cause de l'influence directe ou indirecte qu'elles ont exercée sur les événements de l'Italie. Guichardin en dit peu de chose. Lucrèce Borgia n'est nommée qu'en passant[1]; les négociations de la paix des Dames sont énumérées dans leurs détails sans qu'on voie une analyse profonde du caractère des négociatrices[2]. La grande Isabelle de Castille n'a qu'une mention de deux lignes : « Isa-» belle reine d'Espagne mourut aussi vers la fin de cette année » 1504. Cette vertueuse princesse s'était concilié l'estime de ses » sujets par sa grandeur d'âme et sa prudence[3]. » Cependant Guichardin trouve quelques expressions assez vives pour nous émouvoir sur le sort d'Isabelle d'Aragon[4], la femme du malheureux Galéas Sforza, et pour nous faire admirer le courage de Catherine Sforza à Forli[5]. Mais son esprit est trop politique pour pénétrer dans les replis des caractères féminins. Il ne peut alléguer l'excuse de Thucydide et de Polybe au temps desquels les femmes n'avaient aucune influence : l'absence de portraits de femmes est un défaut réel dans son histoire.

Dans tous les portraits qu'il a tracés, l'historien a voulu nous donner des personnages l'idée la plus exacte et la plus complète ; il a cherché dans ses souvenirs, il a rassemblé ses remarques ; il a mis en œuvre la pénétration et la sagacité qui le distinguent. Mais nous-mêmes quelle impression recevons-nous de ses essais ? Il est temps de la résumer. Aucun historien n'échappe absolument à la nécessité de mêler des portraits à ses écrits. Tous ne réussissent pas également à les achever, tous n'atteignent pas le même degré de perfection. Qu'est-ce donc qu'un portrait ? Est-ce une suite de détails et d'observations sur les personnages, est-ce seulement une analyse fine et habile, mais abstraite de leurs pensées, de leurs sentiments, des mobiles de leur conduite ? Non certes. Il faut quelque chose de plus, il faut

[1] V, 3. — [2] XIX, 5. — [3] VI, 4. — [4] I, 3. — [5] IV, 5.

que les hommes, que les peuples se meuvent, agissent, vivent réellement. Il faut que nous soyons plus frappés de ce qu'ils font que de ce qu'en pense l'historien. Il est donc nécessaire de choisir les circonstances, de les disposer dans le récit avec un art qui les fasse saillir, et leur donne du relief sans ralentir le mouvement de l'action. C'est là ce qui rend si admirables les portraits de Tacite. En outre le principe en vertu duquel il juge ceux qu'il met en scène, et qui est celui de la morale, accessible à tous et par tous vivement senti, lui permet de donner à ses figures un coloris plus varié et plus éclatant.

Le pittoresque et le pathétique manquaient aux récits et aux descriptions de Guichardin. Le même reproche peut être adressé à ses portraits. Ils manquent de vie. L'aspect sous lequel l'auteur envisage les hommes et les choses ne pouvait guère lui donner la passion nécessaire pour les examiner. Sans cesse préoccupé de de vues politiques, cherchant toujours l'enseignement de l'expérience, étudiant quelle qualité est utile, quel défaut nuisible pour la réussite d'entreprises d'un genre tout spécial, il ne peut s'élever bien haut, ni s'enflammer d'un grand enthousiasme. Sa louange et son blâme portent sur des choses que le lecteur ne conçoit qu'avec réflexion. Chez lui, il y a plus d'estime que d'admiration, de mécontentement que d'indignation. Il est sincère dans les jugements qu'il porte, mais ses sentiments ont un niveau qu'ils dépassent rarement, et l'esprit trouve chez lui plus à s'aiguiser que l'âme à se nourrir.

Les grandes figures perdent donc de leur caractère; leurs traits se rapetissent. Ce ne sont plus des hommes violemment émus de passions puissantes, ce sont de froids calculateurs plus ou moins bien doués, et plus ou moins attentifs. Que deviennent dans ce système l'abominable Alexandre VI, le terrible César Borgia; le fougueux Jules II, Saronarole, le vindicatif Bourbon? L'auteur a vu ce qu'ils étaient, il ne l'a pas senti; il ne nous présente que des images effacées, de pâles esquisses de la réalité. Que l'on compare l'idée que donne de Borgia la lecture du Prince de Machiavel, et celle des pages que lui a consacrées Guichardin, la différence apparaîtra du premier coup. C'est que l'un est plus

artiste que l'autre, qu'il a l'âme plus ardente, plus élevée, plus capable de concevoir ce que peut la nature humaine dans le bien comme dans le mal; l'autre, caractère moyen, mesure toujours tout à lui-même; il comprend, il voit ce qui est grand; mais il le comprend seulement. Quand il faut le rendre et l'exprimer, il ne le peut, il s'arrête en deçà de la vérité; s'il veut juger, il moralise, mais sans élévation ni profondeur.

Ce qu'il peint le mieux, ce sont d'abord les peuples. Il y a dans les multitudes des caractères généraux que la sagacité saisit, et en même temps comme le trait n'est qu'une résultante de mille circonstances particulières, tout arrêté qu'il est, il n'a pas la détermination, la netteté qu'il offre dans un homme. Il reste vrai sans avoir besoin de se préciser au même degré. Ce sont ensuite les natures indécises, irrésolues, les Charles VIII, les Clément VII, sans cesse à tergiverser, à abandonner leurs projets, à y revenir, à prendre des demi-mesures; ou bien les rusés politiques, Ferdinand, Morone, les tacticiens, Colonna, Trivulce, Alviane; Guichardin méprise les uns, admire les autres; mais comme en eux tous, l'âme est médiocre, les qualités et les défauts les plus saillants sont ceux de l'esprit; aussi les saisit-il, et sait-il mieux nous les montrer. Il est enfin une série de portraits qui chez lui attirent particulièrement l'attention; ce sont ces Italiens si nombreux qui occupent tous les rangs secondaires, ces hommes d'état de petites républiques, ces ambitieux qui veulent asservir une cité, ces condottieri qui commandent une compagnie, un corps d'armée, une armée même, mais comme mercenaires, et toute cette foule aux vues mesquines, aux passions vives, mais s'exerçant sur de petits objets, les Baglioni, les Petrucci, les Rangone, les Ceri, les Vitelli. La raison s'en aperçoit facilement. Guichardin est l'un d'eux, plus honnête que la plupart; mais il les a vus, il a vécu avec eux; c'est eux surtout qui ont été l'objet de ses admirations et de ses haines. Ils ont fait comme lui de la guerre, de la diplomatie, un art compliqué, raffiné, aimé pour lui-même indépendamment du but, et des profits. Ce sont donc eux qui naturellement vivront le plus dans son histoire.

§ 8. LES HARANGUES

Dans Guichardin se lisent un grand nombre de harangues à la façon antique; c'est un signe de l'époque.

Introduit dans l'histoire par Thucydide et accepté par la plupart des grands historiens qui lui succèdent, Xénophon et Polybe chez les Grecs, Salluste, Tite-Live et Tacite chez les Romains, cet usage de faire longuement parler les personnages mis en scène par l'écrivain trouve même dès les temps anciens plus d'un contradicteur. César n'a inséré qu'un seul discours en style direct dans la guerre des Gaules [1]. Trogue-Pompée s'etait complétement abstenu de ces harangues qu'il regardait comme une atteinte à la vérité et un hors-d'œuvre des historiens. Diodore [2] se prononce aussi contre cette habitude, ou du moins l'abus auquel elle avait donné lieu. Avec la renaissance, l'imitation des anciens ramena les discours dans les œuvres historiques, et chez nous Mézeray y trouva l'occasion d'écrire des morceaux loués même de Voltaire. Pourtant les modernes semblent avoir rompu avec ce procédé universellement décrié. Voltaire [3] dit qu'une harangue mise dans la bouche d'un héros qui ne la prononça jamais ne peut guère être considérée que comme un beau défaut. Lui-même dans ses ouvrages historiques a évité de présenter d'une façon trop affirmative les paroles qu'il prête à ses personnages. Pourtant il arrive dans l'histoire tel moment où la vivacité de l'action semble commander à l'écrivain de quitter la forme toujours un peu longue et traînante du style indirect, surtout s'il se prolonge. Les grands maîtres de notre école ont résolu cette difficulté par la coutume d'insérer les pièces justicatives comme témoignage de leurs affirmations. Je ne parle pas des écrivains qui font de l'histoire une mosaïque de différents styles ; mais pour ne citer que les plus grands, si l'on ouvre les

[1] VII, 77. — [2] XX, 1, 2. — [3] *Dict. Philos.* art. *Éloquence.*

livres de M. Thierry, de M. Guizot, de M. Thiers, on y rencontrera une analyse détaillée, aussi exacte qu'il est possible des discours qui furent prononcés dans les diverses circonstances qu'ils rapportent. Si le ton de l'orateur ou la valeur littéraire de son style le permet, ils entremêlent cette analyse de fragments authentiques, ou bien en modifient un peu l'expression, tout en offrant comme garantie de leur sincérité l'indication de la source à laquelle ils ont puisé, ou souvent même en note le texte officiel qu'ils ont consulté. C'est là ce me semble, le meilleur moyen de sauvegarder à la fois les intérêts de la vérité et ceux de l'art. Mais du temps de Guichardin ces expédients n'étaient pas encore connus. Les yeux fixés sur l'antiquité, que l'érudition du siècle précédent venait surtout de leur révéler dans toute sa splendeur, les hommes du seizième siècle ne croyaient pas que l'on pût faire autrement et mieux. Tous en Italie imitent et même transcrivent les anciens. Machiavel a fait passer sous le nom de ses personnages des fragments entiers de Tite-Live. Tous ses contemporains et ses successeurs ont fait de même. Varchi, Segni, Paul Jove multiplient les discours et les morceaux oratoires, s'imaginant ainsi marcher sur la trace de Thucydide, de Salluste, de Tite-Live. Il n'y avait pas de raison pour que Guichardin, daus une œuvre qu'il a cherché à rendre aussi parfaite que le lui a permis son talent, se dispensât de faire comme eux. Ceux qui, quelques années après, ont à cette occasion suspecté sa véracité, lui reprochaient une faute dans laquelle ils fussent tombés, s'ils eussent été à sa place. Il faut donc, puisque l'historien Florentin adopta ce procédé, apprécier la façon dont il s'en est servi, et juger ses discours comme on jugerait ceux des anciens, ses modèles.

Ils revêtent chez lui les mêmes formes que chez eux : tantôt le personnage est censé prendre directement la parole, tantôt usant des facilités que lui offre la langue italienne, pour développer une longue suite de périodes dépendant toutes d'un même verbe, l'auteur emploie le style indirect. Les harangues proprement dites sont au nombre d'une trentaine environ; les morceaux divers traités d'une autre manière sont un peu plus de quarante.

Toutes les circonstances ont fourni à Guichardin des matières d'exercice à son éloquence. Il fait parler les généraux et les officiers à la tête de leurs soldats, les chefs de parti devant le peuple, les ambassadeurs à la cour et dans les conseils des princes. Les peuples se plaignent de leurs misères, ou débattent leurs intérêts au tribunal de leur vainqueur ; les sénateurs et les magistrats consultent dans les assemblées. L'on ne peut nier que le talent de Guichardin n'ait montré une remarquable souplesse ; mais il est partout et toujours entaché de grands défauts, dont les uns le reprennent, et les autres le defendent. La longueur, la prolixité, la monotonie y sont manifestes. Juste Lipse [1] avait déjà fait cette critique, ainsi que Montaigne qui reconnaît que parmi ses discours [2] *plusieurs sont enrichis de beaux traits*, mais qui lui reproche de *s'y trop complaire et d'en devenir lasche et sentant un peu le cacquet scholastique.* Parmi les modernes, Corniani [3] prétend que la longueur et la froideur de ses harangues ôtent créance aux faits. Ginguené admet pourtant qu'elles brillent par la solidité des pensées et par l'éloquence. Enfin Rosini fait tous ses efforts pour justifier le dessein de Guichardin dont il compare certains discours à ceux de Tite-Live, de Thucydide et de Xénophon. L'examen et l'analyse de quelques-unes de ces pièces nous permettra d'en juger en connaissance de cause.

Je choisis parmi les harangues militaires celle de Gaston de Foix avant la bataille de Ravenne [4], citée par le P. Nicéron et par Rosini comme l'une des meilleures, celle de l'officier suisse Mottino, au siége de Novarre en 1513 [5], enfin celle du cardinal de Sion pour exciter les Suisses contre la France en 1515 [6]. Elles ont le même objet toutes trois ; mais les orateurs ont un caractère assez différent pour exiger de l'écrivain de la variété et modifier le ton qui convient à chaque situation.

L'exorde du discours de Gaston de Foix est un peu long, et par cela même convient mal au personnage ; il suffit d'ouvrir les

1 Not. ad I^um lib. *Polit.* cap. 3. — 2 Par ce terme Montaigne n'entend pas seulement les harangues, mais aussi les discussions et les réflexions. A mon gré c'est surtout aux harangues que le reproche s'applique. — 3 *Secol. dell. litter. ital.* T. I, p. 359. — 4 X, 3. — 5 X, 5. — 6 XII, 5.

mémoires du temps, ceux du Loyal Serviteur, de Fleuranges, pour voir que les vaillants capitaines français d'alors, quelque délicatesse qu'ils eussent dans le cœur et dans l'esprit, disposaient moins savamment leurs périodes et trouvaient un langage plus énergique. Les raisons sont exactement présentées. Les résultats de la victoire seront immenses, Ravenne, les Romagnes, Rome, Naples fourniront aux troupes un ample butin, et d'ailleurs les soldats n'ont en face d'eux que des ennemis qu'ils ont déjà vaincus, et qui ne les ont surpassés que grâce à des avantages de terrain et de nombre. Enfin une invective contre le pape et l'un des généraux ennemis, Fabrizio Colonna, termine le discours. Il y a réellement de l'éloquence dans ce morceau, mais elle est ternie par un défaut capital ; à part les circonstances particulières qui y sont rapportées, rien ne convient au personnage et à ceux qu'il harangue. La péroraison ne s'adresse-t-elle pas aussi bien à toute autre armée et ne peut-elle se placer dans la bouche de tout autre chef ? « Mais pourquoi m'étendre davan-
» tage ? pourquoi, avec des encouragements superflus pour des
» soldats si valeureux, retarder la victoire de tout le temps que
» j'emploie à vous parler ? Marchez en avant comme on vous
» le commandera, certains que ce jour donnera à mon roi l'em-
» pire de l'Italie, avec ses richesses. Moi votre capitaine, je serai
» toujours en tout lieu à vos côtés et j'exposerai comme de cou-
» tume ma vie à tous les dangers, heureux plus qu'aucun capi-
» taine, puisque par la victoire d'aujourd'hui j'ai l'occasion de
» rendre mes soldats plus riches qu'armée ne l'a jamais été
» depuis trois cents ans. [1] »

[7] Voici le discours que le Loyal Serviteur attribue au même Gaston de Foix : « Or les cappitaines assemblez, commença sa parole le gentil duc de Nemours, et leur dit : « Messeigneurs, vous voyez le pays où nous sommes, et comment vivres nous défaillent ; et tant plus demourerions en ceste sorte et tant plus languirions. Ceste grosse ville de Ravenne nous fait barbe d'un costé ; les ennemis sont à la portée d'ung canon de nous ; les Véniciens et les Suisses, ainsi que m'escript le seigneur Jehan Jacques, font myne de descendre ou duché de Milan, où vous savez que nous n'avons laissé gens, sinon bien peu. Davantage, le roy mon oncle me presse tous les jours de donner la bataille ; et croy qu'il m'en presserait encores plus, s'il sçavait comment nous sommes abstraincts de

Le discours du Suisse Mottino, ceux du cardinal de Sion sont conçus dans le même esprit. Changez dans le premier le nom de Sforza, des Français, des Suisses, des Allemands, vous réservant de remplacer le souvenir de Novarre par d'autres suivant qu'il vous conviendra, et vous aurez des exhortations propres à toute histoire; défaut capital, non pas seulement au point de vue de la vérité, mais au point de vue même de l'art, et qui fait que ces harangues manquent de la principale des qualités, la propriété et la convenance.

Aurait-il mieux réussi dans les pièces qui veulent du pathétique, dans le genre touchant ? Qu'on relise le discours des Vicentins au prince d'Anhalt pour obtenir le pardon de leur révolte[1], ou celui d'un Milanais à Bourbon en 1527[2], on y trouvera les mêmes caractères, une élégance soutenue, une abondance de paroles rares, mais souvent excessive. Aucun trait saillant ne vient réveiller l'attention, ou si par hasard une énumération, une antithèse, une figure un peu hardie, un argument plus puissant, colorent un instant le style de l'orateur, une épithète oiseuse, un tour traînant, l'allanguissent tout de suite. Qu'est-ce que l'interminable période qui ouvre le discours des Vicentins et se continue pendant quinze lignes environ? Le supplice immédiat et violent que les Milanais réclament, au lieu des tortures sans fin qu'on leur inflige, a-t-il besoin d'être si complaisamment décrit?

vivres. Par quoy, ayant regard à toutes ces choses, me semble pour le prouffict de nostre maistre et pour le nostre, que plus ne devons relayer, mais avec l'aide de Dieu qui y peult le tout, aillons trouver nos ennemys; si la fortune nous est bonne, l'en louerons et remercierons; si elle nous est contraire, sa voulonté soit faicte. De ma part et à mou souhait, povez assez penser que j'en désire le gaing pour nous, mais j'aymerois mieulx y mourir qu'efle feust perdue; et si tant Dieu me veult oublier que je la perde, les ennemis seront bien lasches de me laisser vif, car je ne leur en donnerai pas les occasions. Je vous ay icy tous assemblés, affin d'en prendre une occasion ». *Le bon Chevalier sans paour et sans reprouche par le Loyal Serviteur, ch.* LIV. Il est possible que cette harangue soit inventée comme celle de l'Italien, et cela même est probable. Mais quelle différence, et comme il est plus à penser qu'un chevalier français a dû s'exprimer ainsi !

[1] IX, 1. — [2] XVII, 3.

Au Xe livre [1], deux Romains, Antimo Savelli et Pompeo Colonna, excitent leurs concitoyens à la révolte contre Clément VII. S'ils eussent ainsi parlé, on ne les eût guère écoutés jusqu'au bout, ou du moins l'auditoire capable de saisir toute la finesse et la liaison de leurs raisonnements n'eût pas été celui qui fait les émeutes. Ne comparent-ils pas la tyrannie pontificale à celle du soudan d'Egypte et des mamelucks pour donner encore l'avantage à ces derniers. Étrange rapprochement qui ne touche personne, et qui fait peut-être admirer l'érudition de l'orateur mais qui laisse des doutes sur la justesse de son esprit.

Les discours politiques proprement dits sont au contraire réussis. Il n'y faut pas autant de mouvement, ou du moins ceux qui parlent étant de graves personnages, qu'on n'interrompra pas et qui exposent avec méthode leurs arguments, on s'y choque moins des défauts que je viens de signaler. L'exhortation du cardinal de St-Pierre aux Liens, depuis Jules II, pour engager Charles VIII à descendre en Italie a dans une mesure convenable l'impétuosité qui convient au caractère de l'orateur [2]. On conçoit qu'un homme d'église, emporté et véhément, ait ainsi parlé. Malgré trop de longueurs, malgré trop d'allusions classiques à la gloire et à la honte, trop d'interrogations qui rappellent l'école, les raisons se présentent et se suivent avec assez de solidité, partant des préparatifs et des concessions qu'a faits le roi pour tenter l'entreprise, lui remémorant les succès déjà obtenus et lui montrant la victoire certaine. La plaidoirie des Pisans et des Florentins devant le roi de France est moins heureuse [3]. Les arguments politiques sont bien suivis et complètement présentés. Mais il fallait ici, surtout dans la harangue des Pisans beaucoup de ce pathétique dont manque Guichardin dans ses narrations aussi bien que dans ses discours. L'auteur l'a cherché; mais je laisse à juger s'il l'a trouvé dans ce passage qui pourtant en affecte la forme: « Ils priaient donc le roi avec » des larmes, qu'il devait regarder comme les pleurs déso- » lés de tout le peuple Pisan misérablement prosterné à ses

[1] Ch. 1. — [2] I, 3. — [3] II, 1.

» pieds, de se souvenir de la pitié et de la justice qui lui avait » fait rendre aux Pisans leur liberté injustement ravie ; ils lui » demandaient que comme un prince constant et magnanime » il leur maintînt ce bienfait, choisissant d'être appelé le père et » le libérateur de cette cité, plutôt que, en les remettant sous » une si cruelle servitude, de se faire l'instrument de l'ava- » rice et de la cruauté des Florentins. » Ce flux de mots, cet amas d'adjectifs, cet enchevêtrement de propositions incidentes, n'attarde-t-il pas la pensée et n'étouffe-t-il pas l'émotion ?

J'ai analysé dans le IIe chapitre un assez grand nombre de ces débats qu'il place dans les sénats, les conseils des princes ou les assemblées populaires, pour qu'on puisse se faire une idée de sa manière. Je me contenterai donc de signaler les harangues contradictoires qu'il fait prononcer aux Vénitiens, aux Florentins, aux Français et aux Espagnols. Dans la grande histoire elles sont plus soignées, le style est moins lâche, sans pourtant avoir un tissu bien serré ; en revanche les renseignements précieux qu'elles contiennent sur la politique sont souvent moins précis et moins abondants ; ils ont fait place à la rhétorique et au lieu commun, ces beautés vulgaires négligées dans les premières esquisses et prodiguées dans le tableau complet. Parmi les plus remarquables néanmoins il est juste de citer le véhément discours du doge Lorédan qui exhorte le sénat et la jeune noblesse vénitienne à défendre Padoue[1], l'habile discusssion du duc d'Albe sur la nécessité de ne pas rendre la liberté à François Ier[2], enfin les deux harangues de Paolantonio Soderini et de Guidantonio Vespucci sur le gouvernement de Florence[3]. Dans ces deux morceaux qui sont comme un résumé des arguments allégués par le même Soderini et par Pierre Capponi dans le traité del *Reggimento*, les différentes vues qui partageaient alors les esprits à Florence, sont exposées avec une clarté et une netteté singulières, et je n'hésite pas à les placer parmi les meilleurs. On sent que l'auteur possède pleinement son sujet, qu'il a vu ces luttes oratoires, et que le ton lui en est familier.

[1] VIII, 4. — [2] XVI, 2. — [3] II, 1.

Mais pour résumer l'impression générale que font éprouver les harangues de Guichardin, on trouve plus à reprendre qu'à louer. Avec son système, il peut y avoir de la vérité historique dans une certaine mesure; si l'historien sait se mettre à la place de son personnage, écrire ce qu'il a pu penser, et parler d'après sa nationalité, sa condition, son âge. Ce n'est guère ce qu'a fait Guichardin. Il ne sait pas, comme Thucydide, dans chacune de ses harangues, traiter profondément un des grands points de droit public qui occupent son temps. Les principes ne sont pas assez fixes ou assez distincts dans son esprit, pour qu'il puisse entreprendre une pareille œuvre, pour qu'il y songe même. Il n'a pas, comme Tite-Live, rencontré cette vérité du sentiment qui rend si attachante la lecture des anciens. Cette impassibilité qui l'accompagne au milieu des événements de sa carrière politique, cette impassibilité pour tout ce qui ne touche pas sa famille et son parti, l'empêche d'entrer dans les passions diverses de ses personnages. De là un défaut frappant de propriété dans ce qui tient à l'art oratoire. Une fois hors de la discussion des faits mêmes, discussion dans laquelle il déploie un mérite éminent mais non pas d'orateur, il tombe dans des banalités brillantes, mais vides et communes. La forme du discours direct désoriente alors et déconcerte. L'attribution du morceau fait attendre quelque chose qu'on est surpris de ne pas trouver; ce désappointement s'oppose à ce qu'on sente la subtilité de l'analyse. Leoni, son contradicteur, avait raison de dire qu'une digression personnelle eût mieux valu. Si nous étudions ensuite la manière dont les arguments sont présentés, nous n'y trouverons ni l'enchaînement rigoureux des Romains, comme Salluste et Tite-Live, ni le nerf de Thucydide. Il n'y a là rien qui pique, comme dit Montaigne quelque part. Il tombe dans le pédantisme et la recherche qui affaiblissaient de son temps l'éloquence. Les Florentins laissés à eux-mêmes parlent mieux, plus nettement, avec plus de précision et de charme. Guichardin est verbeux et diffus. C'est un politique qui veut être orateur, mais qui perd son mérite sans acquérir celui qu'il poursuit. Ses harangues sont donc en général un défaut réel dans son livre; il n'a pas su répudier un usage

malheureux ; il n'a pas su non plus en tirer tout le parti qu'il était nécessaire.

§ 9. LES TABLEAUX POLITIQUES ; LES RÉCITS DE NÉGOCIATIONS, LES TRAITÉS ; L'ART DE LA GUERRE.

Jusqu'ici, sous le rapport littéraire, j'ai plus blâmé qu'approuvé l'histoire d'Italie. De grands défauts se sont laissé voir dans le talent de Guichardin. Mais nous voici arrivés à une partie de son livre tout à fait remarquable et qui présente des qualités entièrement originales. Les dispositions qui ont nui au reste ont ici produit un heureux effet. Cette clarté froide, cette netteté et cette précision de détail excessives, qui ôtent à l'ensemble de la force et de la grandeur, aux récits, aux portraits, aux discours, le pathétique et le pittoresque, contribuent à donner la perfection à ces morceaux qui exigent presque uniquement et par-dessus tout une intelligence éclairée et pénétrante.

Les passages dignes de servir de modèle sont en assez grand nombre. Il existe peu de tableaux politiques aussi exacts, aussi méthodiques et aussi intéressants que celui de la situation de l'Italie en 1490 [1]. Ce frontispice en quelque sorte de l'histoire est plein d'ampleur et de majesté. Je passe le débnt lui-même dont j'ai dû critiquer l'esprit et les tendances. Mais une fois entré dans l'exposition des faits, l'auteur les énumère sans confusion et en y portant la lumière. La richesse de l'Italie, sa prospérité, les différentes puissances qui s'y maintenaient côte à côte par un habile système d'équilibre, Laurent le Magnifique, le modérateur de la confédération, aux deux extrémités, le tuteur du jeune duc de Milan, et le roi de Naples, jaloux l'un de l'autre, mais encore en paix, le pape et les Vénitiens contenus malgré la turbulence de de l'un et l'ambition des autres, tout se place à son rang sous les yeux du lecteur. Pourtant l'auteur sait nous indiquer les semences

[1] I, 1.

de troubles que renferme ce calme apparent ; il ne dissimule pas ce que cet état a de factice et bientôt la mort de Laurent, l'élection d'Alexandre VI, l'imprudent désir de supplanter son neveu, allumé chez Ludovic Sforza, viendront jeter le désordre au milieu des Italiens effrayés.

Le passage de Charles VIII est le moment de la plus grande terreur[1]. Quoique un peu trop mêlé de prodiges et de souvenirs classiques des ravages des anciens Gaulois, ce morceau est un des plus soignés de Guichardin. Je citerai de même la description des effets de la descente des Français comparée à celle des Carthaginois avec Annibal. « Son invasion fut le principe non seulement du » renversement des états, de la subversion des royaumes, de la » dissolution des pays, de la ruine des cités, de cruels mas- » sacres, mais encore de nouveaux usages, de nouvelles coutumes, » d'une nouvelle et sanguinaire façon de guerroyer ; de maladies » inconnues jusque là; et les sources du repos et de la concorde » italienne s'altérèrent, de telle sorte que jamais depuis elles » ne se sont rouvertes, et les nations étrangères, les armées » barbares ont pu la fouler aux pieds misérablement et la dé- » vaster.[2] » Il y a là de l'éloquence véritable, un sentiment vif et réel de la situation que ne dépare point la longueur du développement. Le style a moins besoin d'images et de mouvement ; pourtant il en a ce qui lui convient, et, sous sa gravité un peu ornée, il a une teinte triste et solennelle qui produit l'impression la plus complète et la plus juste. Veut-on la peinture du malaise d'une cité qu'une révolution a bouleversée ? Que l'on considère l'aspect de Florence en 1497[3]. L'autorité populaire y règne, mais on n'a pas su y ménager les tempéraments que nécessite la présence d'une classe puissante de nobles et de riches. L'influence de Savonarole, son ascendant religieux, excellent pour détruire la tyrannie, ne savent rien fonder parce qu'ils donnent lieu à l'esprit de secte et de coterie, qu'ils accordent trop à l'entraînement de la parole, et qu'ils manquent de principes politiques justifiés par l'expérience. La guerre étrangère, la disette joignent

[1] I, 3. — [2] *Id. id.* — [3] III, 6.

leurs calamités à ces maux. La trahison, le soupçon se glissent dans les ressorts du gouvernement ; la défiance est partout et l'ennemi est aux portes.

En 1508, Guichardin nous trace encore d'admirables tableaux de la situation des Italiens[1]. « Il faut des remèdes énergiques, » dit-il, en employant une comparaison que nous avons vue dans ses discours, mais à laqnelle il donne ici plus de souplesse et de netteté. Pourtant les peuples avaient moins souffert que les princes: mais les princes (et ce nom désigne aussi bien les chefs de république que les souverains pourvus de titres héréditaires ou électifs à vie), par leur ambition et leur cupidité réduisirent au désespoir, ou indisposèrent par leur hauteur les étrangers qui s'étaient introduits dans le pays et dont il fallait maintenant tenir compte en toute combinaison ; ils appelèrent ainsi de nouveau la misère sur leur patrie, et cette fois une misère plus terrible.

Les considérations du pape Jules II sur la situation de l'Europe sont un morceau de politique précis et achevé dans la forme. On y voit les difficultés, les embarras, les ressources de la situation. Toutes les ligues, toutes les alliances, toutes les intrigues, auxquelles elles donnent lieu, sont développées avec une clarté et une subtilité tout-à-fait extraordinaires. Cette période en est remplie, et la tâche de l'historien consistait surtout à les débrouiller, mais nul ne l'a fait avec plus d'étendue et plus de succès que Guichardin. Où les autres ne disent qu'un mot, il est complétement renseigné, il a des informations qui nous mettent au courant des projets, des tentatives d'accord, des ruptures, des embarras, des négociations, des conventions. Veut-on se rendre compte de la manière dont les princes italiens se coalisent contre Charles VIII? Rien ne manque au second livre[2] pour s'en instruire. La ligue de Cambrai[3], celle que forme Jules II contre la France[4], les divers accords que l'irrésolu Clément VII conclut à diverses reprises avec le roi de France ou l'empereur[5], tout s'y trouve. Les traités sont énoncés avec leurs conditions,

[1] VIII, 1. — [2] Ch. 2. — [3] VIII, 1. — [4] IX, 2. — [5] Voy. les cinq derniers livres.

jugés dans leurs résultats, que le politique historien nous indique et nous laisse prévoir. Il descend dans le détail de leurs clauses, révèle même le secret de la négociation, montre ce qu'on demandait, ce qu'on offrait, la balance qui s'est établie entre les propositions, ce qu'on a enfin obtenu. Et ce n'est pas seulement lorsqu'il s'agit de réconcilier ou d'unir de grandes puissances qu'il est au fait des moindres événements ; rien ne lui échappe même des intrigues les plus ténébreuses. J'ai dit plus haut qu'on ne trouvait pas dans son récit de la conjuration des condottieri contre César Borgia et de la vengeance qu'il tira d'eux tout ce que l'action doit avoir de dramatique et d'animé. Il est vrai ; mais les menées secrètes des deux partis, leurs ruses, leurs machinations sont éclairées de la plus complète lumière[1]. Sans rendre ce récit particulier disproportionné par rapport à l'ensemble, il était difficile d'être à la fois exact et lucide ; Guichardin a résolu le problème. Tout l'artifice se montre à nos yeux sans accaparer notre attention et la détourner de l'histoire. Le grand complot de Morone en 1525 et la trahison de Pescaire[2], les intrigues des conseillers du pape pour l'entraîner, soit du côté du roi de France, soit du côté de l'empereur sont aussi traités d'une façon supérieure[3]. Il faudrait tout citer pour être équitable à l'égard de Guichardin. Les dissertations, les considérations politiques portent chez lui l'empreinte de l'ouvrier. Il parle de ce qu'il sait en homme qui a pratiqué les affaires, qui aime son métier et qui se passionne même au seul souvenir de tout ce qui le concerne. C'est à cela que s'est passée son existence, c'est là où il vit encore par la mémoire. Aussi son style y est excellent: point d'emportement, il n'en faut pas ; point d'ardeur, elle nuirait ; mais point de bassesse ; une égalité noble et mesurée, une parole d'homme d'état qui sait le fort et le faible des choses, qui, sans les déguiser, leur donne la meilleure apparence, ne les orne que pour couvrir juste leur nudité, et leur donner l'ampleur qui les empêche de paraître arides et décharnées. Je ne juge point ici sa politique, c'est chose déjà faite, mais la forme sous laquelle

[1] V, 4. — [2] XVII, 3, 4. — [3] XVI, 5.

il la présente, et ce serait trop d'injustice que de ne pas la louer autant qu'elle en est digne.

La guerre touche de près à la politique, surtout dans ce qui concerne la suite des opérations militaires et l'organisation administrative, l'appréciation de la qualité des troupes. Toute cette matière est traitée avec le plus grand soin par Guichardin, et il y fait preuve des connaissances les plus variées et les plus approfondies. Les mouvements des armées sont décrits avec une grande exactitude ; il les suit dans leurs campements, dans leurs marches, dans leurs progrès ou dans leurs retraites. Les diverses tactiques sont observées avec justesse ; l'impétuosité de la cavalerie française et la supériorité de leur artillerie sont notoires, tandis que leur infanterie est mal instruite et peu estimée. Le courage terrible mais indiscipliné des Suisses et des bandes allemandes, la ténacité des Espagnols, leur agilité, leur sobriété, leur art d'entremêler la mousqueterie aux soldats armés de piques et d'espadons deviennent le sujet de remarques et de développements nombreux. Guichardin déplore mais signale la corruption de la milice italienne, sa lâcheté, son peu de valeur en face des étrangers. Il en excepte les Bandes Noires pleines de vivacité dans les escarmouches et d'ardeur dans les assauts. Il juge encore en connaisseur le talent des généraux. Chez lui les mérites divers de Prosper Colonna, l'habile tacticien, de l'expérimenté Trivulce, du hardi Bourbon ressortent avec tout leur éclat. Au contraire, l'incapacité et l'indulgence funeste de Chaumont, la lenteur et la prudence excessive du duc d'Urbin, la négligence de Lautrec apparaissent avec les malheurs qu'elles ont amenés.

Qu'on relise [1] l'énumération qu'il donne des forces de Charles VIII, et ses explications sur la composition des compagnies, sur les raisons qui excitent le courage des officiers et des soldats, sur la régularité de la paie, l'avantage qu'ils ont d'être tous nationaux, et l'avancement offert même aux simples soldats qui se distinguent, on admirera son esprit d'observation. Il sait comment les Suisses marchent par files, ce qui les rend si re-

[1] I, 3.

doutables aux lignes mal serrées et aux bataillons inégaux et flottants. Il nous dit ce qu'étaient ces anspessades dont il est souvent question dans les armées de cette époque ; il connaît les habitudes des différentes nations; quelles souffrances particulières fait endurer aux Allemands et aux Suisses la privation de la viande et du vin, aux Italiens celle de la farine et du pain. Il est au courant des progrès de l'artillerie, de l'art des mines. Il note les inventions nouvelles, les stratagèmes ingénieux qu'imaginent les divers capitaines ; il rapporte même les incidents curieux qui se produisent dans les batailles et dans les siéges.

Tout cela se développe avec clarté et propriété; s'il s'agit de pareils sujets, il est dans la mesure la plus convenable, sans descendre jusqu'à l'excès du technique, sans se contenter d'une explication trop sommaire et qui ne dit rien à l'esprit, Thucydide, Polybe, César ne sont pas plus complets, et plus instructifs dans les règles de l'art qu'ils ont pratiqué.

De son temps, l'introduction des discussions politiques et militaires dans l'histoire était une nouveauté. Les chroniqueurs qui le précèdent ne savent pas embrasser toutes choses d'une vue aussi générale; ils s'arrêtent à ce qu'ils ont sous les yeux, le décrivent souvent avec fidélité, mais sans entrer aussi profondément dans l'intelligence des causes et des résultats. Ils ne savent pas non plus fondre dans un grand récit les particularités, ni rattacher à l'ensemble les tableaux politiques qu'amène le cours de la narration. Ses contemporains lui sont aussi tous inférieurs sous ce rapport. Je n'en excepte pas même Machiavel, en ne parlant ici que des ouvrages purement historiques du Secrétaire Florentin, son Histoire de Florence et ses Fragments. Les considérations ne se relient pas aussi bien en général au corps du récit que celles de Guichardin ; ce sont plutôt des dissertations sur des questions abstraites et tout à fait en dehors de l'action qui servent de préambule aux différents livres, ou qui, de distance en distance, se distinguent sur le tissu de la composition d'une façon trop spéciale pour y entrer. Guichardin a mieux connu le moyen d'unir les faits aux vues qu'ils font naître. Il est plus vraiment historien, si l'on peut dire, et comme les affaires

n'avaient pas de secrets pour lui, il a été un admirable historien politique.

§ 10. LA LANGUE ET LE DÉTAIL DU STYLE.

La matière des sections qui précèdent m'a déjà mis dans la nécessité d'étudier le style de Guichardin sous le rapport de la composition totale et dans les diverses parties de l'œuvre historique. Mais il reste encore à considérer la langue, la structure ordinaire de la phrase, le choix de l'expression, en généralisant les observations que j'ai déjà eu l'occasion de faire.

Les panégyristes et les critiques se sont exercés sur ce sujet comme sur les autres, en France et en Italie. Je rapporterai le plus grand nombre qu'il me sera possible des appréciations dont il a été l'objet; je proposerai quelques opinions personnelles, sans prétendre trancher définitivement la question; la langue de Guichardin n'est pas la mienne, et ce serait pour moi une grande présomption de porter ici sur lui un arrêt absolu.

Varchi lui reproche de ne pas bien savoir les règles du langage [1]. La beauté et la propriété des mots lui manquent, dit l'Ammirato [2]. Muzio [3] et Garzoni [4], prétendent qu'il emploie des termes de barreau, que l'on reconnaît chez lui le docteur en droit qui mêle à son discours les souvenirs de ses études, qu'il abuse du latinisme, et Gioberti de nos jours est un peu de cet avis [5]. Un grand nombre de ses expressions ne sont pas restées dans le vocabulaire de la Crusca, reprend Muzio; il n'a pas su employer les grâces de la langue Florentine. Rosini le trouve inférieur à Machiavel pour l'élocution [6]. Sa phrase, ajoute-t-on, se déploie à perte d'haleine, elle est trop longue, lourde et em-

[1] *Stor. Fiorent.* X. — [2] Préface de la première partie des *Famiglie Fiorentine*. — [3] *Battaglia per difesa dell' italiana lingua.* — [4] *Considerazioni sopra etc.* en tête de l'édition de Manni, 1738.

[5] Je renvoie aux *Estratti di Gioberti*, excellent recueil de M. Ugolini, p. 349.

[6] *Saggio sopra etc.* en tête de l'éd. de Botta. Paris, 1837, p. 22.

barrassée, les périodes en sont enchevêtrées et confuses [1]. Voici maintenant des justifications du coupable. Porcacchi [2] loue son élégance, sa mesure : il s'est quelquefois servi du latin, dit-il, parce que l'italien ne lui offrait pas un terme assez fort ni assez significatif ; mais il a usé de la licence que se sont donnée Bembo et tant d'autres. Porcacchi cite un exemple, c'est le mot *consternatione*, qui lui a permis d'exprimer comme il convenait l'effet que produit la peur quand elle aliène l'âme en certaine façon. Porcacchi, contrairement à l'assertion d'autres grammairiens, trouve en lui une sorte de *Florentinité* qu'il compare à la *Patavinité* de Tite-Live. Tel est l'emploi du mot *incioprignito* qui signifie irrité par des offenses, telle est la suppression de la conjonction *che* dans certains cas. Diomède Borghèse [3] prend aussi sa défense, il énumère plusieurs mots que les critiques rejettent comme nouveaux, et les appuie d'exemples de Boccace. Corniani [4] le disculpe ingénieusement des reproches qu'on lui a faits de négliger les formes de l'idiôme florentin. Pour écrire une histoire générale, mieux valait, comme lui, dit-il, employer une langue pure, mais générale, qu'affecter une recherche de dialecte trop particulière. Mais ce que tout le monde à peu-près reconnaît à son style, c'est l'élégance, la gravité de l'expression, l'ampleur du tour, l'abondance. Aucun Espagnol ne le surpasse pour la majesté, dit Gioberti[5]. M. Thiers [6] veut aussi trouver chez lui une vivacité intérieure qui a peine à se faire jour, mais que l'on ne peut s'empêcher de sentir ; il marche, dit-il, comme un homme vif qui a de mauvaises jambes.

A peu de choses près, voilà le recueil des arrêts quelquefois contradictoires portés sur son style. Les pièces du procès sont d'ailleurs entre nos mains, et je crois pouvoir au moins indiquer ce que j'essaie d'en penser et résumer l'impression que m'a fait éprouver sa lecture.

[1] Reproches adressés par Ginguené et M. Thiers, *Hist. du Consul. et de l'Emp.* vol. XII, préface.

[2] *Giudizio sopra etc.* se trouve en tête de l'édition de Botta.

[3] *Lett. discorsive.* Part. I, lett. 2, p. 19 et 20 de l'édit. de 1701. — [4] *Secol. dell. litter. Ital.* Epoc. V, art. 9. — [5] *Estratti*, p. 138. — [6] *Loc. cit.*

D'abord au milieu des corrections sans nombre qu'il a subies depuis l'édition donnée par son neveu jusqu'à celle de Rosini qui a modifié le texte en plus de six cents endroits [1], il faut être bien circonspect dans ses observations de peur d'accabler Guichardin sous les erreurs et les fautes des bourreaux qui l'ont mutilé. Je ne m'appesantis donc pas sur ce qui regarde la source plus ou moins florentine à laquelle il a puisé; je m'attache à des vues plus générales, tirées des caractères que présentent les diverses éditions de son ouvrage. Toutefois, si l'on lit en même temps et par comparaison Machiavel, Varchi et surtout Segni, Pitti, Vettori et les autres Florentins raffinés, il est certain que la différence est frappante. Pour qui sait le latin Guichardin est incontestablement plus facile à entendre. La figure des mots, l'acception dans laquelle ils sont pris se rapproche de ce que l'on connaît. Point de locutions spéciales, de ces proverbes, de ces allusions dont Machiavel et Varchi lui-même fourmillent. Je suis de l'avis de Corniani pour la convenance qu'il trouve dans le choix de Guichardin; mais n'y avait-il pas aussi habitude d'esprit? Vivant, comme il a vécu plus de vingt ans, et les années de l'âge mûr où l'intelligence dans toute sa force contracte son dernier pli, dans un monde varié, où la langue officielle était le latin, ou un italien modelé sur le latin, sa pensée n'y-t-elle pas pris un moule nécessaire qu'il a transporté dans tout ce qu'il a produit? Je le pense d'autant plus volontiers que la plupart de ses ouvrages ont le même caractère, et que ce caractère se montre surtout à partir de son ambassade d'Espagne. L'histoire de Florence est bien plus florentine dans ses tournures et dans ses termes. Cette explication ne vaut-elle pas mieux pour se rendre compte de sa manière que l'accusation de pédantisme adressée au docteur en droit? J'ai remarqué que Gioberti était de ceux qui lui reprochaient l'excès de latinisme. Il y ajoute une considération intéressante sur l'*élément commun de la langue italienne*, selon ses propres termes, et le *Toscan* [2]. Le premier tient plus du latin, dit-il, il en a la

[1] *Antologia di Firenze*, T. II, p. 68.
[2] *...atti*, p. 109.

la pompe et la gravité digne. Le second tient du grec; il en a la simplicité, l'abandon, la vivacité gracieuse. Guichardin n'est pas toscan dans son style. Pourtant il en garde quelque chose; on ne peut pas tout perdre d'un dialecte avec lequel on a appris à parler. Sa langue a reçu son originalité de toutes ces circonconstances. Homme de talent, toscan d'origine, mais à l'abri longtemps de l'influence qu'en pouvaient recevoir sa parole et son tour d'esprit, il a été retremper son idiôme aux sources première de l'italien. J'ose dire que l'éclat de son mérite a pu rendre ainsi service à la littérature de son pays. Elle risquait de devenir trop particulière en se renfermant dans la forme toscane. Cette forme était sans doute la plus élégante et la plus digne de conserver le premier rang. Mais quelques chefs-d'œuvre qu'elle eût produits, il ne fallait pas qu'elle appauvrît l'italien en l'empêchant par l'attrait de ses éminentes qualités d'en acquérir de nouvelles dont il était susceptible. Un toscan, pénétré de la politesse de ses compatriotes, et soumis au double courant des influences contraires, pouvait mieux que personne fournir un modèle. C'est le grand mérite de Guichardin de l'avoir fait. Car dans l'ordre des dates son livre est le premier ouvrage historique publié sur un plan aussi vaste, et il est resté le type le plus achevé de ceux qu'a vus paraître l'Italie. Maintenant quels défauts réels présente pour moi la langue de Guichardin?

Sa phrase n'est pas embarrassée, ni enchevètrée; elle est surtout longue. Il abuse des facilités que lui présente l'emploi des gérondifs, des participes, des conjonctions. Les divers membres se relient l'un à l'autre d'une façon claire; mais il semble qu'on n'en doive jamais finir. Une période commencée est interminable et se relève à chaque ligne au moyen d'un *perchè*, *conciossiachè*, ou de toute autre liaison. J'ai cité dans la section des harangues l'exorde extraordinaire par lequel débute le discours des Vicentins au prince d'Anhalt. Il y a plus d'un morceau pareil dans l'histoire d'Italie. Est-ce l'ampleur oratoire de Tite-Live ou de Cicéron? On l'a dit, mais je ne le trouve pas. Dans Tite-Live et dans Cicéron, qu'il a peut-être essayé d'imiter, malgré la longueur du développement contenu entre deux points, il y a des pauses,

des intervalles ; tout en se rattachant les uns aux autres les membres du discours ont leur vie propre, leur éclat spécial. Ils sont une partie du tout, et pourtant ils existent à part. Dans Guichardin au contraire, l'ensemble ne forme qu'un bloc égal, médiocrement ferme quoique uni, mais d'aspect monotone. La fatigue arrive vite en le lisant. Ajoutez à cela qu'il ne sait pas placer le mot qui fait saillie, l'expression sur laquelle l'esprit s'arrête. Il a ce que Gioberti appelle l'*ampiezza*, le tour arrondi ; il a cette qualité que les Romains nommaient *tenor*, la suite ; il ne manque pas de nombre. Mais on ne peut s'empêcher après deux ou trois pages de lecture de regretter quelque chose, de se sentir mal satisfait, et de réclamer un peu plus de variété.

Les cinq premiers livres passent pour parfaits, on a prétendu qu'un habile homme, peut-être Nardi, les avait corrigés. Pourquoi est-ce Nardi? La chose me semble impossible en considérant que le sévère républicain n'eut guère de rapports avec son ancien ami depuis 1529. La différence que l'on a remarquée n'est pas absolument sensible pour un étranger. Les quatre derniers livres sont incontestablement inférieurs, mais les cinq premiers ne m'offrent pas des mérites bien particuliers, et je leur ferai les mêmes reproches qu'aux autres, ceux que je viens d'adresser à l'ouvrage entier.

Ce qu'on ne peut se refuser à constater, c'est la supériorité du style sur celui de ses autres ouvrages. Il y a plus d'étude, de soin et de maturité. Toutes les qualités ont persisté ; quelques uns des défauts ont diminué. Plus d'une sentence, plus d'un développement contenu, soit dans les discours, soit dans les mémoires, a été repris, mais poli et achevé dans sa forme, autant qu'en était capable l'esprit de Guichardin. L'histoire d'Italie reste donc sous ce rapport son œuvre capitale, et celle qui donne le mieux une idée de son talent d'écrivain.

§ 11. GUICHARDIN COMPARÉ AUX HISTORIENS ANCIENS ET A SES CONTEMPORAINS.

Guichardin a imité les anciens. Il est au XVIe siècle l'un des premiers de ceux qui, répudiant les vieilles et naïves traditions de la chronique, cherchèrent des modèles dans les chefs-d'œuvre historiques de la Grèce et de Rome et s'efforcèrent de s'en rapprocher. Il est permis de dire que la supériorité écrasante des anciens l'a accablé ; il a un peu plié sous le faix, c'est-à-dire que plus d'une fois il n'a pas su choisir dans leurs procédés ce qu'il était bon de conserver et ce qu'il fallait rejeter ; il n'a pas su s'approprier toutes leurs qualités et au contraire s'est chargé de quelques-uns de leurs défauts. Mais, l'Italie se trouvant la première en ligne dans le développement des littératures modernes, elle ouvrait la marche, et si quelquefois l'antiquité a envahi ses productions, surtout celles de la prose, elle a frayé la route aux autres nations, en leur montrant comment on pouvait unir aux beautés des œuvres anciennes, celles que fournissait le génie de chaque peuple. Guichardin est l'un des initiateurs qu'elle a vus naître. Ni l'érudition allemande, ni la tribune anglaise, ni l'élévation philosophique de l'école française n'avaient encore éclairé l'histoire. Il eut pourtant l'art d'y introduire un nouvel élément, la politique, d'une façon neuve et originale qui donne à ses écrits leur empreinte et leur cachet. Il a fait un ouvrage sérieux composé dans la langue vulgaire, à la fois arrêté dans ses formes, exécuté d'après des principes généraux et des règles certaines, sans copier seulement ceux dont il s'inspirait, un ouvrage qui est resté le plus parfait de ce genre dans sa langue et que l'on compare aux plus grands. Il faut voir jusqu'à quel point il s'en rapproche et s'en éloigne, et comment il surpasse les émules et les rivaux que son temps a placés à côté de lui.

J'ai déjà eu lieu plus d'une fois dans le cours de ce travail d'apprécier ses mérites par rapport à ceux des anciens. Je me conten-

terai donc d'une revue rapide, pour indiquer ce que possèdent de plus que lui les grands historiens.

Guichardin n'a aucun rapport avec Hérodote ; mais on l'a rapproché de Thucydide dont il n'offre ni la hauteur de pensée ; ni l'accent profond, ni la concision sublime. Il ressemblerait plus à Xénophon, ce mercenaire grec, partisan aussi de l'aristocratie dans sa patrie. Je n'hésite pas à dire que s'il n'a ni les grâces de langage, ni le sentiment moral et religieux de l'athénien, il l'emporte sur lui pour l'ampleur de la composition et l'étendue du regard. Polybe est plus profond ; il s'attache à une idée plus simple, mieux définie, il est plus grave, il est surtout plus philosophique et y gagne un incontestable avantage.

Qui songerait parmi les Latins à choisir Salluste et César pour les opposer à Guichardin? On l'a souvent comparé à Tite-Live, mais il est aussi loin de la véhémence oratoire, et du sentiment dramatique de l'illustre Padouan que de la moralité austère de Tacite. Il le cède à tous deux comme il le cède à Thucydide et à Polybe. Les Grecs et les Latins sont les maîtres des Italiens du XVIe siècle et la sentence de Juste Lipse sur Guichardin est juste : « à côté des anciens et de leur perfection, il n'est que médiocre. »

Mais il ajoute : « entre les modernes, il est le premier, » entre les modernes du XVIe siècle, cela va sans dire. J'ai en effet déjà trouvé en lui des mérites supérieurs à tous les autres dans son histoire de Florence. Ils étaient incomplets. Dans l'histoire d'Italie, il les a achevés. Machiavel, plus moral en un certain sens, car il a plus de passion, plus de verve pittoresque et dramatique, reste dans l'histoire de Florence au-dessous de lui ; c'est qu'il a moins de gravité. Il semble toujours se jouer de sa matière. Il disserte trop, introduit trop souvent des discussions étrangères au sujet, développe des théories dont les faits ne sont que la confirmation ; volontiers je l'accuserais d'être trop artiste, et de moins songer à instruire le lecteur qu'à l'amuser et à lui plaire.

Les autres Florentins ne valent pas Guichardin, malgré leurs qualités. Nardi est trop austère et quelquefois manque de souplesse ; l'ampleur élégante et mesurée de Varchi, la finesse et

la pureté de Vettori, la franchise et la modération de Segni, la liberté et la rapidité de Nerli, le style savant de Pitti ne les empêchent pas de rester derrière Guichardin. Son sujet est plus grand et il l'a embrassé d'une conception plus forte. Adriani a de la candeur et de la franchise, mais peu d'éclat, et l'on sent trop qu'il est un historiographe plus qu'un historien. J'en dis autant pour l'Ammirato, malgré l'ordre et la proportion qu'il a su mettre dans son immense compilation.

Si l'on prend les Vénitiens, Bembo paraîtra souvent bien vide, son imitation des anciens fastidieuse, sa partialité notoire, sa connaissance des faits incomplète. Paruta est un profond politique, mais il manque d'étendue; sa gravité tombe dans la sécheresse et il est encore moins varié que Guichardin.

Je veux opposer Guichardin à lui-même; sans aucun doute l'histoire d'Italie surpasse celle de Florence. L'ordonnance est devenue plus exacte, la mesure mieux gardée; si quelquefois le trait s'est émoussé, et si la verve de l'écrivain s'est affaiblie la précision est devenue plus grande dans le détail, et quoique la perfection ne soit pas atteinte, l'écrivain est plus près d'y toucher.

Il y a deux historiens du même temps qui, l'un en latin, l'autre en français ont obtenu de se placer au premier rang, Paul Jove et Commynes. Guichardin leur est-il supérieur? Paul Jove a de bien grands défauts. Souvent mal informé, crédule, inexact, justement suspect d'altérer la vérité, il s'est montré trop soigneux du style et semble avoir perdu de vue les devoirs de sa profession, pour tomber dans des préoccupations de rhéteur. J'ai dit que Guichardin avait quelquefois plié sous le fardeau de l'antiquité qui lui servait de modèle. Paul Jove a complétement succombé. Ce n'est pas un historien moderne, c'est un ancien avec tous les procédés antiques acceptés sans choix et sans discernement. Avec lui l'histoire n'était capable de faire aucun pas en avant; elle ne pouvait que s'affaiblir et se perdre, en n'étant pas destinée au vrai public, mais à un cercle restreint de savants et de beaux esprits. A Commynes on ferait plutôt des critiques contraires; il est fin, avisé, malicieux, mais incomplet

en certaines parties comme sa langue. La langue est un indice assez sûr de l'esprit des hommes. Qu'ils le doivent à leur temps ou à eux-mêmes, ils parlent comme ils pensent, et l'on sent bien que Commynes, habile politique, formé dans la pratique des affaires, n'a pas été suffisamment poli par les lettres. Il avait naturellement peu d'élévation dans le caractère, les lettres n'y ont pas suppléé. Ce qu'il a de plus que Guichardin c'est parfois le sentiment naïf et gracieux particulier aux Français du moyen-âge et de la renaissance, et qui donne un si grand charme aux mémoires de Bayard, à ceux de Fleuranges et de quelques autres. Mais Guichardin n'en reste pas moins l'homme qui a le mieux alors su mêler la tradition antique à l'esprit nouveau. L'exemple, l'éducation, l'action, ont contribué à le former, et s'il n'a pas donné tout ce qu'on pouvait espérer du concours de ces éléments, on ne peut contester qu'il ait produit l'ouvrage historique le plus digne de servir alors de modèle et de devenir le type classique de son école et de son temps.

§ 12. JUGEMENTS DIVERS DONT IL A ÉTÉ L'OBJET

A son apparition, le mérite alors sans rival de l'histoire d'Italie en fit un événement littéraire. Les bibliographes et les critiques s'exercèrent à l'envi sur cette matière qui leur était offerte, les uns louant le livre, les autres le déchirant sans mesure. J'ai cité les noms et les appréciations presque uniquement littéraires de Porcacchi, de Garzoni, de Fontanini, d'Apostolo Zeno, des Ammirato, de Ghilini, de Rossi (Erythræus), de Bocchi, de Macci. L'esprit de la politique s'en mêla. Les fragments d'abord retranchés coururent le monde imprimés séparément. Les écrivains de la cour de Rome attaquèrent Guichardin au nom de la religion, et le livre fut mis à l'index. Les champions de la France, de Venise, de Bologne, de la république florentine, l'accusèrent de fausseté et de mensonge. Toutefois Guichardin poursuivait son succès posthume. Les éditions se multiplièrent

ainsi que les traductions en latin, en français, en espagnol, en anglais même. Quelques jugements prononcés par des esprits d'élite se firent jour au milieu des cris confus poussés par les fauteurs et les adversaires. J'ai noté celui du Hollandais Juste Lipse. Montaigne dit aussi son mot avec la finesse et la pénétration qui le caractérisent, Au siècle suivant la réputation du livre était faite, il était devenu classique; et les débats s'apaisèrent. Je ne vois alors rien de bien remarquable à signaler que l'article de Bayle, plein de faits, intéressant, écrit avec la science et le ton ironique du sceptique réfugié. Aucun recueil biographique ne l'a surpassé, et c'est encore aujourd'hui le guide le plus sûr et le meilleur à consulter sur le Florentin pour prendre de lui une idée rapide et exacte. Les grands historiens de la littérature italienne, Tiraboschi, Corniani, Ginguené consacrèrent l'arrêt porté sur Guichardin par l'opinion publique, tout en laissant quelques traits indécis, forcés qu'ils y étaient par l'étendue de leur sujet. De notre temps les publications des œuvres inédites de Guichardin, les recherches historiques auxquelles on s'est livré en Italie ont remis en discussion son mérite d'historien et surtout son caractère. Il a eu de nouveau des défenseurs et des accusateurs. Je nomme parmi les principaux Rosini, il y a quarante ans, Botta, il y a vingt ans, et aujourd'hui même M. Canestrini.

Rosini est un pur littérateur, nourri des idées morales qu'éveille la lecture des grandes œuvres classiques, et passionné pour l'auteur dont il fait une recension nouvelle, et qui a occupé une grande partie de sa vie. Il condamne donc à la fois et justifie Guichardin; il regrette son attachement pour les Médicis, et la part qu'il prit à leur vengeance; il loue son habileté, sa prudence, son talent d'historien; il lui reproche de n'avoir pas cru à la vertu, mais l'excuse en considérant l'époque où s'est développée sa carrière. En résumé, son essai, morceau brillant et vivement écrit, laisse une impression plus intéressante que profonde. C'est un éloge habile, où tout est ménagé, la réputation de l'homme qui en est le sujet, et le soin des principes. Toutes les questions y sont proposées et décidées le plus souvent

avec justesse ; mais l'argumentation les effleure seulement, et ne pénètre pas assez dans le vif.

Botta, pour tous les historiens italiens, et parmi eux il range les Latins, parce qu'ils sont nés, dit-il, du même sang, et qu'ils ont eu la même patrie, imagine trois classes, celle des écrivains nationaux, des écrivains moralistes, des écrivains naturels et positifs. On voit sans peine ce que signifient ces dénominations. Tite-Live et Bembo sont dans la première série, Tacite dans la seconde, Machiavel, Guichardin et Paruta dans la troisième. Ceux-ci considèrent la nature humaine telle qu'elle est et non pas telle qu'elle devrait être. Selon Botta, ce sont les plus véridiques à cause de la terrible froideur de leur récit, de l'impartialité avec laquelle ils racontent un crime atroce ou un acte d'héroïsme. Ils ont peint admirablement leur temps, ajoute-t-il, et sont peut être ceux qui aident le mieux à connaître la nature humaine. J'ai entendu quelquefois en Italie accuser Botta d'être trop sévère pour Machiavel et Guichardin. L'éloge est pourtant formel ici ; et il est plus d'une assertion que nous n'accepterions pas de ce côté-ci des Alpes. Guichardin, pour ne parler que de lui, a-t-il peint son temps aussi fidèlement que la réalité l'exigeait ? Ce temps a-t-il été aussi froidement criminel et méchant qu'il l'a représenté ? Je ne puis le croire. L'écrivain substitue toujours en partie son propre caractère à celui de l'époque qu'il décrit. Son ouvrage est un prisme qui décompose nécessairement les nuances; nous voyons comme l'auteur voit lui-même ; il nous prête ses yeux, et un excès de confiance pourrait être funeste au bon jugement. J'ai dit déjà ce que je trouvais à reprendre dans l'esprit de Guichardin et dans ses appréciations. J'ajouterai, malgré Botta, que sa disposition n'est pas la meilleure pour faire connaître la nature humaine. L'homme est faible, comme le dit judicieusement Guichardin ; mais il n'est pas foncièrement pervers. Il y a toujours chez lui des échappées de grandeur dans ses bassesses, de dévouement dans ses calculs d'intérêt, de sensibilité dans ses endurcissements. Il faut nous montrer ces retours et c'est ce que Guichardin ne fait pas, du moins pas assez ; il faut

nous intéresser à ses malheurs malgré ses crimes. Or tout cela n'est possible qu'à condition d'une foi entière et solide dans l'existence des principes moraux. Les écrivains moralistes, comme les appelle Botta, sont encore ceux qui nous instruisent le mieux; ils nous apprennent moins de politique, mais leur lecture est préférable à toutes les autres pour le profit qu'on en tire. Quant à Guichardin, son compatriote a eu raison de le dire, ce n'est pas un historien moraliste.

La dernière opinion que je cite maintenant est presque exclusivement politique. C'est celle de M. Canestrini. Elle est contenue dans les trois remarquables préfaces placées en tête de chacun des volumes qu'il a publiés. Selon lui, Machiavel et Guichardin, tous deux les premiers des hommes d'état de leur temps, sont les continuateurs de la pensée italienne qui s'attache à l'indépendance et à l'union de la patrie [1]. Leurs prédécesseurs, entre les plus illustres desquels on peut ranger Dante et Pétrarque, avaient voulu assurer la liberté et l'unité, soit à l'aide du pape, soit au nom de l'empereur [2]. Ils se trompaient, et au XVe siècle déjà, au seizième siècle surtout, on suivit une voie nouvelle [3]. Il était trop tard pour réussir alors [4], avoue M. Canestrini; mais il n'est jamais trop tard pour recueillir les enseignements de l'histoire [5] et le fruit des méditations des grands hommes. Machiavel inventa pour instrument de ses desseins la tyrannie, et l'extrême démocratie, destinées à tout niveler, à faire de l'Italie une masse compacte par son unité [6]. Guichardin, tenant mieux compte de la tradition et des habitudes des Italiens, souhaitait un gouvernement sage et modéré au dedans, et la fédération pour rejeter l'ennemi au dehors [7]. Comme M. Canestrini est à la fois le découvreur et l'éditeur des œuvres de ses deux célèbres compatriotes, il a pour eux une égale tendresse et ne traite pas Machiavel aussi rudement qu'il le mérite. Toutefois il me semble incliner vers son émule. Machiavel a plus songé

[1] Vol. I, p. XII et suiv. — [2] *Id.* — [3] Vol. III, p. XIV, XV.
[4] Vol. III, p. XI. — [5] Vol. III, p. IX. — [6] Vol. III, p. XX.
[7] Vol. III, p. XXI et suiv.

à l'indépendance extérieure, et son génie passionné, en arrêtant uniquement ses regards vers son but, l'aveugle sur toute autre considération. Guichardin, plus calme et doué de plus de sang-froid, éprouve le besoin d'une forme stable de liberté honnête [1]. Selon M. Canestrini, il comprend quelles sont les garanties nécessaires de la liberté et les indique [2]. J'admets bien qu'il y pense, mais je crois avoir démontré qu'il ne résout pas le problème suffisamment.

M. Canestrini loue ses deux illustres clients d'avoir été les chefs de l'école des politiques italiens, et d'avoir introduit la méthode expérimentale dans la politique [3]. Ils ont pratiqué l'art, dit-il, parce qu'ils ont approfondi la science [4]. Ils ont voulu concilier cependant le juste et l'honnête avec les enseignements de l'expérience [5]. Je ne puis ici m'accorder avec le savant auteur des préfaces. Sans doute les politiques italiens ont rendu service à l'esprit humain, en rompant avec le moyen-âge et en soumettant l'objet de leurs pensées à une nouvelle méthode. Mais nul doute qu'ils n'aient poussé trop loin leur révolution. Quoi que prétende M. Canestrini, la pratique exclusive de l'art aux dépens de la science égare et fausse les intelligences. Elle trouble la vue des principes qu'il faut pourtant toujours garder sous les yeux. Quelques phrases de respect pour la religion et la morale, l'invocation clair-semée du juste et de l'honnête n'empêchent pas que le fond de la doctrine ne soit entaché d'erreur. Machiavel, malgré son génie, Guichardin, malgré son talent et l'honnêteté réelle que nous lui avons reconnue, ne sont pourtant pas des écrivains dont il faille se pénétrer, et avec lesquels il ne soit toujours nécessaire de prendre de grandes précautions. Sauf ces réserves, le jugement de M. Canestrini sur leurs pensées est digne du plus haut intérêt. Avec lui se révèle un Guichardin tout nouveau, le Guichardin politique et patriote.

Sur la grande histoire d'Italie, il paraît adopter entièrement les vues de M. Thiers, et comme j'ai quelques objections à pré-

[1] T. II, p. XVI. — [2] T. III, p. IX.
[3] T. II, XXXIV. — [4] *Id.* p. XXXV. — [5] *Id. id.*

senter à l'historien français, je veux rapporter tout au long le fragment dont il s'agit:

« Guichardin n'avait jamais songé à écrire, il n'en avait fait
» aucun apprentissage. Toute sa vie il avait agi comme diplomate,
» comme administrateur, et une fois ou deux comme militaire;
» mais c'était l'un des esprits les plus clairvoyants qui aient ja-
» mais existé, surtout en affaires politiques. Il avait l'âme un
» peu triste par nature et par satiété de la vie. Ne sachant à
» quoi s'occuper dans sa retraite, il écrivit les annales de son
» temps, dont une partie s'était accomplie sous ses yeux, et il le
» fit avec une ampleur de narration, une vigueur de pinceau,
» une profondeur de jugement qui rangent son histoire parmi
» les plus beaux monuments de l'esprit humain. Sa phrase est
» longue, embarrassée, quelquefois un peu lourde, et pourtant
» elle marche comme un homme vif marche même avec de mau-
» vaises jambes. Il connaissait profondément la nature humaine,
» et il trace de tous les personnages de son siècle des portraits
» éternels, parce qu'ils sont vrais, simples et vigoureux. A tous
» ces mérites, il ajoute le ton chagrin et morose d'un homme
» fatigué des innombrables misères auxquelles il a assisté, trop
» morose, selon moi, car l'histoire doit rester calme et sereine,
» mais point choquant, parce qu'on y sent comme dans la
» sévérité sombre de Tacite la tristesse de l'honnête homme. »

Cet éloge doit-il être accepté sans contestation dans tous ses termes? La clairvoyance de Guichardin est un fait que personne ne contestera. Mais il est certain que l'histoire ne fut pas seulement pour lui une occupation choisie au dernier moment et par ennui. A toute époque de sa vie il s'était occupé de compositions historiques, et il avait toujours songé à écrire. Son style n'est pas celui d'un homme qui ne se surveille pas. Il laisse voir l'excès de soin et d'étude plutôt que l'abandon et la liberté d'un politique qui rappelle seulement ses souvenirs. Je me suis expliqué sur le défaut de coloris que présente sa narration, sur ce qui manque à ses portraits. Est-il vrai que le ton morose répandu dans son ouvrage naisse comme la sévérité sombre de Tacite de la tristesse de l'honnête homme? L'accent est loin d'être le même, et

j'y verrais plutôt le dégoût du politique déçu, ainsi que la faiblesse d'une âme honnête mais dont les principes n'ont pas des racines assez profondes.

Quoi qu'il en soit, apprécions-le nous-mêmes, ou plutôt opposons à l'arrêt de l'écrivain moderne une sentence ancienne déjà mais qui n'en a pas moins de valeur.

Les qualités et les défauts de Guichardin ont persisté, nous l'avons reconnu. Il a gagné ce que peut donner l'étude ; mais la direction de son esprit est restée la même. Son intelligence s'est développée ; sa vue des choses est devenue plus nette, mais peut-être s'est-elle abaissée, et le jugement de Montaigne est toujours le plus juste et le plus complet qui ait été porté sur l'historien florentin. C'est la conclusion à laquelle je me suis efforcé d'arriver et je n'ai qu'à transcrire ici ce morceau de l'auteur des Essais :

« Voici ce que ie meis, il y a environ dix ans, en mon Guic-
» ciardin (car, quelque langue que parlent mes livres, ie leur
» parle en la mienne) :

» Il est historiographe diligent, et duquel, à mon advis, autant
» exactement que de nul aultre, on peult apprendre la vérité
» des affaires de son temps : aussi en la plus part, en a il esté
» acteur luy-mesme et en reng honorable. Il n'y a aulcune ap-
» parence que par haine, faveur ou vanité, il ayt desguysé les
» choses ; de quoy font foy les libres iugements qu'il donne des
» grands, et notamment de ceulx par lesquels il avoit esté
» avancé et employé aux charges, comme du pape Clément sep-
» tiesme. Quant à la partie de quoy il semble se vouloir preva-
» loir le plus, qui sont ses digressions et discours, il y en a de
» bons et enrichis de beaux traicts ; mais il s'y est trop pleu ; car
» pour ne vouloir rien laisser à dire, ayant un subiect si plein
» et ample, et à peu pres infiny, il en devient lasche et sentant
» un peu le cacquet scholastique. I'ay aussi remarqué cecy, que
» de tant d'âmes et d'effects qu'il iuge, de tant de mouvements
» et conseils, il n'en rapporte jamais un seul à la vertu, religion
» et conscience, comme si ces parties là estoient du tout es-
» teinctes au monde ; et de toutes les actions, pour belles par
» apparence qu'elles soyent d'elles-mesmes, il en reiecte la

» cause à quelque occasion vicieuse, ou à quelque prouffict. Il est » impossible d'imaginer que, parmy cet infiny nombre d'actions » de quoy il iuge, il n'y en ayt eu quelqu'une produicte par la » voie de la raison : nulle corruption peult avoir saisi les hommes » si universellement, que quelqu'un n'eschappe de la conta- » gion. Cela me faict craindre qu'il y aye un peu du vice de » son goust ; et peult estre advenu qu'il ayt estimé d'aultruy » selon soy [1]. »

En jugeant sa conduite, j'ai déjà reconnu avec Montaigne ce *vice de son goust*. En me résumant dans la conclusion générale, j'essaierai de le déterminer le plus exactement qu'il sera possible.

[1] *Essais*, II, ch. 10.

CONCLUSION.

Un grand orateur [1] a dit que l'histoire est le témoin des âges et la maîtresse de la vie humaine. C'était en donner la définition tout à la fois la plus exacte et la plus haute. C'était indiquer les deux grandes qualités que l'on doit exiger de l'historien, montrer les deux côtés par lesquels il faut surtout le juger, la sincérité et la moralité.

En effet, si dans le spectacle des événements un intérêt de curiosité nous attache, il s'y trouve encore un enseignement réel et profond. Si l'on éprouve un plaisir incontestable à voir passer devant soi les générations, à pénétrer dans le détail de leurs mœurs, à étudier leurs desseins, leurs projets, leurs aptitudes, on y reçoit aussi une leçon de l'expérience qui trouve sans cesse son application. Car sous les mille variétés du costume, du langage, de la civilisation, les mêmes traits se reproduiront, tant que la nature humaine, comme l'a dit un grand historien de l'antiquité [2], restera la même. L'homme a, dans tous les temps, les mêmes sentiments, les mêmes instincts, les mêmes besoins moraux. La forme sous laquelle ils se manifestent peut changer, mais le fond subsiste. Aussi l'étude du passé est-elle une admirable école de philosophie pratique, celle peut-être où l'on apprend le mieux à connaître les hommes et à vivre avec eux. La première condition indispensable à cet enseigne-

[1] Cic. *De Orat.* II, 9. — [2] Thucyd. III, 82.

ment de l'expérience est la sincérité, et sans elle il est permis de dire qu'il n'est point d'historien véritable. Mais la sincérité seule ne suffit pas. Tout le monde ne sait pas également bien tirer de l'histoire les préceptes qu'elle doit nous fournir ; plus d'un esprit faible est incapable de démêler les vrais principes des faits qui les enveloppent et quelquefois semblent les condamner. L'historien doit être le guide de son lecteur au milieu des luttes entre le bien et le mal dont il lui trace la fidèle peinture. Certes il y a plus d'une manière d'instruire avec fruit ceux qui vous consultent, et il n'est pas nécessaire que quiconque aborde la composition historique se fasse prédicateur de morale. Peut-être même une pareille affectation rebute-t-elle plus qu'elle ne persuade. Mais c'est le propre du génie de trouver les accents graves ou pathétiques que réclament les circonstances ; d'accompagner les événements de réflexions concises ou développées qui les expliquent et en constatent la portée ; de les présenter enfin sous une forme qui n'altère point la vérité, en déterminant le jugement du lecteur, qui est même la vérité la plus parfaite, car elle montre les choses à la fois dans leur réalité actuelle et dans leur rapport avec les lois immuables du bien et du juste.

Des vues diverses ont frappé les grands historiens, suivant les époques qui se sont déroulées sous leurs yeux et qu'ils ont voulu peindre. Les uns ont étudié le combat que se sont livrés les races ennemies, ou les principes opposés de gouvernement : d'autres ont suivi le développement irrésistible d'une grande nation ou d'une grande civilisation dans toutes ses phases ; il en est enfin qui ont exposé le récit de périodes tourmentées et malheureuses, où régnaient le crime et la perversité. Mais quel qu'ait été le sujet qu'ils ont adopté par choix ou par nécessité, quelque forme qu'ils lui aient donnée, ceux qui attireront avant tous les autres la foule des lecteurs, ceux qui seront lus et relus sans être jamais oubliés, ce sont ceux chez qui brillera la moralité la plus haute, ceux chez qui elle dominera et occupera la première place.

Mais d'où leur vient cette qualité éminente et indispensable ?

Dans la préface, justement remarquée, à laquelle j'ai emprunté un fragment, M. Thiers a exposé ses vues sur la manière d'écrire l'histoire, et il a soutenu que la qualité principale de l'historien doit être l'intelligence. Il combat la théorie qui fait à l'art une part trop large, et déclare que la véritable couleur des événements sera reproduite par l'auteur ingénu, seulement préoccupé de comprendre la vérité dans tous ses détails, et capable d'y réussir, plutôt que par l'artiste qui compose avec une théorie préconçue et des procédés d'école. Il me semble laisser dans l'ombre une qualité maîtresse de l'historien, un principe qui doit être accompagné de l'intelligence pour être fécond, mais qui a une portée plus haute; c'est celui qui donne le prix à toutes choses, parce qu'il est le plus précieux des biens, celui qui enfante la moralité, parce qu'il en est le siége et la source, je veux dire l'âme.

Le calme sans doute est utile à l'historien; la vue des vicissitudes humaines apaise ses passions; mais si l'on se rend mieux compte des faiblesses et des défaillances, si l'on est plus disposé à les excuser chez les individus, il n'est pas moins indispensable d'en sentir vivement le mal, et de le flétrir avec énergie. Or voilà ce que l'intelligence seule ne donne pas, quelque étendue qu'on la suppose. On a dit qu'il fallait que l'historien sût la guerre, les finances, la politique; qu'il fût en état d'exposer clairement les plans de campagne, d'énumérer les ressources des gouvernements, de montrer comment on les a mises en œuvre ou gaspillées, de faire pénétrer dans le détail des négociations diplomatiques ou des organisations administratives. Pour moi, je l'avoue, mon esprit étonné, ébloui de cette merveilleuse souplesse, quand il la rencontre, n'est point satisfait, s'il ne trouve autre chose. Il veut de plus de l'élévation dans l'accent, moins de faits, des tableaux moins nombreux peut-être, mais dont le choix et la couleur s'adressent plus à l'âme et décèlent mieux celle de l'écrivain. Je n'applique point cette critique à l'historien illustre qui naguère a fait l'apologie de l'intelligence. La valeur morale de son livre est incontestable et honore son esprit. Mais la théorie est incomplète et dangereuse, et l'historien qui est le

sujet de mon travail, un des plus loués dans la préface dont j'ai parlé, en est l'exemple frappant.

Dans la section qui précède, j'ai cité le jugement qu'a porté M. Thiers sur Guichardin, et j'ai essayé de montrer sur quels points je différais d'avis avec l'illustre écrivain et homme d'état; mais ce qu'il faut reconnaître sans contestation, c'est qu'il a saisi admirablement le principal caractère qui distingue l'auteur italien, je veux dire : l'intelligence.

Personne peut-être parmi ceux qui ont écrit l'histoire, je n'en excepte que M. Thiers lui-même qui le dépasse encore, n'a porté plus loin l'intelligence, et n'a su embrasser d'une vue plus exacte et plus nette les différents objets qui font la matière de l'œuvre historique. Les opérations militaires sont par lui décrites en homme qui les a vues et qui s'y entend; il rend compte avec précision et clarté de tous les mouvements des armées, critique les chefs, apprécie les soldats. Il nous montre qu'ici trop de précipitation, là trop de lenteur a nui au succès, que telles troupes ont telles qualités, telles autres, tels besoins ou tels défauts. S'agit-il d'organisation politique, il a compris ce qui fait la force ou la faiblesse des gouvernements qui l'entourent, quels désordres amènent leur chûte, quelle sage conduite les soutient, s'il faut faire fond sur le peuple ou sur les grands; quand il faut employer la douceur et quand la violence est utile. La diplomatie n'a pas de secrets pour lui; les négociations se développent dans son livre avec leurs détours, leurs habiletés, leurs perfidies. Il connaît l'homme en général et les différents peuples en particulier; il les a étudiés, jugés, classés. Je dirais volontiers que sa pénétration surpasse celle de Machiavel; moins poëte que lui, si l'on peut appliquer ce titre au célèbre publiciste florentin, moins entraîné par son imagination et sa passion, il est plus clairvoyant dans les choses de la réalité; il a une intelligence plus nette et plus positive; enfin une étonnante et admirable véracité, qui ne tait ni qualités ni défauts, qui ne flatte et n'épargne personne, vient ajouter son charme puissant à tous les mérites que j'ai énumérés et séduit le lecteur content de pouvoir se fier à l'historien sans péril.

Cette véracité est sans contredit le résultat de l'honnêteté personnelle de l'écrivain ; c'est une qualité précieuse et qui fait aimer le livre dans certaine mesure. Mais on peut dire qu'elle ne suffit pas. Il y a deux sortes de moralités : la moyenne et la haute ; la première, celle de tous les jours, celle qui nous empêche de commettre à l'égard des autres hommes des actes d'injustice ou d'improbité, qui nous défend le mensonge ; en un mot une moralité toute négative. Il en est une autre au contraire qui pousse plus loin ses efforts, qui remplit nos âmes de haines ou de passions vigoureuses, de haines pour le mal, de passions pour le bien, et qui met alors dans nos actions, dans nos paroles, dans nos œuvres, un feu, un enthousiasme, un élan qui les élève, et les agrandit. La première suffit dans la vie commune ; c'est en quelque sorte l'indispensable lien de la société. La seconde, plus rare, moins à la portée du vulgaire, et qui est le privilége des âmes délicates, devient nécessaire à son tour dans tout ce qui par ses tendances s'élève au-dessus du médiocre et de l'ordinaire. C'est elle qui anime les grands cœurs, qui vivifie les grandes œuvres. L'historien de génie doit la posséder, ou plutôt en être possédé pour que son ouvrage soit complet. Guichardin a la première, et même au degré le plus éminent, c'est ce qui le rend si véridique ; il n'a pas la seconde ; il ne l'a eue ni dans sa conduite, ni dans sa pensée, nous l'avons constaté plus haut, et c'est ce qui explique les faiblesses de son histoire.

De là viennent les défauts littéraires que j'ai signalés ; ces tableaux décolorés où l'auteur est plus préoccupé du détail de la vérité que de l'émotion qn'elle doit exciter ; de là ces discours imités de l'antique, mais qui n'en ont pas la sève vigoureuse, ces harangues plus fournies de preuves que de sentiments, ou bien qui ne sont pas dans le ton général de l'œuvre et qui ralentissent l'action, bien loin de l'achever. De là ces portraits trop spéciaux, aboutissant tous à une même impression, disposant à juger surtout de la capacité du personnage, et par conséquent d'une portée restreinte et insuffisante.

Mais ce n'est pas en particulier à Guichardin qu'il faut adresser ces reproches ; il n'est pas le seul à les mériter. L'époque où il

a vécu, le génie de sa nation y sont pour beaucoup. C'est justement une occasion de juger rapidement les œuvres historiques du génie italien au XVI[e] siècle.

Le joug du moyen-âge était secoué de tous côtés. Les théories qui avaient si longtemps passionné les intelligences à ces époques naïves et croyantes n'étaient plus respectées. Le système politique de la féodalité, les idées du droit des empereurs et des papes avaient fait place à des opinions plus positives et plus justes peut-être dans leur réalité, mais à coup sûr moins élevées. Les longs désordres du XIV[e] et du XV[e] siècle, l'abaissement de toutes les puissances jusqu'alors vénérées avaient effacé le souvenir de leur origine divine ; la force matérielle ou l'habileté, qui n'est qu'une espèce de la force, paraissaient seules capables de fonder ou de soutenir les états. En même temps le trésor des idées de l'antiquité, entrant tout à coup et confusément dans les esprits, y jetait le plus grand trouble. La morale et la religion virent leurs bases chanceler ; une politique de perfidies et de violences remplaça leur ascendant au milieu de l'Italie qui ne put se retremper, comme d'autres contrées de l'Europe plus favorisées, aux luttes salutaires de la réforme. Ce fut l'ouverture d'une ère de désordres monstrueux, de passions effrénées, de débauches sans nom. Cependant les Italiens, en tout temps moins que les autres peuples, avaient vu s'éteindre chez eux le flambeau des lumières ; ils se trouvèrent, par leur voisinage de l'Orient plus à portée d'en recueillir les nouvelles étincelles, et leur esprit vif et ardent s'y enflamma avec rapidité. Ils dépassèrent bientôt les autres nations par leur intelligence, tandis qu'ils restaient au-dessous d'elles par leur moralité. Opprimés par leurs voisins devenus envahisseurs, sentant leur supériorité intellectuelle, sans se rendre compte de leur infériorité morale, ils sont en proie au désespoir et à l'incertitude. Ils étudient sans cesse les causes de leur ruine, les exposent sans les pénétrer, sont admirables de sincérité et d'exactitude pour la plupart, mais n'ont pas le sens complet de leur histoire et ne peuvent l'avoir, parce qu'il leur manque ce qui peut seul le leur donner.

De là l'école des historiens italiens, tous pleins d'esprit, de vi-

vacité, d'intelligence, mais manquant presque tous de chaleur, de sentiment, d'âme en un mot, tous intéressants, mais incapables de devenir le livre habituel, la nourriture d'une âme élevée et généreuse.

Parmi eux tous, Guichardin est considéré comme le premier, *il Principe,* comme on dit de l'autre côté des monts (je persiste à trouver surtout la gloire de Machiavel dans ses écrits politiques); et la raison en est facile à concevoir. C'est que malgré les justes reproches que j'ai cru devoir lui adresser, en même temps qu'il est le plus intelligent, il est encore le plus honnête et le plus élevé; c'est celui dont la moralité est la plus haute, celui qui a le plus d'âme.

En effet, il a plus qu'aucun la moralité moyenne, qui produit la sincérité, et dans ses jugements il s'attache à une idée inférieure à d'autres sans doute, mais qui pourtant a sa largeur et son élévation.

Exact et véridique comme ne l'est pas Paul Jove, plus détaché des intérêts d'une ville et d'uu parti que les Vénitiens, que Nardi, Nerli, Pitti, Segni, que Varchi même, plus près des événements que l'Ammirato, n'écrivant pas comme lui, ni comme Varchi, par ordre et pour une pension, il est celui dont la passion est la plus vraie et la plus pure. Sans s'écrier, ni s'apitoyer sur les crimes et les malheurs avec une emphase qui décélerait un parti pris affecté plutôt qu'une émotion véritable, au moins laisse-t-il voir une douleur très-réelle des fautes et des erreurs, admire-t-il pleinement l'habileté et l'adresse. Il y a chez lui dans le premier cas froissement pénible, dans le second, joie d'artiste qui se communique au lecteur. Là est sa valeur morale et par conséquent son mérite. Il est aussi dans cette vue d'ensemble qui lui fait entreprendre et mener à son terme, comme on peut le voir, un si grand travail. Mais je ne veux pas revenir sur ce que j'ai déjà dit. Cette passion intellectuelle est insuffisante; et s'il est le premier parce qu'il l'a plus que ses compatriotes et contemporains, on voit sans peine quelles critiques il faut diriger contre eux à plus forte raison.

Comment aussi juge-t-on en général l'école italienne? quel

rang tient-elle aux yeux du public entre toutes celles qui se sont succédé dans les diverses littératures? on en parle plus qu'on ne la connaît et qu'on ne lit ses œuvres.

On n'ouvre pas Thucydide, César, Tite-Live, Tacite, seulement pour y trouver des faits et des renseignements. Il y a chez eux quelque chose qui appartient à tout le monde, et qui n'intéresse pas uniquement ceux qui font profession d'écrire l'histoire; il y a autre chose aussi que le charme de voir revivre les siècles écoulés. Les vues profondes et élevées qu'ils renferment sur la nature humaine, sur le gouvernement, sur les principes qui doivent le diriger, sur les révolutions des états, en font un sujet d'étude fructueux dans tous les temps, j'ajoute même dans toutes les conditions. Chez eux l'histoire tient à la poésie par ce qu'elle a de grand et d'ému; leur popularité est égale à celle des grands poëtes. Les Italiens au contraire ne sont pas lus et ne peuvent être lus dans le même esprit; leur rang est incertain, leur caractère mal défini. Qui comparerait Guichardin aux anciens, ainsi qu'à d'illustres maîtres modernes qu'on placera un jour au milieu d'eux? *Il est plus loué que lu*, et sa langue n'en est pas la cause; car ceux qui lisent et relisent Dante, Pétrarque, le Tasse, ne trouveraient pas chez lui de grandes difficultés; enfin, dans sa patrie même, il est sinon méconnu, du moins négligé, puisque le mot que je viens de citer est d'un Italien [1]. Cela tient à ce qu'il n'offre pas ce que l'on veut rencontrer dans un historien de premier ordre.

Cependant il y aurait injustice à voir en lui l'un de ces auteurs bons à consulter pour les documents dont ils sont pleins, et à ne l'apprécier que pour sa rare véracité. Si l'on commence à feuilleter son livre, tout en regrettant ce qui lui manque, on se sent attaché par la suite et l'enchaînement qu'on y trouve, par les vérités de tous les ordres qui s'offrent à nous. J'ai dit que les vérités morales y faisaient défaut; il en est pourtant un certain nombre, quoique disséminées. Quelquefois, les sentiments humains semblent reprendre leur empire; alors le ton se relève,

[1] Rosini.

le récit s'anime et se colore. Mais ce que je trouve le plus fréquemment, ce sont les vérités politiques de détail, les observations sur la manière de faire la guerre, de la préparer, de profiter de ses événements, de conduire les négociations, de ménager les partis, d'user de toutes les circonstances. L'histoire de Guichardin est un manuel d'habileté politique, accompagné d'exemples, ou plutôt une suite d'exemples, sans cesse appréciés et jugés. Je conçois facilement l'utilité qu'elle présente à quiconque se préparant à une carrière de luttes et de débats sur le gouvernement voudrait être au courant de toutes les mesures, de tous les expédients bons à employer dans les diverses circonstances. Sous ce rapport, il complète Machiavel. Celui-ci fournit les règles avec les preuves succinctes de ce qu'il avance; mais le livre de Guichardin est comme une longue application de la méthode, où l'on voit de loin les causes, les principes, où on les suit dans leurs développements, on aperçoit leurs résultats à longue échéance, l'histoire revenant souvent sur les mêmes moyens, les mêmes faits, les mêmes calculs, en montrant à plusieurs reprises la faiblesse ou la portée. Je ne m'étonne donc pas que lord Bolingbroke ait déclaré qu'il le préférait à Thucydide [1]. Un esprit remuant, agité, peu scrupuleux, comme celui de l'homme d'état anglais, y trouvait l'instruction qu'il cherchait et un certain rapport avec lui-même.

Malgré toutes ces qualités, ou plutôt à cause de leur prédominance, l'estime que l'on fait ordinairement de Guichardin est au-dessous de sa valeur. Ses mérites trop particuliers ne peuvent satisfaire qu'un nombre restreint de lecteurs, je parle même de ceux qui sont éclairés, et ses défauts en éloignent un grand nombre.

Je voudrais, s'il était possible, ici non pas l'avoir réhabilité (il n'en a pas besoin, et la gloire ne manque pas à son nom), mais ramener sur lui toute l'attention dont il est digne. D'abord la fréquentation d'un esprit pareil au sien n'est pas sans avantage pour la justesse et la netteté dont il donne l'habitude et le

[1] *Lett. V sur l'Étude de l'Histoire.*

goût. Il est ensuite le peintre le plus fidèle d'une époque fameuse et intéressante à plus d'un titre. Enfin, s'il faut le dire, une leçon morale résulte de cette lecture, c'est l'impuissance de l'intelligence seule à fonder quelque chose de vraiment grand et élevé, et la nécessité où sont les esprits les plus distingués de puiser à une source supérieure, sous peine de manquer leur but, ce qui doit faire vivre leurs ouvrages et les mettre au premier rang.

APPENDICE.

APPENDICE.

I.

RÉSUMÉ RAPIDE DE L'HISTOIRE DE LA FAMILLE DE GUICHARDIN APRÈS LUI.

La demi-disgrâce, dans laquelle vécut Guichardin, n'entraîna nullement la ruine de sa famille. Lui-même, tout en désapprouvant la politique qui livrait la Toscane à l'empereur au profit de Cosme de Médicis, ne cessa de remplir ses fonctions de sénateur, et d'être employé dans des affaires qui ne manquaient pas d'importance. D'ailleurs, ses frères, moins brillants que lui, inspiraient moins d'ombrage au gouvernement et n'avaient pas tous les mêmes raisons de se tenir à l'écart. Aussi les Guicciardini restèrent-ils des premiers de Florence. Les Médicis, tout en rejetant le projet qui leur imposait la coopération active de l'aristocratie dans l'exercice du pouvoir, aimaient à maintenir à côté d'eux les grands noms que la tradition avait consacrés. La fortune des Guicciardini fut celle de toutes les maisons qui, jadis illustres, voulurent se rallier aux nouveaux souverains.

Guichardin avait eu quatre frères. Celui qui le suivait immédiatement, Bongianni[1], était d'une faible santé et ne se maria point; il mourut en 1549. Luigi, l'aîné[2], avait accepté toutes les fonctions d'exécuteur dont on l'avait chargé, et s'était présenté comme l'un des plus ardents fauteurs du nouveau régime. Le titre de sénateur avait été sa récompense sous Alexandre; il le garda jusqu'a sa mort arrivée en 1551. Son fils Niccolò, avocat distingué, devint professeur à Pise, puis sénateur en 1554; il complimenta officiellement le pape Paul IV, en 1555, sur son exaltation, et mourut commissaire de Pise en 1557. L'un de ses fils, Piero, suivit la même carrière; il reçut le titre d'avocat consistorial à Rome, servit d'intermédiaire entre le pape Pie IV et Maximilien dans les querelles religieuses de l'Allemagne et devint auditeur de Rote. C'est à lui qu'on surprit la publication des *Avvertimenti aurei*. Son frère Lorenzo remplit diverses charges, telles que

[1] Né en 1492. — [2] Litta le fait naître en 1487; mais, comme il fut de la seigneurie en 1508, cela est impossible. Il faut placer la date de sa naissance vers 1477 au plus tard.

celles de commissaire et d'ambassadeur à Rome. Il fut sénateur en 1569. Après lui ses trois fils, amis particuliers d'Alexandre de Médicis[1], qui devint pape sous le nom de Léon XI, se virent frustrés dans leurs espérances par la mort prématurée de ce pontife. Avec le dernier d'entre eux s'éteignit cette branche des Guicciardini en 1625.

Jacopo, le second[2] des fils de Piero Guicciardini, avait été un moment vice-président de Romagne au nom du pape; il s'était, après les événements de 1527, trop déclaré en faveur des républicains pour n'être pas tenu à l'écart. Ses fils rentrèrent en grâce. L'un, Lodovico, alla s'établir aux Pays-Bas, où il composa divers ouvrages sur la contrée qu'il habitait[3]. On lui doit aussi des recueils de sentences extraites de l'histoire de son oncle et d'apophthegmes divers. Angelo, son frère, fut sénateur en 1557, et son petit-fils en 1642. Lorenzo, autre fils de Jacopo, reçut le même honneur en 1570. La branche s'éteignit avec Gualterotto, arrière-petit-fils d'Angelo, en 1781.

Celle qui subsiste encore descend de Girolamo le plus jeune de la famille[4]. Il avait été prieur de la république en 1531; plus tard, Cosme Ier lui confia l'importante négociation qui avait pour but de délivrer la Toscane de ses garnisons espagnoles; il devint sénateur en 1551. Son fils Angelo, ambassadeur d'obédience à Pie IV, fut ensuite envoyé à Catherine de Médicis à l'occasion de la mort de François II; il complimenta Pie V sur la victoire de Lépante. C'est à lui qu'on doit la première édition de l'histoire d'Italie de son oncle. De ses fils, l'un, Piero, fut ambassadeur en France et à Rome; un autre, Francesco, en Allemagne; un troisième, Girolamo, à Venise. Les descendants de celui-ci se distinguèrent dans les armes. L'un d'eux, Lorenzo, accompagna le prince Matthias de Médicis dans la guerre de Trente ans; un autre, Jacopo, y gagna le commandement du régiment Piccolomini. Tous remplirent diverses charges de cour. Francesco, le neuvième descendant depuis Girolamo, chef de la branche, fit publier par le professeur Rosini la Légation d'Espagne. Enfin, ses fils, les comtes Luigi et Piero Guicciardini ont remis à M. Canestrini les documents avec lesquels il a entrepris la publication des œuvres inédites du plus grand historien de l'Italie au XVIe siècle.

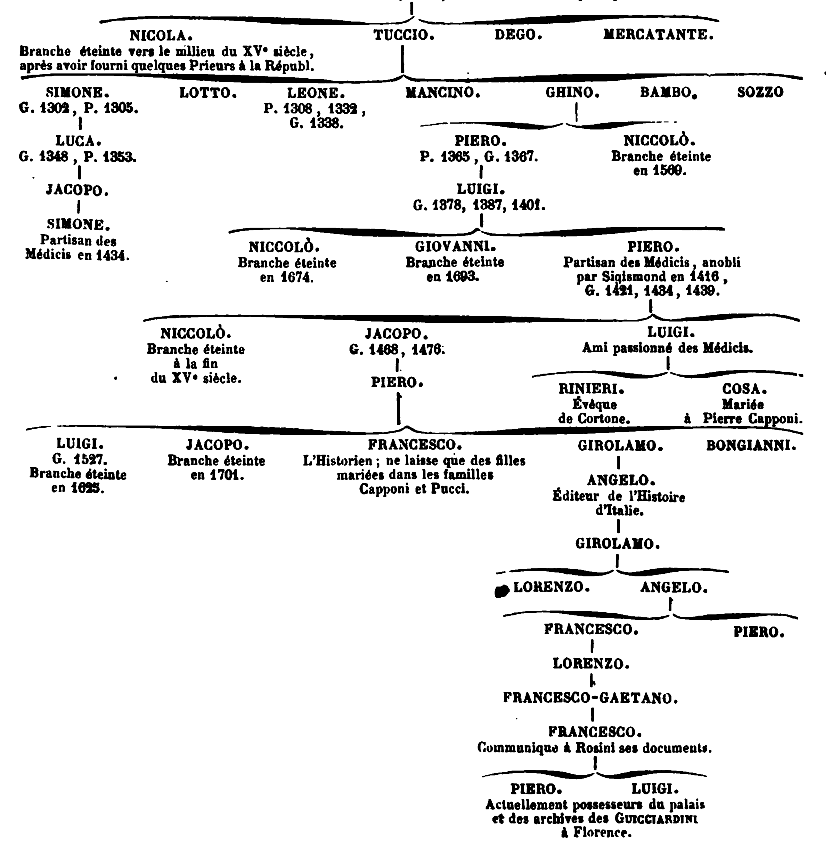
1 Descendant d'Ottaviano, le conseiller d'Alexandre et de Cosme Ier.

2 Né en 1480.— 3 *Commentarij delle cose più memorabili, seguite in Europa, specialmente ne' Paesi Bassi dal 1529 al 1560; Descrizione di tutti i paesi bassi nel 1569.*

4 Né en 1497.

II.

TABLEAU GÉNÉALOGIQUE DES GUICCIARDINI, D'APRÈS LITTA.



III.

LISTE DES MEMBRES DE LA FAMILLE GUICCIARDINI QUI OBTINRENT LES TITRES DE PRIEUR ET DE GONFALONIER.[1]

1302	juin[2]....	Simone di Tuccio.................	GONFALONIER.
1305	août.....	Simone di Tuccio......	PRIEUR.
1308	avril	Leone di Tuccio..................	*Id.*
1333	avril.....	Leone di Tuccio....	*Id.*
1338	15 décem.	Leone di Tuccio..................	GONFALONIER.
1348	juillet....	Luca di Simone..	*Id.*
1353	juillet....	Luca di Simone	PRIEUR.
1355	mai.....	Piero[3] di Ghino....	*Id.*
1367	novembre	Piero di Ghino	GONFALONIER.
1372	novembre	Niccolò[4] di Albizzo	PRIEUR.
1378	juillet....	Luigi[5] di Piero..................	GONFALONIER.
1387	novembre	Luigi di Piero...	*Id.*
1392	mai.....	Francesco di Niccolò di Albizzo..	PRIEUR.
1399	janvier...	Niccolò di Luigi....	*Id.*
1401	novembre	Luigi di Piero	GONFALONIER.
1404	mai.....	Francesco[6] di Niccolò	PRIEUR.
1406	novembre	Niccolò di Luigi..................	*Id.*
1412	septembre	Francesco di Niccolò..............	*Id.*
1416	septembre	Piero di Luigi............	*Id.*
1421	novembre	Piero di Luigi...................	GONFALONIER.
1423	janvier...	Paolo di Francesco	PRIEUR.
1430	mai.....	Battista di Niccolò di Luigi	*Id.*
1434	mai.....	Giovanni di Francesco....	*Id.*
1435	novembre	Piero di Luigi...	GONFALONIER.
1438	mars....	Piero di Luigi	*Id.*
1440	novembre	Luigi[7] di Piero	PRIEUR.
1447	mars....	Luigi di Piero.	*Id.*
1452	mars....	Luigi di Piero...............	GONFALONIER.
1454	novembre	Jacopo[8] di Piero..................	PRIEUR.

[1] Extraite d'un registre conservé à la bibliothèque Magliabecchi. — [2] C'est l'époque de l'entrée en charge; les fonctions duraient deux mois. — [3] C'est le chef de la branche, d'où est sorti l'historien. — [4] D'une autre branche que tous les précédents, sortie de Nicolà di Guicciardino.— [5] Le tumulte des Ciompi le fit déposer le 22 du même mois. — [6] Ce Francesco n'est pas le même que celui de 1392 ; c'est Francesco di Niccolò di Ghino.

[7] Grand-oncle de l'historien. — [8] Grand-père de l'historien.

1457	novembre	Luigi di Piero....................	GONFALONIER.
1460	janvier .	Jacopo di Piero....	PRIEUR.
1463	janvier ..	Giovanni[1] di Niccolò	*Id.*
1468	mars....	Jacopo di Piero.........	GONFALONIER.
1470	septembre	Braccio di Niccolò[2] di Piero	PRIEUR.
1472	mars ...	Luigi di Piero....................	GONFALONIER.
1474	mai.....	Oddo[3] di Niccolò di Piero..........	PRIEUR.
1476	mars...	Jacopo di Piero....................	GONFALONIER.
1478	mai.....	Luigi di Piero.	PRIEUR.
1479	septembre	Oddo di Niccolò di Piero...........	*Id.*
1481	mai.....	Jacopo di Piero...................	*Id.*
1484	mai.. ..	Piero di Jacopo............ ...	*Id.*
1489	mars....	Piero di Jacopo...................	*Id.*
1493	janvier...	Niccolò di Giovanni[4] di Niccolò	*Id.*
1497	juillet...	Piero di Jacopo,.	*Id.*
1500	janvier ..	Niccolò di Braccio di Niccolò di Piero.	*Id.*
1504	novembre	Battista[5] di Braccio....	*Id.*
1508	novembre	Luigi[6] di Piero.........	*Id.*
1511	mai.....	Jacopo[7] di Piero.................	*Id.*
1513	mai.....	Niccolò di Oddo[8] di Niccolò.........	*Id.*
1515	septembre	Francesco[9] di Piero	*Id.*
1516	janvier ..	Luigi di Piero................ ..	*Id.*
1519	mai.....	Niccolò di Oddo	*Id.*
1520	novembre	Luigi di Piero....................	*Id.*
1523	mars ..	Jacopo di Piero.........	*Id.*
1527	mars....	Luigi di Piero....................	GONFALONIER.
1531	mai.....	Girolamo[10] di Piero	PRIEUR.
1532	mars....	Luigi di Piero....................	*Id.*

[1] Frère de Battista qui est prieur en 1430.— [2] Ce Niccolò était un grand-oncle de l'historien qui n'eut pas lui-même le titre de prieur. — [3] Frère du Braccio de 1470. — [4] C'est le Giovanni de 1463.

[5] Frère du précédent. — [6] Frère de l'historien. — [7] Id. — [8] Voy. en 1474, et 1479. — [9] L'historien. — [10] Son frère cadet.

IV.

LISTE DES PRINCIPALES ÉDITIONS ET TRADUCTIONS DE GUICHARDIN.[1]

1. *Istoria d'Italia.*— Firenze. Torrentino, 1561, in-f°.

Frontispice ; épître dédicatoire d'Agnolo Guicciardini, neveu de l'auteur et éditeur de l'ouvrage, à Cosme Ier. Extrait du privilége. Errata. Portrait de Guichardin, gravé sur bois en forme de médaillon ; 665 feuillets. La même année, Torrentino réimprima le livre sous le format in-8°, en deux volumes avec une seule pagination qui va jusqu'au n° 1295. Les deux impressions ne contiennent que les seize premiers livres, encore mutilés sous la censure de Concini secrétaire de Cosme. Les quatre derniers livres furent publiés à Parme, chez Seth Viotto, 1564, 1567, ainsi qu'à Venise, 1567. L'édition de Parme est préférée.

2. *La Stessa* in libri XX. Venezia. Giolito, 1567, 1568, 1569, in-4°, avec un portrait.

Il s'y trouve un sonnet de Tommaso Porcacchi. Les exemplaires portent indifféremment les trois dates sus-mentionnées. En tête se lit la vie de Guichardin par Remigio Nannini de Florence. C'est l'édition dont les auteurs de dictionnaires ont le plus fait usage. Elle fut reproduite à Venise, Angelieri, 1573 in-4°, avec les notes de Porcacchi, et le jugement du même à la fin ; réimprimée en 1583, 1587, 1592, 1599, 1610.

3. *La Stessa.* Ginevra, Stoër, 1621, vol. 2 in-8°.

Réimprimée en 1636, 1639, 1645. Édition d'après Apostolo Zeno, assez incorrecte, mais estimée, parce qu'elle contient des fragments jusque là inédits des livres III, IV et V. La syntaxe et le sens y sont aussi améliorés. Elle contient une vie de Guichardin, écrite par son neveu, ou par Francesco Sansovino, auteur de la dédicace. Bayle en fait grand cas.

4. *La Stessa.* Venezia, Pasquali, 1738-9 : vol. 2 in-f° ; avec portrait et table généalogique. En 1750 se publia un complément contenant

[1] Pour les éditions italiennes, j'ai consulté le livre de Gamba, *Serie de' Test di Lingua*. Il donne celles qui font autorité, et cela suffit.

deux passages omis, La Haye, chez Pierre Gosse (Venezia, Pasquali). Incorrecte selon Rosini. Elle contient une vie de Guichardin par Manni, les Réflexions de Garzoni, les Considérations de Gian Battista Leoni et les Notes et Index d'Apostolo Zeno.

5. *La Stessa*. Friburgo (Firenze), 1774-6 ; vol. 4 in-4o avec portrait. Faite par les soins du chanoine Bonso Pio Bonsi. Il y reste des fautes selon Rosini. Ce fut pourtant la meilleure pendant longtemps. Réimprimée dans la collection des classiques italiens de Milan.

6. *La Stessa*. Firenze, Niccolò Conti, 1819. vol. 8, in-8°. Copie fidèle du manuscrit tout entier, supposé autographe.

7. *La Stessa*. Pisa, Niccolò Capurro, 1819-20, vol. 10 in-4° et in-8° avec portraits. Avec les corrections de Rosini et un essai sur la vie et les ouvrages de Guichardin. Réimprimée à Paris chez Baudry, 1835, avec une préface de Botta, les notes et le jugement de Porcacchi.

* Guicciardini (Francesco) ; ***Più consigli e avvertimenti in materia di republica e di privata***. Parigi, Federigo Morello, 1576, in-4°. Dédié à la reine-mère, avec une lettre de Jacques Corbinelli à Pomponne de Bellièvre.

* Dans le livre intitulé ***Considerazioni civili sopra le Storie di Francesco Guicciardini***, Venezia, Zenaro, 1582, in-4°, se lisent avec quelques différences les ***Aurei avvertimenti***. D'ailleurs j'ai déjà indiqué les diverses réimpressions des ouvrages politiques de Guichardin et les principaux fragments de sa correspondance qui sont épars dans divers recueils.

On cite de l'histoire d'Italie une traduction anglaise, Londres, 1618, in-f° ; allemande, Bâle, 1574, in-f° ; Flamande, Dordrecht, 1599, in-4° ; espagnole, 1581, in-fo. Le livre a été traduit en français par Jérôme Chomedey, 1568, Paris, in-f° ; *Ibid*, 1577 ; Genève, 1577 et 1583, in-8° ; puis la traduction s'est réimprimée avec des remarques de François de La Noue à Genève, 1583, in-8°, 2 vol., et à Paris, 1612, in-f°. Une autre fut faite par un M. Georgeon sur les papiers d'un nommé Favre, Londres (Paris), 1788, 3 vol. in-4°. Elle a été corrigée et donnée par M. Buchon dans le Panthéon Littéraire, Paris, 1839. Enfin, il existe une traduction latine de Cœlius Secundus Curio, Bâle, 1566, in-fo, et 1567 in-4° [1].

[1] *Biographie générale* de Didot. Toute la partie bibliographique en est complète et fort utile.

Je laisse de côté l'indication des publications spéciales de passages omis dans les premières éditions et rétablis dans les dernières.

Actuellement se publient les œuvres inédites, sous la direction de M. Canestrini.

Le 1er volume comprend les ***Considerazioni intorno ai discorsi del Machiavelli sopra la prima deca di Tito-Livio ;*** les ***Ricordi Politici e Civili ;*** les ***Discorsi Politici.***

Le 2e : ***Del Reggimento di Firenze libri due ; Discorsi intorno alle mutazioni e riforme del governo Fiorentino.***

Le 3e : ***Storia Fiorentina dai tempi di Cosimo de' Medici a quelli del gonfaloniere Soderini.***

Plus tard viendront, tirées des archives des Guicciardini, les correspondances officielles de Guichardin pendant son gouvernement de Modène, Reggio, Parme, sa présidence de Romagne, sa lieutenance-générale en Italie, son gouvernement de Bologne ; les lettres qui lui sont adressées par les princes italiens et étrangers, les papes, les cardinaux, les ambassadeurs, les ministres et hommes d'état les plus célèbres du temps ; sa correspondance avec les Médicis, les chefs de la république florentine et ses amis ; enfin une nouvelle édition de l'*Ambassade d'Espagne* et de l'histoire, ainsi que la publication de ce qu'il a laissé de ses mémoires autographes. Quelques-unes de ces pièces sont déjà prêtes pour l'impression ; les autres, classées et disposées dans leur ordre, se préparent actuellement.

V.

CATALOGUE DES PIÈCES DE LA MAIN DE GUICHARDIN QUI SE TROUVENT DANS LA COLLECTION STROZZI AUX ARCHIVES DES UFFIZI.

1492[1]. Ristretto della vita ed elogio di Lorenzo de' Medici detto il Magnifico, ed altre scritture del Guicciardino. Filza 363, a 4, 6, 7.

1497[2], 17 agosto. Copia di consigli dati alla Signoria di Firenze sopra il processo di Lorenzo Tornabuoni, Bernardo del Nero e comp., per trattato de' fuorusciti Medicei (di sua mano). Fa 363, a 3.

1504, 4 genn. Gli scrive da Firenze a un Giovanni. Lettera tutta allegorica. Fa 138, a 61.

1509[3]. Sue lettere da n° 1 a 189 inclusive, mancandovi però i ni. 93 a 102 inclusive, scritte dall'anno 1509 al 1539, al suo fratello Luigi da Firenze, Modena, Spagna, Roma, Piacenza, dal campo pontificio (1526), dal campo presso Milano, 1526, da Reggio, da Bologna. Fa 123.

151.. Scritture[4] con appunti storici di suoi tempi. Fa 118, a 48.

1514 et 1515. Più estratti di sue lettere degli anni 1514 et 1515, che erano in mano del senatore Carlo Strozzi. Fa 11, da 43 a 62.

1517, 28 genn.[5] Scrive da Modena al segr. Goro Gheri che sono comparsi i Guasconi con ser Giovanni da Poppi, e che sono allogiati parte a Castelfranco, e gli altri ne' luoghi della città, che non vogliono oltrepassare se non hanno la paga. Che Guasconi sono da 3500 e i Lanzeknecht da 1500. Fa 7, a 33.

1517, 30 genn. Copia di sua lettera a Goro Gheri. Che ser Giovanni da

1 J'ai fait plus haut mes observations sur cette date que je crois inexacte
2 Il n'est guère facile de déterminer si ces papiers furent écrits à cette époque (il avait quatorze ans), ou si ce sont des matériaux recueillis plus tard pour la composition de l'histoire de Florence ou de l'histoire d'Italie.— 3 C'est le cahier le plus précieux et le plus intéressant de la collection. Presque tous les morceaux en sont entièrement autographes.—4 Notes probablement destinées à ses compositions historiques. Il en existe beaucoup du même genre dans les archives du palais Guicciardini.— 5 Pour ces lettres comparez l'*Histoire d'Italie* XIII, 1.

Poppi aveva promesso pagare i Guasconi quanto paga le sue fanterie il re di Francia; quindi dispiaceri e gravi accuse contro ser Giov. Lettera scritta da Modena. Fª 7, a 87.

1517, 30 genn. Al duca Lorenzo de'Medici da Modena, sull'oggetto di sopra. Fª 7, a 91.

1517, 3 feb. All'istesso. Che nel Mantovano si sono presentati 1700 fanti, e che 400 hanno già passato il Po. Che e stato loro intimato di tornare indietro, quando il duca non ordinì altrimenti. Fª 8, a 27.

1517, 4 feb. Al segretario Goro Gheri a Firenze da Modena. Gli manda 1000 ducati per Giov. Batt. Strozzi, oltre gli 1800 mandatigli per Roberto del Beccuto. Confirma l'arrivo di genti nel Mantovano, chiede parere, per chè potrebbe nascere qualche sinistro. Fª 8, a 30.

——— Che quelle genti dette di sopra dicono andare per Francesco Mª; mà che anderanno con chi li paghì. Fª 8, a 31.

1517, 6 feb. Al duca Lorenzo de' Medici, da Modena; sopra il passo di molti soldati venturieri. Fª 8, a 46.

1517, 10 feb. A Goro Gheri. Di certi cavalli giunti sul Reggiano sotto colore di cercare passo ed alloggio per 3000 fanti. Mà sembra un pretesto per far danari, poiche non si sono visti alcuni fanti. Fª 8, a 69.

1517, 11 feb. Spedisce al duca Lorenzo de'Medici certe lettere ed altre ne riceve da lui. Fª 8, a 68.

1517, 15 feb. Manda al duca Lorenzo de' Medici certe lettere da Milano, etc.

1517, 11 feb. Spedisce al duca Lorenzo de' Medici certe lettere da Milano; che i Lanzichenecchi, i quali erano a Trento se ne sono tornati a casa. Fª 8, a 99.

1517, 28 feb. Da Modena a Goro Gheri. Delle cose del duca di Ferrara. Voci di prossimo accordo col papa ad intercessione del Christᵐᵒ; di pratiche tra l'imperadore e Francia. Fª 8, a 238.

1517, 28 feb. Da Modena al duca Lorenzo de' Medici. Dell'arrivo di mons. di Sizo a Parma con 300 lance che presto saranno nel Reggiano. Fa istanza che Modena sia liberata degli alloggi, essendo stranato troppo quel territorio. Fª 8, a 243.

1517, 10 marzo. Scrive al duca Lorenzo de' Medici dell'arrivo di mons. di Sisa a Modena con 250 lance e che non partirà senza ordini del Duca. Consigli di scrivergli lettere cortesi, perchè pare sia dubitoso, quantunque desideri servire al papa. Fa 8, a 67.

152. . Poesia in terza rima creduta di lui e indirizzata a Francesco I re di Francia, invitandolo a prendere a cuore le sventure d'Italia. Fa 125, a 1.

1524, 3 nov. Da Ravenna, al cardinale Giovanni Salviati, legato in Lombardia. Parole in giustificazione del conte Guido da Correggio cacciato di Parma per sospetto de' Franzesi. Fa 157, a 4, 8, 83, 92.

1524, 5, 16, 17 nov. Sulla malattia e la morte del marchese Pallavicino; allo stesso, da Parma. Gli raccommanda messer Zaccaria. Discalzi di Ravenna. Responsiva di poco interesse. Fa 160, a 5, 116, 157.

1524-1537; da Bologna, da Firenze, da Imola. Lettere a messer Bernardo Spina, a Roberto Pucci, a Jacopo Salviati, sugli affari correnti d'Italia. Una nota o istruzione a ser Niccolò da Colle, commissario sopra la montagna di Reggio. Abbozzo d'un discorso al papa e al re Christmo. Fa 132, da 180 a 205.

1526 a 1527. Minute di sue lettere, quando scriveva come governatore di Parma, contenute in 29 pag. Seguono altre lettere scritte al stesso messer Francesco governatore di Modena da diversi, come il card. Giulio de' Medici, Gio. Matteo Colombo, Gio. Franc. Pico della Mirandola, Goro Gheri, Gio. Poppi, Luigi Guicciardini, Jacopo Guicciardini, Lorenzo del Fiesco, Jacopo Saviati, Rosso Ridolfi, etc. Fa 124.

1527. Lettere ad esso scritte da varij relative a quello che accadeva in Italia, nell'anno 1527. Fa 363.

1530 a 1531. Al fratello Luigi Guicciardini commissario a Pisa. Notizia sullo stato di Firenze e sulle mosse dell'esercito Cesareo. Fa 57 e fa 58.

1537. Quando detto fratello Luigi era commissario a Pistoja e ad Arezzo. Fe 58, 59.

1534. Lettere scrittegli dal duca Alessandro de' Medici. Fa 15, da 30 a 45.

1534, 12 luglio. Lettera scrittagli dal vescovo d'Assisi Angiolo Marzi con ragguagli sulla funzione del porre la prima pietra della fortezza detta oggi da Basso o di S. Gian Batt. Fa 15, a 11.

154.. Altre lettere del sudd°. vescovo d'Assisi Angiolo Marzi allo stesso. Fa 15, da 50 a 53.

1534. Lettere scrittegli da Bartolommeo Valori. Fa 15, da 58 a 64.

1534 a 1536. Da fra Roberto Pucci. Fa 15, da 67 a 73.

1534. Da Babbone de' Naldi. Fa 15, 76.

1534. Da Bernardo Lanfredini; da Anton Ma Papazzone; da Aless° del Caccia. Fa 15, a 74, 77, 78.

1537. Lettere scrittegli dal conte Cifuentes e dal marchese del Vasto. Fa 15, a 83 e 84.

1534, 1535. Lettere varie da lui scritte al suo fratello Luigi commis. d'Arezzo. Fa 59.

1534, 8 agosto. Da Bologna a Baccio Valori a Forlì. Della malattia del papa. Che i Naldi con numero di fanti eran sbarcati nelle terre del duca di Ferrara, forse per ordine de' Veneziani. Fa 339, a 206.

1536, 23 dicembre. Da Firenze a Roberto Pucci, notizie varie d'Italia.

1537, aprile. Negozj privati. Fa 342, a 164 e 166.

1539. A Luigi Guicciardini commissario a Pisa. Notizie politiche. Fa 60, a 13, 15, 29, 35, 40, 43.

VI.

DU GOUVERNEMENT DE FLORENCE ET DE SES CHANGEMENTS JUSQU'A LA CHUTE DÉFINITIVE DE LA RÉPUBLIQUE, 1532[1].

Florence fut d'abord, non pas peut-être gouvernée par les ducs Lombards, les ducs, comtes et marquis Francs, qui administrèrent ou possédèrent la Toscane, mais du moins soumise comme le reste du pays à leur autorité. Les priviléges concédés à la cité par Othon Ier en 962, la délimitation de son territoire, l'établissement des Lamberti, des Uberti et de quelques autres familles d'origine allemande dans l'enceinte même de la ville marquent le point de départ de son organisation municipale. Florence avait comme toutes les villes son conseil de Scabins présidé par le délégué du souverain. D'abord, par suite des désordres auxquels donne lieu la lutte engagée entre les prétendants au royaume d'Italie, elle combat les nobles qui l'entourent, détruit leurs châteaux, défait même le vicaire de l'empereur (1113). Son indépendance s'accroît au milieu des guerres du sacerdoce et de l'empire. C'est alors que l'on peut constater pour la première fois d'une manière certaine l'existence des Consuls ou Anciens, dont le nombre varie, et qui ont dans le principe à la fois la puissance judiciaire et le pouvoiri administratif. Successivement, les seigneurs de la campagne et notamment les comtes Guidi succombent dans leur lutte contre la commune. Mais, à la fin du douzième siècle, le débat commence dans l'intérieur de la cité entre les nobles qui veulent dominer au nom de leurs traditions et de leurs richesses et les magistrats réguliers. Les empereurs de la maison de Hohenstauffen soutiennent à la fois la noblesse de la campagne au dehors et celle de la ville au dedans. Tels sont les pré-

[1] Ce travail a uniquement pour objet de servir en plusieurs endroits de commentaire à l'Étude sur Guichardin. Pour les institutions, je n'ai indiqué que les principales et surtout celles auxquelles j'ai fait allusion dans quelques parties. Je me suis servi des auteurs les plus autorisés que j'ai pu me procurer sur ces matières, je citerai par exemple entre les anciens historiens, Nardi, Varchi, Giannotti, Pitti, Guichardin lui-même, Machiavel; parmi les modernes, Pagnini, les *Tables* de M. Reumont, et le préambule du 1er volume des *Négociations Diplomatiques entre la France et la Toscane* de M. Abel Desjardins et de M. Canestrini, enfin *Les Républiques italienne* de Sismondi, ouvrages auxquels je reconnais devoir beaucoup.

ludes de la querelle des Gibelins et des Guelfes, dont les uns représentent l'ancienne noblesse d'origine germanique, s'appuyant sur les Allemands et le souverain de droit, les autres le parti de la bourgeoisie ou du moins de la noblesse indigène et de l'indépendance nationale. En 1207 est institué le premier podestat, dont on borne les fonctions à la durée d'une année, en le choisissant parmi les étrangers. Il juge les procès avec un conseil choisi par lui-même, sans autre frein que la crainte des mécontentements populaires et des terribles émeutes qu'ils amènent. L'administration municipale reste entre les mains des consuls assistés d'un conseil de cent *Buoni Uomini*. Le démêlé des Buondelmonti et des Amidei produit l'explosion des discordes. Cependant sur tout le territoire on exige le serment d'obéissance à la *Seigneurie de la commune* dont l'autorité augmente sans cesse. Les Guelfes et les Gibelins se disputent Florence. Les Guelfes, qui s'enfuient à l'arrivée de Frédéric II, sont rappelés par le peuple et leurs ennemis chassés à leur tour. En même temps la constitution est profondément modifiée, 1250. Le podestat est réduit à la justice civile, et l'on crée un *Capitaine du peuple*, assisté de trente-six *Caporali* et d'un conseil de douze *Anciens*. La ville était divisée en six parties (*Sestieri*); pour chacune sont établies des compagnies de milice (20 en tout, réparties par 3 et par 4, selon l'importance des *Sestieri*), dirigées par des *Gonfaloniers* ou chefs spéciaux. La cloche qui appelle les citoyens aux armes est mise dans la tour du Lion et l'on commence le palais de la commune. La bataille de Monteaperti, 1260, donne un moment la victoire aux Gibelins. Mais affaiblis par l'arrivée de Charles d'Anjou et la défaite de Manfred, ils consentent à une tentative de conciliation. Deux *Podestats* gouvernent la ville, aidés d'un conseil de trente-six citoyens, marchands et artisans, appartenant aux deux factions. Les arts s'organisent; sept d'entre eux prennent le titre de Majeurs et ont leur consul et leur bannière, 1266. L'année suivante, les Gibelins sont expulsés avec le secours de Charles d'Anjou qui reçoit pour dix ans la seigneurie de Florence. Un vicaire administre en son nom avec douze *Bons-Hommes* renouvelés tous les deux mois. En même temps existent le *Conseil du Peuple* composé de cent *Popolani* ou bourgeois, le *Conseil de Credenza*, où entrent 80 personnes et les *Capitudini*, c'est-à-dire, les chefs des arts majeurs, le *Conseil du Podestat* de 90 citoyens nobles et bourgeois, et le *Conseil Général* formé de trois cents hommes de toute condition. Les lois et règlements préparés par le vicaire et ses assesseurs étaient successivement proposés

à l'adoption de chacune de ces assemblées. C'est à la même époque qu'il faut rapporter la création de l'importante magistrature des *Capitaines du parti Guelfe,* chargés de la défense du parti et de l'administration des biens enlevés à leurs adversaires. L'Église s'interpose entre les combattants, et l'on nomme quatorze *Bons-Hommes,* huit guelfes et six gibelins, nobles ou bourgeois, pour diriger l'État. Ils se rassemblent dans l'Abbaye[1]. Enfin la dernière transformation amenée peu à peu par la prépondérance croissante de l'élément populaire dans les pouvoirs administratif et consultatif s'opère en 1282. Les *Prieurs des arts* sont nommés au lieu des Bons Hommes. Ils représentent à la fois les différents quartiers et les différents arts. Leurs fonctions sont limitées à deux mois ; les grands en sont exclus à moins de renoncer à leur noblesse, à leur nom et à leurs armes, et d'exercer effectivement un métier. En 1295, l'institution du *Gonfalonier de justice,* et la compilation des *Ordinamenta justitiæ* consacrent et affermissent la révolution.

Elle n'était pourtant pas tellement définitive que la bourgeoisie n'eût encore des combats à livrer contre la noblesse qu'elle avait abattue. Les *Ordinamenta justitiæ* durent être compilés, c'est-à-dire, augmentés de nouvelles prescriptions en 1295, en 1324 et en 1344. La lutte des Blancs et des Noirs, commencée entre deux familles nobles, remit en présence les partis divers et leur donna une occasion de se dessiner sous un aspect encore inconnu. Dans la période précédente, les nobles urbains ou d'origine italienne avaient en général formé le noyau de la faction guelfe, opposée aux nobles de la campagne, ou d'origine étrangère qui composaient la faction Gibeline. Pour triompher, ils s'étaient appuyés sur la bourgeoisie, et surtout sur ses chefs, que leur influence et leur richesse rendaient plus utiles. Mais il s'était passé ce qui arrive ordinairement en pareil cas ; les auxiliaires avaient fini par supplanter leurs alliés. S'il est permis de comparer Florence à Rome républicaine, on peut dire qu'au lieu d'un débat entre les patriciens et les plébéiens, il y avait débat entre deux fractions des patriciens. La faction victorieuse avait dû partager les fruits de son succès avec les plébéiens qu'elle avait appelés à son aide. Ceux-ci à leur tour prirent le dessus. Mais si les riches plébéiens de Rome, en se mêlant aux anciennes familles, avaient formé ce qui devint la *Noblesse* enne-

[1] L'Abbaye des Bénédictins, qui s'appelle encore aujourd'hui la Badia. L'histoire en a été faite par M. Uccelli.

mie des chevaliers et du peuple, à Florence la nouvelle noblesse se trouvait presque uniquement composée des riches plébéiens, à l'exclusion des nobles d'abord et ensuite du petit peuple, traité par les nouveaux puissants non moins orgueilleusement que par leurs prédécesseurs. Il allait en résulter une situation singulière. L'ancienne noblesse rejetée au second plan, mais non vaincue, reprit la lutte d'une autre façon, en se portant selon son intérêt tantôt d'un côté tantôt de l'autre, alternativement frappée par les deux partis, toujours en possession d'une part réelle d'influence malgré son abaissement, mais la voyant diminuer chaque jour, jusqu'au moment où, minant le terrain sous les pas de ses ennemis et sous les siens propres, elle contribua avec le bas peuple à jeter l'état sous le joug d'un seul homme.

Les plus riches bourgeois et la plupart des nobles du parti guelfe furent Noirs; les anciennes familles gibelines qui s'étaient soumises, les artisans et les bourgeois de la classe inférieure se firent Blancs. Les Noirs triomphant, l'orgueil du chef des nobles de ce parti attira sur lui et sur les grands la vengeance des bourgeois. En même temps, une tentative des Gibelins et des Blancs ouvertement coalisés échoue contre Florence. La ruine des Donati, des Cavalcanti, des Gherardini, des Cerchi, des Ubertini en est le résultat en 1304 et 1308. Une magistrature spéciale, celle de l'*Exécuteur des ordonnances de justice* est aussi créée en 1306 pour compléter les moyens d'action du peuple. Mais la lassitude suivait souvent les victoires de la bourgeoisie sur ses indomptables adversaires. De là cet abandon réitéré du pouvoir suprême entre les mains de princes étrangers. Ainsi en 1313, les Florentins donnent la seigneurie de leur ville pour cinq ans au roi Robert de Naples, à condition qu'il conservera les lois de la république et qu'il maintiendra la magistrature des Prieurs avec toutes les prérogatives qu'elle possède. Bientôt le vicaire de Robert est chassé et l'autorité principale passe au *Bargello* ou chef de la police; puis un nouveau vicaire est admis avec des pouvoirs restreints. Rien n'était plus mal défini que son influence. Elle s'exerçait par la nomination de citoyens de son parti parmi les seigneurs, et la suppression, au profit de ses officiers, du podestat et du capitaine du peuple. C'est aussi à peu-près vers cette époque, que l'adjonction de douze conseillers nommés *Bons Hommes* aux seigneurs et aux gonfaloniers des compagnies forma ce qu'on appela les *Colléges*. En même temps la situation des grands s'aggrave à la suite des désordres intérieurs qui éclatent dans la guerre soutenue contre Castruccio Castracani tyran

de Lucques, et s'introduit la coutume du *scrutin* et de l'*Imborsatione* qui décidait pour plusieurs années (3 ou 5) des noms des magistrats, s'en remettant au sort de fixer entre eux l'ordre de succession. En 1322, la ville avait été rendue à elle-même; en 1326, elle se donne au duc de Calabre, fils aîné du roi Robert, qui se fait représenter par Gauthier de Brienne, duc d'Athènes. Le lieutenant prend d'abord le serment des Florentins, et nomme ou fait nommer à son gré les magistrats. Le duc arrive lui-même bientôt après; de grandes discussions s'élèvent pour fixer les bornes de son autorité. Il devient presque absolu, et par ses dépenses épuise les Florentins. Son départ en 1328 les laisse indépendants; ils en profitent pour introduire une modification dans leur constitution. Les anciens conseils sont abolis et remplacés par le *Conseil Populaire* de 300 membres sous la présidence du Capitaine du peuple, entièrement composé de bourgeois, et le *Conseil de la Commune* de 250 membres également choisis parmi les nobles et les bourgeois. En 1335 se crée l'office du *Capitaine de la Garde,* dont les fonctions paraissent avoir été semblables à celles du Grand-Prévôt de France. Mais l'incertitude où l'on se trouvait toujours en face d'une charge nouvellement instituée, et les facilités que l'on avait de s'arroger un pouvoir exorbitant au milieu du désordre général, autorisent à croire qu'au moins dans le principe cette magistrature eut une grande importance. Ce qui est certain, c'est que la tyrannie du Capitaine de la Garde appelé par les riches bourgeois fut cause d'une conjuration des nobles à la tête de laquelle se mirent les Bardi et les Frescobaldi. La répression trop rigoureuse amène une réaction. Le duc d'Athènes était revenu à Florence avec le titre de *Conservateur et de Capitaine du Peuple.* Les grands s'entendirent avec lui, et d'accord avec la populace, lui firent décerner le titre de seigneur perpétuel, malgré la résistance de la bourgeoisie. Bientôt le nouveau maître leva le masque et ses coups frappèrent à la fois sur tous les partis, Bourgeois et nobles eurent à souffrir de son despotisme. Comme le dit Machiavel, les institutions furent renversées, les lois annulées, les mœurs corrompues. Les trois classes de l'état, nobles, bourgeois, artisans, complotèrent séparément contre lui. L'émeute emporta son pouvoir à peine défendu par les bouchers et la lie du peuple. Les nobles avaient coopéré à la révolution; on les récompensa de leur concours en leur rendant un tiers des places de la seigneurie et la moitié des autres emplois. La ville fut divisée en *quartiers;* les *Seigneurs,* dont le nombre avait varié, furent établis au

nombre de trois par quartier, et on leur adjoignit huit conseillers, dont quatre de chaque ordre. La constitution faisait un pas rétrograde, en remontant plus haut même que la réforme de Giano della Bella, et celle de 1282. Mais il n'y avait aucune chance de durée pour cette concorde éphémère, établie entre deux partis si divisés. L'insolence des grands fournit bientôt une occasion ; on les contraignit de renoncer aux offices, et on institua une forme d'administration nouvelle, rappelant l'ancienne en beaucoup de points, parmi lesquels il faut citer la *Seigneurie,* le *Gonfaloniérat de justice*, et ceux des *Compagnies,* enfin un *Conseil* de 75 bourgeois par quartier. Une bataille, qui s'engagea dans la ville entière, consacra la victoire du parti populaire. Le nombre des seigneurs fut réduit à 8 ; les différentes classes de la bourgeoisie se partagèrent les magistratures, et ceux des nobles qui consentirent à se faire inscrire dans le peuple, en perdant leur nom et leurs armoiries, en furent exclus au moins pendant cinq ans.

La constitution entrait alors dans une nouvelle phase de son développement. La loi du *Divieto,* en écartant, pendant un laps de temps déterminé, des honneurs publics les membres d'une famille dont le nom avait déjà paru sur les listes des magistrats, favorisait, au détriment des familles anciennes et nombreuses, le progrès des familles nouvelles bornées à un petit nombre de membres. Il y avait là un danger pour la haute bourgeoisie guelfe. La démocratie tendait à envahir l'État. Ce fut la cause de la loi de l'*Ammonizione,* dirigée contre les anciens Gibelins. Elle devint le plus redoutable des pouvoirs arbitraires. Les capitaines du parti Guelfe, jusque là sans importance principale dans la constitution, en acquièrent une extraordinaire, puisqu'ils ont le privilége excessif de priver les citoyens d'exercer les charges publiques. En vain essaie-t-on de modérer leur despotisme en leur adjoignant trois membres, dont deux pris dans les arts mineurs, contre lesquels ils agissaient surtout, et en obligeant toute dénonciation portée devant leur tribunal à être confirmée par 24 citoyens. Les admonitions ne font qu'empirer, grâce au concours que l'ancienne noblesse, blessée des soupçons démocratiques de la moyenne bourgeoisie, prête à la haute. La querelle particulière des Albizzi et des Ricci vient enflammer le débat. Une commission de 56 personnes nommée en 1372 essaie de désarmer les adversaires opposés en interdisant à leurs chefs les charges pour cinq ans. Peu après, la création des *Dix de Liberté,* des *Huit de la Guerre,* donna une force nouvelle à la moyenne bourgeoisie, dont les défenseurs remplirent surtout cette magistrature.

Mais, en éloignant de la seigneurie les principales têtes de l'aristocratie bourgeoise, on lui laissait ouvert le palais des Capitaines du parti Guelfe, d'où, coalisés avec les anciens nobles, ils tyrannisaient l'État. La collision était imminente. A l'intérieur la haute bourgeoisie, alliée avec l'ancienne noblesse, et conduite par les Albizzi, avait le dessus. Mais les chefs de la moyenne bourgeoisie, par les succès que les Huit obtenaient à l'extérieur, acquéraient une popularité inquiétante pour leurs ennemis, et de plus ils essayaient de mettre de leur côté le petit peuple. Les Médicis avaient succédé aux Ricci dans la direction du parti. Le conflit éclata en 1378, à l'occasion d'une loi portée contre les capitaines du parti guelfe par Salvestro de Médicis, alors gonfalonier. La loi est repoussée par les seigneurs, et l'émeute trouble les rues. C'est le tumulte des Ciompi. Mais la moyenne bourgeoisie en prend la direction, et la populace, un instant maîtresse, s'attribue une part importante daus l'État. La tranquillité se rétablit un moment au profit de la moyenne bourgeoisie. Les excès de ses chefs compromettent sa victoire. Bientôt les règlements promulgués au profit des arts mineurs sont cassés, et de nouveau la faction des riches bourgeois exile et prive des magistratures. L'habile et cruelle administration de Maso des Albizzi fait échouer toutes les tentatives populaires.

Nous voici arrivés à la période du triomphe le plus complet de la nouvelle noblesse. C'est la véritable époque des succès de la Commune Florentine, démocratique dans le principe de sa constitution, mais aristocratique dans sa direction. Comment la situation de la haute bourgeoisie si prospère se compromit, c'est que j'ai dit, en analysant l'histoire de Florence de Guichardin. Je me contenterai donc de rappeler ici que, sans que la forme extérieure fût modifiée, l'influence, naguère partagée entre quelques familles, se concentra dans les mains du chef d'une seule. Diverses tentatives essayées par la haute bourgeoisie pour reprendre le pouvoir échouèrent, comme avaient échoué celles de l'ancienne noblesse. Le caractère du nouveau gouvernement fut de paraître prendre en main les intérêts des classes opprimées, tout en n'agissant que pour lui-même. Cette tactique et la désunion de ses ennemis le rendit tout-puissant, jusqu'au jour, où par l'excès même de son absolutisme, il crut n'avoir plus rien à ménager et succomba sous une coalition de tous les partis, favorisée par l'étranger. Mais les Florentins ne purent pas s'entendre. La haute bourgeoisie essaya d'abord de ressaisir l'autorité ; la moyenne l'en empêcha et voulut à son tour organiser le gouvernement. C'est le but du mouvement dirigé

par Savonarole et ses amis, puis par les Soderini. Une nouvelle révolution ramène les Médicis, chassés encore en 1527. La vie de Guichardin et ses discours politiques nous font assister à ces péripéties. Cette fois, la lassitude avait jeté presque tous les anciens vaincus dans leur camp, et avec Alexandre et Cosme disparut complétement l'ancienne constitution républicaine.

Les vicissitudes de la constitution peuvent donc se résumer ainsi en peu de mots : d'abord prépondérance de la noblesse féodale vaincue par la noblesse urbaine ; celle-ci s'appuyant d'abord sur la haute bourgeoisie est renversée par son alliée. La moyenne bourgeoisie combat la haute en se donnant un chef qui se fait tyran. Lasse de toujours servir, elle essaie d'être à son tour maîtresse. Son expérience est celle qui dure le moins, et l'histoire de la liberté se clôt pour un temps à Florence comme dans le reste de l'Italie.

Malgré les changements nombreux que je viens d'indiquer, les institutions se sont développées d'après un certain plan régulier et sur un modèle dont le fond est resté à peu près identique à lui-même. En somme, les mêmes bases ont toujours porté l'édifice, surtout depuis la grande révolution qui a dépouillé l'ancienne noblesse de son autorité jusqu'à celle qui a mis Florence, en apparence comme en réalité, aux mains d'un prince absolu. On peut donc reprendre les principales parties de la constitution en exposant rapidement les phases par lesquelles chacune a passé.

Voici l'ordre des questions que je suivrai dans ce résumé :

1° Des diverses classes de citoyens ;
2° De la division en quartiers et en arts ;
3° Des magistratures politiques, de justice et de police ;
4° Des conseils délibératifs et consultatifs ;
5° Des finances ;
6° De la milice ;
7° De la diplomatie ;
8° De l'administration du domaine Florentin.

§ 1. DES DIVERSES ESPÈCES DE CITOYENS.

Dans la cité de Florence, dit Nardi, au préambule de son histoire, il y a trois espèces d'habitants, la noblesse *(nobiltà)*, la haute bourgeoisie (*il popolo grasso*), et le menu peuple (*il popolo minuto*).

C'est la division la plus connue et la plus naturelle. Cependant il est encore possible d'en admettre d'autres. Dans la noblesse, et sous ce mot Nardi a entendu l'ancienne, il y a les nobles proprement dits, *nobili,* amenés par force dans la cité, après avoir été dépouillés de leurs dominations particulières quand Florence étendit son territoire ; les grands, *grandi,* qui, nés dans leur patrie, y accrurent leur influence par leur richesse et leur industrie ; les *hommes de familles* qui, étrangers d'abord, vinrent à leur tour s'établir à Florence, en conservant au dehors leurs seigneuries et leurs vassaux. Cependant tous, se trouvant à peu près dans les mêmes rapports avec le reste du peuple, portaient indifféremment les trois noms que je viens de citer.

Le *popolo grasso* se composait des citoyens d'origine ancienne, non noble, qu'on appelait *popolani* ou *popolari*, inscrits dans les différents arts, et surtout dans les arts majeurs, aptes aux magistratures. Le *popolo minuto*, nommé aussi *plebe*[1], était formé des hommes travaillant dans les métiers qui n'étaient pas organisés en arts spéciaux, et aussi de ceux qui ne pouvaient justifier des conditions de fortune ou d'origine suffisantes pour obtenir les charges. Je signale ici les conditions d'origine, parce qu'elles étaient fort strictes. Au moment même où le gouvernement fut le plus démocratique, après 1494 (je ne dis rien des temps qui suivirent immédiatement le tumulte des Ciompi), il fallait, pour être inscrit sur le tableau des citoyens jouissant des droits les plus étendus, prouver que le père et l'aïeul avaient été proposés pour les offices du premier ordre[2]. C'est ainsi qu'au temps de Savonarole et de Soderini il n'y eut pas, sur toute la population florentine, plus de 4,000 citoyens actifs, comme nous dirions, et en 1527, après les vides que firent la guerre et la peste, on n'en compta que 2,500. Les conditions de fortune étaient aussi fort importantes. Une certaine aisance était nécessaire pour aspirer aux magistratures. On devait posséder des biens qui donnassent des garanties à l'état. Je trouve dans Giannotti une division qui indique les rangs marqués par la fortune. C'est celle du peuple en *Aggravezzati* et en *Plebe*[3]. Les premiers sont ceux sur lesquels l'impôt portait en raison de l'estimation de leurs possessions immobilières énumérées par un *Cadastre* général. Nardi les appelle *Descritti*[4]. Pitti[5], parmi les

[1] Nardi, I, 1. — [2] Varchi, III, Giannotti, *della Repub. fiorent.*, III, 7.
[3] Giannotti, *Discorso intorno alla forma della Repubblica di Firenze.*
[4] I, 1. — [5] *Apolog. de Capucci;* Archiv. Storico, T. IV, part. 2.

Aggravezzati, accuse une nouvelle distinction. Il nomme les ***Benefiziati,*** qui seuls en 1494 entrèrent dans le Conseil général, et purent prétendre en tout temps aux premières magistratures, les ***Statuali*** qui sont capables d'obtenir les offices du dedans et du dehors, c'est-à-dire les magistratures inférieures de la cité, et celles qui ont rapport à l'administration du domaine ; ils entrent dans le Conseil du peuple, eux et leur descendance, s'ils sont nommés à l'une des trois grandes magistratures, la Seigneurie, le Gonfaloniérat des compagnies et le Collége des Bons-Hommes. Après eux se placent les ***Aggravezzati*** qui, sans participation aux emplois, ont le privilége de porter les armes et certaines immunités propres aux citoyens complets. Varchi [1] donne aux trois sortes d'***Aggravezzati*** le nom de ***Sopportanti***. Il note quatre espèces d'habitants : 1° les ***Cittadini Sopportanti*** des arts majeurs ; 2° les ***Sopportanti*** des arts mineurs ; 3° les ***Sopportanti*** qui ne sont pas Statuali : 4° les ***Plebéiens***, et enfin les gens du territoire qui paient les mêmes impôts que les citoyens, sans jouir des mêmes droits ; il les appelle ***Salvatichi***.

Le droit de cité avait ainsi ses degrés. Un accroissement de réputation, certains services rendus à l'État pouvaient aider à les faire franchir. Nardi nous apprend que de 1494 à 1512 la ***Cittadinanza*** était donnée par le grand Conseil, ***oggi e innanzi secondo mi piacque***, dit-il, d'où l'on peut inférer qu'avant l'institution de cette assemblée celles dont elle tint la place avaient le même pouvoir. Des étrangers obtenaient différents droits dans la ville ; c'est ainsi que les Ricasoli, originaires des environs de Sienne et déjà citoyens de cette ville, devinrent grands de Florence ; un document assez curieux nous montre Jacques Cœur et son fils immatriculés dans l'art de la soie [2]. Tous les citoyens en possession des droits civiques sont, d'après Giannotti [3], une sorte de nobles, un corps chef de l'État, ***corpo signore***. Ils ressemblent, dit Nardi [4], aux gentilshommes de Venise.

[1] III.

[2] M. Passerini m'a communiqué la note suivante recueillie sur les registres de l'art de la soie. Dans l'année 1420, on trouve ceci : Jacobus vocatus Giachetto Cuore olim Mainetti de Savoia de Tolosanna (*sic*), Sartor et Farsettarius, populi S. Pancratii, matricolatus fuit. En 1446, Ravaut Cuore filius nobilis viri Jacobi Cordis, vocati Giachetti Cuore, de Burg. Biturig., domicelli et consiliarii serenissimi regis Francorum, Setaiolus grossus matricolatus fuit cum beneficio patris.

[3] *Disc. sulla forma, etc.*

[4] I, 1.

Ils se répartissent entre 400 familles environ. En consultant la liste des gonfaloniers donnée à la suite de l'édition originale de Nardi, on trouve 374 noms différents, ce qui indique avec assez d'exactitude le nombre des familles en possession de voir leur membres devenir gonfaloniers, parce qu'un des principes de la constitution florentine, c'est de diviser le plus également qu'il est possible les honneurs entre ceux qui y ont droit. Varchi[1] indique pourtant le chiffre approximatif de 576 familles de ***Statuali*** pour les arts majeurs et de 220 pour les arts mineurs.

Le droit de cité se perdait ou se suspendait de différentes manières, d'abord par l'***Ammonizione*** et la ***Morosità***. Quand un citoyen était soupçonné d'être Gibelin, il était fait une enquête sur ses opinions et sa conduite par le tribunal du parti guelfe, et les capitaines du parti l'avertissaient qu'il ne pouvait obtenir de magistrature. Il était alors ***Ammonito*** jusqu'à nouvel ordre ou pour un temps déterminé. Dans les scrutins, son nom était écarté, et s'il était déjà dans les bourses et qu'il en sortît, le tirage était considéré comme non avenu. Un citoyen qui était convaincu d'être le débiteur de l'état pour ses contributions ou ses amendes devenait ***Moroso***, c'est-à-dire exclu des emplois jusqu'à ce qu'il se fût acquitté. Ceux qui ne rentraient pas dans cette catégorie étaient appelés ***Netti di specchio***. Enfin quiconque était déclaré rebelle était en quelque sorte mort civilement et perdait tous ses droits jusqu'à ce qu'il fût réhabilité. Il arrivait aussi qu'on était confiné pour un temps marqué sur un point du territoire, ou bien exilé dans une ville étrangère. Souvent alors on se trouvait comme en tutelle, l'état prenait l'administration des biens qu'il pouvait atteindre, et réglait une pension alimentaire servie au confiné ou à l'exilé. Le temps de son éloignement expiré, il redevenait selon les circonstances maître du tout ou d'une partie de sa fortune. Il s'établissait alors des comptes à la suite desquels se prononçait quelquefois la ***Morosità***.

Il me reste à parler de la situation des grands. J'ai dit plus haut que les divers règlements des ***Ordinamenta justitiæ*** les excluaient des magistratures. Il faut ajouter : non de toutes. On leur avait réservé le tiers des places de Capitaines du parti Guelfe, des Dix de la guerre, des Ambassadeurs, et en général des officiers du dehors. Ils formaient le Conseil de la Commune concurremment avec les ***popolani***. Des précautions nombreuses étaient prises contre eux; on leur imposait

[1] IX.

souvent de lourdes amendes ; mais ils ne cessaient d'avoir dans l'état une place marquée par la constitution, et leur influence s'exerçait souvent d'une manière indirecte dans les assemblées mêmes d'où ils étaient bannis. Toutefois ils s'agitaient sans cesse pour reconquérir la plénitude des droits dont ils étaient privés ; de là une lutte perpétuelle et la confirmation des condamnations prononcées contre eux. En 1434, un grand nombre de familles nobles reçurent la *Cittadinanza* pour prix du concours qu'elles avaient prêté à Cosme. Mais, comme le remarque Guichardin, elles y perdirent le tiers des charges sans pouvoir forcer l'opinion populaire qui leur était opposée. Souvent des familles d'origine populaire étaient rejetées parmi les grands. Les Gianfigliazzi, par exemple, furent faits grands par Giano della Bella en 1293, puis remis du peuple en 1343 et 1389, et presque tous redevinrent grands en 1434, au retour de Cosme de Médicis auquel ils étaient contraires. Il en fut de même pour les Albizzi, les Peruzzi, les Castellani, les Barbadori, les Neroni, quelques uns des Acciaiuoli et des Soderini. Au contraire, beaucoup de grands, en s'appauvrissant, devinrent du peuple et admissibles aux magistratures dans les réformes de 1282, 1293, 1311. Beaucoup obtinrent la *popolarità* en prenant de nouvelles armoiries, de nouveaux noms, et en renonçant à leurs parentés naturelles. La République avait coutume de récompenser les services des grands, en les faisant rentrer dans le peuple, sans que pour cela ils dussent répudier leur nom et leurs armes. Mais le privilége s'étendait à leurs descendants, non pas à leurs collatéraux. De là résulte que des hommes du même nom sont désignés par les historiens, les uns comme *grandi* et *magnati*, les autres comme *popolani*. En général on avait soin de n'accorder la *popolarità* qu'aux familles et aux branches déchues de leur splendeur et de leur richesse. Encore souvent mettait-on un intervalle de quelques années entre le moment où les droits étaient conférés et celui où l'on pouvait les exercer. Au surplus, au milieu du chaos du moyen-âge, tant d'anomalies se produisirent que je ne prétends indiquer ici comme plus loin que quelques idées très-générales, et qu'à moins de tracer une histoire complète de la commune florentine, il est impossible d'atteindre une exactitude absolue.

§ 2. DE LA DIVISION EN ARTS ET EN QUARTIERS.

Outre les distinctions politiques que je viens d'énumérer, il y en avait d'autres qui tenaient au système des corporations du moyen-âge et à la situation topographique du domicile des diverses familles. Car, si l'on voulait que chaque particulier eût à son tour part au gouvernement, on tâchait aussi que chaque corps de métier et chaque division territoriale fussent également représentés dans les conseils de la République.

Ainsi chaque Florentin, pour jouir des droits civiques, était tenu d'être inscrit dans un art. Le nombre en fut variable suivant les époques. Dans le principe, trois d'abord s'organisèrent, celui de la *laine*, du *change*, de *calimala* ou de la *marchandise*. Les *mercatanti di calimala* achetaient pour les ouvrer les draps grossiers de l'étranger. Le nom des deux autres n'a pas besoin d'explication. A côté d'eux se formèrent l'art des *juges et notaires* comprenant tous les hommes de loi, gradués ou non; celui de la *soie;* celui des *médecins et apothicaires,* dans lequel rentrait tout le commerce des épices de l'Orient; enfin celui des *fourreurs.* Quand en 1282 s'établit la distinction entre les arts majeurs et mineurs, c'est-à-dire le haut et le petit commerce, il y en eut sept de la première espèce et quatorze de la seconde. Dino Compagni dit qu'il y en eut vingt-quatre sans désigner lesquels, Voici leurs noms dans l'ordre où on les place ordinairement : 1° *les Juges et notaires;* 2° *les Mercatanti di calimala;* 3° *le Change;* 4° *la Laine;* 5° *la Soie;* 6° *les Médecins et apothicaires;* 7° *les Pelliciers et fourreurs.* Arts mineurs: 1° *les Bouchers;* 2° *les Cordonniers et chaussetiers;* 3° *les Forgerons;* 4° *les Tanneurs;* 5° *les Maçons;* 6° *les Marchands de vin;* 7° *les Boulangers;* 8° *les Marchands d'huile;* 9° *les Tisserands et vendeurs de lin;* 10° *les Serruriers;* 11° *les Armuriers et fabricants de cuirasses;* 12° *les Bourreliers;* 13° *les Menuisiers;* 14° *les Aubergistes.* En 1378, après le tumulte des Ciompi, on détacha un moment de l'art de la laine les cardeurs et les teinturiers pour en faire deux arts nouveaux qui furent cassés en 1382. Les cinq premiers des arts mineurs se distinguaient aussi des autres et prenaient le nom d'Arts du milieu (*mediane*). Chaque art avait ses consuls élus pour quatre mois; il y

en avait un pour deux quartiers, en tout deux pour chaque art, excepté pour celui des juges et notaires, parmi lesquels se choisissait un proconsul, logé dans un palais particulier, et président du tribunal des consuls qui jugeait de tous les différends auxquels donnait lieu l'exercice des arts. Les arts majeurs entretenaient en outre à l'étranger des consuls spéciaux chargés de défendre leurs intérêts. Ils avaient tous à Florence leurs bannières, leurs lieux de réunion et leurs caisses communes. Toutes les professions ne se trouvent point énoncées dans ces vingt-un arts; mais elles y rentraient en vertu de certaines analogies. Ainsi les fileurs d'or, les orfèvres, les peintres, dont la plupart étaient orfèvres dans l'origine, faisaient partie de l'art de la soie. Les arts avaient en général leurs rues, où tous ceux qui pratiquaient le même métier établissaient leurs comptoirs et leurs boutiques. Plusieurs rues de Florence portent des noms qui rappellent cet usage. L'art de la soie se tenait à la porte Santa-Maria (*Por San-Maria*), et les orfèvres sont encore aujourd'hui sur le Pont-Vieux qui y fait suite. Les changeurs étaient au Marché-Vieux. Politiquement parlant, les arts majeurs étaient les plus favorisés. Quelquefois le partage des magistratures se faisait également entre eux et les arts mineurs, ce qui, vu le grand nombre de ceux-ci, leur donnait le désavantage. En 1378, un moment, les arts mineurs et la plèbe l'emportèrent sur les arts majeurs. Mais en général les arts majeurs obtenaient les trois quarts des fonctions publiques, et dans leurs rangs seuls se choisissait le gonfalonier. Néanmoins le petit nombre de citoyens riches, inscrits dans les arts mineurs, quoique exclus du titre principal, y trouvaient plus de facilité peut-être que les autres pour entrer dans la seigneurie au moyen des deux places qui leur étaient réservées à chaque élection. La distinction politique en arts majeurs et mineurs fut abolie dans la grande réforme de 1532 qui substitua le gouvernement ducal à la forme républicaine, et tous les citoyens déclarés également aptes à toutes les magistratures. En 1534 les anciens arts mineurs furent réduits à quatre. [1]

La ville fut d'abord partagée en sections, appelées *Sestieri* ou *Sesti*, parce qu'il y en avait six, cinq sur la rive droite de l'Arno, et une sur la rive gauche, nommée l'*Oltre-Arno*, qui resta longtemps hors de l'enceinte murée. En 1250, on institua vingt compagnies de milice, divisées chacune en quatre escouades (*turme*), avec ses enseignes et

[1] Varchi, XIV.

ses gonfaloniers, ses lieux de réunion et sa caisse commune. De plus dans chaque circonscription de milice, formée d'environ 56 familles selon Varchi[1], les citoyens étaient divisés en *popoli* inégalement répartis dans les divers quartiers[2], et dont chacun avait pour centre une église ou chapelle, constituant ainsi des espèces de paroisses. En 1343 le nombre des quartiers fut réduit à quatre, celui des compagnies à seize. Chaque quartier fournissait 75 membres au conseil des trois cents, deux seigneurs à la seigneurie et à tour de rôle le Gonfalonier de justice. J'ai dit plus haut que les arts mineurs avaient deux places réservées dans la seigneurie. On les prenait toujours dans le quartier qui fournissait le Gonfalonier. Les noms des seigneurs s'inscrivaient dans l'ordre de leurs quartiers, classés ainsi qu'il suit : 1° San Spirito (Oltre-Arno); 2° Santa-Croce (partie orientale); 3° Santa-Maria-Novella (nord et partie occidentale); 4° San-Giovanni (nord et centre). Le motif qui détermina cette classification est bizarre; c'est l'ordre de dignité des titres d'invocation des églises qui servaient de lieu de réunion, le Saint-Esprit, la Croix du Christ, la Vierge et Saint-Jean.

§ 3. DES PRINCIPALES MAGISTRATURES POLITIQUES, DE JUSTICE ET DE POLICE.

Dans le principe, les délégués des comtes et des ducs Francs et Lombards avaient tenu le premier rang dans la ville, assistés des *Scabins*, puis des *Consuls*. Un temps, le *Podestat* et le *Capitaine du Peuple* les avaient remplacés. Enfin les *Vicaires* des princes angevins de Naples avaient pendant la durée de leurs fonctions été considérés comme magistrats suprêmes. Mais, depuis 1293 jusqu'en 1532, le *Gonfalonier de justice*, assisté de la *Seigneurie* et des *collèges* était devenu le chef du pouvoir administratif et exécutif.

Le Gonfalonier de justice, créé en 1293 pour surveiller l'exécution des ordonnances faites à cette époque contre les nobles, portait le gonfalon ou la bannière du peuple. Il devait avoir quarante-cinq ans, et être inscrit dans les arts majeurs. L'émeute de 1378 donna cette dignité à Michele di Lando, et un autre plébéien lui succéda; mais

[1] IX. — [2] En 1305, il y en avait cinquante-six. Archiv. Storico, XV.

son élection fut aussitôt cassée et l'ancienne règle rétablie. Son office durait deux mois, pendant lesquels il demeurait dans le palais public. Il n'en sortait qu'accompagné d'une garde de soixante hommes. Ses fonctions étaient de présider la Seigneurie, c'est-à-dire le conseil permanent de l'État, et de veiller à la garde de la ville. Comme il était l'un de ceux auxquels était réservé le droit de convocation des conseils et le droit d'initiative pour la proposition des lois, il pouvait, à un moment donné, avoir une grande influence sur la direction des affaires. En 1502 le gonfalonier fut nommé à vie; en 1513, après la vaine tentative de l'élection pour un an de Ridolfi, on reprit l'ancien usage. En 1527 le gonfaloniérat fut annuel avec la possibilité d'une triple réélection. En 1530, il redevint bimestriel avec les Médicis, jusqu'au moment où on l'abolit en 1532. Dès lors le *Duc, chef de la République,* tint la place du gonfalonier avec un pouvoir de plus en plus absolu.

La *Seigneurie* se composait des *Prieurs des arts,* créés en 1282; ils remplaçaient les Consuls et les Anciens. Il y en eut trois d'abord, d'après le nombre des trois premiers arts, puis six, un par *Sestiero,* puis douze, quelquefois quatorze, enfin huit, c'est-à-dire deux par quartier. En 1348, il prirent le nom de *Prieurs de liberté;* on les appelait aussi *Seigneurs.* Six appartenaient aux arts majeurs, deux aux arts mineurs, alternativement choisis dans chaque quartier avec le gonfalonier. De 1378 à 1382, les arts mineurs obtinrent la majorité dans la seigneurie. Les prieurs de liberté devaient avoir trente ans accomplis; pendant leurs fonctions qui duraient deux mois comme celles du gonfalonier, ils étaient astreints aussi à demeurer dans le palais public. La seigneurie fut cassée en 1532. Ce qui la remplaça, comme le remarque Varchi[1], ce furent les *Conseillers intimes,* choisis tous les trois mois pour assister le duc dans les affaires principales.

Les *Collèges* étaient formés par les *Gonfaloniers des compagnies*, au nombre d'abord de 20, puis de 19, et de 16 à partir de 1343, et et les 12 *Bons Hommes* nommés depuis 1312 pour aider les prieurs de leurs conseils. Les gonfaloniers veillaient aussi à la garde des portes et présidaient les réunions de quartier. Ils furent supprimés en 1531. Les 12 Bons Hommes subsistèrent, n'ayant plus que la garde du palais public.

[1] XII.

Le *Podestat* était étranger. D'abord il rendait la justice et partageait l'administration avec les consuls. En 1207, ses fonctions devinrent annuelles. Ses attributions se divisèrent par la création du capitaine du peuple, puis de la seigneurie, et enfin de l'exécuteur des ordres de justice. Il resta en possession de diriger le tribunal auquel on soumettait les affaires civiles jusqu'en 1502, où l'on institua la *Ruota*, composée de cinq juges florentins de naissance, dont le président prit le titre de *Podestat*.

Le *Capitaine du peuple*, d'abord aussi premier magistrat de la cité, fut réduit à la présidence du tribunal criminel. Son emploi fut supprimé en 1502 ; il était aussi étranger.

L'*Exécuteur des ordonnances de justice*, étranger, fut créé en 1306 pour veiller sur les empiétements des nobles. C'est une magistrature transitoire dont on ne trouve plus la trace dans les derniers temps. Du moins Varchi et Giannotti, si curieux d'énumérer les anciennes institutions qui se sont conservées, n'en disent rien.

Le *Bargello*, étranger, était le chef de la police. Son palais servait de prison et de lieu de torture. Dans la cour se faisaient les exécutions.

Les *Huit de garde et de Balie* s'occupaient des affaires criminelles et de police. Ils résidaient dans le palais du podestat, et décidaient dans les accusations de crime contre l'état. En 1527, ils furent remplacés par la *Quarantie*, dont les membres tirés au sort pour quatre mois et assistés de quelques uns des principaux magistrats jugeaient en trois séances et à la majorité des deux tiers des voix. Rétablis en 1530.

Les *Conservateurs des lois* veillaient, comme leur nom l'indique, à l'exécution des règlements. Comme notre cour de cassation, ils pouvaient annuler les arrêts contraires aux statuts de la république. Ils étaient aussi chargés d'éloigner des magistratures les citoyens *morosi* ou *ammoniti*. En 1532 leur nombre fut réduit de dix à huit.

Les *Capitaines du parti guelfe* étaient une des plus anciennes magistratures de la république. La durée de leur charge était de deux mois. Elle fut instituée en 1267 pour défendre les intérêts des guelfes et administrer les biens enlevés aux gibelins. Ils avaient la surveillance des forteresses, des remparts et des édifices publics. Leur autorité, un moment très-grande, par suite du pouvoir dont ils jouissaient d'écarter des magistratures quiconque était condamné par eux, diminua au temps des Médicis. Ils héritèrent des attributions des *Massiers de la*

Chambre et des *Officiers des tours* en 1549, ce qui les réduisit à n'être plus que des inspecteurs de la voirie et des travaux publics. Ils furent d'abord trois, puis six, puis neuf, dont six bourgeois *(popolani)* et trois nobles. Ils devaient être âgés de trente-six ans. Ils avaient au-dessous d'eux un premier conseil de quatorze membres, puis un second de soixante citoyens, à la tête duquel se trouvaient trois prieurs et un accusateur des gibelins. Il est facile de voir quels furent dans un temps les abus de cette magistrature, en possession de donner des certificats de patriotisme, ou de former des catégories de suspects.

En 1376, on établit les *Huit de la guerre*, surnommés les *Saints;* plus tard on reprit cette institution, qui se continua sous les différents noms de *Dix de liberté, de Balie et de guerre, de guerre et de Paix*. Sous les Médicis, depuis 1512, les *Dix* furent remplacés par les *Huit de Pratique*. Ils avaient un pouvoir presque dictatorial sur les affaires militaires, les mouvements des armées, les négociations diplomatiques, la nomination aux ambassades, aux charges de commissaires auprès des armées ou dans le *domaine* de la république. Ils étaient élus pour six mois; mais leur secrétaire était perpétuel. Machiavel et Giannotti occupèrent cette charge l'un et l'autre. Sous Cosme, la concentration du gouvernement entre les mains du prince limita leurs attributions au jugement des débiteurs ou créanciers de la commune et des procès qui s'élevaient entre les villes sujettes. Cette charge appartenait aussi aux *Cinq du territoire*. Fatigué de nombreux conflits entre ces deux colléges, Cosme, en 1559, les abolit tous les deux et les remplaça par les *Neuf conservateurs du domaine*.

Le tribunal de la *Marchandise* jugeait les affaires commerciales. Il était formé de six officiers étrangers et de six conseillers florentins choisis parmi les arts majeurs, à l'exclusion des Juges et notaires et des Fourreurs.

Les *Consuls de mer*, institués en 1421 après l'acquisition de Livourne, surveillaient les douanes de Pise et de Livourne, faisaient les dépenses nécessaires sur le littoral, et jugeaient les différends commerciaux qui s'y élevaient. En outre, un des consuls dirigeait les *Officiers d'étude*, préposés à l'université de Pise. En 1533, on les remplaça par le *Provéditeur de Pise*. Mais en 1551, pour ne pas confier tant de droits à un seul homme, on rétablit les consuls de mer, en réduisant leur nombre de six à deux.

Ensuite vient une multitude de magistratures inférieures, parmi lesquelles il suffit de nommer pour indiquer leurs attributions, les

Officiers des monnaies, des ***Gabelles***, du ***Mont*** ou de la dette publique, des ***Pupilles***, d'***Abondance***, des ***Tours***, etc.

L'élection à ces diverses magistratures se fit de différentes façons suivant les époques. D'abord la Seigneurie, assistée des Colléges, nommait *a mano*, c'est-à-dire directement, et *alla giornata*, c'est-à-dire que chaque série avant de sortir de charge désignait ceux qui devaient lui succéder et les officiers inférieurs, moins ceux, comme les Capitaines du parti guelfe, qui se renouvelaient eux-mêmes. Plus tard on employa la méthode du ***scrutin*** (squittinio) et de l'***imborsatione***. Le scrutin fut dans le principe fait par la seigneurie, aidée de divers magistrats et adjoints formant en tout une commission de quatre-vingt-dix-sept membres ; puis par des ***accopiatori***, électeurs nommés pour plusieurs années, soit par la seigneurie, soit par une ***balie***, ou commission dictatoriale créée par le parti dominant. Ce fut cette méthode dont les Médicis se servirent pour mener l'état en gardant les apparences de la république. Le scrutin consistait à proposer des noms à l'examen des électeurs ; s'ils obtenaient un nombre suffisant de suffrages, ce qu'on appelait ***vincere il partito***, ils étaient ***imborsati***, c'est-à-dire placés dans des bourses en nombre égal à celui des quartiers et des magistratures, puis tirés au sort deux jours avant la sortie de charge de leurs prédécesseurs. Les bourses se remplissaient pour trois ou cinq ans. Si un nom sortait et que celui qui le portait fût mort, ou devenu incapable de remplir la charge, on en tirait un autre. Quelquefois dans les émeutes, on brûlait les bourses confiées en général aux moines de l'église Santa-Croce. Plus tard, de 1495 à 1512, l'élection appartint au Grand-Conseil, dont je parlerai plus bas. Le scrutin se faisait devant lui ; il fallait au moins 800 citoyens présents pour que l'***imborsatione*** fût valable. Giannotti nous donne dans son ***Discours sur la forme de la république florentine*** le détail des opérations compliquées que nécessitait une élection. Ce qui frappe, c'est une singulière inexpérience des conditions d'une garantie suffisante, et un luxe de précautions puériles qui livrent tout aux subalternes.

En terminant ce qui regarde les principales magistratures, il convient de parler du ***Divieto***. Préoccupés de partager également les charges entre les diverses familles et de les empêcher de s'accumuler sur les mêmes têtes, les Florentins, par une mesure semblable à celle qui chez les Romains mettait dix années d'intervalle entre deux consulats pour un seul personnage, ordonnèrent qu'on ne pût obtenir qu'après des intervalles déterminés les offices supérieurs ; si même un

membre de la famille les avait remplis, c'était encore une cause d'exclusion. Enfin, dans les conseils et les colléges, on veillait à ce qu'il n'y eût jamais plus de deux ou trois membres portant le même nom, quelque éloigné que fût le degré de parenté.

§ 4. DES CONSEILS DÉLIBÉRATIFS ET CONSULTATIFS.

Démêler la suite inextricable des divers conseils qui se succédèrent à Florence est une œuvre difficile. Souvent les mêmes portent des noms différents. Quelquefois le nom reste le même tandis que les attributions changent.

Avant 1250, existait le *Conseil des Cent* ou *de Credenza*, composé des chefs de corporations et de citoyens nobles. A cela il faut ajouter le *Conseil général* et le *Conseil spécial*, élus au scrutin parmi les notables.

En 1267 les mêmes assemblées se retrouvent avec quelques modifications. Le *Conseil de Credenza* se compose de 80 citoyens Après lui vient celui des *Capitudini des arts majeurs* [1]; il est formé des consuls, capitaines et gonfaloniers de ces arts; puis le *Conseil du Podestat* de 90 membres, nobles et bourgeois (*popolani*) et enfin le *Conseil des 300*, composé de personnes de toute condition.

L'institution de la Seigneurie modifie considérablement le nombre des Conseils. En premier lieu les Colléges, c'est-à-dire le gonfalonier de justice, les prieurs, les gonfaloniers des compagnies, les 12 Bonshommes sont le premier conseil dirigeant. Le nombre des membres est de trente-sept en 1343, quand il n'y a plus que seize compagnies et huit prieurs. Ils ont le droit d'appeler dans leur sein des notables pour les consulter, c'est ce qu'on nomme des *Pratiche*. Unis aux Conseils des arts, les notables et la seigneurie formaient le *Conseil de Credenza*, que Nardi appelle *Sénat* [2], et qui en réalité décidait de toutes les affaires. Cet usage des *Pratiche* causait souvent de grands mécontentements; car, en y appelant leurs amis, les seigneurs dépla-

[1] Reumont le distingue du précédent; M. Desjardins les réunit sous le nom de *Conseil de Credenza*; ceci est plus conforme à l'opinion de Nardi, qui résumant l'histoire de la constitution, ne fait mention que d'un sénat qui se perpétue sous divers noms, et de deux conseils inférieurs.

[2] I, 4.

çaient à leur gré la majorité dans le conseil secret où se délibéraient en réalité les affaires. De plus, avec le système de l'*imborsatione*, les ambitieux, certains plusieurs mois à l'avance d'obtenir sans contestation le titre de seigneur et d'être à leur tour *proposto*, c'est-à-dire d'avoir le droit d'initiative, se préparaient à ce moment; ils profitaient alors de leurs manœuvres pour remplir les *Pratiche* de leurs complices, et enlever toute influence aux conseils inférieurs, en convoquant l'assemblée à parlement. Florence se trouvait ainsi perpétuellement sous la menace d'un coup d'état. On essaya d'y remédier de diverses manières. Laurent de Médicis, instruit par l'exemple de son grand-père et de son père, sous lesquels, à plusieurs reprises, des tentatives de révolution avaient eu lieu, établit en 1480 le conseil des *Septante*. Au moyen d'un de ces coups d'état, on créa une commission dictatoriale ou *Balie* de 30 citoyens qui s'en adjoignirent 40 autres, et soit directement, soit par des *Accopiatori* pris dans leur sein, ils remplirent les bourses d'élection, nommèrent aux fonctions de toute sorte et accaparèrent le gouvernement. Après la chûte des Médicis, on revêtit d'un pouvoir à peu près semblable à celui d'un sénat, les *Richiesti* ou *Quatre-Vingts*, tous choisis parmi les membres du grand Conseil et pour six mois. Ils devaient être âgés de quarante ans accomplis. En 1527, on rétablit les *Richiesti*. Les *Pratiche* néanmoins subsistaient toujours à côté de ces conseils. Le gonfalonier Capponi s'étant rendu suspect en y appelant d'anciens amis des Médicis, on en fit une magistrature spéciale qui dura jusqu'à la prise de Florence en 1530. Dès lors le *Sénat des Quarante-Huit*, bientôt annulé par Cosme, remplaça la Credenza, les 70, les 80, tandis que les conseillers qu'un prince absolu choisit toujours à son gré tenaient lieu des *Pratiche*.

Au-dessous de cette assemblée se plaçait ce que Nardi appelle les Conseils majeurs, celui *du Peuple* et celui *de la Commune*, institués en 1328 après la mort du duc de Calabre, présidés, le premier par le Capitaine du peuple, le second par le Podestat. Dans l'un entraient 300 *popolani*, dans le second 350 membres nobles et *popolani* également répartis entre les quartiers et les arts. En 1411 le conseil du Peuple fut réduit à 200 membres, et celui de la Commune à 131, en y comprenant la seigneurie, les colléges, les capitaines du parti guelfe, les Dix de la Liberté, six conseillers de marchandise, les consuls des 21 arts et enfin 48 citoyens choisis. Le premier devint en 1480 le conseil des 276, composé de la seigneurie, des Septante

et de 210 membres. Enfin en 1458 le second avait été réduit à cent membres. Ces deux conseils, en 1494, 1495 et 1527 furent remplacés par le *Conseil général*, composé d'abord de 830, puis de 1755, enfin de 2573 personnes, c'est-à-dire d'abord de citoyens choisis parmi ceux qui pouvaient prétendre aux charges et enfin de tous ceux-ci. En 1532, lors de la réforme en faveur des Médécis, on eut les *Deux-Cents* dans lesquels étaient renfermés les 48 dont j'ai parlé tout-à-l'heure, comme les Septante prenaient place parmi les 276.

A la base même de la constitution se trouvait l'*Assemblée à parlement*, réunion tumultuaire de tous les habitants de la ville faite au son de la grande cloche par la Seigneurie sur la place du palais. Généralement elle remettait tous ses pouvoirs à la Seigneurie qui soumettait à son approbation donnée par acclamation une liste de citoyens formant une *Balie* ou commission dictatoriale qui remaniait l'état à son gré. C'était la plaie démocratique de la constitution florentine. Tous les citoyens qui n'étaient ni *ammoniti* ni *morosi* pouvaient sous la condition du *Divieto* faire partie des Conseils. Mais les élections s'opéraient de haut en bas en général, c'est-à-dire en allant du petit nombre au grand. C'était là une tendance à l'oligarchie, que l'assemblée à parlement n'arrêtait pas régulièrement, mais venait violemment briser, quand il se trouvait une Seigneurie ambitieuse et populaire. La constitution florentine n'avait pas de quoi se réformer naturellement; il fallait pour y arriver ce qu'il y a de pire, c'est-à-dire une émeute et un coup d'état sous une apparence de légalité, mais d'un effet toujours dangereux pour la moralité politique et le respect de l'autorité. Les hommes d'état de Florence sont tous à déplorer cette coutume. On l'abolit en 1494, quand on investit le Grand Conseil de tous les pouvoirs délibératifs et législatifs, mais elle reparut par la force des choses et au profit de la tyrannie, jusqu'à ce que les maîtres absolus de Florence comprimassent à l'aide de la violence tout esprit de liberté: alors elle cessa comme le reste,

Le droit de convocation des différents conseils appartenait à ceux qui les présidaient, c'est-à-dire à la Seigneurie, au Gonfalonier de justice, au Capitaine du Peuple et au Podestat, en dernier lieu au Duc seul. On y entrait, comme on était nommé aux magistratures, par le système du scrutin et de l'*imborsatione*. Les décisions s'y prenaient aux deux tiers des voix, c'est-à-dire aux *più fave*. En cas de ballottage, à la troisième épreuve, il suffisait de la *metà,* c'est-à-dire

de la moitié des votants plus un. Dans le Grand Conseil de 1494, au bout de peu de temps, le vote aux *più fave* disparut et la *metà* lui succéda.

En général, l'élaboration et la discussion des règlements et de toutes les résolutions appartenaient aux conseils supérieurs, c'est-à-dire à la Seigneurie et aux Colléges, au Conseil de Credenza et aux Septante, aux *Pratiche*. Les autres Conseils, Général, Spécial, de la Commune, etc., votaient sans discussion. Il est vrai de dire que parmi eux se trouvaient les membres des assemblées supérieures et qu'on ne leur portait les affaires qu'en dernier lieu dans l'ordre où je les ai énumérés. Toutes les raisons étaient donc alors à peu près entièrement connues, et l'on ne demandait aux derniers conseils qu'une simple ratification, ce qui rendait nulle leur influence.

§ 5. DES FINANCES.

Le meilleur moyen de donner une idée du système financier de la république de Florence, c'est de reproduire ici ce que nous nommerions aujourd'hui un de ses budgets. Sans avoir à consulter longuement des recueils d'archives, ni à rassembler une série de détails trop disséminés, on trouve dans deux des historiens florentins ce travail tout fait et préparé avec les documents authentiques que leur temps leur fournissait. Ces deux historiens sont Jean Villani et Varchi. Je ne veux pas les traduire ici tous les deux, à cause de l'étendue surtout du premier. Sismondi a reproduit tout au long celui de Villani. Le texte en est d'ailleurs assez altéré et incertain sur plus d'un point. Les sources de revenus et les occasions de dépenses sont à peu près les mêmes ; les chiffres aussi se ressemblent. Au temps de Villani en 1336 la recette montait à environ 300,000 florins d'or, en tenant compte de la valeur intrinsèque et de la valeur relative, un peu plus de 6 millions de notre monnaie. Varchi[1] au XVIe siécle évalue aussi la recette ordinaire à près de 300,000 florins et la dépense à plus de 156,000.

[1] IX.

RECETTES.	Florins d'or.
Gabelle des portes........	73,000
Gabelle de la douane......	70,000
Droit sur le sel, le vin et la viande de boucherie. ..	53,000
Décimes ordinaires et extraordinaires, taxe arbitraire	50,000
Gabelle des contrats......	12,989
Impôts du territoire.......	14,000
Impôts des cités, châteaux et communes taxés.....	12,000
Tribut d'Arezzo..........	4,000
Sur les conventions.......	2,000
Taxe des gens de la campagne et des *non-supportants*	2,338
Retenue de 9 deniers par livre sur le salaire des officiers.	1,700
Débiteurs de la commune...	1,490
Amendes aux retardataires dans le paiement de l'impôt	800
Avances faites à la commune par les préposés à la perception	600
Amendes des fraudes de douane	500
Impôts des faubourgs.....	450
Caisse des notaires des magistrats	270
Produit des gages vendus aux Juifs	150
	299,287

DÉPENSES.	Florins d'or.
Intérêts et paiements du Mont................	94,000
Tiers des dots échues.....	16,000
Intérêt des avances des officiers du Mont.........	8,000
Salaires de plusieurs officiers et magistrats..........	6,400
Salaires des vicaires et podestats du territoire.....	6,190
Salaires des serviteurs de la seigneurie..	5,075
Salaires des ambassadeurs en divers lieux........	5,000
Aumônes aux couvents....	3,470
Juges de Rote et Podestat..	3,220
Officiers du Mont et leurs serviteurs	2,997
Nourriture de la seigneurie.	2,430
Le Bargello (chef de la police) et ses serviteurs...	1,676
Officiers d'étude.........	1,000
Garde du feu............	595
Nourriture des lions enfermés dans le palais..........	409
Aumônes de la Seigneurie..	170
	156,632

Dans ces dépenses ne sont pas comprises celles de la guerre, précisément les plus onéreuses de toutes, et qui empêchaient la balance de s'établir, comme on pourrait l'imaginer d'après ces chiffres, à l'avantage des recettes. Mais il est facile de remarquer ici les diverses espèces de dépenses et de recettes. Nous trouvons parmi les premières des indications qui peuvent correspondre à ce que nous nommerions les budgets particuliers de nos ministères. En tête figure l'intérêt de la dette publique, puis viennent les salaires des magistrats urbains et de ceux qui administrent le territoire (Intérieur), celui des serviteurs

de la seigneurie et les dépenses de son entretien (Liste civile), celui des juges et de la police, des ambassadeurs, des officiers du Mont (Administration des finances), des officiers d'étude (Inspecteurs de l'enseignement). Entre les recettes se voient les impôts indirects de toute nature, la douane, l'octroi, les droits sur les objets de consommation, l'enregistrement (Gabelle des contrats), les retenues sur les traitements, les cautionnements (Avances des préposés à la perception, Caisse des notaires des magistrats). Mais il est deux sortes de ressources sur lesquelles il convient d'insister : l'impôt direct et l'emprunt.[1]

L'impôt direct se confondait souvent avec l'emprunt, celui-ci devenant obligatoire. Outre les taxes mises sur la masse des citoyens, on imposait quelquefois aux plus riches la nécessité de fournir des sommes considérables qu'ils payaient par termes assignés d'avance, et sous des peines sévères, pour lesquelles ils recevaient un intérêt généralement minime et dont le remboursement n'était pas toujours certain.

Les citoyens étaient tous distribués par quartiers et par gonfalons. Tous ceux qui étaient inscrits sur les registres et qui payaient l'impôt s'appelaient *sopportanti*, contribuables. La répartition était faite par les notables de chaque gonfalon ; en 1390, il y en avait quatre par compagnie. Mais comme la quotité à payer était arbitrairement fixée par les répartiteurs, et mise par personne, les gens pauvres et médiocres s'en trouvaient les plus grevés. Il y eut donc une suite d'efforts tentés pour modifier cette institution. En 1427 Giovanni Bicci de Médicis, le père de Cosme l'Ancien, parvint à faire établir le *cadastre*, et ce fut une des causes les plus puissantes de la popularité des Médicis. Dans le cadastre, établi par dix commissaires spéciaux, on écrivit les familles, le nombre, l'âge, la santé de leurs membres, l'art qu'ils exerçaient, le détail de leurs biens immeubles ; on évalua le capital que pouvait représenter le revenu qu'ils en tiraient, et d'après cette estimation, on fixa d'abord l'impôt à environ 10 p 0/0 du revenu. De là le nom de *décime*. On se servit plus tard du cadastre, refait à diverses époques, puis révisé tous les trois ans et enfin tous les ans pour empêcher qu'on n'échappât à l'assiette des emprunts forcés et des autres subsides exigés des Florentins, sous la république ou sous les Médicis.

[1] Pour ne pas multiplier les renvois, j'indique comme source de renseignements le livre de Pagnini, sur les *Impôts*, et l'histoire de Varchi, où avec une bonne table on retrouvera les assertions que j'énonce ici. Je me suis servi de l'édition de M. Arbib, 1851.

A côté du *décime* ordinaire vinrent se placer les quattrins additionnels pour chaque terme de paiement, puis la *decima scalata* ou impôt progressif, établie d'abord par les Médicis et reprise sous le gouvernement républicain, l'impôt du dixième sur le revenu net, et enfin l'*arbitrio*, ou taxe arbitraire établie en 1508 sur les gains présumés des diverses professions.

Le paiement de l'impôt ou de l'emprunt forcé s'exécutait par *registres,* ou douzièmes payé en trois fois. Ceux qui payaient exactement obtenaient des primes, des crédits sur le Mont. Les autres étaient frappés d'amendes d'environ un dixième et inscrits sur le *Specchio* ou livre des débiteurs de l'état. En 1529, on reconnut que les *non sopportanti,* c'est-à-dire, ceux qui d'ailleurs astreints à certains subsides ne jouissaient pas des droits civiques, s'inquiétaient peu de cette peine, et l'on établit des notaires spéciaux pour les rechercher. Quelquefois dans les emprunts forcés, les souscripteurs peu exacts perdaient le bénéfice de leurs paiements antérieurs, s'ils ne les achevaient pas. Mais la pesanteur des charges était souvent telle, que l'on préférait perdre une partie plutôt que de donner le tout, en étant créancier de l'état. On payait souvent de diverses manières jusqu'à 50 et 70 pour 0/0 du revenu Les ecclésiastiques généralement exempts se trouvaient dans les cas pressants obligés comme les autres à la taxe et à l'emprunt. Les percepteurs étaient le plus souvent contraints de faire des avances, et responsables des recettes. Aussi étaient-ils nommés au scrutin secret et forcés d'accepter ces onéreuses fonctions. On trouve en 1529 une singulière magistrature. Une commission est nommée avec l'obligation de s'occuper uniquement des moyens de trouver de nouvelles ressources, et une prime lui est promise si elle réussit dans le délai qui lui est assigné.

Le Mont était ce que nous appelons aujourd'hui la dette publique. Varchi nous en fait l'historique avec assez d'exactitude. En 1222, 1224 et 1226, on créa un Mont, c'est-à-dire des titres de dette publique. Le revenu était au taux de 25 p. 0/0. En quarante ans le remboursement s'effectua. Ce fut le *Livre des sept millions*, ainsi nommé du chiffre de l'emprunt. En 1324 et 1325, s'ouvrit le *Livre des quatre millions,* où l'on stipulait un intérêt de 18 p. 0/0. Il dura jusqu'en 1336, où l'on institua le *Monte comune,* dont les rentes furent servies au même taux. En 1343, on l'abaissa à 5 p. 0/0 par une espèce de banqueroute, dont l'excès des dépenses occasionnées par la guerre fut le motif. En 1424, pour éteindre le Mont des qua-

tre millions, on imagina de verser les crédits du Mont dans une caisse, à la fois tontine, et assurance sur la vie, disposée de la manière suivante :

Pour faire une dot de mille florins d'or, chiffre nominal valant en réalité 952 florins de chacun sept livres d'argent (environ 35,000 francs), on abandonnait sur ses fonds 104 florins dont on ne touchait pas l'intérêt. Au bout de quinze ans la dot était acquise au titulaire, et lui était payée en or avec un léger agio en faveur de la caisse du Mont, à cause du solde fait en or. On pouvait aussi laisser cette somme et alors elle portait intérêt. Quand un garçon et une fille, tous deux dotés sur le Mont, se fiançaient, leurs dots étaient garanties l'une par l'autre contre les chances de perte. En effet, quand le titulaire d'une dot mourait ou se faisait religieux avant l'échéance assignée, le Mont ne payait que la moitié de la prime dépensée. Plus tard le terme de l'assurance fut réduit à douze, dix et sept ans et demi. Mais le chiffre de la prime à payer croissait en proportion.

En 1468 on cessa d'inscrire des dots de cette façon pour les mâles, et l'on ouvrit aux créanciers par suite de dots gagnées, le *Livre secret*, d'après lequel les intérêts de leur capital leur étaient servis à 7 p. 0/0. En 1485, on ne paya plus comptant aux maris de femmes créancières du Mont que le 5e de leurs dots. Le reste fut obligatoirement porté sur le livre secret. En 1491, on créa, selon l'expression usitée, un *Mont* sur lequel on était créancier du capital de la dot à 3 p. 0/0. Cette créance était négociable avec l'assentiment du père, de l'oncle ou du frère, tuteur de l'épouse. Enfin on établit une échelle des créances d'après leur ancienneté. Les plus anciennes recevaient 7 p. 0/0, d'autres 4 p. 0/0, les dernières 3 p. 0/0. Mais le nombre de ces deux sortes étant fixe, à mesure qu'il s'en inscrivait de nouvelles, les précédentes montaient à la classe supérieure, jusqu'à la plus élevée, en suivant leur rang En réalité, tout le monde reçut 6 3/4 p. 0/0. Seulement en franchissant un degré, au lieu d'élever le taux de l'intérêt, on élevait proportionnellement le chiffre du capital, ce qni au fond revient au même. Il y avait un maximum pour la somme qu'il était permis d'assurer. C'était une dot ou une dot et demie, soit 952 ou 1428 florins d'or. Les crédits du Mont jouissaient d'un privilége semblable à celui que possèdent chez nous les rentes sur l'État. On ne pouvait montrer le compte de chaque citoyen qu'au possesseur, à son fondé de pouvoir, au syndic de sa faillite ou à son héritier en cas de décès. Il y avait sur ces cré-

dits un agiotage qui a frappé Varchi. Quand l'argent abonde dans la cité, dit-il, les crédits du Mont sont recherchés et alors l'intérêt devient faible. Si l'argent se resserre, les crédits sont offerts à bas prix, et l'intérêt devient fort. C'est la hausse et la baisse des fonds publics. Les intérêts payés par le Mont étaient néanmoins, comme toutes les autres sources de revenus, soumis au décime.

A la tête du Mont étaient des officiers, jugeant les différends qui s'élevaient sur les cessions de crédits, et révisant les comptes des officiers du revenu public. On les choisissait parmi les plus riches, à cause des avances qu'ils devaient faire sur le paiement des intérêts, en cas que les ressources publiques ne fussent pas prêtes, Ils avaient pour gages les revenus de certaines propriétés communales. Tous les ans se faisait la réforme du Mont, c'est-à-dire la balance des comptes de chaque citoyen ; on établissait ce qui lui était dû et on fixait les moyens de paiement. Plus d'une fois l'État fit banqueroute à ses créanciers en leur retenant leurs arrérages, ou bien en leur enlevant les gages qu'on leur avait assignés. C'est de mesures de ce genre que Guichardin se plaint amèrement en 1531 et 1532.

Telle était à peu près la manière dont était organisé le système financier de la république. Mais à côté de ces états de dépenses et de recettes, les arts, les confréries, les associations de tout genre avaient leurs budgets aussi bien que leurs magistrats, et imposaient leurs membres, ou bien empruntaient au moyen de diverses combinaisons.

Pour faire face à ces charges exorbitantes, il était nécessaire que l'industrie et le commerce déployassent toutes leurs ressources. On sait quelle était l'activité manufacturière et commerciale des Arts de la Laine, de la Soie, de Calimala, des Médecins et apothicaires, occupés du commerce des épices, l'étendue de l'art du Change. Toutefois cet écrasant fardeau amenait de nombreuses faillites, souvent signalées par les historiens, et à la fin de la république, tous les contemporains sont unanimes à constater un appauvrissement général des Florentins. La domination tyrannique, mais matériellement bienfaisante, de Cosme, ferma une partie de ces plaies. Segni, écrivain assez impartial, le constate formellement. Il faut dire aussi que Florence avait payé assez cher l'établissement définitif de la famille des Médicis. Outre les dépenses énormes des défenseurs de la ville évaluées[1] à 1,700,000

[1] Segni, IV.

florins, elle eut à solder les comptes des assiégeants qui, d'après les registres de Baccio Valori récemment publiés [1], montent à 553,286 ducats.

§ 6. DE LA MILICE. [2]

L'organisation militaire varia beaucoup. Au temps de la ligue lombarde, à Florence, comme dans des provinces plus septentrionales, tous les citoyens étaient soldats. Ils étaient inscrits dans les quartiers sous les vingt, puis les seize bannières. L'âge du service s'étendait de 18 à 70 ans. A côté de cette milice existait celle des 96 paroisses ou *pivieri* du territoire. Les nobles et les popolani grassi formaient la cavalerie. L'armure était, pour les corps d'élite, l'arbalète, la lance, le bouclier, le casque; pour le plus grand nombre, l'épée et la pique.

En 1520 les nobles et les gibelins furent entièrement exclus de l'armée communale. Les armes de choix furent distribuées également par chaque compagnie, qui devait avoir 20 arbalètes, 20 lances et 4 arbalètes à rouet, le reste selon les moyens des miliciens. Chaque compagnie avait son enseigne et dans la ville sa circonscription et ses postes. En outre sur le *Caroccio* étaient placés l'étendard national et la cloche nommée *Martinella,* dont le son annonçait le combat ou la retraite. Quand la guerre était déclarée, on faisait le recensement et l'on dressait deux listes, celle des citoyens qui devaient marcher et celle de ceux qui restaient dans la ville. De même s'organisaient les *leghe* du territoire. Les chefs étaient responsables dans leurs biens de l'absence de leurs soldats. En 1325 on trouve dans la guerre contre Castruccio 2500 cavaliers dont 500 florentins, les autres allemands, flamands ou provençaux, et 15000 fantassins de la ville et du territoire.

Mais bientôt le soin du commerce déshabitua les Florentins du service, et l'arrivée des compagnies étrangères leur fournit l'occasion de ne plus combattre qu'avec leur argent. Des taxes remplacèrent l'obligation de servir de sa personne. En même temps une banque publique s'établit pour faire aux mercenaires des avances sur leur solde.

Quelquefois pourtant on avait recours aux milices nationales contre

[1] *Archivio Storico,* nuov. ser.
[2] Voy. *Archivio Storico*, T. XV. J'ai analysé le travail de M. Canestrini.

les compagnies elles-mêmes, quand elles devenaient trop exigeantes ou trop indisciplinées : c'est ainsi qu'en 1356 se formèrent les compagnies d'arbalétriers : ils étaient 4000, et recevaient chacun 3 florins par mois en temps de guerre, 20 sous en temps de paix.

Mais le plus souvent on se servait des chefs d'aventure. Ainsi parurent successivement la Grande Compagnie, commandée par le comte Guarnieri, les Hongrois, archers à cheval, comme leurs ancêtres les Huns, le provençal Montréal, le comte Lando, la compagnie Blanche, composée d'Anglais, d'Allemands et de Hongrois, la compagnie Noire, italienne, la compagnie de la Fleur, allemande, celle de l'Etoile, anglo-allemande, enfin la compagnie Sainte d'Hawkwood, formée contre les Florentins et devenue leur auxiliaire ordinaire. Il faut signaler aussi la compagnie Bretonne de Jean de Malestroit. Ces corps comprenaient en général 7 à 8000 hommes, moitié fantassins, moitié cavaliers. Ils suffisaient pour dominer un pays ouvert et de mœurs pacifiques. D'ailleurs les aventuriers s'épargnaient entre eux, au détriment des gens du pays. C'est à l'exemple des Anglais que l'on commença à compter par lance fournie de quatre ou six hommes. La présence des compagnies et leurs rapports avec les populations donnèrent naissance au code militaire florentin, institué et réformé en 1337, 1363, 1369. Il y avait des enrôlements, *condotte*, réels ou apparents, de protectorat, d'honneur, d'alliance. Le chef qui recevait un traitement à cette occasion devait entretenir 1000 fantassins et 800 cavaliers. Les sujets de la république en étaient exclus ; des rôles exactement tenus et des revues servaient à constater le nombre des hommes et des chevaux. Les officiers prêtaient tous serment. Les compagnies ou bannières étaient de 20 ou 25 hommes, commandés par un chef, et divisés en 2, 3, 4, 5 escouades dirigées par des caporaux. Pour 1000 cavaliers, il devait se trouver 40 ou 50 connétables, 4 maréchaux, 12 conseillers assistant le capitaine. Le prix des chevaux des officiers était fixé à 50 florins, celui des chevaux des soldats à 25 ou 30. A la guerre le butin leur appartenait, moins les prisonniers que la commune rachetait tous à raison de 100 lires le fantassin, 200 le cavalier. Après la victoire la paie était double, et en cas de prise d'une place, les meubles appartenaient aux soldats, l'immeuble à la république. Prisonniers, les mercenaires avaient droit à deux mois de solde. La bannière de la commune flottait à côté de celle de la compagnie.

Les compagnies étrangères disparurent dans leur lutte contre les Italiens, et spécialement après la mort du terrible Hawkwood, dé-

truites par Alberigo da Barbiano. Sous lui se formèrent Braccio et Sforza. L'un introduisit l'usage des charges par escadron et des réserves, Sforza, la discipline, la solidité et la rapidité. Bientôt les condottieri firent la guerre sans répandre de sang et la milice italienne se corrompit. Les Français, les Allemands, les Espagnols, les Suisses en eurent bon marché à leur arrivée à la fin du XVe siècle et au XVIe Florence usa toujours des condottieri jusque vers l'année 1506, où, d'après les conseils de Machiavel et du vaillant capitaine Giacomini, le gonfalonier Soderini essaya de rétablir la milice nationale. Mais il n'osa pas y faire entrer les habitants mêmes de Florence. On enrôla dans le territoire de la cité, dans le Mugello, en Romagne, dans le Casentino, les paysans les plus robustes, que l'on vêtit à la livrée de la commune et à qui l'on fournit uniformes, piques, cuirasses, arquebuses. On les disciplina à la Suisse, et les jours de fête on leur fit faire l'exercice. Ils étaient au nombre de 10,000 environ sous l'autorité des Dix de la guerre d'abord, puis des Neuf de la milice, divisés en bataillons et escadrons. Il existe sur leur organisation une longue correspondance de Machiavel, alors secrétaire des Dix. Chaque canton devait fournir ses hommes, les nourrir, les équiper. Les règlements défendaient de vendre, de jouer, de changer les armes. Les cavaliers recevaient de magasins spéciaux la paille et le foin; des registres tenus régulièrement constataient les quantités données et reçues. Les noms des officiers, des caporali et de leurs hommes étaient consignés dans des livres exprès par commune ou par bannière. On pouvait recevoir contre eux toute réclamation, et après connaissance prise des plaintes par des commissaires spéciaux, les hommes étaient châtiés et les officiers dégradés. La mort punissait la désertion, le rassemblement des troupes pour une cause privée, et le désordre en pays ami.

En 1512 les Médicis cassèrent cette milice et on en revint aux condottieri. Parmi les plus célèbres, issus de Florence, je distingue Jean de Médicis l'organisateur des Bandes Noires, à peu près les seules troupes toscanes qui tinssent devant les étrangers. Sous la république, en 1527, on rétablit d'abord les fantassins du territoire pris parmi les hommes de dix-huit à trente-six ans. Il y eut trente bataillons commandés par deux chefs étrangers sous l'autorité des Neuf; Varchi[1] donne les noms des villes qui servent à désigner les corps. Puis on forma sur l'ordonnance du 6 novembre 1528 la milice urbaine[2]. Elle

[1] VI. — [2] Varchi VII : Pitti II ; Nardi VIII : Segni II,

se composait de seize compagnies, partagées suivant les quartiers. On prit les noms de tous les *aggravezzati* ou *supportanti* valides, qu'ils fussent ou non *benefiziati*, de 18 à 50 ans. Ils étaient inscrits sur l'avis d'un conseil où entraient les 4 Gonfaloniers et les 3 Bons-Hommes de chaque quartier, assistés des Neuf de la milice. On les distribuait d'abord en deux séries celle des *Benefiziati* et celle des *Non-Benefiziati*, puis en quatre classes suivant leur âge, de 18 à 24 ans, de 24 à 30, de 30 à 36, et de 36 à 50. On répartissait également par compagnie les hommes de différents âges et jouissant de différents droits. Varchi dit qu'en tout ils étaient environ 3000 de 18 à 36 ans, Nardi, 4000 de 18 à 45 ans. Selon Segni, ils remplissaient 16 bandes de 400 hommes chacune ; ce serait en totalité plus de 6000. Il y avait dans leurs rangs 1700 arquebuses, 1000 piques, 1000 cuirasses. Ceux qui n'avaient point ces armes se fournissaient de leur mieux de hallebardes, d'épées à deux mains, d'épieux. Les capitaines, lieutenants, sergents, chefs d'escouade, étaient nommés pour un an, d'après le système florentin, où le scrutin et le sort avaient également part. A leur tête étaient 4 sergents-majors étrangers, chargés des exercices, et quatre commissaires choisis pour six mois. La compagnie était passée en revue tous les mois, les quatre compagnies de chaque quartier, tous les quatre mois ; la milice entière, tous les ans. Pour la juridiction, elle était soumise aux Neuf, et en dernier ressort à la Quarantie.

Cette organisation périt avec la république ; on déshabitua à dessein les Florentins des armes, et Alexandre au contraire rétablit la milice du territoire intéressée à soutenir le prince absolu contre la cité maîtresse. Segni[1] nous dit que d'abord il n'enrôla que les gens de la campagne, mais que bientôt il donna des armes aux habitants d'Arezzo, de Cortone, de Volterra, de Pise, et qu'il favorisa surtout les Pisans. Toutefois la réputation des milices toscanes ne se soutint pas, et jusqu'à nos jours les institutions militaires furent très-affaiblies dans cette contrée, comme dans la plus grande partie du reste de l'Italie.

§ 7. DE LA DIPLOMATIE.[2]

La gloire de la diplomatie florentine est incontestée. Elle a compté parmi ses membres les plus illustres noms de la littérature et de la

[1] VI.— [2] Voir l'ouvrage de M. Reumont, *Della Diplomazia italiana*, et la [?] des *Œuvres inédites* de Machiavel par M. Canestrini.

politique dans tous les temps. Il suffit de citer jusqu'au XVI[e] siècle Dante, Boccace, Donato Barbadori, les deux Capponi, Gino et Neri, Palla Strozzi, Cosme et Laurent de Médicis, Pierre et Niccolò Capponi, Machiavel, Guichardin, Vettori, le poète Luigi Alamanni, les Carducci, les Girolami. Il reste à savoir quelles étaient les conditions de leurs fonctions et les ressources dont ils disposaient.

En général, ils portaient le titre d'Orateurs, plus tard ils prirent celui d'Ambassadeurs qui comportait un grade un peu plus relevé. Ils étaient nommés par les Dix de liberté, sous les Médicis par les Huit de Pratique. Les arts, les corporations avaient aussi leurs envoyés spéciaux, entretenus à leurs frais et députés pour des objets relatifs à leurs affaires particulières. Les instructions, dans le principe données en langue latine, le furent ensuite en italien. Vu l'éloignement, elles laissaient sur le plus grand nombre de points assez de latitude à l'ambassadeur et ne réglaient sa conduite que d'une façon sommaire. Elles étaient écrites de la main des secrétaires d'état et au nom de la république. Quelquefois des lettres de créance pour les souverains et des recommandations pour de hauts personnages les accompagnaient. Les voyages se faisaient sans grande pompe, par mer ou à cheval, à travers les pays alliés. Les envoyés suivaient la cour des princes auprès desquels ils se rendaient, logeant dans les hôtelleries et aux frais de la république, quelquefois hébergés et soutenus par les riches négociants établis dans les contrées qu'ils visitaient. Leurs dépêches et celles que leur expédiait le gouvernement étaient confiées à des courriers exprès, aux postes nationales, s'il en existait dans le pays, ou transportées par l'intermédiaire des maisons de commerce et de banque florentines, qui se trouvaient à l'étranger. Le prix de ces envois était fort élevé. Le voyage d'un courrier de Florence à Paris coûtait au commencement du XVI[e] siècle de 70 à 80 écus[1].

Leurs fonctions terminées, les agents diplomatiques recevaient ordinairement des princes auprès desquels ils négociaient un présent d'argent monnayé ou d'orfévrerie. Venise le faisait remettre au trésor public. Florence, plus libérale, le laissait à ceux qui l'avaient servie. D'ailleurs les ambassadeurs étaient fort peu rétribués, et leurs fonctions considérées comme très-onéreuses. Quiconque était chevalier ou docteur recevait dix florins d'or par jour, pour lui et sa suite, tout autre diplomate, huit seulement. La première de ces deux sommes repré-

[1] Près de 1500 fr.

sente environ, en tenant compte de la valeur intrinsèque et de la valeur relative, 200 à 250 francs de notre monnaie. Mais la suite de l'ambassadeur se composait de dix cavaliers au moins, qu'il devait complétement défrayer; les entrées solennelles dans les villes, les cadeaux si fréquents qu'il fallait faire aux officiers des princes étaient à sa charge. Je ne parle pas des dangers qu'il courait d'être rançonné par les habitants des pays qu'il traversait. De là des plaintes et des réclamations sans fin, non seulement de la part de Machiavel qui était pauvre, mais des plus riches citoyens, de Guichardin, des Salviati. De là encore des refus nombreux de partir, punis par des amendes énormes imposées aux récalcitrants, la privation des droits politiques, la prison. On essaya un moment d'un système nouveau. Ce fut d'établir auprès de chaque envoyé un comptable qui tenait minutieusement registre de la dépense. Cet arrangement donnait lieu à des contestations nombreuses entre l'ambassadeur et l'agent subalterne, et il semble au XVI[e] siècle qu'il ait été abandonné. On s'est étonné de voir Machiavel parler à la Seigneurie de ses vêtements et de leur prix. La chose pourtant n'était pas extraordinaire. Par un privilége spécial, les ambassadeurs à Rome recevaient des habits de cérémonie qu'ils rendaient au retour, et que l'état vendait aux enchères à son profit. Florence, dont les ministres suivaient alors toutes les cours de l'Europe, ne pouvait oublier l'origine marchande de sa noblesse; elle comptait avec ses représentants, comme un négociant avec ses employés et tous souffraient plus ou moins de son économie.

§ 8. DE L'ADMINISTRATION DU DOMAINE FLORENTIN.

Par des agrandissements successifs, Florence se trouva, après la conquête de Pise, posséder presque toute la Toscane actuelle moins le territoire de Sienne et celui de Lucques. La prépondérance évidente de la république, la conquête, la recommandation féodale lui avaient successivement donné Prato, Pistoie, Colle di Valdelsa, la ville d'Arezzo, Volterra, des places dans la Romagne, le Mugello, le Valdarno, Mangona, Modigliana, Calboli, Castrocaro, Dovadola, Piancaldoli, Cortone, le Casentin, la vallée du Tibre, la partie de la Maremne pisane possédée par les comtes de la Gherardesca, Pise, la Garfagnana, et en dernier lieu Fivizzano, Sarzane et Pietrasanta, jadis

possession de Gênes. Cette domination fut certainement ébranlée par les guerres et les désordres du commencement du XVIe siècle. Cependant au temps de Varchi [1], on comptait sous la domination florentine douze mille *popoli* ou paroisses [2], six villes, Pise, Volterra, Pistoie, Arezzo, Cortone, Borgo San Sepolcro, environ quatre cents places entourées de murs, dont les portes s'ouvraient le matin et se fermaient le soir. Quarante-cinq étaient des lieux de marché.

Des citoyens étaient envoyés pour les gouverner, les uns pour un an, les autres pour six mois, avec des salaires proportionnés à leur importance, sous les titres différents de Capitaines, Vicaires ou Podestats. Ordinairement les administrateurs des trois principales villes. Pise, Pistoie et Arezzo, portaient le titre de Commissaires. Il y avait 17 Capitaineries, douze Vicariats; le reste était soumis à des Podestats. On plaçait des Capitaines et des Châtelains dans les forteresses, ainsi que d'autres officiers et magistrats, comme les Consuls de mer à Pise, les Provéditeurs, les Camerlingues, les Officiers des douanes.

Les sujets étaient généralement bien traités par les Florentins. Ils exigeaient d'eux des impôts modérés, et les laissaient s'administrer d'après leurs usages municipaux, sous la surveillance des officiers de Florence. Mais la privation de tout droit politique et l'impatience d'un joug étranger, commune à tous les Italiens, et portée si loin chez eux, causèrent souvent des révoltes cruellement réprimées. Parmi les plus célèbres, il convient de citer celle de Volterra en 1472, celle de Pise à l'arrivée de Charles VIII, celle d'Arezzo en 1529, enfin le soulèvement des Cancellieri à Pistoia en 1537 en faveur des bannis.

[1] IX.

[2] La profusion avec laquelle les églises, centres de population rurale, sont répandues sur le sol toscan explique ce chiffre qui cependant peut-être encore est exagéré.

PIÈCES HISTORIQUES.[1]

I.

Comissione[2] *data a Messer Francesco Guiggiardini oratore in Hispagna, deliberata die* XXIII *Januarii* M. D. XI[3].

Messer Francesco. La legatione, alla quale noi vi mandiamo in Hispagna a quello Serenissimo et Catholico Re è cosa a questi tempi nuova et insolita alla città et molto lontana da Italia, et di qui nasce che la presente commissione non potrà essere resoluta et regolata a uno fine certo et determinato, al quale voi vi haviate ad indirizare; perche ragionevolmente allo adrivar vostro in corte tucte le cose di qua doveranno havere variato assai; et anche quelli advisi che voi ci darete alhora quando arriveranno qua, saranno verisimilmente fuor di tempo: però noi non vi commetteremo di presente se non generalmente quello che possa servire ad ogni evento et in ogni tempo, specificandovi nondimeno qualche particular cagione di questa vostra mandata, accioche abbiate che dire nella prima audientia, et non si monstri essere itò là, sanza cagione. La partita vostra adunque sarà al termine assegnatovi et andrete per quel cammino che vi sarà più accomodato, et più usato dalli altri, che crediamo sia per la via di Genova, cavalcando con quella celerità che vi comporteranno le forze, il traino vostro, et la stagione in che ci troviamo. Et adrivato in Corte, della quale farete di havere notitia avanti dove si trovi per indirizarvi a quella volta, et per il più breve cammino, et informatovi prima da chi vi parrà da Fioren-

[1] Ces pièces sont toutes rangées d'après l'ordre de leur date certaine ou supposée. On peut y prendre une idée de la situation et des sentiments de Guichardin aux diverses époques de sa vie et en suivre la gradation régulière. — J'ai pris soin de conserver autant qu'il m'a été possible l'orthographe ancienne. Les copies ont été collationnées avec les orignaux par M. Guasti, secrétaire des Archives centrales de Florence.

[2] Dal Codice N. 100, Cl. X, Distinz.(numer. vecch.). *Registro d'instruzioni ad ambasciatori della Repubblica dal 1496 al 1530.* — Alla numerazione moderna : *Signori, Legazioni e Commissarie. Elez. — Istruz.—Lett.* — n° 23, pag. 88. — M. Rosini, l'éditeur de la *Legazione di Spagna del Guicciardini,* déclare dans sa préface n'avoir pu retrouver cette pièce. La publication que j'en fais comble cette lacune.

[3] 1511, style florentin; en réalité, 1512.

tini o altri Italiani se ve ne sia alchuno, et maxime da uno Piero Bellacci giovane di questi del Nero in Corte, di tucte le cerimonie consuete in quella corte in simili audientie di ambasciatori, vi presenterete, quando ve ne sarà data facultà a quello Serenissimo et Catholico Re, exponendoli honorevolmente, et con ogni demonstratione di grande extimatione di quella Maestà, come, benche noi doppo la partita sua da Napoli et da Saona [1], dove furono ultimamente nostri ambasciatori, parte per non si esser potuto, respecto alli impedimenti che ce ne ha dati la recuperatione di Pisa, et molte altre cose seguite di qua, parte per non haverne havuto urgente cagione, non habbiamo mandato, nè tenuto presso a sua Maestà nostri ambasciadori per honorarla, et conferire con quella alla giornata ogni nostra occorrentia, come era conveniente, et però che continuamente, et la volontà, et il desiderio non sia stato quale si conveniva alla grandeza di sua Maestà, et a bisogni nostri, di che quella puo pigliare et havere certissima fede dalle opere, et da tucto il procedere nostro nelle cose di qua, nelle quali tucti e termini nostri sono sempre stati con buono et gran respecto di amore, et reverentia et devotione verso sua Maestà, et che havendo sempre desiderato satisfare in questa parte allo animo nostro, noi vi haviamo mandato per stare qualche tempo appresso a quella, et spetialmente per ringraziarla per il mezo vostro alla presentia, benche l' haviamo facto anchora per altra via, della ricuperatione della nostra città di Pisa, di che sappiamo quella havere havuto buona cagione, et per conferirli anchora, secondo le occorrentie et necessità di questi tempi alchuni altri desiderij et bisogni, come è tra buoni amici et confederati, nel quale grado noi ci riputiamo essere con la Maestà sua, et tanto più, quanto le facultà nostre sono inferiori alle sua, et circa questi effecti ci pare dovere essere la prima vostra expositione, la quale voi tracterete honorevolmente per sua Maestà, in quel modo, et con quelli termini che usa quella; ingegnandovi farli viva impressione di grandissima speranza et fede dal canto nostro in sua Maestà, et di riputarlo buono protectore et defensore di questa Repubblica. Doppo questa prima audientia, bisognerà parlar seco dello essere delle cose di qua in quel modo che ne havete notitia hoggi, et che intenderete alhora per advisi ricevuti da noi, et in cammino, et là et secondo che le cose saranno variate, secondo aggiugnerete, diminuirete et muterete tucto o parte della presente vostra commissione. Lo effecto principale

[1] Juin 1507.

della quale è in facto volere intendere, come la sua Maestà ha disegnato procedere in queste cose di Italia, et di Bologna, maxime perchè come voi sapete, questo exercito che si truova al presente di qua, si mosse due mesi sono da Napoli con opinione et fama di havere ad havere per inimici tucti li amici delli adversarij loro. Nè vi ricorderemo in questa parte, perche ne havete buona notitia, ciochè adlhora et dipoi si sia ritracto da Roma. Donde è stato necessario pigliar partito di volere una volta intendere se noi haviamo da temerne, et quanto si possa sperare da sua Maestà, così per virtù della confederatione che si ha seco [1], come per qualunque altro respecto, parendo verisimile che la Maestà sua habbi sempre ad volere defendere et conservare tucti li amici suoi. Et per questo il principale studio et fine vostro ha ad essere volere intendere che fine in facto habbi ad havere la mandata di queste genti; et se noi ne possiamo vivere con securtà, et se in qualunche caso l'offesa factaci da qualunche si può sperare di là li aiuti obligati per la confederazione, et con questo proponimento et fine, movendo il parlare vostro, donde meglio vi parrà, li narrerete brevemente li pericoli che ci soprastanno et li minacci che ci sono stati facti, non specificando però persona alchuna. Li monstrerrete haver particular commissione di ricerchare da sua Maestà per la difesa nostra quel numero di gente, che dispone la obligatione, et impetrare da sua Maestà ordine et comessione alli agenti sua di qua in ogni nostro bisogno, certo et resoluto di haver da loro tali aiuti, allargandovi etiam in questa parte, circa il monstrare gran fede, et buona speranza di havere sempre da sua Maestà non solo per virtù della obligatione li aiuti dovuti, ma anchora per bontà et humanità sua uno perpetuo et gagliardo patrocinio di tucte le cose et interessi nostri. Da questa proposítione vostra si potrà per la replica sua cominciare ad vedere quanto si possa sperare, et in che modo dalla sua Maestà. Circa ad che noi, secondo che vi diremo appresso andiate pigliando regola del procedere et maneggiarvi più oltre in questa materia, sino ad tanto possiate havere da noi resposta di quanto ci harete scripto dopo prima questa exequutione vostra.

Voi potete per voi medesimo conoscere quanto le cose di qua sieno

[1] D'après le traité du 13 mars 1509, les Florentins s'étaient engagés avec le roi de France et le roi d'Espagne à se fournir réciproquement 300 hommes d'armes pour défendre leur territoire (Guich. *Hist. d'Ital.* VIII, 1). Les deux rois s'étaient brouillés depuis; mais, quoique les Florentins fussent plutôt les amis de Louis XII, leur convention subsista avec son rival jusqu'en mars 1512.

intricate et quanto male si possa conoscere al certo comme la sua Maestà stia in facto con Francia, et quanto habbi pensato andare in là con il Papa, perche si veghono assai segni, che quella non vuole partire dalla amicitia di Francia. Dall' altro canto, l'haver condocto si grossa gente a' confini dello stato di Lombardia, aggiunto il parlar che fanno quelli sua capitani monstra il contrario: così anchora potrebbe essere che nello interesse della Chiesa et del Papa, egli havessi pensato per mare in sulle coste di Bologna, et al più di Ferrara, et dipoi partendoli havere qualche sicurtà di più del Regno di Napoli non procedere più oltre. Et da questa incertitudine nasce che noi non possiano ricordarvi, se non cose generali, come è volere mantenere insieme come la sua amicitia quella di Francia, non volere obligarci ad fare contro a quella Maestà et nelle cose della Chiesa starci et maneggiarci, come buoni figliuoli di quella Santa Sede, et buoni amici del Papa, non ci essendo dato cagione di fare altrimenti. Et posti questi fondamenti, voi intendete molto bene che qualunche richiesta vi fussi facta fuora di questi effecti, et maxime dove si monstrassi alchuna spesa, non sarebbe al proposito nostro; et però bisognerà che voi tagliate ogni ragionamento che ve ne fussi mosso, modestamente, et con quelle ragioni che vi occorreranno in sul facto, rimettendovi sempre ad darcene notitia et expectarne resposta, acciochè se pure le conditioni di quelli tempi ricerchassino haverne più una consideratione che un altra si possa fare. Questo medesimo respecto di dilatione et remissione di darcene notitia vi bisognerà anchora havere se in qualunche modo quella Maestà vi ricerchassi di nuova confederatione o per difesa commune, o per altro effecto, potendo facilmente desiderare da noi se non per altro, almeno per qualunche utilità sua una simil cosa, venendo ad Giugno proximo finita la confederatione [1] vecchia, la quale si fece ad commune tre anni sono con il Christianissimo Re, alla quale fino ad hoggi dal canto nostro si e satisfacto ad pieno, et si satisfarà in quello che resta, et acciochè ne habbiate particular notitia, vene diamo con la presente copia, et ve ne servirete in tucto quello che accadrà. Et perche questo articolo della difesa nostra disposto et obligato come voi vedrete per tal copia è stato più volte intimato da noi all' Ambasciatore di quella Maestà ad Roma, et ricercho per virtù di epso li aiuti, etc., et lui ne ha monstro difficultà, et al tucto negato doversi contro alla Chiesa tali aiuti, noi vi voliamo ricordare la exceptione che lui ne ha facta, che

[1] Celle du 13 mars 1509; Nardi, IV, 126, Guicciard. VIII, 1.

in facto è non l'intendere mai in una obligatione generale come questa, haversi ad fare contro alla Chiesa, non obstante che le parole sieno della sorte che voi vedrete ; nè si è mai potuto con seco trarne altro, di che vi si dà notitia, acciochè se pure egli accadessi, et si facessi questa exceptione, che voi vi possiate haver pensata. Anchora voliamo dirvi come tucta la obligatione di quelli capitoli fino ad hoggi è stata dal canto nostro, nè per tal conto quella Maestà può haverne alchuna querela verso di noi.

Ricordiamovi anchora nella stanza vostra appresso a quella Maestà fare ogni diligentia d'intendere bene ciò che vi segue degno di notitia, dandocene alla giornata particulare adviso, non solo delle cose di Italia, ma anchora di quelle di là ; et generalmente favorire et aiutare qualunche cosa pubblica et di privati nostri cittadini, pensando haverne di tucti da noi particular notitia, come vi direno, et commettereno di presente per Bernardo di Giovan Francesco Venturi, per il quale haviamo scripto più volte a quella Maestà, per causa di certi suoi grani condocti ad Napoli, et presi dal gran Capitano [1] per servirsene ne' bisogni del Regno, et di che lui hebbe già assegnamento, et non lo potette mai riscuotere, et havendo patito assai, et per la perdita, et per il tempo che è corso da poi, noi voliamo che quando vi parrà meglio, raccomandiate lui et la causa sua alla Maestà del Re, faccendoli tucti e favori possibili, secondoche ricercherà uno huomo suo, quale lui ha disegnato mandare in Corte per questo effecto solamente.

Visiterete anchora la Serenissima Regina [2], alla quale harete similmente nostre lettere credentiali ; et nel parlar vostro li monstrerete quanto speriamo in sua Maestà raccomandoli generalmente le cose nostre con tucti quelli altri termini et ceremonie, che sono consuete et necessarie in simili visitationi.

Passando da Genova visiterete il Magnifico Governatore Regio di quella Città [3], al quale harete nostre lettere credentiali narrandoli la cagione della vostra andata, cioè quanto appartiene ad volere intendere de quella Maestà se haviamo da temere, et se possiamo sperare per virtù della confederatione commune con il Christianissimo Re, per la difesa nostra, quelli aiuti che quella è tenuta darci, subiungendo da poi haver particular commissione da noi di fare et operare in questa

[1] Gonsalve de Cordoue.

[2] Germaine de Foix, nièce de Louis XII, sœur de Gaston, général de l'armée française en Italie.

[3] François de Rochechouart qui fut chassé peu après par Janus Frégose.

vostra legatione per la Maestà del Suo Re, non altrimenti che per noi proprij, et che come noi haviamo facto intendere a sua Signoria, esser parato et desiderare affaticarsi per la Maestà del Re in quel modo che li piacerà, così anchora per la sua Signoria, et se gli accade di presente, et *in futurum* commettervi alchuna cosa, che lo facci liberamente; perche voi desiderate fare cosa grata alla Maestà del Re prima, poi alla sua Signoria, per quanto vi sarà possibile. Starete ad mente ad partir vostro di Firenze etc. *Item* tucti li cordi (*Ricordi ?*) generali, etc.

II.

Die 24 septembris MDXII.[1]

Dominò Francisco Guicciardinio Oratori apud Catholicam Maiestatem.

Magnifice Orator etc.

E son state tante le occupationi, et si grandi travagli e pericoli, nè quali da uno mese et mezo in qua la Città si è trovata, come più particularmente vi si scripse al primo del presente, et dipoi a X et XII di decto, le quali si sono mandate per via di Roma[2]; che gli è bisognato pensare più alle provisioni et remedii di qua in sul facto, che scrivere lungamente di costà, donde non si poteva sperare resposta se non in capo di due mesi. Et non dimeno si è facto con quella brevità che comportavano quelli tempi. Per la presente vi replicheremo brevemente, et quasi per via di summario il seguito da due mesi in qua; poi vi commetteremo come ve ne habbiate ad governare di costà, et in

[1] Dal Codice 140, CL. X, Dist. 3. Alla numerazione nuova, 38. *Dieci di Balia.— Legazioni e Commissarie. Istr. e Lettere Missive dal 1512 al 1513; a 92 tergo.* — Cette pièce est la dépêche principale dans laquelle le gouvernement de Florence informe son ambassadeur des derniers événements qui se sont passés dans la ville et lui indique la conduite à tenir à l'égard du roi d'Espagne. Elle peut être considérée comme une confirmation de la commission qui lui avait été donnée à son départ.

[2] Il n'existe pourtant dans le Registre que la lettre du 8 sept. dont il parle; I, § 3.

che modo ci paia da procedere come voi havete inteso, et per lectere nostre, et per il successo delle cose dopo la declinatione dello stato di Lombardia, parendoci haverne migliore occasione, et poterlo fare più securamente. Noi volgemo l'animo subito alle cose della lega, et in specie cercamo convenire con cotesta Maestà; di che vi si decte commissione sino di giugno passato. Dipoi intendendo la venuta del Vice-Re in Romagna, et lo ordine della Dieta ad Mantova [1], sanza dilatione di tempo, mandamo Ambasciatori nell' un luogo et nell' altro, non ad altro fine che per dare altra forma et maggior securtà alle cose nostre; et Dio et la conscientia nostra ci è testimonio quanto volontieri noi cerchavamo quello effecto. Di che potrà sempre fare buona fede il Reverendissimo Datario venuto quà di Roma, et quello Ambasciatore Vice-Regio, che era qui. Nacquono in questo tempo diversi impedimenti per e quali non si potette fare alchuna conclusione, de quali noi non voliamo ricordarci se non d'una. Et questo è che chi era qua, che non ci è hoggi, con diverse occasioni et in diversi modi andò sempre differendo contro alle universale dispositione di tucta la città, in modo che quello che si sarebbe potuto fare molto prima, et con mancho danno et pericolo della città si ha havuto poi ad fare con tumulto et disordine. Da che sono seguite molte calamità, le quali sappiamo molto bene essere state al tucto contro alla volontà et ordine del Catholico Re et dè' sua agenti di qua. Li effecti che sono seguiti con dispiacere commune sono che spiccatosi il Vice-Re da Mantova, se ne venne con le genti verso Bologna, et per la via di Appiano et di Barberino scese nel piano di Prato sino a XXVII del passato, et stando anchora a Barberino per uno suo auditore ci fece intendere le conclusioni facte a Mantova, et quello che la legha voleva da questa città che in facto erono [2]: che Piero Soderini gonfaloniere vecchio si levassi da quello Offitio, si restituissino Medici in Firenze, et si provedessi a 80 mila Ducati per due paghe alle genti, et ad alchune altre partite, come intenderete appresso et vedrete con la copia de' capitoli, che sara con la presente. Seguì da questo che differendosi con la medesima lunghezza il farne conclusione, le genti vennono ad Prato, et assaltatolo, et battutolo con le artiglierie, le presono per forza, et ne seguirono quello che suol seguire di simili victorie, veramente con tanto dispiacere nostro quanto sia stato possibile, perchè la dureza et lungheza d'altri ha facto di quella povera terra victima di suoi pen-

[1] Guich. *Hist. d'Ital.* XI, 1. — [2] Guich. *Hist. d'Ital.* XI, 2.

sieri[1] : Dopo questo effecto il quale seguì a XXIX del passato, a XXXI del decto accorgendosi pure dove le cose erono ridocte, Piero Soderini Gonfaloniere passato depose lo uffitio suo, et sene andò ad casa per quel dì. Dipoi la nocte sequente sene partì per alla volta di Siena[2], et in si grandi accidenti, et si manifesti pericoli habbiamo da ringratiare Dio, che qui non si è facto dispiacere ad alchuno di alchuna sorte. In quella medesima hora che Piero si partì si mandorono nuovi Ambasciatori ad Prato allo Ill[mo] Vice-Re, et si capitulò con seco facilmente, et per conto della lega, et in proprietà colla Maestà del Re, secondo che voi vedrete per copia di decta conventione alligata alle presenti, et facta tale capitulatione si attese ad provedere del danaio et si creò nuovo Gonfalionere di Iustitia per insino ad Novembre che viene ad uno anno, et la electione cadde in Giovan Baptista Ridolphi uomo della qualità che voi sapete, et il Reverendissimo Cardinale de' Medici, suo fratello et nipote, secondo la capitulatione facta se ne tornorno in casa recevuti amorevolmente da tucti. Dipoi per stabilire meglio le cose della città[3], a dì 16 del presente si fece general Parlamento, per il quale si decte balìa ad circa L[ta] cittadini[4] di riformare la città et dominio in tucti quelli modi, et in quelli parti che bisognassi o paressi loro, et del continuo si attende ad fare questo effecto, et lo Ill[mo] Vice-Re fino ad 18 del presente si levò da Prato con le genti, et per la medesima via di Mugello sene è ito alla volta di Lombardia. Questo è quanto noi vi haviamo scripto per tre altre fino ad hoggi, et lo effecto di tucto quello che è seguito, di che vi s' è dato et dà notitia secondo il consueto per information vostra, et acciò possiate meglio maneggiare le cose di costà.

Resta hora commettervi brevemente in che modo habbiate ad parlarne con la Maestà del Re circa che l'ordine vostro ha ad essere, come

[1] Guich. *Hist. d'Ital.* XI, 2; Nardi, V, 52. Il est curieux de voir les Florentins parler comme d'une ville étrangère d'une cité qui était leur sujette. Un tribut, la présence d'un officier florentin et certaines obligations de vasselage semblent avoir été les seuls liens qui unissaient les membres de l'état.

[2] Guich. XI, 2; Nardi, V, 55. Voir du reste pour toute cette affaire le livre XI de Guichardin, et Nardi, livre V, derniers chapitres, livre VI, au commencement.

[3] Il y eut une émeute de soldats qui força la main au gouvernement à la tête duquel se trouvait Ridolfi. Guichardin, Nardi et Pitti, sont tous trois d'accord sur ce point.

[4] Circa cinquanta, Guich. XI, 2. Cinquante cinque, Nardi, VI, 4. Il indique VI, 5, comment aux cinquante premiers on en ajouta cinq autres. Pierre Guichardin, père de l'historien, fut de cette Balie.

vi è stato commisso, sempre monstrarli questa buona dispositione habbia havuto sempre la città verso la Maestà sua, et quanto habbi desiderato convenir seco, deducendolo dalle commissioni che voi portaste di qua, et che vi si sono date da poi, et da quello che si è sempre offerto, et a Mantova, et quì et in ogni altro luogo. Et che se non si è facto prima, et sanza quelli disordini che sono seguiti, non è proceduto dallo universale, el quale non poteva più desiderare questo effecto, ma da chi non ci è hoggi: l'absentia del quale ha subito iustificato la città, la quale harebbe desiderato far questo effecto sanza la perdita et desolatione di quella terra. Pur poiche non si è potuto fare altro, reputereno in luogo di bene quel male, che non si è ricevuto, nel quale queste genti potevono abbundare più, et procedere ad maggior disordine nelle cose nostre. Di che ci ricordereno sempre con buono animo, et voi vi rallegrerete con la Maestà del Re di queste nuove capitulationi, significandole con quanta prompteza et buona volontà le si sono facte, et con quanta buona speranza di havere lungamente ad godere la amicitia di sua Maestà et le sua felicità. Nè mancherete di raccommandarli la città per ogni conto et in ogni tempo, et maxime hora trovandosi molto exhausta et necessitata da tanti disordini, con pregarla ad uoler pensare di nutrire et accrescere questa sua nuova pianta; perche tucto quello che di honore, di reputatione et di commodo si accrescerà a noi, tucto si accrescerà alla Maestà sua, havendo sempre ad poter disporre di noi come di qualunche altro suo amico. Ricordandoli anchora questo che li amici vecchi furono una volta nuovi, et li nuovi colli benefitii et commodi diventono presto vecchi, et quelli maxime, che hanno facto sempre professione di buona fede, nel qual numero crediamo potere essere numerati anchora noi.

Comparsono III dì sono le vostre de' 26 colle copie de' XXII del passato, et per contenere solamente advisi, et le cose essere dipoi variate assai, non accade replicarvi altro, et di nuove non ci è che scrivervi molto, essendosi il forte delle arme ridocto di là da' monti, et di quelle che restono in Italia dovendone essere advisata la sua Maestà meglio da' suoi che da noi. Solo adgiugneremo questo, che il Papa [1] anchora persevera nel disegno suo di fare l'impresa di Ferrara. Bene valete.

[1] Il s'agit de Jules II. Voy. Guich. *Hist. d'Ital.* XI, 3.

III.

Discours que Guichardin s'adresse à lui-même, quand il atteint l'âge de trente ans.

In Spagna. 1513 (marzo?).[1]

Francesco : la età in che tu se' hora mai, havendo gia finito e' trenta anni, la grandezza di molti et infiniti benificii che tu medesimo riconosci havere ricevuti da Dio, lo essere di tanto intellecto che tu conosci la vanità di questa vita, quanto e' captivi debbono temere et i buoni sperare della futura, ti doverebbono ridurre in uno modo di vivere che tu doverresti deliberarti di volere procedere come si conviene alle ragioni sopradette e come si appartiene non a uno fanciullo e giovane, ma uno vecchio. E poiche Dio ti ha dato gratia che nelle cose del mondo la patria et e' cittadini tua ti hanno deputato liberamente e ordinariamente a' gradi et exercitii sopra la età e li anni tua[2], e la divina gratia vi t'ha insino oggi conservato drento con più riputatione et gloria che tu non meriti, debbi anche nelle cose divine e spirituali accommodarti a questo medesimo maneggio et fare tale opere che Dio per sua benignità ti habbi a dare quella parte in paradiso che tu medesimo desideri nel mondo. Et certo la vita et e' costumi mai non sono stati insino a hoggi degni di uno uomo nobile figliuolo di buono padre, allevato da piccolo santamente, nè di quella prudentia che tu giudichi in te nè vi puoi sanza grandissima vergogna almeno teco medesimo perseverare.

[1] Ce singulier morceau est intéressant pour l'histoire de ses sentiments les plus intimes. Il se trouve dans le second des cahiers intitulés *Memorie istoriche*, entièrement écrits de la main de l'historien, conservés dans les archives du palais Guicciardini. J'en dois la communication à l'obligeance de M. Canestrini.

[2] Allusion à la dispense d'âge qu'il obtint pour être nommé ambassadeur auprès du roi Catholique,

IV.

Spectabili viro Aloysio de Guicciardinis. Florentie.[1]

Spectabilis vir et frater honorande.

Gl'è già mille anni che io non ho vostre, se non due versi a piè di una lettera di Piero[2] de' 14 di maggio, dove mi dite che lui farà la oratione, che sendovi lo arcivescovo me ne maraviglio. Delle cose di costà non so nulla, nè quello seguì de' Soderini, se furono restituiti o no[3]; non so chi sieno e 17, non chi sia stato gonfaloniere maggio et giugno[4], et così di tutte le cose simili, che pure sarebbono da essere scripte, et se non che io mi sono hora mai avezo a essere tractato così, parrebbe strano.

Io ho havuto a questi dì lettere di Lisbona da Jacopo Fantoni, che mi scrive che a' 20 di maggio tornò una di quelle nave, che furono già è gran tempo mandate alla Melacca, la quale è tornata ricchissima et mi ha mandata la nota del charico che sarà qui di socto. Riferisce havere lasciato adrieto 3 altre nave con caricho di valuta di 600 mila ducati, et alsì una di Girolamo Sernigi, che viene richissima, e queste erano in cammino et le aspectavano di corto: et di più alla Melacca erano rimaste tre altre nave di Girolamo Sernigi, che si caricavano, et venendo a salvamento torneranno richissime. Girolamo vi mandò quattro nave dove era el forte per conto di altri, et mi scrive Jacopo che questa sola che veniva ne trarrà el capitale di tucte 4 et di più 60 o 70 per cento di guadagno Sì che venendo tucte, vedete questa cosa dove se ne va, che paiono miracoli. Referisce che una nave che era la maggiore di tucte si perdè ritornando, che giudicavano el caricho suo va-

[1] Dalla filza 123, *Carte Strozziane* a. 25. — Cette lettre et la suivante contiennent les observations que Guichardin recueillit sur le commerce des Espagnols et des Portugais aux Indes occidentales et orientales. Elles peuvent servir de complément à ce qu'il dit au liv. IV, ch. 3 de l'Histoire d'Italie. De plus on y voit la part qu'y prenaient les Florentins, et le détail assez intéressant de la cargaison d'un navire à cette époque.

[2] Piero Guicciardini, son père. Il s'agit du discours de félicitation adressé au pape Léon X, à l'occasion de son exaltation. L'archevêque de Florence Cosimo de' Pazzi avait d'abord été désigné pour le prononcer, mais il mourut quelque temps après sa nomination. Giuliano Tornabuoni protonotaire apostolique qui aurait dû le faire à sa place manquait de talent pour la parole. Nardi, VI, 20.

[3] Ils le furent en effet. Nardi, VI, 18, 19.

[4] Francesco Pepi.

lessi meglo di 300 mila ducati. Questa Melacca è navigatione nuova [1], et lui non mi scrive particularità alcuna, nè della qualità del paese, ne quanto sia di là dalla linea equinoctiale. Solo mi dice che factori del Re, che sono là mandano a chiedere panni fini rosati et di ogni sorte, et Olande fine, et che sono gente civile et da bene per quello che io n'ho inteso altre volte, et non erano ancora chiari se la è terra ferma, o no: et è più là che Caligut, che possano a andarvi di quivi. Doverrà questa nave haverne portato la particularità, et io gli ho scripto mi avisi di tucto; et vedrò se fussi possibile, che mi mandi o lui o altri in carta questa navigatione, che qui in Spagna non è notitia alcuna. E venuta ancora in Lisbona una nave di Caligut, richa, et el caricho sarà di socto; ed adrieto ne è rimaste 3 altre che vengono con grandissimo caricho. Io credo che voi habbiate notitia della navigatione che tiene questa Maestà nella India occidentale, che così la chiamono quà, dove Colombo scoperse molti anni sono più isole, dove questi Spagnuoli non tengono altro tracto che di cavare oro. Et di poi scopersono ancora terra ferma; et fate conto che ogni anno ne viene in Spagna 400 mila ducati d'oro o meglo, di che la quinta parte è del Re, l'altro di chi lo cava. Hora ci è nuova pochi dì sono che in quella terra ferma, hanno trovato in certi luoghi vene d'oro di qualità, che se ne riuscirà pure la octava parte, sarà cosa di grandissima richeza. E questo Re dà ordine di mandarvi un Capitano con mille huomini, et in effecto, per quello che si vede questa fortuna sua grande, la quale lo ha accompagnato dal dì che nacque insino a hora, pare ancora più verde et più fresca che mai: et se la continua insino alla morte, si potrà dire arditamente che da Carlo Magno in qua non sia stato in tucta Cristianità uno tale principe.[2]

Altro non mi occorre. Christo vi guardi. In Vagladulit a dì 17 di giugno 1503.

Vostro Francesco Guicciardini.

Caricho della nave venuta di Melacca.

Noce muscade...........................	Ca [3]	1904
Macis [4]...............................	Ca	553

[1] C'est en 1510 que les Portugais commencèrent à se rendre à Malacca. On verra plus loin qu'ils ne savaient pas encore si c'était une presqu'île ou une île.

[2] Idée développée dans la grande Histoire. Voy. Chap. III, § 7.

[3] Centinaia, poids de cent livres florentines, un peu plus de 30 kilog.

[4] Macis, écorce intérieure de la noix muscade.

Sandoli bianchi[1]	Ca	30
Verzino buono[2]	Ca	60
Lachera buona[3]	Ca	60
Legno Aloè	Ca	4
Pepe lungo	Ca	8
Cubebe[4]	Ca	6
Riobarbero[5]	Lib.[6]	400
Seta fine	Lib.	133
Gherofani[7]	Ca	24
Stagno più fine che quel di Londra	Ca	200

Tucta questa roba costa loro in Melacca tra mercantie et contanti circa ducati cinque mila[8], sì che vedete che cosa è questa.

Caricho della nave venuta di Calicut.

Pepe	Ca	4500	Riobarbero	3
Canella	C.	300	Bengui[10]	14
Noce moscade		800	Seta mezana	24
Macis		110	Seta fine	4
Gengovi[9]		675	Stagno fine	200
Sandoli		60		

V.[11]

Spectabili viro Aloysio de Guicciardinis, fratri honorando ecc. Florentie.

Spectabilis vir.

La ultima che io vi scripsi fu o de' 21 o de' 17 del presente, che non me ne ricordo bene; et da Dieci ho avuto a questi dì due vostre lettere la una de' 7, et l'altra de' 14 di questo, che sono venute bene et le ultime ho da voi sono de' 30 di aprile venute hoggi per la via di Burgos, et da Piero n'ho di Roma de' 6 di giugno, et da lui intendo come el

[1] Sandal blanc, bois des Indes. — [2] Bois de couleur. — [3] Laque. — [4] Cubèbe, fruit de l'Inde.

[5] Rhuharbe. — [6] Livres florentines, 320 grammes environ. — [7] Girofle.

[8] Environ 100,000 francs. — [9] Gingembre. — [10] Benjoin?

[11] Autre lettre sur le même sujet. La fin en est remarquable à cause d'une phrase caractéristique sur les malheurs de l'Italie, et d'un jugement sur Ferdinand le Catholique.

mio Venerabile Cancelliere era arrivato costì. A che non occorre dire altro. Non so se harete avute le lettere che vi scripsi sopra e' casi sua con una a Messer Piero Aldobrandini suo cognato, ma credo di sì, perchè da Messer Niccolò Altoviti ho risposta a una mia che era in quel mazo medesimo. Io per la ultima vi desti aviso delle nuove erano qua di Lisbona, della nave tornata dalla Melacca, et del caricho che traheva, et così delle vene di oro che li huomini di questa Maestà havevano nuovamente trovate nella India occidentale, che così la chiamono, et dipoi continuamente si afferma ch'è vero, et io ho udito dire al Re, che per la relatione che n'ha, sarà cosa maggiore che quelle che erano trovate insino a hora. Donde in questo regno viene ogni anno oro per 400 mila ducati, o meglio; et el quinto è del Re, sanza nessuna spesa. Et io actesa la sua grandissima fortuna lo credo facilmente. Piaccia a Dio prosperarlo, che in verità è huomo che ha grandissima parte, et buona intentione; et se mancassi lui, questo paese diventerebbe tucto in 8 giorni una spelunca di ladri. Voi mi scrivete per la ultima volta havevi da darmi mille particulari, ma che per non havere tempo li lasciavi, et che per la prima volta mi scriverresti qualche cosa. Aspecterola con grande desiderio, se non che quando io vo rileggendo le lectere mi havete scripte poichè io sono qua, trovo in quasi tucte questa promessa, la quale poi non si verifica mai. Sono poichè io partì di Firenze corse cose, et innovatosi costì tucto il mondo, talmente io non mi potevo abactere a essere fuori, in tempo che io havessi a havere pur vogla di sapere delle cose di costà, et maxime toccandone pure parte anche a voi, non ho avuto questa gratia, et mi vi sono assuefacto in tanti mesi, in modo che non mi dà più briga, et mi basterà intendere alla tornata, che se non fussino li avisi ho havuti da messer Nicch元olò Altoviti, et da questi nostri mercatanti, a chi ho a andare drieto per sapere le nuove di Firenze, ne saprei meno che di quelle dell'India. Io sto bene, e di qua non è nuova di alcuna sorte, che ci stiamo per hora in una buona pace a sentire tucto di le fatiche et travagli di altri. Piacessi a Dio che ci stessimo un tracto ancora così noi; che essere Italia in uno tempo medesimo in preda di Franzesi, Tedeschi, Spagnoli et Svizeri è pure troppo.

Altro non mi occorre. Christo vi guardi.

In Vagladulit a dì 27 di Giugno 1513.

Tenuta a dì primo di Luglo.

Vostro Francesco Guicciardini.

VI.

Fragment des Mémoires autographes.[1]

En tête du volume se trouvent les lignes suivantes :

Al nome sia dello onnipotente Dio e della sua gloriosissima madre e Vergine Santa Maria e di Sancto Johanni Baptista advocato e protettore di questa nobilissima ciptà e di Sancto Francesco e di Sancto Tommaso d' Aquino spetiali advocati e patroni mia, e di tucta la corte celeste.

In questo libro per me Francesco di Piero Guicciardini dottore di leggi, fa memoria di alchune cose appartenente a me cominciando dal dì ch' io nacquì e di poi successivamente, ben che questo libro cominciai a scrivere a dì tredici di aprile 1508, in Firenze.

A la page 28 se rencontrent les lignes suivantes, que je détache comme èchantillon.

Ricordo come lo anno 1514 sendo referito a Lorenzo de' Medici, ch'allora era in Roma, come io mi ero occultamente travagliato in favorire Antonio Gualterocti e ben che tale rapporto fussi falso, sendovi data per lui qualche fede e di qui havendo qualche maligno presa occasione di persuaderli ch'io non desiderassi che la ciptà tornassi al governo populare, ne nacque che lui, dipoi il maggio 1515, quando tornò da Roma non mostrò di havermi in quello buono concetto e affettione ch'aveva innanzi andassi a Roma ch'era grande. Anzi commincio apertamente a ritirarsene e tra le altre havendo ordinato uno numero di cittadini quali chiamava a casa sotto spetie di una consulta e pratica, io non vi fui chiamato, di che nacque che vedendo io questa indispositione e dubitando di peggio ci feci dentro destramente qualche opera e ne fui aiutato da qualchuno che mi voleva bene, in che mi giovò secondo credo la opera di Lanfredino e di Jacopo Salviati; ma maxime di Matteo Strozzi, e a lui ancora parlai vivamente mostrandoli che a torto si pigliava ombra di me : e faccendo fede del mio buono animo : di che lui cominciò a dimostrare di volermi in buono grado e mi messe in quella pratica dove eravamo in Sancto Spirito Messer Alamanni, Pandolfo Corbinelli, Piero di Niccolò Ridolfi, Lanfredino Lanfredini,

[1] Registre conservé dans les archives des Guicciardini. En titre : *Composizioni. B.*

Francesco Vectori ed io; in Sancta Croce Lorenzo Martelli, Jacopo Salviati, ed Antonio Serristori; in Santa Maria Novella Messer Filippo Buondelmonti, Ruberto Acciaiuoli, Jacopo Gianfigliazzi e Matteo Strozzi; in San Giovanni Messer Luigi della Stupha, e Luca di Maso degli Albizzi, e ribollando le cose assai per la venuta de' Franzesi a chi il Papa e costoro si scoprivano contrarii e havendo Lorenzo a andare colle gente nostre e della chiesa personalmente in Lombardia, e però mostrando di volere lasciare qui una signoria di confidati fui fatto io dei signori per settembre e ottobre, et e furono li altri Domenico Alamanni, Thommaso Gherardi, Donato Cocchi, Luca di Piero Vespucci, Lorenzo di Messer Antonio Malegonelle, Giovanni Bracci e Zanobi di Bartolo e gonfaloniere Luca di Maso degli Albizzi; in modo che sino a qui dimostra di havermi pure in ragionevole concetto: vedremo quello seguirà: e a Dio piaccia aiutarmi: non voglio omettere che lo havermi la, e essere così appresso alli altri in concetto di huomo che valessi e da tenerne conto fu, secondo credo, etiandio assai buona cagione che si riducessi a volermi piutosto conservare amico che farmi inimico e malcontento.

VII.

Ristretto della vita di Lorenzo de' Medici. [1]

Lorenzo de' Medici morì lo anno 1492 a dì... di Aprile, essendo di età di anni 43 vel circa. Cosimo avolo suo huomo di singulare prudentia et di grandissima richezza hebbe tanta auctorità nel governo della Repubblica Fiorentina, quanta possi havere uno cictadino in una cictà libera. Morto lui rimase Piero suo figlolo e padre di Lorenzo nella medesima grandezza, el quale fu huomo claro per bontà di natura et per essere clementissimo. Morto Piero e cictadini tucti concordi perpetuorono a Lorenzo suo figlolo la medesima auctorità et grado che avevano havuto el padre et lo avolo non obstante che non fussi di età di più che di 21 anno, ma di grandissima indole, dove lui si governò sempre con tanta prudentia et virtù che quella cictà ragionevolmente, non si è

[1] *Dalla filza 363. Carte Strozziane, a* 5. Je place ce morceau ici à cause de la date à laquelle je suppose qu'il fut composé. — [2] Le 8.

mai ricordata sanza lacrime della sua immatura morte, perchè a' tempi sua la fiorì di tucte quelle prosperità e di tucte le arte buone che può havere una cictà, di richezze, di imperio, di huomini virtuosi, di lectere, di reputatione, et sopra tutto di una grandissima unione et concordia civile, la quale mentre che lui vixe fu perpetua, excepto che nello anno 1478, nel quale e' Pazi famigla potente nella cictà et nobile, et M. Francesco Salviati Arcivescovo di Pisa facta una coniuratione con occulto favore di Papa Sixto et del Re Ferrando amazarono Giuliano suo fratello, et lui ferito con grandissimo periculo salvò la vita: sendo dipoi puniti li auctori, ne seguitò una guerra gravissima, perchè Sixto et el Re Ferrando deliberando tentare apertamente, et colle arme quello che non era potuto riuscire loro con fraude et arti occulte mandorono uno potente exercito socto el Duca di Calavra, et Duca di Urbino contro a' Fiorentini. Durò questa guerra più di dua anni, et con fortuna varia, sendo e Fiorentini aiutati dallo stato di Milano, et da Vinitiani loro confederati, et all' ultimo aiutandoli e confederati freddamente, comincierono le cose loro a declinare; et perchè el Papa et Re usavano dire, che non facevano la guerra per inimicitia che havessino con la repubblica, mà per odio particulare di Lorenzo, parse a Lorenzo che fussi oficio di buono cictadino provedere che la patria per causa di lui solo non corressi tanto periculo, et per questo andò personalmente a Napoli a trovare el Re Ferrando con dispositione o di persuadere a quello Re che li fussi più a proposito lo essere suo amico che inimico, o non potendo persuaderli questo, liberare col suo sangue proprio la patria da guerra tanto pericolosa. Aiutò Dio la sua buona intentione, in maniera che innanzi partissi da Napoli concluse la pace, et contraxe con quel re una amicitia grandissima, che durò mentre che visse. Questa fu quanta infelicità hebbe Lorenzo, la quale non dimeno si terminò bene, et vi si conobbe drento la sua prudentia, sendosi con un partito tale liberato da gravi periculi, et lo amore che portava alla patria, havendo perchè quella stessi in pace messa la vita propria in mano degli inimici. Fuora di questo tempo fu tucta la vita sua piena di successi buoni et di gloria, perchè nella cictà accrebbe sempre con concordia et unione universale la auctorità sua. Nè solo vivente lui si conservò lo Imperio publico mà ancora si augumentò, perchè si acquistorno per forza di mano de' Genovesi Petrasancta et Serezana, terre di grande importantia al dominio fiorentino. Acquistossi Fivizano, et una grande parte di Lunigiana, parte comperata, parte lasciata da alcuni de' Signori di quella provincia, che morirono sanza

heredi. Nelle cose commune di Italia, procurò sempre a conservare la pace, et a provedere che alcuno de' Potentati non diventassi si grande che fussi pericoloso alla libertà de' altri. Per questo, quando e' Venitiani feciono la impresa di piglare Ferrara, parendoli che diventassino molto potenti, confortò la cictà a piglare la difesa di quello Duca. alla quale benchè ancora concorressino el re Fernando, et lo stato di Milano, et dipoi all'ultimo Papa Sixto, nondimeno li più prompti e vivi aiuti furono e nostri. Seguì la creatione di Papa Innocentio, el quale nel principio prese la protectione di alcuni baroni che si erano ribellati dal Re Ferrando, in modo che lo Stato di quello Re si reduxe in gravissimo periculo. Parve à loro che actesa la ambitione de' Pontefici, tanta grandeza della Chiesa sarebbe dannosa alli altri, et però confortò la cictà a defendere quello Stato. Et excitò al medesimo el Signore Lodovico Governatore del Ducato di Milano, quale procedeva freddamente, in modo che quel re si conservò con grandissima gloria di Lorenzo; et poichè la potentia dei Vinitiani era maggiore che alcuna altra di Italia, et era già conosciuto lo appetito loro immodico del dominare, lui per resisterli sempre si ingegnò che el Re di Napoli, Duca di Milano et la Republica Fiorentina vivessino in unione et lega particulare, di che seguì la securtà et conservatione commune di tucta Italia. Per queste cose lui salì in tanta riputatione di prudentia, et in tanta auctorità, che nelle cose d'Italia non si deliberava cosa alcuna grave sanza sua voluntà. Papa Innocentio si lasciava in tucto governare a lui. Nelle controversie che nascevano tra el re Ferrando et Signore Lodovico, lui era mediatore et compositore, et la fede che ciascuno di loro haveva nella prudentia sua, et la paura che per consiglio suo la ciptà nostra non declinassi a una delle parte, operava che benchè tra loro fussi mala voluntà, non si procedeva a maggiore discordie, in modo che lui era come uno temperamento delle male dispositione di Italia. Queste opere et processi sua dimostrono apertemente quale fussi la prudentia sua nelle cose delli Stati. Ma non fu minore lo ingegno et virtù sua in tucte le altre cose laudabili. Fu di natura clementissimo: nel tempo che lui stecte a Napoli sendo opinione di molti che el Re lo avessi a ritenere, tentorono in Firenze alcuni cictadini nobili di mandarlo in exilio. A' quali tucti, lui tornato perdonò. Nè solo perdonò, ma hebbe alcuni di loro tra li amici intimi, e fu operatore che fussino exaltati alle prime degnità della cictà. Così vixe sempre con dimostratione di religione, con elemosine assai, et con favorire supremamente le chiese et opere pie. Mà quello che li rechò grandissima gloria fu

uno amore et ardore immenso ch'egli hebbe alle lectere, et a tucte le virtù et arte buone, per le quali non perdonando a spesa nè a fatica o incommodità alcuna s'ingegnò con premij et con speranze grande condurre a Firenze tucti li homini excellenti in qualunque spetie di doctrina et arte. Fiorironvi a' tempi sua li studij di humanità: quivi furono molti huomini doctissimi, maxime Cristophoro Landino, del quale sendo publico preceptore uscirono molti docti, come si dice del Cavallo Troiano; Bartholommeo Scala exaltato da lui, el quale fece eleggere con honorato stipendio per primo segretario della Repubblica, e sopra tutti Angelo Politiano, quale sendo poverissimo fu da teneri anni educato in casa sua sumministratoli danari, libri et ogni commodità alle lectere; et dipoi crescendo la età lo provide di entrate abundante. Quanto fu mirabile nella doctrina Platonica Marsilio Ficino? Johanni Pico, conte della Mirandula, miraculo della età nostra, allectato da tanta virtù di Lorenzo, venne a vivere a Firenze. Stectonvi molti anni a interpretare le lectere greche, prima Demetrio, dipoi Constantino Laschari, huomini a iudicio di tucti singularissimi; in modo che socto questi Preceptori, et veduto in quanto pretio Lorenzo teneva li huomini docti, tucta la nobilità et ogni spetie di giovani si dette alli studij. Fece in Pisa instituire uno studio publico di tucte le scientie, dove con grandissimi salarij invitò tucti li huomini docti di Italia, in forma che non rimase quasi huomo excellente che non vi leggessi et fu sanza dubio el primo collegio di Italia. Usava ogni diligentia che tucti e religiosi excellenti nelle lectere sacre venissino a Firenze, tra' quali amò singularmente Messer Mariano da Ghinazano uno de' primi Predicatori di Italia, a contemplatione di chi edificò allato alle mura uno bellissimo monasterio: fece una bellissima libreria, empiendola di quanti libri rari et pretiosi potecte havere; nè li parendo che in Italia fussono molto libri greci, mandò in Grecia Constantino Laschari con commessione comperassi tucti e libri notabili poteva havere, sanza guardare à spesa alcuna. Dilectossi oltre a questo assai della sculptura, della pictura, della architectura, dando guadagno et emolumento a tucti li homini excellenti in queste arte, così della musica; et fece in Firenze ordinare una cappella di cantori, che forse non la haveva tale alcuno principe Christiano. Finalmente fu di ingegno universalissimo in tucte le cose virtuose, et uno refugio et patrocinio di tucti li homini excellenti in qualunque arte. In ceteris el vivere suo fu civile et piutosto da privato che da huomo di stato, come quello che non voleva collo exemplo suo indurre li altri cictadini in uno vivere troppo sumptuoso, e così in

tucta la conversatione sua viveva colli altri con quella humanità, affabilità, et sanza fasto alcuno, come se fusso stato uno di loro, et non dimeno quando a Firenze veniva qualche huomo claro di nobilità e di virtù, li faceva con conviti et con doni honore supremo, come quello che di liberalità et di appetito di gloria et di excellentia era equale a ogni Principe. Con queste arte et virtù fu di tanta fama et riputatione, non solo in Italia ma etiando apresso le natione externe, che fu cosa mirabile; et molti Re Christiani tennono in particulare amicitia grande con lui; nè solo in Christianità, ma etiandio alli infideli si sparse la gloria sua in modo che el Grande Soldano di Babillonia mandò insino a Firenze huomini sua a visitarlo et a donarli una giraffa et altri animali di quelle regioni. Morì essendo Italia tucta in grandissima quiete et felicità, la quale pocho doppo la morte sua cominciò a perturbarsi et venire in discordia, donde seguì la entrata de' Franzesi in Italia, et la ruina universale; in modo che la morte sua fu calamitosa a tucti; perchè è opinione de' savi, che vivendo lui, che era come uno censore delli altri potentati, non seguiva tanta desunione, in forma che non sanza causa parse che e cieli mostrassino molti prodigij della morte sua, perchè pochi giorni innanzi apparsono in cielo molti fuochi, sentissi urli per la aria, et la testudine di Sancta Liberata fu fulminata; e' lioni che sono inclusi in Firenze combacterono tra loro medesimi; la cictà quale allora era in somma felicità di stato, di richezze, et di reputatione, pianse la morte sua, non altrimenti che di uno padre publico, dolendosi ognuno che uno huomo tanto excellente, et che amava si ardentemente la patria fussi morto si giovane. Rimase in tanto lucto una sola consolatione, et questa è della speranza che si haveva de' figloli, maxime del secondo genito Mr Giovanni Cardinale, nel quale, benchè allora fussi di età molto tenera si vedeva tale indole, et apparivano tali segni di probità et di virtù che e fussi insino a allora opinione che e non havessi a essere inferiore al padre, et una expectatione ferma di tucti, che havessi a essere ornamento di quella dignità et della Chiesa di Dio, et che se venissi mai tempo che el sommo Pontificato si dessi per virtù, non per ambitione et corruptele, che vivendo lui insino alla età conveniente havessi sanza alcuno dubio a essere electo.

VIII.[1]

Magnifico viro Luigi Guicciardini, consolo del mare et fratri honorando. Pisis.

Io vi scripsi hieri per uno Pratese, et vi avisai, come questi avisi della ropta de' Franzesi erano iti tucta via variando, et che lo effecto era che per quello si poteva giudicare per l'una et l'altra parte, haveva patito assai, et e' Svizeri erono ritirati in Milano, et el Re si stava a Marignano, et si giudichava che el continuare lui nello stare quivi, che è luogo presso a Milano a 10 migla et luogo debole, fussi segno di parerli ancora essere gaglardo : et con lui si teneva l'Alviano con le genti Vinitiane. Dipoi ci è aviso che lui ancora era a Marignano, dove si andava al continuo rassectando, et che e Svizeri erano rinfreschati di gente per esserne di nuovo venuti dal paese, et nondimeno che si erano partiti di Milano et fermisi poche migla di qui in sul cammino di Como, che sarebbe segno havessino patito più che non si va decto; et quando si vadino troppo discostando, le cose di Milano rimarrebbono spacciate. Io scrivo breve di queste cose, delle quali si doverebbe scrivere assai, perchè non che e si sappia el modo della giornata et el numero degli uccisi; mi pare che e si manchi di sapere el certo di chi sia rimasto vincitore; benchè se questo ritirarsi de' Svizeri fussi vero, si potria fare coniectura di chi vinse, et anche se le cose fussino ite più, secondo el desiderio nostro, si può vedere ce ne sarebbe avisi più spessi et più certi. In somma per immaginatione si potrebbe dire assai, ma per certeza non ho nulla, et però riserberemoi a quando si saprà meglo quello che è stato.

[1] *Dalla filza* **123,** a **57.** *Carte Strozziane.* Cette lettre et la suivante sont écrites dans le palais public où Guichardin résidait comme membre de la Seigneurie. Elles sont toutes les deux relatives à la bataille de Marignan, qu'on prétendit d'abord avoir été gagnée par les Suisses. Voy. *Stor. d'Ital.* XII, 5. « Ma essendo stato tanto felice il primo assalto dei Svizzeri, ai quali il cardinale fece, come furono riposati, condurre vettovaglie da Milano, che per tutta Italia corsero i cavallari a significare i Svizzeri avere messo in fuga l'esercito degl' inimici. »

Raccomandomi a voi, et altro non mi occorre. Christo vi guardi, in Firenze a dì 20 di septembre 1515.

FRANCESCO GUICCIARDINI.

IX.[1]

Magnifico viro Luigi Guicciardini consolo del mare, et fratri honorando. in Pisa.

Hoggi vi scripsi per uno mandato da Domenico Alamanni; dipoi ci sono lectere da Franceesco Vectori de' 16 et 17. Lo effecto è che lui dice che giovedì che furno a 13 a hore 22 si appichò la giornata e durò fino a hore 4 di nocte; dipoi l'altra mactina una hora innanzi dì si rappichò et durò parecchi hore; et che sendo tueti strachi e' Svizeri si ritirorno a Milano, et e' Franzesi a Marignano, sanza seguitare l'uno l'altro. Del numero de' morti, dice li avisi essere varij. Chi[2] scrive essere morti dieci o undici mila Svizeri, chi 8 o sei mila, chi che fra l'una parte et l'altra non è morto più che 5 o sei mila. Così de' Franzesi li avisi variano, et in somma in questo numero de' morti, tra l'una parte e l'altra, chi dice più di 20 mila, chi non aggiugnie a 10 mila. De' Franzesi e morto di huomini di conto, uno fratello del duca di Borbon et più Capitani, quali dicono essere di conditione; ma appresso a noi sono incogniti, nè fu vero che messer Gian Jacopo[3], Pietro Navarro o la Palissa morissono. E Svizeri, dipoi che furono ritirati a Milano deliberorno partirsi, et per dare colore, chiesono grossa somma di danari al Duca, quali non potendo dar loro sono andati a Como. Il che visto e Milanesi hanno tractato accordo col Re, che si trova a San Donato vicino a Milano a 5 migla. Qui a quest' hora debbe essere concluso lo accordo, et lui forse in Milano. Scrive Francesco, che la opinione è che sia per cercare di presente di riacquistare la valle et

[1] *Dalla filza citata 123, a 58. Carte Strozziane.*

[2] Dans l'*Histoire*, XII, 5 : Affermarono alcuni essere morti dei Svizzeri più di quattordicimila; altri dicevano di dieci, i più moderati di ottomila; ne mancò chi volesse restrignerli a tremila...... Dei Francesi affermono alcuni esserne morti seimila, altri che non più di tremila.

[3] Trivulce.

Bellinzone che tengono e Svizeri per assicurare lo stato di Milano : il che se fussi vero sarebbe a proposito, perche ci andrebbe qualche tempo innanzi potessi fare altri pensieri, et anche non sendo d'accordo co' Svizeri desidererebbe per lo accordo col Papa, quale crediamo si pratichi tuttavia per mezo dello oratore suo che è appresso al Re et el Duca di Savoja, ma non ne sappiamo el certo, nè alcuno particulare, et ci bisognerà raportarcene allo effecto, quale piaccia a Dio sia buono, nec plura.

Florentiæ, die 20 septembris 1515.

FRANCISCUS DE GUICCIARDINIS.

X.

Défense de Parme en 1512.[1]

« Le peuple conçut tant d'épouvante, que non seulement la multitude dans les rues, mais dans le conseil les magistrats chargés du soin des affaires publiques prièrent ouvertement le gouverneur de consentir à ce qu'ils capitulassent, pour le préserver lui-même et ses soldats du danger de rester prisonniers, et sauver la ville du pillage. Mais tandis qu'il y résistait en employant auprès d'eux les raisonnements et les supplications, tandis que le temps se consumait en disputes, de nouvelles difficultés s'élevèrent. C'était en effet le moment de donner la paie, et les soldats se mutinaient, en faisant mine de vouloir quitter la ville. Le commissaire néanmoins persuada aux citoyens de fournir une partie de l'argent qu'ils avaient promis, et qu'ils ne se souciaient plus donner, en leur représentant que, quoi qu'il arrivât, cette preuve d'attachement les justifierait aux yeux des papes futurs. Avec cet argent il apaisa de son mieux le tumulte. Mais la frayeur augmentait parmi le peuple ; et les soldats voyant que leur petit nombre les mettait à la discrétion des citoyens, dont la fidélité s'ébranlait, et craignant d'être à la fois attaqués du dedans et du dehors, auraient désiré que la place se rendît par accord, en stipulant la vie pour eux, plutôt que de rester dans ce péril. »

[1] *Hist. d'Ital.* XIV, 4.

« Dans ces circonstances difficiles, le gouverneur eut besoin de » fermeté ; tantôt il montrait aux soldats que le danger leur était com» mun avec lui ; tantôt il exhortait les principaux de la ville rassem» blés en conseil, et dans la discussion, il leur faisait voir que leur » crainte était vaine ; car il était certain que les ennemis n'amenaient » pas de grosse artillerie, sans quoi il était ridicule de redouter qu'ils » prissent la ville, en escaladant les murailles ; la jeunesse unie aux sol» dats suffisait pour une attaque plus puissante encore, il avait envoyé » à Modène où étaient les Suisses, Vitelli, et Gui Rangone, avec leurs » troupes, pour appeler du secours, et il ne doutait pas qu'au plus tard, » le jour suivant, on ne le reçût, de manière à contraindre les ennemis » au départ ; le soin de leur honneur, la crainte que la prise de Parme » n'entraînât de plus grands désordres, les obligeaient, ayant autant » d'hommes qu'ils en avaient, à venir de suite ; dans le même but, il » avait aussi expédié un message à Plaisance, où les mêmes motifs lui » donnaient grand espoir ; les citoyens de leur côté devaient considé» rer que la mort du pontife, auquel il était redevable de ses honneurs » et de son élévation, l'exemptait de toute nécessité, si les choses » étaient au point qu'ils s'imaginaient, de s'exposer volontairement à » un danger si manifeste, parce que, comme l'expérience l'avait prouvé, » les officiers du pape mort ne pouvaient espérer de son successeur ni » avancement, ni récompense ; au contraire, il était possible que le » nouveau pontife fût ennemi de Florence sa patrie. En conséquence, » il n'avait aucun motif public ou particulier de souhaiter la grandeur » de l'Eglise, mais des circonstances pouvaient naître qui le ren» draient content de son abaissement. Il n'avait à Parme ni femme, ni » enfants, ni biens, qui lui fissent craindre, si cette ville tournait au » pouvoir des Français, de les voir exposés à leurs outrages, à leur » insolence ou à leur avarice ; puis donc qu'il n'avait aucun avantage » personnel à espérer, en défendant Parme, ni à craindre, s'il la ren» dait, les maux qu'ils avaient éprouvés sous le joug des Français, » tandis que, s'il la perdait par force, sa personne était exposée aux » mêmes périls que les autres, ils pouvaient être sûrs que sa constan» ce provenait de ce qu'il savait parfaitement que ceux du dehors, » n'ayant pas de grosse artillerie, étaient incapables de forcer la » ville ; s'il en eût douté, le désir qu'il avait comme tout le monde » de sauver sa vie l'eût empêché de se refuser à l'accord ; vu surtout » que le siége pontifical étant vacant, et n'ayant lui-même à Parme » que trop peu de gens pour s'opposer au vœu populaire, il ne pour-

» rait à cause de leur résolution être chargé d'aucune responsabilité. »

« Avec ces raisons, tantôt données en particulier à beaucoup » d'entre eux, tantôt présentées à tous, en occupant encore le temps » à visiter les murailles et à d'autres préparatifs, il amusa les Par» mesans toute la nuit. Il avait compris que malgré leur vif désir de » capituler, motivé surtout par la crainte d'être forcés et mis à sac, » néanmoins ils étaient retenus par la peur de passer pour rebelles, » s'ils capitulaient sans son consentement. Mais quand parut l'aube » du jour de la fête de Saint-Thomas, on put connaître par les bou» lets que lançaient les fauconneaux mis en batterie pendant la » nuit, qu'il n'y avait point d'artillerie capable de faire brèche, et le » gouverneur, en retournant au conseil, crut trouver les esprits » changés et rassurés. Mais il les trouva dans une disposition toute » contraire, et leur frayeur s'était d'autant plus accrue que le » commencement du jour leur semblait rapprocher le danger, de sorte » que, n'écoutant plus les raisons, ils insistaient non-seulement sans » détour, mais encore avec des protestations, et presque des me» naces, pour qu'il consentît à l'accord. Il leur répondit résolument » que puisqu'il n'était pas en son pouvoir de mettre obstacle à leur » dessein, comme il le ferait, s'il avait à Parme plus de forces, il » ne lui restait d'autre vengeance de l'injure, qu'ils se proposaient » de faire au Saint-Siége et à lui, qui en était le ministre, que de » voir, qu'en se résolvant à l'accord, ils ne pouvaient éviter l'in» famie d'être rebelles et de manquer de foi à leur seigneur. Il leur » reprocha avec chaleur le serment, que, peu de jours auparavant, » ils avaient solennellement prêté au Saint-Siége, entre ses mains, » dans leur église principale, enfin quand même il les verrait prêts » à lui donner la mort, ils n'auraient jamais de lui d'autre réponse » à moins qu'il ne vînt dans le camp ennemi de nouvelles troupes, ou » de la grosse artillerie, ou bien encore que quelque autre circons» tances fît voir qu'il y avait plus de chances de se perdre, que d'es» poir de se défendre. »

« Après ces paroles, il sortit du conseil, en partie pour que ce qu'il » avait dit restât dans leurs oreilles et dans leurs cœurs avec plus d'au» torité, en partie pour donner ordre à beaucoup de choses qui étaient » nécessaires, en cas que les ennemis voulussent comme on le croyait » livrer l'assaut ce jour là ; pour eux ils restèrent longtemps en suspens » et comme étonnés. Enfin, la crainte dominant toutes les considéra» tions, et résolus en tout cas à entreprendre au dehors des négociations

» pour se rendre, ils envoyèrent quelques-uns d'entre eux déclarer au
» commissaire que s'il persévérait dans son dessein obstiné de ne pas
» consentir à ce qu'ils se sauvassent, ils étaient disposés à le faire par
» eux-mêmes, pour échapper au péril évident d'une prise d'assaut.
» Mais au temps même où ils voulaient exposer leur commission, ils
» commencèrent à entendre les cris de ceux qui étaient à la garde des
» portes et des murailles, et le son des cloches des tours les plus élevées
» de la ville, qui signifiaient que les ennemis sortis du faubourg de Co-
» diponte en bon ordre s'approchaient des murs pour donner l'assaut.
» Guicciardini, se tournant de leur côté avant qu'ils eussent parlé, leur
» dit : « Quand bien même nous le voudrions tous, il n'est plus temps
» de capituler ; il faut se bien défendre, ou se laisser honteusement
» mettre à sac, ou rester prisonniers, si vous ne voulez pas qu'il vous
» arrive la même chose qu'à Ravenne et Capoue saccagées, tandis
» qu'on négociait aux murailles. Jusqu'ici, j'ai fait ce que pouvait
» faire un homme seul, et vous ai mis, pour votre bonheur, dans
» l'obligation de vaincre ou de mourir. Si maintenant je suffisais
» pour défendre la ville, je n'y ferais pas défaut ; mais cela ne se peut
» sans votre aide ; ne soyez donc pas moins prompts et moins ardents
» à défendre, comme vous le pouvez sans peine, votre vie, vos biens,
» l'honneur de vos femmes et de vos enfants, que vous étiez em-
» pressés à souhaiter sans nécessité de passer sous la domination des
» Français, qui, vous le savez, sont vos plus cruels ennemis. »

« Après ces mots, il tourna son cheval d'autre part, et chacun resta
» troublé par la crainte. Mais comme il ne leur paraissait plus à temps
» d'essayer d'autres remèdes, on laissa de côté les projets de capitula-
» tion, et il fut nécessaire de songer à la défense, parce qu'une partie
» des ennemis, ayant une grande quantité d'échelles qu'ils avaient re-
» cueillies la veille dans la campagne, s'étaient approchés d'un bastion
» que du côté qui regarde le Pô avait fait faire Frédéric, et l'atta-
» quaient courageusement. En même temps une autre partie assaillait
» avec vigueur la porte qui va à Reggio, et de même on attaquait deux
» autres endroits avec d'autant plus de danger pour les défenseurs de
» la place que les ennemis étaient plus frais, et aiguillonnés par les
» paroles de leurs capitaines, surtout de Frédéric. Les habitants pleins
» de terreur n'allaient qu'en fort petit nombre aux murailles ; la plu-
» part se renfermaient dans leurs maisons, comme s'ils attendaient à
» chaque instant la ruine de la cité. Ces assauts repris plusieurs fois
» avec une ardeur nouvelle durèrent l'espace de quatre heures. Toute-

» fois le danger diminuait sans cesse pour ceux du dedans, non seu-
» lement à cause de la fatigue des ennemis qui, repoussés et accablés
» de plusieurs côtés, sentaient diminuer leur courage; mais aussi
» parce que les Parmesans voyant le succès de la défense, reprirent
» cœur et coururent les uns après les autres à la muraille. Le commis-
» saire ne manquait pas de faire avec zèle tout ce qui était nécessaire;
» tellement qu'avant que la bataille cessât, non seulement tout le peu-
» ple était accouru, et les religieux mêmes combattaient à la muraille,
» mais encore nombre de femmes s'occupaient de porter à leurs maris
» du vin et d'autres rafraîchissements. Ceux du dehors désespérant de
» la victoire et s'étant retirés avec beaucoup de morts et de blessés
» parmi les leurs dans le faubourg de Codiponte, partirent la matinée
» qui suivit, et, s'étant tenus un jour ou deux dans le voisinage de
» Parme, s'en retournèrent au delà du Pô. Frédéric affirma que dans
» cette expédition dont il avait été le promoteur, ce qui l'avait trompé
» c'était de n'avoir pas pensé, qu'un gouverneur qui n'était pas hom-
» me de guerre et qui était nouvellement venu dans la cité, voulût à
» la mort du Pape, sans aucun espoir de profit, s'exposer au péril,
» plutôt que de chercher à se sauver, lorsqu'il pouvait le faire sans
» déshonneur ni infamie.

XI. [1]

Honorande frater etc, Poichè fu intesa la nuova dello apuntamento del Papa in questa provincia, et che ci s'è veduto venire il conte Guido, Guido Vaïno [2], et s'aspecta el conte di Caiazo et Sigismondo di Rimini [3], è nata per tucto suspitione et timore grande, non solo di haversi a suscitare la partialità, poiche ci si truova Giovanni da Saxatello et Guido Vaïno, capi si può dire di tucta la Romagna, ma di havere a essere saccheggiato tucto il paese, poichè questi fanti che sono col conte di Caiazo, che sono buon numero, sono gente affamate et disperate, et lui è bestiale et disperatissimo. L'autorità mia è comin-

[1] *Carte Strozziane, filza 96 a 37.* Cette lettre est adressée à Guichardin par son frère Jacopo qui servait sous lui en Romagne. Quand elle fut écrite, l'armée pontificale se débandait déjà; elle marque assez bien le désordre que causa dans les provinces la prise de Rome par les soldats de Bourbon et la reddition du Pape. — [2] Officiers à la solde du Pape : le premier est Guido Rangone.

[3] Sigismondo Malatesta. Voy. *Stor. d'Ital.* XVIII, 3.

ciata a manchare et anche la sicurtà non è molta. Adeo che io ci sto appichato con un filo di refe et ben sottile, et stamane comminciο a mandare a Castrocaro mie robe per alleggierirmi et potermi a un tracto levare. Il che quando habbi a essere non so, ma potrebbe essere a ogni hora. Son ben resoluto non partire, se non quando verrà la occasione, mediante laquale io mi possa sempre iustificare cho' superiori et non ogni altro, et che non paia che io mi sia fuggito alle gride. In Arimini non è restato se non qualche huomo di poca conditione et piccolissima quantità, che tucti li altri sono fuggiti con le donne, con le robe et col vivere in maniera che e fanti che vi furono mandati hieri et l'altro, non hanno potuto fermarvisi, non vi havendo trovato pure un pane, nè veduto sanza lo appoggio de ciptadini, che non vi sono modo alcuno di potersi difendere adeo che la ciptà resta a discretione, et la forteza poco meglio, che v'è poco da vivere, et e fanti pagati solo per un mese, che non s'è potuto far più, essendosi fuggito più giorni sono el tesauriese a Vinegia, nè ci sendo restato luogo dove potessi voltare per fare un soldo. Si che voi vedete come le cose nostre qua passano, alle quali si adgiugne una carestia si grande del vivere, che non si potrebbe immaginare, che ancora non si può battere pe' tempi aquosi, talchè ogni cosa ci è nel maggior disordine del mondo. Et altro non mi accade. Raccomandomi a voi. Cesenæ die XIIII junii 1527.

Io vorrei che la lettera per Messer Francesco andassi fidatamente, però ve la raccomando [1].

Vester JACOBUS GUICCIARDINIUS.

XII. [2]

Spectab. Viris Aloisio et Jacopo de Guicciardinis[3] *fratribus honorandis. Florentiæ*

Io havevo risoluto doppo molte perplexità, tornare alla fine hieri in Firenze, secondo che havevo avisato venerdi, et a questo effecto venni

[1] Ceci est une note pour le courrier chargé de remettre le message.

[2] *Carte Strozziane, filza 123, a 153.*— C'est la lettre où Guichardin expose les motifs de sa fuite de Florence en 1529. Voy. Varchi, X: Tosto che Orange pose il piè in su' confini, si fuggì. Segni: fuggito di Firenze in quei gran tumulti, III.

[3] Luigi s'enfuit à Lucques à peu près vers le même temps. Jacopo était un des chefs des républicains et fut envoyé au pape pour proposer un traité.

a trovare Alexandro de' Pazi alla torre luogo suo, per fare pruova di conducere ancora lui, quale sapevo ne stava molto sospeso; essendo ancora lui resolutosi al medesimo, havevamo già desinato, et in sul montare a cavallo per venire; quando havemo nuova della perdita di Cortona, et che Arezo era stato abbandonato da nostri soldati. Le quali parendoci importare, et da fare multiplicare el pericolo che habbiamo temuto, in luogo di venire costì ci gictamo a la via del Casentino, et insieme Giovanni Corsi, quale trovamo con Alexandro, resoluti se la necessità non ci cacciassi a non uscire del dominio, nè andare in luogo che possi dare sospecto. Sono certo vi harete preso admiratione, acteso maxime l'havere io avisato del contrario: ma voi sapete anche che questo non è nato da altro che da timore; perchè se io cognoscessi potere col stare in Firenze fare fructo alcuno alla ciptà et alla libertà sua, Dio sa che io vi mecterei la propria vita, così volentieri come facessi ogni altro cictadino. Et se pure, poichè io non posso giovargli, io non mi trovassi soctoposto se non a quelli pericoli che corre l'universale degli altri cictadini, non harei mai pensato a discostarmene, ma mi pare bene strano rinchiudermi in uno luogo dove s'habbino a correre e pericoli universali et particulari, perchè s'ha notitia delle minaccie che molti hanno facto et fanno contro a chi è a sospecto, et quello che spaventa più, che nei magistrati et nelle pratiche si è più volte parlato di sostenergli, et solum per le actione mie passate, et per el modo del vivere mio, se fussi bene considerato, io non dovessi essere in questo concepto, pure non è che di me non si sia havuta altra opinione, le quali cose considerando ho electo per minore male questa disubidientia, se disubidientia merita essere chiamato quello che si fa non per disprezo de' magistrati, non per disegno o voluntà di fare male, ma solamente per timore a mio giudicio necessario: forse imprudente, ma sanza dubio non maligno, sperando che la bontà de' magistrati habbia a interpretare la cosa giustamente, et clementemente nè mai attribuire la causa a altro che a quello che la sia. E parso a Alexandro et a Giovanni che insieme scriviamo a nostri Excelsi Signori, allegando brevemente la cagione della partia nostra; et io poi che mi ero abbattuto in compagnia loro, non ho voluto discostarmi da scrivere anche in compagnia loro. Ma essendo le ragione di ognuno particulare, ho voluto scrivervi particularmente, acciochè in mia giustificatione ve ne scriviate publicamente et privatamente dove bisogna; concludendovi che io non ho mancato di venire se non per paura. Sono venuto qua poichè l'occasione mi ci ha portato; et volentieri, quando mi fussi accennato che io an-

dassi più presto in altro luogo vi andrei, per che io desidero ubidire, et essere tenuto quello che io sono. et mi confido nella benignità della signoria et degli spectabili Octo, alla quale mi sono voluto più presto rimectere, che agli accidenti che possono nascere in questi frangenti. Vi pregò ne facciate fede in quel modo, et dove bisogna, nè vi dimentichiate di quegli officij che si convengono a fare per e' fratelli. Et a voi mi raccommando.

In Casentino a dì 20 di septembre 1529.

Vostro FRANCESCO GUICCIARDINI.

XIII.[1]

Deliberazioni de' XII di Balia del 1530, a 22.
Dicta die XVIII octobris.

Atteso e Magnifici Signori XII di Balia, et il magnifico Gonfaloniere di Justitia, che molti crediti di monte et paghe et discretioni [2], che appartenevano allo eximio Doctore et loro nobilissimo ciptadino M. Francesco di Piero Guicciardini, in questo tempo della proxima passata guerra sono permutati [3] nel commune di Firenze, per esser lui in decto tempo stato facto rebelle da chi allora governava et reggeva la ciptà, et conoscendo e' prefati Signori di Balia tal cosa essere stata ingiustamente facta, per questa loro presente Deliberatione et partito obtenuto secondo gli ordini dichiarorono, et dichiarando comandorono ad ogni et qualunque officio, magistrato et ministro di quelli, et a qualunque altri a chi si appartenessi, che tutti e decti crediti et paghe, et discretioni che sono descripti, o in nome di decto messer Francesco

1 *Dal codice n. 20; classe II. Distinzione 4a (Vecch. numer.) — Balie, 66 (nuova numerazione).* — C'est la délibération de la balie qui remet Guichardin en possession de sa fortune, et le relève des condamnations prononcées contre lui.

2 Dénominations différentes des titres de créances sur l'état.

3 Cette expression *permutare* répond à la nôtre : *opérer le transfert des valeurs* Par cette délibération on rend à Guichardin les sommes qui, inscrites à son nom, avaient été attribuées à d'autres, et celles qui restaient encore disponibles sur les registres, mais en lui retenant les droits de dépôt et de banque ordinairement stipulés en faveur des divers *Officiers du Mont,* ou agents du service de la dette publique.

o in altro nome a lui appartenenti, et fussino permutati nel comune di Firenze per essere decto Messer Francesco stato facto rebelle, come di sopra, debbino stornarli, e così sieno tenuto stornare ad ogni semplice richiesta et voluntà del prefato Messer Francesco, et rimetterli in conto di decto Messer Francesco, et pornelo creditore di tucte le decte somme, et che siano et restino libere di decto Messer Francesco, et che possa godere tutti quelli beneficij che harebbe goduto, se non fussi stato facto rebelle; et così ogni credito che di decto Messer Francesco, che non fussi stato permutato nel comune, ma ne apparissi hoggi creditore decto Messer Francesco, se li possa dare liberamente in quel modo et a quelli tempi che se ne sono volsuti li altri simili creditori del comune, et così comandorono a qualunque appartenessi, che così faccia, et observì et possa fare senza alcuno suo preiudicio. Et similmente comandorono che tutto quello di che decto Messer Francesco fussi creditore in su' quaderni de' depositarii della Signoria, che sono per conto di distributioni o discretioni, per conto delli officiali di bancho, si debba per el depositario o altri a chi s'appartenessi farlo rimettere ad entrate al Camarlingo al monte da decto Messer Francesco, come officiale di bancho, per conto di quello era tenuto decto Messer Francesco servire per conto dello officiale di bancho, et che così se ne acconcino le scripture per chi appartenessi, et in quel dì che decto messer Francesco ne appare creditore in su decti quaderni de' depositarii, et così comandorno che si faccia et observi. Mandantes, etc.

XIV.[1]

Allo Excellentissimo Doctore M. Francesco Guicciardini dignissimo Governatore di Bologna, fratello honorando.
In Bologna.

Honorande Frater etc. Di Girolamo più giorni non vi ho scripto cosa alchuna per essere ito continuamente migliorando, et benchè le

[1] La pièce suivante est une lettre écrite de Florence à Guichardin gouverneur de Bologne par son frère Luigi. Malgré sa longueur, je la donne en entier comme un échantillon caractéristique de leur correspondance, où les nouvelles de leur santé, le soin de leurs affaires particulières, les espérances de leur ambition et l'attention qu'ils prêtent aux affaires publiques se mêlent d'une façon singu-

dogle delle ghambe li habbino dato qualche volta fastidio, per essere procedute de scesa, che si sente cadere del capo, nondimeno el dolore è sempre diminuito: pure fa molto adagio, et di sorte che è per stare così qualche septimana.[1]

La lettera che voi havete scripta a Giovanni mi è piacciuta; et se lui non fussi di natura obstinato et piatitore crederei facessi buon fructo: ma veduto quanto apparisca manifestamente la sua lettera piena di fagnoneria, penso habbi a seguitare in questo piato mentre viverà, et noi non dovendo fare altro, fareno el medesimo; et veramente se havessi usato verso di noi qualche segno di parentela, saremo forse conscesi a qualche accordo più utile per loro, che per noi. Ma non è bastato loro questo che hanno, et drento al magistrato de' pupilli et fuora usato parole molto velenose et inconsiderate verso di noi et della Margherita, per modo che non è da maravigliarsi se Messer Niccolò provocato tante volte ha risposto una volta sola alle rime. Questa nostra diferenza harebbe bisogno, come si dice, d'un Duca Bernabò[3], per conoscersi manifestamente una expressa ladronaia nel procedere loro verso la Margherita; perchè Giovani domanda contro alli altri maggiori e pupilli: Donato difende e' pupilli et le domande di Giovanni, cose tucte opposite l'una a l'altra, et non possono convenire insieme, se non con pexima intentione, che tanto più ci pare strana, quanto meno ne hanno cagione ragionevole. L'haver lascato Francesco alla donna e 4 poderi et la casa con le masseritie, non pare tenuta cosa exorbitante, considerato la facultà di Francesco insieme con la servitù et con li fastidij hebbe la Margherita seco, et e modi hanno tenuto Giovanni et li altri di casa verso di lui. Insomma a chi vuole contendere non mancha mai che dire, et noi conoscendo che chi fa buona guerra, ha el più delle volte buona pace, andreno seguitando la difesa insino quanto si potrà, non ci discostando mai dalle cose viste, nè da uno accordo tollerabile quando ci sia messo inanzi.

lière. Il s'agit dans la première partie vraisemblablement d'un procès qu'une dame de leur famille veuve d'un riche Florentin soutenait contre un des parents de son mari qui lui contestait un legs. La seconde partie présente un tableau intéressant de l'intérieur de Florence, et des sentiments qui agitaient les divers partis en 1531.

Della filza 98, a 47. Carte strozziane.

1 Girolamo Guicciardini, leur puîné.

2 Niccolò Guicciardini, docteur en droit, fils de Luigi; il était d'un caractère impétueux et turbulent.

3 Allusion proverbiale à Bernabò Visconti qui fut doge de Pise en 1364.

A dì passati parlai al Reverendissimo Arcivescovo [1] circa la pratica delli ufitiali di monte, et quando credeva si havessi a sborsare el danaio, risposimi che alla fine di febraio basterebbe, ma quanto alli ufitiali non era encora resoluto maggiore numero di 5, ma che vedrebbe di ridurlo a 6, dove sarebbe un luogho per Girolamo.

Io vi scrivo di rado per non havere che dire cose che importino da scrivere per le mani d'ogni huomo; ma quando havessi fidato aportatore, spesso vi potrei advisare qualche cosa de modi nostri, e quali procedono in una maniera che non mi piace. Prima qui si vede manifestamente che questi nostri padroni non si fidono di nessuno, et sia chi vogla, o di pochissimi; et quando non importassi alla sicurtà di tutti noi, non sarebbe da stimarla; ma importando assai alla salute nostra, mi dispiace troppo. Li nimici nostri non si adimesticono et ci stimono poco et spesso usono troppi insieme, pur di giorno, ma senzà respetto. Fra noi c'è poca unione, non so, quando la necessità verrà, se mutereno modi; non li mutando, è certo capitereno male. Se l'huomo lo ricorda dove bisogna non se ne cava altro che essere comandato, et che si farà col tempo quanto sarà necessario. Dell'arme credo ne sia assai per le case murate et soffitte, perchè quando considero che uno de' Bramanti, un figluolo di Giovan Batista de' Nobili, n'haveva murate assai, penso habbino di molti compagni; et maxime che alle note date dell'arme n'appare data pocha; et pure in Firenze n'era avanti l'accordo grandissima copia [2]. Qualchuno crede che in Arno ne sia gittata assai, o che molti l'habbino condocta alla ville, et che non pochi la vendessino in su l'accordo ai soldati. Questa ultima non credo; alle ville non s'intende ne sia copia, in Arno se n'è veduto qualche pezzo et qualche archibuso, mà non però tanti che sia da indicare sia andata per questa via. Li amici [3], secondo si dice, l'hanno data tutti, si che quanto sia a proposito, se ne truovi nelle mani delli adversarij et non nelle nostre lo conosce ogni huomo. Parmi ancora vedere in noi mala contentezza, et che procede non tanto dalla inquietudine, et poco discorso, quanto ancora da modi de' padroni. Però bisogna pregare Idio presti lunga vita a Nostro Signore [4]. Sua Santità vuole intendere ogni cosa dalla minima alla maggiore, et le espeditione sono più lunghe che

[1] Nicolas de Schomberg, archevèque de Capoue, gouverneur de Florence au nom du Pape.

[2] Voy. Varchi, XI. Allusion au désarmement.

[3] Les amis de Médicis.

[4] Le Pape.

mai. El duca [1] attende alle caccie, et poco si travaglia, pure intendo che l'andata del Buondelmonte a Roma nacque del Duca, et che el Papa non l'aspectava, ma che aveva disegnato Domenicho Canigiani.

A dì passati Sua Santità ci fece dall'arcivescovo intendere, come non poteva negare a don Ferrante et altri Imperiali che Rafaello Girolami [2] non fussi alargato tanto che potessi andare per tutta la fortezza di Pisa, et per questo haveva disegnato dessi mallevadori per D. [3] 20 mila di non uscire, nè di non machinare cosa contro al presente governo nè a sua Santità. A che fu risposto che non potendo impedire le vogle di sua Beatitudine, nè dovendo opporsi a quelle staremo patienti. Ma che questi non erono modi da sbigottire li nimici, ma da torre animo a chi desidera la grandezza et sicurtà del duca, et simili altre ragioni si andorono replicando senza fructo, in modo che dipoi hanno e parenti di Rafaello atteso a trovare e mallevadori, et per ancora (benchè sia più giorni cominciorono) non intendo li habbino trovati; et nasce per più cose, ma maxime per che li nimici v'entrono male volentieri, li amici nostri vi hanno respecto per non essere notati, et in fatto farò male iuditio di quelli nostri vi enterranno, per chè mi parrà voglino tenere el piede in dua staffe. Questo principio di Rafaello mi fa stare di mala vogla per dubitare non si facci il simile per altri. Insomma chi non governa li stati con quello vigore, et quella regola hanno usato coloro che lungo tempo se li hanno mantenuti, è impossibile non rovinino, per chè in simili casi la pietà nuoce a chi la usa troppo, et tanto che è causa della dextructione sua. Al Duca per quanto ho potuto ritrarre non è piacciuto questa cosa; pure ancora sua excellenza ha patienza. Io credo che questo allargamento di Raffaello proceda et dallo arcivescovo, et da Attaviano [4] et dal suo fratello che sta a Roma, et non dalli Imperiali; et però tanto meno conto sen'harebbe a tenere. Monsignor Reverendissimo [5] qui si porta molto civilmente, et fa tucto quello è possibile per cavarne nome di huomo savio, iusto et quieto, et se questo fine serve a sua Signoria Reverendissima, non è a proposito nostro: per chè chi governa uno stato, come questo, volendolo governare bene

[1] Alexandro de Médicis.

[2] Le Gonfalonier qui avait succédé à Carducci en janvier 1530. Voy. Varchi X, XI, XII; Segni, III, IV, V; Nardi, VIII, IX. Ce fait sur lequel porte ici l'allusion est signalé par Nardi IX, 17.

[3] Ducats ou Ecus.

[4] Ottaviano de Médicis. Voy. plus haut CH. I, § 6.

[5] L'archevêque de Capoue.

bisogna corra la medesima fortuna che li altri partigiani, altrimenti si erra troppo, et maxime havendo a fare con cervelli disperati, quali sono li nimici nostri. Monsignor non erra non essendo Fiorentino, et fa suo debito, mà non già procede prudentemente chi adopera in simili casi instrumenti respectivi. El governo di Monsignore mi sarebbe piacciuto excessivamente avanti el 24[1]; mà veduto che nè la pietà, nè la Justitia, nè la ragione usata avanti el 27 verso li nimici nostri, giovò cosa alchuna, si può concludere che ancora per l'advenire farà non solo el medesimo, mà molto peggio, maxime che più scopertamente le parte si veggono, più sono l'offese verso di loro, più la povertà li stringerà a scoprirsi in ogni minima occasione, et però non vivendo altrimenti, bisogna pregare la fortuna che non giri più la sua ruota, poi chè da lei totalmente ci lascamo governare.

Bartolomeo Valori partirà credo Domenicha, et va in Romagna, con speranza di farvi molto bene, non tanto per altri, quanto per sè, et si vede che non harà quelli respecti al guadagnare che haresti voi. Credo vi si fermerà per qualche tempo. Non dirò altro, se non che a voi mi raccomando. Christo vi guardi. In Firenze ali 20 di novembre 1531.

Vostro Luigi Guicciardini.

Tenuta a' 22 ho dipoi una vostra breve de' 19 alla quale per havere resposto et scripto di sopra, quanto desiderate, non farò altra replica.

XV.[2]

Magnifico viro Aloysio de Guicciardinis commissario Arretii fratri honorando etc. Arretii.

Honorande frater etc.

.... Ho piacere che si dia principio alla fortezza d'Arezo, perchè credo sia necessaria. Quella di Firenze si gittorono e fondamenti,

[1] 1524. Voy. Varchi, II, passim. Il raconte qu'après l'arrivée du cardinal Passerini à Florence il se déclara deux partis dans le parti même des Médicis, et il place effectivement Luigi Guicciardini dans celui des mécontents. Plus loin, en 1527, il dit que sous prétexte d'être malade Luigi restait dans sa maison et y tenait des conciliabules avec les adversaires des Médicis.

[2] *Carte strozziane, filza 123 a 164.*

Lettre adressée à Luigi Guicciardini par son frère, l'historien, datée de

cioè la prima pietra, et sobbene mandorono qua per el punto, et questi astrologi biasimassino molto el punto mandato da Firenze pur si attennono a quegli, l'opinione de quali era molto dannata da questi di quà, che per niente non volevono si facessi di questo mese. Mandovi con questa la figura che hanno fatta a Firenze in sul punto nel quale hanno fondato; et se questi pronostichi cattivi comportono la solutione che voi gli date sarà buona faccenda. Ma el Vitale in questi suoi giudicij ha sempre minacciato ne' casi nostri più la nobiltà che el popolo.[1]

L'accordo[2] tra' Tedeschi si fece poco honorevole per el Re de' Romani, che gli è bisognato consentir che lo adversario tenga el ducato di Vertimbergh in feudo però da sua Maestà, la quale trovandosi stretta dalla necessità prese el miglior partito, perchè per sè medesima era impotente a resistere, et da Cesare non haveva per ancora provisione alcuna, et gli inimici erono potenti, havendo fomento da si gagliarde borse come hanno. E bene poi passato uno huomo di Cesare che porta danari al Re de' Romani, dicono per quindicimila fanti, et per duamila cavalli, ma saranno poi danari per una paga, et essendo tanto discosta la sala dalla cucina, non doverrè el Re ragionevolmente discostarsi in su questo fondamento dallo accordo fatto, la osservantia del quale non può esser più a proposito per le cose di Italia; perchè questo moto di Germania era el principale disegno che havessi Francia et Inghilterra. E quali duoi Re hanno a abboccarsi insieme a' XX di agosto, ma haranno per questa cagione assai manco facultà di scompigliare che non pensavono.

El Turco è cavalcato in persona alla volta del Sophi, et però ancora che si sia detto molto dell' armata grossa di Barbarossa, et da Vinegia maxime, non par credibile, nè è secondo l'uso suo el fare in un tempo medesimo un impresa potente dalle bande di qua. Nondimeno el Doria era per andar di dì in dì alla volta di Sicilia, per difendere in caso bisognassi, et così sarà facile cosa che e romori grandi che si sono fatti questo anno si riduchino a niente.

Nostro Signore per gli avisi che io ho havuto ultimamente si andava retificando della indispositione sua dello stomaco, et gli ritornava lo

Bologne. Diverses réflexions sur les affaires du temps; les révoltes de l'Allemagne, les mouvements du Sultan, les projets particuliers de la maison de Médicis.

[1] On peut dire que ce présage se réalisa, puisque ce furent les Strozzi, Valori etc., et plus tard Guichardin lui-même, c'est-à-dire les chefs de l'administration qui succombèrent dans la lutte contre les Médicis, tandis que leur domination profita au peuple. Ajoutez encore la mort d'Alexandre de Médicis.

[2] *St. d'Italia*, XX, 2.

appetito, in modo lo mettono al tutto per guarito, et ancora che sua Santità non habbi havuto febbre, nè altri accidenti maligni, nondimeno per essersi *(molti ?)* di cibata pochissimo, intendo che si trovava assai debole, in modo che habbiamo da ringratiare Dio che el male sia passato. El cardinale de' Medici[1], come havete inteso si è pure risoluto a esser prete, che è anche ottima nuova, e pare disegnino dargli di presente el governo di Ancona a vita et farlo legato della Marcha, che caverà di Ancona grossa entrata. Et per fortificare più le cose sue, si pensa si farà presto una promotione di cardinali, che sieno a suo proposito: la salute di noi altri depende in tutto dalla grandezza loro; però habbiamo a pregare Dio gli prosperi; et altro non accade.

In Bologna a dì XXI di luglio 1534.

Vostro FRANCESCO GUICCIARDINI.

XVI.[2]

Revmo et Illmo Monsignor Signr e mio ossermo.

L'ultime di V. Signoria Reverendissima sono de' V et VI con la lettere al Signre Presidente [3], quale si mandò subito, et a questo Magnifico Reggimento [4], presentai la lettera de V. S. Revma ringratiandoli delle buone dimostrationi che havevano fatte insino a qui di volere conservare la terra in pace, et confortando li in nome suo a perseverar, come è il debito et el beneficio loro, che fu loro molto grato. Et in verità el Reggimento in universale non potrebbe essere meglio disposto, nè di più pronto animo, ma e particulari tutti non concordano sempre in ogni cosa. Questo dico perchè se si mettessino insieme tutti e delitti che dalla morte di nostro Signore [5] insino a hoggi son successi in questa città, non sono stati tanti, nè tali, che si possa dir siano in quanto a sè di momento alcuno, nè di sorte che nelli altri tempi tranquilli et

[1] Hippolyte.

[2] *Dalla filza 132. Carte Strozziane, a 181.* — Cette lettre est adressée à Rome, probablement au Secrétaire du collége des Cardinaux chargé de l'administration des états de l'Eglise durant la vacance au Saint Siége. Je n'ai pu retrouver la feuille de papier servant d'enveloppe qui porte la suscription; mais c'est là bien certainement un rapport officiel.

[3] Baccio Valori, Président de Romagne.

[4] Le Sénat de Bologne.

[5] Clément VII.

pacifichi non se ne siano talvolta fatti più in medesimo numero di giorni, perchè non sono state date in questo tempo che quattro o sei ferite, et forse non vi aggiungono. Et le più importanti sono state nelle persone di Galetto et di ser Mascherino, personi, come può saper Vostra Signoria Reverendissima abiette et di nessuna consideratione: mà quel che n'ha fatto tener qualche conto è stato che è sapersi questi dui esser poco grati a' Peppoli et piutosto dependenti dalli altri, ha fatto opinione in molti che queste cose non siano passate sanza voluntà di qualchuno di loro; et tanto più vedendosi che chi ferì Galetto rifuggì in casa loro. Et havendosi qualche notitia che quelli che ferirno ser Mascherino, ancorchè non fussino ben cognosciuti, fussino pure persone dependenti da qualcuno di loro. Aggiugnesi l'esser cosa publica, che loro, o almeno il conte Hieronimo [1] hanno fatto venir drento delli sbanditi, et tenutoli in casa loro scoperti con assai poco rispetto. Ex quali andamenti hanno messo in molto sospetto questi altri. Et quel che i sospetti potessino partorire et dall' un canto et d'all' altro vostra Signoria Rev.^ma lo conosce, et so che non accade che io gli dica che io uso tutti gli ufficii che mi sono possibili per intrattenere le cose, che non venghino in disordine, come pur spero che habbia a succedere; mà è materia molto fastidiosa et difficile, perchè questa licentia la porta seco la natura de' tempi, et l'oppinione che per essere impressa per molte sperienze nella mente delli huomini non si può in modo alcuno cancellare, cioè che e delitti commessi, sede vacante, trovino appresso al nuovo Pontefice facilmente venia et impunità. Et el far de' forti officio in questi tempi contra persone potenti in una terra grossa come questa, merita gran consideratione, et massime non sapendo l'huomo, quanto sia per allungarsi la nuova elettione. E accaduto questa sera, che venendo driento per ordine del conte Hieronimo dua sbanditi, che sono gente del paese, et essendo cognosciuti per sbanditi furono presi. Di che el conte non ha mostro governarsi con la prudentia che doveva: nondimeno non si mancherà per questo di fargli impiccare stanotte, perchè ogni altra deliberatione sarebbe di pessimo essemplo, et torrebbe tutta la riputatione. La cosa del cavaliere Campeggio, della quale scrissi per l'ultima a Vostra Signoria Reverendissima, quanto più si è maneggiata tanto più si è trovata sospettosa. Pur per ogni rispetto mi è parso finirla, con l'ordinar che stia fuori della città insino a tanto che e tempi siano più tranquilli.

[1] Varchi XIII.

Da Ferrara vien per aviso che 'l sign^{re} Mattias si va preparando per tentar di nuovo l'impresa sua. Di che et di tutto quello che si intenderà più innanzi si darà continuo aviso alla signora Duchessa. Pare anche ch' el signor Gismondo Malatesta si vadia travagliando per tentar qual cosa; pur non si vede ancora in essere niente che importi, et Rimini è preparato di sorte che non è da temerne. Ci sono anchor vociferationi che Babbone di Naldo ha a venir in Romagna con buon numero di fanti pagati, et el cavaliere Zallo è andato intrattenendo molti di nome et voce di far fanti a Cotignuola, et in quelle circunstantie. Chi dice per turbar le cose di Romagna, chi a instantia de' nostri fuorusciti; pur effetti ancor non si veggono, et sarà facile che tutte queste cose rieschino più presto sospitioni che fatti; come porta la natura di questi tempi.

Et a vostra Signoria Reverendissima et Illma humilmente bascio le mani.

Di Bologna alli XI di ottobre MDXXXIIII.

XVII. [1]

Magnifico viro Aloysio de' Guicciardini, Commissario Arretii, fratri honorando. *Arretii.*

Honorande frater etc.

Ho havuto questa mattina la vostra di XIIII, et anchor che per via di Firenze havessi inteso parte delle pazie de' fuorusciti, mi sono stati grati gli avisi vostri per essere più particulari, et de' casi loro non sono restato ingannato di niente, per che ho sempre giudicato che habbino poco fondamento, et che procedino da pazzi et disperati. Doveranno con questa battitura haver manco credito et raffreddarsi, et mi maraviglio che 'l Duca di Urbino comporti che faccino queste adunationi sul suo, per che non veggo a che gli serva, et massime essendogli stato fatto intendere dai Ministri di Cesare che queste cose dispiaccerebbono a

[1] *Carte Strozziane Filza 123, a 165.* — Lettre à Luigi Guicciardini. Réflexions sur la conduite qu'il convient de tenir au milieu des menées des bannis pour profiter de la mort du pape Clément VII. Voyez Varchi, XIV.

sua Maestà. Ho considerato anche quel che havete scritto di vostra mano, et non me ne maraviglio, conoscendo come son fatti e nostri cervelli inquieti, et con poca ragione s' io come si vuole el giuoco nostro ragionevolmente ho a essere di corrire in tutto et per tutto la fortuna col duca : et io per me ne son resolutissimo, si per la obligationi che ho con la casa sua, come per l'interesse mio, che so non mi posso fidare di questi ribaldi ; nè cosa alcuna mai mi potrebbe persuadere il contrario, che so che m' hanno in sommo odio. Le cose di Perugia doveranno esso presto molestate, per che' l Papa vuol far l'impresa ; ma secondo intendo, con gente comandata in modo che lui bisognerà far più fondo in sulla debolezza delli inimici, che in sulla gagliardia sua. Et io per essere male informato delle forze di quelli di drento, non so che giudicio me ne fare : Sapetelo far meglio voi di costà.

Qui viene in scambio mio l'arcivescovo Sipontino, el quale penso che a questa hora sia partito et allo arrivar suo io me n'andrò alla volta di Firenze con animo forse di far poi un passo insino a Roma. Parmi mille anni arrivi, perchè havendomi a partire, ci sto a pigione, et quanto più presto me ne leverò più caro mi sarà, et a voi mi raccomando.

Di Bologna, alli XVIII di novemb. 1534.

Vostro Francesco Guicciardini.

XVIII.[1]

Magnifico viro Roberto de Pucciis, uni ex oratoribus Florentinis, majori honorando, etc. Romæ.

Magnifice tamquam frater honorande etc.

Io ho inteso per più lettere di vostra signoria et spetialmente per una de' 5 e ragionamenti che havevi passati sopra le cose mie con la

[1] *Carte Strozziane, filza* 132 *a* 189.— Cette lettre et la suivante sont toutes deux adressées à Robert Pucci. Je les donne dans l'ordre où elles se présentent parmi les papiers Strozzi. Comme elles sont datées du même jour, elles ont dû être envoyées ensemble, et la première me semble cette lettre de remerciments, destinée au Pape, et adressée à Pucci lui-même, dont il est question dans la seconde.

Santità di Nostro Signore [1], et la buona dispositione che havevi trovata in sua Santità inverso di me, et le parole grate che haveva usata con dimostrar el buon concetto et oppenione che n'haveva, che tutto mi è stato grato sopra modo, non solamente per gli effecti che possono resultare ogni dì a un pari mio dal suo bono animo, ma più principalmente perchè stimo esser mi molto honorevole haver questo testimonio dal gravissimo giudicio di sua Beatitudine, perchè quello che hanno sentito di me e Pontefici passati, cioè Leone et Clemente poteva essere attribuito a qualche affettione particulare, et per questa cagione medesima et non per altro non mi ricordo haver mai desiderato d'essere d'altra professione di quella che io sono, perchè se havessi havuto rocecto in dosso, harei sperato che sua Santità si fussi degnata servirsi di me, et mi sarei confidato haverlo da fare, di sorte che forse sua Santità non ne sarebbe alla fine restata con minor satisfattione che hanno fatto e' predecessori, perchè harei usato e medesimi mezzi a acquistarla che usai con loro, che non furono altro che la diligentia, la fede et la integrità, perchè da queste nacque la satisfattione, se bene la introduttione al servirgli nacque da esser Fiorentino et interessato con loro. Pur poichè l'habito ha repugnato, habbiano a stare contenti della sorte nostra, et tanto più volontieri per quel ne scrivete del buono et benigno animo verso di me di sua Santità, di che vi priego siate contento di rendergli infinite gratie in mio nome, certificandola che me ne sento obligatissimo in etterno, et mi dispiace non potere offerire a quella altro che un prontissimo animo et voluntà, che quanto più fusse quello che io potessi offerire, tanto più volentieri lo offerirei.

Se bene io sento Elettione di Comessarii et particularmente per Bologna, non è però che in questa praticha del sindacato, io non stia con l'animo riposato, atteso le parole che m'ha detto Sua Santità, le quali mi rendo certo non mancheranno.

A me questa cosa non ha mai dato fastidio alcuno per gli effecti, perchè giustamente non potevo esser molestato, nè di ingiustizia credevo haver da dubitare, se bene mi siano note le passione di qualcuno, ma solo come vi ho scritto più volte, perchè mi pareva che solamente questo nome mi fussi di carico, nè premio conveniente alle fatiche mie havendo per un ministro del grado mio servito più lungamente et in maggiori maneggi la Sedia Appostolica, che forse huomo che sia hoggi

[1] Paul III.

in Italia ; e se io non m'inganno di tal sorte, che di me non doverebbe nascere alcuna sinistra oppenione essendo stato confermato el buon nome, et la buona fama dal corso di tanti anni et da tante opere et effecti : Et a V. Signoria molto mi raccomando.

In Firenze, a dì XVI di gennaio 1534.[1]

Tucto[2] quello che io scrivo di sopra sia detto con questa protestatione repetita come dicono e contractisti, nel principio, nel mezo et nella fine, che dove s'abbia a dare conto di pecunie administrate, io sarò sempre promptissimo et paratissimo, et così mi potete sempre offerire et obligare.

Uti frater, FRANCISCUS DE GUICCIARDINIS.

XIX.[3]

Magnifico Viro Roberto de Pucciis uni ex oratoribus Florentinis majori honorando etc.

Romæ.

Magnifice tanquam frater honorande etc.

L'ultime vostre sono de VIIII et degli XI, et per questa ultima intendo quello che vi occorreva che io scrivessi una lettera alla Santità di nostro Signore, ringratiandola etc. Emmi parso ricordo che non possa se non giovare. Ma perchè più liberamente si scrive tra noi medesimi, che non si può fare a un Principe tale maxime da uno che per el passato non habbia havuto seco servitù o familiarità alcuna, ho preso per partito scrivere a voi in quella sententia medesima che harei scritto a sua Santità, che vi darà occasione di poter fare, come pregato da me el medesimo ufficio. Et perchè la lettera poi si estenderà in qualche capo più oltre, mi rimetto alla prudentia vostra, se vi parrà da leggerla tutta o solamente qualche parte, non so già quel che sarà la fine di questa praticha, perchè intendo che con gli effecti si va tuttavia più innanzi et io come ho detto sempre, non ho ragionevolmente da temer del fine della cosa, ma e' modi in sè sono dishonorevoli, non convenienti, nè possono essere se non fastidiosi, et tanto più essendo la elettione et

[1] D'après le style florentin; d'après le style vulgaire, 1535. — [2] Ce qui précède est de la main du secrétaire de Guichardin; ce qui suit est tout de sa main. — [3] *Carte strozziane, Filza 132, a 104.*

espeditione de' Ministri, et tutto el processo di questa negotiatione in mano di persone, che hanno passione meco; pure non si può resistere alla voluntà de' superiori: che quelli amici di Bologna etc. non siend in buon concetto, a me importa poco; perchè sebbene questo male hebbe principio di quivi, è di poi, come accade nelle infermità lunghe, diventato altro humore.

Veddi per la vostra de 28 quanto havevi scritto alla Excellenza del Duca del desiderio vostro d'essere uno de' suoi Car^li^ et con questa de' 9 ho inteso la risposta che havevi havuta. E matiera che non si può bene negotiare per lettere, perchè sono cose che hanno bisogno di più lungo pensiero che d'un' occhiata. A me non è parso d'entrare con sua Excellenza in questi ragionamenti, perchè per molti rispetti gli potete far meglio voi che huomo da Firenze, et havendoci a esser presto, non importava anticipare, et al ritorno vostro potreno parlare insieme di questo, et di molte altre cose.

Et a Vostra Signoria mi raccomando.

In Firenze a dì 16 di gennaio 1534 [1]

Uti frater FRANCISCUS DE GUICCIARDINIS.

XX. [2]

Al Magnifico Mess. Ruberto Pucci come fratello honorando.
In Roma.

Magnifice Vir etc.

Non hieri l'altro, Pandolfo [3] nostro mi mostrò una vostra postscripta, et questa mattina dal segretario del sig^re^ Duca [4] ho havuto una vostra delli 30 del passato, et parendo mi che il partito che voi mi proponete mi sia di grandissimo honore, n' ho havuto molto piacere, perchè stimo il iudicio che Sua Santità fa di me più che honore alcuno, che per qualunche via mi potessi essere fatto, in modo che ne resto con grandissima

[1] 1535.

[2] *Carte strozziane, filza 132 a 202.* Lettre dont il a déjà été publié un fragment dans les notes du marquis Capponi ajoutées aux *Documenti* de Giuseppe Molini. Il est question des propositions que le Pape Paul III faisait à Guichardin de rentrer au service de l'Église. — [3] Pandolfo Pucci, fils de Robert, et mari de Laudomia fille de Guicchardin. — [4] Cosme Ier.

obligatione a sua Beatitudine, et per rispondersi con resolutione vi adviso esser levata via la difficultà principale, che io dubitavo mi potessi impedire, perchè il Duca si rimette in questo del tutto alla mia deliberatione, in modo chè della mente sua non mi resta scrupulo alcuno.

Mà [1] quanto a' rispecti miei, mi tiene alquanto sospeso l'havere come sapete una figliuola di età nubile [2], della quale credecti essere spedito già più mesi sono, mà le conditione de' tempi m' hanno facto e disegni difficili; et se io mi partissi di quà innanzi gli havessi dato ricapito, sarebbono le conditione sue molte peggiore, perchè in queste cose nessuna diligentia è pari alla propria. Dispiacerebbemi el perdere per questo rispecto una tale occasione, et da altro canto mi sforza pure l'honore, l'amore et el debito paterno. Io penso che sarà almanco tocto Febraio innanzi che nostro Signore sia a Bologna, et sarebbe molto facile, che a quel tempo io l'havessi collocata, nel quale caso vi dico che io mi risolvo a venire o quivi o in altro luogo, se prima me ne fussi spedito et tanto più volentieri havendo a esservi voi, che Dio sa quanto mi è grato. Ma quando a quel tempo io non havessi collocata la figliuola, o almeno ridoctola a speranza propinqua, non vi dico di essere deliberato di venire, mà non vi dico anche per hora el contrario, per chè essendoci da ogni parte ragione che mi pesano, è cosa che la voglo pensare et examinare meglo.

E [3] bene vero che parlando liberamente come io debbo, io desiderei da voi qualche resolutione più particulare, per chè come voi sapete io non sono cacciato da alcuna necessità a pigliar questo partito, potendo starmi nella patria commodissimamente, ma mi muove principalmente il desiderio dell'honore che è laudabile in tutti gli homini, et secondariamente la speranza di potere conseguir qualche premio o remuneratione servendo bene ad un Principe tale, la quale speranza non ha a venir in ragionamento alcuno, ma ha totalmente, meramente et liberamente a depender dalla benignità et discretione del Principe, et chi serve non ha a fare altro che sforzarsi tacitamente di meritarlo con le buone opere, et col ben servire, il che non dico per mio particulare, per chè a me in questo caso è bastante premio et remuneratione l'essermi fatto questo honore da Sua Santità. Mà mi par bene non poter esse ripreso se io desidero al presente di sapere particularmente che mi habbia a

[1] Ce qui suit est en entier de la main de Guichardin. — [2] La Lisabetta, celle qui avait dû épouser Cosme de Médicis.

[3] Ici reprend l'écriture du secrétaire de Guichardin.

esser dato il modo di sostener costà il grado che mi si conviene, perchè non ho facultà da pensare di spendere il mio et son certo che anche questo non sarebbe l'intentione di nostro Signore, mà io non vorrei quando io fussi costà haver causa o necessità di parlare con Sua Santità d'alcuno interesse mio, ma solo haver a parlare o pensare del servitio suo, che così mi governai sempre con Clemente. Nè si mette questo in consideratione per stare a me il mercantare o sottilizzare che cognosco bene quanto si convenga con uno Principe, mà per poter pigliar questa deliberatione con l'animo scarico totalmente. Io vi ho operto in tutto et per tutto il core mio, et in quello havessi mancato supplirà la lettera di Pandolfo.

Aspetteremo hora la risposta vostra, et in questo mezo non si perderà tempo circa la faccenda di che vi ho detto di sopra, et molto a voi mi raccomando.

Di Firenze il dì II di Febraio 1537.[1]

Uti frater FRANCISCUS DE GUICCIARDINIS.

XXI.[2]

Al magnifico commissario di Pisa Luigi Guicciardini fratello honorando. In Pisa.

Magnifice frater honorande.

E sarà con questa una mia a Braccio, laquale vi priego gli facciate dare, et quando n'harete la risposta me la mandiate per persona fidata.

Di nuovo non ci è altro, perchè Barbarossa s'è discostato, et non si sa dove sia andato. L'accordo de' Vinitiani col Turco[3] si crede si farà; pure non ci è ancora la certeza. L'accordo[4] di Cesare et del Re è in oppenione di ciaschuno, e da ogni parte s'intende el medesimo, che non sia per succedere, restando la differentia per conto dello stato di Milano. Et però non si può stare se non con sospecto di guerra per

[1] 1538.

[2] *Carte Strozziane, filza 60, a 15.* — Lettre à Luigi Guicciardini, sur l'empoisonnement supposé de Giulio de Médicis.

[3] Segni, IX.

[4] C'est l'accord, dont il est parlé dans la lettre suivante, et qui eut pour résultat le voyage de Charles-Quint en France.

l'anno futuro. Pure bisogna rapportassi alla giornata. Examinossi Biagio della Campana[1], et io intervenni all' examine. Non è bene scrivere e particulari, mà la somma è che per la parte del Duca et de'suoi la cosa è restata giustificatissima. Qui si procede all'usato, et come se fussimo nella sicurtà grande d'ogni cosa.

Sarà con questa un altra mia in raccommandatione di messer Cherubino Buonanni: potendo fargli piacere mi sarà gratissimo, et mi vi raccomando.

In Firenze alli 3 d'octobre MDXXXIX.

Vostro Francesco Guicciardini.

XXII.[2]

Magnifico messer Ruberto, se mai fu tempo alieno da discorrere le cose future, questo mi pare che sia quello, poichè si vede uscire sù accidenti tanto grandi ch'e' cervelli non vi aggiungono: Cesare va o per dire meglio debbe andare per la Francia, non che gl' altri, ma lui medesimo non l'harebbe a giudicio mio mai creduto, perche non era da credere. Inferisce si per questo che l'accordo tra loro, e così è la comune openione, sia fatto; chi sà se e' giudicii sono fallaci in questo come nell' altre cose; el Turco si crede, e pare molto ragionevole, che habbia per male la grandezza di Cesare, che cosa gli poteva più servire a questo proposito, che separare e' Vinitiani da lui, e nondimeno si vede che da lui resta l'accordo se non per altro, perche debbe domandare cose intollerabili; io dissi quando viddi i Vinitiani pigliar la guerra e fare la lega contro a lui, che la fortuna di Cesare poteva più che la prudentia de' Vinitiani; puossi forse dire hora el medesimo della prudentia de' Turchi, o pure nasce da questo influxo universale che e' partiti si piglino, el più delle volte, al contrario; io per me non aggiungo a queste cose, e o proceda dall' età o pure dall' havermi la fortuna cavato fuori delle faccende, mi pare certamente ogni dì dimenticare: però non sanza cagione ho cominciato a astenermi del discorrere, lasciando farlo

1 Empoisonneur présumé de Giulio, bâtard d'Alexandre.

2 *Biblioth. Magliabecchiana, Class.* XXV. *Cod.* 338, *p.* 149. *Lettera di Messer Franc°. Guicciardini à Messer Ruberto Pucci copiata dall' originale.* — Jugement sur le voyage de Charles-Quint en France.

a voi, et agl' altri, e' cervelli de' quali aggiungono a questa altezza; et se pure gl' altri sono smarriti, come io dalla extravagantia delle cose, par mi che questa nostra età comincì a essere felice, poichè si libera dalla necessità di distendere e' pensieri più oltre che di giorno in giorno, se è accidente mio particulare, voglio chiamarla felicità particulare, et a vostra Magnificentia mi raccomando. In Firenze a dì 29 di novembre 1539.

Vostro F. Guicciardini.

XXIII. [1]

Al mio Carissimo fratello Bongianni Guicciardini.

A Poppiano [2].

Bongianni Carissimo.

Come io ti scrissi per l'ultima, io desideravo che si vendessi un moggio di grano: puossene vendere anche insino in un altro; in tutto, oltre a quello che si vende l'altro dì, moggia due. Appresso vorrei che il vino bianco si mandassi qua qui (*sic*), et bisogna venghino anche e botticini chè si mandorno tutti costì, et altro non accade.

In Firenze a dì primo di Marzo 1539 [3].

Vostro Francesco Guicciardini.

[1] *Carte strozziane, filza 123, a 189.*
Cette lettre est la dernière de la main de Guichardin qui soit aux Uffizi; il mourut onze semaines après (24 mai 1540). Outre cet intérêt, elle a celui de nous indiquer les préoccupations d'économie domestique qu'il avait alors, et de jeter quelque lumière sur ses rapports avec Bongianni, le seul de ses frères qui se soit toujours tenu à l'écart des affaires publiques.
[2] Maison de campagne que la famille Guicciardini possède encore.
[3] Style Florentin; d'après le style ordinaire, 1540.

XXIV. [1]

All' Illmo et Eccmo Sre il Sre Duca di Fiorenza Se e Pron mio osservmo.

Con quella medma sicurtà che ho sempre parlato a V. Eccza Illma, con quella medsima gli scrivo. Quando io mi sono persuaso per la fedel servitù e obbedienza mia di dover esser esaltato, et accresciuto di onori, et io mi trovò nella maggior miseria che possa accader a un gentilomo, et in cambio di dover per mezo di V. E. comandar a popoli, io sono in sette passi di stanza ristretto con un sbirro, nè mi posso immaginar la causa. Credevo che così come quella haveva accresciuto lo stato dovesse accrescer commissarij e (non già per sufficienzia mà si bene per la servitù mia) esser uno di quelli, havendo sempre conosciute in lei amore non da servitore, ma da caro amico, et ora trovandomi di tanto alto caduto nel profundo, son condotto che meglio reputeria quasi la morte che star in questa si misera vita; quel che di me debba essere lo sà Iddio e V. E. perche io non so mai dove questa cosa si batta; e se bene io so che a quella e manifesto il viver mio, gli dirò più succintamente che potrò una parte della mia vita, et la verità pura. A Dio piacque doppo la morte del duca Alessº che si facesse elezione di V. Eccza a questo quanto mi operassi e noto a tutti, e massime fino a minacciar della vita il mio suocero, e quella mattina che fussi eletto, sapete che per ordine mio il Sr Alessº [2] fece far quel garbuglio in terreno all' Unghero, e che V. E. passegiava col vescovo di Furli, et io entrai da' Quarantotto, e dissi al Guicciardino e Francesco Vettori, e Francº Valori, che se non si risolvevano a noi sarebbon fatti saltar le finestre. Ricordisi V. E. che mi disse la sera in presenzia

[1] *Lettre de Pandolfo Pucci, gendre de Guichardin au duc Cosme.* Cette pièce, qui m'a été communiquée par M. Passerini, date du procès à la suite duquel il fut condamné à mort pour crime de conspiration. Elle est curieuse par le ton de bassesse qui y règne perpétuellement. L'assertion de Pandolfo n'est confirmée par aucun historien. C'est seulement un renseignement nouveau sur l'élection de Cosme, et aussi un moyen de jeter un regard sur la famille de Guichardin. Par ses lettres, et celles de ses frères, nous les connaissons en partie. Voici maintenant ce qu'était son gendre. Il est curieux de rapprocher l'impression qu'on en éprouve des Ricordi 106 et 368.

[2] Alessandro Vitelli.

di Bongianni, e di Franc° Sostegni, Pandolfo, chiedete mi quel che voi volete, che non vi negherò mai cosa alcuna; et io dissi che non volevo allora, se non che se mai era calumniato V. E. me lo facessi sapere, che sempre mi giustificherei, et che io la pregavo che non avessi mai per male cosa che io gli dicessi, e così fin a qui ho seguitato questa vita parendomi che la mi ascoltassi volentieri et in molte cose mi pareva far frutto sempre in benefizio d'altri e con buona grazia di V. E. alli comandamenti della quale mi par essere stato obbedientia, e questo e stato che non ho mai transgresso volontà, o bando di V. E. e perche io non mi so immaginare questa mia disgrazia dirò con verità [1]....................................

Di carcere, il dì 7 d'ottobre nel 59.

Di V. Ecc^{za} Illma umile et infelice servo, PA. PUCCI.

[1] J'omets le reste de la lettre qui contient le récit d'une de ces aventures infâmes dont Pand. Pucci fut souvent le héros. Il avait été une première fois banni de la cour pour ses débauches en 1542 (Segni, X), et grâcié à cause de son père. En 1559 il fut pendu.

TABLE.

ERRATA.

Page **182**, ligne **4**, lisez : *ils formeront avec les douze.*

Page **200**, ligne **3**, au lieu de *traiter*, lisez : *tracer.*

Page **215**, ligne **17**, au lieu de *commission*, lisez : *constitution.*

Page **219**, ligne **15**, au lieu de *en dehors*, lisez : *au dehors.*

Page **242**, ligne **3**, lisez : *et si avec une direction.*

Page **286**, ligne **12**, au lieu de *Clément VIII*, lisez : *Clément VII.*

Page **296**, ligne **15**, au lieu de *une abondance de paroles rares*, lisez : *une abondance de paroles rare.*

Page **311**, ligne **1re**, au lieu de *VIe siècle*, lisez : *XVIe siècle.*

Page **327**, ligne **3**, lisez : *dans une certaine mesure.*

Page **394**, ligne **28**, au lieu de *1503*, lisez *1513.*

Page **433**, ligne **7**, au lieu de *Clément VIII*, lisez *Clément VII.*

Page **435**, ligne **22**, au lieu de *1829*, lisez *1529.*



